



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>











**TRÉSOR**  
**HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.**

**HISTOIRE**  
**DE FRANCE**  
**SOUS LOUIS XIII**

**M. A. BAZIN**

Ouvrage ayant obtenu de l'Académie française, dans sa séance du 14 mai 1840

le second des prix fondés par le baron Gobert.

**TOME III** 3 - 4



**BRUXELLES**  
**WOUTERS, RASPOET ET C<sup>e</sup>, IMPRIMEURS-LIBRAIRES**  
RUE D'ASSAUT, 8

**1842**

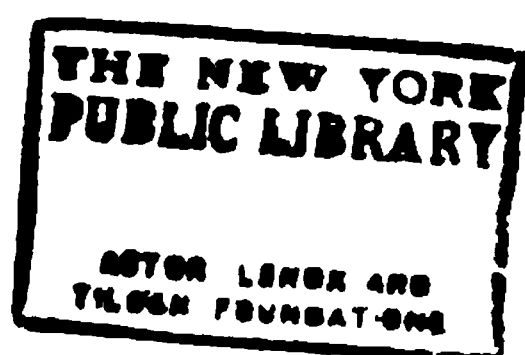


**HISTOIRE**

**DE FRANCE**

**SOUS LOUIS XIII**







# **HISTOIRE**

---

**BRUXELLES**

**WOUTERS, RASPOET ET C<sup>o</sup>, IMPRIMEURS-LIBRAIRES**

**8, rue d'Assaut**

**1842.**

NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY  
485058  
TUTOR, LENOX AND  
TILDEN FOUNDATIONS.  
R 1910 L

# HISTOIRE

# DE FRANCE

## SOUS LOUIS XIII

---

### LIVRE IX.

#### CHAPITRE PREMIER.

Rentrée du roi à Paris après la prise de la Rochelle. — Le roi se décide à conduire une armée en Italie. — Allocution du cardinal de Richelieu au roi en présence de sa mère et de son confesseur. — Lit de justice. — Recueil d'ordonnances présenté par le garde des sceaux. — Théorie des rapports entre le roi et le parlement. — Le parlement conteste. — Départ du roi pour l'Italie. — Peste de Lyon. — Le roi pénètre en Piémont et force le pas de Suze. — Traité avec le duc de Savoie. — Le siège de Casal levé. — Séjour du roi à Suze. — Traité de paix avec l'Angleterre. — Le roi s'achemine vers le Languedoc. — Le cardinal commande l'armée d'Italie. — Traité du duc de Rohan avec l'Espagne. — Siège de Privas. — Le cardinal rejoint l'armée du roi. — Proclamation de la paix avec l'Angleterre. — Prise et sac de Privas. — Le roi pénètre dans les Cévennes. — Le duc de Rohan demande à traiter. — Le roi prend possession de Nîmes. — Édit de paix accordé aux réformés. — Le duc de Rohan se retire à Venise. — Montauban refuse la paix. — Le cardinal se charge de soumettre cette ville. — Reddition de Montauban. — Fin du parti réformé.

(23 décembre 1628) Le roi rentrait dans sa capitale vainqueur de la rébellion et de l'hérésie ; on vantait beaucoup, et avec justice , le courage personnel qu'il avait montré dans les combats ; toutes les formes de la louange étaient employées par les arts pour célébrer sa victoire ; le pape , non content de lui adresser une lettre apostolique pleine d'éloges et de tendresse , avait encore composé un assez mauvais distique latin en son honneur. La population se rangeait sur son passage, enrégimentée en milice, pour lui faire un pompeux accueil. Les trophées, les emblèmes, les inscriptions, les allégories et les vers, lui

promettaient de toute part l'immortalité de la terre et du ciel. Il ne manquait à cette fête que Malherbe qui, peu de mois auparavant, s'était engagé à chanter la prise de la Rochelle, et qui n'avait pu vivre jusque-là. Mais il n'entrait pas dans les intérêts du cardinal de Richelieu, et dans ceux où il voulait engager le royaume, que le roi pût s'enivrer de son triomphe, en oublier l'auteur, et en perdre le fruit. Le crédit qu'il avait obtenu, n'étant pas le produit d'une affectueuse préférence, devait toujours être nourri par les mêmes causes qui l'avaient fondé, la crainte, le soupçon, l'embarras. Il fallait que Louis XIII vécût dans une perpétuelle défiance de tous, pour qu'il ne pût se dégoûter de lui. Aussi, dès les premiers jours qui suivirent la reddition de la ville rebelle, ne lui permit-il pas de croire que c'en était fait des inquiétudes et des soucis. Au contraire, il fit apparaître devant lui mille fantômes de cabales et de factions. Lui-même était, disait-il, le principal objet de toutes les haines, mais seulement parce qu'on le savait dévoué de tout son pouvoir à l'autorité royale dont personne ne voulait reprendre le joug. C'était d'abord contre le duc d'Orléans qu'il nourrissait la jalousie d'un frère ombrageux, et le jeune prince donnait prise aux reproches par sa passion pour Marie de Gonzague qu'on avait d'abord voulu éloigner de la cour, puis ramenée sur sa prière. Le prince de Condé, le duc de Montmorency et les autres généraux se portaient mollement, suivant lui, à leur devoir, et prenaient leurs mesures « pour que les bons succès ne » vinssent pas en poste. » Dans l'intimité même du roi se trouvaient « des personnes infectées du même venin, » notamment le comte de Toiras, « qui se vantait à chacun de n'avoir pas voulu solliciter le bâton » de maréchal de France, certain qu'il était de l'obtenir un jour par « une meilleure voie ; d'où l'on pouvait conclure qu'il espérait se » prévaloir de quelque occasion et nécessité de l'État. » Mille petits faits et propos, recueillis avec un soin qui semble appartenir aux habitudes du commérage, servaient à confirmer cette mauvaise disposition de l'un des favoris. L'autre, le chevalier de Saint-Simon, avait reçu et refusé la proposition de faire cause commune contre le cardinal. Entouré comme il était d'ennemis et de malveillants, « c'était » de sa part, un généreux effort, la preuve d'une grande confiance » en Dieu, et d'un zèle bien ardent pour le service du roi, que de » lui donner des conseils dont l'exécution serait contrariée par les » autres, et dont tout l'événement retomberait sur lui seul. »

C'était, à ce qu'il paraît, par de semblables discours qu'il fallait préparer le roi de France à recevoir avis et à prendre résolution dans une affaire où l'honneur de sa couronne était intéressé. La détermination, dont nous venons de lire le prélude, avait pour objet le secours de Casal. Aussitôt après la prise de la Rochelle, on s'était adressé à la république de Venise pour la presser de secourir le duc de Mantoue, en attendant l'arrivée d'une armée royale qu'on faisait déjà marcher dans cette direction, sous les ordres du comte de Toiras. On avait supplié le pape de joindre son nom, et, s'il se pouvait, quelques troupes à cette assistance, « parce que la dévotion d'Espagne ne céderait pas à ses bénédictions. » Auprès du duc de Savoie, prince habile et intelligent, on faisait valoir les avantages qu'il pouvait trouver à aider la France, son alliée naturelle, contre l'Espagne qui ne voulait que se servir de lui, sans lui offrir aucun profit de ce qu'il ferait pour elle. On avait dépêché à la cour de Madrid un agent qui avait l'habitude de ses façons d'agir, et qu'on jugea le plus propre à lier avec le comte d'Olivarès des entretiens qui permettraient de gagner le temps, à lui proposer toutes sortes de partis pour la conclusion de ce différend, et à soutenir la discussion sur tous les points. Cet envoyé était encore le sieur de Bautru, homme d'esprit, homme à bons mots et à fines reparties, ce qui semblait dès lors une qualité importante dans un ambassadeur. Le rapport qu'il fit de sa mission prouve qu'il maintint fort bien ses avantages avec le ministre d'Espagne, que celui-ci trouva riposte ingénieuse et piquante à toutes ses paroles. Mais ils ne purent s'entendre sur aucune condition, et il fallut en revenir à ces autres voies, que le cardinal avait singulièrement caractérisées, lorsque, sur le bronze des canons fondus pour le service de la mer, il fit graver en latin cette devise : « la dernière raison des rois. »

Déjà, pendant que ces conférences avaient lieu de tous côtés, une armée s'assemblait dans le Dauphiné sous le prétexte de combattre le duc de Rohan. Il ne s'agissait plus que de savoir qui devait la commander. Le cardinal, qui désirait fort y employer le roi lui-même, ne trouva rien de mieux, pour le décider à s'embarquer dans une nouvelle expédition, que de lui proposer le duc d'Orléans. Ce prince contrariait toujours sa mère et son frère par son amour pour la princesse Marie, et, selon les mémoires du temps, on lui aurait offert cette occasion de gloire comme un dédommagement du refus qu'on opposait à sa passion. C'eût été pourtant une contradiction singulière que d'envoyer

au secours du père un amant obstiné qu'on ne voulait pas donner pour époux à la fille. Ce qui paraît plus certain, c'est que la reine mère voyait avec répugnance le roi son fils s'engager dans cette entreprise, au profit d'un prince qu'elle n'aimait pas, qui l'avait offensée, dit-on, par une comparaison injurieuse entre l'origine des deux maisons italiennes dont ils étaient sortis l'un et l'autre, quand surtout cette entreprise se faisait au préjudice de l'alliance avec l'Espagne, qui avait toujours été l'objet de sa politique.

Le cardinal voulut amener le roi à prendre de lui-même la résolution que demandaient les circonstances ; mais il avait eu soin de les présenter en tel état qu'il n'y avait pas à choisir entre deux partis. Lorsque le roi eut dit qu'il était déterminé à faire la guerre et à la conduire, le cardinal lui demanda un entretien particulier, en présence de sa mère seule et du père Suffren son confesseur. Le discours qu'il lui adressa est certainement un des plus curieux documents que l'orgueil d'un homme ait pu conserver. Il y avait, dans le langage qu'employait le cardinal avec son maître, du ministre, du prêtre, du pédagogue. Il lui indiquait d'abord ce qu'il fallait faire pour le bien de son État ; au dedans étouffer la rébellion, lui prendre ses dernières retraites, raser toutes les places inutiles pour la défense du pays, fortifier celles qu'on garderait, décharger le peuple, abaisser les compagnies, se faire obéir des grands comme des petits, remplir les évêchés de personnes sages et capables, racheter le domaine et augmenter son revenu ; au dehors arrêter les progrès de l'Espagne, s'ouvrir des portes pour entrer dans les États voisins, fermer ses frontières, se rendre puissant sur mer, s'étendre, s'il était possible, jusqu'à Strasbourg pour avoir pied dans l'Allemagne, faire une citadelle à Versois et tâcher d'acquérir Neuchâtel pour tenir la Suisse sous sa main, et s'assurer une ouverture en Italie par le marquisat de Saluces. Mais tout cela ne pouvait se faire que si le roi se corrigeait de quelques défauts. Il était prompt, soupçonneux, jaloux, susceptible d'aversion passagères et des premières impressions, sujet à quelque variété d'humeur. Sa défiance était telle que bien souvent il prenait ombrage quand deux personnes parlaient ensemble, sans faire attention que ces entretiens pouvaient avoir pour but de découvrir ce qu'on croyait nécessaire à son service, ou de calmer les mécontentements par un peu de bonne chère. Sa jalousie à l'égard de son frère devait être restreinte dans cette juste règle : le satisfaire en tout ce qui n'était pas préju-

diciable à l'État, et lui résister en ce qui pourrait donner atteinte à l'autorité royale; ménager les serviteurs de ce prince, et ne rien dire sur son compte que les rapports des courtisans pussent envenimer. Un autre sentiment contre lequel il devait se tenir en garde, c'était celui qui portait plusieurs princes à ne pas souffrir que leurs serviteurs fissent pour eux ce qu'eux-mêmes ne voulaient ou ne pouvaient pas faire; et sur cela, le roi devait, de deux choses l'une, ou suivre ses affaires avec assiduité et autorité tout ensemble, ou autoriser puissamment quelqu'un qui les fît avec ces deux qualités. Prendre souci du pouvoir qu'il déléguait à ses créatures pouvait s'appeler proprement être jaloux de son ombre, puisque, comme les planètes, elles n'avaient d'autre lumière que celle qui leur venait du soleil. Il devait aussi se rendre moins facile à concevoir de la haine pour les princes et les grands, ou du moins considérer comme une charge de la royauté l'obligation de leur faire bon visage. Quant aux impressions que l'esprit du roi recevait si aisément de chacun, il devait y regarder à deux fois avant de se laisser persuader par une calomnie contre ses serviteurs, et même, à l'égard de ceux dont la fidélité était bien éprouvée, menacer de châtiment quiconque voudrait les atteindre. Il ne fallait pas laisser cours à cette opinion, qu'un service à lui rendu était aussitôt oublié. Si la mémoire des injures était un grand tort selon Dieu, il valait mieux, selon le monde, la garder par devers soi que de perdre la mémoire des bienfaits. Nul ne voudrait se porter de bon courage aux intérêts de son maître, s'il le voyait toujours prêt à mal parler de ses actions, au lieu de prendre en main la défense de son honneur. De plus ce n'était pas assez d'approuver un bon dessein, il fallait y persister, ne se pas dégoûter en chemin, soutenir jusqu'au bout celui qui en a donné le conseil, et, le succès obtenu, ne pas affecter d'en savoir gré au hasard. Il lui reprochait encore une certaine mollesse à faire observer les lois, notamment celle des duels, à maintenir ses édits et à châtier les désobéissances. L'autorité tenue du ciel devait être employée à ses fins, qui sont de conserver en son entier la règle des États; autrement on se rendait coupable envers Dieu, l'impunité des crimes devenait péché, et tel, qui paraissait saint comme homme, ne laisserait pas de se damner comme roi.

Il l'exhortait encore à faire la justice sans passion; à ne pas en exempter ceux qui seraient assez heureux pour avoir ses bonnes grâces; à se donner une réputation de libéralité en récompensant les

bons services ; à démentir le feu duc de Luynes qui l'avait représenté comme plus enclin aux sévérités qu'aux grâces, et pourtant à savoir refuser nettement ce qu'il croyait ne pas devoir accorder ; à se faire une volonté raisonnée et non capricieuse, non pas de celles qu'on prend avec ardeur, et qu'on abandonne après le premier feu de la fièvre ; à ne point paraître indifférent sur les affaires importantes de l'État, comme on avait la hardiesse de croire qu'il l'était, mais bien à en parler chaudement dès l'abord, et à exalter ce que feraient ses serviteurs pour l'y aider. Si l'inclination naturelle manquait à la suite d'une telle résolution, on l'avertirait sous main avec telle dextérité, que tout semblerait être le produit de son propre mouvement.

Après cette longue leçon que le roi fut obligé d'écouter, le cardinal s'offrit lui-même à la censure de ses propres défauts. Sa confession, suivant l'usage, n'était rien de plus qu'un panégyrique, dans lequel encore il reprochait aigrement à la reine mère son esprit ombrageux, au roi la complaisance de son oreille pour les médisants. Mais son plus grand tort, celui dont il ne pouvait par malheur se corriger, c'était sa santé faible et débile, pour laquelle il demandait grâce. S'il ne pouvait encore songer à une retraite absolue, il suppliait du moins qu'on le déchargeât du fardeau des affaires, et qu'on le gardât seulement pour le conseil ; la bonne réputation qu'il s'était acquise auprès de tous ne devait pas être un obstacle à ce désir, qui s'appuyait sur une impossibilité réelle. D'ailleurs il avait toujours à craindre les violents avis auxquels pouvait céder le duc d'Orléans, la vicissitude des choses humaines, l'humeur du roi portée au changement, les cabales des étrangers, des femmes, des grands, des favoris, sa mauvaise fortune enfin qui pouvait faire qu'il survécût au roi. Partant il ne pouvait avoir meilleur temps pour se retirer que celui-ci, où il avait encore entière l'estime de ses maîtres ; s'ils ne lui accordaient pas cette faveur, il se dévouerait à périr pour eux, avec cette consolation toutefois qu'il n'irait pas à la mort comme à la peine de ses fautes, mais bien à celle du mérite qu'on avait trouvé en lui. Cette remontrance entendue, le roi passa en quelque sorte un nouveau bail avec son ministre.

Alors tout se prépara pour le départ. L'armée était déjà rassemblée dans l'Auvergne et dans le Dauphiné, où le comte de Toiras avait conduit les troupes victorieuses de la Rochelle. Le roi avait dit au maréchal de Bassompierre de se tenir prêt pour l'accompagner en Italie, où il espérait bien qu'ils feraient parler d'eux. La résolution de comman-

der l'expédition en personne fut prise et exécutée en peu de jours; car Louis XIII retrouvait de l'activité pour les choses de la guerre. Cependant, avant de quitter Paris, il voulut faire acte de gouvernement et de législation. Il confia d'abord à la reine sa mère l'administration du royaume pendant le temps que durerait son absence. Puis il convoqua le parlement en lit de justice (15 janvier 1629). Le garde des sceaux, Michel de Marillac, rappela tout ce que le roi avait amassé de gloire depuis son dernier lit de justice, tenu dix-huit mois auparavant, et, comme si le moment fût venu de remettre partout sur pied l'autorité royale, il crut devoir exposer la théorie des rapports entre le roi et le parlement, suivant la constitution du royaume. Aucune tentative nouvelle de cette compagnie, depuis longtemps docile et silencieuse, n'avait provoqué cette déclaration de principes, qui devant être plus tard l'objet de vives contestations, trouve naturellement sa place à l'époque où elle se présente pour la première fois sous une forme officielle.

Le garde des sceaux disait donc qu'anciennement les rois de France, pour rendre témoignage public de leurs ordonnances, avaient coutume de les faire signer par leurs principaux officiers; que plus tard, le parlement étant devenu sédentaire à Paris, ils jugèrent convenable de les y faire lire, publier et déposer; que les gens sages et capables de cette compagnie ayant trouvé parfois, dans ces actes de la puissance royale, quelques articles qui avaient besoin d'interprétation ou de modification, les rois avaient écouté volontiers leurs remontrances, comme ils étaient toujours prêts à le faire du plus humble de leurs sujets, tantôt y ayant égard, tantôt persévérant dans leurs résolutions; que tout cela s'était fait par bon accord, d'une part avec bienveillance et désir d'être éclairé, de l'autre avec zèle officieux et sans aucune opinion d'autorité, ni créance d'attribution. Cependant comme il était arrivé que ces remontrances se renouvelaient fréquemment, et que certains accidents, survenus dans les temps où l'État était faible, avaient fait naître des opinions contraires à l'ordre établi, les rois avaient toujours eu soin d'en arrêter le cours par la manifestation absolue de leur volonté. Ainsi en avaient usé tous les prédécesseurs du roi depuis Charles VI. Car il ne pouvait se faire que les officiers du roi fussent juges de ses actions, sans qu'aussitôt la souveraineté passât entre leurs mains. La véritable puissance du parlement était dans la distribution de la justice, chose tellement importante pour

tous, que c'eût été conscience d'en divertir ceux qui étaient chargés de ce soin pour les occuper d'autres intérêts.

C'était là le préambule d'un long édit, où l'on avait formulé en articles plusieurs dispositions réclamées par les états de 1614 et par les assemblées des notables de 1617 et 1626, sur les différentes parties de l'administration. Cette compilation était l'œuvre particulière du garde des sceaux, qui en attendait une gloire pareille à celle dont l'ordonnance de Moulins avait doté la mémoire de Michel de l'Hôpital. Michel de Marillac voulait donc que le parlement l'enregistrât sans délibération, sauf les représentations qui pourraient être faites sur le contenu de l'édit, et que le roi recevrait toujours avec plaisir. En même temps que cet édit, il lui apportait une déclaration par laquelle le roi offrait de nouveau amnistie à tous ses sujets de la religion réformée qui rentreraient dans le devoir. Il n'y eut aucune difficulté sur l'enregistrement de cet acte. Mais le cahier d'ordonnances souleva une résistance qui, pour ne toucher en rien aux articles eux-mêmes et ne se débattre que sur la forme, n'en fut pas moins longue et opiniâtre. Le garde des sceaux ne put obtenir que son ouvrage parût, avec le mot « enregistré » et la signature du greffier, qui seuls donnaient autorité aux lois dans les discussions judiciaires, de sorte que cet édit, bien que rendu public, imprimé, distribué dans les bailliages et sénéchaussées, déclaré obligatoire pour les sujets du roi, fut frappé de discrédit parmi les jurisconsultes, qui lui donnèrent le nom ridicule de « Code Michau. » Personne, que nous sachions, ne s'occupa d'examiner ce qui en était bon ou mauvais ; et des historiens, qui n'en avaient jamais lu une disposition, ne manquèrent pas d'y trouver un code complet de tyrannie.

Ce fut la reine mère qui eut le soin de traiter cette affaire avec le parlement ; car, le même jour où s'était tenu le lit de justice, le roi se mit en route pour l'Italie, bien qu'il eût annoncé publiquement dans cette solennité « qu'il partait pour aller contre le reste de ses » sujets rebelles. » Il fut obligé d'éviter le chemin de Lyon à cause d'une terrible épidémie qui venait de désoler cette ville. On en attribuait l'origine au passage des troupes, si malencontreusement conduites dans le Piémont, l'été précédent, par le marquis d'Uxelles. Aux ravages d'un mal contagieux s'étaient jointes encore toutes les horribles suites de ces crédulités qui se répandent en pareil cas parmi le peuple. Les réformés avaient été soupçonnés de propager l'infection

au moyen d'un onguent appliqué sur les portes des maisons; on en avait massacré plusieurs dans les rues, et les magistrats eux-mêmes s'étaient vus forcés de faire exécuter juridiquement quelques malheureux, désignés par le cri général, comme « engraisseurs de portes et infecteurs publics. » Le nombre des morts était évalué à plus de quarante mille, et c'était à peine si, après cinq mois entiers de scènes funèbres et de confusion, l'ordre et la sécurité commençaient à se rétablir. Le roi se rendit par la Champagne à Dijon. Il vit à Bray le prince de Condé, avec lequel il ne s'était pas rencontré depuis plus de six ans, et qui, en lui offrant ses services, lui demanda la permission de passer quelque temps à Paris, sous la promesse de lui rendre un compte fidèle de sa conduite. Peu de personnes s'étaient trouvées en état de suivre le roi. Après une campagne aussi longue que celle de la Rochelle, tous les seigneurs avaient des affaires à régler et de nouvelles dettes à contracter pour réparer leur équipage. Le maréchal de Schomberg étant tombé malade à Troyes, le cardinal de Richelieu, qui rejoignit le roi à Châlons-sur-Saône, l'accompagna seul jusqu'à Grenoble (14 février). Là se rendirent successivement les maréchaux de Schomberg, de Bassompierre et de Créquy. Il paraît qu'on ne trouva pas les préparatifs de la guerre fort avancés. L'armée était mal fournie de vivres, et pourtant il fallait non-seulement suffire à ses besoins dans le pays où on allait s'avancer, mais porter des munitions à la ville assiégée. L'artillerie était encore au pied des montagnes qu'elle avait à gravir. Le cardinal pourvut à tout avec sa rare activité, faisant office de général, de surintendant, de munitionnaire, de sorte qu'en peu de jours l'avant-garde et son canon s'établirent dans le village de Chaumont, dernière possession de la France, à l'autre pied du mont Genève.

On touchait aux terres du duc de Savoie, et cependant il n'y avait pas de guerre déclarée entre les deux puissances. On avait envoyé plusieurs fois vers ce prince le chevalier de Valançay pour savoir s'il laisserait le passage libre par ses États à l'armée française, et en même temps pour le convier à s'unir avec le roi contre l'Espagne. Le duc ne tenait pas tellement à sa nouvelle alliance qu'il ne fût tout prêt à l'abandonner s'il trouvait ailleurs ses avantages. Mais il demandait trop et, pendant cette négociation, les troupes de France descendaient les monts. Déjà le roi était arrivé (4 mars) près de la frontière lorsque le prince de Piémont son beau-frère vint à sa rencontre; le cardinal le

reçut aux avant-postes, et le pressa de conclure au plus tôt un accommodement. Le prince parut accepter les conditions qu'on lui faisait, et promit de revenir le lendemain avec la ratification de son père. Mais on l'attendit vainement ; un envoyé du duc n'apporta que de nouvelles propositions qui furent rejetées, et le cardinal donna l'ordre aux troupes de forcer le passage qu'on ne voulait pas lui tenir ouvert.

( 6 mars ) Aussitôt le roi, qui était à trois lieues en arrière dans un bourg appelé Oulx, partit la nuit pour se trouver au lieu du premier combat. La vallée où le village de Chaumont est placé, et au milieu de laquelle se trouvaient les limites de la France et du Piémont, s'étend, une demi-lieue environ au delà, jusqu'à une profonde barrière de rochers qui la ferment et couvrent la ville de Suze. A travers ces rocs, couronnés alors de chaque côté par un fort, s'ouvre une gorge étroite et sinueuse qu'on appelle le Pas-de-Suze, et où le duc de Savoie avait fait construire trois rangs de barricades épaisses, garnies de soldats. C'était là l'obstacle qui s'offrait à l'armée du roi. Lorsqu'on fut arrivé près de ces défenses, un officier des gardes alla sommer les troupes du duc de Savoie de faire place au roi de France. La réponse fut un défi. Alors toute l'armée du roi se porta en avant. Immédiatement après les enfants perdus, marchait une troupe de volontaires commandés par le duc de Longueville, parmi lesquels on remarquait le comte de Soissons, le comte d'Harcourt, frère du duc d'Elbeuf, le comte de Moret bâtard de Henri IV, le marquis de la Valette, le marquis de Brézé beau-frère du cardinal, le marquis de la Meilleraye son cousin, le duc de la Trémouille et plus de deux cents seigneurs ou gentilshommes. Ils étaient suivis des gardes du roi et des régiments. Deux autres corps devaient tourner les montagnes pour débusquer l'ennemi des forts et des positions qu'il occupait, pendant que le gros de l'armée enfoncerait les barricades. L'attaque fut vive et le succès rapide. Les trois barricades furent emportées en un instant avec cette furie française qui n'est pas toujours sans désordre. Le maréchal de Schomberg et le chevalier de Valançay, pour n'avoir pas voulu tenir leur rang de généraux, y reçurent chacun une mousquetade. Les maréchaux de Créquy et de Bassompierre, rivaux de gloire et d'imprudence, se trouvèrent aussi exposés parmi les premiers combattants. Le duc de Savoie et son fils qui assistaient au combat eurent à peine le temps de fuir, grâce au courage d'un capitaine espagnol qui protégea leur retraite. On rapporta que le duc, voyant en ce

moment devant lui des Français qui étaient à son service, leur cria : « Messieurs, laissez-moi passer, car vos gens sont en colère. »

Au débouché des montagnes, les vainqueurs trouvèrent la ville de Suze où quelques-uns des plus ardents entrèrent avec les fuyards. Mais on ne voulut pas s'en emparer, de peur que le pillage ne privât le roi de son logement, et le lendemain elle se rendit par composition. La citadelle, bâtie sur un rocher voisin, demanda une trêve qui lui fut accordée, ce qui ne l'empêcha pas, le jour suivant, de tirer son canon sur l'avant-garde de l'armée que les maréchaux de Créquy et de Bassompierre conduisaient à Boussolens. Là ils eurent ordre de s'arrêter jusqu'à ce qu'on eût reçu nouvelle des négociations reprises avec le duc de Savoie.

(11 mars) On vit arriver bientôt le prince de Piémont qui traversa l'armée victorieuse rangée sur son passage pour lui faire honneur, et vint traiter de la paix avec le cardinal. Il fut convenu que le duc de Savoie donnerait passage aux troupes du roi pour aller au Montferrat, et fournirait moyennant finance tout ce qui était nécessaire au ravitaillement de Casal, pour sûreté de quoi le roi serait mis en possession de la citadelle de Suze et des châteaux voisins. De son côté, le roi s'engageait à lui faire abandonner par le duc de Mantoue, en indemnité de ses prétentions sur le Montferrat, la ville de Trino et une rente de quinze mille écus d'or, à ne rien entreprendre contre ses États, et à le défendre contre quiconque voudrait l'attaquer. Par des articles secrets joints au traité, le duc promettait de faire entrer sous quatre jours dans Casal une certaine quantité de vivres, pourvu que l'armée du roi ne poursuivît pas sa marche, et de s'entremettre auprès du général espagnol pour la levée du siège. L'effet suivit promptement les promesses du duc de Savoie. Casal reçut les vivres dont il était depuis longtemps privé. Les Espagnols se retirèrent dans le Milanais (18 mars), et le sieur de Guron, négociateur et général habile, qui avait défendu vaillamment cette ville pour le duc de Mantoue, vint recevoir les félicitations du roi son maître.

C'était avoir fait beaucoup, en peu de temps et avec peu d'effort ; mais il y avait là plus de réputation que de profit. On pouvait dire, sans trop de flatterie, que « le seul bruit de l'arrivée du roi, porté » au loin par le vent, délivrait les villes assiégées, protégeait les » alliés de la France et humiliait ses ennemis. » Mais rien ne garantissait la durée de ce glorieux résultat. Les Espagnols n'en restaient

pas moins dans le Milanais, prêts à fondre des deux côtés sur les parties divisées de l'héritage qu'avait recueilli le duc de Nevers. On ne pouvait se fier pour longtemps au duc de Savoie. S'il ne demandait pas mieux que de se déclarer tout à fait contre l'Espagne, c'était à la condition d'entreprendre sur-le-champ de grandes conquêtes en commun et pour son compte; ce à quoi le roi, qui n'en avait pas encore fini avec les réformés de son royaume, n'était aucunement disposé. Tout ce qu'on put faire, ce fut de former une ligue entre la France, la république de Venise, le duc de Mantoue et le duc de Savoie pour la défense de l'Italie, en cas d'une nouvelle agression de la part des Espagnols. Comme le gouverneur de Milan tardait à quitter quelques places du Montferrat, le duc de Savoie promit encore d'en faire hâter la remise (4 avril); et le roi envoya, à travers ses États, cinq mille hommes conduits par le comte de Toiras, pour tenir garnison dans les villes que les Espagnols devaient abandonner.

Le roi séjourna six semaines à Suze, où il fut visité par le prince et la princesse de Piémont, puis par le duc de Savoie lui-même. Il lui arriva aussi des ambassades de tous les princes ou États d'Italie. Mais ce qu'il y fit de plus important fut de conclure la paix avec l'Angleterre. Dès longtemps le Danemarck, la Hollande et Venise, tous ennemis de la maison d'Autriche, travaillaient à rapprocher les deux cours. La principale difficulté venait de ce que le roi de la Grande-Bretagne voulait, pour la conservation de son honneur, que le traité contiât quelque disposition favorable aux réformés de France. Ce n'était pas après ses malheureux essais d'assistance armée que le roi Charles pouvait se présenter utilement comme médiateur entre un monarque et ses sujets; d'ailleurs les nouveaux embarras où venait de le jeter son parlement, qu'il s'était vu forcé de dissoudre, ne lui permettaient guère d'intervenir dans les affaires des autres. Il fut donc obligé d'accepter les termes qu'on lui proposait, et qui se bornaient « à rétablir les anciennes alliances entre les deux couronnes, sans » restitution de part et d'autre, et à confirmer les articles du contrat de mariage de la reine Henriette pour être exécutés de » bonne foi. » Ce traité, signé à Suze (24 avril), fut remis entre les mains de l'ambassadeur de Venise, pour rester secret jusqu'à la publication qui devait en être faite un mois plus tard. Le cardinal voulait se donner le plaisir de terminer dans les États du duc de Savoie, presque en sa présence et à son insu, une négociation que ce prince

avait contrariée de tous ses efforts, et dont il aurait voulu en tout cas se donner le mérite.

Il ne restait plus qu'à surveiller l'entière exécution des promesses faites par le duc de Savoie et celles dont il s'était porté fort pour les Espagnols. Le cardinal se chargea de ce soin et délivra le roi de l'ennui que lui causait une si longue attente et un lieu triste et incommode. On était près du Languedoc, on avait une armée sur pied ; l'occasion et le voisinage invitaient le roi à se rendre dans les dernières provinces où s'étaient maintenus les réformés, pour y étouffer les restes de la rébellion. Un des motifs qu'employa le cardinal pour le décider à rentrer en France fut que, si l'infidélité du duc de Savoie amenait une rupture ouverte, « il n'y avait pas d'apparence que le roi fût à la tête de son » armée, ce qui la rendrait inutile, n'y ayant personne qui voulût » hasarder en telle rencontre une vie si précieuse. » Cette précaution ne saurait rendre suspecte l'incontestable bravoure du roi ; mais elle répondait au reproche, que les ennemis du cardinal lui faisaient, d'exposer à tout propos les jours de son maître. Le roi partit donc pour aller prendre les troupes que le maréchal de Schomberg lui avait ramassées dans le Dauphiné, laissant à Suze la plus grande partie de son armée sous le commandement du cardinal, avec les maréchaux de Créquy et de Bassompierre pour lieutenants.

C'était encore un allié de l'Espagne que les armes du roi allaient chercher. Le duc de Rohan, à la tête d'un parti avare, indocile, faible, décontenancé, composé de mille pièces qu'il fallait sans cesse recoudre, sans argent et sans enthousiasme, en était réduit aux expédients des secours étrangers. Il s'était obstiné à croire que le roi d'Angleterre ne l'abandonnerait pas ; il avait compté voir arriver à son aide le duc de Savoie, dont une affaire d'avant-postes venait d'anéantir toute la puissance ; et il sollicitait vivement le cabinet de Madrid pour en obtenir en faveur des réformés un peu de cet or qui avait autrefois soudoyé la Ligue. Il promettait d'entretenir la guerre en France tant qu'il plairait au roi d'Espagne, d'avoir toujours sur pied quatorze mille hommes pour faire diversion où il faudrait, et de favoriser tous les desseins de sa majesté catholique ; il s'engageait d'ailleurs à laisser toute liberté de conscience dans les villes qu'il tenait et dans celles qu'il pourrait acquérir, à respecter partout les couvents et les biens de l'Église. Il prévoyait même « le cas où lui et les siens pourraient se » rendre assez forts pour se cantonner et faire un état à part. » Ceci

arrivant, les catholiques devaient y avoir l'exercice libre de leur religion, la jouissance assurée de tous leurs biens, la conservation de leurs honneurs et dignités, le droit d'être admis à toutes les charges et parfaite égalité de justice. Le roi d'Espagne ne se pressa pas de répondre à ces propositions. Ce fut seulement lorsqu'il vit le roi son beau-frère prêt à marcher de sa personne contre les réformés, qu'après avoir entendu son conseil de conscience, il accepta le service du duc de Rohan, et promit de lui payer annuellement trois cent mille ducats pour son parti et quarante mille pour lui-même (3 mai).

Cependant le duc de Rohan avait convoqué à Nîmes les députés des provinces, et avait obtenu d'eux une protestation violente contre la déclaration du roi qui invitait de nouveau les particuliers et les villes à rentrer dans le devoir. Il avait employé l'autorité de cette assemblée à calmer les divisions, et à déjouer les pratiques qui se faisaient en plusieurs lieux pour détacher de l'union quelques communautés. Quoiqu'il pût croire que l'expédition d'Italie occuperait plus longtemps le roi, il n'avait pas laissé de tenir ses troupes en haleine en leur faisant assiéger quelques châteaux. Mais bientôt il eut à se préparer contre un danger plus grand qu'il n'avait pu le prévoir. Tout ce que le roi avait de troupes se dirigeait de son côté. Pendant que le duc de Montmorency s'éloignait du Languedoc pour aller au-devant du roi et prendre sur son passage la ville de Soyons en Vivarais, le maréchal d'Estrées, autrefois marquis de Cœuvres, ramenait dans le voisinage de Nîmes une armée que le duc de Guise avait inutilement conduite en Provence pour soutenir la guerre d'Italie. Dès les premiers jours, le duc de Rohan eut avec cette armée une rencontre, où, d'après son aven, peu s'en fallut qu'il n'éprouvât un échec de nature à le ruiner complètement (12 mai).

Le plan de campagne que le cardinal avait tracé au roi commençait par le siège de Privas. Le roi avait trouvé à Valence de quoi faire la paix et la guerre, son conseil et des généraux. Le duc de Montmorency venait de remplir sa tâche en prenant Soyons et en joignant ses troupes à celles du maréchal de Schomberg. Le garde des sceaux et le surintendant des finances étaient venus de Paris faire leur charge à la suite de l'armée. On se mit donc en marche pour aller assiéger la ville principale du Vivarais (14 mai). Le duc de Rohan y avait envoyé déjà un renfort de soldats commandés par un de ses meilleurs officiers. Mais tel était le mauvais accord de ce parti, que les magistrats prirent ce

secours en défiance, et ne voulurent le laisser entrer dans la ville qu'après de longues contestations, quand ils virent les enseignes royales à leurs portes. Un des premiers coups de mousquet tirés de Privas sur les troupes du roi tua le marquis d'Uxelles, dont la réputation avait été fort compromise par sa malheureuse expédition en Piémont, et qui cherchait peut-être sans assez de prudence l'occasion de la réhabiliter. La place était à peine investie, que le cardinal de Richelieu arriva au camp avec le maréchal de Bassompierre et la plus grande partie de l'armée d'Italie (19 mai). Il avait laissé à Suze le maréchal de Créquy, pour garder cette ville jusqu'à l'exécution entière des traités, qu'il espérait avoir mise en bon train. Le lendemain de sa venue était le jour fixé pour la publication de la paix entre la France et l'Angleterre. Cette cérémonie eut lieu en présence de toute l'armée, et sous les murs de la ville assiégée (20 mai). Du haut de leurs remparts, les réformés apprirent, par le son des trompettes, la voix du héraut et les feux de joie des soldats, que le roi d'Angleterre leur manquait tout à fait de parole.

S'il faut en croire les mémoires du cardinal, il était temps qu'il vint apporter aux assiégeants l'aide de son expérience militaire; car ni le maréchal de Schomberg, ni le duc de Montmorency, n'avaient su découvrir de quel côté l'attaque devait être dirigée avec le plus de profit. A son arrivée, les batteries furent dressées, les régiments s'approchèrent, le canon battit en brèche, et, au bout de quelques jours, on fut en état de donner un premier assaut. Les assiégés le soutinrent assez bien et ne perdirent qu'un ouvrage avancé. Mais, pendant une trêve de quelques heures dont on était convenu pour ramasser les morts, l'épouvante se mit dans la ville. La crainte que la garnison ne fit son traité aux dépens des habitants produisit ce singulier effet, que ceux-ci quittèrent leurs maisons en désordre et se sauvèrent dans la campagne. Les soldats, étant en trop petit nombre pour garder les murailles, se retirèrent dans un des forts, de sorte que, la trêve expirée, les assiégeants furent bien surpris de n'entendre aucun bruit dans la ville et de ne voir personne sur les remparts (28 mai). Ils y entrèrent avec quelques précautions, et trouvèrent les postes abandonnés, les rues désertes, partout la solitude et le silence. Alors il se fit dans ces demeures abandonnées un atroce pillage. L'incendie vint joindre ses fureurs à celles des hommes. Les principaux personnages de l'armée essayèrent en vain d'arrêter ce double fléau. Ni la violence

des soldats, ni celle des flammes ne put recevoir de frein, et l'on fut obligé de regarder l'une et l'autre « comme un effet de la vengeance » céleste.

Les gens de guerre et quelques bourgeois qui s'étaient réfugiés dans le fort furent sommés de se rendre à discrétion. Leur chef, Saint-André de Montbrun, sortit bravement seul pour aller se remettre entre les mains du roi, et la vue de ce gentilhomme sain et sauf décida les siens à capituler. Mais, au moment où ils ouvraient leurs portes, l'explosion d'un magasin de poudre, où l'un des assiégés avait mis le feu par désespoir, ranima la colère des vainqueurs, qui se jetèrent sur ces ennemis désarmés et les massacrèrent sans pitié. De ceux qui échappèrent et des fuyards qu'on put rattraper, les uns furent pendus, les autres envoyés aux galères. Après quoi le roi fit publier une déclaration qui confisquait le sol, les maisons et les ruines de Privas au préjudice de ses anciens habitants, et en adjugeait la propriété à ceux qui viendraient s'y établir avec sa permission expresse (juin). On perdit à ce siège de quelques jours, plusieurs officiers distingués, notamment le marquis de Portes, parent du duc de Montmorency, à qui toutes les voix de l'armée destinaient un office de maréchal de France. Celui qui l'obtint à son défaut fut le frère du garde des sceaux de Marillac. Le cardinal s'accusa par la suite d'avoir sollicité pour lui cette faveur, malgré la prévoyance plus éclairée du roi, qui jugeait qu'on aurait lieu de s'en repentir.

La prise de Privas entraîna la reddition de plusieurs petites villes sans nom, « fortifiées à la huguenote, » qui frayèrent au roi le chemin des Cévennes. Ce pays montagneux était en même temps la pépinière, la retraite et le passage des armées rebelles depuis le commencement des guerres civiles. Le duc de Rohan avait donc grand intérêt à le défendre. Mais de tous les côtés on l'appelait en même temps. Le prince de Condé et le duc d'Épernon avaient reparu autour de Montauban pour y recommencer les hostilités contre les récoltes. L'armée du maréchal d'Estrées faisait le même dégât auprès de Nîmes. Castres et Milhau se plaignaient de semblable traitement, et les forces du roi avançaient. A chaque ville ou place qui se rendait, le duc de Rohan criait fort contre la lâcheté ou la trahison de ceux qui en avaient la garde. Mais les portes ne s'ouvraient pas moins sans résistance, et au risque de la justice royale qui véritablement ne se montrait pas sévère. Le roi n'était qu'à trois lieues d'Alais, que le duc de

Rohan essayait encore d'y organiser un peu de défense, et ne trouvait de bonne volonté pour la commander que dans un vieux gentilhomme presque aveugle et perclus. Cette ville soutint les premières approches : mais bientôt le cœur faillit aux habitants, et tout ce qu'on put obtenir par capitulation fut que la garnison pourrait se retirer à Anduze, mais avec promesse de ne jamais porter les armes contre son roi (17 juin). Le duc de Rohan apprit encore que la ville de Sauve, située à quelque distance du péril, offrait de se rendre au fils du duc d'Angoulême qui en était seigneur, et promettait d'amener à suivre son exemple plusieurs communautés.

Alors il crut voir approcher la fin de son parti et résolut de la prévenir, cruelle et sanglante comme le sort des armes pouvait la faire, et mortelle aussi pour sa réputation, en employant ce qui lui restait d'autorité à traiter de la paix. Il envoya donc vers le cardinal pour lui en faire la proposition, remontrant qu'il ne fallait pas pousser au désespoir des gens qui avaient les armes à la main, et demandant seulement quatre jours de trêve pour que l'assemblée de Nîmes pût venir délibérer à Anduze où il était. Il paraît que dans le même temps le cardinal se croyait assuré d'un coup de main qui devait lui livrer le duc et la ville. Cependant il crut plus sage d'accueillir l'ennemi qui se présentait suppliant, que de courir un nouveau hasard pour le tenir abattu. L'assemblée générale, après avoir consulté celle de la province des Cévennes et le conseil même de la ville d'Anduze dont elle s'adjoignit les membres, se résolut à faire sa députation pour demander la paix au roi. Dès l'abord elle trouva le roi inébranlable sur une condition importante du traité, savoir la démolition de toutes les forteresses qui défendaient leurs villes. Il fallut que l'assemblée se prononçât de nouveau. Pour l'y aider, le roi fit faire un mouvement à son armée, et la ville d'Anduze fut la première à offrir le sacrifice de ses fortifications. La province des Cévennes adhéra tout entière à cette résolution, et les autres suivirent. Ainsi la paix fut conclue (28 juin), et sur-le-champ on publia un acte portant que le roi « avait reçu en grâce les » ducs de Rohan et de Soubise, les habitants des villes de Languedoc, » Vivarais et Guienne, lesquels devaient poser les armes, faire serment de fidélité à sa majesté, et raser leurs fortifications. » Les députés de Nîmes retournèrent dans leur ville, feignant un grand mécontentement de ce traité dont ils rejetaient le tort sur le duc de Rohan, et excitèrent leurs concitoyens à le refuser. Mais l'approche

de l'armée du roi qui s'avancait par Uzès dissipa cette chaleur tardive, et le roi lui-même, qui avait fait quelque difficulté d'entrer dans cette ville si longtemps rebelle, acheva de la soumettre par sa présence. Le duc de Rohan prétend que ceux qui avaient rapporté à Nîmes de violents conseils, et avaient juré de mourir plutôt que d'accepter des conditions aussi dures, furent les premiers à se rendre au-devant du roi pour le supplier de venir dans leurs murs (14 juillet) ; et nous n'avons aucune raison de croire qu'il n'en ait pas été ainsi.

Avant l'entrée du roi à Nîmes, on y avait publié sous la forme d'un édit les articles de la paix. C'était déjà quelque chose de plus qu'on n'avait fait jusque-là, puisqu'il ne s'agissait pas de traité, mais de grâce octroyée et de lois dictées par le monarque à ses sujets. Il y était dit que la religion catholique serait rétablie partout où l'exercice en avait cessé ; que les réformés y auraient l'exercice libre de leur religion jusqu'à ce qu'il plût à Dieu, leur bonne volonté aidant, les ramener au giron de son église ; que toutes les paroisses seraient pourvues de curés bons, suffisants et capables. Les ducs de Rohan et de Soubise, et tous les habitants des lieux désignés en l'édit, obtenaient remise et abolition de toutes les choses passées, lesquelles étaient soigneusement indiquées dans une longue nomenclature, en y comprenant les intelligences pratiquées avec les Anglais, le roi d'Espagne et le duc de Savoie. On renouvelait aux réformés la promesse d'entretenir les édits de pacification. On leur rendait leurs temples et cimetières avec faculté de rebâtir ceux qui avaient été détruits. Toutes les fortifications des villes devaient être entièrement rasées et démolies dans le délai de trois mois à la diligence des habitants, et des otages donnés jusqu'à l'entier accomplissement de ces démolitions. Le duc de Rohan obtint comme tous les autres la restitution de ses biens, et on lui donna pour indemnité de ses maisons détruites et de ses forêts abattues une somme de cent mille écus, dont il assure que la plus grande partie fut distribuée à ceux qui l'avaient servi dans la guerre. Il parait qu'il s'était obligé à quitter la France et qu'il avait choisi, pour le lieu de sa retraite, la ville de Venise où étaient déjà, depuis l'année précédente, sa femme et le comte de Candale. Mais il pria le roi de l'y faire accompagner par un seigneur de sa cour, estimant ne pouvoir traverser sûrement l'Italie que sous la protection de son autorité. Il partit donc avec le marquis de la Valette et des lettres de recommandation pour les princes alliés. Un témoignage nous est resté des sentiments

de tristesse qu'il emportait dans son exil et du blâme qui l'y poursuivait. C'est une longue apologie de sa conduite pendant les derniers troubles. Après avoir déploré avec amertume la malheureuse condition des chefs qui servent un parti faible et volontaire, il finit par souhaiter « à ceux qui viendront après lui autant d'affection, de fidélité et de » patience, et des peuples plus constants, moins avarés et plus zélés, » afin qu'en restaurant les églises de France, ils exécutent ce qu'il a » osé entreprendre. »

Une seule ville, parmi les provinces pacifiées, refusa de se soumettre à l'édit du roi ; ce fut Montauban, irrité, disait-on, par le dommage que le duc d'Épernon lui avait causé. Celui qui a écrit la vie de ce seigneur assure que cette prétendue animosité était le fait du cardinal, qui voulait se réserver la gloire de réduire lui-même la dernière place des réformés. En effet il persuada au roi que l'extrême chaleur de ce pays pouvait être nuisible à sa santé, et le détermina à partir de Nîmes pour retourner à Paris (15 juillet), pendant qu'il se chargerait de conduire son armée contre Montauban. Le cardinal, ayant sous ses ordres le maréchal de Bassompierre, prit sa route par Montpellier, et profita de ce temps, où la puissance du roi était en bonne renommée, pour établir dans la province de Languedoc une forme d'administration financière qui contrariait les états du pays et diminuait l'autorité du gouverneur. Il s'agissait d'introduire dans le Languedoc, pays d'états, la juridiction des élus pour la répartition et la levée des impôts. Les états murmurèrent et furent réduits au silence. Le gouverneur, qui était le duc de Montmorency, souffrit sans rien dire cette atteinte portée aux privilèges de sa charge, « sachant bien, dit » un historien de sa vie, que ses ennemis l'attendaient à cette épreuve » pour lui ôter le mérite des services qu'il venait de rendre. » Aussi les mémoires du cardinal ne manquent-ils pas de noter que l'édit en fut vérifié par les chambres réunies des comptes et des aides du Languedoc (23 juillet), « au grand déplaisir de certaines gens qui faisaient » semblant de l'approuver. »

Pendant ce temps un envoyé du roi se dirigeait vers Montauban. C'était ce même sieur de Guron qui avait si bien défendu Casal. Deux députés de Nîmes l'accompagnaient, et devaient seconder sa mission en parlant à leurs frères le langage de l'affection et de la foi communes. Les Montalbanais firent d'abord quelques difficultés d'admettre le commissaire royal dans leur ville, et voulurent négocier à distance.

Mais il les menaça de s'en retourner et de laisser à l'armée le soin d'achever ce qu'il avait essayé de faire. On lui ouvrit aussitôt les portes, et il vint signifier au conseil de la ville les volontés dont il était porteur. Après lui, un des réformés de Nîmes exposa les événements qui avaient amené la conclusion de la paix, le bon traitement qu'ils avaient reçu du roi, s'étendit en éloges sur le cardinal, et ne manqua pas de traiter le duc de Rohan avec peu de charité. Après une longue délibération, on résolut d'envoyer au cardinal lui-même des députés pour tâcher d'obtenir qu'il modifiât la rigueur de l'édit en ce qui touchait les fortifications. Cette députation trouva le cardinal malade à Pézénas (28 juillet) ; elle ne put rien obtenir, et le maréchal de Bassompierre reçut aussitôt l'ordre de se porter en avant. Il paraît que ceux qui étaient allés vers le cardinal trouvèrent à leur retour le peuple animé par les plus mutins, et coururent grand risque de la vie pour n'avoir pas eu de meilleures nouvelles à donner. Les principaux habitants vinrent conter tout ce désordre au sieur de Guron, qui ne put que leur conseiller de faire tête aux factieux et d'en jeter une douzaine à la rivière. Cet avis, recueilli sans doute par quelques-uns des intéressés et répandu parmi les plus furieux, calma aussitôt toutes les têtes, et le maréchal de Bassompierre, qui s'impatientait depuis deux jours de tous ces pourparlers, n'eut pas besoin de ses troupes pour obtenir la soumission de la ville (11 août).

Une nouvelle députation alla en porter l'assurance au cardinal qui venait de s'avancer jusqu'à Alby. Il se fit beaucoup prier avant de se rendre aux vœux des Montalbanais qui voulaient le voir dans leur ville, ce qu'il ne pouvait faire, disait-il, qu'avec une force convenable à la fonction dont il était honoré. Les députés assurant qu'ils étaient prêts à le recevoir aussi bien accompagné qu'il voudrait, le cardinal leur promit sa présence et celle de toute l'armée. Le peuple ne fut pas aisément persuadé du plaisir qu'il aurait à recevoir si grande compagnie, et sembla prêt encore une fois à se soulever. Mais la nouvelle qui lui parvint que le parlement de Toulouse, dont on craignait l'extrême susceptibilité pour tout ce qui concernait la religion, avait enregistré l'édit d'absolution sans y rien modifier, servit à l'apaiser complètement. En conséquence les Montalbanais, passant tout à coup de la sédition à la joie, se mirent en fête pour accueillir leurs hôtes. Le maréchal de Bassompierre entra le premier dans la ville avec une partie de ses troupes (18 août) ; le nonce du pape l'y suivit bientôt,

puis le premier président du parlement de Toulouse, et enfin le cardinal de Richelieu auquel on fit une superbe entrée (20 août), mais qui eut la modestie de refuser le dais, et de ne pas permettre que les consuls marchassent à pied autour de son cheval. Il alla entendre le *Te Deum* dans l'église, qui n'avait d'autre toit que des draps déployés en forme de tente, consentit à recevoir en corps les ministres de la religion réformée, ce qui était une infraction à l'usage, vu qu'on ne les reconnaissait pas dans le royaume comme formant une association. Durant son séjour, il rétablit l'évêque, institua des couvents de jésuites et de capucins, et donna des ordres pour rebâtir l'église. Après avoir demeuré deux jours à Montauban, y avoir célébré la messe et vu commencer le travail des démolitions, il se mit en route pour aller rejoindre le roi ; et les hommages qu'il reçut en son chemin de toutes les villes purent faire douter si ce n'était pas le roi lui-même qui traversait la France pour aller se reposer de ses victoires.

## CHAPITRE II.

**Mauvais accueil fait par la reine mère au cardinal. — Conduite du duc d'Orléans pendant l'absence du roi. — Arrestation de la princesse Marie de Gonzague. — Prétentions du duc d'Orléans. — Le duc d'Orléans quitte la France. — Le ressentiment de la reine mère se porte sur le cardinal. — Réconciliation entre eux. — Mort du cardinal de Bérulle. — Démarches pour ramener le duc d'Orléans. — Le frère du roi rentre en France. — Richelieu s'occupe des affaires d'Allemagne. — Paix conclue entre l'empereur et le roi de Danemarck. — Gustave-Adolphe, roi de Suède. — Paix entre la Suède et la Pologne. — Négociations auprès du roi de Suède. — Renouvellement d'alliance avec la Hollande. — Les armes impériales et espagnoles envahissent les États de Mantoue. — Richelieu premier ministre et généralissime. — Il part pour l'Italie.**

(13 septembre) Après avoir vu, durant sa longue marche triomphale, tous les fronts s'incliner devant lui, le cardinal de Richelieu trouva en arrivant à Fontainebleau un visage ennemi ; c'était celui de la reine mère. Le moment pouvait paraître assez mal choisi pour faire éclater aux yeux de tous un ressentiment domestique. Mais Marie de Médicis ne portait point d'art dans ses passions. Depuis longtemps mécontente du cardinal, elle s'était promis de le lui témoigner à la première rencontre, et elle ne voulait pas y manquer : les femmes ont souvent cette sorte d'énergie. Or c'était encore le duc d'Orléans avec son amour, ou feint ou vrai, pour la princesse de Mantoue, qui était cause de cette mésintelligence. Au milieu de l'allure sérieuse et imposante que les affaires du royaume commençaient à prendre, ce jeune prince était venu jeter ses mutineries et ses caprices. Lorsque le roi partit pour l'Italie, son frère devait le suivre pour servir sous lui en qualité de lieutenant général, et on avait pourvu à la dépense de son voyage. Au bout de quelques lieues, il parut se dégoûter de l'emploi qu'on lui réservait, et s'arrêta pour chasser. Puis il reprit sa route ; mais ayant appris en Dauphiné que le duc de Mantoue rappelait sa fille auprès de lui, il se servit de ce prétexte pour retourner sur ses pas comme un amant au désespoir, et il écrivit au roi qu'il allait dans une de ses maisons passer son déplaisir. Comme il lui sembla qu'une réso-

lution violente serait d'un bon effet, il prit ses mesures pour enlever sa maîtresse, qui était à Coulommiers chez sa tante la duchesse douairière de Longueville, et il eut soin d'en faire donner avis à la reine mère par ses confidents. Celle-ci, dans son effroi, ne trouva rien de mieux que de faire conduire la tante et la nièce au château de Vincennes. C'était d'ailleurs une revanche du secours porté malgré elle au duc de Mantoue.

Telles étaient les nouvelles qui avaient poursuivi le roi de France et son ministre dans le moment même où ils réglaient à la tête d'une armée les affaires de l'Italie. Le roi approuva la conduite de sa mère et adressa au duc d'Orléans une lettre toute paternelle. Mais on apprit bientôt que la reine Marie, cédant à la tristesse d'un fils qu'elle aimait, avait fait mettre en liberté les deux princesses, sans exiger de la plus jeune un prompt départ; et maintenant elle demandait, pour payer le sacrifice que le duc d'Orléans consentait à faire de sa passion amoureuse, quelques satisfactions qui ne coûteraient qu'à l'État, par exemple un gouvernement de province et une part dans les conseils. Comme s'il n'y avait pas assez de puérilités en tout ceci, quelques auteurs de mémoires, à la suite desquels se traînent volontiers les historiens, y ont ajouté que le désir du prince, le refus de sa mère, l'enlèvement de la princesse, étaient choses concertées; que, de part et d'autre, on jouait la douleur, l'offense et le ressentiment, dans le seul but de tromper le roi sur l'amitié que portait sa mère à son jeune frère, et de mettre le cardinal de Richelieu dans l'embarras.

Quoi qu'il en soit, le conseil du roi, appuyant l'avis donné par le cardinal, refusa nettement tout ce qu'on demandait pour le duc d'Orléans. Il jugea que la grande menace du prince, qui consistait à répéter sans cesse qu'il allait quitter le royaume, n'avait rien de sérieux; que les gens dont il était entouré ne voudraient pas pousser leur mauvaise volonté jusqu'à se charger pour son compte d'un crime d'État. La reine mère avait toujours auprès d'elle le cardinal de Bérulle, qui l'assistait maintenant dans l'espèce de régence que le roi lui avait laissée en partant; homme simple et pieux, dont le tort était d'appliquer au succès des choses humaines cette foi patiente, cette charité bienveillante et crédule, qui servent seulement au salut. Celui-là ne méritait pas le reproche qu'on avait adressé à Richelieu d'être un cardinal d'État. C'était un conseiller d'église qui comptait beaucoup, dans les circonstances difficiles, sur l'intervention de la grâce divine. Il se

croyait assuré des bonnes intentions du duc d'Orléans sur ce que lui en avait dit le confesseur du prince, et ne voyait aucun inconvénient « à le contenter en une chose dont il ne pourrait abuser sans péché. »

Ce fut la résistance opposée par le cardinal de Richelieu à ces demandes, qui indisposa surtout contre lui la reine mère. Elle supposa, ou fit semblant de croire, que le cardinal excitait secrètement le duc d'Orléans contre l'autorité maternelle, et qu'en même temps il empêchait le roi, sous le prétexte des grandes affaires où il l'avait embarqué, d'accorder toute son attention à cette querelle de famille. Son fils Gaston se tenait toujours éloigné d'elle, et le retour même du roi, au lieu de convier ce prince à revenir prendre sa place auprès de lui, ne fit que rendre sa bouderie plus offensante. Comme il se trouvait à Montargis (août), sur le chemin de son frère, il quitta cette résidence pour se rendre en Champagne, d'où il envoya son confesseur déclarer au roi qu'il ne se croyait plus en sûreté dans le royaume ; et sans attendre la réponse qu'on lui envoyait, il passa la frontière de Lorraine (septembre). Cette démarche avait précédé de peu de jours l'arrivée du cardinal de Richelieu, et c'était la nouvelle que voulaient lui apprendre les regards irrités de la reine mère. Le cardinal comprit bientôt ce que cette colère avait de portée. Il feignit un profond chagrin. Il écrivit sur-le-champ une lettre respectueuse à la reine mère, pour la supplier de faire agréer au roi sa retraite, « maintenant » que les affaires étaient remises au point de pouvoir être conduites » par tout le monde. » Il déclara même qu'il voulait emmener avec lui toutes les personnes de sa famille qui avaient un rang à la cour pour faire place à de nouvelles créatures. Alors ce fut au roi d'apaiser sa mère : l'obstination qu'il trouva dans sa mauvaise humeur lui coûta deux jours entiers de larmes et de tourments ; son confesseur même, témoin de ses angoisses, « faillit en mourir. » Enfin la réconciliation eut lieu, dit Bassompierre, au contentement universel de toute la cour.

Cela ne pouvait certainement pas empêcher le cardinal de remonter à l'origine de cette brouillerie. Mais son ressentiment ne trouvait guère à se porter que sur son collègue de Bérulle ; et celui-ci avait une telle réputation de probité, de pieuse application aux intérêts de la religion, que difficilement pouvait-on le taxer d'ambition ou d'animosité. Aussi ne cherche-t-il, dans ses mémoires, à se venger de lui que par le ridicule. Il le représente comme une bonne âme, sans fiel et sans méchanceté, mais dépourvue de toute intelligence pour

les affaires de ce monde, se renfermant dans une aveugle confiance aux desseins de Dieu, et négligeant de les aider par les voies de la prudence humaine. Quelque faible que fût un pareil antagoniste, les dispositions de la reine mère, et la piété même du roi, pouvaient le rendre redoutable. Mais un événement imprévu le délivra bientôt de cette inquiétude. Dix-huit jours après le retour du cardinal-ministre (2 octobre), le cardinal de Bérulle rendait le dernier soupir au pied d'un autel. La haine des partis, toujours habile à inventer des crimes, voulut plus tard imputer cette mort si prompte à un empoisonnement. Rien ne justifie sans doute cette atroce supposition. Mais, en présence d'une opinion quelconque qui l'avait répandue ou accueillie, il n'y avait ni prudence, ni générosité de la part du cardinal, à prétendre, comme il le fait dans ses mémoires, que le pieux Bérulle, âgé seulement de cinquante-quatre ans, « ne voulait pas croire à sa fin prochaine, et » s'imaginait être encore réservé par la grâce du ciel à l'accomplissement d'une grande mission. »

Il ne faut pas oublier du reste ce que nous avons déjà dit plus d'une fois, que la dissidence entre les deux cardinaux, conseillers l'un après l'autre de la reine mère, ne tenait pas à une simple jalousie pour la faveur, que le fondateur de l'Oratoire appuyait le système des alliances purement catholiques comme moyen d'arriver à l'unité religieuse en Europe, et réprouvait fort ces associations avec les hérétiques dont son collègue voulait appuyer sa politique toute profane et intéressée. Peu de temps avant sa mort, le cardinal de Bérulle avait donné une nouvelle preuve de cette répugnance en refusant d'assister à l'acte solennel qui allait sceller la paix faite avec la Grande-Bretagne. L'ambassadeur d'Angleterre devait recevoir le serment du roi pour l'exécution du traité conclu à Suze, en même temps que le roi de la Grande-Bretagne remettrait le sien entre les mains du marquis de Châteauneuf. Au jour indiqué (16 septembre), toute la cour se rendit en grand appareil dans l'église de Fontainebleau où elle entendit les vêpres ; puis l'ambassadeur étant introduit, le roi jura et signa sur le livre des évangiles la promesse d'observer fidèlement toutes les conditions arrêtées avec son beau-frère. Le roi Charles fit le même jour, à Windsor, pareil serment sur la Bible.

Le cardinal de Richelieu parut ensuite vouloir s'occuper de rappeler le duc d'Orléans. Ce prince avait été reçu avec de grands honneurs par le duc de Lorraine, qui prétendait qu'on trouvât dans ce bon

accueil un témoignage de son respect pour le roi de France. Le duc de Bellegarde, qui s'était arrêté en chemin comme pour servir de communication entre les deux frères, eut ordre d'aller rejoindre son maître et rapporta bientôt les conditions qu'il mettait à son retour. C'était toujours une augmentation d'apanage, un gouvernement, ou tout au moins quelque place forte, qu'il demandait comme une preuve de confiance et d'amitié. A défaut du cardinal de Bérulle qu'on avait destiné d'abord à cette réconciliation, on lui envoya le maréchal de Marillac (4 novembre), qui ne tarda pas à paraître suspect de complaisance pour les intérêts du duc d'Orléans. Le duc de Bellegarde se rendit de nouveau à Nancy avec Claude Bouthillier, nommé secrétaire d'État en 1628, pour lui offrir le gouvernement de la ville d'Amboise, le droit de lever directement sa pension de cent mille livres en Touraine ou dans l'Orléanais, au lieu de la prendre sur l'épargne, et enfin cent mille écus d'argent (18 décembre). Ses conseillers, le président Lecoigneux et Puylaurens, trouvèrent ces propositions indignes du rang qui appartenait à leur prince, et remontrèrent imprudemment quelle avait été la condition du duc de Guienne sous Louis XI, du duc d'Alençon sous Charles IX et Henri III, « en se gardant bien, dit Richelieu, de rappeler la fin » malheureuse que Dieu avait donnée à leur vie, pour réparation des » outrages commis par eux envers les rois leurs frères et envers » l'État. » Le duc de Lorraine profitait aussi de l'occasion pour demander quelques concessions sur des intérêts controversés entre les deux États, et le duc d'Orléans les appuyait en reconnaissance de l'hospitalité qu'il venait de recevoir. Enfin le roi ajouta à ses premières offres le gouvernement d'Orléans et cent mille livres d'augmentation d'apanage sur le duché de Valois. Le duc d'Orléans, voyant bien que c'était là le dernier mot de son frère, consentit à rentrer en France (2 janvier 1630) ; mais on ne put obtenir de lui qu'il se rendrait directement auprès du roi. Par un reste de mutinerie, il voulut rester le maître de ses civilités.

Tout cela n'avait pas duré moins de quatre mois, et assurément, même dans une époque de complet loisir, c'eût été du temps assez pauvrement employé. Mais c'était au milieu des événements les plus graves, quand les armes de l'Autriche envahissaient de nouveau l'Italie, quand l'Europe se préparait à être plus profondément remuée qu'elle ne l'avait été depuis longtemps, quand il fallait partout armer des

soldats, rallier des amis, pacifier des différends, rompre ou nouer des coalitions, que le cardinal de Richelieu, obligé de pourvoir à tant de soins, devait trouver encore de la patience pour ces misérables intérêts. Le moment était venu en effet de porter la politique de la France au delà des étroites limites dans lesquelles on l'avait jusqu'alors enfermée, et que le cardinal lui-même avait à peine osé franchir. Onze années de bonne fortune et d'habile conduite avaient élevé la puissance de l'empereur Ferdinand II à ce point où s'arrêtent les prospérités humaines. Ce prince, à qui une dévotion extrême ne donnait que plus d'obstination dans sa volonté et plus de confiance contre les obstacles, avait d'abord reconquis ses États héréditaires de toute part menacés par la révolte. Son bonheur avait voulu qu'il trouvât pour le servir d'habiles généraux, Bucquoy, Maximilien duc de Bavière, Papenheim, Tilly, Waldstein; le dernier surtout, homme d'État entreprenant non moins que hardi capitaine. Deux ennemis avaient paru tour à tour contre lui à la tête d'une coalition. L'un, Frédéric, électeur palatin, errait depuis six ans dans les pays étrangers, chassé du royaume qu'il avait voulu usurper, dépouillé de ses propres États et de sa dignité électorale, dont l'empereur s'était servi pour payer son allié le plus utile. L'autre, Christian, roi de Danemarck, avait repris la lutte abandonnée par son allié Frédéric, et s'était fait reconnaître pour chef par les princes et états de la Basse-Saxe. Mais, dans le cours des hostilités, le héros aventurier de l'Allemagne protestante, Ernest de Mansfeld, était mort (1626), fugitif et presque seul, sur le territoire de Venise. Christian de Brunswick, son jeune et malheureux émule, succombait presque en même temps. Le roi Christian, livré à ses seules ressources, vit bientôt une partie de ses États occupée par les impériaux, sans qu'un peu de réputation le consolât de ses malheurs. Alors il fut obligé de demander la paix, du fond de ses fers, à son puissant ennemi, qui occupait déjà toute la rive de la Baltique et aspirait encore à étendre son empire sur cette mer (décembre 1628).

A cette époque de la lutte en Allemagne, le roi de France se préparait à partir pour l'Italie. Tout ce qu'il put faire alors fut d'envoyer un de ses agents pour voir comment se terminerait le traité. Les électeurs catholiques de l'empire, qui avaient aidé Ferdinand dans la guerre et qui avaient eu leur part des dépouilles, voyaient maintenant avec jalousie et terreur son autorité s'étendre, libre de leur protec-

tion, et appuyée sur les armes de Waldstein. Le baron de Charnacé eut ordre de visiter en passant le duc de Bavière chef de l'union catholique, afin de l'encourager dans cette disposition et de faire naître en lui, s'il était possible, le désir d'opposer un compétiteur au fils de Ferdinand pour la succession à l'empire. De là il se rendit près du roi de Danemarck pour lui conseiller de faire la paix séparément avec les princes catholiques, afin de forcer l'empereur à la lui accorder meilleure. Christian trouva plus sûr de faire connaître cette proposition à Ferdinand que de l'accepter. Aussi l'empereur parut-il adoucir quelque peu ses conditions, et le traité fut conclu entre les deux couronnes (27 mai 1629). On reprocha au roi de Danemarck d'avoir abandonné ses alliés et de s'être tenu pour content, lorsqu'on lui rendait son bien et qu'on le dispensait de payer les frais de la guerre.

Christian retiré du combat, tous les regards se portèrent sur un autre roi protestant du Nord qui, ayant reçu, à l'âge de dix-sept ans, une couronne contestée, l'avait maintenue depuis lors toujours victorieuse contre son rival et ses voisins. Il faut céder à la plume de Richelieu le soin de produire Gustave-Adolphe sur la scène de l'histoire : « Ce prince, dit-il, était un nouveau soleil levant qui, ayant eu » guerre avec tous ses voisins, avait emporté sur eux plusieurs pro- » vices ; il était jeune, mais de grande réputation ; il s'était accru » de plusieurs conquêtes faites sur les Moscovites, les Polonais et les » Danois, et se montrait déjà offensé contre l'empereur, non tant » pour injures réelles qu'il eût reçues de lui, que parce que les États » de la maison d'Autriche, meilleurs que les siens, lui offraient de » qu'il se contenter. » Au moment où le roi de Danemarck signait la paix, Gustave reprenait les hostilités contre les Polonais, qui se ruinaient depuis longues années à réclamer le trône de Suède pour leur roi Sigismond. L'empereur n'avait cessé de leur fournir des secours, et tout récemment encore ses commissaires pour la paix avaient refusé de recevoir les ambassadeurs du roi de Suède à Lubeck, comme venant d'un usurpateur et d'un intrus.

Ce qu'il fallait maintenant, c'était de faire cesser cette longue et inutile guerre avec la Pologne, pour rendre les armes de Gustave disponibles au profit des ennemis de la maison d'Autriche. C'était là le principal objet de la mission confiée au baron de Charnacé. Il trouva auprès du roi de Pologne des difficultés d'étiquette qui ne permirent pas d'entamer la négociation, et passa au camp suédois.

Gustave-Adolphe l'accueillit avec courtoisie et parut tout disposé à faire la paix, pourvu que son honneur n'y perdît rien. Après quoi l'ambassadeur français retourna vers le roi de Pologne qui consentit enfin à entrer en pourparlers. Pendant que les conférences se tenaient entre les deux camps, où l'on avait construit deux pavillons pour les commissaires des deux rois et un troisième pour l'envoyé de France, un ambassadeur anglais vint se jeter à la traverse, offrant aussi la médiation de son roi. Cela faillit rompre tout l'ouvrage commencé. Mais enfin l'intérêt européen prévalut, et les deux parties convinrent qu'il y aurait entre elles une trêve de six années (15 septembre 1629). Alors Gustave-Adolphe se vit assiégé de sollicitations par tous les protestants d'Allemagne qui l'appelaient à leur secours et lui montraient pour récompense, beaucoup de gloire d'abord, puis le vaste territoire de l'empire ouvert désormais à ses armes. Il écouta toutes ces propositions avec prudence, sans se laisser enivrer de l'espérance qu'on lui offrait, attentif à ne pas inquiéter son peuple, et à prendre toutes ses sûretés. Le baron de Charnacé, qui alla le rejoindre à Stockholm après la signature de la trêve, dans l'espoir de l'engager à quelque entreprise commune, le trouva froid et renfermé, sans grande foi dans la volonté ou dans le pouvoir de la France, et paraissant incliner à recevoir les conditions avantageuses que lui présentait l'empereur. Il consentit néanmoins à ce que cette alliance fût traitée en Hollande par les ambassadeurs des deux couronnes (décembre).

Dans le même temps il y avait encore à négocier en Hollande pour le renouvellement de l'alliance entre la France et les Provinces-Unies. La puissance autrichienne venait de recevoir dans ce pays un cruel échec par la prise de Bois-le-Duc qui s'était rendu au prince d'Orange (17 septembre), malgré l'approche d'une armée impériale jointe aux forces des Espagnols. Ce succès avait enorgueilli les Hollandais. Depuis longtemps ils refusaient de ratifier un article du traité qui les obligeait à ne faire ni paix ni trêve avec l'Espagne sans le consentement de la France. Maintenant ils rejetaient plus hautement cette condition ; et le cardinal de Richelieu jugea prudent de ne pas s'opiniâtrer sur les mots, avec des gens qui avaient montré de la constance dans les effets.

Il n'y avait pas à compter sur l'Angleterre où les deux forces du royaume, le roi et le parlement, s'anéantissaient mutuellement par des refus et des violences. Dans une pareille situation, on avait à

chercher des expédients pour subsister et non pas des ressources pour agir. Aussi le roi Charles écouta-t-il à peine les raisons d'État et d'honneur que faisait valoir le marquis de Châteauneuf, pour l'engager à une coalition. Il négociait alors la paix avec l'Espagne, afin de n'avoir pas à regarder au delà de ses trois royaumes, où il trouvait déjà bien assez d'embarras. L'ambassadeur de France fut donc obligé de restreindre sa mission à disputer sur quelques formules de politesse entre les deux rois, et à régler les interminables différends que faisait toujours renaître la composition de la maison de la reine.

La France, qui cherchait partout des ennemis contre la maison d'Autriche, avait aussi pour son propre compte une querelle directe à vider avec elle. Les affaires d'Italie n'avaient pas été tellement arrangées qu'il n'y eût bientôt à y revenir. A peine le cardinal avait-il quitté ce pays, qu'une armée impériale s'était avancée dans les Grisons dont elle occupait les passages (24 mai). L'empereur, trouvant en quelque sorte son bonheur trop à l'étroit dans l'Allemagne où il ne voyait plus d'ennemi, voulait l'étendre et l'essayer sur un autre théâtre. L'Espagne, honteuse du rôle qu'avait joué son gouverneur Gonzalez, avait envoyé le marquis de Spinola à Milan, et le nom seul de ce général démentait les intentions pacifiques qu'il prétendait apporter. Le duc de Savoie, tout en protestant de sa fidélité à maintenir le traité de Suze, cherchait à se prévaloir de l'arrivée des troupes allemandes pour éluder ses obligations et se rendre nécessaire ou redoutable aux deux parties. Cette fois la question à juger par les armes paraissait se simplifier. D'un côté c'était l'empereur, venant, en vertu de son droit, saisir un fief de l'empire dont il n'avait pas accordé l'investiture. De l'autre, le possesseur du fief impérial qui, après avoir fait toutes ses soumissions, ne pouvant obtenir justice, appelait à son secours le roi de France dont il était le sujet. Pendant que les impériaux et les Espagnols hésitaient à envahir les États du duc de Mantoue, le cardinal de Richelieu fit marcher des troupes vers la frontière de Savoie pour sommer le duc de se joindre au roi de France, suivant sa promesse, puisque le traité avait été enfreint par les Espagnols. Alors Spinola fait entrer toutes ses troupes dans le duché de Milan (octobre). Avec les Espagnols, il pénètre lui-même dans le Montferrat, tandis que le comte de Colalte se jette sur le Mantouan, avec les soldats d'Allemagne. Le duc de Savoie et l'envoyé du pape interviennent pour obtenir une suspension d'armes ;

Spinola consent à les écouter ; mais Colalte pousse rapidement sa marche et va porter le siège jusque devant Mantoue.

Le maréchal de Créquy , commandant l'armée en Italie , avait de quoi pourvoir aux premières défenses. Mais il fallait chercher, pour toutes les forces qu'on allait rassembler au delà des monts , un général de réputation et d'autorité qui pût se mesurer avec le vieux renom de Spinola. Le cardinal de Richelieu ne trouva que lui. Après la faible alarme que lui avait donnée la mauvaise humeur de la reine, il n'avait pas tardé à reprendre tout son pouvoir. Quelques écrits injurieux qui se répandaient en France , dictés par les partisans du duc d'Orléans , ne faisaient qu'intéresser le roi par l'effet toujours puissant de la contradiction , à soutenir l'honneur de sa créature. Tout récemment, sous prétexte de rétablir un bon ordre dans ses conseils , il venait de le déclarer (21 novembre) « principal ministre » de l'État, pour y tenir le rang qu'il avait toujours eu jusqu'alors. » Un monument allait s'élever dans Paris , pour attester les succès obtenus depuis six années contre les hérétiques et les ennemis du royaume ; c'était l'église des Augustins déchaussés, fondée par le roi et dédiée à Notre-Dame-des-Victoires. Le roi « toujours et partout » victorieux » ne pouvait que s'attacher davantage à celui dont il tenait , après Dieu , toute cette gloire dont il se parait publiquement aux yeux de ses sujets et qu'il voulait transmettre à la postérité. Il consentit donc à lui confier le commandement de l'armée d'Italie , promettant d'aller le rejoindre , aussitôt qu'il se serait assuré de son frère et qu'il aurait mis la frontière de Champagne à l'abri d'une invasion. Car ce qu'il craignait le plus au monde , c'était le reproche de faire la guerre autrement qu'en personne , reproche qu'il n'épargnait pas lui-même à l'empereur et au roi d'Espagne.

( 29 décembre ) Le cardinal partit donc pour aller se mettre à la tête de quarante mille soldats , ayant sous ses ordres trois maréchaux de France , le comte de Schomberg, le marquis de la Force et le duc de Créquy. Le pouvoir que le roi lui donna à cet effet contenait les causes de la nouvelle expédition et l'éloge de celui qui devait la commander, lequel était institué « lieutenant général, représentant la personne du » roi pour tous les faits principaux et accessoires de la guerre ; autorisé » de plus à traiter de paix , trêve et alliance , par ambassadeurs ou » autrement, avec tous rois, princes, potentats et républiques. » Le maréchal de Bassompierre était aussi de la partie, mais avec une mis-

sion spéciale. Il devait faire des levées en Suisse et solliciter les cantons de se mettre en hostilité avec l'armée de l'empereur. Le duc de Montmorency accompagnait le cardinal, sans être pourvu d'aucun commandement, et le maréchal d'Estrées eut ordre de se rendre auprès du duc de Mantoue.

Le cardinal laissait sans doute derrière lui bien des ennemis : la mère du roi à peine remise d'une colère qu'elle n'avait pu contenir ; le frère du roi hors de France et mettant son retour à prix ; toutes les ambitions qu'il avait blessées et les jalousies qui s'attachent aux grandes prospérités. Parmi ses collègues du ministère eux-mêmes, il ne pouvait pas compter sur une parfaite communauté de sentiments, le garde des sceaux de Marillac ayant vécu de tous temps dans une étroite intimité de vues politiques avec le défunt cardinal de Bérulle. Et malgré cela il allait livrer sa fortune aux chances d'une guerre qui l'éloignait du roi. Cependant il paraît qu'il confia, en partant, à quelqu'un le soin de sa réputation. Car, comme il courait des libelles, publiés dans l'intérêt du duc d'Orléans, où il était fortement attaqué, une plume qui n'était pas sans quelque talent prit généreusement sa défense. Un passage, surtout, est remarquable dans cette apologie. C'est celui où l'auteur relève habilement les preuves nombreuses de la tendre amitié que le roi porte à son ministre, de la confiance qu'il lui accorde et qui lui rend sa personne si nécessaire : « Toutes les » fois qu'il est absent, dit cet écrivain, la peine que le roi en reçoit » se connaît en ses inquiétudes continuelles, qui semblent lui faire » chercher ce qu'il ne trouve pas ; mal commun alors à toute la cour » qui, dans la conduite des affaires, trouve sans cesse des inexécutions » et des langueurs ; tellement que si une fois il retourne, quelque » occasion qui se puisse présenter pour le contraindre à s'éloigner, » tout le monde ne le souffrira plus et s'y opposera, quand on devrait » même user de la procédure des Tyriens, lesquels, craignant de » perdre leur dieu tutélaire, le lièrent et l'attachèrent sur son autel, » afin qu'en le conservant avec eux, ils pussent en même temps con- » server leur bonne fortune. »

## CHAPITRE III.

**Le cardinal fait entrer ses troupes en Piémont. — Conférence avec le fils du duc de Savoie. — Résolution prise d'attaquer les États de ce prince. — Prise de Pignerol. — Nouvelles négociations. — Le roi se met en campagne. — Réconciliation entre le roi et son frère. — Le roi rejoint le cardinal à Grenoble. — Marie de Hautefort. — Le roi entre en Savoie. — Chambéry lui ouvre ses portes. — Il occupe toute la Savoie. — Son armée passe le Mont-Cenis. — Combat devant Veillane. — Progrès dans le Piémont. — Le roi quitte l'armée. — Les Allemands prennent Mantoue. — Suspension d'armes. — Maladie du roi à Lyon. — Reprise des hostilités. — Traité devant Casal. — Jules Mazarin. — Traité de paix signé à Ratisbonne. — Retour du roi à Paris. — Cabale des deux reines contre le cardinal. — Journée des dupes. — Arrestation du garde des sceaux de Marillac. — Le maréchal de Marillac arrêté au milieu de son armée. — La reine mère persiste dans son ressentiment.**

(Janvier 1630) C'était d'abord au duc de Savoie qu'on allait avoir affaire. Car il fallait traverser ses États, assurer la subsistance des troupes dans un pays qu'on regardait comme ami, et, de plus, forcer ce prince à ne pas garder la neutralité entre les deux puissances, puisqu'il avait promis de joindre ses armes à celles de la France, si le traité conclu par son entremise n'était pas exécuté. Le duc travaillait en même temps à faire le plus de profit qu'il lui serait possible sur les marchés de vivres, à retarder les progrès de l'armée, et à prolonger les négociations commencées pour une suspension d'armes, afin de n'être pas obligé lui-même de prendre un parti. Le prince de Piémont envoya proposer au cardinal une entrevue, qui se ferait au Pont-de-Beauvoisin, ville commune ou neutre entre la France et la Savoie. Le cardinal répondit qu'il tiendrait à grand honneur de voir le prince; mais, comme il ne pouvait s'arrêter, il lui donnait rendez-vous dans les États de son père, à Chambéry. Cependant le cardinal fut longtemps retenu à Lyon, à Grenoble, à Gap et à Embrun, par les propositions de toutes sortes qui lui étaient apportées, soit de la part du pape, soit de celle du duc de Savoie; et par toutes les précautions qu'il y avait à prendre, tant pour la marche de l'armée, que

pour le ravitaillement de Casal, sans se mettre tout à fait dans les mains d'un allié douteux, qui pouvait être bientôt un ennemi déclaré. Mais son approche avait déjà produit cet effet, qu'encore bien qu'il refusât de consentir par voie de traité à une cessation d'hostilités, la guerre restait de fait suspendue sans aucune entreprise de part et d'autre, les Allemands eux-mêmes ayant levé incontinent le siège de Mantoue. Après deux mois de préparatifs, tout étant assuré, autant qu'il se pouvait quand on avait à craindre toujours un manque de foi, les troupes s'acheminèrent dans le Piémont. Casal était alors suffisamment approvisionné de vivres, ce qui n'avait pu être obtenu du duc de Savoie, maître de tous les chemins, que moyennant beaucoup d'argent, et encore sous la promesse de servir ses intérêts particuliers. Or, ce qu'il voulait toujours, ce qui pouvait le résoudre à se prononcer pour la France, c'était que le roi employât ses forces à conquérir le Milanais, et à l'aider dans ses desseins contre la république de Gênes. On le flatta de cette espérance; puis l'avant-garde de l'armée française s'étant portée dans l'intérieur des États du duc, le cardinal s'y achemina en personne, et le prince de Piémont vint le trouver à quelques lieues au delà de Suze.

Cette conférence servit à poser plus nettement les griefs; le cardinal se plaignit de ne pas trouver de vivres préparés, d'avoir à traverser, selon l'itinéraire tracé par le duc de Savoie, une route impraticable pour l'artillerie, de voir la ville de Veillane, entre Suze et Turin, se fortifier chaque jour, comme pour couper les communications et la retraite de l'armée aussitôt qu'elle aurait pénétré dans le pays; enfin il pressait le prince de déclarer s'il était pour ou contre la France. Ne recevant que des réponses évasives, il écrivit au roi pour l'engager à faire marcher par la Bresse une armée, qui se jetterait dans la Savoie au premier signal d'une rupture ouverte. Quant à lui, il continua à s'avancer lentement dans le Piémont, suivant la rive gauche de la Doire-de-Suze, pendant que le duc de Savoie en occupait la droite. Alors il le fit sommer de nouveau d'avoir à remplir les conditions du traité, de fournir les subsistances qu'il avait promises, de désarmer cette place de Veillane qu'on ne pouvait laisser derrière soi, et de joindre ses troupes à celles que commandait le cardinal pour attaquer ensemble les Espagnols.

Comme on n'obtint encore aucune satisfaction, il fut résolu en conseil de guerre de marcher sérieusement contre les forces du duc,

et pour cela de passer la rivière sur les bords de laquelle on le croyait retranché. La rivière fut franchie en effet, mais sans autre obstacle que celui d'un fort mauvais temps, le duc s'étant retiré avec toutes ses troupes dans Turin (18 mars). On s'était détourné par là du chemin de Casal; mais cette ville avait reçu dans l'intervalle assez de provisions pour subsister encore quelque temps; et, à tout événement, il valait mieux risquer de la laisser prendre, que d'exposer l'armée à périr, en faisant le duc de Savoie maître de sa subsistance et de sa retraite. On raconte que dans cette journée les régiments des gardes, inondés de pluie et transis de froid, laissèrent échapper contre le cardinal des imprécations qui l'étonnèrent beaucoup : mais dès que le soleil reparut, ces mêmes hommes trouvant à Rivoli un logement agréable, commode et bien fourni, portèrent gaiement dans leurs quartiers la santé de leur grand général; ce qui lui servit d'enseignement sur les habitudes du soldat.

Le duc de Savoie, renfermé dans Turin, n'opposa aucune résistance, et ne voulut pas recevoir les messages que le cardinal lui adressait. Pendant qu'il s'y fortifiait, dans la pensée qu'on viendrait assiéger sa capitale, l'armée du roi alla investir Pignerol. Cette ville, qui ouvrait un nouveau passage par les Alpes, fut prise presque aussitôt qu'attaquée (23 mars). La citadelle ne tint que sept jours de plus; et l'officier qui y commandait capitula la veille du jour de Pâques, sous la condition qu'il n'en sortirait que le lendemain matin de bonne heure après avoir communiqué. On eut soin, durant la nuit, d'avancer de plus d'une heure l'horloge de la ville, parce qu'on savait que le duc de Savoie se disposait à venir la secourir. La garnison sortit en effet au point du jour, et prit la route de Turin (31 mars). A mi-chemin, elle se trouva en face du duc de Savoie qui, emporté de colère, la fit tailler en pièces par ses troupes. Bien en prit au gouverneur d'être resté en arrière pour quelques arrangements; ce retard lui sauva la vie qu'il alla terminer en France.

Cette action éclatante, et qui avait coûté si peu, fut reçue dans le royaume avec grand applaudissement, et produisit un puissant effet dans les cours étrangères. Elle réparait la faute qu'avait commise Henri III, cinquante-six ans auparavant, en rendant au duc de Savoie une place de telle importance; elle annonçait une ferme résolution de procéder sans ménagement et sans faiblesse à l'exécution des desseins qu'on avait conçus. Cependant il ne s'agissait encore que d'une

sorte de contrainte exercée contre un débiteur en retard de remplir ses obligations. Car on n'alla pas plus avant ; l'armée se cantonna seulement aux environs de Pignerol, s'emparant de toutes les forteresses qui pouvaient gêner le passage, et l'on fit valoir cette modération comme une preuve de respect pour la princesse de Piémont, sœur du roi. Le fait est qu'on voulait toujours éviter la guerre ; le roi ne la désirait pas ; sa mère s'y montrait ouvertement contraire ; le cardinal de Richelieu lui-même recherchait plutôt une démonstration glorieuse de la puissance qui lui était confiée, que le commencement d'une lutte, alors sans objet utile et sérieux, pour laquelle d'ailleurs il n'avait pas préparé toutes ses alliances ; le pape travaillait de son mieux à rapprocher les couronnes ; de leur côté, les Vénitiens refusaient de se mettre en campagne avant que toute négociation de paix fût rompue, et les Hollandais, ne se fiant pas plus que de raison à l'attitude hostile que semblait prendre la France, entretenaient volontiers avec l'Espagne la proposition d'une trêve dans les Pays-Bas.

La prise de Pignerol ne pouvait donc amener en ce moment qu'une nouvelle et plus instante médiation du légat Antoine, neveu du pape, pour accorder les différends (7 avril). Le cardinal le reçut à Pignerol avec toute sorte d'égards, mais ne lui concéda rien. En même temps il écrivit au roi pour lui exposer l'état des affaires et en laisser la solution à son jugement. Toute sa lettre se réduisait à dire qu'il fallait ou faire la paix, ou assurer la guerre en conquérant la Savoie, ce qui ne pouvait être bien exécuté que par le roi lui-même, pourvu qu'il se fût réconcilié avec son frère, et qu'il n'y eût rien de sérieux à craindre du côté de la Champagne. On a vu que le duc d'Orléans avait promis de revenir en France, sans toutefois s'engager à se rendre auprès du roi. Il avait en effet quitté Nancy, après la vérification des lettres patentes qui augmentaient son apanage, et, arrivé à Troyes (9 février), au lieu d'aller saluer son frère, il passa tout droit à Orléans pour prendre possession de son nouveau gouvernement. Le hasard, ou quelque mauvais conseil, voulut qu'au même moment le roi s'éloignât de Paris. Le duc d'Orléans y courut aussitôt, feignant après six mois de séparation, une vive impatience de visiter la princesse Marie dont on lui avait annoncé le prochain départ. Il traita assez rudement quelques-uns des conseillers du roi, fit bonne mine au garde des sceaux, et, après cette algarade, il s'en retourna bien vite pour éviter la présence du roi, qui arrivait en toute hâte de Fontaine-

bleau (3 mars). Le roi s'achemina ensuite vers Troyes, afin de se tenir prêt, soit à prendre des mesures pour la défense de la Champagne, dans le cas où les Allemands la menaceraient, soit à suivre la route d'Italie. Il y fut accompagné des deux reines et de toute la cour. Là enfin, le duc d'Orléans alla embrasser son frère (18 avril), à la grande joie de tous les assistants qui en furent touchés jusqu'aux larmes. Il donna gravement son avis sur les affaires d'État, lequel fut qu'il fallait, sans marchander, garder Pignerol et envahir la Savoie. Le roi se résolut donc à marcher de ce côté, renvoyant à Paris le duc d'Orléans, auquel il adressa plus tard un pouvoir pour commander l'armée en Champagne et pour le représenter dans Paris et les provinces voisines. Il écrivit aussi au parlement (23 avril) que toutes les infidélités du duc de Savoie « le forçaient à lui courre sus, afin de punir sa méconnaissance, et lui apprendre qu'il y a péril d'offenser la couronne » très-chrétienne. » Après quoi il se rendit à Dijon, où il eut à statuer sur une sédition dont la ville avait été troublée le mois précédent, ce qu'il fit sans beaucoup de rigueurs, mais avec un déploiement solennel de l'autorité royale. Puis il continua sa route pour se rendre à Grenoble, où le cardinal de Richelieu était venu l'attendre.

Pendant ce temps rien n'avait été changé à l'état du Piémont. L'armée du roi s'était toujours tenue rassemblée autour de sa nouvelle conquête qu'elle fortifiait de son mieux, ayant en présence le duc de Savoie, le marquis de Spinola et le comte de Colalte, réunis avec une grande partie de leurs forces en deçà du Pô. De part et d'autre on n'avait fait jusque-là que s'observer, et le cardinal n'avait quitté Pignerol qu'après avoir vu Spinola se détacher de l'armée coalisée pour aller remettre le siège devant Casal. Le maréchal de Bassompierre, de son côté, avait précédé six mille Suisses qu'il venait de recruter pour la France et qui devaient faire partie de l'armée destinée contre la Savoie, dont le roi voulait prendre le commandement. En arrivant à Lyon (6 mai), il s'aperçut qu'il s'était fait chez le roi une notable amélioration. Il le trouva parmi les dames, « galant et » amoureux contre sa coutume. » La personne qui avait causé ce changement s'appelait Marie de Hautefort, petite fille de madame de la Flotte, gouvernante des filles de la reine mère. Bassompierre a le tort de nommer ici à sa place mademoiselle de la Fayette. C'est un anachronisme grave chez un homme qui, en cette partie de l'histoire, devrait faire autorité.

(10 mai) Le roi laissa bientôt les deux reines à Lyon et se rendit à Grenoble, où il tint conseil avec le cardinal et les chefs de l'armée qu'il allait commander. Là le cardinal lui représenta toutes les négociations qui avaient eu lieu pour la paix, et fit résoudre qu'il fallait continuer la guerre. Le roi l'envoya ensuite à Lyon pour qu'il fût entendre les mêmes choses à sa mère. Parmi les raisons qui lui servirent à justifier la résolution prise d'attaquer la Savoie et de garder Pignerol, au risque de laisser prendre Casal, il dit que la perte de cette ville, si elle arrivait, ne saurait faire tort à la réputation du roi, qui s'en dédommageait par d'autres conquêtes : « pas plus, ajoutait-il, qu'un homme qui était à Paris ne pourrait être taxé d'impuissance pour ne pas faire d'enfants à sa femme qui serait à Rome, surtout quand en même temps il en faisait à une autre habitant le même lieu que lui. » Cette comparaison toucha probablement la reine mère, bien autrement que les discours du garde des sceaux qui inclinait à la paix, et elle approuva fort le parti qu'avait pris le roi.

Celui-ci se montrait pressé d'en suivre l'exécution. Aussi ne tarda-t-il pas à faire marcher son avant-garde sous les ordres du maréchal de Créquy. Lui-même le suivit de près avec le maréchal de Bassompierre, et il arriva bientôt devant Chambéry. Après un simulacre de résistance qui coûta la vie à quelques officiers du roi, les habitants vinrent lui présenter la capitulation qu'ils avaient obtenue de Henri IV trente ans auparavant, le priant de leur accorder les mêmes conditions, et ils lui ouvrirent aussitôt les portes de leur ville (17 mai). La garnison du château demanda seulement à avoir le canon, et stipula qu'elle pourrait aller avec armes et bagages rejoindre l'armée du prince Thomas de Savoie. Le roi reçut à Chambéry l'envoyé du légat qui venait encore reprendre les négociations. Il en repartit avec des articles acceptés, refusés, ou corrigés; et le roi continua sa marche dans le pays conquis, prenant sur son passage les villes d'Annecy et de Rumilly, et tous les châteaux qui garnissaient la route de Chambéry à Genève. L'armée du prince Thomas de Savoie se tenait à quelque distance de là, fermant l'entrée du Val de la Tarentaise et fortement retranchée dans un bon lieu. Les dispositions furent prises pour l'attaquer. Mais le prince ne voulut pas en venir aux mains, et se retira en toute diligence vers le Val-d'Aost. Le roi le suivit à travers les vallées et les montagnes, s'empara du passage par lequel la

Savoie communiquait avec le Piémont, au pied du petit Saint-Bernard, le garnit de soldats et de retranchements, puis, laissant l'ennemi au delà de cette limite, il revint presser le siège de Montmélian et recevoir la soumission de la Maurienne ; de sorte qu'en peu de jours, et avec plus de marches que de combats, il se trouva maître de toute la Savoie depuis le voisinage de Genève jusqu'au Mont-Cenis (juin).

Maintenant il s'agissait de pousser plus avant et de se porter avec des forces considérables au secours de Casal, principal objet de l'entreprise et dont on s'était fort écarté. Pour cela l'armée commandée par le roi devait passer le Mont-Cenis, pendant que les troupes qui gardaient Pignerol s'achemineraient à sa rencontre. Mais cela ne pouvait se décider qu'avec l'approbation de la reine mère, qui refusa de s'avancer jusqu'à Grenoble pour en conférer avec son fils. Le roi fut donc obligé de retourner à Lyon (17 juin), où sa mère était restée avec le garde des sceaux, à qui l'on attribuait peu de bonne volonté pour le succès de la guerre. Cependant il fut résolu en cette ville, où le cardinal n'avait pas voulu laisser aller le roi seul, que l'on poursuivrait ses avantages, mais que le roi assisterait seulement au passage de ses troupes pour leur faire croire qu'il allait se mettre à leur tête, et qu'il resterait en Maurienne tandis que le cardinal irait commander à sa place. Pour justifier encore le séjour du roi dans la Maurienne, il fallut que son médecin donnât par écrit un avis portant qu'il n'y avait là aucune insalubrité.

En conséquence l'avant-garde de l'armée, sous les ordres du duc de Montmorency et du marquis d'Effiat, surintendant des finances, qui pour cette fois avait pris le harnois de guerre, passa le Mont-Cenis et descendit à Saint-Ambroise sans trouver d'ennemi (6 juillet). Sa destination était d'aller rejoindre l'armée de Pignerol qu'une longue inaction, l'ennui, les maladies, avaient considérablement diminuée, et qui s'avancait de son côté conduite par le maréchal de la Force. Le duc de Savoie était enfermé dans Veillane avec quinze mille hommes, et le chemin de l'armée était en vue de cette ville. Quand le duc crut trouver le moment favorable, il fit sortir ses troupes qui engagèrent le combat (10 juillet). Les Français l'acceptèrent avec ardeur, excités par l'exemple de leurs deux généraux qui s'y portèrent de leur personne aussi vaillamment que le moindre des soldats. Les gens du duc de Savoie furent rejetés dans leurs remparts avec une perte de mille morts. Trois cents prisonniers, parmi lesquels était un général qui

portait le nom de Doria, et dix-sept drapeaux enlevés sur l'ennemi, furent envoyés au roi. « Jamais, disent les mémoires de Richelieu, » il ne se fit une plus belle action, bien que peut-être avait-on entre- » pris ce passage avec moins de considération qu'il ne fallait. » Le duc de Montmorency et le marquis d'Effiat en partagèrent la gloire. « Le premier y fit merveille, suivant les mêmes mémoires, son ambi- » tion l'ayant porté jusqu'à ce point qu'il se trouva le premier mêlé » dans l'escadron qu'il attaqua. »

Jamais aussi action d'éclat ne vint plus à propos, car le découragement était partout. Ces pourparlers de paix, ces hésitations continues, ces longs séjours en des postes qu'il fallait garder, la répugnance du roi à paraître en tête de son armée, les efforts faits par la reine mère pour le retenir, toutes ces choses dégoûtaient la noblesse et les soldats, incapables surtout de patience. Ce succès les ranima. Les troupes qui avaient combattu à Veillane, jointes à celles du maréchal de la Force, s'avancèrent par le pays sous la conduite des trois généraux, entre les montagnes et l'armée de Savoie qui gardait les rives du Pô, et s'emparèrent de Saluces sans être autrement troublées par l'ennemi (20 juillet). Le duc de Savoie, qui n'avait pu secourir cette ville, se tenait à cinq lieues de là, enfermé dans Savillan. Il paraît que la douleur de ce dernier échec fut trop rude pour ses forces, usées par une longue vie qu'avaient rempli tout entière les tourments de l'ambition. Charles-Emmanuel, dont la pensée s'était toujours occupée de mille projets pour agrandir sa puissance, mourut à soixante-dix-huit ans, en présence d'une armée victorieuse qui occupait la moitié de ses États (26 juillet).

Cependant le roi était resté à Saint-Jean de Maurienne, mal portant et peu disposé à conquérir. Le garde des sceaux qu'il avait mandé près de lui et qui, sous prétexte de son âge et de sa mauvaise santé, n'avait pas voulu venir au delà de Grenoble, rendait compte chaque jour de quelques accidents survenus dans le royaume qui réclamaient la présence du roi ; de plus il s'inquiétait toujours du mauvais air qu'on respirait en Savoie, refusant de croire les médecins sur leur parole ; ce qui ne l'empêchait pas d'adresser au cardinal les plus fortes assurances de dévouement et de respect. « Car les dévots, disent les mé- » moires de Richelieu, savent donner de belles paroles comme les » autres, avec cette différence qu'il y a plus de déguisement chez » eux et qu'on le connaît moins parce qu'on s'y fie d'avantage. »

Tout cela fit qu'on se contenta de préparer un nouveau corps de troupes qui devait passer en Piémont, commandé par le maréchal de Schomberg, et que le roi reprit le chemin de France. Les généraux, suivant cet exemple, allèrent passer leur temps à Grenoble (25 juillet). Le cardinal resta le dernier en Savoie afin de pourvoir aux ordres les plus pressés, et vint ensuite rejoindre le roi à Lyon.

Ainsi la guerre avait changé de caractère. Ce n'était plus une entreprise royale, menant à sa suite toute la noblesse de France et transportant la cour dans les camps. C'était une campagne de généraux sans ardeur et sans espérances, où le devoir seul pouvait retenir chacun à son poste. Aussi les dépêches du duc de Montmorency ne parlèrent-elles bientôt que de maladies et de désertions. En même temps il était arrivé au roi une fâcheuse nouvelle. Les Allemands s'étaient emparés de Mantoue (18 juillet), et avaient mis hors de la ville le duc, le prince son fils et le maréchal d'Estrées, envoyé de France à cette cour. Ce n'était pas le comte de Colalte, général de l'armée impériale, mais bien deux colonels chargés du commandement en son absence, qui avaient exécuté cet exploit avec une incroyable facilité. Le reproche en tombait sur les Vénitiens, que toutes les instances du roi et l'activité du comte de Candale, général dans leur armée, n'avaient pu décider à secourir la ville, et sur la négligence du duc de Mantoue qui, pendant une longue suspension-d'armes, n'avait rien fait pour la mettre à l'abri d'une surprise. Mais les partisans de la paix faisaient valoir auprès du roi cette perte comme un commencement de mauvaise chance.

C'était une raison de plus pour marcher résolument au secours de Casal. Mais on éprouvait déjà l'embarras d'envoyer des ordres au loin, et quoiqu'on s'en remît volontiers à ce que feraient les trois généraux qui commandaient dans le Piémont, ceux-ci ne pouvaient agir avec un oubli complet de leur dépendance. Tout ce qu'ils purent faire fut de gagner peu à peu du terrain sans rien exposer de celui qu'ils laissaient derrière eux. Ils s'étendirent ainsi jusque sur la rive du Pô, prenant Villefranche, Poncalier et Carignan. Devant cette dernière ville les ennemis avaient fortifié la tête du pont qui traversait le Pô; cet ouvrage qu'on avait laissé terminer fut vaillamment emporté (6 août); les chefs et l'armée renouvelèrent dans cette action la gloire qu'ils avaient acquise à la journée de Veillane. Peu de jours après (15 août), les troupes que le maréchal de Schomberg devait conduire

en Piémont, descendirent dans le pays et assiégèrent Veillane, qui se rendit plus tôt que n'aurait pu le faire croire l'ancienne réputation de cette place (27 août). Quand les deux armées furent réunies, elles se comptèrent, et ne se trouvant pas assez de forces pour secourir Casal, les généraux acceptèrent une trêve générale qui leur fut proposée par l'agent du légat (2 septembre). Les conditions en étaient que les troupes de part et d'autre resteraient aux lieux qu'elles occupaient, et que la ville de Casal serait remise en dépôt au marquis de Spinola, qui promettait de la rendre si, dans les quinze jours qui suivraient l'expiration de la trêve, la citadelle, demeurée au pouvoir du comte de Toiras, était secourue par l'armée du roi. Les intelligences secrètement entamées avec le nouveau duc de Savoie, Victor-Amédée, beau-frère du roi, faisaient espérer que dans cet intervalle, ou la paix serait conclue, ou le prince s'unirait à la France contre les Espagnols.

Cependant le cardinal de Richelieu était allé rejoindre le roi à Lyon, et bientôt, à tous les soins que lui donnait une entreprise commencée avec tant d'éclat, maintenant contrariée par mille obstacles et se traînant en d'obscures négociations, vint se joindre un grave sujet d'inquiétude (25 septembre). Le roi qui, depuis quelque temps éprouvait souvent les atteintes de la fièvre, se trouva un jour si faible et si malade qu'il pria le père Suffren, son confesseur, de l'avertir quand l'heure du danger approcherait. Les médecins eux-mêmes prirent de l'effroi, et le roi célébra, en se préparant à la mort, le vingt-neuvième anniversaire de sa naissance (27 septembre). Pendant cinq jours on désespéra de sa vie, et si la douleur des deux reines, comme de tous ceux qui l'entouraient, fut vive et sincère, on ne saurait douter aussi que la pensée de chacun se portât parfois sur les changements que cet événement pouvait produire. On rapporte que, dans ce temps d'alarmes, le duc de Montmorency vint offrir au cardinal de Richelieu son assistance et une retraite dans son gouvernement, pour le cas où il ne se croirait pas en sûreté. Mais le prompt rétablissement du roi dissipa toutes les craintes (1<sup>er</sup> octobre), toutes les espérances, que sa maladie avait fait naître, et il n'en resta que le ressentiment des menaces faites, peut-être même des services offerts, à un homme qui ne voulait être ni offensé, ni obligé.

Le péril où s'était trouvé le roi n'avait pas assez duré pour que le cardinal cessât de veiller à ce qui regardait l'Italie. Les ordres étaient

donnés pour qu'aussitôt après l'expiration de la trêve, toute l'armée se portât au secours de Casal. Le duc de Montmorency avait quitté son commandement; le marquis d'Effiat avait été ramené malade : tout reposait donc maintenant sur le maréchal de la Force, mais surtout sur son nouveau collègue le maréchal de Schomberg, chargé en même temps du commandement militaire et du pouvoir de traiter avec l'ennemi, selon les conditions dont il avait le secret. On fit venir de Champagne le maréchal de Marillac avec de nouveaux régiments pour renforcer les troupes campées en Piémont. Bien qu'il fallût attendre, ce qui n'est pas de l'humeur des Français, comme il y avait un jour fixé pour en venir aux mains, tout le monde patientait assez gaiement. Car il semblait que le lendemain du jour où la trêve expirerait allait apporter occasion de se signaler. Tout l'intervalle fut rempli par des préparatifs de guerre et des négociations de paix. On débattait des articles en Allemagne comme en Italie; il s'en rédigeait même à Madrid; mais on n'en arrêtait aucun.

Et pourtant la trêve touchait à sa fin. Lorsqu'elle fut terminée (17 octobre), l'armée se forma en trois corps, que se partagèrent les trois maréchaux de la Force, de Schomberg et de Marillac. On laissa plusieurs détachements dans les places conquises, et l'on s'achemina, de Saluces où était le rendez-vous général, par la rive droite du Pô, sur la route de Casal. Un des premiers bourgs que l'armée rencontra, était Cerisoles, dont le glorieux souvenir paraissait de bon augure. Au lieu d'ennemis, ce furent des négociateurs qui vinrent au-devant d'elle. Ils apportaient aux généraux un traité conclu à Ratisbonne, entre l'ambassadeur de France et les ministres de l'empereur. Mais comme le débat qu'il s'agissait de vider était avec l'Espagne, le maréchal de Schomberg prit sur lui de ne pas s'arrêter, et, six jours après cette notification de la paix, on se trouva en face de l'armée espagnole. Sans plus tarder on résolut de l'attaquer (26 octobre). Les troupes prirent leurs positions devant l'ennemi. Les approches se firent par l'échange de quelques mousquetades. Le signal du combat fut donné, et les Français, se portant en avant, reçurent sans se déconcerter la première décharge de l'artillerie opposée. Les rangs des deux armées allaient se joindre et se heurter, quand tout à coup on vit sortir des retranchements un cavalier, agitant un mouchoir blanc au bout d'un bâton, qui s'élançait entre les combattants et arriva jusqu'au maréchal de Schomberg. Ce cavalier, bien connu depuis longtemps de toute

l'armée, était un officier de guerre au service du pape, que le nonce de sa sainteté avait employé d'abord pour porter ses paroles de médiation, et qui, un an durant, n'avait cessé de courir d'un camp à l'autre, accrédité partout comme courtier de propositions et messenger de réponses. En cette qualité il abordait librement les généraux d'armée et les souverains. Il avait vu plusieurs fois le roi de France et semblait rechercher surtout l'affection du cardinal de Richelieu. On le nommait Giulio Mazarini.

Mazarini venait annoncer que les Espagnols accordaient tout ce qui avait été demandé par les généraux dans les pourparlers précédents; qu'ils offraient de quitter la ville, et de la remettre, pour le duc de Mantoue, à un commissaire de l'empereur qui s'en retirerait dès que l'investiture aurait été donnée au duc. Les Français, de leur côté, devaient sortir de la citadelle, et la place ne serait plus gardée que par les troupes du Montferrat. Aussitôt après ces opérations, les deux armées prendraient chacune leur route pour s'éloigner du pays. Cette convention aurait été trop honorable pour les généraux du roi, si elle eût été faite avec le marquis de Spiuola. Mais ce vieux capitaine, qui avait mené tant de sièges et de combats, était mort un mois auparavant (23 septembre), le cœur brisé de voir sa vieillesse se perdre dans une entreprise toujours contrariée, et se plaignant hautement qu'on lui eût ravi l'honneur. Le vainqueur de Breda ne voulut pas rendre le dernier soupir dans une ville qu'il faudrait livrer; il se fit porter hors de Casal pour mourir dans un village.

En vertu de cette convention, les Espagnols sortirent de Casal, et se dirigèrent le plus lentement qu'ils purent vers le Milanais. Il fallut, pour occuper la ville, improviser une garnison de Montferrins, où se glissèrent bon nombre de Français. Mais bientôt, sur le prétexte ou par le motif de plusieurs contraventions à ce qui avait été stipulé, le maréchal de Marillac conduisit dans Casal plusieurs régiments auxquels il confia la garde de la ville et de la citadelle. Le comte de Toiras, qui depuis deux ans y commandait, ne voulut pas y demeurer plus longtemps, et se regarda comme délivré de cette longue prison. Après quoi l'armée retourna sur ses pas, réglant sa marche sur celle des Espagnols et des Allemands. Il arriva même que dans sa route elle eut nouvelle d'une attaque dont les Espagnols la menaçaient. Le maréchal de Marillac les fit prévenir qu'il allait séjourner vingt-quatre heures au lieu où il était, et ce temps passé, il

fit écrire sur les registres du bourg voisin , que les Français avaient attendu tout un jour leurs ennemis. Puis on s'occupa d'envoyer des vivres à Casal ; le duc de Savoie s'y prêta, moyennant qu'on n'entreprendrait plus rien contre ses États. Il fut convenu avec les généraux de l'empereur et de l'Espagne , que les régiments entrés dans Casal en sortiraient aussitôt que toutes les places du Montferrat seraient évacuées ; ce qui fut exécuté avec assez de bonne foi (5 décembre) , sauf qu'on laissa dans la citadelle quatre cents soldats cachés dans les caves ; ainsi le Montferrat fut soulagé de ses ennemis et de ses libérateurs ; l'armée du roi prit ses positions dans le Piémont, et l'on attendit l'effet des négociations entamées de tout côté pour l'exécution de la paix générale qui venait d'être conclue.

Nous avons vu qu'il y avait eu un traité signé à Ratisbonne , indépendamment de la convention réglée sur les lieux par l'entremise du sieur Mazarini. C'était pour tout autre cause que s'était formée une diète en cette ville. Le but de cette assemblée était d'arrêter les progrès de la puissance impériale devenue intolérable , même aux catholiques qui l'avaient aidée , et sur lesquels maintenant elle pesait , après s'y être appuyée. Le cardinal de Richelieu avait envoyé à Ratisbonne un ambassadeur, le sieur Brulart de Léon, avec le père Joseph, capucin. Leur mission publique était de justifier, aux yeux des électeurs de l'empire , l'intervention de la France en faveur du duc de Mantoue , et de leur faire connaître les dispositions du roi pour la paix , moyennant de justes conditions. Leur charge secrète était d'exciter les électeurs, catholiques et protestants, à se roidir contre les volontés de l'empereur, à exiger qu'il licenciât son armée et qu'il dépouillât du commandement son général victorieux, enfin à lui refuser l'élection de son fils comme roi des Romains. Les deux envoyés de France réussirent assez bien dans la partie tant soit peu perfide de leurs instructions ; mais , pour gagner les électeurs, ils avaient besoin de se montrer faciles sur l'accord du différend survenu en Italie ; car on ne pouvait en même temps obliger l'empereur à désarmer et lui laisser sur les bras une guerre. C'est ce qui les décida surtout à en signer les articles deux jours avant l'expiration de la trêve (13 octobre), et c'était cet acte , dressé en Allemagne , qu'on avait présenté aux généraux de l'armée française , pour arrêter leur marche sur Casal ; car il y était dit qu'aussitôt la notification qui en serait faite en Italie , toutes hostilités cesseraient. Le maréchal de

Schomberg n'en avait cependant tenu aucun compte, ce qui prouve qu'il avait le mot du cardinal. Car celui-ci, en apprenant la conclusion du traité, feignit une grande colère contre les négociateurs, déclara ne pouvoir l'exécuter tel qu'il était, et demanda qu'il y fût changé plusieurs clauses. Ainsi, moyennant un désaveu, dont ni l'ambassadeur, ni le père Joseph son conseiller, n'eurent rien à souffrir, le roi regardait le traité de Ratisbonne comme non venu, et, après la restitution de Casal opérée, tout restait à refaire avec l'empereur comme à régler avec l'Espagne. Le cardinal, en se récriant beaucoup sur l'audace des agents qui avaient outre-passé leur pouvoir, les excusa auprès du roi par ce motif, « qu'ayant appris la maladie et » l'extrême danger où la cour l'avait vu, ils avaient cru devoir traiter, » selon l'état où la perte d'un si grand monarque mettrait la France, » et non selon la puissance que sa vie conservait au royaume. » Il n'y avait véritablement pas de colère qui pût tenir contre une telle justification.

Pendant que ces choses se passaient, le roi convalescent quittait Lyon pour retourner à Paris (19 octobre); mais il y rapportait des sentiments bien différents de ceux avec lesquels il en était parti. Durant ces tristes journées qu'il avait passées à Lyon entre la vie et la mort, se préparant à quitter le monde en chrétien, demandant à chacun le pardon du mal qu'il avait pu faire, sa mère et sa femme lui avaient prodigué leurs soins; il avait été touché de leur douleur, et il semblait qu'à ce moment il eût découvert dans le cœur de sa compagne des trésors de tendresse dont il ne s'était pas encore douté. Ces épanchements de deux jeunes époux, qui ne s'étaient regardés jusque-là qu'à travers la crainte et le soupçon, amenèrent naturellement des explications sur le passé. La reine mère y mêla ses plaintes, et il fut à peu près convenu qu'aucun des trois n'avait eu tort, que toutes les querelles venaient d'ailleurs, que le cardinal de Richelieu, en un mot, était l'auteur de toutes les divisions, de toutes les défiances. Il pouvait bien y avoir là quelque vérité; c'était affaire domestique dont le jugement leur appartenait. Mais on voulut étendre ce blâme aux affaires d'État, qui ne devaient pas être du ressort des mêmes passions. Quoi qu'il en soit, il paraît que la disgrâce du cardinal avait été demandée et promise lorsque la cour s'éloigna de Lyon; l'époque seule en était différée jusqu'au temps où la guerre qu'il avait commencée serait terminée par une paix qui fût acceptable.

Tout ce que put faire le roi pour son ministre fut de l'engager à se mettre bien avec la reine mère. Celle-ci, se croyant sûre de son triomphe, prit sur elle de dissimuler ses ressentiments et de paraître sensible aux empressements du cardinal. Il fit tout le voyage avec elle, descendant la Loire depuis Roanne jusqu'à Briare sur le même bateau, « en grande privauté, » comme dit Bassompierre. En arrivant à Paris, il sembla que chacun voulût prendre son poste pour l'action qui allait s'engager. Le garde des sceaux se mit en retraite au couvent des carmélites, rue Notre-Dame-des-Champs. La reine mère s'enferma dans le Luxembourg où elle ne vit personne. Le cardinal de Richelieu se logea au Petit-Luxembourg que la reine mère lui avait vendu. Le roi s'était arrêté à Versailles ; mais il fit préparer son logis dans l'ancien hôtel du maréchal d'Ancre, rue de Tournon ; de sorte que tous les personnages intéressés dans la querelle se trouvaient réunis sur un même point.

(9 novembre) L'engagement commença le jour même où le roi vint de Versailles à Paris. La reine mère avait trop longtemps étouffé sa colère pour ne pas être pressée de la répandre, quand elle touchait au terme de la patience qu'on lui avait imposée. A peine son fils fut-il auprès d'elle qu'elle le somma de sa parole. Sa haine se partageait alors entre le cardinal et la nièce de celui-ci qui lui servait de dame d'atours, et l'expulsion de madame de Combalet devait être le signal de la disgrâce qui frapperait son oncle. Le roi pria sa mère de différer encore, et lui promit de l'écouter bientôt plus à loisir. Le lendemain (10 novembre) en effet la mère et le fils étaient de bonne heure en conférence secrète au Luxembourg, lorsque le cardinal de Richelieu vint frapper à la porte du cabinet. Comme il la trouva fermée, il se dirigea par une autre issue qui menait à l'oratoire de la reine, et il apparut tout à coup au milieu de l'entretien. « Le voici ! » s'écria le roi tout éperdu. Vous « parliez de moi ? » dit froidement le cardinal.

Revenue d'un premier étonnement qui l'avait réduite au silence, la reine éclata en reproches et en injures contre le cardinal. C'est tout ce qu'on peut dire, avec quelque certitude, de cette conversation que beaucoup d'historiens ne se sont pas fait faute de vouloir raconter. Ce qu'il y a encore de constant, c'est qu'après une scène aussi orageuse, il ne parut rien qui pût instruire la cour de ce qui s'était passé. Le cardinal accompagna le roi au sortir du Luxembourg, et, le soir même, le duc d'Orléans qui s'était tenu jusque-là malade et retiré

dans son logis, étant venu visiter son frère, le roi lui présenta le cardinal en le priant de l'aimer comme un de ses bons serviteurs. « Personne, s'il faut en croire Bassompierre, même parmi les plus intéressés, n'avait eu le moindre soupçon » de cette déclaration violente, après laquelle il fallait de toute nécessité ou que le cardinal succombât, ou qu'il prît une éclatante revanche.

(11 novembre) Le jour suivant, on apprit au lever du roi que la nuit lui avait apporté quelque nouveau dessein. Il avait dit la veille qu'il resterait à Paris ; le matin il ordonna son départ pour Versailles. Alors on commença à se demander quelle pouvait être la cause de ce changement. Chacun l'expliquait suivant ses appréhensions ou ses désirs. Le bruit de la disgrâce du cardinal prit bientôt le dessus, lorsqu'on sut que le garde des sceaux était allé du même côté que le roi. Il paraît même que le cardinal laissa voir quelques préparatifs qui annonçaient l'intention de s'éloigner au plus vite. La foule se rua au Luxembourg et le cardinal monta en voiture, mais pour aller à Versailles.

Malgré tout ce qu'on en a écrit, rien ne prouve que le cardinal se soit cru perdu, et qu'il ait fallu beaucoup de conseils pour l'engager à ne pas abandonner la partie. Si le départ du roi n'était pas concerté avec lui, du moins doit-on penser qu'il en avait été prévenu. Car il avait dans l'intime confiance du roi un homme dévoué à ses intérêts, le chevalier de Saint-Simon, qui, suivant le témoignage des contemporains confirmé par son fils, défendit chaudement le cardinal. Celui-ci, arrivé à Versailles, n'eut presque rien à faire qu'à reprendre possession du roi. Il fallut chercher aussitôt sur qui l'on ferait tomber le ressentiment de tout ce trouble. On avait en quelque sorte sous la main le garde des sceaux qui attendait tranquillement, dans une maison voisine de Versailles, que le roi l'envoyât chercher pour lui remettre toute l'autorité. Dès le soir il apprit que le cardinal avait passé l'après-dîner avec le roi, qui, n'ayant pas voulu se séparer de lui, l'avait fait coucher dans une chambre au-dessous de la sienne. Le lendemain matin (12 novembre), il vit arriver chez lui le sieur de la Ville-aux-Clercs qui venait lui redemander les sceaux. Prévoyant quelque chose de semblable, il avait écrit d'avance une lettre pour offrir sa démission ; il la remit avec les sceaux à l'envoyé du roi. Mais sa surprise fut grande lorsqu'il s'aperçut qu'on ne le tenait pas quitte à ce prix, qu'un exempt l'attendait à sa porte avec des gardes, et qu'il

devait se rendre ainsi accompagné à Châteaudun, lieu de son exil. De là le sieur de la Ville-aux-Clercs se rendit à Paris pour annoncer à la reine mère ce qu'il venait d'exécuter, et, en arrivant au Luxembourg, il le trouva si rempli de monde « qu'il aurait bien voulu, dit-il, ne pas » reconnaître les figures de peur qu'on ne le questionnât à son retour. » Les nouvelles qu'il apportait se répandirent bientôt et rendirent ce palais désert. Chacun se ressouvint alors de la crédulité empressée qu'il avait montrée la veille, et comme il y a toujours en France une plaisanterie toute prête contre les mauvais succès, ce jour-là fut appelé « la journée des dupes. »

Mais ce n'était pas seulement à Paris que cette journée devait avoir son lendemain. Michel de Marillac avait un frère qui servait alors en Italie. On avait la preuve que le maréchal était en correspondance de projets et de sentiments avec le garde des sceaux. Il paraît de plus que le premier acte exigé du roi par la reine mère était un ordre qui mettait toute l'armée sous le commandement de Louis de Marillac. Celui-ci même, avant ce temps, dans quelque contestation qu'il avait eue avec les autres maréchaux, s'était échappé jusqu'à leur faire sentir que ses pouvoirs s'étendraient volontiers plus loin que les leurs. Quoiqu'il en soit, le cardinal voulut que le contre-coup de sa vengeance portât au delà des monts. Briser le bâton d'un général à la tête de son armée était chose qui ne pouvait manquer de lui sourire. En conséquence, une lettre du roi partit pour l'Italie, enjoignant au maréchal de Schomberg, en qui le ministre avait toute confiance, de mettre sous bonne garde son collègue. Ce message trouva les trois maréchaux réunis à Folizzo et habitant la même maison (20 novembre). Peu s'en fallut que la lettre ne fût ouverte en présence de celui qu'elle intéressait si fort. Car le hasard fit que, ce jour-là même, le commandement général, pour lequel chacun avait son tour, appartenait au maréchal de Marillac. Les troupes qu'il avait amenées de Champagne, et dont les chefs lui étaient tous affectionnés, formaient plus que la moitié de l'armée. Il y avait donc besoin de grandes précautions pour exécuter l'ordre du roi. Le maréchal de Schomberg fit venir tous les capitaines aux gardes et entra avec eux dans l'appartement du maréchal de Marillac qui achevait son dîner. En sortant de table, il trouva toute cette compagnie dans sa chambre, et, comme c'était l'heure de tenir conseil, il invita les officiers à se retirer. Alors on lui montra la lettre arrivée de Paris, où ce qui le concernait était écrit en marge de la

main du roi. Il ne fit aucune résistance et protesta noblement de sa fidélité pour la reine mère, d'où lui venait sans doute ce malheur. Il resta prisonnier quinze jours dans son logis gardé par six officiers, et il partit ensuite pour la France où il fut enfermé à Sainte-Menehould.

Les sceaux furent donnés à Charles de Laubespine, marquis de Châteauneuf, qui avait déjà rempli avec honneur plusieurs ambassades, et le président Nicolas Lejay eut la charge de premier président au parlement de Paris, vacante depuis sept mois. L'emploi que le dernier laissait servit à récompenser les bons soins d'un conseiller du duc d'Orléans, Lecoigneux, qui travailla de son mieux à réconcilier ce prince avec le cardinal, quand il fut bien reconnu qu'on ne pouvait le renverser. Pour la reine mère, elle persévéra dans sa haine ; elle fit sortir de sa maison tous les parents et toutes les créatures du cardinal. Après avoir tenté inutilement sa ruine, la conduite qu'elle tenait semblait un continuel défi de lui rendre la pareille. Richelieu l'accepta.

# LIVRE X.

—

## CHAPITRE PREMIER.

**Le cardinal se prépare à lutter contre la reine mère. — Le duc de Montmorency et le comte de Toiras maréchaux de France. — Le duc de Vendôme sort de prison. — Le cardinal gagne le duc d'Orléans. — La comtesse du Fargis éloignée de la reine régnante. — Retour de la duchesse de Chevreuse. — Marie de Hautefort s'entend avec la reine. — Nouvel éclat du duc d'Orléans. — Voyage du roi à Compiègne. — Délibération au conseil sur le parti à prendre avec la reine mère. — Résolution prise de l'éloigner. — On la laisse sous garde à Compiègne. — Le duc d'Orléans essaye de former un parti. — Il passe en Lorraine. — Déclaration du roi contre les adhérents de son frère. — Différend avec le parlement de Paris. — Requête du duc d'Orléans contre le cardinal. — La reine mère refuse de quitter Compiègne. — Manifeste du duc d'Orléans. — La reine mère s'échappe de Compiègne et passe en Flandre.**

Avant de savoir ce que deviendraient les projets où la France était engagée et de quelles résolutions elle serait désormais capable dans les affaires de l'Europe, avant qu'on pût faire quelque compte de son alliance, de ses promesses et de ses menaces, il fallait voir d'abord qui l'emporterait à la cour, de la reine Marie de Médicis, ou du cardinal de Richelieu. Toute la marche de la politique semblait suspendue par ce débat. Le mécompte que les ennemis du cardinal venaient d'éprouver à la « journée des dupes, » n'avait cependant rien décidé. Le parti de la reine mère avait perdu, il est vrai, tout le fruit d'un grand éclat ; on lui avait ôté deux de ses appuis, au conseil et dans l'armée : mais enfin les paroles de guerre étaient jetées ; d'un côté on s'était avancé jusqu'à ne plus garder de ménagements ; de l'autre, où semblait se porter le roi, il s'agissait d'examiner ce qu'on pourrait lui faire oser contre une mère. Le cardinal s'occupait d'arranger en quelque sorte sa partie. Le garde des sceaux, choisi de

sa main, lui était dévoué. Il pouvait espérer que le premier président Lejay lui saurait gré, au moins pour quelque temps, de son élévation récente. Il voulut, sinon récompenser, au moins honorer deux chefs qui s'étaient distingués dans la guerre d'Italie et les empêcher de prêter l'oreille aux mécontents. Le duc de Montmorency et le comte de Toiras furent nommés en même temps maréchaux de France. (19 décembre 1630). Le premier était d'un rang qui pouvait se passer de cet emploi. Aussi les lettres de promotion furent-elles différentes pour les deux maréchaux. L'un semblait accepter la charge qui était accordée à l'autre. Pour montrer la bonne intelligence qu'il maintenait avec le prince de Condé, le cardinal servit de parrain à son second fils Armand, prince de Conti, dont la duchesse de Montmorency fut marraine (23 décembre).

Il voulut montrer aussi qu'il savait pardonner. Quatre ans et sept mois auparavant, deux fils de Henri IV avaient été privés de leur liberté par son conseil. L'un d'eux, Alexandre, grand prieur de France, était mort en prison (février 1629). César, duc de Vendôme, restait encore enfermé au château de Vincennes, encore bien que sur la promesse qui lui avait été faite d'une abolition, il eût signé de sa main une ample confession de tous ses torts. L'abolition avait été en effet accordée, et il lui avait fallu subir en outre l'humiliation d'un interrogatoire devant les magistrats, pour obtenir qu'elle fût enregistrée au parlement. Mais tout cela ne lui avait pas ouvert les portes de Vincennes. Il y avait gagné seulement la consolation de voir sa femme et ses enfants. Le roi n'avait voulu lui faire grâce que du procès et de la condamnation qui pourrait en résulter, se réservant de le garder prisonnier tant qu'il le jugerait utile au repos de son État. Ses deux fils, les ducs de Mercœur et de Beaufort, avaient noblement plaidé la cause de leur père, en combattant, tout jeunes qu'ils étaient encore, dans les rangs des volontaires, au siège de Veillane et à la journée de Carignan. Le cardinal jugea qu'en faisant cesser maintenant cette longue captivité, il en rejetterait toute la rigueur sur la reine mère, dont l'influence semblerait avoir jusque-là contrarié sa bonne volonté. Ce fut son beau-frère, le marquis de Brézé, qui alla surprendre le duc de Vendôme par l'heureuse nouvelle de sa délivrance (30 décembre). Le prince fut si pressé d'en profiter, qu'il partit sur-le-champ dans le carrosse du capitaine des gardes, et qu'il oublia, dit-on, de laisser à ses gardiens des marques de sa libéralité. Il paratt

qu'on avait mis à sa liberté la condition d'en jouir hors de France. Car deux mois après il était en Hollande, cherchant quelque occasion de se distinguer à la guerre, sous les ordres du prince d'Orange.

Nous avons vu que le cardinal avait pris soin de regagner le duc d'Orléans. C'était, à ce qu'il paraît, chose assez facile, mais qui n'avait pas de durée. Il ne s'agissait que de satisfaire ses conseillers, et ceux-ci se chargeaient de calmer toutes ses fougues, d'en faire, du jour au lendemain, un fils indifférent, un frère soumis, un amant oublieux. L'un de ces conseillers, le président Lecoigneux, avait déjà reçu le premier à-compte du marché, et on lui faisait espérer encore un chapeau de cardinal. L'autre, le sieur de Puylaurens, avait évalué sa complaisance au prix d'un duché, et on lui avait avancé cinquante mille écus pour le mettre en état de l'acquérir. Mais on en vint bientôt à chicaner sur l'exécution de cet honnête contrat. Il se trouva une femme qui menaça le futur cardinal d'un procès scandaleux. Le sieur de Puylaurens, qui s'était déjà presque accommodé du duché d'Anville, rencontra dans cette affaire des difficultés imprévues. Le traité ne tint donc pas longtemps. Le cardinal en fut pour ses arrhes, en échange desquelles il ne reçut qu'une promesse faite par le duc d'Orléans à son frère, « d'aimer, assister et protéger en tout temps le » ministre qu'il jugeait utile à son service. »

Le cardinal n'avait peut-être ni grand espoir, ni grande envie qu'il tint parole. Mais dans le premier moment d'une rupture ouverte avec la reine mère, c'était quelque chose que de montrer ce fils, pour lequel on l'accusait de préférence, jurant amitié à l'homme qu'elle poursuivait de sa haine. Elle se trouva donc réduite à ses propres forces et à son conseil de femmes, plus capable d'exciter sa passion que de la servir. Pour se mettre tout à fait en règle, le cardinal voulut faire les avances d'une réconciliation ; il y employa le confesseur de la reine et le cardinal de Bagni, nonce du pape. Il s'agissait simplement d'obtenir d'elle qu'elle consentît à se trouver avec le cardinal dans le cabinet du roi, à l'heure où l'on délibérait sur les affaires de l'État. Refuser, c'était avouer qu'on pouvait se passer d'elle, ou priver le roi de ses avis. Les négociateurs réussirent à lui faire recevoir deux fois chez elle le cardinal. Ces entrevues se passèrent avec aigreur, et décidèrent pourtant la reine mère à paraître dans le conseil (27 décembre). Il se trouva que, ce jour-là même, les résolutions qu'il y avait à prendre étaient contre sa belle-fille.

Anne d'Autriche, qui avait toujours vécu en commerce assez froid avec la reine mère, s'était rapprochée d'elle à Lyon, et les dispositions où elle avait vu le roi lui avaient fait croire qu'elle pouvait sans péril s'associer à ses ressentiments. Elle était entretenue dans ces idées par sa dame d'atours, la comtesse de Rochepot du Fargis, à qui les affaires d'amour ne suffisaient pas pour occuper son activité, et qui s'était remis en tête la vieille pensée du mariage entre la reine et le duc d'Orléans, pour le cas où le roi mourrait. Comme elle était le lien de la cabale formée entre les amis des deux reines, le cardinal jugea convenable de l'éloigner, et c'était là ce qu'on venait de décider en présence de la reine mère. Il fut arrêté aussi qu'on obligerait l'ambassadeur d'Espagne à demander ses audiences pour visiter la reine régnante, chez laquelle il avait pris l'habitude d'entrer à toute heure, comme un familier de la maison. Quoiqu'on eût mis des formes honorables à l'expulsion de la comtesse, la reine n'en montra pas moins un vif chagrin. Pour l'apaiser, on permit, quelque temps après, à la duchesse de Chevreuse de revenir à la cour ; ce qui fit dire alors « qu'on l'avait » rappelée tout exprès pour donner plus de moyens à la reine de faire » un enfant : Pensée diabolique ! » ajoute le journal de Richelieu. Quoi qu'il en soit cette dame parut être dans le meilleur accord avec le cardinal ; l'amie absente fut oubliée, et quand, plus tard, on surprit des lettres écrites de Lorraine par la comtesse, qui la rendaient doublement coupable de tort conjugal et de crime d'État, il ne se trouva plus personne à la cour pour la défendre. La place de dame d'atours, que sa retraite laissait vacante, fut donnée à la grand'mère de Marie de Hautefort, qui, pour cet emploi, quitta le service de la reine mère. Cet arrangement faisait que, quoiqu'il arrivât, la jeune fille, pour laquelle le roi avait montré du goût, ne lui serait pas enlevée. La reine régnante en fut, dit-on, irritée au point de dire « qu'elle ferait couper le nez » à sa fille d'honneur. » Mais celle-ci désarma sa colère par mille prévenances, et surtout en promettant de lui raconter fidèlement tout ce que lui dirait le roi. Car il était bien entendu que les exigences de cet amour n'allaient pas plus loin que les plaisirs de la conversation. La conscience du roi se révoltait à la seule pensée « qu'on voulût lui » faire aimer les dames tout de bon. »

Pendant tout ce temps le roi habitait Saint-Germain et Versailles. La reine mère restait à Paris, renfermée avec les gens de sa cabale, consultant des astrologues, écoutant les avis, ramassant les nouvelles,

et laissant échapper à tout instant des paroles de colère ou d'espérance qui étaient soigneusement recueillies. Tandis qu'elle croyait se conduire avec prudence et fermeté, son fils Gaston s'avisa tout à coup de vouloir montrer de l'héroïsme. Il s'éveilla un beau matin tout ému du traitement que l'on faisait à sa mère, et se croyant déshonoré s'il n'y apportait pas remède. Pour cela, il ne trouva rien de mieux que de partir. Il fit demander à la reine mère les pierreries de sa femme, afin d'en faire de l'argent, disposa toutes choses pour quitter l'hôtel de Bellegarde où il était logé, et, suivi de quinze gentilshommes, il alla surprendre le cardinal de Richelieu dans son hôtel (31 janvier 1631). Là il lui dit qu'il ne pouvait plus rester son ami, qu'il reprenait sa parole, et qu'il allait se rendre sur-le-champ dans son apanage où il saurait se défendre. Il monta aussitôt en voiture et prit la route d'Orléans. Une heure après le roi était à Paris, arrivant de Versailles à tout bride pour défendre son ministre contre tous ceux qui voudraient lui faire outrage. La reine mère s'empressa de protester qu'elle n'avait rien su de ce projet, « et qu'elle avait failli s'évanouir » quand elle en avait appris l'exécution.

On ne saurait douter pourtant que le départ du duc d'Orléans n'eût été concerté avec elle; son conseil s'en réjouit comme d'un coup hardi; le cardinal feignit d'en être affligé. Le gentilhomme envoyé par Gaston pour apprendre au roi sa résolution fut reçu avec toute sorte d'égards, et on le chargea de reporter à son maître des assurances bienveillantes. Mais la nouvelle preuve d'affection que le roi venait de donner au cardinal l'encouragea bientôt à faire cesser cette longue incertitude qui tenait en arrêt toute la puissance du royaume. La mère du roi avait parlé en femme irritée, et n'avait rien obtenu. Le frère du roi, après un marché honteux, avait cru produire quelque effet par une escapade, et il ne faisait que céder la place à son ennemi. Il fallait, de toute nécessité, que la reine mère, cause de ce désordre, se rendît, ou se retirât de la lutte. Le cardinal conseilla au roi d'aller passer quelques jours à Compiègne. Si sa mère l'y suivait, éloignée de sa cabale qui résidait à Paris, elle serait plus facilement ramenée à de meilleurs sentiments; si elle refusait d'y aller, elle abandonnait en quelque sorte sa part de gouvernement pour persister dans une impuissante bouderie. Le roi partit donc pour Compiègne. La reine mère hésita, prétexta une indisposition, et se décida enfin à quitter son palais du Luxembourg (17 février).

Lorsqu'on fut à Compiègne, le roi employa tous les moyens, toutes les sollicitations, pour opérer un accommodement entre sa mère et le cardinal. La reine Marie était réduite à un tel isolement, que les négociations se faisaient avec son médecin appelé Vaultier. Celui-ci, tout étourdi de sa nouvelle importance, se fit fort d'arranger cette difficile affaire. On demandait seulement à la reine mère qu'elle voulût bien assister au conseil et s'engager par écrit à ne soutenir aucune des personnes qui seraient jugées agir contre l'État. Le refus de donner cette promesse prouve que, s'il n'y avait pas beaucoup de raison, au moins y avait-il de la générosité dans son obstination. Après avoir tenté inutilement cette voie, le cardinal voulut mettre une sorte de solennité dans la délibération du parti qui restait à prendre. Le conseil fut assemblé (22 février); le cardinal sembla se faire violence en prenant la parole dans une question où il paraissait le plus intéressé. Il avait fait une ample provision de petits faits, de rapports officieux, de démarches surprises, de paroles imprudemment confiées, qu'on retrouve, avec plus d'obscurité que tout cela n'en avait alors, dans un curieux document déjà cité, le « journal de Richelieu. » Il en tirait la preuve « que l'empereur, l'Espagne, l'Angleterre et la Savoie, » maltraités avec justice par le roi, » voulaient prendre leur revanche des succès obtenus contre eux et encourageaient de leurs instances, soudoyaient de leur argent, les cabales de l'intérieur. Celle qu'on venait de former, sous le nom des deux reines et du duc d'Orléans, se montrait « bien plus redoutable que ne l'avaient été les précédentes, » quoique sévèrement punies. La laisser continuer serait donner de » la force aux étrangers, qui à leur tour en rendraient aux perturba- » teurs, de sorte que le royaume serait toujours entre deux causes de » ruine qui finiraient par l'accabler ensemble. Il fallait donc ôter » toute espérance aux envieux du dehors et aux factieux du dedans. » Tous ceux qui servaient le roi y étaient intéressés. Car le moindre » accident survenant, comme, par exemple, une maladie du roi, ils » étaient exposés à tomber sur-le-champ sous la main de leurs ennemis; » leur existence même dépendrait de la miséricorde des femmes, » dont le sexe est souvent impitoyable. » Pour éviter ce mal, il ne voyait que cinq moyens : faire avec les étrangers une paix honorable et qui fût de durée; s'accommoder avec le duc d'Orléans; se réconcilier avec la reine mère; éloigner le ministre qui leur faisait ombre; ou bien enfin chasser les gens qui animaient la reine, et la prier elle-

même de quitter pour quelque temps la cour. De ces cinq expédients, le premier était impraticable, le second impossible, le troisième désespéré, le quatrième inefficace, le dernier douloureux, mais utile. En voulant bien se charger de la haine qu'exciterait cette résolution, si elle était prise, le cardinal demandait qu'il lui fût permis de se retirer, aussitôt que par ce coup d'autorité on aurait dissipé les cabales et rétabli le calme dans l'État. Les autres ministres déclarèrent unanimement qu'ils ne trouvaient rien à proposer au delà des cinq moyens qu'avait déduits le chef du conseil, et en laissèrent le choix au roi lui-même sans oser recommander l'un ou l'autre. Le roi se prononça pour l'éloignement de sa mère.

Comme elle était déjà hors de Paris, on jugea que la moitié du chemin était faite, et qu'il fallait la laisser où elle se trouvait, jusqu'à ce qu'on lui eût fait agréer une autre retraite. C'était donc le roi qui devait déloger ; il s'y prépara sans bruit, et partit le lendemain de bon matin (23 février), lorsque toute sa maison et sa femme même étaient encore couchées, laissant au maréchal d'Estrées une instruction écrite, contre-signée par le secrétaire d'État Bouthillier, qui réglait tout ce qu'il avait à faire. Huit compagnies des gardes, cinquante gendarmes, et cinquante cheveu-légers étaient placés sous ses ordres pour prêter main-forte aux volontés du roi. On alla d'abord éveiller la reine régnante, qui fut fort étonnée, en ouvrant les yeux, de voir le garde des sceaux auprès de son lit. Il lui annonça le départ du roi, la résolution prise contre la reine mère, et la pria de se lever promptement pour aller rejoindre son mari qui l'attendait au couvent des Capucins, près de Compiègne. La reine prit sur elle de faire ses adieux à sa belle-mère, et partit aussitôt. La princesse de Conti, qui avait suivi la reine mère, et qu'on accusait surtout d'entretenir sa mauvaise volonté, reçut à son réveil l'ordre de se rendre sur-le-champ à sa maison d'Eu, sans voir la reine mère, ni passer par Paris. Marie de Médicis, déjà instruite de son sort par sa belle-fille, en fut informée plus amplement par le maréchal d'Estrées. Elle sut qu'il lui était enjoint de rester à Compiègne, qu'elle y devait attendre des nouvelles du roi, que toute tentative pour sortir de la ville rencontrerait l'obstacle d'une garde obéissante. Elle écrivit dans la journée à son fils une lettre touchante, et beaucoup plus douce que son caractère ne semblait pouvoir la dicter. Elle demanda vainement son médecin Vaultier. Ce malencontreux négociateur venait d'être arrêté et mis en prison.

Trois femmes de son intimité, les duchesses d'Elbeuf et d'Ognano, et la connétable de Lesdiguières, étaient exilées dans leurs terres. L'abbé de Foix, de la même cabale, fut mis à la Bastille; le hasard voulut qu'un chariot qui portait son lit dans cette prison heurtât, près de la place Royale, le carrosse du maréchal de Bassompierre. Ce seigneur, qui ne paraît guère avoir eu d'autre tort en tout ceci que sa tendre liaison avec la princesse de Conti, fut averti par cette rencontre de ce qui pouvait lui arriver. Le duc d'Épernon lui confirma les nouvelles du jour et lui conseilla de prendre ses précautions. Le maréchal n'en vit qu'une seule qui lui convint. C'était de brûler environ six mille lettres d'amour qui pouvaient compromettre plusieurs femmes; et, cela fait, il se mit en route pour aller trouver à Senlis le roi, qui lui fit bon accueil et lui donna ses ordres de service. Le jour suivant, il fut arrêté dans sa chambre, et conduit de Senlis tout droit à la Bastille.

(24 février) Le lendemain du jour où le roi avait quitté Compiègne, le comte de Brienne, sieur de la Ville-aux-Clercs et secrétaire d'État, s'y rendit avec une lettre du roi pour sa mère. On l'avait laissée toute une journée, toute une nuit, dans l'incertitude du traitement qui lui était réservé. Maintenant le roi lui faisait dire par son secrétaire d'État, en présence du maréchal d'Estrées, qu'il la priait de se retirer pour quelque temps à Moulins. Si elle s'y prêtait de bon gré, on lui rendrait son médecin, encore bien qu'il eût très-mal agi par le passé. En attendant, il lui était permis de se promener tant qu'elle voudrait, et il lui suffirait d'avertir le maréchal de ses intentions pour qu'il l'accompagnât avec le nombre d'hommes nécessaire. La reine se répandit en protestations de son innocence, et ses discours, commencés avec calme, finirent par des sanglots. Mais on ne put obtenir d'elle aucune promesse d'obéir aux volontés du roi. Elle alla jusqu'à dire que, si on voulait la contraindre à partir, il faudrait l'arracher toute nue de son lit. Lorsqu'elle fut apaisée, elle fit mille objections sur la saison, sur la longueur du voyage, sur le détour qu'il y avait à faire pour éviter Paris, sur l'état de sa santé, sur le défaut d'argent; et le maréchal d'Estrées put juger qu'il lui faudrait longtemps continuer son service, mi-parti de surveillance et d'honneur.

Cependant le roi avait cru devoir, dès le premier moment, écrire aux parlements et aux gouverneurs des provinces pour leur annoncer ce qu'il venait de faire. Cette lettre avait le grand mérite de la netteté

et de la franchise. On n'y parlait pas obscurément de complots, d'intrigues et de cabales. On avait clairement la cause de cette brouillerie. Le roi disait que « de méchants esprits avaient aigri sa mère contre » le cardinal, qu'il avait fait tout son possible pour l'adoucir, que » le cardinal, de son côté, n'y avait rien épargné ; que , ne pouvant » consentir à laisser un tel serviteur s'éloigner de sa personne, il avait » été contraint, après une longue patience, de se séparer pour quelque » temps de sa mère, espérant que la bonté de son naturel le ramènerait bientôt. » Cette déclaration, qui montrait le roi préférant son ministre à sa mère, parut monstrueuse aux gens timides, et Brienne lui-même y trouve « tout l'aveuglement d'un favori. » Il est permis de croire que Richelieu jugea mieux de son maître et du public, en voulant ôter à l'un tout prétexte de rétractation, à l'autre tout sujet de commentaire.

Pendant que la reine mère s'obstinait à prolonger sa captivité pour retarder son exil, le duc d'Orléans son fils faisait mine de vouloir tenter une grande entreprise. S'il restait encore dans le royaume de quoi faire une guerre civile, s'il y avait des villes disposées à proclamer un parti et à se fermer, des seigneurs prêts à se mettre en campagne avec leurs levées d'amis et de vassaux, des gouverneurs résolus à livrer les places fortes qui leur étaient confiées, c'était certes le cas de l'essayer. Pour de moindres occasions, on avait vu naguère toute la noblesse aux champs. Le duc d'Orléans envoya ses agents pour recruter en son nom. Ils ne trouvèrent d'adhérents que tout juste ce qu'il fallait pour le faire criminel, pas assez pour le rendre redoutable. La ville d'Orléans lui était affectionnée, mais non jusqu'à se révolter et soutenir un siège. Le duc de Bellegarde, gouverneur de Bourgogne, ne demandait pas mieux que de le servir ; mais, tout en lui offrant ses places, il prenait ses sûretés du côté du roi. On résolut pourtant de tenter un dernier effort pour ramener le jeune prince (27 février). Le cardinal de la Valette alla le trouver ; il était chargé des paroles les plus amicales et les plus pressantes. Cette fois, on lui offrait de conclure sur-le-champ le mariage qu'il avait si longtemps désiré. La main de la princesse Marie était à sa disposition. Son cœur, et ce qu'on pouvait lui supposer d'ambition, y trouvaient également leur compte. Il aimait ardemment la princesse, comme on avait pu le voir, et cinq années écoulées depuis son premier mariage laissaient encore le roi sans enfants. Le duc d'Orléans se trouva tout à coup refroidi

sur sa passion et animé d'un prodigieux respect pour les volontés de sa mère ; il refusa un bonheur qu'elle n'approuvait pas.

(11 mars) Alors le roi s'avança vers Orléans pour forcer son frère à prendre un parti. Celui qui parut le plus sûr à ses conseillers était de quitter le royaume. Il avait assez de monde avec lui pour faire ce voyage sans péril ; le duc de Bellegarde devait le recevoir en Bourgogne d'où il gagnerait aisément la Lorraine. En conséquence, tandis que le roi était à Étampes, Gaston partit d'Orléans avec une petite troupe de noblesse que conduisaient le comte de Moret, fils naturel de Henri IV, et Louis de Gouffier duc de Rouanez ; ils traversèrent le pays en criant : « Vive Monsieur et la liberté du peuple ! » Comme les principales villes de Bourgogne lui étaient fermées, le prince fut heureux de trouver un séjour dans Seurre, où le duc de Bellegarde crut pouvoir l'accueillir, parce que la place lui appartenait. Là son escorte fut augmentée par l'arrivée du duc d'Elbeuf, retiré depuis quelque temps dans ses terres. La comtesse du Fargis et son mari s'attachèrent à cette cour fugitive, qui alla demander l'hospitalité en Lorraine. De son côté le roi déterminé à suivre son frère, s'il le fallait, jusqu'aux limites du royaume, s'achemina en Bourgogne et arriva bientôt à Dijon. Toutes les dispositions y furent prises pour la défense de la province ; la ville de Seurre, que le duc d'Orléans venait de quitter, fut occupée par une garnison ; et le roi fit publier (31 mars) au parlement une déclaration par laquelle tous ceux qui avaient accompagné son frère dans sa retraite, notamment le comte de Moret, les ducs d'Elbeuf, de Bellegarde et de Rouanez, le président Lecoigneux et le sieur de Puylaurens, étaient reconnus coupables de lèse-majesté. Le duc d'Orléans était alors en Franche-Comté, d'où il gagna la Lorraine, laissant à un gentilhomme appelé Briançon la charge périlleuse de porter au roi ses adieux. Sa lettre était conçue en termes si amers, que le porteur paya pour celui qui l'avait écrite et fut mis en prison (3 avril).

Voyant son frère parti et sa mère toujours en volonté de ne partir point, le roi revint à Fontainebleau après avoir mis la Bourgogne en sûreté. Pendant qu'il y séjournait, en grande peine d'obtenir que la reine mère quittât une résidence où elle affectait de paraître renfermée et gênée au dernier point, une nouvelle opposition se déclarait, enveloppée de procédures, dans les chambres du parlement de Paris. Le roi lui avait envoyé à vérifier la déclaration qu'il avait déjà fait

enregistrer à Dijon. Le parlement se crut offensé dans ses privilèges, en ce qu'une autre compagnie souveraine avait statué dans une affaire où étaient intéressés des pairs de France et un de ses présidents. Les voix ayant été recueillies (25 avril), il se trouva qu'elles étaient partagées également pour et contre la vérification, et qu'il n'y eut qu'un arrêt négatif. Pour faire cesser cette velléité de résistance, le roi vint à Paris et manda toute la compagnie au Louvre (13 mai). Là, le garde des sceaux remontra que le parlement n'avait de juridiction qu'entre les parties et ne devait pas connaître des affaires d'État, si ce n'est par commission expresse, ce qui se prouvait par plusieurs exemples; que, du reste, la déclaration publiée à Dijon ne créait pas de procès et n'attribuait aucun jugement, mais faisait connaître simplement à chacun ceux dont le roi se plaignait comme ayant intelligences avec les étrangers et ayant fait levée de gens de guerre, qu'ainsi « c'était une continuation et notification de la loi. » En conséquence, le roi se fit remettre le registre des délibérations où était l'arrêt de partage, l'en fit arracher sur-le-champ et mettre à sa place un arrêt rendu la veille, en son conseil, qui cassait cette décision « comme téméraire, faite sans droit et sans pouvoir, par personnes » privées. » Il était fait défense au parlement de plus à l'avenir s'ingérer des affaires d'État; et, pour punition de sa faute, la déclaration sur laquelle il avait discuté lui était retirée, « le roi se réservant, » nonobstant ses privilèges dont il s'était rendu indigne, de commettre, pour le jugement des personnes dénommées en la déclaration, tels autres officiers qu'il lui plairait choisir. »

La sévérité de ces paroles avait une autre cause que l'acte même contre lequel elles étaient dirigées. Encouragé par ce premier signe de bonne volonté que semblait lui montrer le parlement, au lieu d'attendre que le débat fût plus embrouillé par des contradictions et des répliques sur la question de compétence, le duc d'Orléans s'était empressé de faire paraître son nom dans une affaire à peine entamée. Un conseiller du parlement reçut la communication d'une requête que ce prince adressait à la compagnie, par son avocat Michel Roger. Cette requête, qui pouvait être au moins habilement rédigée, était écrite avec toute l'étourderie de la mauvaise humeur. Le duc d'Orléans disait que la seule cause de sa sortie hors du royaume était une entreprise à force ouverte tentée contre sa personne par le cardinal de Richelieu, qui avait dessein, après avoir détruit le frère et la mère

du roi, d'entreprendre sur le roi lui-même et d'envahir la France ou la meilleure partie du royaume. Il déclarait s'opposer à l'enregistrement de la déclaration rendue contre ses serviteurs, et se porter formellement partie contre le cardinal à raison de ses pernicious desseins, dont il demandait permission d'informer. Le magistrat à qui cette pièce fut remise « se comporta selon son devoir ; » ce qui veut dire qu'il fut effrayé de l'avoir entre les mains et qu'il la livra au roi. Un second arrêt du conseil, du même jour que le précédent, déclara cette requête calomnieuse et contraire au bien de l'État, en ordonna la suppression et fit défense à qui que ce fût de la présenter au parlement de Paris ou aux autres cours, « auxquelles il est défendu, » par les lois du royaume et usages de tout temps observés, de » prendre connaissance des affaires d'État, ni de ce qui concerne » l'administration, maniement, gouvernement et honneur des » ministres choisis par le roi. » Pour mieux contenir le parlement, le roi se fit nommer trois membres de cette compagnie qui avaient parlé le plus vivement lors de la discussion, et leur envoya l'ordre de se retirer en diverses provinces ; puis, ayant obtenu en leur faveur des paroles suppliantes, et, voyant la compagnie disposée à l'obéissance, il leur permit de reprendre leurs charges après une courte absence passée dans le voisinage de Paris.

Cependant la reine mère se refusait à toutes les instances qui lui étaient faites de quitter Compiègne. Elle avait commencé par des retardements, elle en était maintenant à une volonté nette de demeurer là où on l'avait arrêtée. Comme le motif qu'elle en donnait était la crainte qu'on ne l'arrachât de Moulins pour la conduire en Italie, où elle arriverait seule, sans fortune, sans amis, chargée de la réprobation qui accompagne un exil, on lui offrit enfin le gouvernement d'Angers qui lui avait appartenu. Sa réponse fut « que, » puisqu'elle l'avait rendu, il ne lui serait pas honorable de le re- » prendre dans la position où elle était. » En un mot, elle ne voulait quitter Compiègne que pour revenir auprès du roi. Le maréchal d'Estrées, le marquis de Saint-Chaumont, le maréchal de Schomberg, essayèrent tour à tour et vainement d'ébranler cette résolution, après laquelle il ne restait plus que de la prendre violemment au corps et de la porter en voiture. Il ne paraît pas que personne ait osé conseiller ce moyen. Mais comme le public se trompait volontiers sur les motifs qui la retenaient à Compiègne, comme tous les récits qui

se répandaient secrètement, et dont quelques-uns ont été suivis par les historiens, ne montraient dans ce long séjour qu'une captivité sans terme et sans option, le roi voulut que le monde fût instruit de la vérité. Il fit publier (26 mai) dans le royaume une déclaration, résumé assez fidèle de la correspondance et des négociations qui avaient eu lieu entre le fils et la mère depuis leur séparation. Cet acte contenait, en outre, l'énumération des succès obtenus depuis plusieurs années par le conseil et l'aide du cardinal, ce qui répondait suffisamment aux calomnieuses accusations dirigées contre lui dans la requête du duc d'Orléans.

Les libelles n'en continuèrent pas moins à se multiplier. Il en arrivait de Lorraine, par ballots, dont on distribuait les exemplaires dans les maisons, dans les boutiques et les échoppes. Un gentilhomme eut même la hardiesse d'en porter un paquet cacheté au premier président tenant l'audience de la grand'chambre. Pour arrêter ce débordement d'écrits, qui ne pouvait que s'enfler par la prohibition, on jugea sagement qu'il fallait autoriser le cours de ceux qui semblaient avoir le plus d'autorité. Il fut donc permis d'imprimer, de vendre et de crier sur les ponts, une lettre signée du duc d'Orléans, adressée par lui au parlement pour qu'il la fit parvenir au roi. On y faisait dire au duc d'Orléans que « sa lettre demeurerait dans l'histoire, » et il semble en effet que d'un acte pareil, souscrit par une personne si haut placée, rédigé sur la terre étrangère, hors de portée de la puissance royale, doivent sortir d'importantes révélations, dont il faudra seulement élaguer l'exagération ou la mauvaise foi. Cependant cet accident de publicité nous fournit peu de lumières nouvelles. Quoique le manifeste du prince, adressé au public plus qu'au roi, soit assez étendu, il n'est guère rempli que de déclamations et d'imputations vagues. Le duc d'Orléans s'excusait d'abord de n'avoir pas dévoilé plus tôt les pernicioeux desseins du cardinal « qui n'allaient à rien de » moins qu'à se rendre souverain de la monarchie en laissant à son » maître le nom et la figure de roi, jusqu'à ce qu'il pût s'en débarrasser » comme il avait déjà fait de sa mère et de son frère. » Il montrait ensuite qu'au moyen de ses charges, des places fortes qu'il avait en sa dépendance, des énormes revenus qu'il avait amassés et dont il faisait provision, ce nouveau maire du palais tenait les clefs de la France en ses mains et pouvait mettre sur pied une armée telle, qu'en dix ans le royaume tout entier, dans son état le plus florissant,

ne pourrait pas lui en opposer une semblable. Pour mieux préparer les esprits aux excès de son ambition, il avait fait, disait-on, répandre une généalogie suivant laquelle il descendait de Louis le Gros par les femmes ; ce dont le cardinal, du reste, ne se défendait pas, disant « qu'il y avait plus de cent personnes en France que la loi salique » excluait, comme lui, de toute prétention au trône. » Le manifeste rappelait, à l'avantage du duc d'Orléans, toutes les brouilleries de cour où sa personne avait été mêlée ; tout cela était l'ouvrage du cardinal, qui avait pratiqué ses serviteurs et ses amis pour les engager à des démarches dont ensuite il leur faisait un crime. La mort du maréchal d'Ornano et du grand prieur, dont il laissait volontiers la vengeance à Dieu, avait été le triste résultat de ces menées. Quant au comte de Chalais, ce pauvre jeune homme avait payé de sa vie une indigne complaisance aux projets du cardinal, dont il était l'agent auprès du prince, avec charge de le rendre coupable et de le dénoncer. L'office tout contraire qu'avait fait le cardinal de Bérulle, en le réconciliant avec sa mère, ne lui avait pas été moins funeste, puisqu'il était mort bientôt après. Maintenant que le cardinal avait forcé le frère du roi à quitter le royaume, il mettait tout en œuvre, intrigues, mensonges et violences, pour l'empêcher à jamais d'y rentrer. Et cependant, car il fallait bien finir par la formule ordinaire des mécontents, le royaume était dans un déplorable état, par suite de la profusion du cardinal qui avait consommé déjà plus de deux cents millions, et qui dépensait par jour, en sa maison, dix fois plus que le roi en la sienne. Les campagnes étaient désolées ; on n'y trouvait pas un tiers des habitants qui mangeât du pain ordinaire ; l'autre tiers vivait de pain d'avoine ; le reste mourait de faim, ou dévorait des herbes et du gland, comme les bêtes, tout au plus du son détrempe dans le sang ramassé aux ruisseaux des boucheries. « Dieu veuille, » disait le prince, que les plaintes nées de ces misères en fassent » tomber la punition sur la seule tête du cardinal et qu'il n'en rejail- » lisse rien sur le roi, dont les peuples prononcent déjà quelquefois » le nom dans l'excès de leur douleur ! » En terminant, le duc d'Orléans reproduisait sa requête qu'on avait empêché de parvenir au parlement, et pour le jugement de laquelle il déclarait récuser le premier président Lejay, comme étant créature et pensionnaire du cardinal, d'ailleurs ennemi particulier du prince qui l'avait fait menacer de châtimement exemplaire.

La réponse du roi, publiée avec ce manifeste, était sèche, courte et méprisante. Une plume officieuse se chargea de réfuter plus amplement toutes les accusations qu'il contenait, dans un écrit intitulé : « Défense du roi et de ses ministres ; » et ainsi commença une guerre de pamphlets, où l'on vit paraître bientôt, dans le parti de la reine mère, l'abbé Mathieu de Morgues, sieur de Saint-Germain, dont le nom, soutenu par un volumineux recueil, a surnagé parmi les souvenirs de ce temps. Le cardinal de Richelieu ne haïssait pas cette espèce de combat. Il avait à son service des écrivains toujours prêts à l'attaque et à la riposte ; il connaissait même déjà le talent en ce genre de l'abbé Mathieu de Morgues, pour l'y avoir employé à son profit. Comme il n'avait pas d'ailleurs de médiocres prétentions à l'art d'écrire, il fournissait souvent sa part de cette polémique ; passe-temps fort agréable lorsqu'on a la Bastille et le Châtelet de son côté.

Au milieu de tous ces discours qui agitaient les esprits, le séjour de la reine mère à Compiègne devenait fort embarrassant. Les gardes qui l'entouraient, le soin qu'elle prenait de se tenir toujours renfermée, encore bien qu'elle n'oubliât pas de dire que, sujette aux étouffements, elle ne pouvait être privée d'air sans péril pour sa vie, tout cela faisait que l'on se donnait envers elle le tort d'une détention sans en avoir les avantages. Plus le roi se montrait disposé à la satisfaire sur ses répugnances pour les premiers lieux de retraite qu'il lui avait choisis, plus elle persistait à rester où elle était, « ne voulant » pas, disait-elle, que ses larmes continuelles et son affliction extrême » fussent un sujet de spectacle pour les provinces qu'elle aurait à » traverser, et de triomphe pour ses ennemis. » Le bruit courut bientôt à Paris qu'elle s'était enfuie de Compiègne pour passer en Flandre (31 mai). On ne peut vraiment pas croire qu'il fût besoin de cet artifice pour lui en faire venir l'idée. Cependant elle prétendit hautement que c'était là une invention de ceux qui lui voulaient du mal, « résolue qu'elle était à ne se retirer jamais dans un lieu » où son fils n'eût pas la puissance absolue. » Soit qu'on voulût rendre son évasion plus facile, si son mauvais génie la poussait à ce conseil, soit pour lui ôter tout sujet de se plaindre et de rester au château sans sortir, on retira de Compiègne le maréchal d'Estrées et les troupes qu'il commandait (4 juin). La reine mère ne s'en montra pas plus disposée à partir ou à se promener. Aux dernières instances

qui lui furent faites de se décider, elle répondit par la demande d'une entrevue avec le roi, et comme il y consentait seulement à la condition que cette entrevue aurait lieu sur le chemin de la retraite qu'elle aurait choisie, elle ne voulut pas s'y engager.

Il est difficile de juger ce qu'aurait pu produire cette obstination à ne pas quitter un lieu voisin de Paris, d'où on ne pouvait l'arracher que par de mauvais traitements. Mais cinq mois d'une position qui ne changeait pas avaient lassé sa constance. Le bruit se répandit de nouveau que la reine mère avait gagné la frontière de France. Cette fois ce n'était pas calomnie, et le cardinal pouvait s'en affliger publiquement sans crainte de se méprendre. On sut en effet que, par une longue et belle soirée d'été, un carrosse attelé de six chevaux, appartenant à une dame de la cour, était sorti vers dix heures par la porte de la ville (18 juillet), qu'à la même heure une dame, accompagnée d'un gentilhomme, s'était fait ouvrir une porte du château donnant sur le rempart comme pour aller prendre le frais, que le carrosse et ceux qu'il portait avaient passé l'Oise sur le bac qui n'était plus revenu de l'autre rive jusqu'au lendemain matin, où le départ de la reine mère fut connu de toute la ville. Le reste de son dessein n'était pas ignoré de ceux qui pouvaient l'empêcher. On savait que, depuis longtemps, elle avait des intelligences avec le marquis de Vardes, gouverneur d'une place appelée la Capelle, sur les confins de la Picardie et du Hainaut. C'était là qu'elle se dirigeait dans l'assurance d'y trouver un asile sans sortir encore du royaume. Marié à la mère du comte de Moret, le marquis de Vardes avait pensé qu'il lui convenait de prendre parti du côté de son beau-fils, par lequel il tenait au sang royal. Mais quelque vitesse que mît la reine mère à gagner la Capelle, la vigilance du cardinal l'y avait précédée. Le père du marquis, parti en toute hâte de Normandie malgré son grand âge, s'était fait reconnaître dans la ville, dont il avait cédé autrefois le gouvernement à son fils, et l'en avait expulsé. La reine mère apprit en chemin que cette retraite lui manquait. Elle n'avait pas de temps pour délibérer, et l'on ne s'arrête guère dans une fuite. Aussi prit-elle sur-le-champ sa résolution. Vingt-quatre heures après avoir quitté Compiègne, elle avait passé la frontière et se reposait dans un village des Pays-Bas appelé Estrun. Le lendemain elle fut reçue avec toutes sortes de respects dans la ville d'Avesnes, et la puissance du cardinal de Richelieu ne compta plus d'ennemis en France.

## CHAPITRE II.

**Motifs politiques pour l'éloignement de la reine mère. — Descente de Gustave-Adolphe en Allemagne. — Destitution de Waldstein. — Progrès de Gustave. — Traité de la France avec le roi de Suède. — Marche rapide de Gustave. — Traité de Chierasco et exécution de la paix en Italie. — Le duc de Mantoue investi de ses États. — Déclaration du roi sur le départ de sa mère et de son frère. — Établissement de la Gazette de France. — Le duc de Guise quitte la France. — Le cardinal de Richelieu duc et pair. — Le roi lui donne le gouvernement de Bretagne. — Chambre de justice à l'Arsenal. — Difficultés faites par le parlement. — Chambre du domaine pour les confiscations. — Arrêts de condamnation. — Querelle du parlement avec la chambre de l'Arsenal. — Voyage du roi à Metz. — Acquisition de Pignerol. — Mesures prises sur les frontières d'Allemagne. — Prise de Vic et de Moyenvic. — Traité avec le duc de Lorraine. — Mariage clandestin du duc d'Orléans. — Députation des princes allemands catholiques. — Les députés du parlement de Paris arrivent à Metz. — Manifeste de la reine mère. — Retour du roi à Paris.**

Il n'est pas du tout dans notre volonté de solliciter par la discussion le jugement du lecteur sur les faits et sur les personnes qui figurent dans notre récit. Seulement devons-nous ne rien laisser oublier des circonstances qui peuvent l'éclairer et faire qu'il se prononce en pleine connaissance de cause. Certes c'est quelque chose de grave, dans l'ordre de la morale commune, que d'amener un homme, fût-ce même un roi, à briser les liens de la nature, à bannir loin de lui sa mère, à pourchasser son frère jusque vers l'exil, à proclamer publiquement la folie et la honte de sa famille; et nous n'acceptons pas pour la politique, dont nous ne faisons guère profession d'ailleurs, des règles tellement hors du droit ordinaire, que tous les sentiments de l'homme soient étrangers à ses maximes. Mais enfin pour bien apprécier, même une violence, il faut savoir exactement de quel principe elle est partie. Or il est certain qu'il n'y avait rien de personnel au cardinal de Richelieu, aucune provocation de son intérêt privé, dans les mesures qu'il faisait prendre au roi. Il voulait, il est vrai, se conserver la direction des affaires, mais à son plus grand risque,

puisque c'était pour suivre un système contrarié par ceux à qui retomberait le pouvoir si le roi venait à mourir, comme il avait failli naguère arriver. Chez le duc d'Orléans, sans doute, il n'y avait pas l'ombre d'une idée politique et la seule crainte, en ce qui le concernait, était qu'il ne devînt un instrument entre les mains des ennemis de la France; mais, chez la reine mère, il y avait bien évidemment une vue de gouvernement et surtout d'alliances étrangères, entièrement contraire au but que le cardinal s'était proposé et qu'avait accepté le roi. Depuis que cette tendance s'était manifestée, le ministre avait toujours trouvé la reine mère comme un obstacle ou un embarras dans ses projets et dans ses entreprises. Pendant le siège de la Rochelle, elle faisait naître et ne savait pas réprimer la mutinerie du duc d'Orléans, qu'elle voulut ensuite élever dans l'État pour apaiser ses capricieuses colères. Il avait fallu, en quelque sorte, lui enlever le roi pour le conduire à la première expédition d'Italie. Si la seconde, ouverte avec tant d'éclat, avait fini par languir et se perdre sans autre profit qu'un peu de réputation, la cause visible en était dans la présence de la reine mère à Lyon, auprès du théâtre de la guerre, dans l'importunité de ses alarmes pour la santé du roi, dans cette sollicitude, affectée ou sincère, du sentiment maternel, qui certes n'était pas ici à sa place. La brusque conclusion de la paix à Ratisbonne, par laquelle le roi semblait contredire toutes les négociations commencées avec la Hollande, les protestants d'Allemagne et le roi de Suède, et dont il ne pouvait plus maintenant se dédire que par un désaveu peu loyal, était encore une suite de son obsession auprès du roi malade, et de ses plaintes amères contre cette guerre insensée d'où venait le péril de son fils. Au moins pouvait-on pardonner cet emportement à la crainte sérieuse qu'elle avait eue de le perdre, et dont il semble que le cardinal lui-même avait été frappé. Mais elle n'avait pas voulu s'être tant affligée pour rien, et de là s'en était suivie cette lutte ouverte qui la conduisait à la fin chez les ennemis de la France.

Son dernier tort, du reste, était de l'avoir trop longtemps fait durer; car il avait fallu employer à ce seul objet huit mois entiers, et huit mois du temps le plus précieux qui pût s'offrir à la politique. La puissance d'Autriche, contre laquelle il fallait partout se défendre, venait en effet d'être à son tour entamée. Il était arrivé à l'empereur Ferdinand une de ces disgrâces bizarrement compliquées que rencontrent parfois les princes trop heureux et trop entreprenants. Au moment

où il lui survenait un ennemi, on lui avait ôté un défenseur. C'était là le principal résultat de la diète tenue à Ratisbonne et où s'était conclue la paix d'Italie. Les électeurs, catholiques et protestants, s'étaient accordés pour lui demander qu'il retirât le commandement de l'armée impériale à celui qui l'avait formée et qui lui avait appris la victoire, au comte de Waldstein, créé duc de Friedland et investi des deux duchés de Mecklembourg. Le seul espoir d'obtenir des voix pour l'élection de son fils au titre de roi des Romains avait déterminé l'empereur à cet acte de trahison contre lui-même, et le prix qu'il s'en était promis lui avait manqué. On attribuait ce résultat à l'habileté du père Joseph, sous l'habit duquel le pieux Ferdinand n'avait pu soupçonner la ruse, et ce service suffisait bien sans doute pour apaiser l'indignation du cardinal de Richelieu contre ce religieux, à raison du traité qu'il avait conclu, en supposant qu'elle ait été véritable. Waldstein obéit sans murmurer à l'ordre de l'empereur, se confiant d'ailleurs en la prédiction d'un astrologue qui promettait de nouvelles grandeurs à sa destinée. Mais déjà le roi de Suède avait paru en Allemagne, offrant son aide aux princes opprimés de l'empire, et c'était en présence même de ce nouvel adversaire que l'empereur avait désarmé le plus ferme bras qui pût le défendre. Nous avons vu qu'en 1629 le cardinal de Richelieu s'était utilement entremis pour faire cesser la guerre entre la Suède et la Pologne, puis, avait proposé au roi de Suède de remplacer, dans la lutte avec l'empereur, le roi de Danemarck mis hors de combat. Gustave avait reçu froidement cette invitation, pour ne pas paraître faire, sur la semonce et dans la dépendance d'un autre, ce dont toute la peine et tout le danger seraient pour lui. En 1630, au moment où la France semblait lui donner un bel exemple en allant chercher les armes impériales dans l'Italie, il lui arriva du cardinal une nouvelle instance qu'il écouta mieux, mais toujours sans se lier, soigneux de maintenir son rang, de prendre ses sûretés, encore bien qu'on voulût flatter son ambition des plus vastes espérances, comme du rétablissement « de » l'empire d'Orient, » et désireux surtout de nouer publiquement, à découvert, une alliance qu'on voulait encore déguiser. La dernière parole de cette négociation, où le vieil art des cours plus civilisées ne semble pas avoir eu l'avantage sur la simple franchise d'un roi qu'on jugeait presque barbare, fut que le roi de Suède avait intention de faire la guerre, quoi qu'il arrivât de son traité avec la France, mais

qu'il ne la contiauerait pas au delà de cette année. « Tant la passion nous aveugle, disent ici les mémoires de Richelieu, qu'il pense être en sa puissance de mettre fin à ce qu'il avait pouvoir de commencer. »

Et de fait, dès le mois de juin, il avait quitté la Suède, y laissant sa fille Christine âgée de quatre ans, et il était descendu sur le sol de l'Allemagne. Pourtant il ne trouva pas d'abord, parmi les protestants qu'il venait secourir, un vif empressement à le seconder; il est vrai que les catholiques et l'empereur lui-même ne s'émurent guère davantage contre lui. Mais sûr que le succès lui donnerait des amis, Gustave poussa la guerre avec vigueur et prudence. En peu de mois, il eut conquis la Poméranie et le Mecklembourg. L'hiver, qui arrêtrait ordinairement les armées, semblait être la saison de la sienne. Les alliés commençaient à lui arriver, et toutes les forces de l'empire qui paraissaient endormies se mirent en mouvement pour lui résister.

Au milieu des tracas intérieurs qui l'occupaient trop, le cardinal de Richelieu ne perdait cependant pas de vue ce nouveau champion de l'Europe antiautrichienne. Il eut quelque peine à lui persuader que le traité de Ratisbonne, par lequel le roi de France promettait de ne donner aucune « assistance d'aide, conseil, argent, armes et vivres à ceux qui étaient ou seraient déclarés ennemis de l'empire, » ne changeait en rien les relations entamées avec lui. Mais la meilleure preuve qu'il lui en donna fut de presser la conclusion d'un traité d'alliance. Le roi de Suède avait assez montré qu'il avait une ferme résolution de vaincre, « que la guerre n'était pas pour lui un passe-temps; » on pouvait donc sans aucune crainte s'engager avec lui. Lors des premières négociations, une difficulté s'était élevée sur les qualifications qui seraient données au roi de Suède dans le traité, et sur le rang que son nom y tiendrait. Cette contestation, jugée sérieuse à Stockholm, avait perdu toute son importance au pays de Brandebourg; on pouvait stipuler d'égal à égal avec un roi qui prenait des villes. En conséquence, trois mois après la paix de Ratisbonne, un traité fut signé à Bernwald (23 janvier 1631), par le baron de Charnacé pour la France, et le feld-maréchal Gustave de Horn pour la Suède. Le but de l'alliance était la défense des opprimés, la sûreté du commerce, le rétablissement des princes et États de l'empire comme ils étaient avant la guerre d'Allemagne. La partie adverse s'étant refusée à tout accommodement pacifique, ce résultat devait être poursuivi

l'épée au poing. Pour cela, le roi de Suède s'engageait à fournir et conduire une armée de trente mille hommes ; le roi de France à lui payer quatre cent mille écus par an pour l'entretien de ces troupes, et, en outre, à lui rembourser cent mille écus pour les dépenses déjà faites. Le roi de Suède promettait d'ailleurs de maintenir la religion existante dans tous les lieux qu'il pourrait conquérir, comme aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre le duc de Bavière et la ligue des princes catholiques, pourvu qu'ils gardassent une exacte neutralité.

La France voulait tenir secrètes, aussi longtemps qu'il se pourrait, ses conventions avec le roi de Suède. Mais celui-ci était un prince courtois, qui prétendait se faire honneur de ses amis. Dès qu'il eut le traité entre les mains, il le montra aux princes qui lui apportaient des propositions de la part de l'empereur, et une impression clandestine en multiplia les copies. Il n'en reçut pas moins l'argent qui lui était promis, et marcha bientôt à de nouvelles conquêtes. Le dessein et l'intérêt de la France n'étaient pourtant pas que ce roi pût rallier à lui tous les princes protestants, et mesurer cette puissance contre celle de l'empereur unie à la ligue catholique. On voulait, au contraire, que de part et d'autre les princes de l'empire demeuraient spectateurs armés d'une querelle où la maison d'Autriche se défendrait seule avec ses propres forces contre le roi de Suède. C'était à cet effet qu'on sollicitait en même temps l'électeur de Bavière et celui de Saxe de conserver la neutralité, et d'y maintenir les princes de l'une et l'autre religion. Mais les armes de Gustave-Adolphe allaient plus vite que les précautions de la politique. En pénétrant dans le pays, il conquérirait des alliés. Déjà l'électeur de Brandebourg s'était donné à lui pour sauver ses États. L'électeur de Saxe, pressé par l'armée du comte de Tilly qui avait envahi ses provinces, fut obligé d'appeler le roi de Suède à son secours. L'armée suédoise, avancée si loin dans le cœur de l'Allemagne, séparée de ses détachements par de longs intervalles, balançait à livrer bataille. L'électeur de Saxe insista pour qu'on en vint aux mains sous les murs de Leipzig, et, dès le premier choc, il fut emporté par la déroute des siens. Mais Gustave-Adolphe répara promptement ce désordre et culbuta l'armée impériale. Vingt-huit canons, soixante et dix drapeaux, vingt-deux étendards enlevés à l'ennemi ; sept mille morts et cinq mille prisonniers ; le comte de Tilly fuyant jusque dans Halberstadt, meurtri de trois coups

de feu, lui qui, suivant l'ancienne opinion des soldats, était invulnérable au fer et aux balles (17 septembre) ; tels furent les résultats de cette victoire dont Gustave-Adolphe déclarait modestement ne pouvoir assez rendre grâce à la Providence, pour « l'avoir sauvé d'une situation » plus périlleuse qu'aucune de celles où il s'était encore trouvé. » Deux mois après il se faisait ouvrir les portes de Mayence.

Pendant que le roi de Suède poursuivait sa marche victorieuse avec une vivacité d'entreprise et une facilité de succès qui déroutaient tous les calculs, la France, engagée dans un traité pour la pacification de l'Italie, s'occupait à en régler l'exécution. Le maréchal de Toiras et le comte de Servien s'étaient rendus en Piémont pour s'entendre avec le commissaire de l'empereur et le nonce du pape, toujours assisté de son agent Mazarini, sur les moyens de faire sa part à chacun des intéressés. Les termes de cet arrangement furent arrêtés à Chierasco (6 avril) ; ce qui causa quelque mécontentement aux protestants d'Allemagne, menacés de voir les troupes de l'empereur et de l'Espagne revenir sur eux, lorsqu'elles n'auraient plus d'occupation par delà les monts. Mais on leur fit entendre que les choses promises ne s'exécutaient pas avec tant de promptitude, qu'il s'écoulerait plusieurs mois avant que tout fût terminé, qu'ainsi les forces impériales et espagnoles demeureraient tout ce temps inutiles. En effet il s'éleva plusieurs difficultés qui ne permirent pas que les États des ducs de Savoie et de Mantoue fussent de sitôt évacués. Mais enfin le danger de l'Allemagne força la main à l'empereur. Le duc de Savoie se tint content de quinze mille écus de rente, qui lui furent accordés sur la ville de Trino et autres lieux. Les places occupées par les grandes puissances intervenues dans le débat furent rendues à chacun des deux adversaires, et Charles de Gonzague obtint (2 juillet), après quatre ans de sollicitations inutiles, l'investiture de ses États ruinés par la guerre.

Ainsi, au dehors, tout favorisait les desseins du cardinal de Richelieu pour l'agrandissement de la puissance qui lui était confiée. La guerre d'Italie, quoiqu'elle fût à peu près sans profit, n'avait pas cependant été sans honneur. Les rapides conquêtes d'un roi soldé par la France tenaient partout sur la défensive cette maison d'Autriche, naguère menaçante et prête à tout envahir. En de telles circonstances, c'était sans doute une triste condition que d'avoir à courir après un jeune étourdi et à faire déguerpir une femme opiniâtre. Maintenant

que le duc d'Orléans était en Lorraine et la reine mère en Flandre, il fallait encore prendre des mesures contre les efforts qui seraient tentés pour former un parti en leur faveur. Le premier mouvement du roi avait été de se porter en avant sur la route de Champagne. Les lettres écrites par la reine mère au parlement et au prévôt des marchands le ramenèrent dans Paris, afin de pouvoir répondre solennellement aux plaintes publiques de sa mère, comme il avait déjà fait à ses lettres particulières, dont on avait permis l'impression, et qu'on criait sur le Pont-Neuf avec une courte réfutation. Le parlement fut donc assemblé (12 août), et le roi y parut accompagné des maréchaux de Châtillon, de Saint-Luc, d'Estrées et d'Effiat, des ducs de Montmorency, d'Uzès, de Retz, de Ventadour, de Créquy et de Chevreuse. Là il fit donner lecture d'une déclaration royale sur le départ de la reine sa mère et du duc d'Orléans. On y rappelait les injonctions précédemment faites, aux conseillers du duc d'Orléans qui l'avaient entraîné hors du royaume, de rentrer dans le devoir ; ils n'en avaient tenu compte ; ils avaient continué leurs calomnies contre le gouvernement du royaume et la personne du cardinal de Richelieu ; ils s'étaient emparés de l'esprit de la reine mère, « laquelle, depuis quelque » temps, prenait plus de part qu'elle ne devait dans les desseins de » son plus jeune fils, peut-être sur les mauvais bruits que répandaient quelques personnes, faisant profession des sciences curieuses » et mauvaises, pour leur donner espérance d'un prompt changement. » De là étaient venus ses refus d'entrer dans les conseils, son obstination à ne pas quitter le séjour de Compiègne qu'elle appelait une captivité, et enfin la résolution qui l'avait jetée entre les bras des Espagnols. Pour prévenir les maux que pouvait causer dans l'État cette double sortie, et empêcher ses sujets de prêter créance aux plaintes affectées, écrits et manifestes pleins d'impostures, que les partisans de l'un et de l'autre ne cessaient de répandre, le roi déclarait criminels de lèse-majesté et perturbateurs du repos public tous ceux qui se trouveraient avoir participé au dessein de ce double départ, comme aussi ceux qui auraient suivi sa mère ou son frère, et ceux qui les assisteraient à l'avenir, soit par levées ou armement de gens de guerre, soit par menées et pratiques à l'intérieur ou à l'étranger. Défenses étaient faites d'avoir intelligences et correspondances avec eux et leurs serviteurs. Les fiefs possédés par ceux-ci étaient saisis pour être réunis au domaine, et leurs autres biens confisqués. Il était

enjoint à tous ceux qui recevraient quelques lettres de la reine mère ou du duc d'Orléans, de les remettre sur-le-champ au premier juge du lieu, et d'en faire arrêter le porteur s'il était possible. Le parlement, auquel en même temps on apportait un édit pour rétablir le droit annuel encore une fois supprimé, enregistra le tout sans difficulté.

En ce temps venait de s'établir à Paris une nouveauté, dont il eût été certes difficile de prévoir la destinée future. Le 30 mai 1631 avait été publiée la première « gazette » qui ait eu cours en France. Depuis ce jour elle paraissait à la fin de chaque semaine, en double feuillet in-quarto, et contenait les nouvelles de tous les pays, à commencer par les plus éloignés. Il est à remarquer que les cinq premiers numéros ne disaient rien de la cour, ni de Paris. Au sixième, elle s'était enhardie et parlait de la sécheresse, des eaux de Forges, des morts, des livres qu'on imprimait ; au septième, il y avait une épigramme sur la mission de l'ambassadeur d'Espagne, envoyé à Paris pour féliciter le roi de sa guérison, dix mois après qu'il avait recouvré la santé. Dans le neuvième, elle annonçait le départ de la reine mère et la vente publique des libelles contre le gouvernement. Enfin, elle en était venue jusqu'à s'exprimer ainsi sur la personne du roi par la plume d'un correspondant (29 août) : « Vous me mettriez » en peine de vous refuser si le roi, comme ses ministres, n'était » d'humeur à ne rien faire qu'il ne veuille que tout le monde sache. » Ici les plus rares nouvelles sont les maladies, grâce à Dieu et au » roi, qui nous en garantit par l'exercice de la chasse où il n'a pas » son pareil. Aussi a-t-il si bonne provision de santé qu'il fait en per- » section tous les exercices du corps et de l'esprit, à chacun desquels » plusieurs autres suffiraient à peine... Il fait honte à tous les poli- » tiques qui ont écrit de l'institution des princes, en faisant plus » qu'ils n'en disent. Bon homme de cheval, bon musicien, expert à » la fabrique et à tirer du canon, de l'arquebuse et des autres ma- » chines de trait jusques à miracle. Son insigne piété le fait avouer » de tous le plus homme de bien de son royaume. Aussi, la reine » étant de cette qualité, ne se faut-il pas ébahir s'il n'y a pas un de » ses sujets qui fasse meilleur ménage avec sa femme que leurs » majestés font ensemble. Il n'est permis qu'aux ignorants ou aux » factieux d'appeler cela flatterie. » La semaine suivante, après avoir raconté une chasse à Monceaux où il avait été tué cinq loups, elle

ajoutait : « La prochaine sera contre les renards qui doivent avoir » grande peur. Car le roi a bonne main contre toutes les mauvaises » bêtes. »

Cependant les réfugiés essayaient en vain d'obtenir en France quelque soulèvement. Un de leurs agents, envoyé pour gagner le gouvernement d'Ardres, fut livré au roi et décapité. Comme on craignait qu'ils ne réussissent mieux en Provence, où le pays était depuis longtemps agité pour des questions d'impôt, on rappela de ce gouvernement le duc de Guise, soupçonné d'intelligence avec les mécontents, et, disait-on, avec les huguenots. Celui-ci ne put se dispenser de revenir auprès du roi, où la place lui semblait peu sûre, qu'en prétextant un pèlerinage à Notre-Dame-de-Lorette dont il avait depuis longtemps fait le vœu. En même temps le roi voulut donner une nouvelle preuve de son affection pour le ministre qu'insultaient chaque jour les écrits venus de Flandre et de Lorraine. Il érigea en duché-pairie sa terre et seigneurie de Richelieu, avec transmission à ses successeurs et ayants cause mâles ou femelles. Les lettres de cette érection contenaient un résumé rapide des services rendus à l'État par le cardinal, qui se présenta au parlement accompagné du prince de Condé, du duc de Montmorency et d'autres seigneurs, pour y prêter le serment de sa nouvelle dignité (5 septembre). Il paraît qu'il ne voulut pas être loué publiquement dans la cérémonie de sa réception, comme c'était l'usage, et il poussa même l'humilité jusqu'à s'associer un second dans le partage de cet honneur. Le marquis de la Valette, deuxième fils du duc d'Épernon, fut reçu dans la même audience, en vertu de lettres patentes qui attachaient le titre de duché-pairie et donnaient le nom de ce seigneur à sa terre de Villebois. Peu de jours après, le cardinal-duc fut pourvu du gouvernement de la province de Bretagne que le duc de Vendôme avait été contraint de délaïsser.

Après cela il fallut s'occuper de punir. La Bastille avait des prisonniers d'État ; les criminels absents laissaient des biens dont la confiscation venait d'être prononcée par la déclaration vérifiée au parlement. Une commission fut nommée pour juger ceux qu'on tenait sous les verrous et consommer la dépouille des fugitifs. A cet effet, deux conseillers d'État, l'un desquels était François Fouquet, six maîtres des requêtes et six conseillers au grand conseil, s'assemblèrent à l'Arsenal par le commandement du roi et se constituèrent en chambre de justice. Le sieur d'Argenson, maître des requêtes, fut

choisi pour y remplir les fonctions de procureur général. Tous les historiens s'accordent à dire que le parlement s'opposa fortement à l'érection de ce tribunal extraordinaire, et l'honneur qu'ils lui font pour cela est ici le résultat d'une méprise. La résistance du parlement ne se montrait pas si hardie dans ce qui touchait purement aux affaires d'État. C'était au sujet d'une autre chambre de justice, établie trois mois auparavant pour la recherche des crimes de fausse monnaie devenus alors très-fréquents, que le parlement avait réclamé, en faveur de ses membres exclusivement, le droit de rendre justice. Après avoir demandé que tous les juges de cette commission fussent pris dans son sein, ce qui n'était aucunement lui ôter le caractère de tribunal extraordinaire, il se rabattit à vouloir fournir au moins le substitut et le greffier. Le roi, pour le châtier de cette obstination, révoqua l'établissement de la première commission où le parlement avait sa part, et en transféra toutes les attributions, comme un supplément de juridiction spéciale, à la nouvelle chambre de l'Arsenal, déjà instituée sans conteste (23 septembre). Ainsi ce ne fut pas le jugement des crimes contre la sûreté de l'État, attribué à un tribunal extraordinaire, qui éveilla la jalousie du parlement ; il ne s'en prit à la chambre de l'Arsenal que lorsqu'elle toucha aux faux monnayeurs.

(26 septembre) Pendant qu'on instruisait à l'Arsenal contre les personnes, une autre commission, appelée « du domaine, » marchant à la suite du roi, devait connaître des confiscations et des libéralités qui en seraient faites. Celle-ci procédait d'une manière plus expéditive. Peu de jours après son institution, elle avait réuni au domaine le comté de Moret, le duché d'Elbeuf, celui de Bellegarde, celui de Rouanez et l'office du président Lecoigneux. Déjà aussi il avait été fait don des biens confisqués sur les rebelles. Un sieur de la Grise, lieutenant des gardes du corps, se fit adjuger ceux du marquis d'Oisanson-Sourdéac. Claude de Saint-Simon, premier écuyer, obtint la terre de Vérigny et la baronnie d'Arzilliers appartenant au marquis de la Vieuville, dont le nom oublié depuis sept ans se retrouve tout à coup dans une disgrâce. Quant à la chambre de l'Arsenal, elle n'avait guère à juger que des agents obscurs ou des absents. Sa première condamnation fut celle d'un médecin du roi appelé Senelle qui avait été trouvé porteur de lettres adressées par la comtesse du Fargis au comte de Cramail. A ce crime on ajouta celui d'avoir prédit la mort prochaine du roi par des calculs astrologiques. Il fut condamné aux galères

perpétuelles. Un nommé Jaquot de Charny fut banni de la prévôté de Paris pour parcil fait d'horoscope sur la vie du roi. La comtesse du Fargis elle-même, dont les lettres données au public révélaient plus de torts envers son mari que contre l'État, fut déclarée coupable de lèse-majesté et décapitée en effigie au carrefour Saint-Paul. Nous avons vu qu'on avait attribué aussi à cette commission le jugement des crimes de fausse monnaie, et ce fut sur ce terrain qu'elle rencontra l'opposition du parlement. Il arriva entre autres choses que les commissaires firent exécuter deux faux monnayeurs vers l'heure de minuit. Le parlement se saisit de cette circonstance, et ordonna (28 novembre) qu'il serait fait au roi des remontrances « sur une » action si préjudiciable au repos de ses sujets, » dans l'espoir que cet exemple de ce qu'osaient faire les commissions prouverait assez la nécessité de les révoquer. De plus, le parlement appelait dans son sein ceux des membres de la commission sur lesquels sa juridiction ordinaire s'étendait, pour y rendre compte de leur conduite. Il y eut à ce sujet pendant quelques jours un échange assez vif d'ordres du roi qui défendaient les délibérations et de résolutions prises contre ce commandement. Les magistrats allèrent même jusqu'à refuser de recevoir des lettres patentes qui leur étaient remises de la part du roi ; mais lorsqu'on demanda l'arrêt de la cour sur cet incident, les plus hardis furent étonnés de leur audace, et le procureur général consentit à lacérer la minute, bien et dûment signée par le premier président (19 décembre), « afin d'avoir la conscience nette lorsqu'il » affirmerait au roi qu'il n'y avait pas d'arrêt. » Ce premier pas fait en arrière, et l'assurance donnée de toute part aux magistrats que le roi voulait être obéi, firent cesser tout à coup les procédures. Le roi avait ordonné qu'une députation du parlement vînt le trouver partout où il serait ; et ceux qu'il avait désignés s'acheminèrent au cœur de l'hiver devers la frontière de France, avec mission de dire au roi (23 décembre) « qu'il n'avait été rien fait ni proposé en leurs assem- » blées contre le bien de son service et dont il pût, étant bien informé, » recevoir aucun mécontentement. » Ce fut à Metz seulement qu'ils purent s'acquitter de leur charge.

Les progrès du roi de Suède en Allemagne appelaient tout naturellement de ce côté l'attention et les forces de la France. Pour s'en occuper plus librement, le cardinal venait de pourvoir à la sûreté de l'Italie, par une heureuse et habile négociation. A peine les traités

conclus en Piémont avaient-ils été exécutés (20 septembre) par la remise de Mantoue au duc Charles et de Pignerol au duc de Savoie, que ce dernier, voulant assurer un peu de paix à ses États, consentit à mettre les Français en possession d'un passage dont il fallait, à chaque reprise de la guerre, recommencer la conquête. Depuis longtemps les choses étaient préparées en secret à cette fin. Le nouveau duc de Savoie avait promis de ne recevoir Pignerol que pour le rendre. Des soldats français y étaient restés cachés, et le cardinal de Savoie, frère du duc, était venu en France, sous prétexte d'honneur et de courtoisie, mais réellement comme otage de ce marché, dont le prix fut payé en partie aux dépens du duc de Mantoue. L'agent du pape, Mazarini, servit inutilement la France en cette occasion où les Espagnols perdirent leur vieux renom de finesse et de tromperie. Pendant que le gouverneur de Milan se contentait de reculer le plus possible dans l'exécution du traité, la cour de France agissait, et bientôt l'on vit paraître (19 octobre) au jour une convention conclue avec le duc de Savoie, par laquelle celui-ci s'engageait « à ne prendre » aucune part aux desseins de ceux qui voudraient exciter des troubles » en France, à laisser passer dans ses terres tous gens de guerre et » munitions que le roi voudrait envoyer en Italie, et, pour sûreté » de ces promesses, à remettre en dépôt la ville de Pignerol entre » les mains des troupes suisses qui avaient déjà gardé Suze, lesquelles » feraient serment de la tenir pendant six mois pour le service du » roi, sous un gouverneur qu'il aurait choisi. » Il faut observer que ce qu'il y eut de dissimulation et d'adresse dans cette affaire est rapporté seulement par les historiens les moins favorables au cardinal de Richelieu et comme un objet de reproche. Ceux qui ont écrit à sa louange auraient eu meilleure grâce à lui en faire honneur, puisque c'était une ruse d'État. Quelques mois après, le dépôt de Pignerol qui, du reste, n'avait trompé personne, fut converti en une vente formelle de cette ville et de son territoire à la couronne de France.

Les Espagnols n'ayant pouvoir alors que de se plaindre, le roi partit pour la Champagne (23 octobre) afin de diriger les opérations de l'armée commandée par le maréchal de la Force, et de pourvoir à tout ce qui pourrait survenir sur la frontière d'Allemagne. On commença par s'assurer des villes où l'obéissance était douteuse. Verdun, qui avait eu pour gouverneur le maréchal de Marillac, était demeuré

suspect, encore bien que le lieutenant du maréchal l'eût rendu au roi. On y découvrit une conspiration ayant pour but l'occupation de la citadelle. Celui qui en était l'auteur eut la tête tranchée. Sedan était un asile qui semblait toujours ouvert à la rébellion. Le maréchal de la Force s'y rendit pour faire prêter de nouveau à la duchesse douairière de Bouillon, tant pour elle que pour son fils aîné, alors en Hollande, le serment de fidélité auquel l'obligeait la protection du roi sur sa principauté. Il y fut reçu par Henri de la Tour, vicomte de Turenne, fils puîné de cette dame, alors âgé de vingt ans, et en rapporta toutes les assurances que l'on pouvait désirer.

Mais c'était surtout le duc de Lorraine dont il fallait observer les mouvements. Ce prince s'était toujours montré assez malintentionné pour la France, avec laquelle il avait d'ailleurs quelques disputes de voisinage. C'était chez lui que deux fois le duc d'Orléans avait cherché sa retraite. On le nommait dans toutes les intrigues ; on savait que le frère du roi, cet amant obstiné de la princesse Marie, s'était pris à Nancy d'une passion subite pour la princesse Marguerite, sœur du duc. De plus, il était certain que le duc de Lorraine avait fait des levées considérables et mis sur pied une armée dont on ignorait la destination. Le maréchal de la Force, qui veillait à la frontière de Champagne, avait surpris et taillé en pièces, sur les terres de France, un régiment levé au pays de Liège, pour le compte de ce prince. Le roi fit demander au duc contre quel ennemi étaient préparées ses forces, et celui-ci, trouvant l'armée française plus près de lui, nomma le roi de Suède. Pressé par un nouveau message, il crut devoir justifier sa parole en marchant au secours de l'empereur, avec neuf mille hommes de pied et deux mille chevaux ; en peu de temps son armée fut défaite et il en ramena les débris dans ses États, tandis qu'en un même jour le roi de France arrivait à Metz (23 décembre), et le roi de Suède à Mayence.

Le roi s'était avancé jusqu'à Metz « sur les instances pressantes des » princes allemands catholiques, » dont il devait prendre les intérêts auprès du roi de Suède son allié. En son absence il avait laissé pouvoir de commander dans Paris et les provinces circonvoisines au comte de Soissons, qu'il détachait ainsi des cabales où son nom était toujours mêlé. Avant d'intervenir par la négociation, le roi voulut montrer ses armes dans ce pays où retentissaient les victoires de Gustave-Adolphe. Le duc de Lorraine avait engagé l'empereur à forti-

fier Moyenvic, place que se disputaient l'évêché de Vic dépendant de la Lorraine, et l'évêché de Metz soumis à la protection de la France. Le maréchal de la Force, après avoir pris Vic sans résistance, se présenta devant Moyenvic, où commandait un officier de l'empereur appelé François de Merci. Celui-ci, ne se trouvant pas en état de défense, promit de rendre la ville s'il n'était pas secouru dans six jours. Pendant ce temps, le duc de Lorraine se rendait à Metz auprès du roi avec des paroles de soumission (26 décembre). Le juste ressentiment du roi, et l'oubli qu'il voulait bien en faire, furent consignés dans un traité signé à Vic (6 janvier 1632), par lequel le duc de Lorraine renonçait à toutes alliances avec les ennemis du roi, s'engageait non-seulement à renvoyer de ses États les réfugiés de France, mais à livrer les criminels qui s'y trouveraient, et promettait passage par ses États pour les troupes qu'il plairait au roi d'envoyer en Allemagne. Comme gage de sa fidélité, le duc ouvrit à une garnison française la plus forte de ses villes, Marsal, et le duc d'Orléans quitta Nancy pour rejoindre sa mère en Flandre. On sut plus tard qu'au moment même où le duc de Lorraine affirmait au roi que les bruits d'un mariage entre sa sœur et le prince n'avaient aucun fondement, cette union se contractait sans pompe et sans bruit (3 janvier), avec la dispense du cardinal de Lorraine, par le ministère d'un religieux français en mission à Nancy, dans un couvent de cette ville et en présence de quelques serviteurs. Le duc d'Orléans fut obligé en partant de laisser derrière lui sa nouvelle femme.

L'occasion pouvait paraître belle d'ajouter à la France les États d'un prince coupable certainement d'offense et de mauvais vouloir. Mais la politique du cardinal ne tendait pas alors à la conquête. Si la marche rapide du roi de Suède, à travers un vaste pays qui partout cédait à ses armes, lui avait causé quelque jalousie, la possession presque sans coup férir d'une faible province aurait mal figuré à côté de ces brillants succès. La puissance de la France se montrait ici dans la modération. Elle arrêtait Gustave prêt à fondre sur ce prince déjà vaincu, qu'elle recevait en grâce et prenait sous sa protection. Elle se montrait, aux princes catholiques de l'Allemagne, disposée à les secourir pourvu qu'ils abandonnassent la maison d'Autriche à sa propre défense, en se renfermant dans une stricte neutralité. Elle annonçait au roi de Suède que lorsqu'il aurait achevé, à lui seul, l'œuvre commune, il ne lui serait pas permis d'en profiter au delà

des conditions réglées par une alliance dont la base était la conservation des États respectifs et le rétablissement de chacun dans son droit, la France donnant l'exemple de ne prendre rien à personne.

Les mouvements que cherchaient à exciter la mère et le frère du roi, la crainte de réveiller encore une fois le parti huguenot, maintenant réduit à ses innocents synodes, ne permettaient pas d'avantage. Les ambassadeurs des princes catholiques vinrent trouver le roi à Metz, et ils en rapportèrent la promesse de son intercession auprès du roi de Suède, s'ils se comportaient sagement envers lui. Cette médiation pacifique, dans laquelle fut employé le marquis de Brezé (8 janvier), ne pouvait agir puissamment sur un roi victorieux, qui trouvait des torts partout où il avait vaincu. Ses conditions pour accorder la neutralité qu'on lui demandait étaient rudes et sévères; mais on gagnait du temps à les discuter; on détournait ses armes de l'Alsace qu'il allait envahir, et l'armée de France, se tenant dans le voisinage de cette province, pouvait profiter des événements. C'était tout ce qu'il était possible de faire. Car de se joindre au roi de Suède pour conquérir toute l'Allemagne et se la partager, « c'eût été, disent les » mémoires de Richelieu, mettre toute sa fortune sur la vie d'un » homme, et sur la continuation de sa bonne chance. » On se contenta donc de négocier pour la neutralité, en mettant du côté des électeurs catholiques tous les torts de la rupture, si l'on ne pouvait parvenir à s'entendre. Mais bientôt un succès obtenu (28 février) par le comte de Tilly contre les troupes du roi de Suède réveilla le vainqueur, qui se remit en marche pour suivre son ennemi.

Dans cette même ville de Metz, où le roi de France pardonnait à un prince souverain, arrêta les armes d'un roi victorieux, prenait sous sa protection des États étrangers, et forçait son frère à chercher un asile plus éloigné, il voulut encore montrer à tous les ambassadeurs des puissances voisines comment il était obéi chez lui (10 janvier). On y vit arriver avec une humble contenance les présidents et conseillers du parlement qu'il avait mandés. Ils venaient de faire une longue route, par la saison la plus rigoureuse, à travers un pays encombré de gens de guerre où leur robe obtenait peu de respect, et ce long voyage n'avait pour but que de recevoir les réprimandes d'un maître irrité. Il leur fit longtemps attendre audience, et les reçut enfin avec des paroles fort sévères. Le chef de la députation s'étant

hasardé à répondre qu'ils avaient appris de leurs prédécesseurs la soumission et la fidélité, « en ce cas, repartit rudement le roi, il paraît » que vous avez bien mal retenu leurs leçons. » Après le roi, ils eurent encore à entendre le garde des sceaux, qui profita de l'occasion pour les traiter avec hauteur, exagérer leurs torts, et restreindre leur autorité. Puis ils apprirent ce que l'on voulait faire d'eux. Le roi leur permettait de retourner à leurs charges, sauf toutefois cinq d'entre eux qui devaient, jusqu'à nouvel ordre, rester à sa suite, pour apprendre des soldats et des courtisans leur devoir de sujets.

C'était au moment où le roi humiliait ainsi un parlement, coupable tout au plus de quelque hésitation dans l'obéissance, que la reine mère, du fond de son exil, s'adressait à ce corps pour lui renouveler ses plaintes et l'intéresser à sa cause. Deux lettres de la reine mère étaient parties de Flandre pour la France. L'une avait été portée au duc de Montbason pour être remise au roi, qui, après l'avoir lue, la jeta au feu en présence de toute la cour. L'autre, déposée au greffe du parlement, fut envoyée à Metz toute fermée. Le cardinal prétend qu'il empêcha le roi de la brûler aussi. La reine mère ne se bornait plus à des reproches sur le dur traitement qu'elle avait éprouvé, sur les divisions intérieures, sur les griefs personnels; maintenant elle blâmait toute la politique du cabinet; et, comme ses raisons étaient celles qu'on avait trouvées de nature à rallier les mécontents, il est bon de faire connaître quelle sorte d'opposition soulevait alors la conduite du gouvernement. Le fond de ses arguments était la crainte de la guerre et le zèle pour la religion. « On allait tout mettre à feu et à » sang par la rupture des couronnes, et livrer la France à l'inonda- » tion des barbares. Le pays était déjà couvert et mangé des gens de » guerre, sans que personne lui en donnât sujet et lui demandât » rien. Depuis trente ans que la paix était faite, il n'avait rien man- » qué à l'observation des traités, et cependant, par les projets d'un » furieux et d'un mélancolique qui n'avait pas quatre mois à vivre, » on allait voir les nations aigries, les peuples passés au fil de l'épée, » les villes saccagées, les églises abattues, la religion bannie, la » noblesse ruinée et les maisons royales par terre. Ce qu'il fallait à » la France, c'était la paix et le repos, non pas des conquêtes ima- » ginaires contre des puissances fondées et établies de longue main, » et qui avaient du temps pour se défendre. Le cardinal de Richelieu

» ne risquait rien à ce hasard, que quatre cents livres de rente qu'il  
 » pouvait avoir de légitime, mais Louis XIII y jouait le royaume de  
 » France, ayant de son côté le roi de Suède seul contre tout l'empire,  
 » la Sevele seule contre toute l'Italie; et si ceux qui paraissaient  
 » ennemis maintenant venaient à se réconcilier, ce serait encore sur  
 » la France qu'ils retomberaient tous deux. En attendant, il fau-  
 » drait supporter la dépense et la charge de tous ces préparatifs de  
 » guerre, protéger cinq cents lieues de frontières, entretenir six ou  
 » sept armées, deux flottes, des garnisons, munitions et fortifica-  
 » tions; et alors la porte serait ouverte à toutes les violences, exac-  
 » tions et rapines dans lesquelles jusqu'à présent on avait été obligé de  
 » garder quelques formes. Il n'y aurait plus ni officiers de justice, ni  
 » lois, ni magistrats. Tout serait soumis au caprice d'un homme  
 » avide, haineux, craignant tout le monde, parce qu'il avait fait mal  
 » à tous. » Après ces considérations politiques, la reine mère rentrait  
 dans les reproches ordinaires adressés par ses écrivains au cardinal, de  
 vouloir se rendre maître du royaume, faire périr le roi et partager  
 la France avec les hérétiques qu'il y aurait amenés. Elle invoquait la  
 mémoire du feu roi son mari, « qui prenait plaisir à dire que le  
 » royaume tenait sa conservation du parlement, » pour prier en son  
 nom cette compagnie de remontrer à son fils les malheurs de ces  
 guerres et les pernicieuses intentions de celui qui l'y voulait engager.  
 « On n'a jamais fait de semblables entreprises, disait-elle, sans en  
 » demander vos avis; vous avez droit de les donner en tout ce qui  
 » importe au public, mais là particulièrement où il y va de la ruine  
 » de l'État. » Toute cette lettre était grave, pressante, énergique;  
 mais il faut convenir qu'elle arrivait assez mal à propos, lorsque  
 ceux dont elle réclamait l'assistance attendaient humblement leur  
 pardon.

Après six semaines de séjour dans la ville de Metz, le roi crut  
 avoir suffisamment pourvu aux intérêts qui l'y avaient appelé, et  
 retourna en telle hâte à Versailles, qu'une partie de son escorte resta  
 en chemin, ce qui donna lieu de louer beaucoup sa diligence (9 février).  
 La reine et les princesses, qui l'avaient accompagné dans son voyage,  
 eurent soin d'imiter cette promptitude, « jusque-là, dit une relation  
 » du temps, que la duchesse de Montbason, malade d'une esqui-  
 » nancie, ne daigna pas pour cela s'arrêter, et se fit saigner dans le  
 » carrosse même de la reine, afin de ne pas perdre un jour. » Il faut

ajouter que le comte de Soissons préparait pour le retour du roi un ballet magnifique, ayant pour sujet le château de Bicêtre près Paris, alors vieille mesure servant de cabaret, et pour personnages « les » gens de mauvaise vie qui s'y rendaient le jour, et les esprits malins » qui s'y ébattaient la nuit. »

## CHAPITRE III.

**Procès du maréchal de Marillac. — Arrêt de mort et exécution. — Séjour du duc d'Orléans à Bruxelles. — Voyage du roi à Calais. — Le roi retourne en Lorraine. — Le duc d'Orléans rentre armé en France. — Nouveau traité avec le duc de Lorraine. — Le duc remet quatre de ses villes au roi. — Marche du duc d'Orléans à travers la France. — Il arrive à Lodève. — Mesures prises pour le combattre. — L'électeur de Trèves se met sous la protection du roi. — Le maréchal d'Effiat entre dans l'électorat de Trèves. — Il y meurt. — Le maréchal d'Estrées le remplace et s'empare de Trèves. .**

Maintenant ce qui occupait le plus les esprits, après le ballet du comte de Soissons, c'était le procès d'un maréchal de France, arrêté au milieu de son armée, et conduit d'Italie en Champagne pour y garder prison. Louis de Marillac n'était pas d'une haute naissance, il n'avait de puissance ni par ses biens, ni par sa clientèle. Toute son existence dépendait de la faveur royale ; il l'avait obtenue par la reine mère ; on la lui ôtait ; il semblait qu'il ne restât plus d'intérêt à le poursuivre. Ce n'était donc qu'un ressentiment personnel qui pouvait demander qu'on joignît un châtiment à sa disgrâce. Tout le crime du maréchal avait été envers le cardinal de Richelieu ; il était entré certainement dans les cabales formées contre le ministre ; mais son frère, le garde des sceaux, y avait pris une plus grande part, et s'en était trouvé quitte pour un exil. Le cardinal pensa sans doute qu'un homme d'épée méritait un traitement plus sévère, d'autant mieux qu'on pouvait imputer à celui-ci d'autres torts, et prêter à la vengeance des motifs que le public de tous les temps accepte avec joie. Le maréchal de Marillac fut donc mis en jugement, « à raison des malversations et » concussions par lui commises dans sa charge de général d'armée en » Champagne. » C'était une satisfaction donnée aux habitants des provinces, toujours rançonnées impunément par les gens de guerre.

(Décembre 1630) Les premières informations commencées contre lui eurent lieu en vertu d'une commission extraordinaire donnée à

deux maîtres des requêtes, les sieurs de Laffémas et de Moricq. Le maréchal se pourvut au parlement de Paris contre leurs procédures (février 1631), et obtint arrêt qui leur défendait de les continuer. Le commissaire de Moricq fit emprisonner l'huissier chargé de lui signifier cette décision. Alors le roi nomma un tribunal extraordinaire composé de cinq maîtres des requêtes (mai 1631), parmi lesquels étaient les deux commissaires, et de dix-sept magistrats choisis dans le parlement de Bourgogne, pour s'installer à Verdun et prononcer souverainement sur les faits du procès. Le maréchal fut transféré en cette ville ; il prétendit que tous les juges étaient ses ennemis notoires, les uns pour avoir eu querelle avec le garde des sceaux son frère, les autres pour avoir été gênés en leurs maisons par le passage des troupes qu'il avait conduites en Bourgogne. Il s'adressa vainement au roi pour obtenir d'être renvoyé devant ses juges naturels, à raison soit de son domicile, soit de sa charge, soit du crime qui lui était imputé. Sa remontrance resta sans réponse. Le parlement de Paris, dont il réclamait la juridiction, lui prêta encore le secours de ses arrêts. Mais le roi les fit casser en son conseil (septembre 1631), et le procureur général Molé, qui avait conclu en faveur de la requête, fut interdit de sa charge jusqu'à ce qu'il eût comparu devant le conseil du roi pour rendre raison de sa conduite. L'instruction eut donc lieu à Verdun, malgré toutes les protestations, prises à partie et récusations présentées par le maréchal. A cette procédure violente on joignit encore d'autres rigueurs. Son neveu et sa nièce furent renvoyés de Paris, où l'on faisait l'examen de ses papiers ; sa femme même fut empêchée de solliciter pour lui, ce qui n'avait jamais eu lieu, comme le remarque le maréchal, même dans une accusation de lèse-majesté ; le cardinal lui refusa audience, et, au sortir de son logis, des archers la conduisirent hors de Paris. Ce dur traitement épuisa ce qu'elle avait de forces, et elle mourut presque aussitôt. On avait fait sortir aussi de Verdun un des cousins du maréchal. L'instruction, poursuivie avec cet acharnement, fournit deux cent soixante questions sur lesquelles on l'interrogea, et cent trente témoins qui lui furent confrontés. On avait obligé toutes les communautés du Verdunois à venir déposer de ce qu'elles avaient payé depuis sept ans pour logement, nourriture et passage de troupes. A voir sur quels faits l'information se portait, « il » semblait, dit le maréchal dans sa défense, qu'il ne s'agissait pas d'un » officier de la couronne, mais d'un archer du sel ou d'un argoulet à » cheval. »

Cependant on ne trouva pas que la commission de Verdun marchât assez vite. Deux fois le conseil du roi intervint dans le procès pour ôter au maréchal des moyens de justification. Enfin la commission elle-même fut dissoute, et il en fut institué une autre où devaient siéger de nouveaux juges et une partie des anciens. Le roi, en s'éloignant de Metz, avait voulu en quelque sorte emmener sa justice avec lui. Le nouveau tribunal fut établi à Pontoise, dans le voisinage de la résidence royale ; mais bientôt, sous le prétexte que c'était une ville fermée où le commandement appartenait aux gens d'épée, il fut transféré à Ruel, dans la maison même du cardinal de Richelieu, et comme sous sa main (mars 1632). Les juges, qui prétendaient n'être pas libres à Pontoise, se trouvèrent fort bien de ce lieu-ci. Le garde des sceaux les présidait, et l'on se rappela peut-être alors que Michel de Marillac avait rempli la même fonction au procès du comte de Chalais. Les procédures furent continuées, et, l'affaire étant complètement instruite, le maréchal de Marillac vint prendre place sur la sellette devant le tribunal assemblé (28 avril).

Il avait en face de lui, investis du pouvoir de prononcer sur sa vie, des hommes qu'il pouvait, sans exagération, appeler ses ennemis : le garde des sceaux d'abord, le successeur de son frère ; puis Claude de Bullion, conseiller d'État ; le maître des requêtes de Moricq, qui avait dirigé avec tant de passion les premières recherches ; Paul Hay du Châtelet, aussi maître des requêtes et intendant de justice, auteur de quelques vers latins, suivant le rythme des proses de l'Église, où les deux frères de Marillac, le cardinal de Bérulle, et la comtesse du Fargis étaient cruellement outragés, où le maréchal était appelé « plus » voleur que Barabas » et promis à la potence. Du Châtelet avait toujours nié qu'il fût l'auteur de cette « prose » impie. Mais enfin, pressé par une nouvelle récusation, il fut obligé de l'avouer au roi ; sur quoi l'on ne trouva rien de mieux que de le mettre en prison. Il s'en tira plus tard en prouvant par un écrit que le maréchal avait été bien et justement condamné.

Quelque disposition que l'on ait à trouver innocent un homme poursuivi notoirement par une haine puissante, envers lequel encore les formes ordinaires de justice ne sont pas observées, on ne saurait nier que le « factum » publié par le maréchal ne le justifie aucunement des malversations qui lui sont imputées. Il est à peu près certain que Louis de Marillac, en servant le roi, ne craignait pas d'employer l'au-

torité de sa charge à ramasser de petits profits, tantôt se faisant lui-même fournisseur et marchand, tantôt recevant des villes et communautés le dédommagement des dépenses qu'il leur épargnait. La meilleure excuse que l'on puisse apporter pour ces torts, c'est qu'ils étaient communs alors à tous les généraux d'armée. Mais, comme l'observent les mémoires de Richelieu, « si la multitude des coupables » fait qu'il n'est pas convenable de les punir tous, il y en a qui sont » bons pour l'exemple. »

Les juges entendirent pendant quatre séances les réponses et explications de l'accusé sur les faits résultant du procès, et tous les incidents vidés, ils allèrent aux opinions. Leur délibération dura deux jours entiers. Il paraît que les voix furent unanimes pour le déclarer coupable ; mais, lorsqu'il s'agit de la peine (8 mai), les avis se partagèrent et la majorité d'une voix décida qu'il serait puni de mort. On écrivit sur-le-champ au roi pour lui demander en quel lieu se ferait l'exécution, et l'arrêt porta « que Louis de Marillac, atteint et convaincu des » crimes de péculat, concussions, levées de deniers, exactions, faus- » setés et suppositions de quittances, foule et oppression faite sur les » sujets du roi, aurait la tête tranchée sur un échafaud dressé en la » place de Grève. » Sa grâce fut vainement sollicitée par ses parents. Le cardinal les renvoya au roi qui se montra inflexible. Le motif de cette sévérité était, disait-on, le ton menaçant que la reine mère avait pris pour réclamer en faveur d'un de ses serviteurs les plus dévoués. Le maréchal fut donc amené de Ruel à Paris, deux jours après la signature de l'arrêt qu'il ne connaissait pas (10 mai). Il apprit son tort à l'hôtel de ville, et on lui laissa quelques heures pour se préparer à la mort. Les relations du temps disent qu'il se loua ce jour-là des fenêtres sur la place de Grève pour le prix de huit pistoles. Le roi montra un peu trop l'intérêt qu'il portait à cette condamnation ; car aussitôt que la tête du maréchal fut tombée, comme s'il n'eût attendu que cela, il partit de Paris et s'achemina vers Calais (12 mai).

Depuis le retour de Metz, tout le temps avait été employé à recevoir des rapports et des avis sur les mouvements du duc d'Orléans, sur les intrigues du duc de Lorraine et les infidélités qui se tramaient en France. Le duc d'Orléans avait été bien reçu à Bruxelles, où on lui avait donné des fêtes, où on le défrayait de toute sa dépense. Il y passait si agréablement son temps que le comte de Vaudemont, père du duc Charles et de la princesse Marguerite, le blâmait de ne pas mé-

nager assez sa santé pour recueillir ce qui devait lui tomber bientôt : car il était convenu parmi les faiseurs de prédictions que le roi n'avait pas six mois à vivre. Cependant sa petite cour était toute divisée. Le duc de Bellegarde n'avait pas voulu se compromettre jusqu'à le suivre chez les Espagnols. Le président Lecoigneux, pour s'être opposé au mariage du duc de Lorraine, était à Luxembourg en pleine disgrâce. Maintenant il prenait tous ses conseils du sieur de Puylaurens qui, lié d'amour avec la princesse de Phaltzbourg, sœur de Marguerite et veuve depuis peu de temps, ne désespérait pas de voir bientôt son maître roi et de pouvoir s'appeler son beau-frère. Il y eut encore des querelles à Bruxelles entre les gens de sa suite et les serviteurs de la reine mère. Tandis qu'il se réjouissait à la cour de l'infante, ses agents allaient partout lui chercher des secours et n'obtenaient que de belles paroles. Enfin il se résolut à suivre une armée que les Espagnols envoyaient dans le Palatinat, sous les ordres de don Gonzalès de Cordoue, qui venait de passer en France comme ambassadeur extraordinaire ; et il se rendit (17 mai) à Trèves où cette armée s'assemblait, après avoir reçu de l'infante des présents qui consistaient en habits, linge, confitures, et en deux beaux chevaux « plus de parade que de service. » Pour le duc de Lorraine, il n'avait pas cessé de correspondre avec son beau-frère le duc d'Orléans ; on lui reprochait de vouloir ruiner l'armée du roi laissée sur les frontières d'Allemagne en lui refusant des logements et en lui retirant ses subsistances, de lever des troupes, de débaucher celles du roi, de fortifier ses villes, et de tenter la fidélité des gouverneurs qui gardaient les places frontières.

Parmi les gouverneurs suspects était le sieur de Valançay, qui commandait à Calais. Le plus fort grief contre lui était d'avoir fait un voyage en Angleterre. D'ailleurs le président Lecoigneux et le comte de Cramail, qui ne se faisaient pas faute de communiquer à la cour de France ce qui se passait dans leur parti, le désignaient comme ayant intelligence avec le duc d'Orléans et la reine mère. Ce fut donc à Calais que se rendit d'abord le roi. De nouvelles grâces accordées au cardinal de Richelieu avaient annoncé d'avance l'union toujours intime du roi avec son ministre. Le cardinal, déjà pourvu du gouvernement de Bretagne, venait d'obtenir celui de Nantes dont il donna la lieutenance à son cousin germain le marquis de la Meilleraye, et son frère Alphonse, sorti de son couvent de Chartreux pour devenir archevêque d'Aix, puis de Lyon, ensuite

cardinal, avait encore été promu à la dignité de grand aumônier.

(22 mai) Le roi ne trouva aucune difficulté à changer le gouverneur de Calais. Il fit entrer de nouvelles troupes dans la citadelle sous le commandement d'un maréchal de camp, jusqu'à ce qu'il eût disposé de cette charge, pour laquelle le sieur de Valançay reçut cinquante mille écus de récompense. Quelques jours après, il nomma à ce gouvernement le marquis de Saint-Chaumont, suivant la maxime établie par le cardinal, « qu'il fallait établir le plus qu'on pourrait de gens » nouveaux, afin que leur intérêt attaché au temps présent fût une » caution de leur fidélité. » Ce qui prouve le mieux l'état d'où le royaume sortait à peine, c'est que cette mesure si simple et si naturelle fut regardée comme un événement qui rapporta des louanges.

On cherchait un prétexte pour attaquer le duc de Lorraine, ou tout au moins pour exiger de lui quelques nouveaux sacrifices sous le titre de sûretés. Il arriva tout à propos un message du roi de Suède, qui se plaignait des nombreuses levées que le duc faisait depuis longtemps; ces troupes pouvaient, en se joignant aux forces d'Espagne dans le Palatinat, former une armée puissante qui arrêterait le progrès des Suédois en Allemagne; c'était donc au roi de France qu'il appartenait de faire cesser cette inquiétude, puisque sa seule considération avait empêché le roi de Suède de mettre la Lorraine hors d'état de lui nuire. Il fut convenu que le roi de Suède se chargerait de vaincre les Espagnols, pendant que le roi de France maintiendrait la Lorraine par force ou par traité. Le duc essaya de détourner l'effet de cette menace par toutes les assurances qu'il put trouver; mais on sut bientôt que, dans le temps où il protestait le plus de sa bonne volonté, il avait reçu le duc d'Orléans à Nancy. Le prince ne fit que traverser les États de son beau-frère, et vint se jeter en France par le Bassigny pour gagner la Bourgogne (13 juin), avec quelques mauvais régiments, rebut de l'armée espagnole, que don Gonzalès de Cordoue lui avait donnés.

Cependant le roi s'avancait vers la Lorraine, et l'armée qui veillait aux frontières d'Allemagne sous les ordres des maréchaux de la Force et d'Effiat, laissant aux Suédois le soin de combattre les Espagnols, s'était déjà emparée de Pont-à-Mousson. De son côté, le roi entra sur les terres du duc par Vaubecourt. Ayant appris que, près de sa route, il y avait un régiment de cavalerie lorraine, il le fit attaquer et tailler en pièces sans autre avis. Bar-le-Duc et Saint-Mihiel lui

ouvrirent leurs portes. Le maréchal d'Effiat eut ordre d'investir Nancy, et le roi lui-même se présenta bientôt devant cette ville (23 juin). Le duc de Lorraine avait espéré sans doute que l'entrée du duc d'Orléans en France éloignerait de ses États toutes les forces du roi ; il les voyait en peu de jours rassemblées autour de sa capitale. Les deux armées espagnoles, dont l'une était à Spire, l'autre à Trèves, au lieu d'arriver à son secours, s'étaient éloignées poursuivies par les Suédois. Le duc d'Orléans ne faisait que traverser rapidement les provinces où il ne trouvait aucune ville pour le recevoir, et fuyait devant le maréchal de la Force qui marchait sur ses traces avec une armée de dix mille hommes. Tous les projets qu'avait formés le duc de Lorraine, toutes ses démarches et ses négociations, n'avaient abouti qu'à ruiner ses finances, à faire envahir son pays, à mettre sa souveraineté même en péril.

Alors il eut encore une fois recours à la soumission, aux promesses et aux garanties. Une convention fut signée aux portes mêmes de Nancy par le sieur de Ville, premier gentilhomme de sa chambre (26 juin). Le roi consentait à retirer de Lorraine ses armées, « qu'il » avait à son grand regret détournées de l'Allemagne, où elles étaient » pour le secours de ses alliés catholiques, » et à restituer les places qu'il avait conquises. Moyennant quoi le duc devait lui livrer les villes de Stenay et de Jamets, pour les garder en dépôt pendant quatre ans, y mettre garnison et recevoir le serment de fidélité des habitants. Le comté de Clermont en Argonne, pour lequel il y avait dès longtemps contestation entre la couronne de France et le duché de Lorraine, était remis au roi, qui devait en payer la valeur suivant l'estimation du produit. Le traité de Vic était renouvelé, et le duc promettait de demeurer invariablement uni aux intérêts du roi, de joindre ses armes aux siennes, et de l'assister en toutes les guerres qu'il pourrait entreprendre, le roi s'engageant d'ailleurs à le protéger contre qui que ce pût être sans exception. Le cardinal François de Lorraine, frère du duc, vint se mettre en otage entre les mains du roi, jusqu'à l'accomplissement de ces conditions. On remarqua que le duc de Lorraine, depuis le commencement de son règne, avait quatre fois montré des dispositions hostiles contre la France, et qu'il en était puni par la perte de quatre places, Marsal, Jamets, Clermont et Stenay : « ce qui » apprend aux petits princes à ne jamais offenser les grands. » Les mémoires de Richelieu, d'où nous avons tiré cette morale, ajoutent

que le duc « avait promis partout de faire merveilles s'il était attaqué, » et l'avait écrit particulièrement aux dames, auxquelles on ne peut » dire beaucoup pour faire peu sans confusion et sans honte. »

On s'occupa ensuite du duc d'Orléans, qui marchait vite en France, mais sans grand succès, les villes lui fermant leurs portes et les villages devenant déserts à son approche. Il avait vu de loin les murs de Langres et passé à côté de Dijon, qui tira le canon sur lui. Il traversa la Loire à Digoin et entra dans le Bourbonnais, de là en Auvergne. Ses troupes pillaient tout ce qu'elles pouvaient atteindre sur le chemin ; car elles n'avaient pas d'autre paye. Elles ne rencontraient pas d'ennemis à combattre, mais aussi personne ne venait se joindre à elles. Lorsqu'il arriva dans le Rouergue, le prince n'avait pas encore accru son parti d'un seul gentilhomme. Le premier qui vint au-devant de lui était de cette province et s'appelait Chavaignac. Enfin il trouva une ville où se reposer (août). C'était Lodève au bas Languedoc, et il était parti deux mois auparavant de Nancy.

Pendant qu'il s'avavançait ainsi, l'armée du maréchal de la Force le suivait à la piste. Quand le dernier traité fait avec le duc de Lorraine rendit les forces du roi disponibles, on résolut d'en finir avec le duc d'Orléans. Le roi fut détourné d'entreprendre lui-même cette poursuite à cause des grandes chaleurs du pays où il faudrait marcher. Il laissa au maréchal d'Effiat une armée pour rester sur les frontières d'Allemagne, et donna des troupes au maréchal de Schomberg avec ordre de couper la route au duc d'Orléans en Albigeois, et de le placer entre lui et le maréchal de la Force. Puis, après avoir eu une entrevue avec le duc de Lorraine, le roi retourna vers Saint-Germain (7 juillet).

Le maréchal d'Effiat était chargé de justifier la parole du roi, qui avait déclaré prendre sous sa protection les princes catholiques d'Allemagne, en les retirant de la querelle engagée entre l'empereur et le roi de Suède. Le duc de Bavière, chef de la ligue catholique, après avoir promis la neutralité de ses armes, avait fini par choisir le parti de combattre ; et une bataille perdue par le comte de Tilly, comme nous verrons bientôt, livra ses États au vainqueur. L'électeur archevêque de Trèves fut le seul qui chercha son salut dans l'assistance du roi de France. Il est vrai que déjà il avait perdu une partie de ses États, son chapitre ayant livré la ville de Trèves aux Espagnols, qui garnirent aussi de troupes Spire et Coblentz. Cependant il lui restait

plusieurs places d'importance qu'il avait promis de faire occuper par le roi. La crainte de s'éloigner de la Lorraine en avait retardé l'occupation, et pendant ce temps les Espagnols en avaient pris quelques-unes. On avait réussi pourtant à faire entrer une garnison française dans Hermenstein, située de l'autre côté du Rhin, en face de Coblenz. A présent il s'agissait d'obtenir, ou par force, ou par traité, que les Espagnols remissent ce dont ils s'étaient emparés, faute de quoi les Suédois pourraient bien le conquérir à leur profit. Tout cela devait s'exécuter sans rupture ouverte avec l'Espagne, les deux puissances paraissant depuis longtemps convenues de se faire tout le mal possible et de se contrarier en toute occasion, la paix sauve.

Le maréchal entra donc dans l'électorat de Trèves, comme général de l'électeur et portant bannière d'un souverain qui voulait être réintégré dans son domaine. Il fit sommer le comte de Mérode, qui commandait à Coblenz, de lui remettre la ville, et, sur son refus, il l'abandonna au bras séculier des Suédois qui l'assiégèrent, la prirent, et la restituèrent aux Français agissant pour l'électeur. Ensuite il se disposait à mettre lui-même le siège devant Trèves lorsqu'il mourut de maladie dans un village de l'électorat (27 juillet). Il fut aussitôt remplacé dans son commandement par le maréchal d'Estrées, envoyé de Paris en toute hâte. Dès avant l'arrivée du nouveau général, les maréchaux de camp avaient sommé les habitants d'ouvrir leurs portes à ceux qui se présentaient de la part de l'archevêque leur maître. Ils répondirent qu'ils ne s'étaient jamais séparés de l'obéissance due à l'électeur; que, s'ils avaient garnison espagnole, c'était à cause de la protection exercée de tout temps sur leur ville par la couronne d'Espagne; que l'empereur leur suzerain ne les avait jamais déclarés rebelles; qu'ainsi ils ne savaient à quel propos on venait les menacer d'hostilités. La ville fut aussitôt investie malgré les secours qui lui venaient du Luxembourg. Le canon y ouvrit bientôt une brèche, et les bourgeois demandèrent à capituler. Une relation du temps dit qu'il fallut, pour régler les conditions, attendre le lendemain du jour où les pourparlers s'ouvrirent, parce que c'était l'heure où les bourgeois étaient occupés à la débauche, et qu'ils ne pouvaient traiter une affaire aussi grave qu'après le repos de la nuit. Il fut convenu (19 août), pour la garnison espagnole, qu'elle sortirait avec armes, bagages et munitions, et pour les bourgeois, qu'ils demeureraient avec leurs anciens privilèges, sans que l'électeur pût employer

contre eux d'autres voies que celles de la justice ordinaire. Ces choses arrêtées, le maréchal d'Estrées fit entrer ses troupes par une porte, pendant que les Espagnols sortirent par l'autre, et tout le pays se trouva remis en la puissance de l'électeur sous la garde des Français. A voir la facilité avec laquelle cette conquête s'exécuta, on est tout surpris de lire, dans les mémoires de Richelieu, que le maréchal d'Estrées avait désespéré du succès. L'auteur des mémoires reproche aussi à ce chef d'armée de grandes exactions commises dans la ville et sur les villages des alentours. Il paraît que le maréchal d'Estrées était de ceux à qui le cardinal ne voulait savoir aucun gré de leurs services; aussi n'était-il pas tout à fait créé de sa main, comme le maréchal d'Effiat, auquel il n'épargne pas les éloges et les regrets, et dont il prit dès lors les jeunes enfants sous sa protection.

## CHAPITRE IV.

**Le duc de Montmorency embrasse la cause du duc d'Orléans. — Le duc d'Orléans arrive près du Languedoc. — Les états de la province proclament la révolte. — Le duc de Montmorency se joint au frère du roi. — Ils prennent ensemble quelques villes. — D'autres leur serment leurs portes. — Arrêt du parlement de Toulouse contre les rebelles. — Le roi part pour marcher contre son frère. — Le duc d'Epemon reste fidèle. — Déclaration contre le duc de Montmorency. — Le maréchal de Schomberg s'approche des villes tenues par le prince et le duc. — Rencontre des deux armées près de Castelnaudary. — Le duc de Montmorency blessé et pris. — L'armée du duc d'Orléans se débande. — Le roi s'approche du Languedoc. — Le duc d'Orléans demande à traiter. — Punition de quelques rebelles. — Le duc d'Orléans signe son traité. — Délibération au sujet du duc de Montmorency. — On instruit son procès. — Le duc est amené à Toulouse. — Sa défense dans ses interrogatoires. — Arrêt de mort rendu contre lui. — Supplications adressées au roi en sa faveur. — Son exécution. — Le duc d'Orléans quitte de nouveau la France.**

Ce mince exploit avait été toute la part que pouvait prendre la France dans la guerre d'Allemagne, menacée comme elle l'était dans son sein d'une guerre civile. Le passage du duc d'Orléans n'avait pas, il est vrai, remué les provinces qu'il traversait en courant. Mais cette course avait un but; tout à l'extrémité du long chemin qu'il avait entrepris, à deux cents lieues du point de son départ, le duc d'Orléans devait trouver enfin un ami, un complice, un protecteur de sa faiblesse, une victime de sa folie. L'historien hésite à le nommer et se sent pris d'une invincible douleur à l'approche de la catastrophe qu'il doit raconter. Il y a tant de faveur en France pour le nom de Montmorency, qu'on voudrait ne l'entendre mêler qu'à de nobles événements, ou tout au moins à des fautes illustres. Celui qui le portait alors, sans avoir eu l'occasion de s'élever jusqu'aux vertus qui font les grands hommes, avait montré toutes les qualités d'un seigneur aimable, vaillant et généreux. La cour l'avait vu dans ses fêtes, brillant de beauté, de grâce et d'élégance; il s'était distingué dans les combats par une bravoure toute chevaleresque. Les gens de lettres lui tenaient compte de l'affection constante qu'il avait montrée

pour le jeune poète Théophile, bruyante célébrité de ce temps, qui n'a pas même gagné un peu de renommée à souffrir l'exil et la prison. Il était connu du peuple, aimé des dames, adoré dans sa maison, honoré dans son gouvernement. Il s'était toujours tenu à l'écart des intrigues, et on ne le trouve pas au nombre des grands qui firent payer si cher à la régence leur fidélité ou leur révolte. Un tel homme semblait ne devoir prendre parti, hors de l'obéissance, que pour une de ces grandes et saintes causes qui justifient tout, et où l'on peut même succomber avec gloire.

Le duc Henri de Montmorency était dans son gouvernement de Languedoc, occupé à faire accepter par les gens de la province l'établissement de cette nouvelle juridiction financière dont nous avons déjà parlé et qui devait anéantir le vieux privilège des états, lorsqu'il vit arriver à lui un envoyé du duc d'Orléans. L'abbé d'Elbène, neveu de l'évêque d'Alby, venait de la part du prince lui proposer de s'unir à ses desseins. Soutenu par l'évêque son oncle, il lui exagéra la gloire dont il se couvrirait en réintégrant dans le royaume la mère et le frère du roi. Tous deux lui montrèrent l'héritier de la couronne prêt à entrer en France avec une armée formidable, attendu par de nombreux amis, secouru par les forces de l'empire, de l'Espagne, de la Lorraine et de la Savoie. Ils firent briller à ses yeux l'épée de connétable qui déjà cinq fois avait figuré sur l'écusson de sa famille. Ils rappelèrent toutes les preuves que le cardinal lui avait données de sa mauvaise volonté; ils lui persuadèrent que dans ce nouvel établissement financier pour lequel on le forçait à s'entremettre, au risque de mécontenter le pays et au grand préjudice de ses propres intérêts, il y avait une secrète pensée; qu'on voulait rechercher son administration et préparer contre lui une poursuite semblable à celle qui venait d'abattre la tête du maréchal de Marillac. Pressé par leurs instances, il donna imprudemment sa parole de servir le duc d'Orléans, et dès ce moment il ne lui resta plus que l'honneur de tenir sa promesse. Il avait seulement demandé que le duc d'Orléans retardât de quelques mois son entrée en France. D'ici là les états du Languedoc devaient terminer leur assemblée. Il aurait le temps cependant de préparer les esprits, et de recevoir l'argent que la province devait fournir pour sa contribution aux dépenses du royaume. En attendant il écrivit au roi, lui donnant quelques vagues avis sur les mouvements des malintentionnés et l'assurant de sa fidélité.

Nous avons vu comme le duc d'Orléans fut forcé, par l'approche de l'armée du roi et le péril du duc de Lorraine, de brusquer son entreprise. Elle l'avait conduit sans encombre, mais plutôt en aventurier qu'en chef de parti, jusqu'aux limites du Languedoc. Sur sa route il avait semé en vain un manifeste par lequel il déclarait la guerre au cardinal de Richelieu et à ses adhérents; il avait distribué, à qui voulait en prendre, des commissions où il se donnait le titre de « lieutenant général du roi pour réprimer les abus et violences du » cardinal. » Maintenant il arrivait avec des troupes harassées, composées de gens de tout pays, habituées à vivre de rapine, et dont le nombre n'excédait pas dix-huit cents hommes, encore bien qu'on y comptât huit ou dix maréchaux de camp. Le duc de Montmorency, contrarié de cette précipitation qu'on ne lui laissait pas le temps de prendre ses mesures, ne voulut pas pourtant faire faute à celui qui venait se jeter entre ses bras. Depuis qu'il s'était engagé envers le duc d'Orléans, il avait envoyé en Espagne pour obtenir de l'argent, et presser le départ d'une levée d'hommes que le commandeur de Valançay, celui qui avait si bien servi devant la Rochelle, devait y rassembler; il avait retenu d'avance, dans les portions de son gouvernement qui fournissaient des soldats, tout ce qui s'y trouvait de bras disposés à s'armer, sous prétexte des commissions du roi qu'il attendait à cet effet; il s'était procuré des intelligences dans plusieurs villes; il avait excité sous main les réformés à sortir du repos où ils se tenaient. C'étaient là les préparatifs ordinaires d'une rébellion. Mais il avait un autre moyen à sa portée. Les états du Languedoc étaient depuis longtemps réunis à Pézénas. Il y assistait en sa qualité de gouverneur avec deux commissaires du roi, le président Miron et l'intendant des finances d'Emery. L'objet en discussion était toujours cette nouvelle administration des impôts que la province ne voulait pas recevoir. Le duc était arrivé de Paris avec une espèce de transaction par laquelle il avait promis de tout accommoder. Avant d'entrer en société avec le duc d'Orléans, il avait travaillé franchement à réconcilier les esprits. Lorsqu'il eut besoin de trouver des mécontents, il fit animer les députés des états par l'évêque d'Alby, par celui de Nîmes, frère du maréchal de Toiras, tous deux engagés dans ses desseins, et il obtint que la province elle-même se déclarerait en révolte. Dans une séance qui fut la dernière (22 juillet), les états, en octroyant au duc de Montmorency les sommes demandées par le roi, le prièrent de rester uni

aux intérêts de la province, comme ils promettaient de ne jamais quitter les siens, afin d'agir tous ensemble plus efficacement pour le service du roi et le soulagement du pays. En même temps, ils annulèrent tous les actes passés avec les commissaires du roi pour la perception des subsides. L'archevêque de Narbonne, président des états, s'opposa seul à cet acte téméraire et sortit de l'assemblée. Le duc fit mettre des gardes à sa maison et retint aussi prisonnier le commissaire du roi d'Émery. Puis il délivra en son nom seul les commissions expédiées pour la répartition dans les diocèses de la contribution qui venait d'être votée, forçant le greffier du roi aux états d'y apposer son contre-seing. Les députés les emportèrent avec eux pour faire la levée des deniers, et répandirent partout la nouvelle de l'union signée à Pézenas entre le gouverneur et les représentants de la province.

Quoique l'acte de cette association n'en exprimât pas nettement le but, cependant l'arrivée du duc d'Orléans dans le voisinage du lieu où ces choses se passaient le rendait intelligible à tout le monde. Pour le publier mieux, le duc rassembla ses amis, et, allant au-devant du duc d'Orléans, il le reçut dans la ville de Lunel dont il s'était assuré. Alors ils joignirent leurs troupes (août). Le duc d'Orléans avait des chevaux; le duc de Montmorency fit lever plusieurs régiments d'infanterie, et, en attendant qu'ils fussent en état de tenir la campagne, ils essayèrent de gagner quelques villes. Déjà Béziers, Alais, Alby s'étaient déclarés pour le duc de Montmorency. Narbonne refusa ses propositions et se mit en défense. Le gouverneur de Montpellier, à qui l'on offrait la dignité de maréchal de France au nom du duc d'Orléans, aima mieux rester plus sûrement ce que le roi l'avait fait. Après un peu de repos, le frère du roi et son allié du Languedoc s'avancèrent pour surprendre Nîmes, où déjà les efforts de l'évêque avaient échoué; ils trouvèrent la ville manie d'une garnison nouvelle que, sur la demande même des réformés, le maréchal de la Force y avait envoyée. A son défaut, ils voulurent avoir Beaucaire dont le gouverneur était à eux. Il leur livra en effet le château; mais les habitants se barricadèrent dans leur ville, et, aidés des troupes du roi que leur envoya le maréchal de Vitry, maintenant gouverneur de Provence, ils firent si bonne contenance qu'on renonça à les attaquer. Le prince et le duc retournèrent à Pézenas, pour préparer un nouveau plan de campagne. « Si nous battons l'armée du roi, disait après cet échec le » duc de Montmorency, nous ne manquerons pas de villes; sinon il » nous faudra aller faire notre cour à Bruxelles. »

Le roi avait alors deux armées en ce pays, mais faibles, hors d'état de tenir la campagne, et qui avaient jusque-là montré peu d'ardeur pour chercher une rencontre où l'on risquait d'atteindre la personne même du frère du roi. Toutes deux étaient venues de Lorraine par des chemins différents. L'une, commandée par le maréchal de la Force, occupait le Pont-Saint-Esprit; l'autre, sous les ordres du maréchal de Schomberg, surveillait le haut Languedoc. C'était avec celle-ci que le duc de Montmorency voulait mesurer ses forces. Il rassembla donc à Béziers tout ce qu'il avait de troupes pour aller au-devant du maréchal de Schomberg.

Cependant la nouvelle de sa révolte était arrivée à Paris. On mit aussitôt le scellé dans son hôtel, et on y trouva une somme de cinq cent cinquante mille livres qu'il n'avait pas encore eu la précaution de faire prendre. Cette négligence causa grande pitié à ceux qui se connaissaient en mouvements de sédition. On remarqua encore qu'il avait laissé emporter de Beaucaire, où la foire se tenait alors, toutes les marchandises, dont il pouvait s'emparer et les faire racheter à ceux qui les avaient expédiées. « Ce qui fit reconnaître, disent les » mémoires de Richelieu, que Dieu l'avait frappé d'aveuglement, » et que la Madeleine, protectrice du royaume, avait rendu infructueuse une rébellion commencée le jour de sa fête, comme elle avait déjà rendu funeste aux Anglais leur entreprise faite le même jour sur l'île de Rhé. »

Dès avant la déclaration des états de Languedoc et la prise d'armes du gouverneur, le parlement de Toulouse avait ordonné qu'il serait informé de plusieurs bruits tendant à troubler le repos public et d'aucunes pratiques faites par diverses personnes pour induire les sujets du roi à soulèvements, émotions et séditions. Aussitôt que la rébellion fut manifeste, le même parlement annula les délibérations des états (7 août), lettres et commissions du gouverneur, fit défenses d'y avoir égard, enjoignit d'appréhender au corps tous les officiers des états et ceux qui seraient trouvés porteurs des commissions délivrées par leurs ordres. Le duc de Montmorency n'était pas nommé dans cet arrêt; mais il y était évidemment compris comme ayant adhéré à la délibération des états, puisque cet acte portait sa signature. Toutes choses étant en règle du côté de la justice, on s'occupa d'agir puissamment par les armes. Il fut décidé que le roi s'avancerait lui-même contre son frère pour donner cœur à ses généraux et à ses soldats. En son

absence, le comte de Soissons devait avoir le commandement de Paris et des provinces voisines, et l'on donnerait au prince de Condé pouvoir de commander avec toute autorité aux provinces par delà la Loire. Le roi, avant de prendre la route de Lyon, se rendit au parlement (12 août), assisté du prince de Condé et du comte de Soissons, pour y faire enregistrer une nouvelle déclaration contre les serviteurs et adhérents de son frère. Ils étaient encore une fois déclarés rebelles, criminels de lèse-majesté et perturbateurs du repos public. Quant au duc d'Orléans, on lui donnait six semaines pour faire cesser tous actes d'hostilité, au moyen de quoi il serait reçu en grâce et rétabli dans tous ses biens, apanages et pensions; sinon le roi se réservait d'ordonner contre lui, après ce délai passé, « ce qu'il estimerait devoir » faire pour la conservation de son État, suivant les lois du royaume » et les exemples de ses prédécesseurs. »

Il y avait quelque chose de plus funeste, pour le duc d'Orléans et son défenseur, que les arrêts des cours, les déclarations de la puissance souveraine et même les armées royales. C'était le profond isolement où on laissait leur révolte. Hors de cette province, qui s'était proclamée la leur, et dont ils n'occupaient que quatre ou cinq villes, personne ne se remuait pour eux. Tout au contraire, on voyait arriver chaque jour de nouvelles protestations de fidélité adressées au roi par les gouverneurs des autres provinces et les grands du royaume. On avait eu quelques soupçons du duc d'Épernon. Il avait de tout temps montré pour le duc de Montmorency une tendre affection. Des gens assuraient avoir vu le duc de la Valette, son fils, dans la voiture du duc de Lorraine. Maître d'un gouvernement contigu à celui de Languedoc, le duc d'Épernon pouvait, seulement en laissant agir les mécontents de sa province, donner de l'étendue à la rébellion, ce qui était lui donner de la force. Ce vieux seigneur ne se laissa pas tenter au renouvellement de réputation que lui promettait une seconde lutte contre l'autorité du roi. Il lui envoya le comte de Maillé pour l'assurer de son dévouement, et il alla se poster à Montauban afin de maintenir cette ville dans le devoir, appelant auprès de lui ceux qu'il savait le moins disposés à l'obéissance et les empêchant ainsi de rien tenter dans la province.

Ainsi le soulèvement du duc de Montmorency fut comme enfermé dans les limites de son gouvernement, entre deux armées du roi. Bientôt un des gentilshommes sur lesquels il comptait le plus, le

vicomte de l'Estrange, homme de tête et de cœur qui avait grande autorité dans le pays, ayant rassemblé quelques troupes auprès de Privas, fut attaqué par celles du maréchal de la Force, et fait prisonnier, après un combat où il perdit la moitié de ses gens. La nouvelle de ce succès vint trouver le roi à Cosne, en même temps qu'une lettre du marquis des Fossés, gouverneur de Montpellier, qui faisait connaître les pratiques du duc de Montmorency pour le débaucher du service du roi. Alors on crut devoir publier une déclaration expresse contre le duc (23 août). Tous ses torts y étaient rappelés : invitation au duc d'Orléans d'entrer en Languedoc ; révolte de plusieurs villes dont il avait fait fermer les portes aux troupes du roi ; tentative de corruption sur les principaux de la noblesse, sur les meilleures places, même sur les villes de la religion qui s'y étaient fidèlement opposées ; mauvais bruits répandus dans la province sur les intentions du roi, dont pourtant il avait reçu beaucoup d'argent pour y faciliter l'état de ses affaires ; séduction et violence exercées dans les états ; emprisonnement des commissaires du roi, l'un desquels il avait mis à rançon ; levée de gens de guerre ; intelligence avec les étrangers chez lesquels il avait envoyé solliciter secours d'hommes et d'argent. Pour toutes ces choses, le duc de Montmorency était déclaré criminel de lèse-majesté, déchu de tous grades, honneurs et dignités, pour son procès lui être fait au parlement de Toulouse, nonobstant le privilège de pairie duquel il s'était rendu indigne. Les délibérations prises par les états demeuraient annulées ; ceux qui les avaient signées devaient les désavouer dans quinze jours, faute de quoi ils étaient déclarés rebelles.

Cependant le duc d'Orléans s'occupait à fortifier les villes qu'on lui avait livrées. Béziers devait lui servir de retraite, et il y faisait son séjour, en attendant les levées de la province et les secours qu'il attendait de l'étranger. On parlait de cinq mille Napolitains qui arrivaient par mer, des Espagnols qui allaient franchir les Pyrénées et s'emparer de Narbonne. Les deux amis en étaient déjà aux mécontentements et aux reproches. Le duc d'Orléans se plaignait de ne pas trouver toute l'assistance qu'on lui avait promise. Le duc de Montmorency répondait que le frère du roi avait annoncé plus de forces qu'il n'en amenait. Et durant toutes ces hésitations, tous ces mécomptes, toutes ces récriminations, l'armée du maréchal de Schomberg, augmentée des troupes qu'il avait empruntées à la Guienne, s'avancait dans le haut Languedoc.

Rien ne convenait moins à un parti en armes, dont le chef était venu de si loin, que de se laisser assiéger dans ses places. On résolut donc de marcher à la rencontre du maréchal de Schomberg. A trois lieues environ de Castelnaudary est un bourg appelé Saint-Félix de Carmain, défendu alors par un château dont s'étaient emparés quatre frères, gentilshommes du Lauragais, pour le compte du duc d'Orléans. Le maréchal de Schomberg, appelé par les habitants du bourg, ne voulut pas, à son entrée dans la province, refuser une occasion de faire respecter les armes du roi, et, quoiqu'il n'eût ni canons ni outils, il mit le siège devant ce château. Au moins avait-il de l'argent ; car il donna dix mille livres à ces gentilshommes pour lui rendre la place ; ils en avaient déjà reçu douze cents du duc d'Orléans pour la prendre ; ainsi c'était une bonne affaire. Le duc de Montmorency, qui ne prévoyait pas sans doute ce moyen d'accélérer la fin d'un siège, s'était mis en devoir de secourir la place ; il arrivait avec deux mille hommes de pied, trois mille chevaux, beaucoup de gentilshommes, et trois canons. Le duc d'Orléans l'accompagnait, escorté des principaux seigneurs de son parti. Cette armée marcha droit sur Castelnaudary (1<sup>er</sup> septembre), dans le dessein de s'en saisir pendant que le maréchal de Schomberg serait occupé à Saint-Félix. Il en revenait déjà, se dirigeant aussi vers Castelnaudary, lorsqu'à une demi-lieue de la ville il aperçut, à même distance sur l'autre route, les troupes du duc d'Orléans. Le maréchal était fort inférieur en nombre ; cependant il résolut de livrer combat, et, passant le premier un ruisseau qui séparait les deux armées de la plaine devant la ville, il s'y établit au lieu le plus avantageux. L'armée du duc d'Orléans ayant traversé le même ruisseau, il s'en détacha deux cavaliers qui vinrent de fort près reconnaître l'armée du roi. L'un des deux était le duc de Montmorency, monté sur un cheval gris tout couvert de plumes aux couleurs du duc d'Orléans, mi-parties de bleu et d'isabelle. Après cette bravade, le duc rejoignit ses troupes dont il prit la droite et laissa la gauche au comte de Moret. Telle était la prudence de ces deux généraux qu'il y eut entre eux dispute à qui commencerait l'attaque. Les premiers coups de feu s'étant fait entendre du côté où marchait le comte de Moret, le duc de Montmorency, impatient d'en venir aux mains, se met à la tête d'un escadron de cavalerie, franchit un fossé qui arrête sa troupe, et se jette dans un chemin étroit, suivi seulement de quelques gentilshommes ; de ce nombre était un vieil officier, le comte de

Rieux, qui, ne pouvant le retenir, avait promis de mourir à ses pieds, ce à quoi il ne manqua pas. Le duc reçoit, sans s'arrêter, le feu de l'infanterie opposée dont un mousquet le blesse à la gorge, et se trouve en face de quelques cheveu-légers du roi accourus à sa rencontre. D'un coup de pistolet il casse le bras de celui qui les commandait, et qui lui décharge en même temps deux balles dans la bouche. Il pousse encore plus avant, culbute deux cheveu-légers, le père et le fils, qui tirent sur lui leurs pistolets, jusqu'à ce qu'enfin son cheval percé de coups le renverse sous lui dans un champ, perdant son sang par dix blessures, et jetant à ceux qui l'entourent, comme un cri de détresse, le nom de « Montmorency. »

Ce fut à peine un combat; car il n'y eut qu'une très-petite partie des deux armées qui en vint aux coups. Le rapport du maréchal de Schomberg ne compte de son côté que huit morts et deux blessés. L'infanterie de part et d'autre ne s'étant pas approchée, l'engagement avait eu lieu entre cavaliers épars et presque à la façon des duels. Comme, du côté du duc d'Orléans, la mêlée avait commencé par les chefs, le gros des troupes ne remua pas. La chute du duc de Montmorency, arrivée dès le premier engagement, parut à tout le monde la fin de l'action. L'armée du duc d'Orléans se retira du champ de bataille en emportant ses morts, presque tous seigneurs et gentilshommes du premier rang. De ce nombre était le comte de Moret, atteint d'une balle dans le ventre, et qu'on a fait revivre soixante ans plus tard sous l'habit d'un ermite. L'armée du roi continua son chemin vers Castelnaudary où elle conduisit son prisonnier. Le duc de Montmorency, tombé sous son cheval dans un champ à quelque distance de ceux qui l'avaient combattu, en avait été retiré par les soins d'un archer des gardes du roi. Sa première pensée fut pour la mort et il demanda à se confesser. Puis il tira de son doigt une bague en priant cet archer de la remettre à la duchesse sa femme. Lorsqu'il fut soulagé de son armure, l'archer et ses camarades le portèrent sur leurs bras jusqu'à une métairie voisine, où l'aumônier du maréchal de Schomberg reçut sa confession. Un chirurgien vint laver et bander ses plaies; puis on plaça une planche avec de la paille sur une échelle, les gardes du roi y étendirent leurs manteaux; et, couché sur ce lit, le duc fut porté à Castelnaudary, où l'émotion fut telle, à l'aspect de ce gouverneur bien-aimé, dans un si misérable état, qu'il fallut user de quelque violence pour empêcher la douleur populaire

de devenir séditeuse. Le chirurgien et le valet du duc étant arrivés avec passe-port du maréchal de Schomberg, on le remit à leurs soins, en tenant bonne garde dans la maison, et l'on apprit bientôt qu'il ne devait pas mourir de ses blessures.

Les témoins du combat, qui se contredisent à peu près sur tous les points, s'accordent cependant à dire que le duc d'Orléans montra du courage et du sang-froid dans cette journée. Il ne tint pas à lui que l'action ne s'engageât d'une façon régulière et avec quelque prudence. Après le malheur arrivé au duc de Montmorency, il voulut mettre toutes ses forces en mouvement pour le délivrer. Mais il trouva partout une telle épouvante qu'il lui fallut renoncer à ce projet. Les troupes du Languedoc, qui n'obéissaient qu'au duc, se débandèrent sur-le-champ; les étrangers refusèrent de marcher en avant; les corps des seigneurs tués ou blessés, qui traversaient les rangs des soldats, achevèrent d'y porter la consternation, et il ne resta plus qu'à mettre un peu d'ordre dans la retraite. On rapporte que, le lendemain, le duc d'Orléans envoya un trompette au maréchal de Schomberg pour lui demander bataille. Il répondit fort sagement qu'il se garderait bien de se mesurer avec le frère du roi; mais que, si le prince voulait l'attaquer en son chemin, il se défendrait de son mieux. Sur quoi le duc se crut quitte de combattre et s'occupa de trailer. En un instant les villes qui avaient pris son parti rentrèrent dans le devoir. Alby chassa son évêque, dont les jésuites et les capucins se partagèrent la bibliothèque. Béziers même, que le duc d'Orléans avait fait fortifier, se préparait à lui fermer ses portes.

Le roi cependant poursuivait sa route, et, la veille même du jour où eut lieu la rencontre de Castelnaudary, les seigneurs de sa cour lui donnaient à Roanne, une singulière preuve de complaisance. Comme il se faisait saigner par précaution, tous ceux qui l'accompagnaient en firent autant. Ce fut à Lyon qu'il apprit l'importante capture que son armée avait faite, la dispersion des troupes de son frère, et la réaction rapide qui s'opérait dans le Languedoc. Un incendie avait éclaté dans la ville, peu d'heures avant son arrivée, ce qui parut un présage certain du succès qu'on attendait, « le feu, disait-on, » étant toujours de bon augure. » Peu après, un envoyé du duc d'Orléans se présenta porteur des propositions que faisait ce prince à son frère victorieux. Elles étaient bien au-dessus de ce que sa situation pouvait lui permettre; mais il se réservait la faculté d'en rabattre. Il

demandait en premier lieu la liberté du duc de Montmorency, puis le rétablissement de tous ceux qui avaient suivi son parti et celui de sa mère, une place de sûreté pour elle et une pour lui ; il négociait même pour le duc de Lorraine, auquel il prétendait qu'on rendît ses villes, et il voulait encore qu'on remboursât l'argent qu'il avait emprunté aux étrangers. Le gentilhomme chargé de ce message s'était croisé en chemin avec un envoyé du roi adressé au duc d'Orléans, pour l'inviter à une réconciliation avec des conditions plus conformes à l'état où il se trouvait. On lui offrait de le recevoir à la cour, ou bien de le laisser demeurer en lieu non suspect du royaume avec jouissance de son bien, pourvu qu'il reconnût sa faute et qu'il renonçât à toutes factions, tant dedans que dehors ; au moyen de quoi le duc d'Elbeuf et tous ses domestiques seraient rétablis dans leurs biens, avec les abolitions nécessaires. Le roi déclara qu'il n'y pouvait rien ajouter et s'avança jusqu'au Pont-Saint-Esprit. Là, un autre gentilhomme étant venu lui apporter des lettres de son frère, il le fit mettre dans la citadelle, et le renvoya avec défense à lui et aux siens de revenir désormais à la cour sans sauf-conduit. Enfin le duc d'Orléans vit qu'il ne lui restait plus d'autre ressource qu'un accommodement. Il pria son frère de lui envoyer quelqu'un avec qui il pût en conférer, et donna quatre de ses serviteurs en otage, pour la sûreté du surintendant des finances Claude de Bullion et du marquis des Fossés, qui se rendirent auprès de lui (26 septembre). Ils le trouvèrent à Béziers, dont il avait été contraint de s'éloigner par la mauvaise disposition des habitants, et où il n'était rentré qu'avec permission du roi, en vue du traité qui allait s'y conclure.

La marche du roi, menaçante pour le duc d'Orléans, avait été plus funeste encore à ceux de ses partisans qui étaient tombés prisonniers entre les mains du vainqueur. Ceux-là avaient la prétention d'être traités comme ennemis à qui le sort des combats a été contraire, et croyaient en être quittes pour une rançon. Ils furent fort étonnés qu'on les regardât comme des sujets rebelles, dont le crime n'était pas atténué par cette circonstance, qu'ils avaient été pris les armes à la main contre leur roi. Le jour même où le roi quitta Lyon, un sieur de Capestan y eut la tête tranchée, comme ayant été un des premiers qui avaient commis des actes d'hostilité. En même temps l'intendant de justice en Languedoc, le sieur de Machault, faisait le procès au vicomte de l'Estrange, prisonnier depuis trois semaines, et qui fut

décapité au Pont-Saint-Esprit (6 septembre). Un gentilhomme appelé d'Enraguet subit encore la même peine à Lyon. C'était un terrible avertissement pour le duc de Montmorency, dont le nom avait été tout d'abord retranché des négociations entamées avec le duc d'Orléans. Depuis le combat de Castelnaudary, la duchesse avait toujours suivi le prince dans la crainte qu'il n'oubliât son mari. Mais elle ne put l'accompagner au lieu où devait se terminer l'arrangement. Elle n'était pas au nombre de ceux à qui le séjour de Béziers était permis.

(29 septembre) L'accommodement entre le roi et son frère y fut conclu en trois jours. Dans l'acte qui en fut dressé, le prince protestait de son repentir avec promesse de ne pas retomber en faute, comme il avait déjà fait deux fois, et le roi lui en accordait le pardon aux conditions suivantes : il renoncerait à toute intelligence avec l'Espagne, la Lorraine, et avec la reine sa mère, tant qu'elle serait en l'état où elle était ; le roi lui prescrirait le lieu où il devrait demeurer, et il y vivrait en bon frère et sujet ; il s'engagerait « à ne prendre aucun » intérêt en celui de ceux qui s'étaient liés à lui en ces occasions pour » faire leurs affaires, et ne se plaindrait pas quand le roi leur ferait » subir ce qu'ils avaient mérité, bien entendu que cela ne concernait » pas ses domestiques étant lors auprès de lui ; » il ne demanderait aucune grâce pour les étrangers qui l'avaient suivi, et auxquels le roi, par pure bonté, accordait six jours pour quitter le royaume ; il recevrait aux charges de sa maison ceux que le roi y voudrait nommer, et il éloignerait de sa personne ceux de ses serviteurs qui seraient désagréables au roi ; le sieur de Puylaurens, son principal conseiller, rendrait un compte fidèle de tout ce qui avait été traité par le passé, et se ferait garant de l'exécution des nouvelles promesses ; ses autres serviteurs recevraient ordre de leur maître de désigner toute infraction, par lui commise à ce qui venait d'être convenu, et le roi pourrait leur en faire prêter serment.

Certes, parmi ces conditions, il y en avait de flétrissantes. Peut-être le duc d'Orléans ne crut pas avoir montré jusque-là dans sa conduite assez de sérieux pour faire difficile marché de son honneur et de sa dignité. Mais si les humiliations personnelles auxquelles il allait se soumettre ne touchaient que lui et la conscience qu'il pouvait avoir de sa propre valeur, il était un article qui aurait dû le frapper d'horreur et de honte. C'était celui où on le forçait d'abandonner ceux qui s'étaient liés à sa cause, de ne s'intéresser en aucune façon à leur

sort, et de ne se plaindre pas quand il les verrait punir pour le crime dont on lui faisait remise. Ceci n'était pas une clause conçue en termes obscurs, dont on pouvait s'excuser de n'avoir pas compris les conséquences. La mort du duc de Montmorency y était écrite en caractères parfaitement lisibles. Sans doute il n'est pas à croire que le duc d'Orléans eût pu le sauver, on aurait probablement fait peu de compte de ses instances, alors qu'il était désarmé, sans appui, sans asile, sur les frontières du royaume; mais il restait encore au frère du roi un coin de terre étrangère, où il aurait emporté, avec les regrets d'un chef de parti impuissant, le souvenir d'une action honnête; il lui suffisait pour cela de briser la plume avec laquelle on le pressait de signer la condamnation de son ami. Gaston d'Orléans signa tout, et il promit en outre « d'aimer particulièrement le cardinal de Richelieu. » Après quoi il se rendit, accompagné par le comte d'Alais, en la ville de Tours, où le roi lui avait marqué sa résidence. Le duc d'Elbeuf eut aussi une abolition spéciale, avec congé de se retirer en sa maison.

Maintenant il ne restait plus qu'à punir. Le sieur de Machault eut ordre d'aller exécuter lui-même sur les biens des rebelles les jugements qu'il avait rendus contre leurs personnes. Il se mit en marche par la province escorté d'un corps de troupes, faisant raser châteaux et maisons, démolir remparts et forteresses, et pendre par le chemin quelques séditieux. On avait excepté du pardon accordé aux domestiques du prince, ceux d'entre eux qui n'étaient pas alors avec lui. Le parlement de Dijon rendit un arrêt par contumace contre le président Lecoigneux, le commandeur de Valançay, les sieurs d'Estissac et Monsigot, qui les condamnait à voir la tête tranchée, avec confiscation de leurs biens et charges. Ceux-là n'étaient pas sous la main de la justice; mais, outre le duc de Montmorency, la prison gardait encore un autre coupable, qui arrivait de bien loin pour subir sa peine. C'était un jeune gentilhomme appelé Deshayes de Courmenin ou Cornemin, fils du gouverneur de Montargis, que le roi avait employé avec utilité dans plusieurs missions vers la terre sainte, en Suède et en Moscovie. Mécontent de l'oubli dans lequel on le laissait, alors que des relations importantes venaient de s'établir entre la France et la Suède, il s'était fait, de son propre mouvement et faute de mieux, ambassadeur du duc d'Orléans auprès de Gustave-Adolphe, de l'empereur et du duc de Bavière. A l'un il demandait son inter-

vention pour réconcilier les deux frères, aux autres des armes et de l'argent pour aider le duc d'Orléans dans sa révolte. Arrêté sur les terres de Mayence par les troupes du roi, on lui avait fait traverser toute la France, depuis Metz, pour le placer sur la sellette à Béziers, où il fut exécuté (12 octobre).

Le tour du duc de Montmorency était venu. Échappé comme par miracle à la mort des combats, on l'avait transporté, tout meurtri de ses dix blessures, au château de Lectoure, sur le refus qu'avaient fait les capitouls de Toulouse de garder avec huit cents soldats un prisonnier si cher au peuple. Huit cornettes de cavalerie furent postées aux environs de ce château qui dépendait, pour le gouvernement, de la Guienne, et, pour la justice, du parlement de Toulouse. Il fallut que le roi envoyât de ses propres gardes pour se tenir auprès de lui et des officiers de sa maison pour le servir. Car il n'était soldat qui ne se mît à pleurer en le voyant, et tous ses domestiques auraient sacrifié volontiers leur vie pour procurer son évasion. Le roi avait délégué le jugement de son procès au parlement de Toulouse qui enregistra sans difficulté les lettres d'attribution, le jour même où le duc tombait à quinze lieues de là sur un champ de bataille. Maintenant que l'accusé était en prison et qu'il s'agissait de procéder contre sa personne, on se défiait du pouvoir qu'il exercerait sur ses juges, et le roi trouva convenable d'aller lui-même à Toulouse pour encourager le parlement à faire son devoir. Il venait de parcourir toute la province, faisant partout montre de sa puissance, rétablissant les officiers fidèles, usant de sévérité envers les séditeux et de clémence envers les faibles, faisant tomber les fortifications qui pouvaient encore servir de défense à la révolte. Il avait tenu en grande pompe les états du Languedoc à Béziers pour réparer ce qu'une pareille assemblée avait fait à Pézénas, et c'était dans la plénitude de l'autorité souveraine, en tous lieux rétablie avec éclat, qu'il venait recommander à ses officiers le jugement d'une cause capitale (22 octobre). Aussitôt après son arrivée, il annonça aux magistrats du parlement qu'ils seraient présidés dans cette affaire par le garde des sceaux. Ceux-ci firent quelque objection fondée sur ce que le chancelier seul pouvait siéger à la tête d'une compagnie souveraine; le roi répondit qu'il le voulait, et le marquis de Châteauneuf vint s'asseoir au jugement d'un seigneur dans la maison duquel il avait été nourri page.

On pense bien qu'il y avait eu délibération dans le conseil sur ce

qu'il fallait faire du duc de Montmorency. Le duc d'Orléans demandait instamment qu'on lui remît la vie; il y avait lieu en effet d'espérer que cette grâce accordée au frère du roi, après son traité qui ne l'avait pas stipulée, lui serait un prétexte honnête pour rompre toute intelligence avec les mécontents et rester à jamais dans l'obéissance, comme enchaîné par un si grand bienfait. C'était là tout ce qu'on faisait valoir pour la clémence, et la raison disait trop que ce prince, qui avait manqué déjà plusieurs fois à semblable promesse, ne s'y croirait pas davantage obligé lorsqu'on lui aurait laissé un moyen de plus pour nuire. Le cardinal exposa au roi les deux opinions contraires sur ce sujet, et proposa pour sa part un terme moyen. C'était « de » faire condamner le duc, mais de surseoir au châtiment, en se tenant » tout prêt à l'exécuter dès qu'on aurait à se plaindre du duc d'Or- » léans; et cela sans autre forme que d'envoyer le grand prévôt » faire sa charge au lieu où le prisonnier serait gardé, quoique à vrai » dire cette garde fût difficile. » Le roi trouva trop d'embarras pour lui dans ce projet, et décida, de son propre mouvement, que justice serait entièrement faite.

L'instruction du procès ne pouvait être longue. Car il était difficile d'être plus évidemment coupable et de l'avoir été plus mal. Les premières informations, qui eurent lieu à Narbonne, portèrent seulement sur le fait du combat de Castelnaudary, et sur les circonstances qui avaient jeté le duc tout sanglant dans les mains des gardes du roi. On entendit à Toulouse le greffier du roi aux états de Pézénas, qui vint rendre compte de ce qui s'était passé en cette assemblée, et de la violence exercée sur lui par le duc de Montmorency pour lui faire signer les commissions qu'il envoyait dans la province. Après quoi, de nouvelles lettres patentes furent expédiées pour confirmer l'attribution du procès au parlement de Toulouse (25 octobre). Le prisonnier y fut conduit avec une escorte nombreuse par le marquis de Brézé, qui devait recevoir en arrivant le bâton de maréchal de France. La garde de la ville fut ôtée aux capitouls et remise aux troupes du roi; toutes les maisons se trouvèrent chargées de loger des soldats, et les Suisses occupèrent l'hôtel de ville. Dans l'intervalle, deux officiers des gardes s'étant battus en duel, leurs cadavres, car ils y étaient morts l'un et l'autre, furent traînés sur la claie avec la hart au col dans les rues et carrefours de Toulouse, puis pendus par les pieds à une potence et jetés à la voirie, le tout en vertu d'un arrêt du parle-

ment, et pour montrer au peuple que, le roi présent, il n'y avait d'impunité pour aucun coupable. Le jour que cet arrêt fut rendu et un peu avant l'exécution (27 octobre), un carrosse dont les portières étaient fermées, suivi du marquis de Brézé à cheval et de huit compagnies de cavalerie, entouré des mousquetaires du roi tant à pied qu'à cheval avec la mèche allumée, traversait les rues, bordées des soldats des gardes et des Suisses, et s'arrêtait devant l'hôtel de ville. Le duc de Montmorency descendit du carrosse, et trouva sous une galerie les corps des deux officiers, qu'il reconnut pour les avoir vus aux occasions de guerre.

Le même jour il fut interrogé par deux conseillers au parlement. Il déclara qu'il aurait pu insister pour ne pas répondre sur sa qualité de pair de France, mais que, pour obéir au roi, il le ferait moyennant cette simple protestation. Il prétendit avoir exécuté fidèlement les volontés du roi jusqu'à l'arrivée du duc d'Orléans qu'il n'avait ni sollicitée ni préparée. S'il s'était joint à ce prince, c'était pour y chercher sa sûreté contre les soupçons auxquels il était en butte. Tout ce qui avait été fait depuis était de l'ordre du duc d'Orléans. Du reste, il avait oublié les noms de tous ceux qui suivaient le parti. Quant à ce qui était arrivé aux états de Pézénas, il nia formellement avoir employé aucune pratique pour amener les députés à la délibération qu'ils avaient prise, comme aussi d'avoir commis aucune violence sur ceux qui s'opposaient au dessein commun. Le lendemain il fut confronté avec les témoins du combat où il avait succombé. Il parut se trouver plus à son aise en présence de ces hommes, dont quelques-uns portaient sur leurs personnes des marques de son courage et lui avaient donné en échange les coups dont il souffrait encore. Il ne contesta aucune de leurs dépositions, seulement il se défendit d'avoir été l'assaillant. Le greffier du roi aux états l'embarrassa davantage. Cet homme, pour s'excuser d'avoir manqué d'énergie quand on lui demandait quelque chose contre son devoir, exagérait de son mieux la contrainte exercée sur lui. Le duc prit un mauvais parti, qui était de tout nier. Il ne voulut même pas reconnaître sa propre signature mise au bas de la délibération des états. Il continua à rejeter toutes choses, postérieures à cette délibération, sur le commandement du frère du roi; et lorsqu'on lui demanda s'il ne se repentait pas de sa conduite, il dit n'avoir pas attendu jusque-là pour s'en repentir, ajoutant que « si le roi voulait lui donner la vie, il emploierait le reste de ses jours

» et de son sang à réparer sa faute. » Sur ces interrogatoires, réponses et confrontations de témoins, le procureur général donna ses conclusions portant que, de son propre aveu, Henri de Montmorency, prévenu et prisonnier, reconnaissant la vérité des cas et crimes à lui imputés, et de plus étant suffisamment atteint et convaincu des crimes de lèse-majesté au premier chef par les dépositions des témoins, la preuve d'ailleurs résultant des pièces produites et encore de la notoriété du fait que chacun savait, il y avait lieu de déclarer le procès en état et de condamner le coupable aux peines de droit, lesquelles étaient capitales et emportaient confiscation des biens au profit du roi.

(30 octobre) Amené sur la sellette en présence de toute la cour, le duc prêta, les deux genoux en terre, le serment de dire vérité. Ses réponses aux questions qui lui furent adressées, n'exprimèrent plus qu'une douce résignation et un repentir sincère. Il rétracta ses dénégations précédentes; il avoua sa signature apposée à la délibération des états et la délivrance par lui faite des commissions pour lever les impôts; il déchargea le greffier des états des reproches qu'il lui avait adressés; il déclara « reconnaître sa faute en laquelle il était tombé » plus par imprudence que par malice, et dont il avait maintes fois demandé pardon à Dieu et au roi, comme il faisait bien encore présentement. » Ensuite on le fit retirer et la cour rendit son arrêt, qui le privait de tous états, honneurs et dignités, et le condamnait à avoir la tête tranchée sur un échafaud dressé en la place de Salins, déclarait les terres de Montmorency et de Danville privées à jamais du titre de pairie et réunies au domaine, tous ses autres biens acquis et confisqués au roi.

Une singulière faveur avait été accordée à l'accusé, par les soins des amis du cardinal de la Valette. C'était qu'on le traitât, même avant l'arrêt rendu, même avant qu'il eût paru devant ses juges, comme un homme déjà condamné et qui n'avait plus rien à faire qu'avec le ciel. Le second jour de sa détention à Toulouse, on lui avait envoyé un confesseur pour servir nuit et jour à le consoler. Il avait appelé lui-même à ce douloureux office le père Arnoux, cet ancien confesseur du roi que, onze ans auparavant, une disgrâce avait laissé en cette ville. Il le reçut avec grande joie et s'entretint avec lui de ce qui devait suivre sa condamnation, non encore prononcée. Le duc demanda pour sa lecture l'Imitation de Jésus-Christ, et se fit remettre quelques reliques en échange desquelles il se dépouilla de plusieurs bracelets

qu'il portait sous son pourpoint. Ce fut sur les instances de ce religieux qu'on retarda d'un jour le jugement, quoique le roi fût pressé de partir, ce qu'il ne pouvait faire apparemment qu'après la fin du procès. Ce jour de grâce fut employé par le père Arnoux à recevoir la confession du duc et à lui faire entendre la messe, où il communia dévotement. Le soir il eut loisir et permission de vaquer à ses affaires temporelles. Il écrivit des adieux touchants à la duchesse sa femme ; puis il pourvut, par des dispositions de dernière volonté, à la transmission de ses biens, au paiement de ses dettes, aux libéralités, dont il désirait gratifier ses serviteurs et divers établissements religieux. Parmi les choses précieuses qui étaient dans sa maison de Paris, il se souvint de trois tableaux, dont il légua l'un à la princesse de Condé sa sœur, l'autre à la maison professe de Saint-Ignace, le troisième, représentant le martyr de saint Sébastien, au cardinal de Richelieu. Ce fut le lendemain de cette journée, et après six heures d'un paisible sommeil, qu'il fut conduit au lieu des séances du parlement, où son langage, en effet, ne fut pas celui d'un accusé qui défend sa vie.

Cependant ses parents et ses amis n'avaient rien négligé pour exciter dans le cœur du roi un mouvement de clémence. Mais il s'était mis hors de portée des sollicitations les plus vives, en interdisant à toute la famille du duc l'approche de la ville où il se tenait. La princesse de Condé elle-même ne put y arriver, et fut réduite à prier Dieu pour son frère dans une chapelle du voisinage. Le duc d'Angoulême écrivit au roi pour demander la vie de ce beau-frère auquel il devait sa liberté. Un gentilhomme du duc d'Orléans, accouru de sa part avec une lettre suppliante, se jeta trois fois aux pieds du roi qui ne fut pas ému de ses larmes. Parmi ceux de la suite du roi, qui se hasardèrent à le prier, on nomme le cardinal de la Valette, le duc et la duchesse de Chevreuse. Le duc d'Épernon entreprit, à ce qu'il paraît, de parler pour tous. Le roi demeura inflexible aux sollicitations de ce vieux seigneur agenouillé devant lui, s'accusant d'avoir commis autrefois le même crime que celui dont le duc de Montmorency s'était rendu coupable, et donnant sa fidélité présente en exemple de ce qu'un généreux pardon pouvait produire. Le roi resta les yeux constamment baissés pendant qu'il parlait, répondit à ce langage animé par un morne silence, et ne retrouva la voix que pour permettre au duc de se retirer aussitôt qu'il voudrait. Dès lors, il ne s'adressa plus de prières qu'à Dieu ; toutes les églises étaient pleines de gens qui deman-

daient au ciel l'intervention de sa puissance pour sauver le duc de Montmorency.

Ramené dans l'hôtel de ville après sa comparution devant le parlement, et pendant qu'on délibérait encore, le duc se fit ôter l'habillement qu'il portait, et en mit un de toile blanche, préparé depuis longtemps, dit-on, pour cette occasion, sans doute afin d'éviter qu'on ne le dépouillât après sa mort. Il écrivit deux lettres, l'une au cardinal de la Valette, l'autre à la princesse de Condé, et fit encore quelques dispositions nouvelles pour ses serviteurs. On vint lui demander de la part du roi, suivant l'usage, le bâton de maréchal et le collier de l'ordre, qu'il remit aussitôt; et il se préparait à descendre dans une chapelle au-dessous de l'étage où il était pour y entendre la lecture de l'arrêt de la cour, lorsqu'un ordre du roi vint appeler le lieutenant des gardes du corps qui commandait à l'hôtel de ville. Pour cette fois on crut qu'il s'agissait de grâce. L'officier trouva le roi dans son cabinet, entouré de seigneurs et courtisans, qui tous avaient sous leurs habits de fête la contenance de la douleur. On dit qu'en ce moment le maréchal de Châtillon eut le courage de faire parler tous ces visages muets de crainte et de douleur, et de tenter un dernier effort sur le cœur du roi, qui donna froidement ses ordres pour l'exécution.

Le roi « ayant égard aux prières d'aucuns de ses spéciaux serviteurs, pour que l'exécution à mort du duc de Montmorency se fit en lieu particulier, ainsi qu'il fut autrefois accordé en semblable cas au maréchal de Biron par son très-honoré père que Dieu absolve, » avait bien voulu condescendre jusqu'à permettre que le duc eût la tête tranchée dans l'hôtel de ville de Toulouse, et non sur la place publique, comme l'arrêt l'ordonnait. Le lieutenant des gardes, après avoir reçu ce commandement du roi, trouva le prisonnier qui s'était coupé lui-même sa moustache et qui s'entretenait avec le père Arnoux, tous ses gardes se tenant autour de lui, tête nue et sans armes. On le fit descendre dans la chapelle, un crucifix en main, et couvert d'une méchante casaque de soldat sur son linceul de toile. Il fit sa prière devant l'autel, entendit à genoux la lecture de l'arrêt, et les gardes du roi l'abandonnèrent au grand prévôt, avec ordre toutefois d'attendre que le lieutenant fût encore une fois de retour d'auprès du roi, auquel il allait rendre compte. Il revint bientôt, apportant à l'exécuteur l'ordre de faire son office. Le duc lui donna ses mains à lier, son col à dépouiller, ses cheveux et sa chemise à couper. Il

recommanda seulement qu'on eût soin de ne pas laisser rouler sa tête jusqu'à terre. Il marcha ainsi de la chapelle jusqu'à l'échafaud dressé dans la cour de l'hôtel de ville, dont les portes étaient fermées. Il y monta d'un pas ferme, se mit à genoux, baisa le crucifix et mit la tête sur le billot, « au-dessus duquel était suspendue une sorte de » doloire tenue entre deux ais de bois, et attachée par une corde qui, » en se lâchant, la faisait tomber. » Comme, dans la position qu'il avait prise, ses blessures le faisaient souffrir, il demanda un peu de répit pour se placer autrement, prononça quelques paroles pieuses et reçut le coup mortel. Alors les portes furent ouvertes, les gens de guerre sortirent de l'hôtel de ville, et le peuple s'y précipita pour contempler entre les mains du bourreau cette tête si chère, et recueillir précieusement tout ce qu'on put ramasser de son sang. Le lendemain de cette exécution, le roi partit de Toulouse prenant le chemin de Paris, pendant que le cardinal de Richelieu conduisait à Bordeaux la reine qui avait suivi son mari dans tout ce voyage.

Cette sanglante tragédie avait commencé par une équipée du duc d'Orléans ; elle finit de même. La nouvelle de la mort du duc de Montmorency vint trouver à Tours le frère du roi. Alors il parut comprendre, après un mois d'une vie tranquille et douce, ce qu'il n'avait pas senti quand il traitait à Béziers entre l'armée du roi et la frontière espagnole ; il se vit tout chargé du meurtre d'un ami qu'il avait abandonné. D'ailleurs, ce sont ses serviteurs qui le disent, il n'était pas trop rassuré sur sa propre position à cause du mariage contracté en Lorraine. Il l'avait effrontément nié aux commissaires du roi, encore bien qu'un des seigneurs qui l'accompagnaient eût affirmé qu'il avait vu les deux époux dans le même lit. Il n'avait été fait nulle mention de cet événement dans les torts dont on lui faisait grâce, et il pouvait craindre qu'on n'eût réservé pour une autre occasion ce crime d'État, dont il serait facile de se procurer l'évidence. Ce motif l'excitait à ne pas rester plus longtemps entre les mains du roi, et la mort du duc de Montmorency lui parut un beau prétexte pour en sortir. Il partit donc de Tours sans rien dire (10 novembre), et gagna la Flandre aussi diligemment qu'il lui fut possible, laissant derrière lui une lettre écrite de Montereau et adressée au roi. Dans cette lettre, il prétendait que la vie du duc avait été la condition secrète, mais bien entendue entre lui et le surintendant de Bullion, sous laquelle il se soumettait à tout ce que portait le traité, qu'autrement il eût mérité le mépris des

hommes ; que , puisque le roi manquait à cette promesse, sa parole n'était plus engagée, et qu'il allait chercher une retraite assurée hors du royaume. La réponse du roi fut pleine de modération et de douceur (25 novembre) ; il démontrait la justice de l'arrêt qui avait condamné le duc de Montmorency ; il démentait, par les propres termes du traité, la promesse toute contraire que le duc d'Orléans prétendait lui avoir été faite, et quand au regret tardif que celui-ci témoignait d'avoir signé ces conditions humiliantes, le roi lui disait simplement : « Chacun sait en quel point vous étiez , et si vous pouviez faire » autre chose. » C'est là en effet qu'est toute la vérité de cette expédition follement tentée , imprudemment soutenue , sans but , sans puissance , sans prétexte , et dont le récit n'a d'intérêt que par le résultat cruel qui éteignit , dans la personne d'un brave et loyal seigneur, la branche la plus honorée d'une illustre maison. Si la conservation de l'autorité royale , qui formait alors le premier besoin des peuples, demandait une telle victime, il faut avouer que la cause pour laquelle il mourut ne méritait pas un tel martyr.



# LIVRE XI.

—

## CHAPITRE PREMIER.

**Mort de Gustave-Adolphe. — Maladie du cardinal à Bordeaux. — Retour du cardinal auprès du roi. — Négociation avec les princes allemands. — Disgrâce du garde des sceaux de Châteauneuf. — Pierre Séguier le remplace. — Création d'un parlement à Metz. — Punition des rebelles dans les provinces. — Débat avec le parlement au sujet des condamnés titulaires d'offices. — Le roi se fait obéir. — Amnistie aux complices de la dernière rébellion. — Création de chevaliers du Saint-Esprit. — Résultat des négociations en Allemagne. — Assemblée d'Hailbron. — Nouveau traité avec la Suède. — L'électeur de Saxe fait trêve avec l'empereur. — Conduite équivoque de Waldstein. — Négociation avec les Provinces-Unies. — Pourparlers de trêve rompu. — Griets contre le duc de Lorraine. — Saisie du duché de Bar. — Le roi s'avance vers la Lorraine. — Il refuse les soumissions du duc, et exige la remise de Nancy.**

(Novembre 1632) Dans le moment où la France voyait renaître cette éternelle tracasserie suscitée par le frère du roi au gouvernement de l'État, un grand événement retentissait par toute l'Europe. Le roi de Suède, Gustave-Adolphe, venait de tomber sur un champ de bataille. Nous l'avons vu, après un court repos à Mayence, reprendre sa course victorieuse. Le comte de Tilly, qui avait été longtemps à se remettre de la défaite de Leipzig, voulut s'opposer à son passage, sur le bord du Lech qui servait de fossé à la Bavière, et, vaincu pour la seconde fois (mars), il n'eut d'autre consolation que de ne pas survivre à la déroute des siens. Alors la Bavière fut ouverte aux Suédois, qui menaça bientôt les États héréditaires de la maison d'Autriche. Réduit à défendre ses domaines, l'empereur appela Waldstein à son secours, non plus comme un sujet qui reçoit des ordres et les exécute au péril de sa vie ou de sa gloire, mais comme un allié qui fait ses conditions et règle sa récompense. Maître d'une armée à lui, où ni l'empereur ni son fils n'avaient le droit de paraître, dans laquelle

il exerçait tous les pouvoirs d'un souverain, Waldstein laissa ruiner son antagoniste le duc de Bavière, et prit son temps pour se remettre en campagne. Dès ce moment la forme de la guerre, jusque-là brusque, audacieuse et pleine de hasards, prit un caractère tout différent. Les deux rivaux s'observèrent (juin), se tinrent en échec, cherchèrent à prendre leurs avantages et à se préserver des risques. Trois mois durant, on les vit, l'un près de l'autre, chacun enfermé dans son camp, devant Nuremberg que le roi de Suède secourait, patiemment occupés à se ruiner ensemble pour savoir qui des deux serait épuisé le premier. Enfin à force de se mesurer, de s'éviter ou de se suivre, ils se rencontrèrent tous deux face à face, dans les champs de Lutzen, avec l'obligation et le désir de combattre. Gustave-Adolphe attaquait (16 novembre), Waldstein avait à se défendre. Après les premières décharges de la mousqueterie, le roi de Suède, qui faisait volontiers le soldat, se trouva mêlé dans un escadron de cuirassiers ennemis. Un coup de pistolet lui cassa le bras, un autre coup le mit à bas de son cheval, qui, courant à travers les rangs, apprit à quelques officiers la perte de leur roi. Plus tard, on le trouva mort sous un tas de cadavres. Sa chute, au lieu de décourager ses troupes, avait excité en elles cette fureur qui fait vaincre. L'armée impériale fut culbutée, le second de ses généraux, Pepenheim, mortellement blessé, et Waldstein obligé de faire retraite devant le corps du héros suédois. La mort de ce prince parut pourtant une assez belle compensation de la défaite pour qu'on s'en réjouît à Vienne, à Madrid et à Rome, comme on eût fait d'une victoire. Nulle part on ne la célébra d'une façon plus singulière qu'en Espagne, où le roi eut la patience d'assister à la représentation d'un drame composé sur ce sujet et qui dura douze jours. Mais on vit bientôt que, par un bonheur assez rare chez les conquérants, Gustave-Adolphe n'emportait pas avec lui toute son entreprise. Le duc Bernard de Saxe-Weimar avait achevé la bataille; le chancelier de Suède, Axel Oxenstiern, continua la politique; la couronne passa sans trouble sur la tête de Christine, âgée de sept ans.

Le cardinal de Richelieu, qui était resté malade à Bordeaux, se hâta de rejoindre le roi sur le bruit de cette nouvelle. Il rapportait encore avec lui des ressentiments. Sa maladie, qui n'avait pas été sans danger, avait donné l'éveil à quelques espérances trop peu soigneuses de se cacher. Le but de son voyage était de conduire la reine

régnante à la Rochelle, au Brouage, à Richelieu, et de lui faire les honneurs en tous ces lieux qui étaient de sa conquête, de son gouvernement, ou de son domaine. Cette jeune cour de femmes, qui ne cherchait que joie et plaisirs, laissa volontiers le ministre souffrant lutter dans son lit contre un mal cruel, et ne voulut pas perdre une occasion de divertissement. Le garde des sceaux, qui était de la compagnie, ne montra pas la tristesse et l'inquiétude qu'il fallait pour le chef du conseil menacé de mort. Amoureux de la duchesse de Chevreuse, il ne songeait guère qu'à se rendre agréable auprès d'elle, et ce n'était pas avec un air affligé qu'il y avait chance de plaire. Sans doute on dut prévoir aussi ce qui arriverait si le cardinal venait à mourir, et le marquis de Châteauneuf put laisser échapper quelque désir ou quelque espoir de ne pas ensevelir sa fortune dans la tombe de son protecteur. Ce qu'il y a de certain, c'est que le séjour du garde des sceaux auprès de la reine, ses relations avec la duchesse de Chevreuse, et la part qu'il prenait aux réjouissances du voyage, furent comptés par le cardinal comme des torts. Le duc d'Épernon aussi lui causa quelques alarmes. Le cardinal ne trouva pas qu'il y eût assez de distinction pour lui dans l'accueil pompeux que ce magnifique seigneur avait préparé pour la reine. Lorsqu'elle le laissa dans Bordeaux aux mains des médecins, il vit avec chagrin le gouverneur rétablir, aussitôt après le départ de la cour, les signes de son autorité et les usages du commandement supérieur qui lui appartenait. On suppose encore qu'il conçut quelque effroi de se savoir sous la garde d'un homme puissant qui lui avait témoigné peu d'affection, et qui venait le visiter dans son lit avec une escorte de deux cents gens d'armes. Aux premiers signes de guérison, il quitta Bordeaux, où il venait de voir mourir à côté de lui le maréchal de Schomberg (17 novembre), l'un de ses amis les plus sûrs et les plus fidèles ; il acheva de se rétablir dans un lieu meilleur, et lorsqu'il fut en état de revenir à la cour, le roi fit dix lieues de chemin pour aller à sa rencontre. Il y eut, dit-on, beaucoup de larmes dans les embrassements du maître et du serviteur, heureux de se retrouver après la crainte d'une séparation éternelle (3 janvier 1633).

On s'occupa aussitôt de resserrer les alliances avec les ennemis de l'Autriche et d'entretenir la guerre, en y prenant le moins de part qu'on pourrait. Des ambassadeurs furent envoyés à tous les princes d'Allemagne et aux provinces-Unies. Le marquis de Feuquières eut

la principale charge de cette négociation. Il devait employer tous ses efforts et les promesses du roi à empêcher que la confédération des protestants ne vint à se dissoudre ou seulement à se refroidir. Il avait des brevets de pensions pour les conseillers des princes, et même pour quelques princes souverains qui ne dédaignaient pas cet encouragement. Le marquis rapporte dans sa relation que le duc Bernard de Saxe-Weymar refusa d'être payé par deux rois ; mais, en revanche, le rhingrave Otto reçut double salaire, en gardant ce qui lui avait été remis pour son neveu. L'électeur de Saxe avait montré des dispositions pacifiques ; il fallait essayer de le ramener en paraissant le reconnaître comme le successeur nécessaire de Gustave-Adolphe dans la conduite des affaires, et en lui faisant espérer pour son fils la main de la reine Christine, qu'on offrait en même temps à l'ambition du fils d'Oxenstiern. Le dernier était l'objet des recommandations particulières données à l'ambassadeur. Il devait ne rien épargner pour l'attacher à la France, l'assurer d'aide et de protection en tout ce qu'il voudrait tenter « soit pour sa propre fortune, soit pour l'intérêt général, » lui déférer une autorité supérieure dans les délibérations, éveiller sa convoitise en lui montrant le trône de Suède pour son fils, dont les prétentions seraient appuyées par les armes de la France. On ne négligeait pas non plus les chefs de l'armée suédoise. L'ambassadeur avait « des lettres en blanc » pleines d'éloges et de témoignages d'affection qu'il devait remplir des noms de Gustave Horn, de Kniphausen, de Banier et d'autres, selon qu'il les trouverait en posture de servir. Pendant que le marquis de Feuquières excitait ainsi les princes et les États protestants à s'unir et à persévérer, un autre ambassadeur allait visiter les princes catholiques. Celui-là n'avait à parler que du rétablissement de la paix, seul but de tout ce que faisait le roi. Il devait persuader au duc de Bavière que ce grand intérêt de l'Allemagne et de toute la chrétienté serait facilement atteint, s'il se rapprochait des princes protestants, maintenant libres de leurs volontés par la mort du roi de Suède, et s'il se faisait médiateur entre eux et l'empereur pour forcer celui-ci à des conditions raisonnables. Il y avait aussi un envoyé à l'adresse de l'empereur lui-même, chargé des civilités les plus affectueuses, mais sans autre pouvoir que d'exprimer des regrets et des désirs, de répondre aux reproches, d'attendre et de solliciter des propositions, en réglant toujours sa marche sur les progrès que ferait la négociation principale, qui avait pour

objet la continuation de la guerre. Avec les Hollandais on y allait d'un pied plus ferme, le baron de Charnacé eut ordre de combattre ouvertement l'inclination qui paraissait s'y manifester pour la conclusion d'une trêve, de leur offrir argent et soldats pour faire des conquêtes, où les troupes et même les drapeaux de France serviraient sous les ordres du prince d'Orange.

Toutes ces instructions étant données, la pensée du cardinal se reporta sur des objets plus voisins. Il trouvait dans le conseil un homme qui lui avait donné des soupçons, une créature qui manquait de docilité, et qui prétendait se faire valoir pour quelques services rendus en sous-ordre. Le garde des sceaux, marquis de Châteauneuf, engagé dans une cabale de femmes où l'intrigue servait d'assaisonnement aux plaisirs, importunait le cardinal. Il n'était pas difficile de le rendre coupable aux yeux du roi, toujours en défiance de ceux qui recherchaient la faveur de la reine sa femme. On l'accusa d'intelligence avec les amis de la duchesse de Chevreuse en Angleterre, pour appeler la reine mère dans ce pays et lui faire donner un asile auprès de sa fille Henriette. De plus on lui reprocha de troubler une cour étrangère en prenant parti, lui ministre de France, pour un des deux rivaux qui se disputaient la confiance de Charles I<sup>er</sup>. C'étaient là des crimes bien obscurs, et une disgrâce pouvait paraître suffisante pour les punir. Mais on voulut le traiter absolument comme celui dont il avait obtenu la place. Le garde des sceaux fut arrêté dans son logis par un capitaine des gardes du corps (25 février), et conduit prisonnier au château d'Angoulême. Il avait un frère servant dans les armées. Celui-ci, averti à temps, monta précipitamment à cheval sans changer d'habit et courut les chemins en costume de ville. Arrêté sur la route par des archers en quête d'un meurtrier, il fut reconnu par le juge du lieu qui, n'ayant pas encore appris son changement de condition, lui fit toutes sortes d'excuses et lui procura des chevaux. Il arriva ainsi jusqu'à la frontière du royaume et se rendit en Hollande où il avait un commandement militaire. La terreur qu'inspirait alors une disgrâce de cour allait si vite et si loin que le maréchal d'Estrées, lié d'amitié depuis longtemps avec le garde des sceaux, en fut ému jusque dans son camp d'Allemagne. Il s'imagina que, pour plus de ressemblance entre l'événement du jour et celui qui avait amené l'élévation du marquis de Châteauneuf, le cardinal voudrait se donner encore le plaisir d'arrêter un général d'armée au milieu de ses sol-

data, et qu'on lui destinait dans cette nouvelle catastrophe le rôle du maréchal de Marillac. Il prit donc l'épouvante à l'arrivée d'un paquet portant une autre adresse que la sienne, quitta ses troupes sans mot dire et se mit en sûreté, jusqu'à ce qu'il fût bien certain qu'on n'avait pas du tout songé à lui. Il en fut quitte pour un peu de ridicule, « quoiqu'il eût mérité un traitement plus sévère, » comme le fit observer le cardinal, qui ne fut peut-être pas fâché d'inspirer la peur, même sans y penser. Le marquis de Leuville, son neveu, fut mis à la Bastille d'où il sortit deux ans après. On y conduisit aussi « le chevalier de Jars, qui avait grande confiance avec le garde des sceaux » et vivait comme son domestique. » Ce dernier resta plusieurs mois en prison, fut mené à Troyes, condamné à mort, obtint sa grâce sur l'échafaud, et revint garder prison à la Bastille.

Cette fois le cardinal, dont la main n'avait pas jusque-là été heureuse dans le choix d'un garde des sceaux, chercha soigneusement un homme qui, avec assez d'activité dans l'esprit, assez de résolution dans le caractère pour vouloir pousser sa fortune et se mettre en renom, comprît en même temps la nécessité d'associer toute son ambition à la grandeur du ministre puissant et consentît à relever de lui. Il jeta les yeux sur le président Pierre Séguier ; le traité fut conclu entre eux, et le président reçut les sceaux de France. Ses lettres de provision portaient que l'office de chancelier, toujours possédé par Étienne d'Aligre, y serait joint et réuni dès qu'il deviendrait vacant et sans qu'il fût besoin de nouvelle institution.

Le dernier acte auquel le marquis de Châteauneuf avait prêté son nom était la création d'un parlement dans la ville de Metz. C'est réduire à de bien petites proportions un établissement de cette nature, que d'y voir seulement, comme l'ont fait certains historiens, un moyen de ramasser quelque argent par la vente des charges qui allaient former une nouvelle juridiction souveraine. Outre l'avantage qui pouvait en résulter pour les particuliers, dont les contestations étaient encore soumises à des justices irrégulières conservées par les traités de paix, c'était une prise de possession solennelle d'un pays conquis depuis près d'un siècle, et sur lequel il restait encore des réserves et des droits de reprise que l'empereur, en un temps plus opportun, n'aurait pas manqué de faire valoir. De plus c'était une barrière d'autre espèce opposée au duc de Lorraine, avec lequel on n'était pas fâché d'être toujours en état de procès, pour entrer

en guerre contre lui lorsque l'occasion en serait jugée favorable.

Cependant des intendants de justice parcouraient les provinces, avec charge de faire exécuter rigoureusement les déclarations rendues contre les rebelles qui avaient embrassé la cause du duc d'Orléans, de faire exécuter en effigie les absents, de raser les châteaux et places fortes appartenant aux seigneurs de ce parti. Les ressentiments publics ont conservé le nom de deux maîtres des requêtes investis de cette commission en Languedoc et en Champagne, les sieurs de Machault et de Laffemas. Un autre officier du roi, le sieur d'Argenson, procédait aux mêmes mesures dans la Touraine, le Limousin et l'Auvergne. Un moine du Barrois fut roué vif à Metz pour avoir offert d'attenter à la vie du cardinal, moyennant vingt mille livres. Le parlement de Dijon, saisi de la poursuite contre les principaux officiers du duc d'Orléans, en condamna plusieurs par contumace à la peine capitale, et se contenta des galères perpétuelles à l'égard d'un gentilhomme, le baron de Saint-Romans, qui tomba entre ses mains.

Il y avait aussi des coupables dont la condamnation devait s'exécuter à Paris, en raison des charges qu'ils occupaient dans les cours souveraines. Le président Lecoigneux et le maître des comptes Monsigot, serviteurs du duc d'Orléans, condamnés à mort par le parlement de Dijon en vertu d'une commission expresse, laissaient chacun une place vide dans leur compagnie. Un conseiller au parlement, nommé Deslandes-Payen, obligé de chercher retraite à Bruxelles pour le mauvais état de ses affaires, s'y était mis, par occasion, au service de la reine mère, et avait encouru ainsi la peine du crime de lèse-majesté dont sa compagnie le déclara convaincu. Ces trois officiers étaient contumaces, et il semblait résulter des anciennes ordonnances que, pendant les cinq ans qui leur étaient laissés pour se représenter et purger la procédure, toute leur peine était suspendue. Le roi voulut pourvoir sur-le-champ à les remplacer, en confisquant leurs offices qu'il déclara dès à présent éteints. Alors s'éleva dans le parlement une nouvelle contestation contre l'autorité souveraine. Il arrêta que la déclaration concernant les charges de président et de conseiller, appartenant aux condamnés absents, serait mise au greffe pour y rester jusqu'à l'expiration des cinq années, après lesquelles il en serait délibéré. Le roi envoya en exil (23 mars), à Blois, le président de Mesmes, auteur de cet avis, et le parlement lui ayant adressé une députation au sujet de cette rigueur, il parla aux magistrats

avec emportement, « leur reprochant de ne pas même vouloir lui  
» laisser sur eux les mêmes droits de contrôle et de punition qu'ils  
» exerçaient avec toute puissance sur les officiers d'un ordre infé-  
» rieur. » Il leur indiqua le jour d'un lit de justice, où il se rendrait  
et où il voulait être reçu avec toutes les soumissions anciennement  
usitées, dont il avait résolu de ne plus se départir ; savoir, que quatre  
présidents et six conseillers vinssent à sa rencontre, que le grand  
chambellan fût couché et non assis à ses pieds, et que le garde des  
sceaux prît ses ordres à genoux. Il exigea aussi que le garde des  
sceaux reçût les honneurs dont le parlement prétendait n'être tenu  
qu'envers le chancelier. Il fut plus doux avec les magistrats du par-  
quet, et leur fit remarquer « qu'il se portait fort bien, quoi que cer-  
» taines gens pussent en dire. »

(12 avril) En conséquence il se rendit au parlement avec les céré-  
monies qu'il avait commandées. Le garde des sceaux exposa la diffi-  
culté qui venait d'être soulevée ; il en réduisit l'objet à la suppression  
immédiate des offices possédés par les contumaces, laissant la ques-  
tion indécidée pour le surplus de leurs biens. « Les dignités émanées  
» du roi étaient, disait-il, comme une communication de sa lumière,  
» de même que les idées venaient de Dieu, qui leur donnait une  
» forme et un caractère. Si ceux qui en étaient revêtus manquaient  
» à leur devoir envers le roi, ils perdaient aussitôt cette clarté qu'ils  
» en avaient reçue, et n'étaient plus bons à aucune fonction de leur  
» charge. » Ce qui était plus clair et plus solide, c'était l'inconvé-  
nient qu'il y avait à laisser des hommes bannis du royaume se faire  
gloire, chez l'étranger, d'une fonction qu'ils ne pouvaient plus rem-  
plir dans leur pays, en garder le titre et les insignes, pendant que  
leurs sièges restaient inoccupés là où ils avaient été nommés pour  
être utiles. Le premier président répondit en faisant valoir le respect  
dû aux anciennes lois, et le parlement, sans autre résistance que ce  
discours dont le roi ne fut pas content, enregistra les deux déclara-  
tions, portant la règle générale et l'application particulière de la  
suppression des offices contre les contumaces. Après quoi le roi réta-  
blit aussitôt les offices supprimés, en faveur de deux nouveaux titu-  
laires, et le président Lecoigneux se trouva heureusement remplacé  
par Chrétien de Lamoignon.

Ce fut ici la clôture des sévérités exercées contre les auteurs et  
complices de l'insurrection du Languedoc. Une abolition générale fut

envoyée dans cette province pour être enregistrée au parlement de Toulouse, afin de rétablir en leur bonne fame et renommée, comme aussi en leurs biens, tous les seigneurs, gentilshommes et autres rebelles du pays, à la charge par eux de revenir en leurs maisons avant trois mois. Quinze personnes seulement étaient exceptées de cette grâce, et dans ce nombre on comptait cinq évêques. Ensuite on songea aux récompenses. Il s'était fait déjà successivement un honnête partage des gouvernements et des emplois délaissés par les coupables, entre ceux qui avaient rendu des services. On voulut joindre à ces faveurs utiles une distribution d'honneurs. Le roi qui, depuis treize ans, n'avait pas fait de larges promotions dans l'ordre du Saint-Esprit, résolut de dresser une nouvelle liste de chevaliers, et la brigue fut grande pour y voir son nom inscrit. Un chapitre général de l'ordre ayant été convoqué (mai) pour la réception de ceux qui allaient être promus, le roi fit proposer une mesure jusque-là inconnue contre ceux de ses membres qui avaient failli en leur devoir. Le duc d'Elbeuf qui n'avait pas profité de son abolition, et le marquis de la Vieuville auquel on n'en avait pas accordé, étaient tous deux déclarés criminels de lèse-majesté. Claude de Bullion, nommé garde des sceaux de l'ordre en remplacement du marquis de Châteauneuf, demanda, de la part du roi, qu'ils fussent dégradés en plein chapitre, et que l'on détachât, des murs de l'église des Augustins à Paris, l'écusson de leurs armes pour le briser publiquement et lui substituer un tableau noir, portant écrit en lettres blanches l'arrêt de cette flétrissure, « suivant l'exemple » donné par le duc Charles de Bourgogne à l'encontre du duc Jean » de Brabant son cousin. » Le chapitre prononça une sentence conforme à cet avis. Ensuite on lui remit le rôle des nouveaux élus, qui fut porté, après l'examen, dans la chambre du roi où les courtisans attendaient avec grande inquiétude. En tête de cette liste étaient les cardinaux de Richelieu et de la Valette. Trois archevêques, parmi lesquels était celui de Paris, car ce siège avait été érigé en archevêché dans l'année 1623, quarante-quatre princes, seigneurs et gentilshommes avaient part à la promotion. On y trouvait un mélange assez singulier de gens dévoués et suspects. Quatre parents du cardinal y figuraient avec le frère du duc d'Elbeuf et les trois fils du duc d'Épernon. A côté du marquis des Fossés, qui avait servi utilement en Languedoc, était le maréchal de Toiras, dont les frères avaient suivi le duc d'Orléans, et contre lequel le cardinal nourrissait depuis longtemps dans

l'esprit du roi tout ce qu'il pouvait y faire entrer de défiance. Le premier écuyer de Saint-Simon avait obtenu cet honneur pour lui et pour son frère aîné, qui s'avancait obscurément à la suite de sa faveur. Il fut permis au comte d'Harcourt de quitter son rang et de s'absenter de la cérémonie (14 mai) au moment où le héraut brisait sous ses pieds les armoiries de son frère le duc d'Elbeuf ; il y revint ensuite prendre sa place. Le cardinal trouva encore moyen de se faire accorder ici quelques distinctions particulières qu'on ne manqua pas de faire valoir. Le cardinal de la Valette partagea avec lui le privilège de ne pas s'agenouiller pour prêter le serment et recevoir le collier. Mais ce que le premier ministre obtint seul, ce fut « un rocher de confitures, d'où » sourdait une fontaine d'eau parfumée, » que le roi prit soin de lui envoyer au dessert du festin solennel où tous les chevaliers étaient réunis. Il n'y a pas un écrivain contemporain qui ait osé négliger un fait de cette importance.

Ainsi se passait le temps, pendant que les négociateurs travaillaient à resserrer la coalition et à rallumer la guerre. Le marquis de Feuquières avait trouvé le chancelier Oxenstiern tout disposé à continuer les desseins de son maître. Mais il n'en était pas ainsi de l'électeur de Saxe, jaloux de voir le premier rang attribué presque sans conteste à un sujet qui avait le tort de valoir plus qu'un prince. On reprochait à l'électeur l'ivrognerie et la brutalité ; il était peu considéré des siens et des alliés. Aussi l'empereur ne cessait-il de le solliciter pour le détacher de la ligue qui pouvait difficilement subsister sans lui. Il fallait donc en même temps le retenir et s'en défier. Une assemblée des princes et états des quatre cercles supérieurs d'Allemagne était convoquée à Hailbron pour s'entendre sur les mesures d'intérêt commun (19 mars). L'ambassadeur de France y parla au nom du roi, et recommanda puissamment la personne du chancelier. Mais en même temps il eut soin de mettre des bornes au pouvoir qu'on lui conférait, et d'empêcher qu'il ne s'en prévalût pour se faire un établissement en Allemagne. Les déterminations prises dans l'assemblée, « par l'encouragement et exhortation du roi de France, » furent de se lier plus étroitement que jamais à la couronne de Suède, d'inviter le chancelier Oxenstiern à prendre la direction des affaires, « encore bien qu'il » eût désiré ne pas être employé en cette occurrence, » de lui adjoindre un conseil, par l'avis duquel il résoudrait toutes choses d'importance, de ne faire paix ni trêve l'un sans l'autre, de ne souffrir entre eux

aucune neutralité, d'entretenir les armées nécessaires, et d'y faire observer une exacte discipline. Ensuite l'alliance de la Suède et de la France fut renouvelée sur les bases du traité de Bernwald (9 avril), la Suède fournissant les hommes et les armes, la France contribuant d'un million aux dépenses de la guerre. Il y eut quelques difficultés sur les termes de la garantie stipulée par la France en faveur de la religion catholique, le chancelier se servant de ce prétexte afin de rendre suspecte aux protestants une protection pour laquelle il leur voyait trop de préférence. Le traité étant signé, le marquis de Feuquières proposa à l'assemblée de s'y joindre, les députés des princes absents ne jugèrent pas leur pouvoir suffisant pour le faire aussitôt ; mais ils donnèrent par écrit l'assurance qu'ils y disposeraient leurs maîtres, et la France se trouva ainsi en relation directe avec les confédérés d'Allemagne, ce que le chancelier Oxenstiern, et surtout l'ambassadeur d'Angleterre, témoin sans puissance et sans considération de toute cette affaire, voulurent vainement empêcher.

Il restait de faire adopter toutes ces résolutions par l'électeur de Saxe et par l'électeur de Brandebourg. Le marquis de Feuquières trouva le premier fort refroidi (juin) ; il n'approuvait pas ce qui avait été fait à l'assemblée d'Hailbron, comme étant contraire aux constitutions de l'empire ; il ne demandait pas mieux que d'entrer en traité particulier ; mais il était déjà engagé dans une négociation pour la paix, commencée par la médiation du roi de Danemarck, et où l'ambassadeur de France serait bien reçu à intervenir. En même temps la nouvelle vint d'une trêve conclue entre le général de ses troupes en Silésie et le chef de l'armée impériale. L'électeur voulut en paraître irrité ; mais cette feinte colère ne dura pas, et il prolongea lui-même la convention qu'il avait eu l'air de désavouer. L'électeur de Brandebourg, qui avait besoin d'appui dans les nombreuses contestations qu'on lui suscitait pour les diverses parties de son héritage, se montra tout dévoué à la coalition (juillet).

La guerre cependant se continuait sur tous les points de l'Allemagne, mais avec plus de dommage pour les provinces qui en étaient le théâtre, que de résultats décisifs pour l'un ou l'autre parti. Il y avait matière à conjectures dans la conduite du duc de Friedland qui, au lieu de tenter quelque grand effort contre les armées ennemies répandues dans le pays, s'était pressé de rentrer dans la Bohême et d'y augmenter ses forces. On lui supposait le désir d'acquérir la souveraineté d'un

royaume où il était né sujet, et qu'il avait deux fois reconquis au profit d'un maître ingrat. Le souvenir de l'indigne traitement qu'il avait reçu après tant de services devait en effet se réveiller plus amer en son cœur, alors qu'il se voyait remonté au rang dont on l'avait fait descendre, et peut-être à la veille d'en être précipité par un semblable caprice. Il n'en combattit pas moins les Saxons et les Suédois dans la Silésie, comme pour ne pas en perdre l'habitude; mais en même temps il essayait de nouer quelque intelligence avec l'ennemi, s'adressant tantôt à l'ambassadeur de France, tantôt au chancelier de Suède, plus souvent et avec plus d'instance aux électeurs de Saxe et de Brandebourg, pour leur faire accepter son intérêt particulier et les satisfaire aux dépens de la puissance impériale. Si l'on avait pu tomber d'accord sur les conditions d'une telle alliance, ou seulement se fier aux premières avances qui en étaient faites, il est impossible de prévoir où se seraient arrêtés les événements qu'elle devait produire. Heureusement pour l'empereur, il n'en fut pas ainsi. Les propositions de Waldstein parurent suspectes aux confédérés; personne ne voulut croire à la bonne foi de sa trahison. Il n'était pas lui-même bien certain de sa pensée : son principal dessein semblait être de chasser les Suédois et de terminer les affaires de l'empire avec l'aide des seuls intéressés, ce qui ne l'empêchait pas d'accréditer des agents auprès d'Oxenstiern. Toutes ces tentatives diverses, qui venaient peut-être de l'hésitation, parurent des combinaisons perfides, et le duc de Friedland fut obligé de continuer à vaincre ceux avec lesquels il désirait se lier (août).

Dans le même temps le baron de Charnacé, ambassadeur de France vers les Provinces-Unies, était venu se jeter à la traverse d'un traité qui se négociait entre la Hollande et les provinces espagnoles, représentées à cet effet par une assemblée de gens de pays, à qui l'infante semblait avoir remis le soin de l'intérêt national. Les pouvoirs pour conclure cette trêve avaient été donnés de part et d'autre à des députés; on avait échangé déjà ces premières propositions qui marquent le point le plus éloigné d'où chacun veut partir pour arriver à se joindre. Dès que la France intervint, les Hollandais demandèrent si elle était résolue à faire la guerre pour son compte, en son nom et sérieusement; auquel cas ils offraient de rompre toute négociation, de se mettre en campagne et de travailler à la conquête de la Flandre avec et pour le roi. Or, ce n'était pas là que le conseil de France en voulait

venir ; l'état du royaume, l'absence de l'héritier présomptif de la couronne, la faible santé du roi, surtout les clameurs des catholiques extrêmes ou, comme disent les mémoires de Richelieu, « des cagots, » l'épuisement des finances, la mauvaise affection et l'incapacité des chefs militaires, tous ces motifs ne permettaient pas de si grands desseins ; il fallait encore combattre par les autres. La question était de l'aide qu'on leur donnerait. De l'argent, on en offrait assez libéralement ; mais pour les hommes, on ne pouvait les envoyer directement de France en Flandre, comme le voulait le prince d'Orange ; c'eût été commettre une hostilité ouverte. On proposait seulement de mettre six mille soldats et six cents chevaux à la disposition des Hollandais qui viendraient les prendre sur leurs vaisseaux ; car cela paraissait ne pas sortir des libertés permises envers une puissance avec qui l'on entretenait la paix. Ce qui valait mieux pour les intérêts de la France, c'était la contrariété des prétentions apportées par les deux parties, et sur lesquelles, toute influence extérieure à part, rien n'était plus facile que de ne pas s'entendre. De plus, il se tramait depuis longtemps dans les provinces espagnoles une conspiration de seigneurs mécontents qui voulaient secouer le joug de l'Espagne. Ils s'étaient maintes fois offerts au conseil de France, qui n'avait pas trouvé leurs forces suffisantes pour se mettre de leur complot. Au moment où l'on avait besoin de réveiller dans ce pays l'irritation et la haine, ce complot se trouva tout à coup découvert. Les Espagnols firent punir quelques-uns de ceux qui s'y étaient engagés. La guerre, se continuant tandis que l'on traitait, produisit d'autres causes d'offense et de ressentiment. L'aigreur se mit dans les conférences ; les écrits pour et contre la trêve ne servirent qu'à exciter les esprits ; des deux côtés on devint plus opiniâtre et plus exigeant ; enfin, sans qu'il en coûtât rien de plus à la France que ce qu'elle avait d'abord offert, les négociations furent rompues ; une ordonnance des états généraux de Hollande appela de nouveau la nation aux armes et enjoignit à chacun « de » s'y préparer par un jour de jeûne et de prière (12 août).

Lorsqu'on fut certain d'avoir rallumé la guerre en Europe, il parut bienséant de montrer quelque part les drapeaux du roi. A peine était-il besoin d'un prétexte pour les appeler en Lorraine. Le duc Charles en fournit des motifs sérieux. De tout côté les alliés se plaignaient de lui aux ambassadeurs du roi, qui s'était rendu en quelque sorte caution de sa conduite. On lui reprochait d'avoir fait désertir les

soldats qu'il devait prêter au roi, d'avoir rassemblé dans ses États des gens de guerre qu'il licenciait ensuite sur ses frontières où les Espagnols venaient les prendre tout formés, à peu près comme on avait proposé de le faire en France pour les Hollandais. Il avait aussi commis quelques voies de fait contre des officiers français ou suédois, traversant ses États sur la foi des traités. On lui imputait encore d'avoir donné aide aux troupes de l'empereur pour s'emparer de Haguenau, dont il sollicitait ensuite par négociations la remise entre ses mains, sous prétexte que cette ville lui était hypothéquée pour une vieille dette. Les Suédois signalaient plusieurs autres actes d'hostilité flagrante, dont le duc cherchait à se justifier par des récriminations. De part et d'autre la mauvaise volonté était évidente, mais le duc de Lorraine avait de plus le tort d'être trop faible pour manquer à sa parole. Il y ajouta celui d'une offense personnelle envers le roi, en laissant arriver à Nancy, sans lui préparer le moindre accueil, un envoyé de France, qui ne put même apprendre en quelle partie de ses États le duc faisait sa résidence. Enfin on avait toujours en réserve contre lui le vieux grief du mariage de sa sœur avec le duc d'Orléans, dont on avait l'air de douter, afin de le laisser s'engager en des dénégations qui lui seraient tournées à crime. Il fut donc résolu qu'on lui ferait sentir ce qu'il était et ce qu'on pouvait contre lui. La première mesure qui fut prise semblerait appartenir à des temps plus reculés. Le duché de Bar relevait de la couronne de France; le duc s'était engagé, dans le dernier traité, à prêter le serment de vassal pour cette partie de ses États. On le somma de venir rendre foi et hommage entre les mains du roi, et, faute par lui de satisfaire à cette injonction, le parlement de Paris ordonna la saisie du duché (30 juillet); ce qui fut exécuté aussitôt par l'autorité d'un conseiller de la grand'chambre, chargé de recevoir le serment des bourgeois et de faire prier dans les églises pour la personne du roi suzerain.

On dirigea ensuite des troupes vers la Lorraine, et le roi lui-même s'avança de château en château sur cette route. On fit publier, dans les États du duc, un ordre à tous les Français qui avaient pris du service en ses armées de les quitter sur-le-champ et de revenir auprès du roi. Menacé par la France, le duc de Lorraine ne s'en obstinait pas moins à tenir un corps de troupes en face des Suédois qui assiégeaient Haguenau. Le marquis de Saint-Chaumont reçut commandement de marcher contre ces forces; mais déjà elles s'étaient dissipées

dans un combat étourdiment engagé avec une partie de l'armée suédoise. Alors le duc eut recours à la prière ; le cardinal son frère vint trouver le roi à Château-Thierry (18 août) et chercha des excuses pour tous ces reproches. Il alla jusqu'à offrir de nouvelles places pour caution et la rupture du mariage de sa sœur, déjà consommé. Mais on lui signifia que le roi, pour cette fois, ne se contenterait pas à moins de la remise de Nancy entre ses mains. Un second voyage du cardinal de Lorraine n'apporta rien de plus que l'offre faite, pour son propre compte, d'épouser la nièce du cardinal de Richelieu, qui refusa cet honneur ; et le roi continua son chemin vers la Lorraine, décidé, par toutes les considérations du ressentiment et de la politique, à tenter le siège de Nancy, dont la prise devait rompre le mariage de son frère et le rendre disponible pour une autre alliance, balancer quelque peu les accroissements obtenus par le parti protestant, donner à la France un rempart formidable du côté de l'Allemagne (26 août), enfin préparer la voie à l'agrandissement du royaume jusqu'à la limite du Rhin. L'idée de conquête commençait à se produire.

## CHAPITRE II.

- **Nouvelles propositions du cardinal de Lorraine. — Évasion de la princesse Marguerite. — Le roi assiège Nancy. — Le duc de Lorraine signe un nouveau traité. — Il vient au camp du roi. — Le roi entre dans Nancy. — Révélation d'un projet d'assassinat contre le cardinal de Richelieu. — Punition du coupable. — Tentative de rapprochement entre la reine mère et le roi. — Le roi retourne vers Paris. — Arrivée d'une armée espagnole en Allemagne. — Emploi du duc de Rohan en Suisse. — Marche de l'armée espagnole vers l'Alsace. — Elle repasse le Rhin. — Délibération du conseil au sujet de la reine mère et du duc d'Orléans. — Le cardinal de Lorraine vient à Paris. — Querelle du duc d'Épernon avec l'archevêque de Bordeaux. — Humiliation du duc d'Épernon.**

( 28 août ) Le cardinal de Lorraine était revenu une troisième fois auprès du roi pour arrêter sa marche, en lui présentant de la part de son frère les offres d'une complète soumission. Il consentait à lui livrer sa sœur Marguerite, cette jeune femme qu'on accusait « de » rapt commis sur la personne d'un mineur. » De plus, le duc paraissait las de l'autorité souveraine, qu'il avait si fort ambitionnée, et qui ne lui avait donné ni repos, ni gloire, ni profit. Il était prêt à l'abdiquer au profit du cardinal son frère, que le roi jugeait homme de foi et de sens, et de qui l'on ne voudrait pas exiger qu'il reçût garnison dans sa capitale. Ce devait être une assez belle satisfaction au roi que d'avoir réduit à la condition d'un particulier le prince dont il avait à se plaindre. Le cardinal de Richelieu lui répondit que le roi le verrait avec grand plaisir à la place du duc Charles, mais qu'il ne lui en faudrait pas moins ouvrir aux troupes de France les portes de Nancy, dans la crainte que son frère ne se ravisât. Cependant la ville était serrée de près par le marquis de Saint-Chaumont et le roi s'en approchait. Le cardinal de Lorraine, qui y faisait sa demeure tandis que son frère gardait avec ses troupes les montagnes des Vosges, avait un passe-port du roi pour traverser l'armée française sans obstacle. Désespérant d'obtenir par négociation la levée du siège, et voyant qu'on ne voulait pas de la princesse Marguerite sans Nancy, il songea

du moins à sauver sa sœur, si la ville devait être prise. Il la fit asseoir dans son carrosse, déguisée en homme « ou plutôt en ange, tant était » grande sa beauté, » et se présenta de bon matin aux avant-postes du marquis de Saint-Chaumont. Les officiers négligèrent de visiter exactement la voiture, et, dès que l'on fut dans la campagne, on courut à grande hâte chercher des chevaux tout préparés qui emportèrent la princesse à Thionville. De là elle se rendit à Bruxelles auprès du prince qu'elle déclarait ainsi son époux.

La possession de cette princesse eût été peut-être un embarras pour le roi ; son évasion devint une offense qui excita davantage sa colère. Jusque-là, il semblait se porter assez faiblement à l'entreprise que le cardinal de Richelieu lui avait conseillée. Nancy était bien fortifié ; un siège paraissait chose de longue exécution, et plus d'une fois le cardinal avait éprouvé, comme il ne négligeait aucune occasion de le dire, que la vertu du roi n'était pas la patience. Cependant, se croyant poussé à bout, il ordonna avec ardeur les travaux nécessaires pour entourer la ville. Le cardinal de Richelieu se fit honneur de contredire à ce sujet le plan des généraux et d'en présenter un qui fut adopté. En ce même temps (26 août) venait d'être établi le nouveau parlement de Metz, dont le premier arrêt acquitta une femme accusée d'avoir tué de deux coups de pistolet un homme qui avait attenté à sa pudeur. Le roi écrivit à ce parlement pour l'instruire des motifs qui l'engageaient (2 septembre) « à attaquer le duc de Lorraine. » « Ce prince avait, disait-on, publiquement contrevenu aux traités en » maintenant des intelligences avec les ennemis de la couronne, et » en nuisant de tout son pouvoir à ceux qui favorisaient la France. » Non-seulement il s'était mis en hostilité contre les Suédois, mais » il avait même voulu faire entendre que c'était de concert avec le » roi. Outre ces torts généraux, il avait encore osé marier sa sœur » au duc d'Orléans, quoiqu'il eût reçu réponse du roi qu'il ne pouvait » consentir à cette union. Le roi ne trouvait pas de voie plus douce » que celle des armes pour faire voir sa sincérité envers ses alliés et » pour rompre un mariage nul, comme fait par rapt et clandestinement ; c'est pourquoi il allait assiéger Nancy. » Et, en effet, dès les premiers jours de son arrivée en vue de la ville, la circonvallation fut tracée, les forts marqués, les postes distribués, son propre logis établi à la portée du canon.

Le cardinal de Lorraine n'en vint pas moins, après l'évasion de sa

sœur, continuer la négociation, et s'excusa assez faiblement du tour qu'il avait joué. On le renvoya auprès de son frère, et les préparatifs du siège furent poussés avec vigueur, sans que la garnison fût rien pour les empêcher. Le cardinal de Lorraine revint bientôt, se disant autorisé à recevoir toutes conditions. On lui demanda la remise de Nancy entre les mains du roi pendant quatre ans au plus, la dissolution du mariage, et le retour de la princesse à Nancy pour qu'on pût y faire instruire le procès de nullité. Le frère du duc consentit à tout (6 septembre), mais n'exécuta rien, le duc lui-même ayant envoyé ordre à sa garnison de n'ouvrir les portes que sur le vu d'un traité signé de sa main. D'ailleurs la princesse de Phaltzbourg était restée dans la ville, et elle animait le peuple à la résistance. Il fallut faire de nouvelles démonstrations contre les remparts de Nancy, dont le canon commença à gronder. Le maréchal de la Force eut ordre d'aller chercher le duc dans sa retraite des montagnes. La prise de quelques places qui se rendirent à l'armée du roi décida le duc à renouer le traité qu'avait déjà signé son frère. Il offrit même ou accepta une entrevue avec le cardinal de Richelieu dans la ville de Charmes, nouvellement conquise par le roi (19 septembre). La marche des troupes fut suspendue et la conférence eut lieu au jour indiqué. Le cardinal de la Valette et le nonce du pape y étaient présents. Le duc et le cardinal de Richelieu se firent de grandes civilités ; mais ils étaient sur le point de se séparer sans avoir rien conclu, quand le duc se décida presque subitement à recevoir les conditions qu'il avait obstinément repoussées (20 septembre). Le traité signé par son frère en formait la base. Là il était dit que le roi, « ayant sujet de se plaindre du duc de » Lorraine, » était entré en armes dans ses États, et que le duc lui avait offert satisfaction pour les fautes par lui commises. En conséquence, le duc s'obligeait à rompre toute alliance et toute intelligence contraires aux desseins de la France, à servir cette puissance envers et contre tous, à désarmer sur-le-champ moyennant que le roi ferait retirer aussi les armes des Suédois, à déposer la ville de Nancy entre les mains du roi jusqu'à ce que la bonne conduite du duc ou la pacification des troubles d'Allemagne en permit la restitution, comme aussi jusqu'à la dissolution du mariage de sa sœur, qui serait ramenée sous quinze jours à Nancy, si on pouvait la forcer à revenir, sans toutefois que le terme de la restitution, toutes choses d'ailleurs exécutées fidèlement, pût excéder quatre années. Le cardinal de Lorraine

avait du reste permission particulière de demeurer à Nancy, et des précautions étaient prises pour que son séjour y conservât de la dignité sans nuire à la sûreté de l'occupation. Le duc de Lorraine ratifia tous ces articles, y ajouta même des dispositions favorables au roi, stipula pour lui le même droit de séjour dans la ville que pour son frère et avec les mêmes restrictions. Seulement il se fit accorder la restitution de Nancy dans trois mois, si, avant cette époque, il avait remis entre les mains du roi sa sœur, dont il consentait dès à présent que le mariage fût annulé « par voies légitimes et valables. » S'il crut avoir gagné quelque chose par cette clause nouvelle, il se trompait fort, soit pour la réputation, soit pour le profit. Car, d'un côté, il paraissait faire bon marché de ce qui tenait le plus à son honneur, sans en avoir même le moyen, puisque sa sœur était chez les Espagnols ; de l'autre, on se promettait bien de faire durer le jugement de la nullité tant que l'on aurait besoin de la ville. Et d'ailleurs il y avait au premier traité un petit article obscur, où il était convenu que le dépôt durerait jusqu'à l'arrangement des différends entre le roi et le duc, « ce qui allait à l'infini. » Après cela il ne restait plus au duc que de livrer sa personne au roi ; il n'y manqua pas. Extrême dans la soumission comme il l'avait été dans l'offense, il se laissa conduire par l'escorte du cardinal au quartier du roi devant Nancy. Aussitôt qu'il y fut installé dans un logis honorable que le roi lui fit préparer, on le pressa de régler l'entrée des troupes du roi dans la ville ; le père Joseph était chargé de s'entendre avec lui sur ce point. Le duc voulut gagner du temps, disputer sur l'interprétation qu'il voyait donner aux articles du traité ; on le veilla de près comme s'il eût voulu s'évader, ce qui lui en donna peut-être l'envie. Il paraît même que l'idée lui passa par la tête de se jeter dans Nancy et de s'y défendre jusqu'à la ruine de la ville. Mais ses moindres mouvements étaient observés, et il ne put qu'être témoin de l'occupation de sa capitale. Il envoya au gouverneur l'ordre sans lequel celui-ci avait promis de ne jamais ouvrir les portes ; les logements du roi y furent marqués ; la garnison lorraine en sortit, peu nombreuse, mais bien équipée (24 septembre) ; les troupes du roi y entrèrent, puis le roi lui-même, auquel le cardinal de Lorraine fit les honneurs de la ville. La reine, qui avait suivi l'armée, y arriva le jour suivant, et le duc de Lorraine n'eut pas honte de venir mêler son reste de cour à la foule brillante et joyeuse qui encombra sa résidence.

En annonçant cet heureux succès par toute la France, le roi avait eu soin d'en rapporter le principal honneur au cardinal de Richelieu. Mais un autre événement occupait encore les esprits de son nom. Dans le rang qu'il occupait, les entreprises de la haine ne sont pas un moindre titre de gloire que les témoignages de la faveur. Or il venait d'être révélé qu'on avait voulu attenter à sa vie, et les assassins dirigés contre lui étaient partis de la terre espagnole. On avait vu arriver à Metz, s'entourant de mystère, trois soldats qui s'étaient logés chez le père de l'un d'eux, bourgeois de la ville. Il y avait eu à peine quelque doute sur leur projet et quelque danger à en attendre. Car deux de ces soldats s'étaient hâtés de déclarer au commandant de la place, que leur camarade, nommé Alpheston, les avait amenés tout exprès de Bruxelles pour tuer le cardinal, et qu'ils l'avaient suivi afin de le livrer. Ces deux soldats avaient été gardes dans la compagnie du maréchal de Marillac, et, après sa disgrâce, étaient allés chercher du service en Flandre. Quant au chef du complot, il se disait écuyer, seigneur d'une terre en Champagne et fils de bonne maison. Il racontait de lui une vie aventureuse, mais niait fortement le dessein dont l'accusaient, sans autre preuve, ses deux prétendus complices. Heureusement pour la justice, il se trouva convaincu d'un assassinat précédemment commis, de sorte qu'il n'y eut pas trop d'iniquité à le condamner en même temps pour celui dont on lui attribuait la pensée. La sentence portait sur les deux chefs, pour lesquels il fut rompu et brisé vif (23 septembre). On publia ensuite qu'il avait avoué son crime dans l'épreuve de la question, qu'il avait désigné comme l'auteur de ce conseil le père Chanteloube, réfugié à Bruxelles avec la reine mère, et l'on n'oublia aucune circonstance propre à faire croire que cette princesse elle-même n'y était pas étrangère. Ce fut le nouveau parlement de Metz qui jugea ce procès, et des députés de cette compagnie en portèrent le résultat au roi qui les complimenta de leur zèle. Ce n'était pas, du reste, le premier exemple d'un homme, déjà criminel d'ailleurs, à qui l'on ajoutait la surcharge de cet attentat. Dans le mois de janvier précédent un médecin, convaincu de fausse monnaie, avait, disait-on, du pied de la potence, envoyé au cardinal l'aveu du dessein qu'il avait formé, à l'instigation des partisans du duc d'Orléans, de le faire périr avec du poison « qui fut en effet trouvé » chez lui. »

La dernière découverte était arrivée tout à point pour empêcher

l'effet d'un rapprochement qui avait paru s'opérer entre le roi et sa mère. Celle-ci s'était trouvée assez sérieusement malade, et le roi lui avait envoyé des médecins. Cette démarche, qui n'était que de la plus stricte compassion, amena un échange d'informations et de remerciements, que la reine Marie eut soin d'entretenir, en gardant toutefois un silence obstiné sur tout ce qui lui venait du cardinal. Après la punition d'Alpheston, ses envoyés furent plus mal reçus; on lui remontrait sans cesse l'énormité de cet attentat; on lui rappelait que le cheval sur lequel cet homme était venu sortait de ses écuries, où on lui proposait moqueusement de le faire reconduire; on lui offrait son rétablissement en France, moyennant qu'elle se déclarât innocente de toute participation à cette action odieuse, et qu'elle en livrât les auteurs nommément désignés au procès, contre lesquels même il avait été décrété par contumace, c'est-à-dire ses serviteurs les plus intimes. D'ailleurs elle vivait en assez mauvaise intelligence avec le duc d'Orléans, suivant l'usage des cours réfugiées, toujours pleines de jalousies et de rancunes, toujours se disputant d'avance et voulant réduire au partage le plus étroit le profit du succès qu'elles espèrent. Le duc d'Orléans, de son côté, faisait aussi négocier une réconciliation, et l'on aimait mieux traiter avec le fils qu'avec la mère. En attendant on se servait des demandes de l'un pour combattre celles de l'autre, et on les tenait tous deux éloignés.

Le roi ne fit pas long séjour à Nancy; il y établit pour gouverneur le comte de Brassac avec une garnison de six mille hommes et cinq cents chevaux, fit désarmer les habitants de la ville et commencer sous ses yeux les fortifications de l'enceinte abandonnée aux Français; le maréchal de la Force eut le commandement de l'armée qui devait garder la campagne, et le roi retourna à Château-Thierry (1<sup>er</sup> octobre). Le duc de Lorraine et le cardinal son frère se crurent obligés d'accompagner la reine une partie du chemin. Le duc retourna ensuite à Nancy dont il s'éloigna bientôt, ne pouvant supporter le déplaisir de vivre comme un hôte suspect et observé là où il avait été maître, et il alla dans la petite ville de Mirecourt se divertir de son mieux par des fêtes et des ballets. Le cardinal de Richelieu, au moment où il venait « de conquérir par ses paroles une de ces villes puissantes qu'on ne » prend d'ordinaire qu'avec les canons, » tomba de nouveau malade, et fut forcé de demeurer quelque temps à Sezanne.

Là lui fut apportée la nouvelle qu'une armée espagnole, partie de

Milan, avait traversé la Valteline, gagné le Tyrol et passé le Rhin à Bâle. Depuis longtemps la formation de cette armée remplissait tous les esprits de crainte ou d'espoir. C'était la meilleure ressource de l'empereur, puisqu'elle lui fournissait des forces indépendantes du pouvoir supérieur confié à Waldstein. Le duc de Lorraine l'attendait comme son moyen de salut, et cette confiance avait amené sa perte. Le duc de Feria en avait le commandement, et avait tenu le monde dans une grande incertitude sur le chemin qu'il devait lui faire prendre. Dès la fin de l'année 1631, la France s'était inquiétée de ce que pouvaient faire les troupes espagnoles et impériales devenues inutiles par la paix d'Italie, et il avait paru pressant de se tenir en garde contre une nouvelle occupation du pays des Grisons. Pour cela on était allé chercher à Venise le duc de Rohan, qui, déjà las d'une inaction de deux années, accepta volontiers une espérance de servir. Sa mission était d'abord assez vague et peu brillante. Il s'agissait de se montrer à ces peuples alliés de la France, de se faire rechercher par eux, d'obtenir qu'on le priât de prendre en main la défense du pays : le roi devait l'avouer ensuite. Le duc fut en effet proclamé général des troupes que la France payait, et le roi lui conféra le titre d'ambassadeur extraordinaire auprès des cantons suisses. Il aurait bien voulu se servir de son commandement militaire pour conquérir la Valteline à la vue des impériaux, et leur fermer tous les passages du pays. Mais le temps ne permettait pas une telle entreprise, et on le réduisit à un simple rôle d'observation. Ses fonctions d'ambassadeur furent plus utilement remplies, en ce qu'elles lui donnèrent le moyen de calmer plusieurs différends survenus entre les divers cantons suisses, où la religion avait quelque part, et de maintenir la neutralité de tout le pays dans laquelle entrèrent le roi de Suède et l'empereur. Mais c'était pour la guerre qu'il était venu, et, ne pouvant la faire lui-même, il résolut de l'amener au moins dans son voisinage. L'armée espagnole rassemblée à Milan paraissait avoir pour but de se rendre à Lindau sur le lac de Constance, où elle devait trouver un détachement de l'armée impériale. Tout à coup on vit Gustave Horn franchir le territoire suisse et assiéger Constance, alors ville de l'empire, pendant que le duc de Feria faisait traverser la Valteline à son armée sans coup férir (septembre), en ayant soin de ne porter aucune offense aux terres des Grisons que gardait le duc de Rohan. Les Grisons n'ayant été ni attaqués, ni en état de faire une attaque, le siège de Constance

n'était plus qu'une offense envers les Suisses et qui pouvait rompre la neutralité. Si la ville eût été prise, on aurait autrement raisonné ; comme le général suédois y avait trouvé une forte résistance, le duc de Rohan eut ordre de le presser pour qu'il se retirât, et Gustave Horn leva le siège.

Ainsi était arrivée une armée nouvelle en Allemagne. Le duc de Feria, joint au feld-maréchal Adringer qui était venu à sa rencontre, prit la route de la basse Souabe, en côtoyant le lac de Constance et le Rhin, et se dirigea vers l'Alsace. L'armée suédoise se mit à les suivre ; mais de part et d'autre on évita un engagement général. Les impériaux passèrent le Rhin à Bâle et les Suédois devant Strasbourg (20 octobre). Il semblait que l'Alsace allait être le théâtre de grands combats, et déjà l'on s'en effrayait fort en France pour le voisinage de la Lorraine. Le cardinal de Richelieu ne s'en émut pas et rassura le roi ; le maréchal de la Force se montra sur les frontières de Lorraine prête à se mettre du côté des Suédois ; l'armée impériale fut obligée bientôt de se séparer, la Bavière, pressée par l'ennemi, réclamant de prompts secours. Le duc de Feria, laissé seul en Alsace avec les Espagnols, y consuma ses forces par des marches inutiles ; la mauvaise saison et le manque de vivres firent périr ses soldats habitués au doux climat de l'Italie, et il se vit bientôt obligé de repasser le Rhin. L'orage qu'il semblait apporter s'éloigna de la France, et alla fournir quelques désastres de plus à cette longue suite de misères qui désolait l'Allemagne.

Lorsque le cardinal de Richelieu fut en état de rejoindre le roi, il fit prendre au conseil une résolution formelle sur les propositions d'arrangement qui s'étaient continuées avec la reine mère et le duc d'Orléans. La mère du roi y fut traitée plus sévèrement que son fils (18 décembre). Envers elle, ce fut un refus positif de toute réconciliation, si elle ne se justifiait pas des attentats qu'on lui imputait contre la vie du cardinal, et si elle n'en remettait pas les coupables entre les mains du roi. Avec le frère du roi, ce furent seulement des conditions où son honneur était ménagé, mais qui, ne contentant ni lui, ni ses amis, aboutissaient également à une rupture. Dans le même temps le cardinal de Lorraine vint à la cour. Le but public de son voyage était de solliciter quelque adoucissement et quelque délai dans les conditions imposées à son frère ; les relations contemporaines y joignent la négociation de l'affaire particulière qui avait été entamée en Lor-

raine. Le prince cardinal venait, dit-on, à Paris pour renouveler au cardinal ministre la proposition d'un mariage avec sa nièce, et porter directement sa demande à celle qu'elle intéressait. Quelque ambition que l'on puisse supposer au cardinal de Richelieu, il ne paraît pas qu'il ait jamais été touché de cet honneur, jusqu'à se mettre de moitié dans un dessein si flatteur pour sa famille. Il reçut assez froidement la recherche du cardinal François, ne l'encouragea pas, se montra même exigeant sur les avantages matrimoniaux, et ne se relâcha aucunement de l'exécution du traité conclu entre le roi et le duc. On ajoute, il est vrai, qu'il était préoccupé de l'espoir d'une autre alliance pour sa nièce, et qu'il préférerait justement la maison de France à celle de Lorraine. Quoi qu'il en soit, le prince cardinal, après un mois de séjour, s'en retourna dans son pays sans avoir rien gagné ni pour lui, ni pour son frère (20 décembre).

Le royaume jouissait alors du plus grand calme. Partout l'autorité trouvait obéissance, et ce qu'on avait entrepris au dehors avait obtenu assez de succès pour qu'il y eût de la gloire aussi dans le repos intérieur. Les louanges du cardinal se joignant dans tous les discours publics à celles du roi, exagérées comme elles l'étaient par l'enflure du langage, reposaient cependant sur des faits incontestés. Il n'y avait nulle part de prince ou de grand seigneur qui troublât l'État par un caprice. Le prince de Condé donnait à tous l'exemple de la soumission, et il faut bien lui savoir gré de ce rôle, que d'autres ont jugé peu séant à sa dignité, puisqu'il ne se trouvait réellement aucun intérêt de quelque importance que l'on pût servir en se séparant du pouvoir. La province de Languedoc se remettait facilement de l'agitation qu'elle venait d'éprouver. L'abolition publiée par le roi y avait ramené presque tous les seigneurs et gentilshommes qui avaient pris le parti du duc d'Orléans. Les états de la province, rétablis dans leurs privilèges, avaient montré les meilleures dispositions; une intelligence parfaite régnait entre eux et le duc d'Halluin, fils du maréchal de Schomberg, leur gouverneur. Dans ce silence général de toutes les ambitions et de tous les mécontentements, imposé soit par la résignation, soit par la prison ou l'exil, le vieux duc d'Épernon eut l'imprudence de se faire entendre. Il ne s'agissait pas d'un acte de provocation contre le gouvernement de l'État ou de résistance à ses volontés, mais seulement d'une querelle particulière où il avait porté à soixante et dix-neuf ans toute la vivacité d'un jeune homme.

L'archevêque de Bordeaux, frère et successeur de ce cardinal de Sourdis dont nous avons eu déjà l'occasion de connaître l'humeur altière, était encore moins rassis et moins patient; d'ailleurs il avait fait plusieurs années métier de soldat et d'homme de mer, d'abord au siège de la Rochelle, puis dans les guerres d'Italie où le cardinal de Richelieu l'appelait son lieutenant. Le cardinal son frère avait vécu en bon accord avec le duc d'Épernon, gouverneur de la province; l'archevêque voulut se mesurer contre lui. C'étaient deux grandes puissances opposées l'une à l'autre : le prélat traînant après lui tout son clergé, les théologiens, les religieux, et disposant de l'anathème; le gouverneur engageant dans son parti les gentilshommes et tout ce qui portait épée : le parlement se partageait entre les deux rivaux. Comme on devait s'y attendre, un léger incident les mit aux prises. Le duc commença les hostilités par une malice d'assez mauvais goût. Sa charge lui donnait autorité sur le marché au poisson. Un vendredi, il en fit fermer les portes aux domestiques de l'archevêque pour les obliger à prendre leur provision par la grille, comme le menu peuple. Des pourvoyeurs ayant voulu porter directement leur poisson à l'archevêché, trouvèrent sur leur chemin des gardes qui les forcèrent à se retirer. L'archevêque se plaignit aux magistrats et désigna les gens du duc comme auteurs de l'affront fait à ses serviteurs. Le duc lui envoya demander explication par le lieutenant de ses gardes, qui ne craignit pas d'arrêter le carrosse de l'archevêque. Celui-ci lança son excommunication contre les gardes du gouverneur (1<sup>er</sup> novembre), et, sans nommer le duc, il ordonna qu'il serait fait des prières, en l'église de Saint-Michel, « pour la conversion des pécheurs. » Le duc fit déclarer l'excommunication nulle et scandaleuse. Comme l'archevêque voulait intéresser tout le clergé dans sa querelle, et avait convoqué auprès de lui les prêtres et religieux de son diocèse, le duc fit placer des archers devant la maison du prélat pour en interdire l'entrée aux ecclésiastiques, autres que ceux du service ordinaire. Alors l'archevêque s'élança hors de son logis, revêtu de ses habits pontificaux, appela le peuple à son aide, et parcourut la ville, suivi de la multitude qu'il avait ramassée. Le duc ne craignit pas d'aller à sa rencontre; il perça la foule, le saisit par le bras, lui appuya plusieurs fois son poing sur la poitrine, enfin leva la canne sur sa tête, et, en l'abaissant, fit sauter son chapeau. L'archevêque, rentré chez lui, et cette fois ne ménageant plus rien, excommunia pleinement le duc d'Épernon, met-

tant en interdit toute la ville de Bordeaux, ainsi que le bourg de Cadillac où était la maison de ce seigneur.

Le bruit de cette violence retentit bientôt jusqu'à la cour. En bonne justice, tous les torts étaient du côté du duc d'Épernon. Mille motifs les aggravaient encore aux yeux du cardinal de Richelieu. A peine faut-il mettre dans ce nombre l'amitié particulière qu'il portait à l'archevêque de Bordeaux et l'intérêt commun du caractère sacerdotal publiquement outragé. Nous avons vu que le cardinal avait cru sa vie menacée, et sa propre dignité offensée par le duc. D'ailleurs c'était maintenant en France le seul reste de cette puissance seigneuriale, que la richesse, la naissance ou la fortune avaient élevée si haut en diverses provinces. Chez lui reposaient toutes les traditions du temps où l'on désobéissait hardiment, où l'on fermait les portes des villes, où l'on appelait autour de soi la noblesse du pays. Cet événement apprenait que le duc d'Épernon avait encore l'insolence, au moins, de la force qu'on croyait avoir ôtée à ses pareils. Le cardinal persuada aisément au roi, qu'il fallait punir tant de témérité. Le duc d'Épernon eut ordre de quitter son gouvernement et de se retirer en Saintonge dans une de ses maisons (23 novembre). Là il attendit tranquillement ce qu'on déciderait de lui, soumis à l'anathème dont il était frappé et n'osant s'approcher de l'église. Ses deux fils, le duc et le cardinal de la Valette, étaient à la cour, l'un et l'autre dans les bonnes grâces du cardinal de Richelieu. Tout en le préservant d'une rigueur extrême, ils ne purent rien sauver à son orgueil; ils furent au contraire les premiers à le presser d'avoir égard au temps, de plier, d'obéir, d'accepter sans murmure la condition qu'on lui ferait. Le parlement de Bordeaux, sans égard pour sa dignité, avait informé. Il avait signé lui-même dès les premiers jours, et dans toute la chaleur de sa colère, un procès-verbal où son action était racontée sans précaution ni déguisement. Sur le vu de ces deux pièces, le conseil du roi déclara « que le duc étant valablement excommunié, demeurerait suspendu de ses charges jusqu'à ce qu'il eût obtenu son absolution. » C'était tout simplement reconnaître le jugement de l'archevêque prononçant en sa propre cause, et, de plus, c'était mettre le pardon au seul pouvoir de la partie offensée. Le duc fut obligé de le demander à Rome. On le lui fit attendre quatre mois, et encore il ne put avoir qu'une absolution incomplète, « jusqu'au cas de rechute. » Lorsqu'elle fut délivrée, il fallut encore en subir la cérémonie, s'agenouiller publi-

quement, à la porte de l'église paroissiale de Coutras, devant l'archevêque outragé, entendre de sa bouche l'absolution que ce prélat eut soin de rendre injurieuse, l'aller remercier ensuite ; et ce fut à ce prix qu'il retourna dans son gouvernement de Guienne, environ un an après en être sorti (octobre 1634). Toute cruelle qu'était cette grâce, il avait encore été forcé de l'acheter par la démission de son gouvernement de Metz, dont fut pourvu le cardinal de la Valette, et par le mariage du duc son fils, veuf d'une bâtarde de Henri IV, avec une parente du cardinal de Richelieu, fille du marquis de Pont-Château. A la distance de quelques mois, le cardinal avait porté deux coups terribles aux grands du royaume, en la personne du duc de Montmorency et du duc d'Épernon. Le dernier peut-être avait pénétré plus avant, car celui qui l'avait reçu demeurait humilié.

## CHAPITRE III.

Séance royale au parlement. — Discours du cardinal de Richelieu. — Édits présentés par le roi. — Déclaration pour le duc d'Orléans. — Procédure pour la nullité de son mariage. — Injonctions du parlement pour la police de la ville. — Arrêt par contumace contre les complices du mariage fait en Lorraine. — Abdicatation du duc Charles. — Le cardinal de Lorraine, devenu duc, épouse sa cousine. — Le maréchal de la Force se saisit des nouveaux mariés. — La princesse de Phaltzbourg, le duc François et la duchesse Claude s'échappent de Nancy. — La femme du duc Charles se rend à Paris. — Les armes du roi occupent toute la Lorraine. — Suite du procès en nullité de mariage. — Mort de l'infante Isabelle. — La reine mère demande à revenir sans condition. — Elle reçoit un refus. — Nouvelles révélations d'attentat contre le cardinal. — Négociation avec le duc d'Orléans. — Tentative d'assassinat sur la personne de Puylaurens. — Traité du duc d'Orléans avec les Espagnols. — Puniton de nouveaux attentats contre le cardinal. — Procès d'Urbain Grandier.

Les affaires se trouvaient dans une de ces situations heureuses et brillantes où les gouvernements, même les moins communicatifs, aiment à se produire devant les peuples, à rendre compte de leurs progrès et de leurs espérances, sûrs de ne trouver que des applaudissements, et d'obtenir pour leurs desseins le concours de la satisfaction publique. Les succès de la politique de France à l'étranger frappaient les yeux de tout le monde ; il n'y avait dans le pays qu'une seule espèce d'opinion qui pût en être blessée ; c'était celle des catholiques extrêmes, qu'on appelait alors les dévots, que Richelieu même, comme nous l'avons vu, désignait par un mot plus méprisant, et aux yeux desquels toute alliance avec des princes ou des nations hérétiques était un sujet d'indignation et de scandale. Mais la bonne correspondance qu'on avait soin d'entretenir avec la cour de Rome faisait que les plaintes de cette sorte ne savaient où se prendre ni sur qui s'appuyer ; elles ne trouvaient d'organes que chez les réfugiés en Flandre, d'où elles revenaient mêlées aux injures amères et aux fables calomnieuses dont les écrivains de la reine mère remplissaient leurs libelles. L'unique motif qui pouvait troubler ce sentiment général d'approba-

tion et faire entrer un chagrin réel dans les esprits, c'était l'éloignement de la reine mère, surtout l'absence du duc d'Orléans, en qui l'on voyait toujours l'héritier présomptif et peut-être prochain de la couronne. Ce fut là aussi le sujet que choisit le cardinal pour une manifestation solennelle de sa pensée. Le parlement fut convoqué en séance royale (18 janvier 1634); le roi quitta, pour s'y rendre, le château de Saint-Germain, sa demeure habituelle: auprès de lui étaient le prince de Condé et le comte de Soissons. On remarqua que le cardinal de Richelieu était venu occuper sa place avant l'arrivée du roi, à la différence de tous les autres grands et seigneurs siégeant sur les bancs élevés, qui attendirent que le roi fût assis pour se mettre en leur rang. Le roi ouvrit son lit de justice par un bref discours, dans lequel il annonça une déclaration en faveur de son frère et pour le soulagement de son peuple. Le garde des sceaux, Pierre Séguier, développa une partie de ce texte assez longuement, puis il parut comme s'arrêter court et il annonça « que monseigneur le cardinal » allait parler. » Alors celui-ci, faisant la révérence vers le roi, « sans » plus s'approcher de lui, » prit la parole. « L'histoire, dit-il, nous » apprend trois coutumes des anciens empereurs, bien remarquables » pour cette journée. La première, qu'ils se faisaient voir d'ordinaire à leurs peuples après les grandes actions qu'ils avaient faites; » la seconde que, lorsqu'ils paraissaient en leur trône, c'était presque » toujours pour annoncer une grâce publique, ou au moins pour témoigner l'intention qu'ils avaient de procurer quelque grand bien » à leur empire; et la troisième, qu'en telles occasions ils souffraient » les acclamations et les louanges qu'ils avaient méritées et que la » joie des spectateurs ne pouvait retenir. » Il appliqua ensuite cet exemple au roi Louis XIII, « dont la vie était pleine de merveilles, » et qui venait proclamer la plus grande grâce que la France pût recevoir, en donnant à son frère les moyens de rentrer dans le » royaume. » Cette dernière action suffisait pour faire oublier toutes celles qui avaient illustré la vie du roi; cependant il voulait faire effort de mémoire pour se les rappeler. Les factions dissipées, l'État affermi contre l'étranger, les alliés protégés ou secourus, les Alpes traversées, Pignerol pris, la Savoie conquise, Moyenvic recouvré, Nancy occupé, ses armes victorieuses s'arrêtant devant des conquêtes faciles, des pays entiers restitués, témoignaient en même temps de son courage et de sa modération. Tout cela paraîtrait un songe, si

l'on n'y voyait évidemment le signe de la volonté céleste qui lui avait suscité des traverses, des agressions, des complots contre son autorité pour qu'il en tirât sujet de gloire et de profit. Ainsi était-il arrivé lorsque sa mère même s'était déclarée contre lui. « Dans cette seule  
» rencontre il avait été en peine. Il avait à considérer ce dont un prince  
» doit à son État, à peser ce qu'un fils est redevable à celle qui lui a  
» donné l'être. Cette discussion était épineuse : mais il a tenu la ba-  
» lance si juste qu'il n'a rendu à l'État que ce qu'il n'eût pu lui dénier  
» sans injustice, et n'a dénié à celle de qui il a reçu la vie, que ce  
» qu'il n'eût pu lui accorder sans commettre une faute, dont les suites  
» eussent assurément causé sa ruine. » Quant au duc d'Orléans, il  
fallait bien dire que de mauvais conseils l'avaient égaré au point de  
s'armer contre lui-même. Mais l'entreprise du Languedoc, la plus pé-  
rilleuse qui se pût voir, n'avait eu qu'un instant de durée « comme  
» la fleur qui naît le matin et meurt le soir. Cette maladie ayant eu  
» toutes ses rechutes ne pouvait plus que guérir, maintenant qu'on  
» lui avait trouvé ses remèdes. » Il ne restait désormais qu'à dimi-  
nuer les souffrances du peuple, puisque la cause qui les avait fait durer  
allait bientôt cesser. C'est à quoi le roi avait déjà travaillé en prenant  
plusieurs résolutions favorables à ses sujets, telles que la suppression  
de plusieurs impositions, la remise d'un quartier de la taille, la ré-  
vocation d'aucuns privilèges qui portaient exemption de cet impôt au  
préjudice des plus pauvres, la tenue des grands jours de justice dans  
les provinces, l'abolition du luxe qui ruine les familles, et la création  
d'une marine considérable pour la protection du commerce. Ces bien-  
faits-là parlaient d'eux-mêmes, et on ne pouvait les louer mieux que  
par le silence. Mais ce que le cardinal ne voulait point taire, c'était la  
prudence particulière du roi à user ou de clémence ou de sévérité,  
selon que les occasions l'exigeaient. « S'il a fait quelque châtiment,  
» c'a été seulement de ceux qu'il n'a pu arrêter par les chaînes de ses  
» bienfaits, de ceux à qui il n'a pu pardonner sans ouvrir, par leur  
» impunité, la porte à de semblables licences. La plus pressante gêne  
» que les grands aient en leur grandeur, est de ne pouvoir pas lici-  
» tement faire toutes les grâces qu'ils désirent, parce que ce seraient  
» des crimes. Comme oublier la faute de Monsieur, en l'an 1632,  
» était une bonté que le roi se devait à soi-même, ne pardonner pas  
» à ceux qui étaient les principaux instruments de sa débauche était  
» une justice qu'il devait à Monsieur et à son État. Sa bonté n'eût

« pas été entière si, départant des effets notables de sa bienveillance  
 « à une personne qui lui tient lieu de fils, il ne l'eût privée des plus  
 « puissants moyens qu'elle avait de faire du mal, et sa justice eût  
 « été défectueuse si le châtement de peu n'eût attiré le pardon de  
 « beaucoup. » Il finissait par réclamer l'assistance de tous pour la  
 continuation de l'œuvre de prospérité, si bien établie par le roi et  
 toujours jalousée par ses ennemis. « Ceux qui ont autrefois allumé  
 « le feu des dernières guerres intestines, dont cet État eût été con-  
 « sommé sans la vertu du grand Henri d'éternelle mémoire, ceux-là,  
 « disait-il, ont formé le dessein d'un nouvel embrasement, fait di-  
 « verses liaisons à cette fin, et tâchent déjà d'épandre les spécieux et  
 « faux prétextes de piété dont ils se sont servis par le passé. » Il res-  
 tait donc encore des périls; le roi y veillait; mais il fallait que chacun  
 se mît au travail et fît son devoir. « Pour lui, puisqu'il plaisait au  
 « roi de se servir de lui, comme Dieu, des causes secondes, parce  
 « qu'il le voulait sans en avoir besoin, il s'estimerait heureux de  
 « finir ses jours en des travaux utiles pour le bien du royaume, le  
 « repos de la chrétienté, et le contentement d'un maître dont les  
 « intérêts lui seraient toujours plus chers que sa vie. » Ce discours  
 fut jugé par gens experts alors en fait d'éloquence « un vrai pané-  
 « gyrique du roi le plus accompli que l'on pût imaginer. »

Le préambule de la déclaration était un résumé de cette harangue, avec la part d'éloges pour « le premier et le principal ministre, » que celui-ci n'avait pu se donner. Le roi y rappelait les ordonnances en faveur du peuple que nous avons dénombrées plus haut, et accordait à son frère un délai de trois mois pour rentrer en son devoir, promettant, dans le cas où il satisferait à cette injonction, d'oublier ses fautes passées, de le recevoir à grâce et de le rétablir en tous ses biens, appanages, gouvernements, pensions et appointements. Une abolition complète était promise à ceux qui l'avaient suivi, pourvu qu'ils revinssent avec lui dans le même temps, à l'exception du président Lecoigneux, du maître des comptes Monsigot, des évêques complices de la rébellion du Languedoc, comme aussi du marquis de la Vieuville et de tous ceux qui étaient sortis du royaume pour autre sujet que pour le service du duc d'Orléans.

Le roi avait déjà précédemment entamé la procédure pour la nullité du mariage de son frère. Cette affaire, désormais séparée du traité pour le retour et le rétablissement du prince, se suivait, comme le

disait la déclaration, « dans les voies ordinaires de la justice. » C'était au parlement qu'on l'avait soumise par une lettre de cachet, qui ordonnait au procureur général « d'informer sur le rapt commis en la » personne du duc d'Orléans : » « rapt, disait l'avocat général, qualifié en toutes ses circonstances, exécuté à l'encontre d'un prince » de la famille royale, que sa condition place naturellement sous la » tutelle de son frère aîné et souverain ; de plus en terre étrangère » et dans un couvent, lieu secret et caché, qui suffirait pour établir » la clandestinité ; enfin dans un temps où toute la chrétienté était » en armes. » On avait inventé cette touraure pour enlever à la juridiction ecclésiastique une question de sa compétence. La validité du mariage ne pouvait être alors jugée que par l'Église ; mais le crime de rapt appartenait à la puissance séculière. Or, s'il y avait rapt et tant qu'il durait, il n'y avait pas mariage. Ainsi quelque certain que l'on pût se croire de faire déclarer nul par le pape ce simulacre de contrat auquel avait manqué le consentement du roi, on était plus sûr encore d'atteindre son but en demandant aux juges du pays une décision tout à fait de leur ressort. Le parlement délivra commission « pour être » informé sur le contenu en la requête. »

Il semble que cette compagnie ait voulu profiter de l'occasion où l'on s'en rapportait à elle d'un si grand intérêt, pour procéder, dans l'exercice ordinaire de son autorité, avec plus d'appareil et de vigueur. Quelques jours avant le lit de justice (14 janvier), le parlement avait fait appeler à sa barre tous les officiers inférieurs chargés de la police de la ville, lieutenant civil, lieutenant criminel, procureur du roi, lieutenant de robe courte, chevalier du guet, pour leur demander compte des vols nombreux qui se commettaient dans les rues de Paris, dans les maisons des bourgeois et sur les grands chemins des environs. Le premier président leur adressa des remontrances sévères sur la négligence qu'ils apportaient dans leurs fonctions, leur reprochant « de songer plutôt à leur propre utilité, à trouver leur » compte dans l'instruction et le jugement des procès, à s'enrichir et » se mettre à l'aise, que de veiller à la protection des faibles et à la » conservation du public, principal devoir de leurs charges. » Il leur rappela « que, nonobstant que ce fût un exemple rarement donné, » toutefois le parlement n'avait pas renoncé au droit de remplacer » ceux des officiers qui ne se conduisaient pas avec assez de zèle et » d'intelligence. » Ces magistrats tâchèrent de s'excuser sur ce que

les voleurs dont on se plaignait étaient soldats aux gardes ou domestiques de grande maison, lesquels trouvaient facilement protection et retraite, alléguant « que la présence de la cour était un obstacle au » bon ordre et un encouragement aux malfaiteurs ; qu'ils n'avaient » pas assez d'archers à leur disposition pour garder en même temps » deux rues, et surprendre des gens la plupart habitués aux armes » et marchant par troupes ; qu'il fallait donc de nouvelles lois, des » mesures mieux entendues, à l'exécution desquelles les bourgeois » fussent tenus de concourir. » Le parlement ne voulut pas entendre à cette proposition ; il pensa « qu'il y avait déjà bien assez d'ordon- » nances établies, que le tout était de les exécuter ; » il persista dans ses injonctions adressées aux officiers, et il jugea sagement que la meilleure police n'était pas celle qui employait le plus de moyens, proclamait le plus de défenses et faisait mouvoir le plus de ressorts. Il fut dit alors « que deux cent quarante archers faisant le guet, » moitié le jour et moitié la nuit, suffisaient à la garde d'une ville, » qui n'avait pas de lanternes, sans qu'il fût besoin, comme on l'avait » demandé, d'obliger les bourgeois, soit à éclairer leurs fenêtres, soit » à tenir des armes dans leurs boutiques, pour prêter main-forte au » guet lorsqu'ils entendraient du bruit. »

Pendant que le parlement procédait par contumace « contre » Charles, duc de Lorraine, vassal lige de la couronne, Nicolas-Fran- » çois de Lorraine son frère, Henriette de Lorraine sa sœur, princesse » de Phaltzbourg, à raison du rapt commis en la personne du duc » d'Orléans, » il se passait en Lorraine une série d'événements bizarres, plus capables d'amuser la curiosité des peuples, que d'exciter parmi eux un profond intérêt. Le duc Charles, qui avait appelé follement un puissant ennemi dans ses États, qui avait voulu jeter à travers les affaires de l'Europe les caprices d'un caractère espiègle et mutin, toujours battu, dépouillé, payant pour les autres, à la veille de voir sa sœur privée du nom d'épouse et chassée honteusement des bras d'un mari qui ne la défendrait peut-être que faiblement, le duc Charles parut se résigner à quitter ce qui lui restait de pouvoir souverain. Du fond de sa retraite de Mirecourt, il publia (19 janvier) un acte par lequel, « reconnaissant que ses intentions pour le bien de ses sujets » avaient toujours été mal interprétées, que sa personne était devenue » odieuse à l'un de ses voisins, que le seul remède à ce mal était » d'introduire dans l'administration de ses États une personne en qui

« l'on pût prendre plus de confiance qu'il n'en avait lui-même obtenu, » il céda et transporta les duchés de Lorraine et de Barrois à son frère Nicolas-François, cardinal. Cela fait, il se crut libre désormais de sa personne ; il laissa en Lorraine sa femme Nicole, avec laquelle il vivait assez mal, et se retira à Besançon, où il ramassa quelques troupes pour aller joindre les armées de l'empereur. Une liaison d'amour vint se mêler à ces préparatifs de guerre.

En France, on lui joua le tour de ne pas vouloir ajouter foi à la sincérité de son abdication. Le cardinal son frère eut beau prendre possession de la couronne ducale, telle qu'il la trouvait, porter le titre de souverain dans une ville occupée par garnison française, faire part au roi de son avènement, et lui promettre l'exécution fidèle du traité conclu avec son prédécesseur, on n'en traitait pas moins de « feinte visible sans lunettes » la renonciation du duc de Lorraine. D'ailleurs on ne le tenait pas assez sûr de son droit pour qu'il pût ainsi le céder sans conteste. Nous avons vu que c'était une question de savoir si le duché devait passer aux héritiers mâles par exclusion des femmes. Son mariage avec la princesse Nicole avait une fois éteint ce débat ; mais son abdication le faisait renaitre. Si sa femme consentait aussi à se démettre, après elle venait la princesse Claude, sœur de Nicole, qui pouvait reproduire la prétention des femmes en sa personne ; et il suffisait de lui trouver un mari en France pour que, les armes du roi aidant, la dispute devint funeste à la maison de Lorraine. Afin d'éviter tous ces inconvénients, le duc François jugea prudent d'épouser à son tour sa cousine, comme avait fait son frère. Mais il fallait se hâter, de peur que les Français, maîtres du pays, ne s'emparaient de la princesse sous quelque prétexte. L'embarras était que les liens de parenté exigeaient des dispenses, et il aurait fallu les attendre du pape. Le duc François, qui n'avait encore pu que renvoyer au pape son chapeau de cardinal, partit de Nancy pour aller joindre les deux sœurs (16 février), ses cousines, à Lunéville. Là, dans une seule soirée, il offrit à la princesse Claude de l'épouser, il consulta des religieux sur les difficultés qu'on y trouvait, il reprit son caractère d'évêque pour s'accorder à lui-même la dispense des bans, et se promettre, au nom du pape, celle de consanguinité, puis il se présenta à la cérémonie nuptiale et consumma son mariage. Ce ne fut pas encore là le plussingulier. À peine cette grande affaire est-elle expédiée, que le maréchal de la Force, commandant pour le roi au pays Messin,

s'approche de Lunéville, y fait entrer ses troupes, et, se constituant vengeur des lois de l'Église outragée, des règles violées, des formalités omises, fait arrêter (21 février), sans plus de procédures, les nouveaux mariés dans leur logis, et leur donne une escorte pour les conduire à Nancy avec la duchesse Nicole et la princesse de Phaltzbourg. Il était vraiment difficile de prêter quelque apparence de droit à cette intervention directe dans les actes privés d'un prince étranger. On prétendit que les deux princesses, filles du feu duc, s'étaient mises, nous ne voyons pas quand et comment, sous la protection du roi, qu'ainsi ce mariage, fait avec l'une d'elles en cachette et d'une brusque façon, portait préjudice à l'honneur et à l'autorité du monarque français. Le maréchal de la Force, qui semblait avoir agi sans ordre, fut donc approuvé, et l'on donna commandement au gouverneur français de Nancy de surveiller le duc et les princesses, d'observer leurs actions, d'empêcher qu'ils ne sortissent librement quand bon leur semblerait, en ayant soin pourtant de leur rendre toute sorte de civilités.

Le duc François écrivit au roi pour se plaindre de ce traitement ; on lui répondit que, comme cardinal de la sainte église romaine et prince de maison souveraine, il avait toute liberté d'aller et venir ainsi qu'il lui plairait, mais qu'on ne pouvait le reconnaître, ni duc, puisque les gouverneurs de ses villes déclaraient ne vouloir les rendre que sur l'ordre de son frère, ni habile à se marier, puisque le pape n'avait pas encore accepté la restitution de son chapeau, ni marié, puisqu'il n'avait pas obtenu de dispenses. En conséquence on demandait que les deux princesses se laissassent conduire en France, et cependant on mit encore garnison dans la partie de Nancy appelée la nouvelle ville, qui, suivant le traité, avait été réservée au duc de Lorraine. Alors les prisonniers ne cherchèrent plus qu'à s'échapper. La princesse de Phaltzbourg réussit la première à tromper la surveillance qui entourait le palais ducal. Un gentilhomme lorrain imagina de feindre une maladie pour la guérison de laquelle il allait faire une neuvaine à Notre-Dame de Bon Secours. Les gardes habitués à le voir passer dans son carrosse, la jambe piteusement étendue sur des coussins, ne firent bientôt plus attention à lui. La princesse se mit un jour dans le carrosse, roulée sur ses genoux et ses mains, son dos figurant l'appui qui soutenait la jambe du patient. Une fois hors de la ville, le gentilhomme, guéri tout à coup, et la princesse habillée en homme, sautèrent sur des chevaux qui les attendaient, et tous deux s'enfuirent à Besançon.

Il fallut trouver une autre ruse pour l'évasion des deux époux qui ne voulaient pas se quitter ; celle-ci fut encore plus ingénieuse. On profita d'une coutume populaire assez connue , et qui paraît avoir eu surtout un grand cours en Lorraine. Dans la journée du premier avril, il s'y faisait de plaisantes expériences sur la crédulité des gens , et de bruyantes risées suivaient ceux qui s'y laissaient prendre. Il en résultait une disposition toute naturelle à ne rien croire , à traiter de fable et de piège tout ce qu'on entendait raconter , pour ne pas encourir la honte triviale du « poisson d'avril. » On eut soin d'entretenir les officiers français dans cette utile défiance , et de leur promettre bon nombre de tours joyeux qui mettraient tout leur esprit en défaut. Les choses ainsi préparées, dans la nuit qui précédait le premier avril, le duc se fait couper « sa belle chevelure , » endosse les habits d'un portefaix, sort du palais sous ce déguisement, et va attendre sa femme dans la maison d'un de ses gentilshommes. Peu de moments après , les gardes voient sortir des appartements du prince un autre de ses officiers, précédé d'un page portant un flambeau, auquel son maître adresse devant eux des injures et des menaces : ce page était la princesse Claude. A l'ouverture des portes de la ville, le duc et la duchesse, habillés en paysans, portant chacun sur son dos une botte de fumier , sortent et gagnent la campagne. Presque aussitôt ils sont reconnus par une femme qui , tout étourdie de cette rencontre, en fait part au premier soldat qu'elle trouve près de la porte ; celui-ci le dit à son commandant qui croit y voir une de ces malices tant annoncées ; le gouverneur, à qui pourtant le rapport en est fait , ne veut pas être moins fin que son subordonné. Ainsi les heures se passent ; le duc et la duchesse ont trouvé des chevaux, et courent sur la route de Besançon, pendant que le gouverneur, se risquant enfin à soupçonner la vérité , interroge les valets, se fait ouvrir les portes, soulève les rideaux du lit où couchaient les époux, et s'aperçoit trop tard que ses prisonniers sont partis.

Le duc Charles avait quitté Besançon pour conduire quelques troupes en Allemagne, et se faire au moins une réputation de soldat. Le duc François et sa femme poussèrent aussitôt leur fuite jusqu'en Italie, où ils furent recueillis à la cour de Florence. La princesse de Phaltzbourg s'était rendue à Bruxelles, auprès de sa sœur. Les intérêts de sa haine politique paraissent l'y avoir conduite moins encore qu'un ressentiment jaloux contre le sieur de Puylaurens, qui avait « quitté ses

» couleurs pour prendre celles de la jeune princesse de Chimay. » De toute cette famille antique, il ne restait plus en Lorraine que la duchesse Nicole, délaissée par son mari, réclamée par l'ennemi de sa maison, n'ayant d'autre perspective en ses malheurs que de voir son nom et ses droits employés à la ruine de son pays. Elle céda bientôt aux propositions que lui faisait le roi de la recevoir en France (7 mai). On lui fit à Paris un accueil plein d'honneur; elle y trouva un hôtel meublé aux frais du roi, des serviteurs, des gentilshommes, des gardes. Le roi ne la traita pas moins bien à Fontainebleau, où elle alla le saluer. On raconte que, dans le château, la tapisserie de la chambre où elle fut logée représentait « la fable du pot de terre brisé par le » pot d'airain, contre lequel il avait voulu se heurter. » Le jour suivant, on changea cette partie de l'ameublement, qui lui rappelait avec trop de cruauté son infortune. Cependant le maréchal de la Force eut ordre de continuer la soumission de toute la Lorraine par la prise de quelques villes, qu'aucun traité n'avait pourtant déliées de l'obéissance à leur souverain, quel qu'il fût. Il fallut « céder à la force, » comme disaient les beaux esprits de Paris. La dernière place qui résista fut Lamothe, au siège de laquelle se distingua surtout le jeune vicomte de Turenne nouvellement arrivé de Hollande où il avait fait ses premières armes.

Cette conquête d'un pays entier, cette dispersion complète d'une famille souveraine, ne semblaient se présenter aux regards de l'Europe et dans les paroles publiques du roi de France, que comme un incident du procès intenté contre le mariage du duc d'Orléans. Deux princes dépouillés de leurs États et de leurs revenus, prisonniers ou fugitifs, ne paraissaient rien de plus que des accusés ou des témoins rebelles à la justice, à l'égard desquels on employait les moyens ordinaires de contrainte, comme ajournements, décrets et saisies de biens. La procédure en effet avait marché à côté des événements que nous venons de raconter. Le roi donna le premier son témoignage sous forme de déclaration; il en résultait que jamais il n'avait permis ni agréé ce mariage, qu'au contraire il avait répondu plusieurs fois par un refus formel à la demande qu'on lui faisait de son consentement. On reçut aussi la déposition écrite du cardinal de Richelieu; on entendit des témoins, tous unanimes sur les faits du consentement refusé à l'avance et du mariage nié après sa consommation; puis, avec ce commencement d'information, le parlement assigna pour comparaître devant

lui la princesse Marguerite ; décréta d'ajournement personnel le duc Charles, Nicolas-François de Lorraine, ci-devant cardinal et évêque de Toul, et la princesse de Phaltzbourg ; enfin ordonna (24 mars) prise de corps contre le religieux qui avait conféré le sacrement. Après cela, il n'y eut plus qu'à remplir les formalités admises à l'égard des contumaces. On avait une déclaration du cardinal de Lorraine qui reconnaissait les dispenses par lui données, et l'existence d'un acte de mariage, dont l'original aurait disparu, mais dont il offrait de certifier la copie textuellement exacte ; ainsi le corps du délit était constaté, et on pouvait attendre qu'il fût opportun d'en prononcer la condamnation par arrêt.

Cependant on n'en continuait pas moins à négocier pour le retour du duc d'Orléans. Rien n'était changé dans l'état de la double cour réfugiée à Bruxelles. Il y avait toujours même jalousie entre la maison de la reine mère et celle de son fils. Une perte commune à tous deux venait d'augmenter leurs embarras ; ils avaient vu mourir leur bonne et généreuse protectrice, l'infante Isabelle d'Autriche, cette fille de Philippe II, que son père avait destinée au trône de France, et qui avait gouverné les Pays-Bas pendant trente-cinq ans, d'abord avec l'archiduc Albert son mari, ensuite seule depuis son veuvage advenu en 1621 (1<sup>er</sup> décembre 1633). Le respect qu'on lui portait servait du moins à retenir dans leurs querelles les serviteurs du fils et de la mère. Après sa mort, ils cessèrent de se contraindre et passèrent bientôt jusqu'à la violence. Les Espagnols, qui avaient plus à espérer du duc d'Orléans que de Marie de Médicis, prenaient plus volontiers le parti du premier, sans faire grande attention aux plaintes d'une femme grondeuse et chagrine. Ces contrariétés la ramenaient tout naturellement au désir de se réconcilier avec le roi. La difficulté sur ce point avait toujours été la personne du cardinal de Richelieu, envers qui elle avait constamment refusé de s'adoucir. Elle consentit tout à coup à l'aimer, puisqu'on exigeait d'elle cet effort. La parole en fut portée au roi par un de ses serviteurs, accrédité en même temps de sa part auprès du cardinal pour réclamer la bonne volonté qu'il lui avait offerte. L'instruction (15 février) de cet envoyé disait que la reine mère n'avait pas de propositions à faire pour un accommodement, pas de sûretés à demander, que le cardinal était assez puissant pour rendre inutiles toutes les précautions dont elle pourrait s'aviser, qu'elle avait donc besoin seulement de faire cesser les défiances où il était envers

elle, et que, pour cela, elle voulait se remettre sans condition en lieu où il avait tout pouvoir, où elle hasardait tout et lui rien, où, sur le moindre soupçon, il pourrait la perdre. Le cardinal n'avait donc qu'à lui témoigner un peu de confiance, et tout était oublié. Sa dignité ne lui permettait pas de renvoyer le père Chanteloube; mais celui-ci s'offrait lui-même en sacrifice pour le bien de sa maîtresse et la paix du royaume. D'ailleurs le père Suffren, son confesseur, qui l'avait suivie dans l'exil, se portait garant de sa sincérité et assurait « qu'elle » avait mis tout son cœur dans ses paroles. » Cependant on n'ignorait pas que la reine mère avait donné avis de cette démarche aux Espagnols chez qui elle était, en Savoie et en Angleterre où elle avait deux filles; et, quoiqu'il n'y eût rien là que de très-simple, le cardinal y voyait la preuve d'un concert, dont le but était de donner entrée par la reine aux desseins de l'étranger sur la France, de la placer dans le royaume comme le centre des intelligences qu'on voulait y pratiquer, pendant qu'on entraînerait le duc d'Orléans dans une hostilité ouverte. La demande de la reine mère n'obtint donc qu'une réponse désespérante. On exigeait avant tout qu'elle livrât les fabricateurs de prédictions sur la vie du roi, les auteurs des libelles diffamatoires publiés avec son aveu, les complices de l'assassinat tenté contre le cardinal. Celui-ci ajouta les plus vives protestations de son dévouement, lesquelles se terminaient par le conseil « de satisfaire le roi, en dissipant plusieurs » sujets de méfiance qui lui étaient restés de cette longue séparation » où les offenses avaient été poussées sans ménagement. » Puis, s'adressant au père Suffren, il le railla cruellement de sa crédulité, qui le rendait la dupe du père Chanteloube, et lui faisait accueillir, comme l'aveu d'une conscience soumise à sa direction, les discours convenus entre ce religieux intrigant et celle qu'il croyait sa pénitente. On avait alors dans les prisons un aventurier se faisant appeler Chavagnac, venu de Flandre en France pour vendre des services qui furent trouvés sans nulle valeur. Celui-là était encore coupable d'un meurtre. On lui fit avouer aussi qu'il avait promis au père Chanteloube la mort du cardinal. A peine est-il important de dire qu'il fut depuis condamné et exécuté pour ces deux crimes (mai). Mais sa confession servit alors à repousser les avances de la reine mère. Plus tard (juillet), on découvrit un autre homme, bon à pendre pour homicide commis dans le pays du Maine. On lui imputa également d'avoir voulu attenter à la vie du cardinal, toujours par l'instigation

du père Chanteloube, et ce fut un nouveau prétexte pour éconduire une nouvelle instance de la reine mère.

Quant au duc d'Orléans, on entrait plus volontiers en discussion avec lui. Il y avait pourtant de ce côté-là deux intérêts à traiter ; celui du prince et celui de son conseiller Puylaurens. Le prince voulait une place de sûreté ; Puylaurens, une alliance avec le cardinal et un duché. Le cardinal consentait à donner une de ses parentes ; mais, en ce cas, il refusait la ville, ne voulant pas que l'avantage de sa famille coûtât quelque chose au royaume. Le duc d'Orléans objectait qu'il avait promis aux Espagnols de ne pas traiter sans l'assurance d'une place où il pût se réfugier, le cas échéant ; on lui répondait que, s'il ne tenait qu'à cela pour qu'il s'échappât des mains des Espagnols, on ferait semblant de lui en donner une, moyennant qu'il promît de ne pas la prendre. On finit par lui offrir le gouvernement d'Auvergne, avec faculté de séjourner là, ou dans le Bourbonnais, ou dans la principauté de Dombes, et d'y tenir trois cents hommes à lui que le roi payerait, en lui promettant d'ailleurs de ne laisser aucun corps de troupes s'approcher de sa résidence. Pour ce qui était du mariage, le roi consentait à en passer par le jugement de ceux que le pape aurait désignés, sauf encore, si la décision était pour la nullité, à la faire juger de nouveau suivant les formes ordinaires du royaume. En attendant, la princesse Marguerite devait être en quelque sorte consignée à Blois, où on veillerait sur elle sans qu'elle parût être privée de sa liberté. Ces démarches ne se faisaient pas avec tel secret qu'il n'en transpirât de quoi mettre en mouvement toutes les passions des réfugiés et mécontenter ceux qui leur donnaient asile. Puylaurens, dont le cardinal de Richelieu affectait de parler avec grande colère, était considéré à Bruxelles comme un traître. Un soir (3 mai) qu'il revenait de la ville, à l'entrée du palais où demeurait le duc d'Orléans, un homme aposté tira sur lui, à la distance de vingt pas, une carabine du plus gros calibre chargée de vingt-cinq balles, et se jeta aussitôt sur un cheval qui le mit hors de poursuite. Deux gentilshommes placés auprès de Puylaurens furent blessés ; il reçut lui-même une balle dans la joue : mais le coup avait été sans force, faute d'une charge suffisante de poudre. Ce crime fut attribué aux Espagnols, aux serviteurs de la reine mère, aux ennemis personnels de Puylaurens ; quelques-uns même prétendirent que c'était un moyen inventé par la cour de France pour y ramener plus vite le duc d'Orléans. Ce qu'il

y a de certain, c'est que le résultat actuel fut tout contraire à cette dernière interprétation. Le duc d'Orléans et son conseiller, comme s'ils eussent craint une seconde arquebusade, se hâtèrent de donner aux Espagnols toutes les satisfactions que ceux-ci pouvaient trouver dans un engagement portant la signature de ce prince. Par un traité passé avec le marquis d'Ayetona (12 mai), gouverneur et capitaine général pour le roi d'Espagne dans les Pays-Bas, le duc d'Orléans « promit de » n'entendre à aucun traité ou accommodement avec le roi son frère, » quelques avantages qu'on lui pût faire et quelque changement qui » pût arriver en France par la ruine du cardinal, sans le consentement » du roi d'Espagne, et ce pour le terme de deux ans et demi. S'il » venait cependant à traiter dans cet intervalle, même avec le consentement dudit roi, il s'obligeait encore à rompre dès que celui-ci le » demanderait. Au cas de rupture entre les deux couronnes, le duc » s'engageait à ne s'accommoder jamais, et à prendre le parti de la » très-auguste maison d'Autriche pour le servir dès lors jusqu'à un » traité général. A ces conditions le roi d'Espagne fournirait au » prince quinze mille hommes de troupes, dont sept mille naturels » de France, sous la réserve que le roi catholique nommerait les chefs » et officiers pour commander les Français et que le duc pourvoirait » au commandement des soldats étrangers. Avec ces troupes, le duc » d'Orléans devait entrer en France pendant que le roi d'Espagne » inquiéterait la frontière ; s'il prenait des villes, il en délaisserait » quelques-unes au roi d'Espagne pour le dédommager, jusqu'à ce » que parvenant à la couronne, il pût le rembourser pleinement ; de » plus, le duc aurait toujours auprès de lui une personne de condition » choisie par ledit roi pour l'assister de ses avis. » Tel était le prix auquel le duc d'Orléans obtenait la promesse du secours étranger. Il ne pouvait y avoir à l'acceptation d'un pareil traité qu'une seule excuse, c'était la résolution bien prise de ne pas l'exécuter.

La vérité est que personne ne prit soin de le tenir secret, comme il convenait de faire si l'on avait eu réellement l'intention d'en tirer parti. L'envoyé du duc d'Orléans, revenu de Paris avec les dernières conditions d'accommodement qu'il croyait acceptables, apprit aussitôt ce qui avait été fait en son absence, et fut obligé de rendre au roi sa parole. Alors il fallut délibérer sur cette nouvelle position. Le cardinal remontra au roi qu'on avait fait assez d'expériences pour se convaincre des mauvais desseins où les conseillers du duc d'Orléans

entraînaient leur maître. Pour s'en préserver, il ne voyait que deux moyens : l'un était la naissance d'un dauphin, et cela dépendait de la bénédiction du ciel ; l'autre, qui appartenait à la prudence du roi, « consistait à faire une si étroite et si manifeste liaison de toutes les » personnes assurées à son service, que les sages amis de son frère » pussent y voir clairement la certitude de trouver des vengeurs en » pied, si la succession venait à vaquer par mauvaise voie, et la crainte » même de ne pouvoir l'obtenir sans dispute, lorsqu'elle s'ouvrirait » par la voie ordinaire. Si le duc d'Orléans était privé de l'espérance » de la succession par la naissance d'un héritier de la couronne, la » sûreté était entière ; et si ce prince croyait que, le roi venant à » mourir sans enfants, la succession lui pourrait être fortement dis- » putée, il n'aurait pas lieu de désirer cette mort, mais seulement » celle des gens qu'il craignait auprès de lui ; de plus, cela serait » une excuse pour lui faire rompre les engagements qu'il aurait pris » avec les Espagnols. » Il y avait certainement beaucoup de vague dans ce conseil, et on peut croire que la menace de créer au duc d'Orléans un compétiteur n'était faite que pour l'effrayer. Du moins ne voit-on aucune trace d'un dessein formé sérieusement pour susciter des prétentions contre les droits si positifs d'un frère unique. Mais il est facile de concevoir quelle irritation devait causer dans l'esprit d'un homme languissant et chagrin, comme était le roi, toutes ces prévoyances qui se portaient sur la fin de sa vie. Peu de temps après, le traité revêtu de la ratification du roi d'Espagne tomba « comme par miracle » entre les mains du roi, celui qui en était porteur ayant été forcé de se jeter sur les côtes de France, poursuivi par un vaisseau hollandais. Cependant le duc d'Orléans, cédant aux instances de la princesse de Phaltzbourg, renouvela publiquement son mariage à Bruxelles, se fit délivrer, par les théologiens de Louvain, des consultations qui en établissaient la validité, et envoya au pape un de ses officiers, porteur d'une lettre où il réclamait son autorité en faveur d'un lien formé librement. Un autre « miracle » fit encore surprendre ce message, et l'envoyé du prince à Rome n'alla pas plus loin que la Bastille.

Malgré le peu d'apparence qu'il y avait à l'exécution des projets convenus entre le duc d'Orléans et les Espagnols, on n'en prit pas moins des mesures de défense. Le maréchal de la Force fut chargé de désarmer les villes de la Lorraine ; les gouverneurs des provinces

eurent ordre de rechercher exactement tous les serviteurs de la reine mère et du duc d'Orléans qui pourraient être rentrés chez eux sans permission ; on écrivit aux villes frontières qu'elles eussent à se tenir prêtes contre une attaque de l'étranger ; la duchesse de Guise, qui était restée en France depuis le départ de son mari, reçut commandement d'aller le rejoindre en Italie ; les juges redoublèrent de sévérité contre les coupables des attentats qu'on leur avait déférés. Le parlement de Metz surtout signalait son existence nouvelle par une extrême activité de condamnation. Ce fut lui qui prononça la peine de mort contre ce Chavagnac dont nous avons parlé ; il ne s'arrêta pas là ; bientôt le père Chanteloube, un de ses domestiques, et un homme désigné comme ancien secrétaire du maréchal de Marillac, tous résidant à Bruxelles et serviteurs de la reine mère, furent par contumace « déclarés atteints et convaincus d'avoir suscité les assassins dont il venait d'être fait justice, et comme tels condamnés à être rompus et brisés vifs, s'ils pouvaient être appréhendés (7 juillet). » La chambre de justice établie à l'Arsenal avait eu à juger un attentat ayant le même but, mais par voies plus singulières. Deux hommes, dont l'un était prêtre, furent accusés d'entreprise contre la vie du cardinal de Richelieu, non pas avec armes, poison, guet-apens ou embuscade, mais dans l'ombre de leurs logis, à l'aide d'invocations, de charmes et de préparations magiques. Le diable, obéissant à l'art qui l'appelait, leur avait apparu souvent, mais toujours pour leur déclarer qu'il n'avait nulle puissance contre celui à qui ils en voulaient, et que Dieu l'avait placé sous une trop bonne garde. Il se trouva encore qu'un valet de pied de la reine mère avait assisté à quelques-uns de leurs sortilèges. La chambre de justice les déclara coupables du crime de magie (8 avril), et ordonna qu'après amende honorable, « ils seraient pendus et étranglés tant que mort s'ensuivit, » leurs corps brûlés ensuite et leurs cendres jetées au vent. »

Après avoir vu un pareil procès jugé à Paris, sans que personne s'en étonnât, nous serons mieux préparés peut-être à comprendre un événement du même temps qui se passait au fond d'une province, « où l'on reconnaissait que l'hérésie, le libertinage, la rébellion et » la désobéissance avaient mis toutes choses en désordre et confusion ; » ce qui obligea le roi d'y faire tenir, sans grand profit, comme nous l'apprend Omer Talon, les grands jours de la justice ambulatoire. Dans la ville de Loudun il s'était établi, en 1626, un

couvent de religieuses ursulines. Peu de temps après la mort de leur premier directeur, homme de bien et de grande piété, le bruit se répandit au mois de septembre 1632, que le diable était entré dans le couvent, que plusieurs religieuses avaient donné des signes d'une violente possession; on racontait des apparitions nocturnes, des attouchements invisibles, des agitations intérieures et des mouvements convulsifs, qui venaient troubler dans leur sommeil ces saintes filles séparées du monde. Comme la crédulité aux œuvres du démon y fait toujours intervenir l'influence d'un homme en commerce avec l'esprit malin, il fallut bientôt chercher l'auteur de ce trouble. La voix des religieuses désigna Urbain Grandier, curé d'une paroisse de la ville. C'était un prêtre de mine agréable et d'un esprit assez brillant, bon prédicateur, écrivain élégant, mais à qui l'on reprochait du faste en sa personne, de la hauteur, l'humeur querelleuse et des mœurs fort déréglées. Il avait eu déjà des disputes et procès avec nombre de gens, prêtres, religieux, gentilshommes, maris et pères; c'étaient donc autant d'ennemis, qui pouvaient ou avoir dicté cette dénonciation, ou l'appuyer de leurs clameurs. On prétend aussi qu'il avait voulu se faire agréer comme directeur du couvent des Ursulines, poste en effet fort désirable pour un homme de son caractère, et que cette recherche, repoussée par la plus grande partie des religieuses, plaça tout naturellement son nom dans leur pensée. Quoi qu'il en soit, des exorcismes furent d'abord pratiqués sans témoins dans l'intérieur du couvent; puis on y appela des prêtres du dehors; et enfin les magistrats de la ville furent priés d'y assister. Les premiers interrogatoires des possédées avaient seulement indiqué, comme la cause du maléfice, un prêtre; les suivants nommèrent Urbain Grandier. Trois fois l'exorcisme avait chassé le diable, et trois fois il était revenu sous des formes diverses, introduit dans le couvent par le même magicien. Grandier s'aperçut du progrès que faisaient dans les esprits cette imputation, d'abord trop négligée. Il eut recours à l'évêque de Poitiers, pour qu'il voulût bien commettre à l'exorcisme des personnes moins suspectes que celles qui l'avaient pratiqué jusqu'alors; il s'adressa aux juges civils pour obtenir qu'ils fussent présents à ces expériences, et qu'ils ordonnassent la séquestration des prétendues possédées, de manière à ce qu'elles ne reçussent pas d'instructions et de conseils. Ceux qui avaient entrepris l'expulsion du démon, refusèrent d'abandonner leur ouvrage, et opposèrent à l'au-

torité laïque son incapacité en pareille affaire; ils continuèrent cependant à souffrir la présence des juges, mais sans leur permettre de s'immiscer plus qu'il ne le fallait dans leurs opérations. Enfin un ordre de l'évêque nomma deux nouveaux ecclésiastiques pour assister à la continuation des exorcismes. Son choix tomba, dit-on encore, sur des hommes liés avec les ennemis de Grandier. C'était déjà un malheur que d'avoir à récuser presque tout le monde. Dans le même temps, il y eut des médecins qui déclarèrent, « vu les excès à eux » apparus surpassant le naturel, » qu'il y avait réellement chez plusieurs des religieuses, possession, et, chez d'autres, obsession des démons. On en était là vers la fin de décembre 1632.

Tout se préparait pour un nouvel essai, quand on apprit que l'archevêque de Bordeaux, ce prélat guerrier que nous connaissons déjà, allait venir à Loudun. Aussitôt les tourments des religieuses cessèrent, et Grandier invoqua l'autorité de l'archevêque pour se défendre contre les rechutes qui pourraient survenir. L'archevêque donna l'ordre qu'il fallait suivre, pour le cas où les accidents de possession se reproduiraient; ses instructions, basées sur la foi de l'Église en pareille matière, fournissaient cependant toutes les précautions et toutes les garanties qu'on pouvait désirer, à moins d'une incrédulité complète. Près d'une année se passa ensuite sans qu'on entendît parler du couvent des Ursulines. On peut croire que les haines ne s'apaisèrent pas pour ce silence forcé, et que le curé lui-même ne s'occupa nullement de les désarmer par une extrême modestie. Vers la fin de l'année 1633, une mission, tout à fait étrangère à cette affaire, amena dans le pays un conseiller d'État, intendant de justice, nommé Laubardemont. Il était chargé seulement de faire démolir, suivant les édits du roi, le vieux château de Loudun. Ses relations avec les principaux magistrats qui firent connaître bientôt le scandale tout frais qui avait occupé la ville. Les récits qu'on lui en faisait n'étaient pas sans passion; son esprit, naturellement violent, s'en échauffa (novembre 1633). Il écrivit à la cour pour qu'on lui donnât permission d'en faire un procès. On dit qu'il anima encore le cardinal de Richelieu contre Urbain Grandier, en lui désignant ce prêtre comme l'auteur d'un libelle publié en faveur de la reine mère. Il est difficile de savoir la vérité sur ce point. Cependant nous croyons que le cardinal n'aurait pas caché, dans une accusation de magie, un ressentiment de cette espèce; il ne lui en aurait pas plus coûté pour faire condamner un écrivain séditieux qu'un sorcier, et il y aurait eu

pour lui plus de profit. Nous avons vu en effet que Richelieu ne se souciait aucunement de déguiser l'intérêt que sa personne, outragée ou menacée, pouvait avoir dans une condamnation ; on peut dire même qu'il l'y faisait entrer volontiers quand elle n'y était pas.

Quoi qu'il en soit, Laubardemont eut une commission très-ample pour l'instruction de cette affaire, et aussitôt on vit se multiplier les cas de possession. Tout le couvent en était rempli ; il y en avait déjà plusieurs dans la ville, et il en venait des environs. Grandier fut mis en prison sans information préalable (décembre), et l'instruction se fit contre lui en son absence, malgré les oppositions de sa mère et de son frère qui eurent recours au parlement de Paris. Au bout de trois mois le parlement n'avait pas encore répondu à cette requête, lorsque intervint un arrêt du conseil qui lui défendait d'y faire droit (mars 1634), si l'envie lui en prenait. Alors on marcha d'un pied plus ferme dans la procédure. L'accusé fut entendu et des témoins lui furent confrontés. On reprit les exorcismes sans s'astreindre aux formes réglées par l'archevêque ; Laubardemont y était présent, afin de vérifier ensuite, soit dans les interrogatoires du curé, soit sur sa personne même, et ceci avec de grandes cruautés, ce que les possédées avaient déclaré aux prêtres. De tous côtés les curieux arrivaient à ce spectacle qui se donnait dans les églises. Le peuple, qu'on laissait dehors, croyait fermement à tous les récits de contorsions merveilleuses, de mouvements surnaturels, de prodigieuse science, de blessures sans cause visible, qui signalaient la présence du démon dans le corps des patientes. Les spectateurs les plus éclairés se contentaient de douter, ou tout au plus de rire, mais le plus loin et le plus secrètement qu'ils pouvaient.

Ces représentations durèrent près de trois mois ; Grandier y fut appelé une fois : à sa vue toutes les possédées furent saisies d'une telle fureur qu'il fallut l'arracher de leurs mains. Enfin on résolut d'en finir par un jugement. Une commission fut établie sous la présidence de Laubardemont (8 juillet) ; elle se composait de treize magistrats choisis à Poitiers, Orléans, Tours, Saint-Maixant, Chinon, Beaufort, Châtelleraut et la Flèche. Plusieurs particuliers de la ville, à la tête desquels était le bailli, essayèrent de diminuer le crédit de cette procédure en adressant au roi une requête, délibérée en assemblée, contre les dénonciations sorties des exorcismes et qui attaquaient les familles les plus notables. On attribua cet acte aux réformés, dont le nombre

était en effet assez grand dans le pays, et la commission le déclara nul, attentatoire à l'autorité du roi, tendant à sédition populaire. Grandier adressa aux juges un mémoire écrit, contenant ses défenses; il demanda une nouvelle visite de son corps par des médecins, pour démentir ceux qui avaient reconnu qu'il y portait les marques de l'alliance avec le démon. De son côté l'évêque de Poitiers attesta la vérité de la possession, et des docteurs de Sorbonne, consultés sur le récit des faits, y trouvèrent les conditions exigées par leurs livres. Alors les juges préparèrent leur conscience, par de fréquentes dévotions, au jugement qu'ils allaient rendre. L'accusé fut entendu, et la commission, rassemblée dans le couvent des Carmes, prononça (18 août) son arrêt par lequel « Urbain Grandier, prêtre, curé de » l'église de Saint-Pierre-du-Marché et chanoine de l'église Sainte- » Croix était déclaré convaincu du crime de magie, maléfice et pos- » session arrivés par son fait à des personnes d'aucunes religieuses et » autres séculières mentionnées au procès; pour réparation duquel » crime, elle le condamnait à faire amende honorable, pour ensuite » être attaché à un poteau sur un bûcher, là son corps brûlé vif avec » les pactes et caractères magiques étant au greffe, ensemble un livre » manuscrit par lui composé contre le célibat des prêtres, et ensuite » ses cendres jetées au vent. » Cet arrêt reçut le jour même son exécution, après toutefois que le coupable eut été soumis à l'épreuve de la question pour la révélation de ses complices ou l'aveu de son crime. Tout ce qu'on put lui faire confesser, ce fut qu'il avait péché contre la continence, mais il refusa de nommer les personnes qui avaient partagé cette faute avec lui.

La raison et l'humanité se révoltent au récit des extravagances et des barbaries qui remplirent cette longue et triste procédure. L'incrédulité la plus moqueuse, l'imagination la plus curieuse d'atrocités, auraient peine à en exagérer le ridicule ou l'odieux. Mais il serait bien plus difficile encore à un esprit impartial et sage de découvrir, au milieu de ces horreurs et de ces folies, ce qui était ouvrage de méchanceté, de calcul, de tromperie, de complot, et ce qui procédait de croyance, de conviction et de foi. On ne saurait dire avec vérité qu'il y ait eu ici rien de secret ni de précipité; tout le monde put voir, tout le monde put écrire; pendant près de deux ans, ce fut un objet d'entretien, de discussion, d'expériences publiques. Des médecins en assez grand nombre attestèrent que les effets produits à

leurs regards n'étaient pas explicables par les causes naturelles ; cette décision fut contestée par d'autres. Grandier lui-même, homme d'esprit assurément, incapable d'inertie et de patience, eut tout le temps d'agir sur l'opinion pendant plus d'une année qu'il resta libre et dans l'exercice de son sacerdoce , en présence de cette terrible accusation. La conviction publique était acquise contre lui lorsqu'on lui donna des juges ; ceux-ci furent unanimes pour le trouver coupable. Rien n'est plus aisé aujourd'hui que d'attribuer leur arrêt à la crainte d'un ministre tout-puissant , au désir de contenter une de ses vengeances ; mais nous avons vu ce qu'il faut penser de l'extrême intérêt que le cardinal de Richelieu pouvait avoir en cette affaire. Il est plus raisonnable de supposer que celui-ci , assez indifférent en lui-même sur la question de savoir si quelques religieuses d'une petite ville étaient ou n'étaient pas possédées du démon, fort peu soucieux de ce que deviendrait un curé de mauvaises mœurs qui scandalisait sa province , importuné peut-être du bruit que causait ce lointain désordre, voulut donner à la prévention populaire une sorte de satisfaction qui , dans tous les temps et sous le règne de toutes les opinions , a toujours été de son goût. Peut-être est-il bon d'ajouter ici que , vingt-trois ans auparavant, en 1611, un homme, qui était aussi prêtre, accusé aussi de sorcellerie, dans le but aussi de séduire des femmes, avait été jugé par le parlement d'Aix et condamné « sur ses propres aveux. » Le poète Malherbe, qui n'avait pourtant ni trop peu de lumières, ni trop d'imagination, écrivant alors à un de ses amis sur la relation imprimée de ce procès , se contentait de lui dire : « Je ne sais certainement à » quoi me résoudre là-dessus ; il y a des intrigues en cette matière, » qui ne se démêleront jamais que nous ne soyons en lieu où le jour » soit plus clair qu'il n'est en ce monde ; il faudra que l'apprentissage » nous en coûte la peau. »

## CHAPITRE IV.

**Événements de la guerre en Allemagne. — Rébellion et mort de Waldstein. — Réflexions du cardinal sur cet événement. — Défaite des Suédois à Nordlingen. — Le cardinal infant d'Espagne va prendre possession du gouvernement des Pays-Bas. — Renouvellement du traité de la France avec les Provinces-Unies. — Préparatifs de la France pour une guerre ouverte avec l'Espagne. — Arrêt pour la nullité du mariage du duc d'Orléans. — Condamnation du duc de Lorraine comme vassal félon. — Confiscation de ses États. — Accommodement avec le duc d'Orléans. — Le duc d'Orléans s'échappe de Bruxelles. — Réconciliation des deux frères. — Puylaurens, duc et pair, s'allie au cardinal. — Dispositions militaires sur les bords du Rhin. — Le duc de Puylaurens arrêté et conduit à Vincennes. — Il meurt en prison. — Histoire de Louis XIII par Du Pleix. — Fondation de l'Académie française.**

L'attention du cardinal n'était pas tellement occupée de négociations avec le frère du roi, de procès criminels et de police intérieure, qu'elle ne se portât en même temps sur les affaires du dehors. Pour la guerre d'Allemagne, il n'y avait en quelque sorte qu'à regarder ; car les événements s'y précipitaient d'eux-mêmes. Nous avons vu l'armée du duc de Feria venir se fondre et disparaître sur ce terrain qui dévorait tant d'hommes. Les progrès des Suédois dans la Bavière rappelèrent bientôt Waldstein de la Silésie, où il avait été obligé d'aller porter ses armes, puisque les ennemis, maîtres de ce pays, refusaient son alliance. Cependant, après avoir chassé les Suédois, il ne fit que se montrer à l'armée du duc Bernard de Saxe-Weymar qui s'était emparée de Ratisbonne, et il se retira encore dans la Bohême, comme au siège de sa puissance, au centre de ses desseins. La vengeance de l'empereur, excitée par tant de mépris, par tant d'infidélités, résolut enfin d'aller l'y chercher. Ferdinand voulut d'abord faire connaître à l'armée qu'il reprenait son pouvoir ; des ordres directs émanés de l'empereur furent adressés aux généraux placés sous le commandement de Waldstein et au généralissime lui-même. Dès lors celui-ci était réduit à désobéir ouvertement, ce qui ne pouvait plus se faire qu'avec l'aveu de ses compagnons d'armes. Wald-

stein les convoqua en conseil de guerre à Pilsen ; vingt généraux, ses lieutenants, se rendirent à cette invitation ; trois autres restèrent dans leur camp. Le généralissime dit à ceux qui l'entouraient que le moment était venu pour lui de quitter son commandement ; on le pria de le garder, et chacun signa l'engagement de rester auprès de lui, de le défendre, de n'écouter que ses ordres. Parmi ces officiers il en était un, Octave Piccolomini, qui assistait pour l'empereur au complot et en rendait compte à la cour. Un autre général, le comte de Gallas, qui n'avait pas été de l'assemblée, se rendit auprès de Waldstein, et là, reçut de l'empereur l'ordre de livrer le généralissime mort ou vif. Il se hâta de quitter Pilsen et de préparer ses troupes à ce changement ; Piccolomini le suivit bientôt ; partout les ordres de l'empereur furent reconnus et des armées s'avancèrent vers leur chef déclaré rebelle ; Prague fut occupée par les soldats de l'empereur. Alors Waldstein eut recours aux Saxons et aux Suédois, qui maintenant voulurent bien le croire leur ami. Mais tandis qu'il attendait de loin leur secours, autour de lui, dans Égra, se tramait une conjuration de ses propres serviteurs. Un Irlandais et deux Écossais, officiers de sa création, se chargèrent de livrer à l'empereur celui qu'il avait proclamé traître et ennemi public. L'approche de l'armée suédoise donna une plus grande hâte à leurs desseins et en changea l'exécution ; l'assassinat leur sembla désormais seul possible. Un des conjurés, commandant d'Égra, invita quatre officiers, confidents intimes de Waldstein, à un dîner où il les fit égorger par ses dragons. Le généralissime lui-même fut assailli dans sa chambre et tomba sans résistance sous les coups d'un capitaine irlandais (25 février 1634). Toute son armée se soumit à l'empereur.

C'était là un grand événement, un grand exemple. Il s'agissait d'un rebelle puni, d'un chef militaire atteint au milieu de ses soldats, par la puissance de son maître. Le cardinal de Richelieu ne pouvait tout à fait blâmer ce châtement d'un sujet coupable. Mais aussi il y voyait l'influence des courtisans sur l'esprit de leur souverain, le succès d'un ressentiment jaloux contre une grandeur qui avait dépassé toutes les bornes, de longs services méconnus ; toute une vie employée au soutien et à la gloire d'un monarque, tout le crédit acquis sur les peuples et sur les troupes, toute l'indépendance qu'un homme supérieur avait voulu se donner, ne pouvant le protéger contre un caprice d'ingratitude parti du trône et sur-le-champ

obéi. Ce spectacle sans doute le faisait réfléchir sur lui-même, sur sa propre élévation arrivée peut-être aussi haut, quoique par d'autres moyens, et sur la fragilité de cette faveur en laquelle reposait également sa fortune. Les réflexions qu'on trouve dans ses mémoires sont toutes empreintes de ce chagrin. Il rapporte en les atténuant les reproches qu'on faisait au duc de Friedland; il montre l'esprit de l'empereur d'abord fermé à ces imputations, puis les écoutant, entrant en soupçon et de là en créance des torts qu'on lui attribue; « par une certaine destinée, dit-il, de l'autorité des ministres, qui » rarement est continuelle et dure jusqu'à la mort; soit que les » princes d'ordinaire se lassent d'un homme auquel, pour lui avoir » trop donné, il ne leur reste plus de présents à faire; soit qu'ils » aient mauvaise inclination vers ceux qui, pour les avoir bien servis, méritent tous les biens qu'ils pourraient leur départir. » Il s'indigne contre les auteurs de cette sanglante catastrophe, tous créatures du généralissime, « d'autant plus blâmables, selon lui, » que si l'assassinat est un crime qui ne reçoit pas ordinairement » d'excuse, quand il est commis contre une personne à qui on est » redevable de tout, il n'y a pas de nom assez horrible pour le pouvoir exprimer, ni de supplice en cette vie qui le puisse châtier. » Il feint de tenir le doute égal entre l'injustice de l'empereur et l'infidélité de Waldstein. « Mais quoi qu'il en soit, dit-il, c'est toujours une preuve de la misère de cette vie, en laquelle si un » maître a peine de trouver un serviteur à qui il doive se confier entièrement, un bon serviteur en a bien plus de se fier totalement » à son maître, entouré de ses envieux et de ses ennemis, dont » l'esprit est jaloux, méfiant et crédule, et qui a toute puissance » d'exercer impunément sa mauvaise volonté, que chacun pour lui » plaire déguise sous le nom de justice. » Il ajoute enfin : « Tel le » blâma après sa mort qui l'eût loué s'il eût vécu; on accuse facilement ceux qui ne sont pas en état de se défendre; quand l'arbre » est tombé, tous accourent aux branches pour achever de le défaire. » La bonne ou mauvaise réputation dépend de la dernière période » de la vie; le bien ou le mal passe à la postérité, et la malice des » hommes fait plutôt croire l'un que l'autre... On pensa un instant » que sa perte priverait l'empereur d'un grand appui; mais on » eut bientôt après qu'un mort ne mord point, et que l'affection » des hommes ne regarde pas ce qui n'est plus. »

Malgré le mauvais jeu de mots qu'il nous a fallu transcrire, nous avons cru dignes d'entrer dans notre récit ces réflexions d'un tel homme sur un pareil événement. Du reste il est certain que la mort du duc de Friedland n'apporta aucun changement dans la situation de l'empire ni dans les chances de la guerre. L'armée impériale était habituée à reconnaître un généralissime ; on donna ce titre au fils de l'empereur, Ferdinand, proclamé roi de Hongrie. Le comte de Gallas en remplit les devoirs sous son nom. Son premier soin fut de reprendre Ratisbonne et de chasser les Suédois de la Bavière. Une grande victoire remportée à Nordlingen (6 septembre) vint bientôt faire oublier tout à fait l'immense renommée de son prédécesseur, et rétablit en Allemagne les affaires de la maison d'Autriche. Ce n'avait pas été pourtant que la France, qui ne combattait point, eût négligé de fortifier dans leur union ses alliés belligérants. Son ambassadeur, le marquis de Feuquières, s'était trouvé à une assemblée générale des coalisés convoquée dans la ville de Francfort peu de temps après la mort du duc de Friedland, et avait recommandé chaudement à chacun le courage et la bonne intelligence, la conciliation avec les princes catholiques qu'on pourrait détacher de l'empereur, le respect pour la religion dans le pays conquis. D'autres agents avaient été envoyés en Danemarck et en Pologne pour empêcher que, de ce côté, la Suède ne fût troublée dans sa grande entreprise. Mais on voyait chaque jour les électeurs de Saxe et de Brandebourg se détacher peu à peu de la coalition et prêter l'oreille aux propositions de la cour impériale, ce qui affaiblissait considérablement le parti. Et d'ailleurs l'armée de l'empereur avait été utilement aidée à reprendre l'offensive par l'arrivée d'une armée espagnole, venue d'Italie sous la conduite du cardinal Ferdinand d'Autriche, frère du roi d'Espagne. C'était avec le secours de ces troupes que les impériaux avaient vaincu à Nordlingen, après quoi le cardinal infant, envoyé par son frère pour remplacer en Flandre l'infante Isabelle, continua son chemin vers son gouvernement, menant ses soldats, victorieux en Allemagne, à la guerre des Pays-Bas.

En cette partie de la domination espagnole, la politique de France n'avait pas non plus été inactive. Il est vrai qu'elle y avait vu échouer le projet d'un soulèvement des principaux seigneurs du pays contre l'Espagne, et que les auteurs de ce complot avaient été pris ou obli-

gés de fuir. Mais on était parvenu à rompre toutes les propositions d'accommodement entre les Espagnols et les Provinces-Unies, et un nouveau traité avait été conclu (16 avril) par lequel les états généraux promettaient de continuer à faire la guerre sur mer et sur terre, avec toutes leurs forces, aux Espagnols et à leurs provinces, sans pouvoir de huit mois entendre à aucun traité de paix, trêve ou suspension d'armes, ni en conclure aucun avant un an, et encore à la charge de ne traiter, après ce délai, qu'avec l'intervention du roi, qui, pour cela, portait au double le secours d'un million dont il les aidait depuis quatre ans. Du reste, et c'était là de la part des états généraux tout l'esprit de cette convention, « si la France aimait » mieux rompre ouvertement avec l'Espagne que de payer les deux » millions promis, alors ils s'engageaient à ne traiter jamais avec » l'ennemi commun que conjointement avec le roi. »

En effet on avait beau ajourner cette nécessité de vouloir choisir son moment, il était impossible de maintenir plus longtemps ce mensonge de paix, d'égards et de bonne amitié, entre deux puissances qui se ruinaient et se déchiraient de leur mieux. La France avait jusque-là réussi à guerroyer par la main des autres et sur leurs terres, sans rien risquer du sien, l'Espagne n'ayant à peu près contre elle que la guerre civile pour prendre sa revanche. Pendant ce temps elle s'était agrandie ; ses armes tenaient la Lorraine ; elle avait pied en Italie par l'acquisition de Pignerol ; plusieurs villes d'Alsace, pour échapper au joug hérétique des Suédois, s'étaient mises sous sa protection. Nous avons vu que l'archevêque de Trèves avait pris ce parti ; une de ses places, Philisbourg, avait été occupée par les Espagnols sous prétexte de la défendre et ils avaient refusé de la restituer ; les Suédois la prirent au commencement de l'année 1634, et le roi de France se la fit remettre (7 octobre) à titre de dépôt comme faisant partie des États de son protégé, et d'ailleurs pour la conservation de la religion catholique dont il était aussi le patron en Allemagne. Toutes ces causes de ressentiment rendaient une rupture inévitable, et l'Espagne qui avait le plus souffert des hostilités déguisées, devait naturellement se prévaloir de la première occasion où elle se trouverait en force, pour atteindre directement cet ennemi qu'elle rencontrait partout négociant, soudoyant, recrutant ou complotant contre ses intérêts. La victoire de Nordlingen, la marche triomphante du cardinal infant à travers l'Allemagne semblaient accélérer

cette crise, à laquelle dès longtemps le cardinal de Richelieu se préparait.

La première chose à désirer était que la guerre déclarée ne trouvât pas l'héritier de la couronne entre les mains de l'ennemi. On se rappelle le traité insensé que le duc d'Orléans avait souscrit. C'était un de ces actes désespérés, dont l'exagération même annonce une grande disposition à reculer de tout le chemin qu'on a fait pour s'y résoudre. Le cardinal le laissa quelque temps chargé de ce remords, et cependant il fit poursuivre le procès commencé pour la nullité de son mariage. Après toutes les formalités remplies contre les contumaces, le parlement rendit son arrêt (5 septembre) qui déclarait « le prétendu mariage entre le duc d'Orléans et la princesse Marguerite non valablement contracté ; le duc Charles de Lorraine, » vassal lige de la couronne, criminel de lèse-majesté, félonie et » rébellion à cause du rapt commis par lui, son frère et sa sœur, » tenu en conséquence de faire aveu de son crime et d'en demander » pardon au roi son souverain seigneur ; tous trois bannis à perpétuité du royaume de France avec saisie et confiscation des biens » qu'ils y possédaient. » Pour l'infraction aux traités commise par le duc Charles, le roi était très-humblement prié de se faire raison par la voie des armes et de se satisfaire sur les biens de son vassal non situés en France. Le bannissement était aussi prononcé contre le religieux qui avait marié le prince et la princesse. Enfin il était ordonné qu'une pyramide serait élevée en la principale place de Bar, où l'on transcrirait sur le marbre ou sur le cuivre cette condamnation et ses justes causes, « pour conserver dans la postérité la mémoire du crime » et du châtiment. » Il faut peut-être remarquer ici, comme une rencontre curieuse du hasard, que le lendemain du jour où l'on prononçait à Paris contre le duc Charles une sentence ignominieuse, il combattait vaillamment à Nordlingen avec l'armée de l'union catholique, et que, du champ de bataille, il faisait partir quelques drapeaux pris par les siens aux Suédois pour annoncer à son beau-frère le duc d'Orléans la part qui lui revenait dans la victoire.

Le roi se hâta d'exécuter cet arrêt, en la portion qui lui était déferée, comme pour faire preuve du respect qu'il portait à la justice. Son armée avait, il est vrai, prévenu la prière du parlement en s'emparant de toute la Lorraine ; mais on voulut rendre cette possession régulière par une déclaration, contenant la récapitulation de tous les

faits qui l'avaient préparée. L'arrêt du parlement y était rapporté tout entier et avec honneur (16 septembre). « Pour toutes ces causes, » disait le roi, nous avons eu juste sujet et raison de nous prévaloir » des places remises entre nos mains par les traités faits avec le duc » Charles, et ensuite de tout le reste du pays qui lui obéissait ci-devant, lequel nous avons par nos armes entièrement soumis à » notre obéissance. » La fin de cet acte était que dorénavant, pour la Lorraine et tous autres biens appartenant autrefois au duc, excepté le ressort du parlement de Saint-Mihiel, la justice sera administrée par un conseil souverain, séant à Nancy, dont les membres étaient nommés dans une commission du même jour, et que le parlement de Saint-Mihiel serait présidé par un intendant de justice. Tout cela fut promptement opéré, le conseil établi à Nancy, le président nommé par le roi au parlement de Saint-Mihiel installé dans ses fonctions, l'autorité du roi partout reconnue, les prières faites pour lui dans les églises; et chaque personne, ayant charge, emploi ou fief dans l'étendue de ce pays, prêta serment « de bien et fidèlement » servir le roi de France, son souverain seigneur, ainsi que bons et » loyaux sujets doivent faire. »

Le duc d'Orléans pouvait apprendre par là, que le roi ne se relâchait en rien de ses résolutions. De temps à autre, on le lui faisait sentir encore par des rigueurs exercées contre ses agents ou ses serviteurs surpris en France, et que l'on faisait pendre pour son bien. D'un autre côté, il ne voyait pas que les Espagnols prissent grande confiance en ses promesses et se missent en mesure de remplir les leurs. Il était allé joindre l'armée espagnole au siège de Maestricht, et n'en avait rapporté que le souvenir d'un fastueux accueil, de repas somptueux, de libéralités orgueilleuses faites à lui et aux siens. Les gens de la reine mère agissaient en même temps avec ardeur pour tenir leurs protecteurs communs en soupçon de ses conseillers et de ses propres intentions. Même dans sa maison, il trouvait des querelles et des jalousies; il y avait eu des insultes, des défis et du sang versé pour quelques propos d'un de ses gentilshommes, injurieux à la personne du roi, et que d'autres n'avaient pas voulu souffrir. Tout cela lui fit penser que le meilleur pour lui serait d'accepter les conditions que le roi lui avait offertes et de rentrer en France. Il fit donc renouer les négociations entamées à cet effet, et qui avait été rompue complètement. Les deux frères d'Elbène en furent encore

les messagers. La première difficulté qui s'offrait était celle du mariage du prince que le roi ne voulait pas reconnaître ; le roi et le duc d'Orléans tombèrent aussitôt d'accord de se soumettre l'un et l'autre à ce qui serait décidé sur ce point , « de la même manière que les » autres sujets du roi ont accoutumé d'être jugés en tel cas , selon » les lois du royaume , » ce qui voulait dire par la juridiction ecclésiastique. Rien n'empêche de croire que chacun de son côté avait foi en son droit et se croyait sûr d'un jugement favorable ; cependant il faut avouer que la meilleure chance était pour le roi. Il ne fut plus question de places de sûreté, le prince aimant mieux regagner l'amitié de son frère , par un abandon entier de toutes précautions , et ne demandant rien de plus que l'oubli des choses passées ; on lui permit toutefois de demeurer à son choix en Auvergne , en Bourbonnais , ou dans la principauté de Dombes. Il obtint la promesse d'une abolition entière pour tous ceux qui l'avaient suivi , sauf le marquis de la Vieuville , le président Lecoigneux , Monsigot et les évêques en jugement ; il fut convenu , en outre , que le sieur de Puylaurens épouserait une parente du cardinal de Richelieu. Un acte portant les clauses de cet accommodement fut signé par le roi à Écouen (1<sup>er</sup> octobre), et envoyé au duc d'Orléans qui devait l'accepter dans quinze jours , et l'exécuter sous trois semaines en rentrant dans le royaume.

Celui-ci n'était pas le moins pressé d'en finir. A peine se croyait-il en liberté à Bruxelles. On y attendait l'arrivée du cardinal infant , entre les mains duquel il croyait ne pouvoir être désormais qu'un otage ou un prisonnier. Avec ce cardinal devait venir le duc Charles de Lorraine, fier aussi d'avoir contribué à la victoire de Nordlingen, et qui pouvait bien réclamer quelque autorité, quelque droit de surveillance sur l'époux de sa sœur, sur l'auteur de tous les désastres où sa maison était tombée. La reine mère épiait tous ses mouvements pour qu'il n'allât pas faire sa paix sans elle. Si une profonde humiliation pouvait être un titre suffisant à la compassion des hommes , il serait impossible d'en refuser à ce jeune prince , pour qui sa mère était un embarras , sa femme un crime , qui ne trouvait ni sûreté dans son asile , ni amitié chez ses protecteurs , qui avait quitté en fugitif le royaume de son frère et ne pouvait y retourner qu'en fugitif. Son serviteur le plus intime , abhorré des Français réfugiés comme lui , suspect aux Espagnols , en butte à mille ressentiments et récemment échappé au coup d'un meurtrier , ayant à craindre quelque chose de

pire encore que les haines publiques, c'est-à-dire les emportements d'une maîtresse jalouse, ne pouvait qu'encourager ce prince à suivre son envie. Le plus triste était que, pour faire une chose utile et raisonnable, il y avait besoin d'employer les précautions, le mystère et le mensonge qui servent ordinairement aux desseins les moins honnêtes. Il fallait devant les Espagnols et les réfugiés belliqueux, feindre de la détermination et de la bravade, ne parler que d'entreprise et de conquête, demander des armes, des soldats, et sonner la trompette. Il fallait soutenir encore ce rôle dans le secret le plus étroit de la vie domestique, à côté d'une femme qu'on devait abandonner. Malgré tous ses soins, la négociation qui se faisait en France ne tarda pas à s'ébruiter. La princesse de Phaltzbourg s'en douta la première et se hâta de l'annoncer au marquis d'Ayetona qui était à Namur. Le duc d'Orléans fut obligé d'y courir pour calmer l'esprit de ce général et lui attester, par tous les serments possibles, qu'il ne songeait à rien de semblable. Ensuite il jugea prudent de garder la chambre à Bruxelles, comme s'il y eût été retenu par la goutte, pendant que le petit nombre de ses serviteurs admis dans sa confidence faisaient les préparatifs de son départ. Enfin tout étant disposé, muni d'un ordre du roi qui enjoignait aux gouverneurs des places frontières de recevoir le prince tout en gardant leur sûreté, il sortit de Bruxelles un matin (8 octobre), comme pour aller à la chasse au renard, en commandant bien haut qu'on se tint prêt à lui dire la messe lorsqu'il en reviendrait. Le sieur de Puylaurens le rejoignit hors de la ville, et toute la troupe, au nombre de six maîtres avec peu de valets, se mit au galop sur la route de la Capelle, première ville de France à vingt-cinq lieues de Bruxelles, où le prince arriva le soir, sans avoir bu ni mangé de tout le jour et laissant un cheval mort en chemin. La présence de ces cavaliers mit en alarme la garnison, et le duc d'Orléans ne gagna rien à se nommer; car on menaça de faire feu sur lui. Cependant le gouverneur s'étant avancé sur le mur, on lui fit entendre que le prince venait avec permission du roi, et les ordres dont il était porteur le firent enfin recevoir dans la ville. Dès le lendemain, il dépêcha en même temps vers le roi son frère pour lui annoncer qu'il s'était remis en son devoir, et vers la princesse sa femme pour lui dire que, quoi qu'il advînt, il lui serait toujours bon mari. Le marquis d'Ayetona, auquel il avait aussi adressé un message, répondit seulement qu'il regrettait de n'avoir pas su son départ, pour lui faire rendre en cette occasion tous les honneurs dus à sa qualité.

Peu de jours après, ayant pris la route de Soissons, il rencontra le maréchal de Chaulnes qui venait au-devant de lui avec une escorte de deux cents chevaux. Le surintendant Bouthillier lui amena un carrosse de la part du roi, et lui remit une somme de cinquante mille écus, qu'il fit passer aussitôt à Bruxelles « pour dégager sa maison. » On lui envoya encore le sieur de Bautru, qui se prit d'entretien avec le sieur de Puylaurens, et voulut savoir de lui quelle était l'intention du prince sur son mariage. Puylaurens lui ayant dit qu'on en soutiendrait la validité devant le tribunal ecclésiastique, « en ce cas, répondit Bautru, il aurait mieux valu pour vous demeurer en Flandre, » menace assez claire qu'il s'efforça de regarder comme un mot plaisant. Le duc d'Orléans continua ainsi son chemin jusqu'à Écouen où il attendit la permission de se présenter au roi. L'entrevue des deux frères eut lieu à Saint-Germain, en présence de toute la cour et d'une foule de curieux qui remplissaient le château. Ils se firent de grandes démonstrations d'amitié; le prince demanda pardon, le roi promit oubli et affection sincère. Puylaurens s'agenouilla comme un coupable et fut gracieusement relevé. Sur ces entrefaites, survint le cardinal de Richelieu, que le prince embrassa de toute sa force, protestant de l'aimer comme lui-même et de suivre toujours ses conseils. Le lendemain il alla chez le cardinal, à Ruel, où l'attendait une fête brillante, et le jour suivant il prit congé du roi pour se rendre à Orléans, puis à Blois où il avait fixé son séjour. Durant ces deux jours de familiarité et de bonne chère, le jeune prince avait beaucoup parlé et l'on avait pris soigneuse note de tous ses discours. On y trouvait de quoi confirmer le roi en ses défiances contre sa mère, redoubler la haine qu'il portait au père Chanteloube, charger de crimes détestables tous ceux qui restaient avec elle dans les Pays-Bas, et faire soupçonner même plusieurs personnes qui demeuraient en France. « Le prince, » suivant les mémoires de Richelieu, ne contait pas tout cela de lui-même; mais le cardinal lui demandait si telles et telles choses n'étaient pas vraies, et il l'avouait ingénument. » Il n'avait été aucunement question, dans ces entrevues, du mariage contracté en Lorraine. Quand on sut le prince un peu reposé de son voyage, on lui envoya des docteurs en théologie chargés de lui démontrer qu'il n'était pas marié valablement. Puylaurens fit semblant d'être tout à fait convaincu par leurs raisons; mais son maître ne voulut pas s'y rendre, ce qu'on attribua tout simplement à la mauvaise foi du con-

seiller. Cependant on lui paya tout le prix du marché dont il s'était entremis. Le cardinal le reçut en son alliance et lui donna pour femme la seconde fille du baron de Pont-Château, son cousin (26 novembre); le duc de la Valette épousa l'aînée. La fille du sieur du Plessis-Chivray, autre parente du cardinal au même degré, épousa le comte de Guiche. Il y eut une même cérémonie pour ces trois mariages. La terre d'Aiguillon, achetée des deniers fournis par le cardinal, fut alors érigée en duché et pairie en faveur de Puylaurens et sous son nom. Une déclaration du roi publiée (27 novembre) au parlement annonça l'oubli de toutes les fautes passées commises par son frère, le rétablissement de ce prince en tous ses biens, apanages, pensions et appointements, sans toutefois aucune approbation de son prétendu mariage, dont la nullité serait poursuivie par les voies légitimes et accoutumées dans le royaume. En considération de son frère, le roi faisait grâce à tous ceux qui l'avaient suivi et servi, pour tous et chacun des crimes qu'ils pouvaient avoir commis jusqu'à ce jour, toujours à l'exception de ceux que nous avons déjà nommés.

Tout le monde se trouvant ainsi réconcilié, sauf la reine mère qu'on laissait se fatiguer en plaintes et en fureurs inutiles, on se crut en état de faire tête à toutes les chances que pouvaient amener les succès de la maison d'Autriche en Allemagne, et les hostilités très-patentes où l'on s'était mis avec elle. Aussitôt après la bataille de Nordlingen, voyant les forces de l'empire s'approcher de la France, le cardinal avait envoyé de nouvelles troupes, sous le commandement du maréchal de Brézé, pour se joindre à l'armée du maréchal de la Force, avec ordre de passer le Rhin s'il en était besoin. Les Suédois, obligés de recomposer un corps d'armée, laissaient derrière eux plusieurs villes sans garnison, comme Spire, Manheim et la plus grande part de l'Alsace. Ces places se mirent sous la protection du roi et furent garnies de troupes françaises. Tout cela ne put se faire sans quelques engagements partiels avec les détachements de l'armée impériale. Bientôt les deux maréchaux en personne eurent à conduire leurs forces contre des troupes du duc Charles de Lorraine qui assiégeaient Heidelberg, presque en vue des villes occupées par les Français; après un combat assez vif, les assiégeants, déjà maîtres de la ville, furent obligés de capituler et de faire retraite (23 décembre), après quoi les deux maréchaux mirent à la disposition du duc de Saxe-Weymar six mille hommes pour aller combattre le duc Charles.

Pendant ce temps, des ambassadeurs étaient venus trouver le roi, de la part des Suédois et confédérés, pour le presser de se déclarer ouvertement contre la maison d'Autriche. Le roi n'y consentit pas encore, et, tout en se réservant la faculté de ne pas rompre, il convint avec eux de ce qui serait à faire s'il prenait cette résolution. Il promit de fournir, en attendant, à la coalition toute l'assistance qu'elle réclamerait, pourvu que de son côté elle travaillât à s'unir, à se fortifier, et qu'elle s'assurât de ceux de ses membres qui paraissaient vouloir s'en séparer.

Il ne restait plus qu'à trouver une de ces occasions où, le droit et la justice étant de son côté, celui qui a reçu l'offense peut habilement rattacher les griefs passés au tort présent, s'accuser ou se vanter d'une longue patience, et rejeter sur son adversaire le blâme de tous les maux que les peuples vont souffrir. Cette occasion ne pouvait manquer de naître entre deux puissances armées qui se touchaient par tant de points. Il s'agissait de s'y préparer par levées d'hommes et d'argent. On fit un nouveau corps d'armée en Lorraine, dont le commandement fut confié au duc de Rohan. Outre l'habileté reconnue d'un tel général, sa présence à la tête des soldats du roi annonçait qu'il n'y avait plus de partis en France, et que ses ennemis auraient affaire désormais à toutes ses forces. Le duc avait été rappelé de Suisse depuis quelques mois et se tenait à la cour sans savoir trop ce qu'on voulait de lui. Pour occuper le temps, il prit la plume et se mit à écrire un petit livre intitulé : « De l'intérêt des princes et États » de la chrétienté, » où il exposait d'une manière nette, vive et serrée, les obligations politiques de chaque puissance, les rapports nécessaires entre les différents pays, les fautes qu'on avait commises en s'écartant du but et des alliances que l'intérêt indiquait à tous; il reconnaissait que, depuis quelque temps, on s'était remis dans la bonne route; il en donnait le mérite au cardinal de Richelieu, et promettait une gloire éternelle au roi, tant qu'il se tiendrait ferme dans la résolution « d'assister puissamment ses voisins et de choquer » partout les desseins de l'Espagne. » Cet écrit, comme on le peut croire, ne nuisit pas à la recommandation où l'auteur s'était placé par ses talents militaires. On lui confia donc un nombreux corps de troupes, dont au reste la destination ultérieure pouvait rentrer dans l'emploi qui l'avait rappelé de Venise. Pour le moment, il eut à occuper et défendre l'Alsace contre le duc Charles de Lorraine qui avait

passé le Rhin à Brisach, et il le força deux fois à la retraite (janvier 1635).

A tous ces préparatifs militaires, le cardinal de Richelieu crut devoir joindre une autre mesure, qui ne semble s'y rapporter en rien, mais que l'humeur des gens dont il était entouré rendait à ce qu'il paraît nécessaire. Le duc d'Orléans était revenu en France, heureux, du moins devait-on le croire, de retrouver un agréable séjour, une vie douce et brillante, les honneurs de son rang, les plaisirs de son âge, peu soucieux de sa femme envers laquelle il croyait s'acquitter de tout ce qu'il devait, s'il ne consentait pas à la dissolution de son mariage. Pour ramener le prince, on n'avait réellement fait aucun sacrifice, aucune concession. Mais son favori s'était fait payer, et tout allié qu'il était devenu du cardinal, ce n'était pas là une chose qu'on pût pardonner au nouveau duc. Son séjour auprès du duc d'Orléans était un témoignage perpétuel de ce que le frère du roi pouvait obtenir par une brouillerie. On voulut montrer qu'il n'y avait profit pour personne à l'y aider. Le duc d'Orléans étant venu à Paris pour prendre sa part des fêtes de l'hiver, un jour que le prince devait répéter au Louvre un ballet, le duc de Puylaurens qui le suivait, fut arrêté (14 février) dans le cabinet du roi par le capitaine des gardes de service et conduit au bois de Vincennes. Rien au monde ne pouvait être moins attendu que cet acte de rigueur; rien n'est demeuré plus obscur que les causes immédiates qui le décidèrent. Celle que donnent les historiens les moins favorables au cardinal est vague et n'explique rien. Le cardinal, disent-ils, qui voulait faire épouser sa nièce au duc d'Orléans, ne pouvait pardonner au duc de Puylaurens de ne pas porter son maître à se démarier. Quoi qu'il en soit, le prince, présent à l'arrestation, ne montra qu'une faible douleur et se laissa bien vite calmer par l'assurance qui lui fut donnée que cela ne le concernait pas, qu'on avait seulement voulu punir les intelligences entretenues par son confident avec les ennemis de l'État. Ce fut aussi le motif que donna le roi en faisant part de cet événement aux gouverneurs des provinces. « Pour faire connaître, disait-il, l'importance des sujets » que j'ai eus de faire arrêter Puylaurens, je me contenterai de dire » qu'il a eu diverses intelligences avec des personnes manifestement » coupables de mauvais desseins contre cette couronne, et non-seu- » lement exclues de ma grâce par la nature de leur crime, mais en » outre pour ce qu'elles sont nommément exceptées par mes déclara- » tions. » Le duc de Puylaurens, dont nous n'aurons plus à re-

parler, ne fut pas mis en jugement ; les mémoires de Richelieu disent que l'intention du roi était de lui faire faire son procès, mais qu'il en fut détourné par les instances de son frère. Au reste, la prison de Vincennes, déjà si funeste au maréchal d'Ornano et au grand prieur de Vendôme, ne le fut pas moins à cet autre ami de Gaston d'Orléans ; au bout de quatre mois il y mourut d'une maladie qu'on appela « fièvre pourprée. »

(Février) Ce fut à peu près en ce temps qu'on imprima à Paris une histoire de Louis le Juste, écrite par Scipion Du Pleix, « sur les mémoires du cardinal, » disait-on, mais certainement avec son aveu. Cette histoire allait jusqu'à la fin de l'année 1634. Parmi les heureux succès attribués au roi, cet auteur le félicitait surtout : « d'avoir rendu » l'autorité royale absolument souveraine et, par ce moyen, affermi » la tranquillité de son État, en rangeant les plus grands dans le devoir de l'obéissance également avec les moindres ; ce que les rois » prédécesseurs de celui-ci avaient tous désiré, peu d'entre eux tenté, » et pas un exécuté. » Une autre publication accompagna cet ouvrage. C'était un « Recueil de toutes les pièces composées depuis » trois ans pour la défense du gouvernement contre les libelles venus » de Flandre. » On y lisait une longue préface, écrite en style fleuri par le conseiller d'État Paul Hay du Châtelet, où se trouvaient relevées les principales calomnies répandues contre le cardinal. Ce recueil était de plusieurs mains ; mais l'élégance affectée du discours préliminaire semblait le placer tout entier sous la recommandation d'une société naissante, établie pour la conservation du beau langage, et dont le sieur du Châtelet faisait partie. Un des familiers du cardinal lui avait rapporté qu'un petit nombre d'écrivains se réunissaient à jour fixe chez le mieux logé d'entre eux, pour s'entretenir de leurs études, se soumettre l'un à l'autre leurs ouvrages, et sans doute critiquer ceux des autres. Le cardinal vit aussitôt, dans cette innocente fantaisie, le fondement d'un établissement public. Il offrit de prendre sous sa protection leurs entretiens, d'autoriser leurs décisions, de convertir en règlements leurs convenances, et de soumettre les choses d'esprit au régime des lettres patentes. Une telle faveur, toute chagrinante qu'elle fut jugée de plusieurs, ne pouvait être refusée. A ceux qui composaient la réunion primitive, s'adjoignirent les patrons de la société auprès du cardinal. François Metel de Boisorbert, son bouffon en titre, homme d'esprit du reste et de nature

obligeante, y entra des premiers ; le garde des sceaux, un secrétaire d'État, des conseillers d'État et maîtres des requêtes voulurent y être affiliés. On créa des officiers ; on fit des projets, des statuts ; on disputa sur le nom qu'il s'agirait de prendre ; enfin le roi « approuva (29 janvier) » les assemblées et conférences qui se tenaient pour rendre le langage » français, non-seulement élégant, mais capable de traiter tous les arts » et toutes les sciences ; permit de les continuer désormais en sa bonne » ville de Paris, sous le nom de l'Académie française, au nombre de » quarante personnes, sous la protection du cardinal de Richelieu qui » en arrêterait les statuts ; avec exemption pour ceux qui en feraient » partie de tutelles et curatelles, comme aussi de tous guets et gardes, » et attribution privilégiée des procès qu'ils pourraient avoir aux requêtes de l'hôtel ou du palais, ainsi qu'en jouissaient les officiers » domestiques et commensaux de la maison du roi. »



## LIVRE XII.

### CHAPITRE PREMIER.

**La France se dispose à la guerre ouverte. — Les impériaux prennent Philipsbourg. — On leur reprend Spire. — Les Espagnols s'emparent de Trèves et de l'archevêque. — Le roi accepte ce motif de guerre. — Traité avec la Hollande. — Mesures de guerre et de finances. — Le roi va en Picardie. — Entrevue avec Oxenstiern. — Déclaration de guerre en forme. — Bataille d'Avein. — Déclaration du roi à ses sujets sur les causes de la guerre. — Combat près de Bèfort avec le duc Charles. — Marche des armées jointes de France et de Hollande. — Prise et sac de Tirlemont. — Siège de Louvain. — Arrivée d'une armée allemande. — Traité des princes allemands avec l'empereur. — Levée du siège de Louvain. — L'armée combinée fait retraite. — Expédition du cardinal de la Valette vers Mayence. — Décision du clergé sur la nullité du mariage du duc d'Orléans. — Le roi commande une armée en Lorraine. — Faibles résultats de la campagne. — Le comte de Cramail mis en prison. — Hostilités en Picardie et en Flandre. — La flotte d'Espagne aborde en Provence. — Le duc de Rohan occupe et défend la Valteline. — Traité du roi avec le duc de Saxe-Weymar.**

Pendant que la France se préparait à une déclaration de guerre, les Espagnols ne se faisaient pas faute de l'y provoquer. Avec la résolution qu'elle avait prise d'attendre une juste occasion de querelle, il lui fallait d'abord éprouver quelque perte dans le pays que ses armes occupaient, ou quelque agression sur le sien. Depuis longtemps il était question d'une armée navale qui se rassemblait dans les ports de Naples, et qui devait, disait-on, essayer un débarquement sur les côtes de Provence, où elle trouverait des intelligences avec les mécontents de cette contrée. C'était là surtout l'assistance que les Espagnols promettaient au duc d'Orléans, lorsqu'il entrerait en France à la tête de son armée, pour conquérir le royaume de son frère, de compte à demi avec eux. Le cardinal de Richelieu voulait même faire croire qu'on avait offert le commandement de cette flotte au duc de Guise,

dont le pèlerinage en Italie durait depuis trois ans, et à qui l'on avait dernièrement envoyé la duchesse sa femme pour lui ôter toute envie de retour. Les mémoires de Richelieu ajoutent qu'il refusa cet emploi, « retenu dans la fidélité par la considération des grands biens » qu'il possédait en France. » Pour preuve de tous ces projets, on avait surpris près de Leucate un officier espagnol, gouverneur de Perpignan, qui voyageait inconnu et déguisé sur le territoire de France, sans doute afin d'y étudier les chemins, et de tracer le plan d'une invasion par terre qui correspondrait avec la descente. Quoi qu'il en soit, cette flotte ne parut point, et quelques mois après on publia qu'elle avait été dissipée par les vents. Mais les choses marchaient plus vite en Allemagne. Philipsbourg, remis en dépôt aux Français, qui n'y tenaient qu'une faible garnison avec un reste de soldats allemands laissés par les Suédois, parut une conquête facile aux troupes impériales. Le comte de Gallas y conduisit des forces, et s'en empara sans peine (24 janvier 1635). La place était défendue par le neveu du mestre de camp général Pierre Arnauld, ancien gouverneur du fort Louis contre la Rochelle ; trahi par les Allemands, attaqué par des forces supérieures, il ne put que combattre de sa personne avec courage, et se réfugier dans le palais de l'archevêque de Trèves, où il capitula. Mais le général de l'empereur ne voulut pas lui tenir parole, sous prétexte que le palais qui lui avait servi de retraite n'était pas place forte d'où l'on pût sortir par composition, et on le conduisit prisonnier à Esslingen. Ensuite, les impériaux jetèrent une garnison dans la ville de Spire, qui avait conservé sa neutralité, toujours sous la protection du plus fort ; cette garnison était commandée par deux officiers, nommés, l'un Metternich et l'autre Hardenberg. L'armée du roi et le duc de Saxe-Weymar arrivèrent aussitôt pour la reprendre ; la place fut promptement emportée (12 mars), et les deux chefs restèrent prisonniers. L'armée française se retira alors en Lorraine, et le duc de Saxe-Weymar garda les bords du Rhin. Le duc de Rohan, relevé du poste où on l'avait mis, s'achemina vers la Valteline avec son armée, qui traversa la Suisse en douze jours, sans demander permission et sans causer d'ombrage.

Jusque-là les avantages avaient été partagés ; si l'on avait perdu Philipsbourg, on avait repris Spire. Les mauvais succès commencèrent par la perte du château de Sierck, sur la Moselle, rendu aux ennemis sans combat, en punition de quoi le sieur des Chapelles, gouverneur

de la place, eut la tête tranchée « pour sa lâcheté, » par jugement d'un conseil de guerre. Ce château fermait aux Espagnols du Luxembourg la route de Trèves; dès qu'ils en furent maîtres, ils s'avancèrent de Thionville sous le commandement du comte d'Embden, descendirent la Moselle en des bateaux couverts de toile, et se présentèrent aux portes de la ville (26 mars). Les Français, qui en avaient la garde depuis que l'archevêque électeur s'était mis sous la protection du roi, surpris par cette attaque imprévue, se portèrent en toute hâte vers un des points menacés, pendant que les ennemis, se faisant jour par une autre issue, pénétraient dans la ville, de sorte qu'ils se trouvèrent pris à dos, et presque tous massacrés. L'archevêque était dans son palais, qui fut entièrement pillé sous ses yeux; le comte d'Embden l'emmena prisonnier hors de ses États, sans plus de façon, et le fit conduire à Luxembourg. Ce fut là l'événement qui sembla propre à motiver une déclaration de guerre. L'injure venait du fait particulier des Espagnols; elle n'était pas directement contre le roi; mais elle portait sur un de ses protégés, sur un prince souverain de l'empire, que la puissance impériale n'avait pu défendre, et qui avait été forcé, pour soustraire un État catholique à la conquête des Suédois, de chercher un abri sous la couronne de France: il y avait donc dans cette cause tout ce qui se recommande aux hommes, noblesse, générosité, désintéressement; l'honneur et l'intérêt religieux s'y trouvaient engagés. C'était un excellent fonds pour un manifeste.

Pourtant on n'avait pas tellement attendu un prétexte de guerre, qu'on ne se fût mis d'avance en mesure d'y pourvoir, comme s'il devait infailliblement arriver. Des ambassadeurs étaient partis pour réchauffer le zèle des confédérés en Allemagne, pour traverser les traités qui se négociaient entre l'empereur et les électeurs de Saxe et de Brandebourg, pour engager la Suède à ne pas se laisser divertir, par ses différends avec la Pologne, du grand intérêt que Gustave-Adolphe lui avait légué. Dès l'année précédente, et après la bataille de Nordlingen, le roi, par un traité signé à Paris et ratifié à Worms, s'était obligé envers les confédérés allemands à entretenir douze mille hommes de troupes au delà du Rhin, et on avait mis en dépôt sous sa protection toute l'Alsace en deçà du Rhin avec ses places, même celle de Brisach qui était au delà, s'il pouvait s'en rendre maître, pour y exercer tous droits de souveraineté, et défendre ce pays comme son bien, ce qui rendrait disponibles en Allemagne toutes les forces de ses alliés. La

défense de l'Alsace, que la France se proposait bien sans doute de garder, était donc sa part dans la lutte avec l'empereur. Mais contre les Espagnols, et avec l'intention de les combattre chez eux, il fallait d'autres ressources : on y avait pourvu par un traité avec la Hollande (8 février). Plus d'un mois avant la prise de Trèves et la captivité de son archevêque, le roi avait donné enfin à la république cette parole demandée depuis si longtemps, et sur laquelle, suivant sa promesse, elle ne devait plus faire ni paix ni trêve avec l'Espagne. Dans ce traité, il était dit « que le roi, après avoir confirmé maintes fois l'alliance » contractée par son père avec les états généraux des Provinces-Unies, » et leur avoir fourni les moyens de résister aux Espagnols leurs ennemis naturels, considérant que les provinces possédées par ceux-ci » aux Pays-Bas leur donnaient chaque jour la commodité de troubler » la chrétienté, et spécialement la France, avait voulu, de concert » avec les ambassadeurs desdits États, prendre les mesures nécessaires » pour réduire les Espagnols à tels termes, qu'ils ne pussent plus se » prévaloir de leurs possessions en ce pays pour nuire aux uns et aux » autres. » En conséquence, il était convenu que « si les Espagnols » ne se disposaient pas à des termes raisonnables d'accommodement, » et continuaient ainsi en leurs mauvais desseins contre la France et les » États, » le roi de France romprait à guerre ouverte avec le roi d'Espagne, et les états généraux continueraient la guerre avec toutes leurs forces, en attaquant les provinces espagnoles. Pour cela, les deux puissances devaient fournir chacune trente mille soldats, qui se réuniraient d'abord de part et d'autre au lieu dont on conviendrait, et ensuite agiraient ensemble ou séparément, suivant qu'il serait jugé plus à propos. Le prince d'Orange devait commander à toutes ces troupes, sauf le cas où, soit le frère du roi, soit le cardinal de Richelieu, voudrait conduire en personne le contingent de France, le commandement en chef demeurant alors réservé à l'un ou à l'autre. Cette armée était destinée à la conquête du territoire espagnol ; mais avant d'agir, elle appellerait les peuples de Flandre à la liberté, les invitant à chasser leurs maîtres, et à former un corps d'État libre, avec tous droits de souveraineté et le maintien de leur religion, sauf toutefois les frontières, que la France et les états généraux occuperaient chacun de leur côté pour les défendre : si les provinces des Pays-Bas ne voulaient pas secouer le joug des Espagnols, il était fait d'avance partage de tout le pays entre le royaume et la république confédérés. Il avait

été convenu en outre, que le roi de la Grande-Bretagne serait prié de se joindre à cet effort pour le bien et le repos de la chrétienté, ou tout au moins de garder une neutralité ferme et entière dans le débat qui allait s'ouvrir. Pour l'engager à y prendre une part active, on lui faisait valoir l'intérêt du prince palatin dont le rétablissement, au moins dans ses États, si ce n'était dans son droit électoral, deviendrait un des objets de la guerre et une des conditions de la paix ; mais comme on le savait hors d'état de fournir hommes ou argent, on voulait au moins le détourner de livrer aux Espagnols, moyennant finance, ce qu'il pouvait avoir de forces disponibles. Des mesures sévères avaient été prises en Lorraine pour retenir dans l'obéissance ce pays nouvellement occupé. On avait désarmé les habitants de Nancy, chassé de la ville toutes les personnes suspectes d'affection pour le duc Charles ; le prince de Condé, nommé lieutenant général pour le roi en ce pays, s'était fait l'exécuteur de ces ordres rigoureux. En Suisse, on s'occupait d'apaiser les différends qui se prolongeaient entre les protestants et les catholiques, pour que rien de ce côté ne gênât l'expédition du duc de Rohan. En Italie, on renouvelait les alliances avec les ducs de Savoie, de Mantoue et de Parme. Des instructions avaient été données pour fortifier partout les côtes et les frontières ; des levées se faisaient dans toutes les provinces ; les chefs militaires avaient eu ordre de rejoindre leurs postes ; pour obtenir de l'argent, on avait cessé les poursuites commencées contre les financiers ; la chambre de justice, établie pour la recherche de leurs méfaits, était supprimée ; suivant l'idée reçue alors, que le luxe et la superfluité des particuliers diminuaient les ressources de l'État, on avait renouvelé les édits contre la fabrication et l'usage des vêtements somptueux, comme aussi contre l'établissement et la fréquentation des brelans ; enfin, pour ajouter quelque sentiment de colère ou d'effroi à l'émotion de ces vastes préparatifs, on donna au peuple le spectacle d'une exécution pour crime politique. Un prêtre accusé d'avoir entretenu correspondance avec l'aumônier de la reine mère, contre le service du roi et la vie du premier ministre, fut arrêté à Paris, mis en prison et pendu.

Cependant plusieurs armées se rassemblaient en Picardie et en Champagne ; celle qui devait aller se joindre aux Hollandais s'organisait à Mézières sous le commandement des maréchaux de Châtillon et de Brézé. Le maréchal de la Force avait charge de faire tête au duc Charles de Lorraine dans la haute Alsace. Le marquis de Feu-

quières, en même temps négociateur et capitaine, tenait un corps d'armée, levé en Allemagne, à la disposition du duc de Saxe-Weymar. Le roi jugea bientôt (17 avril) qu'il était temps de quitter son séjour de plaisance et de repos pour se montrer du côté où la guerre allait marcher. Il partit donc de Paris prenant son chemin vers la Picardie. Dès la première étape (21 avril), il expédia l'ordre à son résident en Flandre de réclamer auprès du cardinal infant la liberté de l'archevêque de Trèves, protégé de la couronne de France, prince souverain, surpris dans ses États sans déclaration de guerre, et retenu prisonnier sans avoir été mis préalablement au ban de l'empire. Pendant que le roi commençait à visiter les villes de Picardie, accompagné de la reine et suivi d'une petite armée fort leste de quatre à cinq mille hommes, il lui fut annoncé que le chancelier de Suède Oxenstiern venait d'Allemagne à sa rencontre, et on résolut de l'attendre à Compiègne (26 avril). C'était sans doute un bien digne objet de curiosité que de voir arriver en France le confident des pensées de Gustave-Adolphe, l'héritier de sa politique, le continuateur de sa grande entreprise, un sujet tenant rang de souverain dans la ligue formée en Allemagne, un homme d'ailleurs venu de par delà les pays connus du vulgaire, un Suédois. Oxenstiern et Richelieu, placés l'un devant l'autre, s'entretenant familièrement ensemble, au moment où toute l'Europe va recevoir de leurs mains puissantes une nouvelle secousse, présentent à l'imagination un spectacle plein d'intérêt. Par malheur, ces notables accidents de l'histoire sont toujours ceux qui fournissent le plus de carrière à l'invention et le moins de renseignements à la vérité. Tout ce que nous savons, c'est qu'on fit au chancelier une réception très-honorable, qu'avec une suite de deux cents personnes il vint saluer le roi à Compiègne, et que leur entretien dura une demi-heure. L'interprète qui servait à cette conversation n'était pas moins remarquable que le personnage amené de si loin devant Louis XIII. C'était le fameux Hugues Grotius, ce savant homme de Hollande, poursuivi dans son pays pour querelles théologiques, naguère réfugié en France, maintenant ambassadeur de la couronne de Suède auprès du roi très-chrétien, et il y a certainement plaisir à se figurer l'auteur du « Droit de la paix et de la guerre » faisant parler l'un à l'autre les chefs de deux grandes nations. Le chancelier de Suède fut conduit ensuite chez le cardinal de Richelieu, et là l'entretien eut lieu sans truchement, les deux ministres s'exprimant en latin, mais devant témoins,

de sorte que, pendant trois heures, il ne fut question que de compliments et de propos joyeux. Plus tard ils furent longtemps ensemble et se parlèrent seul à seul. De cette entrevue il sortit un nouveau traité d'alliance entre les deux couronnes, fondé sur l'état de guerre où la France allait maintenant entrer. Après quoi le chancelier quitta le roi, comblé de présents et de bon accueil (30 avril); il se rendit à Paris où il passa quelques jours, puis alla s'embarquer à Dieppe pour la Hollande.

(4 mai) Ce fut après son départ qu'arriva la réponse du cardinal infant. Il se contentait de dire qu'il ne pouvait rien décider sur le sujet de l'archevêque de Trèves, avant de connaître l'intention de l'empereur et celle du roi d'Espagne. On n'attendait peut-être pas autre chose; mais on parut s'étonner beaucoup de ce que, plus de six semaines après l'événement, il y eût encore prétexte d'ignorance sur les résolutions à prendre ou à suivre. En même temps l'ambassadeur d'Espagne se retira de France sans prendre congé. C'était tenir la guerre pour déclarée; mais le cardinal de Richelieu voulait qu'elle le fût avec toute la solennité possible. Une commission fut donnée (24 mai) au héraut d'armes de France sous le titre d'Alençon de se rendre à Bruxelles, pour y trouver le cardinal infant et lui dire ce qui était la volonté du roi de France. Arrivé à la porte de Bruxelles (26 mai), il se revêtit de sa cotte d'armes violette parsemée de fleurs de lis en or, avec les armes de France et de Navarre par devant et par derrière, et fit sonner par un trompette les chamades accoutumées. On le conduisit dans la ville où il attendit longtemps que le cardinal infant fût prêt à le recevoir, ce qui était toujours retardé sous divers prétextes. Enfin, voyant la journée se passer sans qu'il eût audience, il tira de sa poche la déclaration écrite dont il était porteur et voulut la remettre aux hérauts du pays qui l'étaient venus trouver. Ceux-ci ayant refusé de la prendre, il sortit avec eux du logis où on l'avait mené et jeta sa déclaration par terre à leurs pieds. Elle portait que « le cardinal infant n'ayant pas voulu rendre la liberté à l'archevêque » de Trèves, électeur de l'empire, qui s'était mis sous la protection » du roi alors qu'il ne pouvait en recevoir de l'empereur ni d'aucun » prince, et s'obstinant, contre la dignité de l'empire et le droit des » gens, à retenir prisonnier un prince souverain qui n'avait pas de » guerre avec l'Espagne, le roi de France était résolu de tirer raison » par les armes de cette offense qui intéressait tous les princes de la

» chrétienté. » Cela fait, il traversa la ville, reprit le chemin de France, et arrivé au dernier village des Pays-Bas sur la frontière, il planta en terre un poteau portant copie de la même publication.

Cependant l'armée, rassemblée à Mézières sous les ordres des maréchaux de Châtillon et de Brézé et du grand maître de l'artillerie, le marquis de la Meilleraye, cousin germain du cardinal, auquel le vieux duc de Sully venait de résigner sa charge moyennant un bâton de maréchal de France, s'était mise en marche pour aller au-devant du prince d'Orange, que l'on accusait déjà de n'être pas exact au rendez-vous. Le lieu en était fixé à Rochefort dans le Luxembourg. Les deux maréchaux, y étant arrivés sans trouver personne, furent obligés de continuer leur route vers Maestricht. En passant il leur fallut prendre Marche-en-Famine, petite ville gardée par une garnison espagnole, et qui ne fit pas de résistance. Ils s'avançaient ainsi assez tranquillement dans le pays ennemi, lorsqu'ils furent avertis (20 mai) de l'approche d'une armée espagnole, commandée par le prince Thomas de Savoie, frère du duc régnant, que la maison d'Autriche venait de prendre à son service. Alors on résolut de livrer bataille dans la plaine d'Avein. Le prince Thomas fut repoussé avec une perte considérable, que les relations du temps portent à plus du tiers de son armée, laissant entre les mains des vainqueurs toute son artillerie, beaucoup de drapeaux, et un tel nombre de prisonniers qu'on en fut bientôt embarrassé, et que le roi lui-même, dans sa dépêche aux maréchaux, parut regretter de n'avoir pas été aussi bien servi d'une autre façon. Parmi les volontaires de France combattaient les ducs de Mercœur et de Beaufort, le prince de Marsillac, et autres seigneurs. Le baron de Charnacé, ambassadeur en Hollande, y fit vaillamment métier de soldat. Les deux maréchaux furent alors facilement reconnus pour amis dans le pays de Liège qu'ils avaient à traverser, et reprirent leur marche pour aller chercher les Hollandais. Au bout de quelques jours le duc de Bouillon, avec une partie des troupes alliées, vint leur annoncer l'approche du prince d'Orange, et la jonction de toutes les forces se fit enfin aux environs de Maestricht (29 mai). Le prince d'Orange amenait une belle infanterie de diverses nations en fort bon ordre, sauf les vieux régiments français au service des états qui depuis longtemps n'avaient pas eu de recrues. Le baron de Charnacé y avait un régiment nouvellement formé. La cavalerie était aussi bien complète et de bonne apparence. De chaque

côté il y avait eu un peu d'économie sur le nombre des troupes à fournir ; mais la totalité de l'armée combinée dépassait encore cinquante mille hommes.

La victoire d'Avein, heureux début d'une guerre à peine entamée, fut célébrée à Paris avec beaucoup de pompe. On y chanta le *Te Deum* dans l'église du couvent des Augustins, où le clergé tenait alors son assemblée, et à Notre-Dame, où, peu de temps après, furent attachés les étendards conquis sur l'ennemi. Le roi profita de la joie causée par ce spectacle, pour faire publier (18 juin) au parlement « les justes causes qu'il avait eues de rompre ouvertement avec l'Espagne. » Il rappelait toutes les infractions commises par les Espagnols à cette alliance des deux nations qu'avait cimentée un double mariage, leur ingratitude de tous les bons offices que la France leur avait rendus, et les entreprises qu'ils avaient sans cesse renouvelées pour troubler le repos du royaume par les factions intestines, ou opprimer ses alliés. Jusque-là on s'était contenté de rendre leurs efforts inutiles ; mais cette modération n'ayant servi qu'à augmenter leur audace, par la pensée qu'ils en seraient toujours quittes pour une paix après avoir manqué leur coup, il avait bien fallu porter plus avant le ressentiment des offenses, pour faire cesser une bonne fois l'habitude qu'ils avaient prise d'offenser si légèrement. Il était évident que l'Espagne avait destiné de tout temps la Flandre pour sa place d'armes, et qu'elle y voulait établir le siège d'une guerre immortelle, non pas tant pour assujettir des peuples qu'elle avait reconnus libres et souverains en traitant avec eux, que pour tenir la France en perpétuelle jalousie de ce côté-là, faire de continuelles entreprises sur ses frontières, et, avec des troupes aguerries, être toujours en état de la surprendre. Il valait donc mieux chercher une honorable sûreté par les armes, que de consommer ses forces inutilement et d'employer cent cinquante mille hommes à conserver une paix douteuse et incertaine. Avec tant de motifs pour éclater, encore aurait-on patienté peut-être, sans l'injure récemment faite à la couronne de France en la personne de l'électeur de Trèves, avec violation flagrante du droit des gens. « Aussi, disait le roi, ne pourrions-nous pas nous » souvenir de la gloire que nos prédécesseurs ont acquise en tant de » longs voyages et de périlleuses guerres, si leur exemple ne nous » conviait pas à soutenir l'honneur de cette couronne par les mêmes » voies ; et ne penserions-nous plus commander à cette nation belli-

» queueuse qui a toujours été la retraite des affligés et l'appui des  
» opprimés, si tous nos bons et fidèles sujets ne prenaient part au  
» ressentiment d'une offense qui nous a été faite si publiquement,  
» pour nous aider à en tirer raison. »

Il faut laisser de côté les manifestes où chacune des deux puissances voulait attribuer à son adversaire le premier acte d'hostilité. Nous en avons assez dit pour faire voir que de part et d'autre, sans peut-être vouloir la guerre avec toutes ses conséquences, on l'avait rendue inévitable, ou plutôt que le nom seul y manquait. L'occasion, la date de la rupture pouvaient seules être un objet de caprice ou de choix, et on ne peut vraiment reprocher à la France d'avoir pris un prétexte qui ne fût pas honorable, d'avoir trop mis de son côté l'avantage des circonstances. La capture d'un électeur, d'un archevêque, d'un prince souverain, était sans aucun doute une violence énorme, et, au moment où le roi entra de sa personne dans la querelle armée, le succès était pour la maison d'Autriche. On avait donc le beau rôle, celui de protecteur, d'offensé; on se joignait au parti le plus faible; on pouvait invoquer, comme le faisait le roi dans sa déclaration, « l'assistance de la bonté divine, qui déjà s'était signalée en sa faveur » par le gain d'une célèbre bataille dès l'ouverture de la guerre. Il ne s'agissait plus que de continuer à vaincre pour garder le bon droit de son côté.

Un autre succès était venu encore augmenter les espérances. Le maréchal de la Force, qui commandait en Alsace, avait pour mission de s'opposer au duc Charles de Lorraine. Tout près de son armée était le gouvernement de Metz, confié au cardinal de la Valette depuis la démission obtenue du duc d'Épernon. Ce cardinal pouvait être considéré déjà comme partageant le commandement du maréchal, jusqu'à ce qu'il eût un corps de troupes à lui, qui se rassemblait dans la ville de Langres pour marcher directement sous ses ordres. Il serait peut-être plus exact de dire que le général était soumis à la direction et à la surveillance du prélat, celui-ci recevant chaque jour les instructions de la cour et visitant l'armée quand il en était besoin, ce dont le maréchal de la Force se montrait, disait-on, « fort satisfait. » Sa présence ayant animé les soldats, on résolut de se porter en avant pour tenter quelque entreprise contre le duc Charles qui avait reparu du côté de Belfort venant de la Franche-Comté; on le rencontra prenant sa route vers la Lorraine. Les deux armées furent

en présence quelques jours et se livrèrent quelques escarmouches, après lesquelles le duc Charles jugea prudent de faire retraite. Alors on voulut au moins l'y troubler « pour en emporter quelque pièce. » Un engagement partiel eut lieu près de Montbéliard (24 mai), entre l'arrière-garde des Lorrains et les corps les plus lestes de l'armée française. A ce combat marchaient sur la même ligne le cardinal de la Valette et le vicomte de Turenne, frère aîné du duc de Bouillon que nous avons vu tout à l'heure dans l'armée du prince d'Orange. Les ennemis y eurent le dessous avec une perte assez considérable, et l'armée du roi ayant gardé le champ de bataille tout un jour, pendant que le duc Charles regagnait Bèfort d'où il était parti, on put, sans trop d'exagération, proclamer ce fait d'armes comme une victoire. Le cardinal de la Valette reçut du cardinal de Richelieu une réprimande honorable pour s'être trop exposé dans le combat. « Une personne de la dignité dans laquelle vous êtes, lui écrivait-il, peut bien faire le capitaine, mais non le carabin. »

Mais c'était dans les Pays-Bas surtout qu'on attendait quelque résultat prochain et décisif de la jonction des deux armées. Toutes les précautions avaient été prises pour éviter la jalousie, inconvénient ordinaire des coalitions. Le roi avait bien recommandé aux deux maréchaux d'obtenir de leurs officiers et de leurs soldats toute la modestie qui serait possible dans le récit de cette bataille où les Hollandais ne s'étaient pas trouvés. Il avait été convenu que le prince d'Orange donnerait le mot à l'armée combinée, dont les opérations seraient délibérées seulement entre lui et les deux maréchaux, ceux-ci ne devant consulter les chefs sous leurs ordres que sur l'exécution de ce qui aurait été résolu. Il y eut d'abord du retard, du temps perdu à se joindre, à se distribuer, à convenir de la route qu'on allait prendre. Le maréchal de Châtillon prétendait, avec quelque vraisemblance, que si les Français avaient pu poursuivre tout seuls l'ennemi déjà une fois vaincu, ils auraient produit de meilleurs effets qu'on n'en pouvait attendre maintenant de l'accroissement de leurs forces. Mais c'était là le désavantage nécessaire d'un plan de campagne tracé à l'avance dans le cabinet et avec toutes les entraves que requièrent les traités. Il fallut trois jours pour que l'on se mît en chemin, et l'on n'avança que lentement. L'armée espagnole était retranchée près de Tirlemont : elle quitta sa position sans combattre et alla se camper devant Louvain, laissant la ville de Tirlemont avec une faible garnison.

défendre ses murailles. Le prince d'Orange la fit inutilement sommer de se rendre et il en ordonna l'assaut (9 juin). Dix mille hommes, pris dans les deux armées, s'avancèrent contre les remparts : les faubourgs furent rapidement enlevés, et les soldats des deux nations entrèrent presque en même temps chacun de leur côté dans la ville. Il ne s'y fit d'abord que le pillage ordinaire, les généraux ayant pris soin de ramener au camp leurs soldats suffisamment chargés de butin. Mais, le lendemain, une singulière émulation de désordre parut saisir les deux armées. Les Français se prirent tout à coup de l'idée que les Hollandais voulaient achever seuls l'ouvrage de désolation commencé la veille. Sourds à la voix de leurs chefs, ils rompirent leurs rangs et s'élancèrent dans la ville par les brèches qu'on y avait faites pour la prendre. Alors ce fut à qui commettrait le plus d'excès et de violences ; en deux heures la ville fut entièrement saccagée, les couvents et les églises brûlés, les religieuses, qui s'y trouvaient en grand nombre, livrées à la brutalité du soldat, les Français se faisant honneur de n'y pas mettre plus de ménagement que leurs alliés hérétiques. Ce fut un mauvais commencement pour l'alliance armée des deux pays. Car de ces horreurs commises en commun, la première satisfaction passée, il resta des reproches et des récriminations. On fit passer en jugement quelques soldats qui furent punis par le conseil de guerre ; mais, comme dit une relation du temps, « c'en était fait de la ville, de ses richesses, de ses édifices, et les habitants n'en furent pas mieux. »

Arrivés devant Louvain, les généraux se trouvèrent embarrassés, jugeant également impossible de forcer les Espagnols dans leur camp et d'assiéger la ville en leur présence. Ils se réunissaient bien à l'idée de marcher droit sur Bruxelles ; mais les vivres leur manquaient, et on ne pouvait pénétrer au centre d'un pays ennemi, garni de fortes villes, sans être assuré de sa subsistance. Cependant comme il y avait tout autant de mal à rester en chemin, on laissa Louvain de côté et on fit mine de se diriger vers Bruxelles. Le cardinal infant y conduisit aussitôt son armée ; après quelques bravades aux portes de la ville, les troupes alliées retournèrent sur leurs pas et vinrent mettre le siège devant Louvain (25 juin), plus d'un mois après la victoire qui semblait devoir leur en ouvrir les portes. Cette lenteur fut beaucoup blâmée en France où l'on aime assez les choses qui vont vite. C'était revenir de bien loin que de réduire ses espérances à la prise d'une place qui pouvait demander un long siège. Le maréchal de Châtillon

écrivait, il est vrai, que ce serait chose facile, et « qu'en ce moment » les écoliers de l'université de Louvain voudraient bien voir tous leurs livres brûlés et être loin de là. » Mais déjà l'on annonçait l'arrivée dans les Pays-Bas d'une armée nouvelle venant d'Allemagne, conduite par le général Piccolomini. Le maréchal de Châtillon avait l'air de s'en réjouir, dans l'espoir d'une grande bataille où il ne doutait pas d'être vainqueur ; pourtant il semble que les Espagnols s'en réjouissaient à meilleur titre.

Cette armée, qui venait de passer le Rhin à Philipsbourg, était le fruit d'un grand succès obtenu sans coup férir par la seule voie des négociations. L'empereur avait enfin réussi à détacher de la coalition l'électeur de Saxe. Il avait conclu avec ce prince un traité, publié bientôt sous la forme d'un décret de l'empire (31 mai), dont l'exécution était remise à tous les membres du corps impérial qui voudraient y adhérer, contre ceux qui en étaient spécialement exclus ou refuseraient de s'y joindre. L'électeur de Brandebourg, plusieurs princes souverains et les principales villes impériales avaient accepté ces conditions. La puissance de l'empire venait de reprendre son unité, et n'avait plus à combattre sur le sol de l'Allemagne que des étrangers ou des rebelles. Cette position permettait d'envoyer un secours au cardinal infant en récompense de celui qu'il avait fourni lui-même l'année précédente. Les troupes que lui donnait l'empereur avaient profité, pour passer le Rhin, de l'absence du duc Bernard qui s'était porté sur un autre point, et ne rencontrèrent aucun obstacle dans leur marche jusqu'à Namur. Cependant la ville de Louvain faisait plus de résistance qu'on n'en avait attendu ; les deux armées qui l'assiégeaient manquaient de vivres, et les Espagnols avec une cavalerie nombreuse pouvaient intercepter leurs convois. Il fallut donc bientôt lever le siège et se retirer vers la Meuse, à Ruremonde, bien loin en arrière du lieu d'où l'on était parti. « Ainsi, écrivait le maréchal de » Châtillon (4 juillet), il ne nous restera aucune marque de notre » voyage vers Bruxelles que le déplaisir d'avoir fait si peu avec des » forces telles que les Pays-Bas n'en ont jamais vu de semblables. » La retraite même ne servit pas à protéger le territoire des états. Les Espagnols, attirés dans le pays à la suite de l'armée, s'emparèrent du fort de Schenck, à la séparation du Rhin et du Wahal, place de grande importance pour la sûreté des villes voisines et la communication sur les rivières (28 juillet). Cette prise parut jeter un profond

découragement dans l'esprit du prince d'Orange qui, durant toute la campagne, s'était montré singulièrement froid et irrésolu. Dès lors il n'y eut plus d'autres opérations militaires que des travaux entrepris pour menacer ce fort et empêcher les Espagnols de s'y établir ; tous les desseins d'offensive furent abandonnés ; on ne songea qu'à mettre en sûreté derrière le Rhin la double armée, diminuée chaque jour par les maladies. Le maréchal de Châtillon fut rappelé de ce commandement pour venir en prendre un autre sur la frontière de Picardie. Le maréchal de Brézé resta seul avec le prince d'Orange, et on lui retira une partie de son bagage d'artillerie. L'expédition des Pays-Bas était maintenant regardée comme une partie manquée où l'on cessait de prendre intérêt ; on cherchait sa revanche d'un autre côté.

Il semble que, dès les premières lenteurs qui arrêtaient le progrès de l'armée en Flandre, le cardinal de Richelieu ait voulu reporter toute son activité sur la part d'opérations qu'il avait confiée au cardinal de la Valette. C'était d'ailleurs chose naturelle que d'affectionner surtout un général entièrement de sa création et une armée faite tout exprès pour ce général. Nous avons vu qu'elle s'était formée à Langres, et le cardinal de la Valette vint en prendre le commandement peu de temps après le combat où il s'était distingué par son audace extrême. On lui donna pour un de ses maréchaux de camp le vicomte de Turenne, qu'il avait pris en grande estime et qu'il recommandait fortement à la cour. Sa destination était d'aller joindre vers le Rhin le duc Bernard de Saxe-Weymar, pour agir conjointement avec lui contre l'armée impériale. Une des instructions qui lui furent envoyées l'invitait à ne pas trop insister avec ce général sur la préséance due à sa dignité de cardinal, s'il ne le trouvait pas disposé à la reconnaître ; mais l'extrême civilité du prince allemand rendit cette recommandation inutile. L'objet de la guerre était ici d'aider le duc Bernard à défendre les places qui restaient encore aux alliés sur les bords du Rhin et même en deçà ; car déjà les forces de l'empereur avaient poussé le duc jusque vers la Sarre où elles menaçaient la ville de Kaiserslautern. Avec le secours des troupes françaises on espérait les repousser, reprendre l'offensive et s'avancer jusqu'à Mayence pour délivrer cette ville assiégée. Le cardinal reçut un pouvoir moins limité qu'on n'avait coutume d'en accorder aux autres généraux, tant était grande la confiance de son collègue ecclésiastique en ses talents militaires. Il se

mit en marche avec quinze mille hommes de pied et cinq mille chevaux pour aller joindre le duc de Saxe-Weymar à Sarrebruck, et leurs forces réunies s'avancèrent au secours de la ville de Deux-Ponts qu'il fallait désormais sauver, Keiserslautern ayant été pris par l'ennemi (27 juillet). A l'approche des Français, le comte de Gallas leva le siège et fit sa retraite, ce qui ne procura pas peu d'honneur au cardinal chef d'armée, encore bien qu'il n'eût pu forcer les ennemis à combattre. Le père Joseph lui écrivant de Paris, sut même profiter des mauvais succès en Flandre pour lui adresser une ingénieuse flatterie. « Il semble, lui dit-il, que les cardinaux aient cette année » quelque bonheur fatal pour arrêter les progrès des grands capitaines. » On le louait fort aussi de maintenir sévèrement la discipline en son armée et de punir les déserteurs, suivant l'exemple du roi qui avait promis « de ne pas épargner même les plus huppés. » Encouragé par ces éloges, le cardinal résolut de pousser plus avant, de traverser un pays pauvre et désert, sans assurance de vivres, sans places qui servissent d'abri, pour aller tenter le secours de Mayence. En chemin on apprit que le siège de cette ville était levé, ce qui ne diminua pas l'envie d'en approcher, dans l'espoir qu'on pourrait joindre le landgrave de Hesse et agir avec lui de l'autre côté du Rhin. On prit sur la route la ville de Bingen, et l'on arriva devant Mayence, qui, délivrée des ennemis, demandait maintenant à être ravitaillée. Pendant ce temps les impériaux s'emparaient de Francfort-sur-le-Mein (22 août), et l'on résolut de passer le Rhin pour les combattre, ce mouvement devant, selon toute attente, déterminer la jonction du landgrave de Hesse. Mais ce prince, par plusieurs motifs que l'on réduisit alors à la jalousie du commandement, refusa nettement son concours, de sorte qu'il fallut renoncer à rien entreprendre et revenir à Mayence, d'où bientôt après, pressé par le manque de vivres, les maladies et l'approche de l'hiver, on se résolut à faire retraite (15 septembre). Il n'y avait eu d'autre exploit par delà le Rhin qu'un échange de mousquetades et de coups de pistolets, entre un détachement de la cavalerie française et quelques escadrons allemands qui sortirent de leur camp devant Francfort pour en venir aux mains. Un homme qui n'était pas d'épée y fut blessé au bras; c'était un des fils du président de Thou, nommé François-Auguste, maître des requêtes et suivant l'armée pour son plaisir. En s'éloignant de Mayence, on se crut obligé de lui laisser de quoi se nourrir, et l'armée, qui avait tout au plus sa

subsistance assurée, se dégarnit en faveur de la ville. Le comte de Gallas mit alors ses Croates à la poursuite des deux généraux qui se retiraient ensemble par les chemins incommodes, lui-même ayant gagné de vitesse et fermant avec toutes ses troupes la meilleure route, celle où on pouvait trouver de quoi vivre. Le courage ardent du cardinal de la Valette ne suffisait plus à la conduite d'une armée fatiguée, manquant de tout, harcelée par la cavalerie ennemie, à travers un pays aride et semé d'embuscades; le vicomte de Turenne l'y aida utilement de sa jeune expérience. Enfin, après treize jours d'une marche pénible (28 septembre) et quelques combats qui ne furent pas sans honneur, l'armée qui devait combattre au delà du Rhin, vint se reposer sous les murs de Metz, d'où ensuite elle fut distribuée en garnisons.

C'était là encore une mauvaise réussite, et pourtant on fut plus discret à l'avouer qu'on ne l'avait été pour l'expédition en Flandre. Le cardinal de Richelieu affecta de paraître fort satisfait et déclara publiquement que le cardinal de la Valette « était le seul homme en » France à qui l'on pût confier de grandes armées. » Il fut aussi fort bien accueilli du roi qu'il trouva en posture de guerre, campé devant la ville de Saint-Mihiel. Après son voyage en Picardie, le roi était revenu à Château-Thierry, attendant l'événement de ses diverses entreprises. Là, pour donner plus d'éclat à la guerre, il avait convoqué (30 juillet) le ban et l'arrière-ban de la noblesse, quoiqu'il restât assez peu de gentilshommes qui n'eussent pas emploi dans les armées. Dans cet entre-temps il y eut une grande alarme à la cour sur la nouvelle d'un voyage que venait de faire inopinément le duc d'Orléans et que l'ont prit encore pour une fuite. Il se trouva que le prince avait eu seulement la curiosité de descendre la Loire jusqu'à Nantes, après quoi il était rentré fort tranquille en sa résidence de Blois. Cependant l'assemblée du clergé réunie à Paris, consultée sur la question de savoir « si les mariages des princes du sang, appelés à recueillir la » succession de la couronne, étaient valablement contractés sans le » consentement du roi et contre sa volonté expresse, » s'était unanimement prononcée pour la négative. Sa décision portait que « les » coutumes des États, quand elles sont raisonnables, anciennes, affer- » mies par une prescription légitime et autorisées par l'Église, peuvent » faire que les mariages soient nuls et non valablement contractés; » que la coutume de France ne permettant pas aux princes du sang

» de se marier sans le consentement du roi, il y avait lieu de déclarer illicites les mariages de cette espèce où manquait cette condition (15 juillet). » En récompense de ce service, l'assemblée aurait bien désiré se faire remettre quelque chose sur le don volontaire que le roi en attendait pour subvenir à ses besoins; mais elle fut pressée si vivement de concourir aux dépenses de la guerre qu'il fallut bien s'y résoudre. Toutefois, ni la poursuite de cet intérêt domestique, ni les divertissements de Monceaux et de Fontainebleau, n'avaient pu empêcher « la mélancolie dont le roi était travaillé » en songeant à ces armées qui marchaient sans qu'il fût à leur tête. Le cardinal lui avait remontré en vain l'inconvénient des grandes chaleurs, la crainte de le voir tomber malade; tout ce qu'on avait pu obtenir de lui, c'était qu'il attendît au moins qu'on lui eût organisé une armée digne de sa présence et capable d'entreprendre quelque chose d'important. On lui destina celle de Lorraine qui se comportait faiblement sous le vieux maréchal de la Force, et sous le duc d'Angoulême depuis peu adjoint à ce commandement. On y dirigea l'arrière-ban des provinces et quelques levées de Suisses. De ce côté, le duc Charles de Lorraine avait repris l'offensive et s'était emparé de Saint-Mihiel. Cette sorte d'insulte, faite par le prince dépossédé aux conquêtes du roi, déterminait son départ. Peu de jours avant qu'il se mît en route, comme il était à la chasse, le tonnerre tomba sur son carrosse et frappa deux de ses gens. Cet accident fut compté comme un bon augure, et les savants de la cour trouvèrent qu'il en était arrivé autant à l'empereur Auguste partant pour triompher de l'Espagne. Il paraît qu'au même temps le roi se prit d'un mouvement d'humeur contre le cardinal de Richelieu, pour quelque manquement qu'il avait trouvé dans son équipage de guerre et qu'il lui reprocha aigrement. Mais à peine la lettre qui lui portait cette boutade était-elle envoyée, qu'il lui écrivit de nouveau (5 septembre) « pour le prier de la brûler, d'en oublier le contenu, de s'assurer qu'il n'aurait jamais d'autre pensée que de suivre ponctuellement ses bons avis. » Le cardinal ne crut pas devoir tenir rigueur à une faute sitôt réparée. Il répondit au roi « qu'il n'avait jamais songé à se fâcher de sa promptitude, et que si sa majesté l'avait outragé, ce qui n'était pas, la satisfaction qu'il lui faisait en termes si obligeants dépasserait de beaucoup l'offense. » Le roi venait d'arriver en Lorraine lorsque le cardinal de la Valette accourut lui raconter sa retraite. Pendant que le duc d'Angoulême et

le maréchal de la Force battaient la campagne pour s'opposer à la cavalerie du duc Charles, ou forcer celui-ci à sortir de son camp, le comte de Soissons entreprit (2 octobre) le siège de Saint-Mihiel qui se rendit au bout de quelques jours. La capitulation portait la vie sauve pour toute la garnison, à l'exception de dix hommes dont le roi userait à son gré. Les chefs furent traités comme prisonniers, quatorze cents soldats envoyés aux galères où il n'en arriva qu'un petit nombre, plusieurs bourgeois condamnés à mort pour l'exemple, et l'on taxa la ville à une rançon de trois cent mille livres. Ce fut là pourtant tout ce que produisit la présence du roi dans son armée. Il en envoya une partie au cardinal de la Valette, une autre au duc d'Angoulême et au maréchal de la Force, avec ordre d'agir puissamment contre l'ennemi, ce que les derniers ne purent faire, étant obligés au contraire de se replier plus près de la frontière, et il revint tristement à Paris, ramenant un prisonnier de plus pour la Bastille (23 octobre). Ce prisonnier n'était pas un ennemi, mais bien un des maréchaux de camp qui l'avaient accompagné dans cette expédition, Adrien de Montluc, comte de Cramail ou Carmain, homme d'esprit et de probité, ayant dépassé l'âge des folies, car il comptait soixante-six ans, mais à qui l'on reprochait, outre sa vieille liaison avec la comtesse du Fargis, une censure tracassière de ce que faisaient les autres officiers; et qui venait, disait-on, d'exciter chez le comte de Soissons « des jalousies et des humeurs fort préjudiciables au service du roi. » Le cardinal de Richelieu n'avait pu suivre l'armée à cause d'une nouvelle atteinte de sa maladie; il est probable qu'on voulut encore profiter de son absence pour lui rendre de mauvais offices, et le comte de Cramail paya pour le mauvais succès de la campagne.

La guerre se faisait aussi sur les frontières de Picardie et de Flandre sans autre résultat que beaucoup de dégâts pour les deux pays. Le maréchal duc de Chaulnes, ce frère du duc de Luynes que l'on a pu oublier, y commandait seul d'abord comme gouverneur de la province; on eut bientôt besoin de rassurer les habitants peu accoutumés à voir des courses de soldats sur leurs terres, et on donna pour général aux troupes du roi le maréchal de Châtillon. Un seigneur flamand, le prince d'Espinoy, s'était mis avec les Français dans l'espoir d'entraîner quelque défection. Mais le peuple des Pays-Bas fut sourd à ces promesses de liberté qui s'avançaient avec le fer et la flamme. Le comte de Buquoy, général de l'armée espagnole, envoya ses Croates

au butin sur le territoire de Picardie, et ce fut après bien des efforts inutiles qu'on parvint à en défaire un parti considérable (20 novembre); on réussit mieux à dévaster par représailles les villages de Flandre.

Sur les côtes de la Provence, la flotte d'Espagne, dont on avait célébré en vers latins la destruction, parut enfin (14 septembre), bien que diminuée par les tempêtes, et s'empara des îles de Sainte - Marguerite et Saint - Honorat. En Italie, le maréchal de Créquy, lieutenant général pour le roi de là les monts, s'était avancé (15 août) du Montferrat vers le Milanais avec une armée dont le commandement supérieur devait être remis au duc de Savoie. Le duc de Parme avait joint promptement ses troupes aux siennes, suivant le traité de confédération contre l'Espagnol. Mais le duc de Savoie, sur lequel on devait le plus compter comme chef et comme allié, se fit longtemps attendre. Les deux corps d'armée n'en assiégèrent pas moins la ville de Valenza, située sur le Pô, et qui leur ôtait la communication de Casal. Le duc de Savoie n'arriva que fort tard au siège et pour le blâmer. Cette disposition mit les généraux en défiance l'un de l'autre, leur fit perdre les occasions d'attaquer l'ennemi, tellement que, la ville ayant reçu de forts secours, il fallut s'en éloigner (25 octobre), chacun se plaignant d'avoir inutilement proposé ce qu'on devait faire pour la prendre. Après quoi il ne fut plus question que de défendre les frontières de Piémont et du duché de Parme, l'État de Milan n'ayant pu être entamé. Pendant ce temps, le duc de Rohan avait exécuté avec bonheur l'occupation de la Valteline. Depuis six mois il parcourait ce pays faisant face tour à tour aux Allemands venus du Tyrol et aux Espagnols qui arrivaient d'Italie. Trois fois il avait battu les impériaux avec un petit nombre de soldats que son activité semblait multiplier, quand la levée du siège de Valenza lui amena sur les bras une partie de l'armée milanaise. Un engagement furieux eut lieu (11 novembre) à l'entrée italienne de la vallée d'où les Espagnols furent repoussés, et il fallut aussitôt courir à l'autre extrémité pour arrêter les Allemands qui menaçaient d'y descendre. Le voyant revenir vers eux vainqueur, ils se retirèrent, et le duc de Rohan resta paisible possesseur de sa conquête avec l'honneur d'avoir, seul parmi tous les généraux du roi, mené à bonne fin la charge qu'on lui avait confiée, quoiqu'on l'y eût assez peu soutenu.

L'hiver allait suspendre les opérations militaires et constater pour chacun les résultats de la lutte. Des cinq armées que le roi avait levées

et dont on s'était promis tant de succès, l'une, celle qui devait occuper les Pays-Bas espagnols, avait pris ses garnisons en Hollande; l'autre, destinée à s'emparer du Milanais, défendait les villes des princes alliés; la troisième, celle de Picardie, harassée de fatigues et réduite à un petit nombre, ne demandait qu'à prendre du repos dans les places frontières; les deux dernières, celles d'Allemagne et de Lorraine, augmentées encore des débris du corps formé tout exprès pour le roi, s'étaient réunies sous le triple commandement du cardinal de la Valette, du duc d'Angoulême et du maréchal de la Force, pour résister aux forces jointes du comte de Gallas et du duc Charles de Lorraine. Les deux généraux ennemis semblaient se préparer à quelque effort pour s'avancer dans la Lorraine, pénétrer même jusqu'en France et prendre leurs quartiers en terre conquise. Il fallut pour se défendre contre ce dessein s'assurer encore le secours du duc de Saxe-Weymar, qui s'intitulait toujours général des forces des villes, princes et États confédérés en Allemagne, encore bien qu'il ne fût réellement qu'un chef libre de troupes à vendre. Ce prince mettait à grand prix la continuation de son service; on en passa par ses conditions (27 octobre); le roi lui donna quatre millions de livres par an, destinés à l'entretien de son armée, dont deux cent mille étaient pour lui-même, et lui conféra le landgraviat d'Alsace occupé alors par les troupes de France. Le traité public lui reconnaissait la qualité d'allié traitant avec la France; mais un article secret portait qu'il commanderait dorénavant son armée sous l'autorité du roi qui la payait. L'assemblée de toutes ces forces, sans donner assez de confiance pour attaquer l'ennemi dans ses retranchements, lui fit perdre au moins l'espoir d'une invasion. Bientôt (27 novembre), reconnaissant l'impossibilité de se maintenir sur la frontière de Lorraine en présence d'une armée considérable, les troupes impériales se décidèrent à la retraite et les armées françaises se distribuèrent en garnisons dans le pays qu'elles avaient conservé.

## CHAPITRE II.

Résultats de la campagne de 1635. — Discours des mécontents. — Démarche de la reine mère pour le rétablissement de la paix. — Négociations diverses. — Création de nouveaux offices. — Résistance du parlement. — Fêtes et événements de cour. — Expulsion de quelques domestiques du duc d'Orléans. — Opérations des armées vers le Rhin. — Expédition en Franche-Comté sous les ordres du prince de Condé. — Le colonel Gassion. — Siège de Dôle. — Les ennemis pénètrent en Picardie. — Effroi dans Paris. — Prise de Corbie. — Le roi marche au secours de la Picardie. — Retraite des ennemis. — Complot contre le cardinal de Richelieu. — Les Français reprennent Corbie. — L'ennemi entre en Bourgogne et en est repoussé. — Mouvement des armées en Italie. — Mort du maréchal de Toiras. — Combat de Boffalora. — Armement d'une flotte pour la Méditerranée. — Prise de Saint-Jean-de-Luz. — Succès des Suédois en Allemagne. — Établissement d'une conférence pour la paix.

Tel avait été le premier essai de la guerre ouvertement déclarée contre la maison d'Autriche, et l'on ne saurait dire qu'il eût réussi de façon à porter l'effroi chez l'ennemi, à gagner des alliés, et à répandre dans la France ce sentiment d'orgueil satisfait, qui rend tous les sacrifices faciles et toutes les souffrances légères. On avait perdu plusieurs armées ; l'étranger était aux portes ; déjà même le territoire avait été visité par des bandes habituées au pillage. Les récits des échecs éprouvés en Allemagne, en Flandre, en Italie, en Lorraine, avaient singulièrement fait vieillir les drapeaux gagnés à la bataille d'Avcin, seul trophée d'une si vaste entreprise. Le peuple murmurait, s'attristait, prévoyait des désastres, accueillait les nouvelles fâcheuses. Quant à ceux qui avaient eu part dans les affaires, ils s'en attribuaient l'un à l'autre la mauvaise issue. Le cabinet se plaignait des généraux d'armée ; ceux-ci prétendaient qu'on les avait laissés manquer d'approvisionnements en tout genre, que, de plus, leurs mouvements avaient été gênés par des ordres préparés au loin. Une cause générale de disgrâce, que tout le monde reconnaissait, c'était l'absence complète de discipline dans les troupes. Il n'y avait ni accord entre les chefs, ni obéissance de la part des subordonnés. Les officiers quittaient leur

poste suivant leur fantaisie ; les corps de cavalerie, composés exclusivement de noblesse, se mutinaient à tout propos, refusaient leur service, tourmentaient sans cesse les généraux par leurs exigences et leurs critiques ; les compagnies qui portaient le nom du roi ou des princes se faisaient honneur d'obéir le plus mal. L'arrière-ban, dont on avait voulu faire l'épreuve, s'était montré dès les premiers jours indocile, turbulent incapable d'attendre et de souffrir, surtout pressé de se retirer, et n'avait vraiment servi qu'à gâter les corps de gens d'armes réguliers. Il était évident que l'organisation militaire de la France, telle que l'avaient faite les guerres civiles et quelques expéditions isolées, était insuffisante pour un système de guerre générale, dirigée dans le conseil, et où les commandements répartis entre plusieurs chefs devaient agir avec ensemble, promptitude et persévérance. Ce défaut était plus certain, mais frappait moins le vulgaire, que l'incapacité des généraux sur lesquels on jeta tout le blâme du mauvais succès ; chacun choisissant, suivant ses affections ou ses répugnances, ceux dont il devait se moquer. Ici tout le mal venait du maréchal de Brézé, beau-frère du cardinal ; là du maréchal de Châtillon, huguenot. Tantôt le maréchal de la Force, tantôt le duc d'Angoulême étaient trouvés en faute. On prenait parti pour le maréchal de Créquy, ou pour le duc de Savoie ; mais le plus clair de toutes ces disputes, c'est que partout, excepté dans la Valteline, on avait eu le dessous.

L'occasion était belle aux ennemis du gouvernement pour déclamer contre des résolutions prises sans prévoyance, contre cette guerre qui allait engloutir la fortune de la France, exterminer ses soldats et livrer ses provinces à l'étranger. Les réfugiés de Flandre ramassaient avec avantage tous les résultats de la campagne pour en former un tableau de désolation qui présageait bien d'autres malheurs. Suivant leur usage, et dans l'intérêt politique auquel ils étaient attachés, à ces reproches tirés de désastres réels, ils en joignaient d'autres, qui doivent nous paraître aujourd'hui moins sérieux, mais qui parlaient aux passions engagées dans leur cause. Selon eux, le cardinal de Richelieu voulait éteindre la religion catholique en Europe, y faire régner l'hérésie, voire même « y introduire les Turcs, qu'il devait amener à Rome pour leur » livrer le saint-siège. » C'était au duc d'Orléans surtout qu'il s'adressaient en leurs doléances, le conjurant de « sauver son héritage, » menacé d'usurpation par le nouveau descendant de Louis le Gros. La reine

mère elle-même, dès les premiers revers des armées françaises, avait entrepris de ramener son fils à la paix, ou tout au moins de se recommander aux peuples en se montrant surtout soigneuse de leur repos et de leur bonheur. Elle s'était vue forcée de quitter Bruxelles quand l'armée du roi s'en approcha, et s'était retirée à Anvers, où le ressentiment des atrocités commises par les Français dans Tirlemont lui valut un fort mauvais accueil. Ce fut de là que cette reine fugitive, pensionnée de l'Espagne, odieuse au pays où elle avait pris asile, pour le mal fait par la nation d'où elle s'était bannie, voulut s'entre-mettre de réconcilier les deux couronnes. Pour cela elle écrivit à l'empereur, au roi d'Espagne, au roi de Hongrie, et enfin au pape, en priant sa sainteté de faire tenir à son fils les lettres qu'elle n'osait pas lui envoyer directement. Le message de cette princesse, après avoir fait le chemin de Rome pour arriver à Paris, fut présenté au roi par un des deux nonces que le saint-père avait alors en France. Celui entre les mains de qui tomba cette charge était le seigneur Mazarini, depuis un an revêtu de la nonciature extraordinaire, avec mission expresse de poursuivre le rétablissement du duc de Lorraine en ses États, chose qu'il s'était bien gardé de faire, aimant mieux s'appliquer à gagner les bonnes grâces d'un roi puissant, que de servir les intérêts d'un prince dépossédé. Or la mère de ce roi écrivait (15 septembre) au nonce Mazarini que, ne pouvant faire savoir de ses nouvelles au roi son fils, elle le priait de lui présenter une lettre, ne contenant rien qui pût lui déplaire, et ayant pour objet le rétablissement de la paix, pour lequel ses principaux ministres ne manqueraient pas de s'employer. Sa lettre au roi se réduisait en effet à le conjurer de faire cesser une guerre sans justice, sans nécessité, dont les chances pouvaient être funestes, dont en tout cas le résultat inévitable serait la ruine de son peuple. C'était au nom du feu roi Henri IV qu'elle parlait ainsi; c'était suivant son ordre exprès qu'elle le suppliait, par les cendres et par la mémoire de son père, de conserver à la France cette heureuse paix qu'il avait conquise avec tant de périls et de peines. Le nonce avait envoyé cette lettre au roi qui était alors en Lorraine, et n'en avait reçu aucune réponse pour la reine mère. Quand le roi fut de retour à Saint-Germain, le seigneur Mazarini l'avait pressé plusieurs fois, au moins le disait-il ainsi, de prendre en bonne part la sollicitude de sa mère pour le bien de son royaume et la paix de la chrétienté; mais toujours il l'avait trouvé

prévenu de cette pensée, que la lettre de sa mère était un véritable manifeste contre la France, ayant pour but de discréditer son gouvernement, de condamner ses résolutions et d'aliéner l'amour de ses sujets, ce qui lui prouvait qu'elle n'avait plus aucune affection, ni pour lui, ni pour sa couronne. Un fait récent d'ailleurs avait confirmé le roi dans cette certitude ; c'était l'envoi d'un émissaire, que la reine connaissait bien, auprès du duc de Rohan pour le détourner de son devoir. On venait en effet de découvrir une de ces nombreuses intrigues qui se trouvaient toujours à propos, quand la reine mère faisait quelque tentative de réconciliation avec son fils. Un gentilhomme huguenot appelé du Closel, que le duc de Rohan avait employé autrefois dans ses négociations avec l'Espagne, était venu le trouver au pays des Grisons pour lui proposer de reprendre son ancien métier de chef de parti (30 septembre). Le duc, dégoûté d'un rôle qu'il avait joué longtemps, et qu'il n'avait d'ailleurs nul espoir de rendre meilleur, fit mettre cet embaucheur en prison, après lui avoir assez traîtreusement donné rendez-vous, et un maître des requêtes alla sur les lieux le condamner à mort sans autre forme de justice. On assura qu'il avait chargé la reine mère dans son interrogatoire, et ce nouveau tort servit à rendre plus dure la réponse que le seigneur Mazarini fut obligé de lui transmettre. La lettre qui contenait pour elle ces tristes paroles, était datée de Ruel (27 novembre), séjour ordinaire du cardinal de Richelieu. En même temps la reine mère avait envoyé à Rome un ecclésiastique pour être son résident auprès du saint-père, avec mission d'abord de servir à la négociation de la paix, ensuite de solliciter la béatification d'une religieuse carmélite, dont les prières lui avaient, disait-elle, rendu la santé. L'ambassadeur de France eut ordre d'insister pour que le pape ne reconnût pas cet agent d'une princesse dont les intérêts étaient confondus dans ceux de la couronne de France, et il fut obligé de se retirer. La reine mère alors perdit toute mesure et se plaignit au pape avec emportement (7 décembre).

Cependant les propositions de paix avaient trouvé une meilleure entremise. Le pape les avait adressées au roi de France par ses deux nonces, et l'empereur paraissait tout prêt à recevoir cette médiation. On en accueillit l'offre avec le respect dû au caractère sacré du saint-père ; mais on ne fit rien pour en profiter. De son côté, le roi d'Espagne, au lieu de s'engager dans un traité général, négociait sourdement

avec le prince d'Orange et les états généraux pour le renouvellement de la trêve dans les Pays-Bas, et le gouvernement de France, qui avait été peut-être assez mal servi dans la guerre par ses alliés, se plaignait amèrement de cette infraction nouvelle au contrat passé entre les deux pays. Partout ses ambassadeurs eurent ordre de s'introduire dans les négociations qui se faisaient, soit pour une paix commune, soit pour des traités séparés, et l'on fit avec activité les préparatifs d'une nouvelle campagne.

C'était de l'argent d'abord qu'il fallait, et on résolut de battre monnaie avec des édits. La meilleure et la plus prompte ressource financière qu'on connût alors était la création de charges en titre d'office, pour lesquelles on trouvait sur-le-champ des acheteurs, et plus vite encore des traitants qui faisaient l'avance des fonds à lever sur l'ambition ou la vanité des bourgeois enrichis. Ces traitants étaient ordinairement ceux qui avaient découvert, dans l'ordre financier, judiciaire ou de police, le besoin, le prétexte ou la possibilité des emplois à créer, et qui, à titre de donneurs d'avis, se faisaient accorder la préférence du marché. Des édits, portant création de nouveaux offices en grand nombre, furent donc dressés pour être présentés au parlement en lit de justice. A cette solennité se joignit l'installation d'un chancelier. Étienne d'Aligre, qui gardait dans la disgrâce et dans la retraite le titre de cette haute dignité, venait de mourir. Le garde des sceaux, Pierre Séguier, à qui l'on en avait promis la survivance, prêta serment de sa charge entre les mains du roi, la veille même de la séance royale, et vint y siéger avec tout l'honneur dû à cette fonction (20 décembre). Sa harangue au lit de justice porta sur la nécessité de la guerre, sur l'impossibilité de diminuer quant à présent les impôts, sur la douceur et le peu d'incommodité pour le peuple des mesures financières qu'on allait vérifier. Parmi les nouvelles charges créées, il y en avait vingt-quatre de conseillers et une de président au parlement. L'avocat général Bignon, comme c'était son rôle, remontra le tort que faisaient à la magistrature ces créations sans fins d'offices judiciaires qui diminuaient la considération, l'autorité, et sans doute aussi le profit, des charges existantes. Après quoi les édits furent enregistrés, et le roi se donna le plaisir de faire plaider devant lui une cause civile à laquelle il prenait intérêt; c'était une demande d'interdiction partielle intentée par le comte d'Harcourt contre la duchesse d'Elbeuf sa mère, qui favorisait outre mesure son fils aîné déclaré

rebelle. Dans cette séance, tout se passa selon le respect dû à la présence royale qui ne permettait que de simples formalités. Mais, deux jours après, les conseillers des enquêtes réclamèrent l'assemblée de toutes les chambres pour examiner les édits « que la compagnie » avait vérifiés, disaient-ils, sans les entendre. » Alors commença une de ces résistances chicanières que le parlement savait soutenir lorsqu'il était question de ses intérêts. Le roi défendit sévèrement toute assemblée des chambres (29 décembre), et fit revivre une ordonnance de Henri IV qui « réservait la connaissance des affaires publiques à la seule » grand'chambre, composée de personnes expérimentées et capables. » Les conseillers aux enquêtes n'en tinrent aucun compte et prirent leurs places pour délibérer (31 décembre), empêchant leurs collègues d'ouvrir l'audience aux plaideurs, ce qu'ils répétèrent plusieurs jours. Un d'entre eux accusa même le premier président Lejay de s'entendre avec les ministres contre l'honneur de la compagnie. Le roi fit venir auprès de lui une députation de ce corps, à laquelle le chancelier adressa en son nom d'aigres réprimandes. Il prit lui-même la parole pour faire compliment à la grand'chambre de sa bonne conduite, et pour offrir au premier président d'être son second dans la querelle qu'on lui faisait ; après quoi cinq membres de la compagnie furent mis en prison ou relégués dans leurs terres (6 janvier 1636).

C'était là le dernier terme de la rigueur, et c'était aussi un moyen d'accommodement ; car dès lors la compagnie tout entière demandait le retour des exilés, qui devenait un prix offert à l'obéissance. Les chambres des enquêtes n'en continuèrent pas moins à s'assembler entre elles sans s'occuper autrement des procès qui leur étaient soumis ; mais plusieurs des officiers promus aux charges nouvelles furent reçus dans la compagnie, et on put dire au roi que ses édits avaient leur exécution. Toutefois cela se faisait à contre-cœur et on ne cherchait que prétexte de refus individuels. Un des plus habiles jurisconsultes qu'il y eût alors, un homme qui avait instruit dans la science des lois la plupart des jeunes conseillers, Claude Colombet, ayant été pourvu d'une de ces charges, et se présentant pour subir examen selon l'usage, fut traité avec le dernier mépris par ses anciens élèves, devenus juges de sa capacité. Il ne fallut rien de moins que la colère et les menaces du prince de Condé, présent à la séance, pour obtenir son admission, qui n'eut lieu encore que « du commandement exprès de sa » majesté porté par M. le prince. » Un des motifs élevés contre la

réception du savant professeur, était qu'il se faisait payer de ses leçons. Enfin le temps apaisa cette chaleur qu'avait excitée de part et d'autre la pétulance des procédures. Le roi consentit à diminuer le nombre des officiers nouveaux, promit au parlement le renouvellement du droit annuel, lui rendit ceux de ses membres qu'on lui avait enlevés, et le cours de la justice fut repris après une interruption de près de trois mois (18 mars).

Il n'y eut pas pour cela faute de divertissements à Paris durant l'hiver. Le roi dansa son ballet le 12 février, le jour même où l'on recevait au parlement, comme président à mortier de nouvelle création, l'un des surintendants des finances, Claude de Bullion. Des fêtes brillantes eurent lieu pour accueillir le duc de Parme, qui s'était conduit dès le début de la guerre en allié généreux et avait fort compromis ses États (16 février). Une difficulté s'éleva sur les honneurs qu'on devait lui rendre, les ducs et pairs ayant voulu se refuser à lui faire visite. On leur remontra qu'il était ridicule que « des champions voulussent disputer de profondeur de racine avec les vieux » chênes, » et le cardinal regretta publiquement de ne pouvoir, en raison de son rang ecclésiastique, donner, à ceux parmi lesquels il venait d'être admis, l'exemple de la modestie. Le duc Bernard de Saxe-Weymar vint à son tour et prétendit fièrement aux mêmes honneurs qu'avait reçus un prince souverain, encore bien que par son traité récent il se fût fait sujet de la couronne. Dans le même temps le fils du prince de Condé, Louis, duc d'Enghien, âgé de quatorze ans, vint faire au roi sa première révérence. Le duc d'Orléans prenait sa part des réjouissances, tout comme si l'on n'avait pas déclaré nul son mariage et laissé mourir en prison son favori. La position de ce prince, déjà si peu glorieuse, était avilie encore par les misérables querelles dont sa maison était remplie. On lui avait donné pour chancelier le secrétaire d'État Bouthillier, comte de Chavigny, fils de l'autre surintendant des finances, qui avait pris en 1632 la charge de son père. C'était un surveillant, un directeur de sa conduite entièrement à la disposition du cardinal de Richelieu, qui avait élevé la fortune du père, qui avait commencé celle du fils, qui montrait, dit-on pour le jeune secrétaire d'État une affection toute paternelle. Les serviteurs du prince s'étaient par suite divisés entre deux intérêts. Les uns prenaient le mot du comte de Chavigny, lui faisaient rapport et lui donnaient avis de ce qui se passait. Les autres pratiquaient des intelligences secrètes, fai-

saient des projets et des complots obscurs dans lesquels ils tâchaient d'entraîner le prince. Un de ses moindres domestiques, Louis Barbier, abbé de la Rivière, homme de basse condition et de mauvaises mœurs, qu'on avait vu au service de son premier aumônier, paraissait depuis quelque temps avoir gagné beaucoup de sa confiance ; le principal mérite qu'on lui attribue était de faire avec quelque talent des contes orduriers. Les serviteurs brouillons le regardaient comme un de ceux qui avaient charge d'espionnage. Mais, étourdi par le bon accueil du duc d'Orléans, il crut pouvoir se maintenir de lui-même et faire tête au comte de Chavigny. Le premier aumônier étant venu à mourir, l'abbé de la Rivière porta ses prétentions jusqu'à cette place, que le comte demandait pour son oncle. Un ordre du roi l'alla prendre (5 mars) chez son maître pour le faire enfermer à la Bastille, et le lendemain quatre autres domestiques du prince furent éloignés de sa personne. C'était la seconde fois durant un séjour de dix-huit mois qu'on épurait ainsi sa maison sans le consulter.

La saison de combattre était revenue, la guerre allait reprendre sur tous les points où l'hiver l'avait tenue en suspens. Le cardinal de la Valette fut celui qui se remit aux champs le premier. Il avait été un peu ébranlé dans ses dispositions militaires par un bref du pape, qui lui rappelait sa profession pacifique et le conviait à quitter le har-nois ; mais il se défendit habilement, en faisant valoir l'exemple du cardinal infant autorisé à guerroyer, celui du cardinal de Richelieu qui avait obtenu même dispense, le sien propre, puisqu'il avait permission écrite de porter les armes dans son gouvernement de Metz, « ce » qui pouvait bien s'étendre dans le voisinage. » Ainsi, croyant sa conscience en repos, il avait entrepris, dès le mois de janvier, de conduire des vivres dans la ville de Colmar, investie alors par l'armée impériale. Il y réussit, jeta aussi des secours dans Haguenau, également pressé de la famine, sans que les ennemis pussent l'en empêcher, et cette expédition terminée, il vint en recevoir les compliments à Paris. On y eut en même temps la nouvelle que le marquis de la Force, dans un combat livré en Lorraine, avait fait prisonnier le général de l'empereur (19 mars), Rodolphe Colloredo, qui fut amené au bois de Vincennes avec toutes sortes de courtoisie ; aussi était-il de manières fort galantes, car en passant à Troyes il donna le bal aux dames de la ville. Le cardinal de la Valette repartit bientôt avec le duc de Weymar, dont les forces devaient s'unir aux siennes, et ils

marchèrent chacun de leur côté vers le Rhin (mai). Le cardinal alla d'abord délivrer Haguenau, pendant que le duc assiégeait Saverne, occupé par les impériaux. La prise de cette place coûta cher à l'armée française; il y fallut des assauts nombreux, où périrent plusieurs officiers et gentilshommes. Le duc Bernard et le vicomte de Turenne y furent blessés, et la ville ne se rendit qu'après deux mois de résistance (14 juillet). Le duc Bernard espérait que ce serait là un à-compte des conquêtes qui devaient lui être abandonnées : mais on lui fit entendre que Saverne dépendait de l'évêché de Strasbourg, et qu'un prince de l'Église serait par trop blâmé d'en faire la remise à un prince protestant; on laissa donc cette ville sous la seule protection du roi. Le comte de Gallas était resté tout ce temps sur le bord du Rhin, près de Drusenheim, sans rien tenter pour le secours de Saverne. Le roi de Hongrie vint le joindre dans son camp, dont aucune bravade ne put les faire sortir. Il fut évident que leur projet était de se réserver pour quelque entreprise dont le signal leur viendrait d'ailleurs, et dans laquelle la part qui leur était assignée demandait l'emploi de toutes leurs forces. Ils laissèrent donc l'armée du roi faire tranquillement la récolte en Alsace, ravitailler Haguenau, parcourir le pays, et conduire ses provisions à Saverne (août).

Cette année on parut tout à fait oublier les Pays-Bas, où l'on avait mal réussi dans la dernière campagne. Les Hollandais avaient repris, après neuf mois de siège, leur fort de Schenck, et se tenaient renfermés chez eux. Le nouveau projet vers lequel s'étaient tournés tous les soins du conseil, était une invasion de la Franche-Comté. Ce pays, quoique soumis à la couronne d'Espagne, qui le traitait fort doucement, avait pourtant avec la France, par le moyen des Suisses ses alliés, un contrat de neutralité qu'on l'accusait d'avoir violé plus d'une fois. Enclavé comme il était dans les provinces françaises, il lui aurait fallu plus que le respect ordinaire des traités, pour être toujours à l'abri du reproche et des velléités de ressentiment que la convenance pouvait faire naître chez un voisin puissant. A vrai dire, les Comtois s'étaient plusieurs fois relâchés d'une stricte obéissance aux conditions d'où dépendait leur libre et tranquille existence. Ils avaient donné retraite et fourni secours aux révoltés de France. Le duc Charles de Lorraine s'était approvisionné, renforcé, abrité chez eux. Ajoutez que leur pays pouvait servir de passage aux troupes envoyées des Pays-Bas en Italie. C'était assez de raisons, en un temps de guerre

générale, pour vouloir s'emparer de cette province, dont l'occupation semblait d'ailleurs chose facile. Le roi fit donc dresser (7 mai) une déclaration par laquelle, en rappelant tous ses griefs contre les Comtois, « il annonçait qu'une armée allait entrer dans leur pays, pour » ôter à ses ennemis les moyens qu'ils avaient eus jusqu'alors d'y » trouver force contre lui, par la malice de leurs adhérents, et la » facilité des peuples. » Cette armée, objet maintenant d'une prédilection particulière, composée des meilleurs régiments, commandée par des officiers choisis, avait pour chef le prince de Condé, que son titre de gouverneur pour le roi en Bourgogne désignait nécessairement à cet emploi, et sous lui le marquis de la Meilleraye, grand maître de l'artillerie. La déclaration du roi fut enregistrée au parlement de Dijon (27 mai), et le prince se mit en marche, faisant proclamer devant lui, soit par écrits, soit par émissaires, « que le roi ne voulait pas » prendre les villes de la Franche-Comté pour les garder, mais bien » conserver ces peuples en leur liberté, et en tirer seulement l'assistance que ses ennemis y avaient trouvée. Ses instructions étaient de faire respecter les habitants, d'interdire le pillage, mais en même temps de marcher avec vigueur à ses fins en profitant du premier étonnement, « suivant l'exemple du feu roi de Suède, à qui pareille conduite avait toujours réussi. » Cette armée, divisée en deux corps, entra dans la Comté par deux points, enleva quelques châteaux, et se réunit devant Dôle. On avait pensé qu'il suffirait presque de sommer cette ville pour la forcer à se rendre. Le prince de Condé la trouva bien fortifiée, munie de canons, gardée par sept cents soldats, outre la milice, ayant dans ses murs son parlement et son archevêque, bien résolu à la défense. Il fallut donc en former le siège dans les règles (1<sup>er</sup> juin). Parmi les officiers qui combattaient dans l'armée du roi, on distinguait un jeune gentilhomme béarnais, appelé Jean de Gassion, déjà célèbre en Europe par le courage et l'activité qu'il avait montrés au service du roi Gustave. Envoyé en mission à la cour de France par le duc de Saxe-Weymar, il s'était attaché au cardinal de Richelieu avec cette vivacité d'affection et cette brusquerie de dévouement qui a fait si souvent la fortune des Gascons. On lui avait permis de commander, pour le compte de la France, et avec le titre de colonel, un régiment de cavalerie, formé autrefois pour le roi de Suède, renouvelé souvent par la guerre, toujours augmentant de nombre, et sur lequel il gardait toute autorité : c'était à lui et à ses hommes que l'on

confiait les expéditions hasardeuses, les coups de main, les surprises, les actions d'éclat. Une singularité de sa vie augmentait encore sa réputation ; c'était la froideur qu'il montrait pour les femmes. Aussi en était-il recherché presque à l'égal d'un homme qui aurait souvent réussi auprès d'elles.

Malgré l'infatigable bravoure du colonel, le jeu de l'artillerie commandée par le grand maître et la destruction des moulins qui fournissaient le pain à la ville, les assiégés tenaient bon, maintenus dans leur résistance « par la haine naturelle des Comtois contre les Français. » Les religieux se faisaient remarquer parmi les plus hardis combattants. On les avait vus dans une sortie frapper vaillamment les soldats ennemis avec des marteaux pointus dont ils étaient armés. C'était un capucin appelé frère Eustache qui dirigeait l'artillerie des remparts. Le roi de Hongrie détacha de ses troupes un petit corps de Croates qui vint inquiéter et distraire les assiégeants. Les paysans abandonnèrent leurs villages et allèrent s'enfermer dans les villes, ou se former en troupes armées dans les montagnes. Le prince de Condé n'en écrivait pas moins à la cour « que le succès était infaillible, » qu'une armée impériale ne suffirait plus pour l'empêcher d'entrer dans la place. » Deux mois et demi s'étaient ainsi passés à jeter des bombes, repousser des sorties, à faire des attaques, à creuser des mines, à courir la campagne, lorsqu'une nécessité pressante et douloureuse obligea de lever le siège en toute hâte (15 août). L'ennemi était en France.

Les frontières de la Picardie avaient paru suffisamment protégées par les places fortes dont elles étaient garnies et les soldats qu'on y avait enfermés. On n'avait pas cru devoir renforcer l'armée qui les gardait, parce que l'on comptait sur le retour du ~~restant~~ tant des troupes envoyées l'année précédente aux Pays-Bas, et sur la prompte soumission de la Franche-Comté qui rendrait disponible l'armée confiée au prince de Condé. Cependant les armées espagnoles n'avaient plus d'occupation dans les Pays-Bas, puisque les Hollandais, contents d'avoir repris le fort de Schenck, restaient chez eux à se refaire. On les voyait se rassembler et former un corps considérable. Mais on ne savait de quel côté elles devaient se porter, et on eut lieu d'être quelque temps trompé sur leur destination. La ville de Liège avait refusé, malgré les ordres de l'archevêque de Cologne qui était en même temps son évêque, de recevoir une garnison impériale, et

s'était mise en état de défense. Les troupes espagnoles furent envoyées pour la réduire à l'obéissance ou l'assiéger. Les habitants ayant fait bonne contenance, il semblait que tout l'effort des impériaux et des Espagnols allait être employé cette année à l'attaque d'une ville rebelle qui promettait une longue résistance. Tout à coup les choses parurent s'arranger. Deux corps d'armée qui avaient pris position devant cette ville, l'un sous les ordres du général Piccolomini, l'autre commandé par Jean de Wert, furent rappelés pour se joindre aux troupes du cardinal infant, et, prenant droit leur chemin vers la France, se montrèrent aux portes de la Capelle (3 juillet). Leur marche était précédée par un manifeste annonçant les desseins tout pacifiques de l'invasion. Les Espagnols disaient ne pas venir dans le royaume pour y faire conquête ou dommage, mais obliger le roi à la paix en lui donnant moyen d'éloigner de sa personne ceux dont les conseils troublaient le repos de l'Europe : ainsi ils promettaient de traiter amicalement les particuliers et les villes qui seconderaient un projet si louable. Le comte de Soissons fut appelé de Champagne en toute hâte avec son armée, pour la joindre aux troupes de Picardie que commandait le duc de Chaulnes et à celles que le maréchal de Brézé avait reçues des Pays-Bas. Ils ne purent empêcher l'ennemi de prendre (2 août) la Capelle, Fonsomme, Fervaques, le Catelet, de passer la Somme après un léger combat, et d'entrer dans Roye sans coup férir. L'armée qui devait défendre la frontière était maintenant à Compiègne.

Il y eut alors à Paris une épouvante dont le souvenir s'est longtemps gardé dans cette capitale. En ces temps comme depuis, Paris, bien qu'éloigné seulement de quelques journées du pays ennemi, se croyait pourtant hors d'atteinte et même de menace. La guerre devait toujours se tenir loin de ses murs, et ne lui être connue que par des relations et des commentaires, surtout par des *Te Deum*. Voilà que le canon grondait à vingt lieues des tours de Notre-Dame, et il n'était bourgeois qui ne fût certain de l'avoir entendu. On annonçait chaque jour que des partis armés avaient été vus dans un voisinage encore plus rapproché, et l'on ne croyait plus pouvoir sortir des portes sans rencontrer les impériaux. Il y avait surtout un nom que les Parisiens prononçaient avec effroi ; c'était celui de Jean de Wert, homme d'origine obscure, né dans le village de Wert au pays de Gueldre, d'abord soldat, chef de partisans, s'étant fait ensuite reconnaître, à force de courage et de vaillants services, pour l'égal des meilleurs généraux,

et en cette qualité commandant les troupes de l'union catholique en Allemagne. Comme il avait surtout l'emploi des entreprises hardies, et qu'il y portait sans doute la brutalité de sa première condition, les habitants de Paris en conçurent une peur extrême, et se promirent bien, si jamais il lui arrivait malheur, de le chaussonner sans pitié.

Lorsque la terreur d'une population se porte sur une chose lointaine, elle peut se tourner en reproches contre ceux qui gouvernent et leur devenir un embarras. Celle qui a pour objet un danger imminent est au contraire bonne à exploiter. On laissa cours aux récits qui se faisaient des cruautés commises par les Espagnols, telles que « destruction et incendie des villages, démolition des édifices, massacre des habitants sans avoir égard à l'âge et au sexe, enfants brisés contre les murailles, religieuses violées et ensuite égorgées, églises ravagées, prêtres coupés en morceaux devant les saints autels. » On permit aux paysans réfugiés et aux moines qui abandonnaient leurs couvents de parcourir la ville avec des charrettes où étaient entassés leurs meubles. L'ordre fut donné de rompre tous les ponts de l'Oise pour que l'ennemi ne pût s'avancer au delà. Le roi quitta sa résidence de Saint-Germain-en-Laye et vint se loger au château de Madrid, pour montrer aux Parisiens qu'il voulait partager leur péril; et ensuite on leur demanda de l'argent.

Tous les corps et communautés s'empressèrent de contribuer à la défense commune. Chacun se laissa taxer sans murmure; les artisans fournirent leurs ouvriers pour en faire des soldats. Une lettre du temps nous apprend que le corps des médecins offrit mille écus, ce qui n'empêcha pas de demander encore quelque chose aux particuliers. Les bourgeois, ceux du moins que le privilège de leur profession n'exemptait pas « de la garde, » s'armèrent et se distribuèrent les postes, où leur principale consigne fut d'empêcher les déménagements qui se faisaient déjà du côté de la Loire. Les exempts de la taille eurent commandement de monter à cheval et de s'assembler à Saint-Denis pour faire office noble de gens d'armes. Les laquais et gens de travail furent enrôlés de force dans l'infanterie. On fit de la cavalerie et un équipage de canons avec les chevaux de luxe et les cochers de carrosse; le Louvre fut ouvert à ceux qui voudraient y faire magasins de blé et le vendre, sans payer aucun loyer; chaque maison de Paris fut tenue de fournir un soldat armé de l'épée et du baudrier; on défendit aux maîtres ouvriers d'avoir plus d'un apprenti en leur bou-

tique ; on appela le tiers des habitants des environs pour construire des fortifications autour de Paris et à Saint-Denis. Il y eut dès lors des gens qui pensèrent que cette grande alarme était exagérée à dessein par le gouvernement pour obtenir de la peur plus de sacrifices. Le parlement, à peine remis de la querelle qu'il venait de soutenir, prétendit en cette occasion se mêler plus qu'on ne voulait des mesures de sûreté. Le roi fit venir une députation de cette compagnie et lui enjoignit de cesser toute délibération sous peine d'encourir sa colère.

L'effroi général s'accrut encore par la nouvelle de la prise de Corbie (15 août), petite ville sur la Somme à quatre lieues d'Amiens. On accusa le gouverneur de lâcheté ou de trahison pour ne s'être pas défendu plus de huit jours et pour s'être rendu dès les premières approches de l'ennemi. Le même blâme avait été porté contre les gouverneurs de la Capelle et du Catelet, de sorte qu'il y eut, en moins d'un mois, trois commandants de places fortes condamnés à être écartelés ; il est vrai qu'ils s'étaient prudemment gardés de venir faire leur rapport et que leur condamnation eut lieu par contumace. Toutes les troupes levées à Paris, toutes celles qu'on avait fait venir des provinces, allèrent prendre position sur les bords de l'Oise ; devenue en ce moment le fossé de Paris. Le duc d'Orléans arriva de Blois avec une troupe de huit cents maîtres formant l'arrière-ban de son apanage (19 août), et le roi lui promit le commandement de l'armée nouvelle qui se montait à trente mille hommes de pied et douze mille chevaux. Il partit lui-même de Paris (1<sup>er</sup> septembre), y laissant la reine gouvernante, et alla visiter ses troupes dont son frère fut proclamé général, avec le comte de Soissons, les maréchaux de la Force et de Châtillon pour y servir sous ses ordres. Alors toutes les forces rassemblées près de l'Oise se mirent en mouvement et passèrent cette rivière (13 septembre). Le duc d'Orléans accourut à son poste, toujours suivi du secrétaire d'État de Chavigny son chancelier, qui ne devait pas le perdre de vue, même à la guerre. Le comte de Soissons vint le joindre, et aussitôt les serviteurs de ces deux princes se mirent à l'ouvrage pour établir entre eux une liaison d'intérêts qui pouvait bien s'appeler un complot. L'armée s'avança dans la Picardie sans trouver d'ennemis et perdit quelque temps devant la ville de Roye, dont la garnison ne méritait pas, dit-on, l'honneur d'une telle démonstration ; ce qui donna aux Espagnols le temps de se retirer derrière la Somme. Déjà on reconnaissait l'inconvénient de ces com-

mandements confiés à des princes jaloux l'un de l'autre, bien que secrètement unis de mauvaise volonté contre le gouvernement. « Dès » qu'on proposait une action, le comte de Soissons voulait commander, et le duc d'Orléans, pour ne pas lui laisser l'honneur du succès, en prenait la conduite, de sorte qu'on employait toute l'armée contre trois cents coquins. » Après la prise de Roye, on marcha droit à Péronne où l'on délibéra encore sur les moyens d'attaquer l'ennemi qui, pendant ces délais, se retirait à loisir et sans perte. En ce même lieu et dans le même temps, s'il faut en croire un des personnages engagés dans la conspiration, les deux princes écoutaient les propositions de leurs serviteurs pour la ruine du cardinal. Les principaux agents de cette intelligence étaient, pour le duc d'Orléans, Claude de Bourdeille, comte de Montrésor ; pour le comte de Soissons, le sieur de Saint-Ibal, cousin germain du premier. Il y avait à choisir entre deux partis. La violence ouverte, le coup de main contre la personne du cardinal, obtint la préférence ; et on n'attendit plus que l'occasion.

L'ennemi n'ayant pas défendu le passage de la rivière et n'ayant pu être poursuivi dans sa retraite, il ne restait plus qu'à lui reprendre Corbie pour recouvrer toute la ligne de la Somme. On résolut d'assiéger cette ville, et le roi, assez mécontent de ce qu'avaient fait jusqu'à ce jour son frère et son cousin, voulut diriger lui-même cette entreprise. Il se rendit donc dans Amiens (2 octobre) avec le cardinal de Richelieu et tout le conseil, et le siège de Corbie devint le grand événement de la campagne. Il fallut renoncer à diviser l'armée, dont on aurait bien voulu donner une partie au comte de Soissons pour l'envoyer tenir la campagne : car il ne parut pas qu'il y eût trop de toutes les forces assemblées en Picardie pour bloquer la ville et lui fermer les secours. Un mois entier fut employé à l'entourer de retranchements, de forts et de fossés. Pendant ce temps les assiégés ne firent que de faibles sorties, et une seule fois le camp du roi prit les armes sur le bruit que l'armée espagnole approchait ; mais cette nouvelle se trouva fausse, et les assiégeants ne furent troublés que par la rencontre de quelques partis de cavalerie ennemie lorsqu'ils allaient fourrager. Les travaux furent donc poussés avec activité et formèrent bientôt un circuit de sept lieues autour de la ville.

Ce fut dans une de ces journées passées devant Corbie que faillit s'exécuter le complot des deux princes contre le cardinal de Richelieu.

cardinal de la Valette et le duc de Weymar vinrent couvrir avec toutes leurs forces. Le prince de Condé, à la nouvelle du mouvement opéré par les ennemis, était retourné dans son gouvernement. Mais il persista à ne vouloir prendre aucune part au commandement des troupes, qu'il trouvait beaucoup mieux placé entre les mains du cardinal de la Valette. Les impériaux, perdant l'espoir d'enlever Dijon, se rejetèrent sur Saint-Jean de Losne dont le duc, Charles de Lorraine entreprit le siège. Un secours conduit habilement par le comte de Rantzau, officier allemand entré depuis peu au service de la France, força les assiégeants à la retraite avec une perte considérable (4 novembre). Après quoi l'ennemi abandonna tout à fait le pays, reprenant sa marche en arrière par la Franche-Comté (14 novembre), dont une partie resta encore occupée par les quartiers d'hiver du duc de Weymar. Ce nouveau succès, arrivé en même temps à peu près que la reprise de Corbie, releva tout à fait les esprits et fit croire au retour de la protection divine pour les armes du roi.

La résistance inattendue de Dôle et l'invasion de la Picardie avaient singulièrement dérangé le plan qu'on s'était tracé pour cette année. Car c'était en Italie que l'on comptait pousser vivement la guerre, et la conquête de la Franche-Comté n'était elle-même qu'un moyen de fermer le chemin du Milanais aux armées des Pays-Bas. Le duc de Savoie avait promis d'y faire merveilles; le duc de Parme, tout plein du bon accueil qu'il avait reçu en France, devait attaquer vigoureusement les Espagnols. On avait permis au maréchal de Toiras, qui depuis trois ans se tenait en Italie sans oser revenir en France, même pour y recevoir son cordon bleu, de servir dans l'armée du duc de Savoie. Le maréchal de Créquy avait reçu de nombreux renforts. Cependant le duc de Parme, en arrivant de France, trouva une partie de ses États occupée par l'ennemi. Il se passa beaucoup de temps avant qu'on fût d'accord sur ce qu'il y avait à faire pour délivrer le Plaisantin, le duc de Savoie se montrant peu curieux d'employer ses forces et d'exposer son propre pays pour le secours d'un prince allié. Enfin l'armée se mit en mouvement et se porta du côté où elle était le moins attendue, vers le Tésin à l'entrée du Milanais, où elle s'empara de Romagnano et d'Oleggio. Là périt (14 juin), devant un château nommé Fontanette, le maréchal de Toiras, frappé d'une mousquetade dans les reins, au sortir d'une batterie qu'il venait de visiter. Cette marche de troupes, que l'on appelait un exploit, s'était faite sans

rencontre d'ennemis ; elle avait pour but de donner la main au duc de Rohan, qui, resté toujours maître de la Valteline, essayait de temps en temps quelques excursions dans le Milanais. De plus, elle ouvrait au duc de Parme le chemin de ses États, soit en accompagnant l'armée le long du Tésin, soit en forçant lui-même un passage par le Milanais dont on allait éloigner les Espagnols ; mais ce prince aimait mieux y retourner, comme un simple voyageur, par la route de Gènes. Les Espagnols accoururent en effet pour reprendre au duc de Savoie et au maréchal de Créquy le poste qu'ils avaient si facilement gagné. Ils trouvèrent l'armée divisée en deux corps, qui marchaient chacun d'un côté de la rivière au-dessus de Boffalora, et ils attaquèrent sur la rive gauche le maréchal de Créquy. Le duc de Savoie, qui côtoyait la rive droite, trouva heureusement moyen de passer le large lit du Tésin. Un long et meurtrier combat s'ensuivit (22 juin), où l'avantage resta aux armées de France et de Savoie, qui n'en souffrirent pas moins de grandes pertes. Cependant là se borna tout le progrès de la campagne. Le duc de Rohan, qui s'était avancé jusqu'à Lecco, ne voulut pas aller plus loin ; le duc de Savoie refusa de se porter plus avant à sa rencontre. Le premier rentra dans la Valteline (août), et le second mit ses troupes en garnison, pendant que les Espagnols ruinaient le pays du duc de Parme.

Les Espagnols étaient demeurés possesseurs des îles que leur flotte avait conquises, l'année précédente, devant la côte de Provence. Pour les en débusquer, il fallait une armée navale, et les ports de la Méditerranée étaient sans vaisseaux. L'ordre fut donné de ramasser tous ceux qui se trouvaient en Normandie et en Bretagne, et de les faire arriver par le détroit jusque dans l'autre mer dont l'ennemi s'était rendu maître. Le rendez-vous de toutes ces forces fut donné à la Rochelle. On choisit pour les commander un prince de la maison de Lorraine, Henri comte d'Harcourt, dont toute la famille était en disgrâce, exilée, dépossédée, ou déclarée rebelle (9 avril). Un contemporain raconte, qu'appelé par le cardinal de Richelieu, il n'attendait guère meilleur sort, quand ce ministre, après s'être joué de son inquiétude, lui annonça la glorieuse mission dont le roi l'avait chargé. Cependant on lui donna un surveillant sous le titre de chef du conseil de la marine ; c'était l'archevêque de Bordeaux. D'un autre côté l'évêque de Nantes se rendit en Provence, afin de pourvoir à la défense de la côte. La flotte, composée de cinquante-neuf vaisseaux, portant

sept mille hommes environ et quatre cents pièces de canon, partit de la Rochelle en bon ordre (10 juin), tourna la presqu'île espagnole et arriva au détroit de Gibraltar, sans autre rencontre que celle de trois corsaires turcs dont elle s'empara. On croyait que le passage serait disputé, et chacun se préparait à bien faire, « l'armée entière ayant » été constamment entretenue dans le service de Dieu par prières, » messes et prédications. » Toutefois on ne trouva pas d'ennemis, ni sur la côte d'Espagne ni sur la mer. L'armée navale s'approcha donc paisiblement des îles d'Hyères, où les galères de la Méditerranée vinrent la joindre sous les ordres du marquis de Pont-Courlay, neveu du cardinal, avec une escadre de quatorze vaisseaux que dirigeait l'évêque de Nantes. Là s'éleva une série de contestations entre le maréchal de Vitry, qui commandait en Provence, et le comte d'Harcourt, sur l'étendue de leurs pouvoirs et l'aide réciproque qu'ils devaient se prêter. L'archevêque de Bordeaux prit parti pour son général, et le maréchal de Vitry, suivant l'exemple que lui en avait donné le duc d'Épernon, s'emporta jusqu'à le frapper de son bâton. « Je crois, » écrivait à cette occasion le secrétaire d'État de Chavigny, qu'il a » dessein de se faire battre par tout le monde pour remplir la France » d'excommuniés. » La flotte espagnole se présenta deux fois pour combattre, et fut repoussée avec perte (août). Après quoi le comte d'Harcourt, trouvant la saison trop avancée pour rien entreprendre contre les îles, rallia ses vaisseaux à Toulon, faisant de temps en temps quelques courses (février 1637), dont l'une le conduisit jusqu'en Sardaigne, où il planta le drapeau de France sur les remparts d'une ville appelée Oristan.

Il eût paru étonnant que la France et l'Espagne, qui faisaient tant de chemin pour se chercher, ne tentassent rien l'une sur l'autre par le point même où elles se touchent. Une armée espagnole se présenta d'abord sur la frontière de Navarre où elle trouva le comte de Grammont avec des forces suffisantes pour lui disputer le passage de Roncevaux. N'ayant pu pénétrer en France de ce côté, elle se rapprocha de la mer, passa la Bidassoa et vint s'emparer de Saint-Jean-de-Luz (septembre), ville sans défense où il n'y avait que pillage à faire, mais dont la possession n'en était pas moins une insulte pour le royaume. Il y eut encore un débarquement essayé sur le rivage breton; l'attaque était dirigée contre une abbaye, qui se défendit vaillamment et força les assaillants à reprendre la mer.

Tandis que ces deux grandes puissances, devenues parties principales dans la lutte ouverte autrefois en Allemagne, se mesuraient ainsi de toute part, les armes suédoises, relevées de l'abaissement où les avaient jetées, d'abord la défaite de Nordlingen, ensuite la défection de l'électeur de Saxe, reparaissaient avec gloire sur la vieille scène des combats. Un négociateur français, le comte d'Avaux, leur avait préparé la voie en renouvelant pour vingt-six ans l'armistice de la Suède et de la Pologne. Délivrés de cette guerre presque domestique, les Suédois reprirent vigueur dans l'empire. L'électeur de Saxe, leur ancien allié, les sommait de faire retraite. Gustave Banier, général des Suédois, alla lui porter réponse dans ses propres États qu'il ravagea cruellement. Repoussé à son tour par les forces de l'empereur, il semblait être dans une position désespérée, lorsqu'on le vit tout à coup attaquer auprès de Wistock l'armée combinée des Saxons et des impériaux, combattre avec un incroyable acharnement (4 octobre), rester maître du champ de bataille, forcer à la fuite les deux généraux ennemis; puis, poursuivant chaudement son succès, pousser ses adversaires jusqu'en Westphalie, et venir prendre ses quartiers d'hiver dans le pays même de l'électeur qui avait abandonné la cause commune.

Tous ces événements se passaient en présence et sans préjudice de plusieurs négociations pour la paix; il y en avait une en Allemagne dont le roi de Danemarck s'était fait l'entremetteur. Les Espagnols en conduisaient une autre secrètement en Hollande; le pape avait voulu en attirer une troisième à Rome; il avait même, pour satisfaire les Espagnols, rappelé de France son nonce extraordinaire Mazarini, que ceux-ci accusaient d'une intelligence trop étroite avec le cardinal de Richelieu, et qui fut renvoyé à sa vice-légation d'Avignon. On fut longtemps à s'entendre sur la nomination des agents, et sur le choix du lieu pour la conférence que proposait le saint-père. Enfin, il fut convenu que l'empereur, le roi de France et le roi d'Espagne enverraient des commissaires à Cologne, dans le voisinage des États de Hollande, qui pourraient ainsi maintenir leur résolution de ne jamais traiter hors de chez eux. Les princes et États protestants firent pareille assemblée dans la ville de Hambourg pour se tenir en communication avec la réunion de Cologne, où se rendit un légat de la part du pape (24 octobre), et l'on commença, au milieu du bruit des armes, un simulacre de délibération pacifique.

## CHAPITRE XL

**Le duc d'Orléans et le comte de Soissons quittent la cour. — On négocie avec le frère du roi. — Il fait son traité. — Le comte de Soissons obtient permission de rester à Sedan. — Passe-temps du cardinal de Richelieu à Paris. — Ses bâtiments. — La Sorbonne. — Académie pour la jeune noblesse pauvre. — Gens de lettres à sa solde. — Son théâtre. — Le Cid. — Enregistrement des lettres patentes pour l'Académie française. — Confirmation de l'alliance avec la Suède. — Mort de Ferdinand II. — Le duc de Rohan chassé de la Valteline. — Mort du duc de Savoie, du duc de Mantoue et du landgrave de Hesse. — Opérations militaires en Franche-Comté et sur les bords du Rhin. — Prise de Landrecies. — Reprise des îles occupées en Provence par les Espagnols. — L'ennemi repoussé du Languedoc. — Les Espagnols se retirent de Saint-Jean-de-Luz. — Soulèvement populaire en Guyenne. — L'armée des Croquants dissipée.**

On en était encore, en France, à se réjouir de voir l'ennemi hors du territoire, lorsque la cour fut de nouveau émue et le pays alarmé par un de ces caprices que le duc d'Orléans jetait sans cesse au milieu des affaires les plus sérieuses. Ce prince n'avait pas eu la patience d'attendre la prise de Corbie. Il avait quitté le siège, même avant le roi, pour aller prendre du repos dans sa maison. Là il avait reçu la nouvelle de la capitulation, et on racontait qu'en apprenant cet événement, il s'était écrié : « Combien de gens vont-ils pendre maintenant ? combien vont-ils en mettre à la Bastille ? » Il n'en était pas moins venu à Paris pour féliciter son frère de cet heureux succès, et il se préparait à l'aller visiter dans son château de Versailles, quand le comte de Soissons arriva de l'armée. Les deux princes savaient quels projets ils avaient formés ensemble, ou contre la vie, ou contre le crédit du ministre. En ce moment même, un de leurs agents était allé en Guienne pour sonder le duc de la Valette et le duc d'Épernon qu'ils voulaient engager dans leur parti. Soit qu'il y eût lieu réellement de craindre une découverte, soit plutôt que les deux jeunes princes s'ennuyassent de conspirer sans être aperçus, ils firent tout à coup éclat d'une frayeur vraie ou feinte (20 novembre), et quittèrent Paris en même temps à une heure du matin, prenant l'un et l'autre

la route d'Orléans. La première pensée fut qu'ils se rendaient en Guienne ; mais on sut bientôt que le duc d'Orléans s'était tout simplement retiré à Blois, et que le comte de Soissons avait gagné Sedan. Le duc d'Orléans écrivit au roi « qu'il n'avait aucune mauvaise intention contre son service, mais qu'ayant ouï dire que son frère était irrité contre lui, il avait cru devoir s'éloigner de sa présence. » Le comte de Soissons, qui se trouvait plus au large, répandit sur sa route qu'on avait voulu les arrêter tous deux, et adressa au roi une lettre d'un style plus amer. On envoya au duc d'Orléans le sieur de Bautru et le comte de Guiche, avec des paroles rassurantes pour ce prince et qui rejetaient toute sa faute sur le comte de Soissons. Pour celui-ci, on lui écrivit que le commandement dont il venait d'être chargé prouvait assez quelles bonnes intentions le roi lui portait, qu'il ne pouvait croire raisonnablement à la volonté de l'arrêter puisqu'on ne l'avait pas fait, et qu'il était parfaitement libre de vivre hors du royaume ou d'y rester, pourvu qu'il se conduisît en bon et fidèle sujet. Le duc d'Orléans, suivant son usage, ne tarda pas à confesser tout ce qui s'était passé entre lui et le comte, à charger son complice, à promettre une réconciliation franche et sans méfiance, si l'on voulait reconnaître pour légitime son mariage, qui, en ce moment, lui était revenu à la mémoire.

La première inquiétude causée par ce double départ s'était promptement apaisée. On voyait le frère du roi enfermé dans sa résidence ordinaire, entouré de ses serviteurs, dont le plus grand nombre était gagné, engagé dans une négociation dont il était facile de prévoir que tout l'avantage serait pour le gouvernement. Afin de lui donner une espèce de satisfaction, et en même temps de jeter le trouble dans les conseils qu'il écoutait, on lui renvoya son abbé de la Rivière et on lui fit espérer de lui rendre sa femme, qu'il se repentait déjà peut-être d'avoir trop demandée. Quant au comte de Soissons, il était en quelque façon à l'abri, ayant pris son refuge dans une ville possédée en souveraineté par « un de ses amis. » Mais une menace faite à la duchesse douairière de Bouillon, qui l'avait reçu en l'absence de ses fils, pouvait lui ôter cet asile ; et d'ailleurs, sa fuite n'avait ému personne, ses plaintes n'avaient pas trouvé de sympathie. Il y avait du ridicule dans la position d'un prince du sang qui se sauvait pour n'être pas mis en prison, et à qui l'on disait qu'on ne s'était jamais occupé de lui. Le comte de Montrésor n'avait pu réussir en Guienne

auprès du duc d'Épernon. Il comptait, pour déterminer ce vieux seigneur à la révolte, sur la coopération du duc de la Valette son fils, qui en avait pris l'engagement formel en Picardie, où il venait de servir sous le comte de Soissons. Le père s'était montré froid aux propositions qu'on lui apportait ; le fils n'avait trouvé que des larmes pour s'excuser de manquer à sa promesse ; la Guienne restait donc fermée aux deux princes dans le cas où ils auraient voulu y porter leur rébellion. Le duc de Saint-Simon, premier écuyer du roi, son favori le plus intime et en même temps le plus inoffensif, avait cependant encouru une espèce de disgrâce pour avoir voulu parler en faveur de son oncle, gouverneur du Catelet, et lui avoir fait donner avis des poursuites dirigées contre lui. Il était alors relégué dans son gouvernement de Blaye, et les princes avaient compté pouvoir s'assurer de cette ville. Mais, de ce côté encore, ils trouvèrent un refus complet. Le retour du comte de Montrésor auprès de son maître ne servit qu'à augmenter ses embarras ; Montrésor voulait qu'on poussât les choses à l'extrémité et faisait honte au duc d'Orléans de ses incertitudes. La maison du prince se divisait entre le parti de l'accommodement et celui des voies hasardeuses. Le prince allait incertain de l'un à l'autre, mais avec un penchant manifeste pour celui qui offrait les moindres risques. Il en fut bientôt à tromper ceux de ses amis qui s'exposaient pour lui, à feindre des résolutions qu'il ne voulait pas suivre, à s'emporter en discours sans sincérité et sans effet. Le comte de Soissons le pressait de venir le joindre à Sedan ; il faisait semblant d'y être tout disposé, il annonçait son départ, il en ordonnait les préparatifs, il faisait tenir ses gens tout bottés, et il lui survenait à propos quelque indisposition qui l'empêchait de se mettre en route. Le roi lui avait envoyé le comte de Guiche pour recevoir ses propositions d'arrangement. Ce jeune seigneur, dans un de ces festins joyeux où l'on négociait au milieu des rasades, laissa le vin dominer sa raison au point de s'écrier tout haut qu'il se moquait du roi, de son frère, de tout le sang royal, et que toute sa personne, tout son dévouement étaient pour le cardinal de Richelieu. Cette saillie de l'ivresse ne fit aucun tort dans l'esprit du cardinal au comte son allié, dont la fortune s'en trouva mieux que d'une bonne et sage conduite.

Pendant ce temps on prenait toutes les précautions nécessaires pour fermer au duc d'Orléans le chemin, soit de Sedan, soit de la Bretagne, soit de la Guienne. Des troupes étaient placées aux environs de Blois

dans ces différentes directions ; les commandants des principales villes qui pouvaient servir de passage avaient ordre de le recevoir et « de » l'entretenir, » autrement dit, de le garder, avec toutes sortes de respect et d'honneur. Le roi avait promis, non pas tout à fait de reconnaître son mariage fait et conclu en Lorraine, mais d'approuver celui qu'il voudrait contracter de nouveau avec la princesse Marguerite. Le prince, qui s'était contenté d'abord de cette concession, prétendit ensuite qu'on y ajoutât l'octroi d'une place de sûreté, et il indiquait Nantes ou Blaye, offrant de remettre en échange son gouvernement d'Auvergne. Le roi rejeta formellement cette demande et s'avança de sa personne avec des troupes vers Orléans, afin ou de forcer son frère à fuir encore une fois hors du royaume, ou de le ramener bien et dûment réconcilié. Ce mouvement « effraya le duc » d'Orléans au delà de tout ce qui se peut imaginer, » s'il faut en croire le comte de Montrésor. Celui-ci lui proposa encore de partir et put croire un instant que la résolution en était prise. Mais en même temps le prince prêtait l'oreille à la proposition d'aller trouver le roi, sur la promesse qui lui était faite, qu'après cette entrevue il pourrait librement, même quitter le royaume et se retirer à Venise, promesse dont le cardinal de Richelieu se portait caution sur sa vie et sur son honneur. Le cardinal de la Valette mit la dernière main à cet accommodement en se rendant lui-même à Blois d'où le lendemain il ramena le duc d'Orléans auprès de son frère (8 février 1637). Il y fut traité, dit le comte de Montrésor, avec peu de respect par ceux qui entouraient le roi, et fort méprisé du cardinal qui lui fit des railleries très-injurieuses. L'acte donné par le roi au prince, et sur la foi duquel ce rapprochement avait lieu, portait promesse, de la part du roi, de consentir au mariage du duc d'Orléans avec la princesse Marguerite s'il le désirait ainsi, le rendant dès à présent si libre dans cette action qu'il dépendrait de lui d'avoir ou n'avoir pas ladite princesse pour épouse, sous la condition seulement que, ce faisant, il n'épouserait pas les prétentions de la maison de Lorraine, ni les passions du duc Charles contre la personne du roi, mais demeurerait inséparablement lié aux justes intérêts de la couronne.

La brouillerie avait duré deux mois et demi ; il n'en restait plus que l'éloignement du comte de Soissons pour lequel toutefois on faisait moins de frais. On se contentait de lui offrir comme place de sûreté la ville de Mouzon, « estimée la plus mauvaise du royaume. »

Le comte refusa, se plaignit avec hauteur, prétendit que le duc de Bouillon devait obtenir indemnité pour l'asile qu'il lui avait donné, et dans lequel il voulait demeurer. On le traita longtemps comme un enfant mutin qui ne peut nuire et que l'on contrarie pour son bien. Enfin lorsqu'on sut que la reine mère le faisait entrer dans un traité avec les ennemis de la France, où le duc de Bouillon avait aussi sa part d'avantages, ce qui pouvait entraîner le prince d'Orange à quelque connivence, on lui montra plus de facilité (26 juillet) ; il lui fut permis de séjourner quatre ans à Sedan s'il lui plaisait, et d'y recevoir les émoluments de ses charges qu'il n'exerçait pas, avec paiement de l'arriéré ; ceux qui l'avaient suivi et servi eurent abolition de leur crime ; tout cela moyennant qu'il jurerait sur les saints évangiles, non-seulement de garder fidélité au roi et de n'avoir aucune pratique ni intelligence suspecte, tant dehors que dans le royaume, mais encore de servir de tout son pouvoir à l'exécution de ses desseins et de faciliter en tout et partout l'accomplissement de ses volontés. Il avait encore fallu cinq autres mois pour en arriver là. Pendant ce temps, il fut encore question de ce mariage avec la nièce du cardinal de Richelieu, auquel celui-ci voulait, disait-on, obliger le comte de Soissons, et le bruit en alla jusqu'à inquiéter le duc d'Orléans. Le cardinal se crut obligé de le démentir, en déclarant au prince « que, depuis la première demande qui lui en avait été faite publiquement par le comte »  
 « quelques années auparavant, il n'avait pas eu lieu de témoigner sa »  
 « pensée sur ce sujet ; et que, d'après l'état où le comte était depuis »  
 « certain temps auprès du roi, il n'aurait voulu pour rien du monde »  
 « recevoir l'honneur de son alliance, quand même il eût été aussi bien »  
 « en son pouvoir d'y engager sa nièce, qu'il savait ses dispositions en »  
 « être tout à fait éloignées. »

Du reste cette nouvelle incartade, que nous avons voulu suivre jusqu'à sa conclusion, n'avait apporté aucun trouble ni dans les plaisirs, ni dans les affaires. On ne s'en réjouit pas moins à la cour durant l'hiver ; le cardinal de Richelieu donna notamment dans son hôtel une comédie qui coûta cent mille écus (8 janvier). Il en était arrivé depuis longtemps à ce point de grandeur où l'on ne prend plus soin de cacher son opulence, où l'on s'enorgueillit au contraire des biens acquis par ses services, où l'on se fait gloire d'avoir beaucoup et de dépenser avec profusion. Il venait d'achever sa magnifique demeure, construite à Paris sur l'emplacement de la maison, assez étroite sans doute, où il

était né, et qu'il avait élargi par l'acquisition des hôtels d'Armagnac et de Rambouillet. Il en avait d'ailleurs fait don au roi avec cette clause, « qu'elle ne pourrait être aliénée de la couronne pour quelque » cause que ce fût, pas même pour servir d'habitation à prince, seigneur ou autre personne, son intention étant qu'elle ne fût jamais » habitée que par le roi, ses successeurs ou l'héritier de la couronne » seulement ; » et il s'en était réservé la jouissance sa vie durant, pour l'accroître et l'embellir encore. Sa maison de campagne à Ruel était tenue avec une splendeur toute royale, et le manoir dont il portait le nom, petite seigneurie du bas Poitou, se transformait rapidement en un vaste et superbe château, d'où dépendait une ville nouvellement créée. Une pareille idée de retour vers l'origine de son élévation lui avait fait rebâtir entièrement, et sur un plan digne de sa fortune actuelle, la vieille maison de Sorbonne où il avait obtenu ses premiers succès en théologie. En ce moment même, il s'occupait de former un établissement pour l'éducation de la jeune noblesse. « Comblé, disait-il, d'un nombre infini d'honneurs, dignités et bien- » faits, dont la munificence royale a daigné sans mesure reconnaître » et relever nos travaux bien au delà de leurs mérites, nous serions à » jamais ingrat et vraiment indigne de ses faveurs, si, comme les » grands fleuves renvoient à l'Océan les eaux qu'ils en ont reçues, » nous ne rendions au service du roi et à l'utilité publique une partie » de ces mêmes biens. » En conséquence, voyant que la plupart des fondations avaient pour objet unique l'enseignement des lettres « au » profit de jeunes gens de basse étoffe et condition roturière, sans » qu'en eût pensé à en faire jouir les enfants de maisons nobles et » incommodées qui devaient faire profession des armes, » il dotait de vingt-deux mille livres par an, à perpétuité, une académie destinée à l'éducation des gentilshommes, pour y recevoir vingt jeunes gens, choisis par lui et par ses héritiers, lesquels, après deux ans d'études, étaient tenus de servir le roi deux années ensuivant dans les régiments de ses gardes ou sur ses vaisseaux.

Des libéralités plus intéressées, et auxquelles on a pu reprocher encore quelque manque de discernement, rassemblaient autour de lui plusieurs hommes de lettres, salariés, pensionnés, domestiques dans toute l'acception du mot, comme l'étaient alors presque tous les hommes faisant métier d'écrire et d'imprimer, depuis les plus obscurs jusqu'aux plus illustres. Outre la charge de rédiger pamphlets et re-

parties politiques, ils avaient la fourniture des divertissements pour les fêtes données par leur patron. Le mal était que le cardinal voulait mettre la main à leurs travaux, qu'il s'occupait du plan, de l'exécution, des détails ; qu'il se mêlait de dicter, de corriger, de reprendre, et que souvent il faisait entrer dans ces ouvrages de commande quelques morceaux de sa façon. Mais enfin la manie n'est qu'un excès de la passion, et il est certain que ce goût, assez malheureux en sa personne, se portait sur les compositions nobles, sérieuses, régulières. Il voulait le beau, ne savait pas le trouver, mais conviait les autres à le chercher. De l'association formée à ses frais pour l'avancement de l'art dramatique en l'hôtel de Richelieu, sortit un jeune homme appelé Pierre Corneille, d'abord ouvrier nécessaire de la besogne commune, puis auteur pour son compte d'un chef-d'œuvre qui fut « le Cid. » Cette pièce de théâtre n'était pas celle pour la représentation de laquelle le cardinal venait de dépenser trois cent mille livres ; elle obtint à meilleur marché les applaudissements du public. Le cardinal, à qui elle n'avait rien coûté, et qui pouvait cependant s'en faire honneur puisque l'auteur de l'ouvrage était à sa solde, eut la faiblesse de prendre en dépit une œuvre qu'il n'avait pas payée, et d'encourager les critiques qui poursuivent si volontiers un succès. Cependant il ne faut pas croire que, de sa part, cette persécution ait été rude et grossière : le Cid fut représenté deux fois à l'hôtel de Richelieu. La nièce du cardinal en accepta la dédicace, et Corneille y déclara publiquement que « le » grand crédit de cette dame s'était étendu sur lui avec des effets trop » avantageux pour qu'il pût s'en taire. » Après tout le bruit qu'avait produit la dispute engagée sur cette pièce, il n'y eut rien encore que d'honorable dans le jugement qui en fut déféré à la nouvelle compagnie de beaux esprits, formée sous le titre d'Académie française. Cette société créée deux ans auparavant, comme nous l'avons dit, avait continué paisiblement ses conférences, sous la protection puissante de son fondateur. Mais le titre de son institution n'était pas encore enregistré au parlement. Les magistrats avaient vu d'un œil inquiet et jaloux une nouveauté dont ils ne comprenaient pas bien l'objet ; les uns s'en effrayaient comme d'un établissement qui pouvait devenir oppresseur, ou tout au moins ôter quelque chose à leur autorité ; les autres trouvaient tout simplement un pareil sujet de délibération au-dessous de leur dignité, et le conseiller Pierre Scarron, père de Paul, ne craignit pas de rappeler à cette occasion l'exemple du

sénat romain prononçant par ordre de l'empereur sur la sauce d'un turbot. Ce fut dans le temps même où le cardinal pressait le parlement d'en finir sur ces difficultés, que George de Scudéry, qui s'était porté champion contre le Cid, offrit de soumettre le débat à cette Académie, dont ni lui, ni son adversaire ne faisaient encore partie. Pour cela, d'après les statuts de la compagnie, il fallait le consentement de l'auteur, et Pierre Corneille le donna d'assez mauvais gré, « puisque, » disait-il, cela devait divertir son Éminence. » Alors l'Académie se mit à examiner si le public avait eu tort ou raison d'applaudir, et la voyant livrée à cette innocente occupation, le parlement se décida enfin à vérifier ses lettres de fondation (10 juillet), avec cette clause « que les membres de cette assemblée connaîtraient seulement de » l'ornement, embellissement et augmentation de la langue française, » et des livres faits par eux ou par autres personnes qui le désiraient et voudraient. »

Il ne faut ni trop admirer ni rabaisser à l'excès cette faculté, accordée à quelques hommes, de manier beaucoup d'affaires grandes et petites en même temps et avec la même ardeur ; c'est mal conclure que d'y trouver, suivant l'opinion qu'on veut établir, soit le signe d'un génie vaste et universel, soit la preuve d'un esprit mesquin et tracassier. Mais, quelle qu'en soit la valeur, cette activité qui se porte sans cesse de la préoccupation la plus grave au plus simple amusement, qui embrasse dans son mouvement les idées les plus éloignées, n'en mérite pas moins d'être remarquée là où elle existe. Cette année même, dans laquelle l'histoire littéraire nous montre le cardinal de Richelieu travaillant à des pièces de théâtre, se prenant de jalousie pour des vers, ordonnant et corrigeant de sa main la critique officielle d'un ouvrage nouveau, il avait sur les bras une guerre civile à prévenir, une guerre extérieure et générale à diriger, des négociations à suivre par toute l'Europe, et six armées à conduire. La retraite du duc d'Orléans et du comte de Soissons, n'ayant fait soulever personne, n'avait demandé que des démarches, des pourparlers et des écritures. Mais il y avait bien autre chose à faire contre l'ennemi du dehors. Heureusement l'attitude que venaient de reprendre les Suédois en Allemagne fournissait une utile diversion. Les troupes impériales, retirées, non sans grande perte, de leur inutile expédition en Bourgogne, avaient été dirigées contre Gustave Banier qui menaçait d'envahir toute la Saxe, et ce général, bien qu'obligé de s'arrêter en ses

progrès, les obligeait à le suivre dans une retraite savante et hardie. Cependant on craignait toujours quelque infidélité de la part de ces alliés qui se défiaient également de la France. Le chef d'armée y allait de franc jeu; mais le conseil tergiversait et prêtait l'oreille à des propositions d'arrangement. Le nouveau traité de confédération entre les deux puissances, signé à Wismar l'année précédente, n'était pas encore ratifié par les régents du royaume au nom de la jeune reine Christine. Le gouvernement de France envoya de beaux présents au général des Suédois pour le confirmer dans ses dispositions bellicieuses (mars); celui qui en était chargé « fut quelque temps sans pouvoir » lui parler, parce qu'il le trouva ivre quatre jours entiers. » On remontra aux régents de Suède le danger qu'il y aurait pour leurs affaires dans un traité de paix particulier, qui serait promptement suivi d'un accommodement avec la France, et qui les laisserait exposés, sans la garantie de leurs amis, à tout le ressentiment de la puissance impériale. Comme la principale objection à l'union de tous les intérêts dans une négociation générale était la grave question de la Lorraine occupée par la France et dont on demanderait la restitution, le roi offrait aux Suédois de se soumettre pour ce pays conquis aux conditions qui leur seraient faites et qu'ils accepteraient eux-mêmes pour leur conquête de la Poméranie. Ainsi leurs affaires marcheraient du même pied et chacun agirait pour soi en défendant le droit de son allié. A travers toutes ces complications s'était placé un événement qui pouvait, sinon en amener la solution, du moins y apporter quelques chances nouvelles. L'empereur Ferdinand II venait de mourir (8 février), et son fils, le roi de Hongrie, que, dans une diète assemblée peu de mois auparavant, il avait fait proclamer roi des Romains, se présentait comme héritier de l'empire. Il s'agissait de savoir jusqu'à quel point Ferdinand III continuerait la politique de son père, et quelle part de son énergique volonté celui-ci lui aurait léguée. En attendant la France et la Suède lui contestaient le titre d'empereur, par le motif que son élection comme roi des Romains ne pouvait être valable, ayant eu lieu du vivant de l'empereur, et, ce qui était plus fondé, en l'absence d'un des électeurs, l'archevêque de Trèves, privé de sa liberté.

Pendant que Gustave Banier, général des Suédois, et le landgrave de Hesse, chef ou plutôt seul reste de la confédération protestante, soutenaient la guerre en Allemagne, la France luttait de toute part

contre les forces de l'Espagne. La campagne s'ouvrit pour elle par un échec, plus politique peut-être que militaire, mais qui n'aurait pas chagriné médiocrement le cardinal de Richelieu, s'il n'eût eu sur qui en jeter la faute. Il y eut alors dans le royaume un homme taxé de lâcheté, à qui l'on reprocha hautement le manque de cœur, que l'on tint en disgrâce pour avoir forfait à son honneur de soldat, et cet homme était le duc de Rohan. Ce seigneur occupait la Valteline, comme nous l'avons vu, et en avait repoussé toutes les attaques survenues soit de l'Allemagne, soit de l'Italie. Les Espagnols, désespérant de lui ôter ce poste par leurs propres forces, essayèrent de l'en faire chasser par ceux mêmes qu'il était venu servir. La Valteline appartenait aux Grisons; ceux-ci avaient appelé les Français pour la recouvrer sur les Espagnols; mais ils se lassaient de voir que, prise et reprise, possédée tantôt par l'un, tantôt par l'autre, cette province de leur domaine ne leur revenait jamais. Excités par les instigations des Espagnols, ils demandaient de rentrer dans leur bien, et le duc de Rohan, soit esprit de justice, soit intérêt pour un peuple de sa religion, se montra tout disposé à les appuyer. Des conditions furent donc réglées, entre les sujets valtelines et leurs seigneurs les Grisons, pour la reprise de possession, et on en soumit les articles au roi de France qui ne les approuva pas entièrement. Pendant ce temps des plaintes et des murmures se répandaient parmi le peuple; les troupes du pays, qui n'étaient pas exactement payées de leur solde, prenaient un ton menaçant. Le duc de Rohan réclamait de l'argent pour les satisfaire; on l'accusait d'avoir mal ménagé celui qu'il avait reçu. Une longue maladie qu'il eut à Sondrio, au retour de sa courte expédition en Italie, et qui le fit passer pour mort, permit aux mécontents de s'entendre et de s'animer. Parmi eux se trouva un colonel appelé Jenatz, homme de tête et d'intrigue, depuis longtemps en correspondance avec les Espagnols, et qui entreprit de convaincre ses compatriotes des avantages que leur apporterait l'amitié de la maison d'Autriche. Tandis que le traité de cette alliance se négociait par les chefs du pays, les troupes grisonnes se mirent en révolte ouverte pour avoir paiement de ce qui leur était dû. Le duc de Rohan se rendit à Coire pour essayer de regagner le conseil des Grisons laissant son armée française dans la Valteline (mars), ce qu'on lui reprocha fort, puisque c'était se mettre entre les mains des révoltés. Il se hâta de distribuer aux troupes grisonnes, malgré l'opposition de l'ambassadeur et sans

condition, une somme d'argent qui lui fut envoyée de France. En même temps, le traité avec la maison d'Autriche s'avancait à Inspruck, et le duc de Rohan ne cessait d'écrire qu'on lui envoyât de quoi contenter les soldats. Enfin, se trouvant éloigné de son armée sans pouvoir la joindre, au milieu d'un pays tout préparé à l'insurrection, entre deux armées espagnoles qui s'avançaient de l'Italie et du Tyrol, « voyant, dit-il, le conseil de France sourd à toutes les instances » qu'il lui faisait, » il se crut amené par la nécessité à faire volontairement et par traité ce que la force pouvait emporter sur lui. Il proposa donc d'évacuer la Valteline, pendant qu'on pouvait encore le faire honorablement. Sur ces entrefaites l'insurrection, hâtée par les Espagnols, éclata par tout le pays. Le duc obligé de s'enfermer dans un fort voisin de Coire, bâti sur le Rhin et gardé par deux cents Français sous le commandement du frère aîné du duc de Saint-Simon, y fut bientôt assiégé, s'il faut l'en croire, par toutes les forces de la contrée. Un régiment suisse, qu'il y avait fait entrer pour le défendre, lui refusa son service contre un peuple ami et frère. Alors, avant même d'avoir reçu le pouvoir qu'il avait demandé pour le cas de dernière extrémité, il consentit (26 mars) à remettre le fort du Rhin entre les mains des Suisses qui l'occupaient déjà, et à rappeler les troupes françaises de la Valteline pour les reconduire en France à travers la Suisse, se donnant lui-même pour otage aux Grisons. Celui qui commandait l'armée refusa longtemps d'obéir, disant que ces ordres émanaient d'un prisonnier, et qu'il avait de quoi se défendre contre tout venant. On lui fit voir (16 avril) copie d'un commandement du roi arrivé tout récemment, et qui donnait au duc autorité d'en finir ainsi, toute autre ressource lui manquant. Il n'y eut donc plus d'objection possible, et les Français abandonnèrent leurs positions, leurs forts, leurs châteaux, tout le pays enfin, se retirant sans outrage, à la vue des Espagnols (5 mai). Ainsi fut perdue la Valteline, pour laquelle on avait tant fait de dépenses, tant négocié, tant guerroyé, et cela peu de temps après que le duc de Rohan en avait repoussé vaillamment l'ennemi. Les Français à leur tour en étaient chassés sans combat, sans aucun accident fâcheux de guerre, par la seule volonté de ceux qu'ils étaient venus secourir. La conduite du duc de Rohan fut sévèrement jugée à la cour, et, quelque partialité dont on se sente ému pour ce brave et noble seigneur, il est difficile de ne pas lui reprocher une trop forte inclination vers les intérêts d'un peuple qui n'était qu'allié

de la couronne, une trop grande confiance dans l'affection qu'il croyait lui avoir inspirée, et un dépit exagéré de l'abandon où le laissait le conseil du roi. Prenant trop au mot l'oubli qu'on faisait de lui, il se crut en liberté d'agir, de traiter, de transiger, de juger les événements et les convenances, sans craindre assez qu'on se rappelât où il avait pris cette habitude. Il est fort douteux qu'il eût pu gagner la partie; mais il est certain qu'il la livra, et qu'il ne jouait pas pour son compte. Aussi se garda-t-il bien de revenir en France et d'accepter le commandement qu'on lui offrait en Piémont ou dans la Franche-Comté; il prétexta une maladie pour demeurer à Genève, promettant, dès qu'il serait rétabli, de retourner à Venise.

Une partie de son armée était destinée pour l'Italie, où la guerre se menait toujours assez froidement. Le duc de Parme, voyant ses États ruinés, avait été forcé de quitter l'union de la France, et d'acquiescer, par la perte d'une de ses places, le droit de neutralité (février). Le roi fit valoir, comme un acte de déférence envers le saint-père, son acquiescement à ce traité, après avoir toutefois constaté que les secours promis au duc de Parme étaient prêts. Il ne restait plus que le duc de Savoie et le duc de Mantoue, dont les provinces servaient d'arène à la lutte des deux puissances. C'était un motif pour que ces deux alliés ne cherchassent pas de trop grandes entreprises où ils couraient tous les risques. La campagne se passa donc en marches et en dégâts dans le pays les uns des autres; les Espagnols prirent Nice de la Paille au Montferrat; les Français et les Savoisien eurent l'avantage dans un combat assez sanglant où ils enlevèrent le canon des ennemis. On était convenu d'une expédition plus importante, qui devait ramener les forces alliées sur les bords du Tésin, lorsqu'un double malheur vint ôter à la France, et presque en même temps, les deux princes qui combattaient pour elle (7 octobre, 21 septembre). Le duc de Savoie, beau-frère du roi, et le duc de Mantoue, ancien sujet de la couronne, moururent à quelques jours de distance, laissant tous deux leurs États à un enfant; savoir le premier à son fils, et le second à son petit-fils, l'un et l'autre sous la tutelle d'une mère, ici française, là espagnole.

Pareille chose arriva encore du côté de l'Allemagne, où le landgrave de Hesse combattait seul pour la cause qui avait uni tous les protestants. Quoique sa puissance ne fût pas grande, l'occupation qu'il donnait aux troupes de l'empereur, situé comme il était à une

Les extrémités de l'empire, n'avait pas une petite importance. Aussi la France le choyait-elle avec soin, lui fournissant argent et secours d'hommes autant qu'elle pouvait. Dès le début de la campagne, on avait envoyé dans son voisinage le colonel de Rantzau, devenu célèbre par la délivrance de Saint-Jean-de-Losne, avec pouvoir de général d'armée. Le but principal de son expédition était de dégager la forteresse d'Hermenstein en face de Coblenz et appartenant à l'électorat de Trèves, que les impériaux, déjà maîtres de la ville, pressaient par force et par famine. Il ne put y réussir, et la place se rendit (21 juin) après une longue défense avec une capitulation honorable. On ne fit pas semblant d'en vouloir au landgrave pour cette perte, encore bien qu'il y eût eu quelque négligence de son général Melander. Mais au moment où, aidé de quelques renforts que lui avait laissés le colonel de Rantzau, en se séparant de lui assez malcontent, il venait de reprendre l'offensive en Westphalie, il mourut à l'âge de trente-sept ans d'une maladie qui l'emporta en peu de jours (1<sup>er</sup> octobre). Un enfant de neuf ans recueillit sa principauté; sa veuve hérita de son zèle et de son courage.

Le duc de Saxe-Weymar, qui avait passé l'hiver sur les confins du duché et de la Comté de Bourgogne, devait conduire de là son armée vers le Rhin et combiner ses mouvements avec ceux du landgrave de Hesse. Il commença par employer son temps dans la Comté même, en attendant que le duc de Longueville vînt l'y remplacer avec un corps nouvellement formé en la province de Bresse. Ensuite prenant son chemin à travers le pays ennemi, il rencontra le duc de Lorraine auprès de Ray-sur-Saône et le battit rudement, s'empara de plusieurs villes qui se rachetèrent du pillage moyennant une somme d'argent; et, riche de tout ce butin, il arriva en Alsace où il prit Ensisheim par assaut (août). Là le passage du Rhin fut effectué sans obstacle, devant Rhinau, deux lieues au-dessus de Strasbourg, et l'armée, s'étant fortifiée sur l'autre rive, y soutint l'attaque des ennemis commandés par Jean de Wert. Toute cette marche n'avait d'autre but que de rappeler sur les bords du Rhin une partie des troupes impériales et de rendre aux Suédois la partie plus égale. Aussi fallut-il envoyer des renforts à Jean de Wert, qui continua de harceler le duc de Weymar sans pouvoir l'entamer; mais celui-ci, de son côté, voyait diminuer ses troupes, et n'en recevant pas de nouvelles, il fut obligé de repasser le Rhin pour prendre ses quartiers d'hiver. Les impériaux

vinrent aussitôt se jeter sur les forts et sur le pont qu'il avait construits au lieu de son passage. Leur première attaque fut vaillamment repoussée (octobre). Plus tard une nouvelle entreprise eut meilleur succès. Jean de Wert, voyant le duc de Weymar éloigné, revint à la charge avec des forces plus considérables et détruisit tout l'ouvrage de la campagne.

L'armée du duc de Longueville, tardivement formée et mollement conduite, ne fit pas de grands effets dans la Franche-Comté. Elle prit en entrant deux petites villes et un château que le duc de Lorraine ne put pas secourir; elle empêcha aussi les courses des Comtois sur le territoire de France. Mais bien qu'augmentée d'une portion des troupes du duc de Rohan, elle ne put, comme on le désirait, lier ses opérations à celles du duc de Weymar. On en rejeta encore le tort sur le duc de Rohan qui avait refusé de venir prêter au duc de Longueville l'appui de son expérience et de ses liaisons avec le général allemand. Tout ce qu'il put faire fut d'assiéger quelques places dans la Comté, notamment Lons-le-Saunier (juillet), dont l'ennemi pourtant ne livra aux Français que les ruines, ayant eu soin de mettre le feu successivement dans chaque poste d'où il était chassé. Bletterans fut aussi emporté d'assaut : tout ce qui s'y trouva de gens armés furent taillés en pièces, la ville pillée, et, s'il faut en croire les relations, « l'honneur des femmes entièrement conservé. »

Le cardinal de la Valette avait cédé le commandement de l'armée en Lorraine au maréchal de Châtillon pour se réserver lui-même la conduite d'une plus grande entreprise. On voulait tenter un nouvel effort contre les Pays-Bas, où les troupes confiées au maréchal ne devaient jouer qu'un rôle secondaire. Il eut à nettoyer le pays de quelques places qui incommodaient la Champagne et à prendre son chemin vers le Luxembourg (27 octobre). Là, il s'empara de plusieurs villes dont la plus importante fut Damvilliers; c'était tout ce qu'on lui avait demandé pour sa part, les principales opérations devant avoir lieu sur un autre point. Le cardinal de la Valette, accompagné du comte maintenant reconnu duc de Candale, son frère, pour lequel il avait enfin obtenu de l'emploi en France, et ayant sous ses ordres le vicomte de Turenne son lieutenant ordinaire, le comte de Guiche et le sieur de Rambures, entra dans le Hainaut avec des forces considérables, prit en passant le Cateau-Cambrésis et mit le siège devant Landrecies, où le grand maître de l'artillerie vint le joindre. Le

colonel Gassion fut chargé de tenir la campagne et de faire des courses contre les partis ennemis. Au bout de douze jours, la ville se rendit par capitulation et la garnison fut conduite à Valenciennes (26 juillet). Alors on apprit que le général Piccolomini arrivait d'Allemagne au secours des Pays-Bas et l'armée se mit en mouvement pour le rencontrer. Elle le devança au poste de Maubeuge vers lequel il paraissait tendre, et s'en empara, sans autre effort que quelques volées de canon dont le gouverneur exigea qu'on lui fît la courtoisie. Poussant ensuite vers Mons, elle y trouva les ennemis campés de façon à ne pouvoir être débusqués et se tenant immobiles dans leurs positions. Le cardinal résolut alors de fortifier Maubeuge pour s'en faire un centre d'action ; mais il reçut ordre de la cour d'employer ses troupes à quelque siège ; et, rebroussant chemin, il alla reprendre la Capelle (20 septembre), pendant que le duc de Candale demeurait à Maubeuge pour commander et protéger les travaux. Bientôt il fallut renoncer à ce projet que la difficulté des lieux et le voisinage de l'armée ennemie grossissant tous les jours rendaient impraticable. Il ne resta donc plus qu'à rappeler les troupes qu'on avait laissées à Maubeuge. Le vicomte de Turenne en prit le commandement, le cardinal se portant à sa rencontre (8 octobre), et la jonction eut lieu devant Pont-sur-Sambre, en présence des ennemis qui ne tentèrent qu'une faible escarmouche pour l'empêcher. Ainsi les Français gardèrent leur conquête de Landrecies, du Cateau-Cambrésis, de la Capelle reprise sur les Espagnols, avec la petite ville de Chimay qui se rendit peu de temps après (29 novembre), et les grands projets faits pour cette campagne n'eurent pas d'autres résultats. Les Hollandais se plaignirent fort de ce qu'au lieu d'avancer dans le pays, on s'était amusé à prendre des places sur la frontière. De leur côté, pourtant, ils n'avaient guère fait plus de chemin : au lieu de venir, comme ils l'avaient promis, assiéger Dunkerque par mer, sous le prétexte de la contrariété des vents, ils étaient restés chez eux, et n'en étaient sortis que pour essayer de recouvrer leur ville de Breda. Le cardinal infant ne pouvant leur en faire lever le siège, leur prit Venloo et Ruremonde, et vint se joindre au général Piccolomini pour faire face à l'armée française (7 octobre). Breda se rendit, après avoir résisté tout juste, remarqua-t-on, autant de mois qu'il avait fallu d'années à Spinola pour le prendre. Un Français fut tué ; c'était le baron de Charnacé qui remplissait ses fonctions d'ambassadeur jusque sous le

feu des batteries. Après quoi les Hollandais, voyant les Français rétrograder, ne se soucièrent pas d'aller en avant et chacun prit ses quartiers d'hiver. Ce que cette campagne avait produit de plus sérieux, c'était une grave atteinte portée à la réputation militaire du cardinal de la Valette. Les reproches commencèrent à pleuvoir sur lui. On le blâma d'avoir abandonné Maubeuge, d'avoir perdu son temps à reprendre la Capelle, tandis qu'il pouvait s'emparer d'Avesnes, ville espagnole, et faire des progrès chez l'ennemi. Il avait voulu s'excuser en attribuant ce conseil au grand maître de l'artillerie : mais le cardinal de Richelieu défendit son parent aux dépens de son collègue, et il cessa de passer pour constant à la cour que le prélat, fils du duc d'Épernon, était le premier général de son temps.

Dès le commencement de l'année on avait donné des ordres pressants pour la reprise des îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, conquises par les Espagnols dans la Méditerranée. La flotte qu'on avait conduite en cette mer, avec tant de dépense et d'appareil, était restée tout l'hiver inutile. La division régnait toujours entre le comte d'Harcourt, qui la commandait, et le maréchal de Vitry, gouverneur de Provence. Celui-ci, non-seulement, n'avait pas rendu compte des coups de bâton donnés à l'archevêque de Bordeaux, mais il tenait tête au général de la flotte créée par le cardinal; il résistait aux ordres de la cour, n'agissait pas et empêchait de faire. Le comte d'Harcourt reçut donc le commandement positif d'attaquer les deux îles avec ses vaisseaux, sans s'inquiéter d'être aidé ou contrarié par le maréchal. La flotte s'approcha d'abord de l'île Sainte-Marguerite (24 mars), que les Espagnols avaient eu le temps de fortifier, et tira sur leurs retranchements. Une tempête l'ayant forcée à s'éloigner, elle revint quelques jours après et mit à terre les troupes, qui s'emparèrent aussitôt des premières positions et y prirent logement, pendant que les vaisseaux empêchaient l'ennemi d'apporter secours aux assiégés. Quatre forts, qui garnissaient l'île, furent successivement enlevés; et enfin la grande forteresse, appelée de Sainte-Marguerite, où tous les Espagnols s'étaient retirés, ayant capitulé (12 mai), l'île fut recouverte entièrement. Le comte d'Harcourt se dirigea aussitôt sur celle de Saint-Honorat qui fit peu de résistance. Les Espagnols la rendirent la veille du jour où l'église fête le saint dont elle porte le nom, et l'archevêque de Bordeaux, déposant sa cuirasse, s'empressa d'y célébrer la messe pour cette solennité (16 mai). Huit enseignes, conquises sur

l'ennemi, furent portées à Paris, où l'on chanta un *Te Deum* en actions de grâces, et où les poètes s'évertuèrent à la louange du comte d'Harcourt. Quelques mois après le maréchal de Vitry fut rappelé de Provence et mis à la Bastille (27 octobre), sous la prévention de violences et extorsions commises dans son gouvernement.

Ce n'était pourtant pas sans espoir de retour que les Espagnols avaient quitté le territoire français. Chassés de Provence, ils pénétrèrent dans le Languedoc, où l'on avait cessé de craindre une agression par terre venant du Roussillon, et ils s'avancèrent jusqu'au pied de Leucate (29 août), qu'ils bloquèrent aussitôt. Le duc d'Halluin, gouverneur de la province, se hâta de rassembler des forces, et vit accourir à son appel tous les gentilshommes et toutes les communes d'une et d'autre religion, avec une égale ardeur pour la défense de leur pays. La petite garnison de Leucate fit bonne contenance, et obligea l'ennemi à l'assiéger dans les formes, c'est-à-dire à s'enfermer dans des retranchements devant la ville. On trouva imprudent de l'attaquer en cet état, protégé encore comme il l'était par la situation des lieux, où la mer d'un côté, et de l'autre l'étang de Leucate, ne laissaient aux assaillants qu'un étroit passage. Cependant le duc d'Halluin, s'étant approché avec ses troupes, ne voulut pas laisser se perdre leur bonne volonté; il entreprit donc de forcer la nuit les retranchements ennemis où fut livré un combat des plus sanglants (28 septembre). L'archevêque de Bordeaux, accouru de bien loin au bruit de la mousqueterie, conduisit vaillamment à la charge un régiment qui venait une première fois de lâcher pied. Le jour vint apprendre aux Français le résultat de cette lutte meurtrière, qui s'était arrêtée seulement quand la clarté de la lune avait manqué. Les ennemis étaient en pleine déroute, la terre jonchée de leurs morts, leurs postes abandonnés, l'étang couvert d'hommes fuyant à la nage; le général lui-même avait gagné l'autre bord sur un bateau; le plus grand nombre s'était sauvé par une langue de terre jetée entre la mer et l'étang, depuis la pointe de Leucate jusqu'au Roussillon: il ne restait plus de l'armée espagnole qu'un immense butin. Ce glorieux fait d'armes valut au duc d'Halluin le bâton de maréchal de France, et le roi voulut qu'il rattachât à cette dignité le nom de son père. Les Espagnols avaient toujours un pied en France par la prise qu'ils avaient faite l'année précédente de Saint-Jean-de-Luz. Le roi, mécontent de voir que le duc d'Épernon et son fils le duc de la Valette

n'avaient pas encore réussi à les en chasser, donna ordre au nouveau maréchal de Schomberg de s'y acheminer; mais on apprit presque aussitôt qu'ils s'étaient d'eux-mêmes retirés (25 octobre), laissant inutiles toutes les dépenses faites pour se fortifier dans ce pays; sur quoi le duc de la Valette écrivit « qu'il se disposait à partir pour les » exterminer, quand on lui avait annoncé leur retraite. »

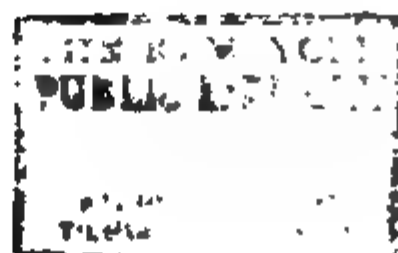
Nous avons dit qu'on ne s'était pas remué en France quand les deux princes étaient sortis de la cour, et que l'éclat de leurs mécontentements n'avait convié personne à la guerre civile. Cependant le gouvernement ne fut pas sans quelques alarmes dans l'intérieur. Si les seigneurs et les gentilshommes avaient prudemment refusé de s'associer à une nouvelle fantaisie de révolte, d'autres intérêts avaient fortement agité une autre part de la nation. Ce n'était pas sans de grandes dépenses qu'on soutenait une guerre générale, qu'on réparait des pertes graves, que l'on entreprenait des expéditions lointaines. Les taxes de toute espèce étaient énormes, et l'industrie financière les multipliait sans mesure. « On met ici, écrivait de Paris Guy-Patin, » de nouveaux impôts sur tout ce qu'on peut, entre autres, sur le sel, » le vin et le bois; j'ai peur qu'enfin on n'en mette sur les gueux qui » se chaufferont au soleil. » Le peuple était las de payer; les parlements s'offensaient d'avoir toujours à enregistrer des créations de charges nouvelles, autre espèce d'impôt qui, pour être levé sur la contribution volontaire des ambitions et des vanités, n'en paraissait pas moins exorbitant à ceux dont il rétrécissait la juridiction. On avait été obligé de s'adresser encore aux villes pour en obtenir, sous forme d'emprunt, des sommes considérables; de telle sorte qu'on avait uni dans une plainte commune les bourgeois et les officiers, murmurant chacun pour leur compte. Le parlement de Paris continuait à repousser les titulaires des nouveaux offices, ou à leur rendre l'exercice de leur emploi impossible par toutes sortes de contrariétés et de mépris. Il fallut encore que le roi lui fît des injonctions sévères et de rudes menaces pour interrompre une nouvelle procédure de résistance dans laquelle il s'était engagé (mars). L'obéissance n'y fut pourtant rétablie qu'au moyen de la continuation, jusqu'en 1644, du droit annuel et des autres privilèges attribués à cette compagnie. Au même temps, le roi fit mine de se rendre à Rouen pour forcer le parlement de cette province à recevoir un édit portant création d'une généralité des finances en la ville d'Alençon, et il ne fallut rien de moins que

cette démonstration pour que l'édit fût vérifié. Pour une fin pareille, le prince de Condé se rendit en Bourgogne avec les plus amples pouvoirs. Les villes pourtant ne faisaient que gronder sur la place publique ou dans l'auditoire de leurs tribunaux. Des paysans se montrèrent armés dans la campagne ; ceux-là ne se soulevaient ni pour un prince, ni pour une croyance ; ils se révoltaient contre la taille, contre la gabelle, contre toutes les formes et toutes les dénominations de l'action fiscale. Ce mot de ralliement, intelligible à tous, et d'un attrait singulier, avait servi déjà, l'année précédente, à quelques séditions dans la Saintonge et dans l'Angoumois. Cette année, on l'entendit proclamer dans le Périgord, par une troupe nombreuse qui se grossit promptement, inonda le pays, et menaça les villes. C'était bien là un mouvement populaire, ayant pour cause une souffrance publique, et pour force le nombre. Mais tel était alors l'état des choses, que les révoltés, qui formaient, dit-on, près de trente mille hommes, ne crurent pas pouvoir se passer d'avoir un gentilhomme à leur tête. Ils en saisirent un dans son château, lequel avait nom de la Mothe-la-Forêt, et le forcèrent à les commander. Ils s'emparèrent ainsi de Bergerac, et se mirent en posture d'assiéger Sainte-Foy sur la Dordogne, où était un grand magasin d'armes. Le duc de la Valette se hâta de quitter son poste d'observation du côté des Espagnols, pour accourir à la défense de la province qui pouvait être entraînée tout entière dans cette sédition. Avec un corps de troupes assez faible, il attaqua (août) une masse considérable de paysans enfermés dans le bourg de la Sauvetat d'Eymet, à quatre lieues de Marmande : ceux-ci se défendirent avec courage, mais une fois ébranlés ils se sauvèrent en désordre, et il en fut fait un grand carnage. La déroute de ce premier corps entraîna rapidement celle de tout le parti, et en quelques jours, ce qui avait eu la forme d'une armée redoutable, s'éparpilla en bandes poursuivies par les prévôts. Comme la cour et Paris n'avaient pas eu peur de cette sédition, on l'appela d'un nom ridicule ; on publia partout « la défaite des croquants » dont chacun fit de grandes moqueries, et on trouva fort mauvais que le duc de la Valette se fût dérangé pour si peu de chose.

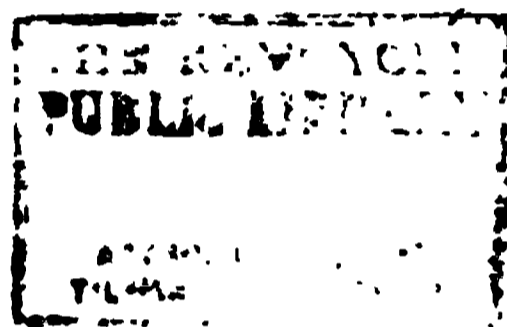
FIN DU TROISIÈME VOLUME.

**HISTOIRE**  
**DE FRANCE**  
**SOUS LOUIS XIII**











HISTOIRE

DE FRANCE

BRUNELLE

8, rue d'Assaut

1842

enfin qui gronde quelquefois, qu'un caprice, une maussade humeur, un déplaisir trop vivement senti, peuvent irriter au point de lui faire rompre son lien. Il est vrai qu'on a eu la cruelle précaution de donner un emploi à ce qu'il y a de haineux, de chagrin, de jaloux dans son caractère; mère, femme, frère, favoris, tout ce qui lui était objet d'affection est devenu occasion de soupçon, d'aigreur, de ressentiment; en telle sorte que le roi tient à son ministre par tous les attachements qu'il a brisés. Cependant on n'a pu tellement l'isoler, tellement l'asservir à la raison d'État dont le cardinal s'est fait l'imposant organe, qu'il ne soit encore accessible à quelque fantaisie d'amitié. L'attention du cardinal, toujours éveillée, venait de surprendre le complot de deux personnes unies dans le même intérêt, s'aidant mutuellement à gagner l'esprit du roi pour le dominer ensemble, un confesseur et une maîtresse.

La vie triste, sauvage et languissante de Louis XIII avait eu en effet un éclair de joie et de bonheur. Après avoir longtemps fatigué de son chaste amour et de son assiduité sans désirs la moqueuse Marie de Hautefort, le roi s'était aperçu qu'il y avait parmi les filles de la reine une douce et timide beauté, souriant avec bienveillance à ses récits de chasse et à ses discours pieux; c'était Louise Motier de la Fayette, fille de Jean de la Fayette, seigneur de Hautefeuille, et de Marguerite de Bourbon-Busset, de la même famille d'ailleurs que la mère du père Joseph. On dit que le cardinal de Richelieu avait été des premiers à porter de ce côté les regards du roi, pour l'éloigner de Marie de Hautefort qui n'avait jamais voulu quitter les intérêts de la reine sa maîtresse. Il faut croire que la jeune fille n'était pas dans le secret de cet avis donné au cœur de son royal amant, ou qu'elle ne se crut pas obligée à la reconnaissance, car « lorsqu'elle eut joui deux » ans de la plus haute faveur », c'est-à-dire de la préférence publique accordée par le roi à sa conversation dans les réunions qui se tenaient le soir chez la reine, et de l'attention privilégiée qu'il lui prêtait dans les petits jeux où s'ébattaient ses compagnes, on la vit tout à coup triste, agitée, repentante de cet innocent commerce, manifester hautement l'intention d'entrer dans un couvent. Au jugement de tous, il y avait quelque chose de plus qu'un sentiment craintif, qu'un scrupule de conscience et un remords religieux dans cette résolution. Chacun y aperçut l'intervention du cardinal, qui avait effrayé les parents de Louise sur le danger d'une liaison dont les cabales politiques cherchaient à s'emparer.

Ceux-ci, trouvant moins d'espoir dans la tendresse du roi que de péril dans le ressentiment du cardinal, ne voulurent pas livrer leur fortune au hasard de cet amour qui alarmait le ministre. L'évêque de Limoges, son oncle paternel, et la marquise de Senecey sa parente plus éloignée par les femmes de la maison de Polignac, s'étaient en conséquence réunis pour arracher la jeune fille à ce qu'ils appelaient sans doute une séduction. Mais d'autres conseils vinrent se jeter à la traverse de leur charitable dessein. Ils provenaient d'une source aussi pure en apparence, mais certes plus désintéressée. Un prêtre, consulté dans la sévère intimité de la confession, ne trouvait rien de reprochable à ce qui inquiétait une famille. Il absolvait ce qu'elle avait condamné, il trouvait de bonnes fins à ce qu'elle avait jugé coupable ; il rassurait cette âme tremblante contre le scandale et lui remettait le péché. Ce prêtre était le père Caussin jésuite, appelé à la cour pour être confesseur du roi (25 mars) durant la maladie du père Gordon, écossais et religieux du même ordre, qui occupait cet emploi. Le père Caussin s'était fait connaître par la publication d'un livre intitulé « la Cour Sainte, » qui avait eu, disent les mémoires de Richelieu, « quelque vigueur parmi les personnes dévotes. » Avant qu'il entrât en charge, le cardinal avait eu soin de lui faire connaître l'inclination du roi pour une fille de la reine, et de l'engager « non pas à rompre avec impétuosité, mais à dénouer » avec adresse ce nœud, qui ne pouvait être que préjudiciable à la conscience de son pénitent. » Le cardinal croyait avoir affaire à un homme d'une simplicité toute religieuse : mais l'auteur ascétique de « la Cour Sainte » s'était formé en entrant dans une cour de ce monde. Il attendit donc que le roi prît toute confiance en lui et lui ouvrît son cœur. Cela tarda quelque temps, et le bon confesseur s'applaudit de voir qu'on ne lui disait pas tout. Enfin le roi parla de l'affection qu'il portait à une jeune fille et du désir qu'elle avait d'entrer en religion : sur quoi le père Caussin vit tout à coup « tant de modération et de » pureté dans cet amour, qu'il ne s'en pouvait trouver de plus chaste » sous le ciel. » Il s'éprit d'une tendre compassion pour « l'innocente » brebis qu'on voulait arracher du sein de son pasteur ; » il ajouta même en sa pensée cette réflexion galante : « c'est sa grâce qui la fait » disgracier. » Après avoir rassuré le roi et l'avoir même encouragé à continuer son amour, « dans le terme où il était alors, » il entendit à son tour la craintive Louise. Elle lui déclara sa vocation qu'il com-

battit fortement. Ses motifs secrets étaient, suivant lui, « qu'elle avait » déjà parlé au prince des affaires de son état ; que la laisser s'éloigner » de la cour, c'était priver le public de l'instrument de sa félicité ; » qu'elle lui semblait comme un petit grain de sable, placé par la » main de Dieu sur le rivage, pour réprimer les débordements de la » grande puissance du cardinal ; qu'enfin la joie et la santé du roi » dépendaient du bon entretien qu'il avait avec elle. » Ses arguments furent tirés de l'ennui, de la servitude qu'elle allait chercher dans un monastère, des jouissances honnêtes, permises, glorieuses, auxquelles il n'était pas raisonnable de renoncer. Mais il trouva cette tête de dix-sept ans fournie d'objections contre toutes ses paroles, et il demeura convaincu « que Dieu la voulait. » Quand le résultat de cette conférence fut porté au roi, il ne put que verser des larmes et se soumettre. Le confesseur fit tout son possible pour retarder l'effet d'une résolution si fortement prise, en ayant toutefois soin d'excuser ces délais auprès du cardinal qu'il trompait avec passion. Mais l'obstination d'une jeune fille travaillait pour le ministre, et ce qu'il aurait difficilement obtenu par autorité ou par adresse, Louise de la Fayette l'emporta, contre la volonté du roi, contre tout l'art du théologien et du courtisan conjuré pour la retenir. Elle força le père Caussin à obtenir du roi le congé dont elle avait besoin pour quitter son service ; elle le demanda elle-même à la reine ; elle reçut publiquement les adieux de son maître et de son ami, auprès duquel le cardinal de Richelieu vint pleurer de toute sa force ; et elle alla s'enfermer dans le couvent des Filles de la Visitation de Sainte-Marie, établi depuis peu à Paris dans la rue Saint-Antoine (19 mai). Le père Caussin avait ménagé au roi une consolation, en lui montrant que cette retraite ne le séparait pas entièrement de l'objet aimé, qu'il lui serait facile de voir la sœur Angélique en son couvent comme il voyait Louise de la Fayette dans la chambre de la reine, et que son affection étant de nature à ne pas être gênée par une grille, le parloir était un lieu tout aussi commode qu'un autre pour leurs tendres et purs entretiens. C'était d'ailleurs tout ce qu'il fallait aux projets d'influence politique que l'on faisait reposer sur la jeune novice. Le roi hésita longtemps à faire cette action hardie (août), et, sans en prévenir personne, « tour- » noyant un jour aux environs de Paris, il alla fondre sur le couvent » de la Visitation, » où il passa trois heures à s'entretenir avec Louise, debout devant la grille qui les séparait ; car il n'avait pas

voulu se servir du privilège royal pour entrer dans l'enceinte sacrée. Cette visite, qui fit un grand éclat, en amena d'autres, moins brusques, moins mystérieuses, partant plus indifférentes, mais dont s'inquiétaient vivement le cardinal et ses amis. De Paris, on en donnait nouvelle à l'armée dans les correspondances les plus intimes et les plus remplies de graves affaires. Ces entrevues étaient suivies, chez le roi, de découragement et de tristesse. Alors son humeur tombait avec liberté sur ses ministres, et ceux-ci ne feignaient pas de dire « qu'ils » s'en souciaient fort peu, assurés d'avoir la bonne amitié du cardinal, » comme l'écrivait en propres termes le secrétaire d'État de Chavigny au cardinal de la Valette. Une fois le roi s'en prit au cardinal lui-même ; il voulait aller se désennuyer en commandant un corps d'armée ; le cardinal ne trouvait pas l'entreprise digne de sa présence, et il fallut que le maître cédât après avoir boudé plusieurs jours. Cependant le père Caussin, poussé lui-même par le révérend père Monod son confrère, envoyé de Savoie en France, s'impatientait de voir que les rendez-vous du couvent ne produisaient rien qu'épanchements d'une tendre douleur ; il excitait la sœur Angélique à y faire entrer les affaires d'État, à employer pour le bien général ses larmes et son sourire. Afin de seconder cet effort, il résolut lui-même d'attaquer par la conscience son royal pénitent, et « le jour que la » mère de toute pureté fut conçue, il produisit au roi les conceptions » qu'il avait dans l'âme depuis longtemps (8 décembre). » Il lui montra la puissance souveraine envahie par un sujet, le repos de la chrétienté troublé, les liens d'une auguste famille brisés, la misère des peuples portée à son comble ; il lui fit honte, pitié, horreur, remords de tout ce que le cardinal avait osé sous le voile de son autorité, et au risque de son bonheur, de sa gloire, de son salut. Le roi pâlit, trembla, balbutia, et finit par dire qu'il ne connaissait personne pour porter le poids des affaires à la place du cardinal. Le jésuite lui nomma le duc d'Angoulême, et, transporté de joie, il courut chez ce prince lui annoncer la fortune qu'il venait de créer pour lui. Celui-ci, au lieu de le remercier, se crut perdu, et alla bien vite dénoncer au cardinal le tour qu'on voulait leur jouer à tous deux. Le cardinal conduisit chez le roi son successeur désigné, et le lui présenta d'un ton railleur comme celui « qui devait remplacer un perfide, un scélérat, » indigne de sa confiance, et mal vu du père Caussin. » Le roi fut obligé de dire que son confesseur était devenu fou. Le jésuite fut dé-

gradé par sa compagnie, envoyé en exil, « parmi des barbares, » écrit-il, ce qui veut dire à Quimper-Corentin, et le roi cessa ses visites au couvent. Au milieu de nombreuses contradictions sur les détails, la date de cette disgrâce est restée certaine ; elle eut lieu le 10 décembre 1637. On raconte que, peu de temps après, le roi, passant avec le duc d'Angoulême devant le donjon de Vincennes, lui dit : « Il n'a pas tenu au cardinal qu'on ne vous ait mis là. » « Je l'avais » donc mérité, répondit humblement le bâtard de Charles IX ; car » autrement il ne vous l'eût pas conseillé. »

A travers cette intrigue amoureuse et politique, était venu se placer un grave événement d'État et de ménage. Ce n'était pas assez d'ôter au roi son amie : il fallait encore, comme par une compensation cruelle qui ne pouvait que doubler ses douleurs, lui rendre suspecte, odieuse, criminelle, sa femme légitime, et faire aller jusqu'à l'outrage son mécontentement envers la stérile compagne de sa couche. Le dernier affront subi par Anne d'Autriche touche de si près à son premier bonheur, que c'est le cas de rappeler ici quelle était la position de cette princesse depuis son mariage. Amenée du royaume de son père à l'âge de quatorze ans pour épouser un enfant de même âge, il s'en fallait encore de quelques années avant qu'on la comptât dans les affaires, dans les intrigues, et même avant qu'elle eût, dans la famille où elle entrait, la condition de femme qui peut devenir mère. Malgré certain propos du roi rapporté par un médecin, et qui ne peut être qu'une ignorante vanterie de jeune garçon, il est constant que la consommation de ce mariage eut lieu seulement au mois de février 1619. Il y a, comme on sait, d'impénétrables mystères, d'étranges caprices dans l'intimité conjugale, et il serait téméraire de vouloir les deviner. Cependant on peut dire que, dès lors, le roi s'approchait de sa femme avec timidité, que celle-ci le recevait avec peu d'encouragement. Presque aussitôt, la reine eut des soupçons jaloux dont la duchesse de Luynes était l'objet ; le roi, de son côté, après avoir vu se dissiper chez elle les apparences d'une première grossesse, sembla ne plus en rechercher l'espoir. Des hommes assez habiles pensèrent alors que ce prince avait réfléchi à l'inconvénient de se donner si vite un héritier, qui pourrait, en grandissant, devenir objet d'inquiétude pour son père jeune encore. Cependant en 1622 le bruit courut que la reine, enceinte de six semaines, s'était malheureusement blessée en jouant avec ses dames, ce qui amena quelques disgrâces dans la folâtre

cour dont elle était entourée. A cette époque, la connétable de Luynes, qui lui avait sans doute appris qu'il n'y avait pas pour elle de rivale sérieusement à craindre auprès du roi, était devenue son amie et porta la peine de cet accident. Plus tard, le roi fut jaloux à son tour, et les insolences du duc de Buckingham, les propos imprudents du malheureux Chalais, éloignèrent tout à fait de la reine un mari pieux, sévère, pudique, incapable à tel point de désirs criminels qu'il pouvait même se passer des plaisirs permis. Il paraît que la reine mère, après sa réconciliation avec son fils, contribua aussi à entretenir la mésintelligence entre les deux époux, dans le but, assez maladroitement trouvé, de se rendre plus nécessaire et plus puissante. Il est visible que le cardinal de Richelieu ne se fit pas faute d'aigrir le roi contre sa femme. Quelques-uns veulent que cette conduite ait été seulement la rancune d'un amour rebuté. Assez de témoignages existent en effet pour prouver que ce ministre, aussi galant que prélat qui fût alors, ne resta pas insensible aux charmes de la reine et ne se crut pas obligé de s'en taire. Mais quelque indiscrettes qu'aient pu être sur la vie privée du cardinal les recherches de scandale, on ne voit nulle part que le commerce des femmes y ait dépassé l'importance d'un simple amusement, et que sa passion, parfois assez peu délicate, ait eu la moindre influence dans les actes de son ministère. Si le cardinal fit un aveu qui fut repoussé, il est probable qu'il se tint pour éconduit et ne regarda plus dans l'épouse de son maître qu'un obstacle politique. Il eût été difficile qu'un amour, pressant dans le tête-à-tête et s'exprimant en public par des persécutions, ne laissât pas à la reine de quoi éclairer un mari, faible sans doute, mais chatouilleux sur les torts de cette espèce. Ce dont on ne peut douter, c'est qu'Anne d'Autriche, Espagnole de naissance et d'affection, était devenue tout naturellement le centre de l'opposition contre un système qui menaçait partout la puissance d'Espagne, que cette opposition se formulait autour d'elle en petites intrigues, en railleries malignes, en caquets de ruelle et en tracasseries domestiques, tenait sans cesse éveillées contre sa personne les défiances du roi, et que le cardinal avait grand intérêt à le maintenir dans cette disposition.

Or, ainsi vivaient depuis longues années le roi et la reine ; celle-ci traitée assez rigoureusement, celui-là toujours maussade et chagrin. La reine avait pour consolation les fêtes de la cour, et la société de ses femmes que l'on changeait encore assez souvent. Elle s'en était

donné une autre, sans doute bien innocente dans le fond, mais qui avait, en réalité, la forme, le mystère, les précautions, toutes les allures d'un crime d'État. On était en guerre ouverte contre l'Espagne, et la reine Anne d'Autriche entretenait un commerce de lettres avec son frère le roi Philippe IV, avec le cardinal infant, général des armées espagnoles dans les Pays-Bas, avec le duc de Lorraine, vassal rebelle de la couronne et ennemi déclaré de la France. Les lettres qu'elle écrivait, remises à un domestique qui les traduisait en chiffres, et les lettres qu'elle recevait, déchiffrées par le même confident, demandaient autant de peine, de dissimulation, de mensonge qu'il en aurait fallu au complot le plus grave, et ne la tenaient pas en de moins vives alarmes. Elle avait encore une autre correspondance secrète avec la duchesse de Chevreuse, reléguée à Tours, où ce qui excédait les sollicitudes ordinaires de l'amitié, était tracé avec une encre qu'un procédé convenu faisait paraître sur le papier entre les lignes d'un billet insignifiant. Dans le même temps où elle occupait si dangereusement ses loisirs, il circulait parmi ses femmes un livre où les maris jaloux étaient fort maltraités, et le roi eut grand soupçon que ce vieux sujet de morale avait été communiqué par la reine à quelque écrivain pour lui en faire l'application. Cependant elle n'avait pas renoncé à l'espérance de devenir mère, et elle employait à faire cesser sa longue stérilité toutes les ressources que fournit la dévotion. Dernièrement encore, elle avait envoyé en Espagne demander des reliques d'un saint Isidore qui faisait de grands miracles en ce genre, et cette mission, exécutée par un religieux avec approbation de tout le conseil, avait donné de sérieuses alarmes aux alliés du roi qui crurent y voir la négociation d'un traité particulier.

Surveillée comme elle était dans son appartement toujours ouvert à l'ennui tracassier du roi, et où d'ailleurs la plupart de ses serviteurs avaient charge d'épier sa conduite, elle avait imaginé d'aller fréquemment passer quelques heures dans un couvent de filles établi sous sa protection. C'était alors une habitude de noble et pieuse munificence que de fonder des monastères. Les plus illustres dames rivalisaient d'affection et de prodigalité pour ces établissements, à la durée desquels une éternelle reconnaissance promettait d'attacher leurs noms. Anne d'Autriche s'était prise d'un tendre intérêt pour une communauté de bénédictines, protégée autrefois par la reine Anne de Bretagne, et dont le cloître était au village de Bièvre-le-Châtel, dans un lieu appelé

d'abord le Val-Profond, puis le Val-de-Grâce de Notre-Dame de la crèche. Elle avait acheté pour ces religieuses un terrain couvert de quelques bâtiments dans le faubourg Saint-Jacques et les y avait installées, en laissant à leur maison nouvelle le nom qu'elle portait aux champs. Là elle avait un logis réservé, où elle se rendait pour faire ce qu'on appelait « des retraites, » c'est-à-dire causer, respirer, se délasser et rire au moins librement. On parut croire, et peut-être en avait-on quelque raison, que la reine employait la sainteté de cet asile à couvrir des infidélités politiques, des rendez-vous clandestins avec personnes malintentionnées pour le gouvernement, des entretiens séditeux ; on supposa encore que là devait se trouver le dépôt de sa correspondance avec les ennemis de l'État. En conséquence le roi ayant appelé la reine hors de Paris pour venir le joindre à Chantilly, un lieutenant des mousquetaires eut ordre d'arrêter et de conduire à la Bastille son domestique Pierre de la Porte (12 août), ayant titre de porte-manteau, et qu'on savait être l'agent de ses relations secrètes. On le trouva nanti d'une lettre pour la duchesse de Chevreuse, qui ne contenait, suivant lui, que des compliments, mais dans laquelle on assura qu'il y avait une invitation à cette dame de prendre un déguisement pour venir trouver la reine. Le chancelier se rendit ensuite au Val-de-Grâce avec l'archevêque de Paris, pour y faire perquisition et interroger les religieuses, l'assistance du chef ecclésiastique étant nécessaire en tel lieu à l'autorité du magistrat. La supérieure fut transférée dans un autre couvent du même ordre établi à la Charité. On fouilla également le logis qu'avait le sieur de la Porte dans l'hôtel du duc de Chevreuse. Dans l'un et l'autre endroit, il ne fut découvert aucune preuve des intelligences que l'on soupçonnait. On saisit au Val-de-Grâce quelques papiers insignifiants et, s'il faut en croire les mémoires du temps, une provision de haïres et de disciplines ; chez de la Porte, des lettres sans conséquence, tout ce qui avait servi à la correspondance criminelle, les minutes, les chiffres, les cachets et une assez ample collection de libelles publiés contre le cardinal, « ayant » échappé, dit-il, aux recherches. » La supérieure et le porte-manteau gardèrent le silence sur tout ce que chacun d'eux savait ; mais la reine fut moins discrète que ces deux serviteurs qui risquaient leur vie pour elle. Elle apprit à Chantilly ce qui avait suivi son départ de Paris, l'arrestation de son domestique, la visite faite au Val-de-Grâce et jusque dans son oratoire. Il existe peu d'ouvrages historiques ou de

mémoires qui ne racontent qu'elle était présente à cette instruction judiciaire, que le chancelier la surprit dans sa cellule, la pressa de questions, fouilla ses meubles et ses coffres devant elle, et poussa l'irrévérence jusqu'à faire le geste de prendre un papier caché dans son sein. Un peintre même a mis tout cela dans un tableau. Le fait est qu'elle était alors à Chantilly, auprès du roi, au milieu de la cour, et que les premiers signes de l'accusation dirigée contre elle furent la froideur extrême de son mari, le silence affecté des ministres et l'abandon complet dans lequel on la laissa plusieurs jours. Alors elle conçut de l'effroi et chercha le moyen de se justifier. Comme il n'était d'abord question que de la lettre prise dans la poche de son domestique, elle envoya son secrétaire au cardinal pour lui dire qu'en effet elle écrivait souvent à la duchesse de Chevreuse, mais non ailleurs, et elle renouvela cette déclaration le jour même de l'Assomption, « après » avoir communiqué. » Bientôt elle sut qu'on avait intercepté une de ses lettres adressées au marquis de Mirabel, ambassadeur d'Espagne en Flandre. Ce fut à ce qu'il paraît cette lettre, remise entre ses mains par le chancelier pour la reconnaître, qu'elle ne voulut pas rendre et qui donna lieu au mouvement un peu brusque rapporté par tous les mémoires du temps. Convaincue de mensonge sur ce point, elle se résolut à faire venir le cardinal et à lui avouer qu'elle avait réellement adressé plusieurs lettres en Flandre au cardinal infant et au marquis de Mirabel, que ces lettres contenaient, tantôt des plaintes sur la manière dont elle était traitée à la cour et des réflexions assez aigres sur la personne du roi, tantôt des avis sur ce qu'elle apprenait des relations politiques. Cette confession fut aussitôt mise par écrit, ensuite de la promesse faite par le roi et attestée par le cardinal, d'un oubli pareil à celui qu'elle avait obtenu déjà pour quelques actions blâmables; elle souscrivit aussi l'engagement de ne plus retomber en pareille faute, et de vivre dorénavant avec le roi son seigneur, comme une femme qui ne voulait avoir d'autres intérêts que ceux de sa personne et de son État. Cela fait, le roi qui, depuis cinq jours (17 août), n'avait vu sa femme qu'à l'église, monta chez elle, et, à la supplication du cardinal, les deux époux s'embrassèrent devant lui.

Pendant ce temps le pauvre domestique, renfermé à la Bastille, ne sachant jusqu'où avait pu se maintenir la constance de la reine, s'obstinait à nier toutes choses, à démentir encore ce qui était désormais reconnu et pardonné, non sans grand péril pour son corps que l'on

menaçait déjà de la question, en lui faisant voir les instruments de la torture. Enfin il reçut avis secret de ce qu'il pouvait dire, et ordre officiel de ne rien dissimuler. Ses déclarations allèrent donc tout juste à la limite des aveux qu'avait faits la reine, et on le tint quitte pour cette part de vérité; sa captivité fut adoucie, il sortit du cachot et eut permission de voir les autres prisonniers, dont la réunion formait une assez honnête compagnie. Le seul but du cardinal en cette occasion paraît avoir été de jeter l'alarme dans une cabale de femmes, qui faisait commérage des affaires d'État; il obtint tout ce qu'il voulait. La reine fut humiliée, et sa confidente la duchesse de Chevreuse s'effraya au point de quitter la France. Elle était reléguée à Tours, comme nous l'avons vu, et cela depuis la disgrâce du garde des sceaux de Châteauneuf. Au premier bruit de lettres découvertes, d'intrigues surprises, de procédures entamées, elle prit l'épouvante. Comme le cardinal avait en soin d'empêcher toute communication entre la cour et le lieu de sa retraite, elle ignorait d'où le soupçon était parti, sur quelles traces il marchait, à quelle évidence il voulait arriver. Dans cet état un envoyé du cardinal vint faire auprès d'elle une enquête amicale, avec offre d'accommodement si elle ne déguisait rien. Ce qu'on lui demandait particulièrement, c'était l'état de ses rapports avec le duc de Lorraine et la part qu'elle avait prise dans les dispositions de ce prince envers la France, comme aussi la vérité du dessein qu'on lui prêtait de venir joindre la reine. A toutes ces questions elle ne répondit rien que de vague, d'obscur, d'évasif. La reine, de son côté, cherchait à lui faire savoir ce qu'elle avait déclaré. Le prince de Marsillac, que nous avons déjà vu figurer à la bataille d'Avein, engagé dans le parti des dames par un intérêt plus tendre que la politique, se chargea de cette périlleuse mission, et fit passer à la duchesse des renseignements qui pouvaient, en la rassurant, diriger utilement sa conduite. Mais un accident imprévu vint déconcerter ce dessein; le conflit des précautions ruina tout l'effet de celle qui semblait la meilleure. Il avait été précédemment convenu entre la duchesse de Chevreuse et les amies de la reine, que l'envoi d'un livre d'église serait pour la première un avertissement du parti qu'elle aurait à prendre. Si le livre était relié en vert, elle pouvait demeurer sans inquiétude; s'il arrivait relié de rouge, elle devait se mettre hors de péril. Soit qu'il y eût eu méprise de part ou d'autre sur les termes de la convention, ou retard dans l'envoi, ou mauvais

jugement des circonstances, la duchesse reçut des Heures qui lui firent croire qu'il fallait partir. Cette fois comme toujours, elle trouva dans sa beauté les secours dont elle avait besoin. Un vieillard, un homme d'église, l'archevêque de Tours, âgé de quatre-vingts ans, touché de ses charmes, ne craignit pas de favoriser son évasion et de lui offrir un asile dans une sienne maison sur la frontière d'Espagne. Avec cette assurance elle prend des habits de cavalier (6 septembre), monte à cheval, accompagnée seulement de deux hommes, et court à travers pays, sans emporter l'itinéraire qu'on lui avait tracé. Ayant perdu sa route, elle se dirige de château en château, d'hôtellerie en hôtellerie, exposée mille fois au risque d'être prise, supportant gaiement la fatigue, et ramassant par le chemin des aventures. Elle raconta plus tard qu'ayant pris gîte un soir chez une noble dame, elle avait eu quelque peine à défendre son rôle d'homme contre des avances que sa propre expérience lui avait peut-être rendues trop intelligibles. Elle arriva ainsi jusqu'en Espagne, où elle fut accueillie avec grande joie dans un hôpital tenu par des prêtres, auprès de Notre-Dame de Garaison. Le prince de Marsillac, soupçonné d'avoir aidé sa fuite, et qui réellement lui avait prêté un relais de chevaux, fut appelé à Paris et enfermé quelques jours à la Bastille. Toute cette affaire devenait très-fâcheuse pour la reine, que la fuite de son amie et la retraite qu'elle avait prise en pays hostile livraient à de nouveaux soupçons. Cependant la réconciliation opérée entre elle et son mari n'en parut pas troublée; elle suivit le roi à Fontainebleau, à Saint-Maur, dans tous les lieux où il allait prendre le divertissement de la chasse. L'année suivante vint apprendre à la France ce que ces rapprochements avaient eu d'intime. Dans le mois de janvier 1638, la reine, âgée alors de trente-six ans et quatre mois, laissa dire à ses plus proches serviteurs qu'elle était enceinte.

Il restait encore quelque chose à faire pour rétablir la paix dans la maison royale et affermir en même temps le gouvernement de l'État contre les influences domestiques. Nous avons dit que le roi avait été forcé de trouver chez son confesseur des symptômes de folie et, par suite, de le congédier. Il fallait chercher au père Caussin un successeur « qui fût non moins homme de bien, mais plus sage. » On était tout naturellement conduit, par l'exemple de celui-ci, à désirer que cette fonction fût remplie par un ecclésiastique qui n'appartint pas au même ordre. Mais les jésuites parurent tellement in-

dignés contre leur frère, ils blâmèrent si hautement sa conduite, ils rappelèrent si à propos comment il s'était séparé d'eux, en les accusant de donner des consultations contre la foi pour le seul intérêt d'une église qu'on les aidait à bâtir ; enfin, la coutume de prendre pour les rois des confesseurs dans cette société, encore bien qu'elle datât seulement de quelques années, parut tellement établie, que l'on n'osa pas s'en écarter. On alla chercher, dans sa cellule encombrée de livres, un docte religieux, âgé de soixante et dix-huit ans, le père Jacques Sirmond, écrivain distingué, savant commentateur, ayant commerce avec tous les érudits de son temps, et grandement estimé, même de Grotius. Quelque garantie que pût offrir sa personne, on en demanda encore au roi lui-même et à la société dont le père Sirmond faisait partie. Le cardinal exigea du roi qu'il ne permît pas à son confesseur d'intervenir dans le choix des abbés et des évêques, « les personnes nourries dans l'innocence d'une vie religieuse étant » peu propres à distinguer l'artifice de la sincérité chez les gens du » monde ; » qu'il se gardât bien de lui communiquer les mécontentements qui pourraient lui survenir contre ses serviteurs ; qu'il ne lui donnât pas trop grand accès auprès de sa personne ; enfin qu'il ajoutât à toutes ces précautions une attention toujours éveillée et toujours défiante, « pour discerner les mouvements et les pensées de telles gens. » On n'interdisait pas au nouveau confesseur toute connaissance des affaires d'État ; mais lorsqu'il y trouverait quelque chose à désapprouver, il devait s'en éclaircir d'abord auprès du conseil, proposer ses doutes, entendre les explications, et s'il n'en restait pas satisfait, porter la question devant le roi pour y être débattue contradictoirement, ou soumise à la consultation de gens capables en présence les uns des autres. Le cardinal profita de l'occasion pour renouveler auprès du roi ses avertissements, ou plutôt ses conditions, sur la façon dont il devait vivre avec ses ministres, lui recommandant par-dessus tout la confiance dans les plus petites choses comme dans les plus grandes. Les jésuites, de leur côté, donnèrent à leur frère de pressantes instructions pour qu'il vécût dans la retraite et dans la prière, pour qu'il ne se mêlât d'aucune affaire, et ne se fît le patron de personne, enfin « pour qu'il eût soin, s'il trouvait qu'il » y eût à redire en la conduite de l'État, de s'adresser seulement au » cardinal et aux autres ayant emploi dans les affaires publiques. »

Ce fut à la fin de cette année 1637, que le roi Louis XIII rendit

publique une pensée vers laquelle son cœur s'était tourné dans le temps où son royaume était menacé, son lit stérile, sa famille divisée, sa vie tourmentée de chagrins. Un mot d'une rude énergie caractérise assez fidèlement la piété de ce prince : « jamais homme, » a-t-on dit, n'aima moins Dieu et ne craignit plus le diable. » Il est certain que sa dévotion avait plus de timidité que de douceur, plus de terreur que d'amour. Aussi ne saurait-on méconnaître l'inspiration d'une âme plus naïve et plus tendre dans l'idée qui lui vint de mettre sa personne et son royaume sous la protection spéciale de la Vierge Marie ; ce qu'on a, près de deux siècles durant, appelé le vœu de Louis XIII, est évidemment l'œuvre de Louise Motier de la Fayette. Grotius, qui juge cet acte avec le dédain amer d'un protestant, nous apprend qu'il fut conçu au commencement de cette année, et communiqué au parlement dans le mois de novembre, lorsqu'une épreuve assez heureuse pouvait déjà montrer que l'offrande royale n'avait pas été rejetée. Nous n'avons pas coutume d'enregistrer des pièces : mais les lettres patentes données à ce sujet, le 10 février 1638, ont un caractère si particulier, qu'elles nous ont paru devoir être conservées dans leur entier. Le roi s'y exprimait ainsi : « Dieu qui élève les rois au trône de leur grandeur, non content de » nous avoir donné l'esprit qu'il départ à tous les princes de la terre » pour la conduite de leurs peuples, a voulu prendre un soin si spécial et de notre personne et de notre État, que nous ne pouvons » considérer le bonheur du cours de notre règne, sans y voir autant » d'effets merveilleux de sa bonté, que d'accidents qui nous pouvaient perdre. Lorsque nous sommes entrés au gouvernement de » cette couronne, la faiblesse de notre âge donna sujet à quelques » mauvais esprits d'en troubler la tranquillité ; mais cette main » divine soutint avec tant de force la justice de notre cause, que l'on » vit en même temps la naissance et la fin de ces pernicioeux des » seins. En divers autres temps, l'artifice des hommes et la malice » du diable ayant suscité et fomenté des divisions, non moins dangereuse pour notre couronne que préjudiciables au repos de notre » maison, il lui a plu en détourner le mal avec autant de douceur » que de justice. La rébellion de l'hérésie ayant aussi formé un » parti dans l'État, qui n'avait autre but que de partager notre autorité, il s'est servi de nous pour en abattre l'orgueil, et a permis » que nous ayons relevé ses saints autels en tous les lieux où la vio-

» lence de cet injuste parti en avait ôté les marques. Si nous avons  
 » entrepris la protection de nos alliés, il a donné des succès si heu-  
 » reux à nos armes, qu'à la vue de toute l'Europe, contre l'espé-  
 » rance de tout le monde, nous les avons rétablis en la possession de  
 » leurs États, dont ils avaient été dépourvus. Si les plus grandes  
 » forces des ennemis de cette couronne se sont ralliées pour con-  
 » spirer sa ruine, il a confondu leurs ambitieux desseins pour faire  
 » voir à toutes les nations que, comme la Providence a fondé cet  
 » État, sa bonté le conserve et sa puissance le défend. Tant de grâces  
 » si évidentes font que, pour n'en différer pas la reconnaissance,  
 » sans attendre la paix qui nous viendra sans doute de la même main  
 » dont nous les avons reçues, et que nous désirons avec ardeur pour  
 » en faire sentir les fruits aux peuples qui nous sont commises, nous  
 » avons cru être obligés, nous prosternant aux pieds de sa majesté  
 » divine que nous adorons en trois personnes, à ceux de la sainte  
 » Vierge et de la sacrée croix, où nous révérons l'accomplissement  
 » des mystères de notre rédemption par la vie et la mort du fils de  
 » Dieu en notre chair, de nous consacrer à la grandeur de Dieu par  
 » son fils abaissé jusqu'à nous, et à ce fils par sa mère élevée jusqu'à  
 » lui ; en la protection de laquelle nous mettons particulièrement  
 » notre personne, notre État, notre couronne et tous nos sujets,  
 » pour obtenir par ce moyen celle de la sainte Trinité par son inter-  
 » cession, et de toute la cour céleste par son autorité et exemple.  
 » Nos mains n'étant assez pures pour présenter nos offrandes à la  
 » pureté même, nous croyons que celles qui ont été dignes de la  
 » porter, les rendront hosties agréables, et c'est chose bien raison-  
 » nable qu'ayant été médiatrice de ses bienfaits, elle le soit de nos  
 » actions de grâces.

» A ces causes, nous avons déclaré et déclarons que, prenant la  
 » très-sainte et très-glorieuse Vierge pour protectrice spéciale de  
 » notre royaume, nous lui consacrons particulièrement notre per-  
 » sonne, notre État, notre couronne et nos sujets, la suppliant de  
 » nous vouloir inspirer une sainte conduite, et défendre avec tant  
 » de soin ce royaume contre l'effort de tous ses ennemis, que, soit  
 » qu'il souffre le fléau de la guerre, ou jouisse de la douceur de la  
 » paix que nous demandons à Dieu de tout notre cœur, il ne sorte  
 » point des voies de la grâce qui conduisent à celle de la gloire. Et,  
 » afin que la postérité ne puisse manquer à suivre nos volontés en ce

» sujet, pour monument et marque immortelle de la consécration  
» présente que nous faisons, nous ferons construire de nouveau le  
» grand autel de l'église cathédrale de Paris, avec une image de la  
» Vierge qui tienne entre ses bras celle de son précieux fils descendu  
» de la croix, et où nous serons représenté aux pieds du fils et de la  
» mère comme leur offrant notre couronne et notre sceptre. Nous  
» admonestons le sieur archevêque de Paris, et néanmoins lui enjoignons,  
» que tous les ans, le jour et fête de l'Assomption, il fasse  
» faire commémoration de notre présente déclaration à la grand'messe  
» qui se dira en son église cathédrale, et qu'après les vêpres dudit  
» jour il soit fait une procession en ladite église, à laquelle assisteront  
» toutes les compagnies souveraines et le corps de ville, avec  
» pareille cérémonie que celle qui s'observe aux processions générales  
» les plus solennelles; ce que nous voulons aussi être fait en toutes  
» les églises, tant parochiales que celles des monastères de ladite  
» ville et faubourgs, et en toutes les villes, bourgs et villages dudit  
» diocèse de Paris. Exhortons pareillement tous les archevêques et  
» évêques de notre royaume, et néanmoins leur enjoignons, de faire  
» célébrer la même solennité en leurs églises épiscopales et autres  
» églises de leurs diocèses, entendant qu'à ladite cérémonie les cours  
» de parlement et autres compagnies souveraines, et les principaux  
» officiers des villes y soient présents; et, d'autant qu'il y a plusieurs  
» églises épiscopales qui ne sont pas dédiées à la Vierge, nous exhortons  
» lesdits archevêques et évêques, en ce cas, de lui dédier la  
» principale chapelle desdites églises, pour y être faite ladite cérémonie,  
» et d'y élever un autel avec un ornement convenable à une  
» action si célèbre, et d'admonester tous nos peuples d'avoir une dévotion  
» particulière à la Vierge, d'implorer en ce jour sa protection, afin que,  
» sous une si puissante patronne, notre royaume soit à couvert de toutes les  
» entreprises de ses ennemis, qu'il jouisse longuement d'une bonne paix,  
» que Dieu y soit servi et révérendé si saintement, que nous et nos sujets  
» puissions arriver heureusement à la dernière fin pour laquelle nous  
» avons tous été créés;  
» Car tel est notre plaisir. »

## CHAPITRE II.

État de la cour. — Expédition du duc de Weymar en Souabe. — Jean de Wert prisonnier de guerre. — Mort du duc de Rohan. — Le duc de Weymar assiège Brisach. — Siège de Saint-Omer par le maréchal de Châtillon. — Levée du siège. — Le roi va commander ses armées. — Reprise du Catelet. — Le prince de Condé conduit une armée en Espagne. — Siège de Fontarabie. — L'archevêque de Bordeaux amène une flotte. — Combat de Gattori. — Déroute de l'armée française devant Fontarabie. — Disgrâces des ducs d'Épernon et de la Valette. — Victoire navale devant Gênes. — Mort du maréchal de Créquy. — Le cardinal de la Valette le remplace en Italie. — Les Espagnols entrent en Piémont. — Ils prennent Verceil. — Mort du jeune duc de Savoie. — Prise de Brisach. — Pratiques pour le soulèvement du Portugal. — Le prince Casimir de Pologne arrêté en France.

Dans le premier mois de l'année 1638, l'ambassadeur de Suède en France, Hugues Grotius, écrivant au chancelier Oxenstiern, exposait en ces termes l'état de la cour : « Le cardinal de Richelieu, » entouré déjà de tant de haines, supporte encore celle que la » guerre attire, et d'un autre côté le roi a repris ces nouvelles » amours qui lui sont suspectes. Des gens fort instruits des affaires » assurent que l'envoyé de France à Rome a reçu ordre de négocier pour la paix avec le pape; le motif de cette résolution est » que le roi, tourmenté comme il est de scrupules religieux, continue la guerre à regret, et que le cardinal, devenu si odieux au » peuple, risque encore de perdre la faveur de son maître. Il a en » outre quelque raison de craindre pour la santé du roi, dont la faiblesse s'est manifestée par une défaillance survenue il y a peu de » temps à Versailles, et il lui est facile de prévoir ce que la perte » d'un tel soutien lui apporterait de danger au milieu d'inimitiés si » violentes. Ce qui prouve d'ailleurs que, même le roi vivant, on » n'est pas assuré de sa volonté, c'est qu'après son indisposition, » comme il manifestait le désir d'aller visiter mademoiselle de la Fayette, le cardinal, se défiant de ces entretiens, lui a fait ordonner par ces médecins des remèdes qui les forçaient à ne pas

» sortir. Le cardinal n'est pas hors de doute sur l'appui que peuvent  
» trouver ses desseins dans l'esprit du roi. Afin de chasser un clou  
» par l'autre, il essaye de faire renaître l'ancienne liaison avec made-  
» moiselle de Hautefort, pour l'opposer ainsi à mademoiselle de la  
» Fayette qui agit toujours au fond de son cloître de concert avec sa  
» cabale. Ce moyen semble réussir, et le roi est allé ces jours derniers  
» à Ruel, où il a paru prendre grand plaisir au ballet donné par le  
» cardinal. » Ces détails, donnés fort sérieusement par un des  
hommes les plus graves du temps, nous montrent assez à quels soins,  
à quelles alarmes était réduite cette puissance qui remuait l'Europe.  
La saison approchait où la guerre allait reprendre. Il fallait l'engager  
avec vigueur, pour qu'il n'y eût plus moyen de s'en dédire, et, s'il  
se pouvait, avec quelque succès, pour leurrer de gloire tout ce peuple  
qui se plaignait de misère. Le duc de Saxe-Weymar, auxiliaire assez  
difficile à contenter, insatiable demandeur d'argent, hôte redoutable  
pour le pays où il prenait ses quartiers d'hiver, fut chargé d'entamer  
la campagne, au moyen d'une assez forte somme et de quelques  
troupes qu'on lui fournit. Sans attendre la fin de la mauvaise saison,  
il partit de Delemont, ville de l'évêché de Bâle, où il avait fait, en  
dépit des Suisses, son principal séjour et ses meilleures levées, pour  
aller chercher un passage sur le Rhin, entre Bâle et Schaffhouse  
(28 janvier). Là il traversa le fleuve sans obstacle et s'empara succes-  
sivement de Sekingen, situé sur la rive opposée, de Lauffenbourg  
partagé en deux par le Rhin, et de Waldshut à l'entrée de la forêt  
Noire. Après quoi il mit le siège devant Rhinfeld qu'il avait laissé  
derrière lui du côté d'où il était parti. Dans cette expédition il avait  
affaire au général allemand Jean de Wert; celui-ci, blessé dans une  
première rencontre auprès de Lauffenbourg, ne tarda pas à se pré-  
senter de nouveau pour secourir Rhinfeld assiégé. Avec le duc de  
Weymar se trouvait le duc de Rohan, non pas en chef d'armée auto-  
risé par le roi, mais comme l'hôte d'un ami qu'il était venu visiter et  
qui lui avait offert le passe-temps d'un combat. L'armée impériale et  
celle du duc en vinrent promptement aux mains (28 février). Le duc  
de Rohan y fut blessé grièvement, l'avantage resta aux impériaux,  
et la ville reçut les secours d'hommes et de munitions qu'on lui ame-  
nait. Alors le duc de Weymar leva le siège et réunit toutes ses troupes  
pour être en état de prendre sa revanche dans un second combat.  
Jean de Wert ne lui en fit pas attendre l'occasion, et se porta bien

vite à sa rencontre (2 mars). Mais le sort des armes tourna contre lui. Ses troupes furent mises en déroute, et il demeura lui-même au pouvoir de l'ennemi qu'il avait battu l'avant-veille. Alors les Parisiens se vengèrent à leur façon de tout l'effroi qu'il leur avait causé; ils firent contre lui force épigrammes et chansons. Son nom, si terrible naguère, ne fut plus désormais qu'un refrain. Le roi réclama ce prisonnier fait pour son compte par un général qu'il payait, et le public eut la satisfaction de voir arriver sous bonne escorte Jean de Wert au bois de Vincennes (27 avril). Dans le même temps le duc de Rohan mourait à Koenigsfelden en Suisse, des suites de ses blessures reçues au premier combat (13 avril). C'était à peu près la seule fin glorieuse qu'on eût laissée à cette vie si pleine d'actions célèbres, et encore ne put-il se faire pardonner une désobéissance qu'il rachetait de son sang. Il était resté à Genève, malgré les ordres du roi, et il en était parti sans son aveu pour chercher un champ de bataille. Après lui avoir enjoint inutilement de venir servir en France, on lui avait permis de se retirer à Venise. Il avait en quelque sorte rompu son ban, en se portant au-devant de l'ennemi sur les bords du Rhin, et le duc de Saxe-Weymar n'avait accueilli en lui qu'un déserteur. Le gouvernement en France ne se crut donc obligé à tenir compte ni de sa vaillante conduite, ni de sa mort. Mais sa religion lui avait donné une autre patrie qui se chargea d'honorer sa mémoire. De l'abbaye où il avait rendu l'âme et qui était située dans le canton d'Argovie près de Windisch, son corps fut porté avec une grande pompe jusqu'à Genève, et là il fut enterré dans l'église de Saint-Pierre, après avoir reçu dans sa marche longue et solennelle les respects de tout le pays qu'il traversa.

Cependant le duc de Saxe-Weymar poursuivit avec ardeur ses premiers avantages. Quand on le sut vainqueur, on se montra plus facile à lui envoyer du renfort. La victoire de Rhinfeld avait obtenu, en France, les honneurs d'un *Te Deum*. Le duc Bernard annonça bientôt au roi la reddition de la ville pour laquelle on s'était battu (23 mars). Rhinfeld et les autres villes appelées forestières qu'il avait prises du premier coup, lui assuraient une ligne de retraite sur le Rhin. Il pénétra donc dans la Souabe, et s'empara de Fribourg en Brisgaw. Plusieurs autres villes de Souabe et de Wirtemberg lui ouvrirent leurs portes; de sorte que, s'étendant au pays ennemi et fortifiant ses derrières, il se trouva bientôt en état d'entreprendre le siège de

Brisach (juin), ville importante, dont la conservation intéressait vivement la maison d'Autriche et la puissance impériale, puisqu'on la regardait alors comme la clef de tout le pays, situé, pour les Allemands, au delà du Rhin.

Ce premier succès, obtenu par une armée étrangère au service de France, semblait devoir exciter l'émulation des chefs et des soldats français. On leur avait dressé le plan de deux expéditions, l'une en Flandre, l'autre sur les terres mêmes d'Espagne, qui trop longtemps avaient été dispensées de souffrir la guerre. Vers la Flandre marchaient trois armées (mai), sous les ordres des maréchaux de Châtillon, de la Force et de Brézé ; la première, destinée à faire le siège de Saint-Omer ; les deux autres, à tenir la campagne pour empêcher l'approche des secours. Au maréchal de Châtillon, que l'on savait brave de sa personne, mais appesanti par l'âge, on avait adjoint un aide de bataille, chargé de l'éveiller et de ranimer son audace, ce qu'on appelait « un chasse-avant. » Un ecclésiastique, l'évêque d'Auxerre, fut envoyé pour remplir cette fonction auprès du vieux capitaine réformé, qui, après les premières approches de la ville, écrivait en cour : « Monsieur d'Auxerre est présent ; il m'accompagne et voit ce » que je fais, dont je lui fais entendre les raisons ; je m'en rapporte » à lui si ce que je demande n'est pas raisonnable. » Or, ce que voulait le maréchal, c'était qu'on augmentât son armée jusqu'au nombre de quinze mille hommes de pied qu'on lui avait promis, et cela, en retirant au maréchal de la Force une partie des troupes placées sous ses ordres. Dès lors on remarqua soigneusement toutes les fautes qu'il faisait, toutes les positions dont il négligeait de s'emparer, tous les abords qu'il oubliait de garnir. Comme il s'était félicité d'avoir trouvé la défense plus faible qu'il ne l'avait prévue, on crut pouvoir ne rien ajouter à ses moyens d'attaque. Cependant on fit marcher, de son côté, le maréchal de la Force pour le soutenir, « encore bien qu'on s'étonnât de le voir sitôt crier au secours. » Mais à peine l'ordre de cette jonction était-il donné qu'on reçut la nouvelle d'un grave échec. Le prince Thomas de Savoie était parvenu à s'approcher de Saint-Omer et à y faire entrer des troupes (8 juin), sans trouver le moindre obstacle dans les postes que le maréchal s'était vanté d'avoir parfaitement distribués, et garnis. Deux régiments allant chercher leurs quartiers étaient même tombés sans le savoir au milieu des ennemis qui les avaient faits prisonniers. Le maréchal n'en promit

pas moins de prendre la ville ; mais il demanda que l'armée du maréchal de la Force, au lieu de protéger seulement le siège, y prît une part active. Tout ce qu'il put obtenir fut qu'on en détachât quelques corps avec lesquels on le pressait d'ouvrir la tranchée, sur le rapport principalement d'un père jésuite de Saint-Omer, envoyé prisonnier à la cour, et qui assurait que les riches bourgeois ne voudrait pas courir les risques d'un assaut. Pendant qu'on lui faisait reproche de sa lenteur, et qu'il tâchait lui-même de regagner le temps, il vit arriver contre lui toute l'armée des Espagnols. La diversion qu'on leur avait préparée du côté de la Hollande avait encore une fois manqué. Le prince d'Orange avait bien envoyé une armée en Flandre, qui paraissait menacer Anvers ou tout au moins la ville d'Hulst : mais lorsqu'elle eut pris le fort de Calloo, elle fut attaquée par le général espagnol Piccolomini et complètement défaite (21 juin). Le comte Guillaume de Nassau, à qui cette expédition était confiée, y perdit son fils unique. Cette victoire permit aux Espagnols de joindre leurs forces contre les deux armées du roi qui assiégeaient Saint-Omer. Le maréchal de Châtillon avait écrit plusieurs fois qu'il se tenait prêt à toute aventure et qu'il avait la certitude d'emporter la ville en dépit et en vue de toute la puissance d'Espagne. Cependant l'armée ennemie s'étant avancée s'empara presque sans coup férir d'un premier poste qui rompait la circonvallation. Le maréchal de Châtillon proposa de marcher à sa rencontre avec toutes les troupes et de livrer un combat général. Les officiers qui servaient sous le maréchal de la Force repoussèrent cette proposition, et il fallut donner ordre à la garnison d'une redoute qu'assiégeaient les ennemis de capituler au meilleur marché possible. Dès lors le siège de Saint-Omer fut levé, et le roi, en autorisant cette retraite par un consentement chagrin, annonça qu'il allait se mettre en route de sa personne pour prendre le commandement de ses deux armées. Il se rendit en effet à Amiens d'où il donna ses ordres aux deux maréchaux (15 juillet). Tout ce qu'on put faire fut d'assiéger et de prendre une petite ville de l'Artois appelée Renti, à quatre lieues en deçà de Saint-Omer. Comme l'armée du maréchal de Brézé, était restée tout ce temps inactive, on en destina une partie à recouvrer le Catelet que les Espagnols gardaient depuis deux ans. Mais le maréchal n'y était déjà plus ; un caprice de mauvaise humeur, auquel il était assez sujet et que le respect de son beau-frère le cardinal n'arrêtait pas toujours, lui avait fait quitter son commandement

pour aller prendre du bon temps dans sa maison de Milly. Celui qui commandait à sa place s'empara du Catelet en peu de jours (18 septembre), et ce fut là tout le profit de l'immense armement dirigé contre les Pays-Bas.

On n'avait pas mieux réussi sur le territoire espagnol. Pour donner plus d'importance à l'expédition dirigée de ce côté, on avait cru devoir en confier le soin au premier prince du sang, investi par lettres patentes de tout le pouvoir royal (12 mars). « C'était le prince » de Condé qui devait entrer dans les terres du roi d'Espagne, attaquer et endommager ses sujets, pays, villes et places, ainsi qu'il verrait être avantageux, et si aucuns sujets du roi de France s'osaient soulever contre son autorité, les tailler en pièces et les faire punir selon l'énormité de leurs crimes. » Le prince, renommé surtout pour l'élégance et la facilité de sa parole, n'avait pas réputation de bon capitaine et se recommandait assez mal par sa dernière campagne en Franche-Comté; mais force avait été de le choisir, parce que l'armée destinée à cette entreprise devant s'assembler surtout dans le gouvernement du duc d'Épernon, il fallait lui donner un chef avec qui le vieux gouverneur ne pût pas contester sur les prérogatives. Pour assurer davantage le bon accord, la lieutenance générale de cette armée avait été donnée au duc de la Valette, sans autre examen de la conduite qu'il avait tenue les années précédentes. Tout cela n'empêcha pas le duc d'Épernon d'apporter autant qu'il put d'obstacles à l'autorité du prince, et de retenir les gentilshommes de la province qui devaient se rendre à son appel, sous prétexte de vouloir les conduire lui-même contre l'ennemi quand il en serait besoin. Cependant, après de longs retards, l'armée entra en Espagne par le pas de Béhobie pour exécuter le dessein, tenu jusqu'alors fort secret, d'assiéger Fontarabie (30 juin). Les premières rencontres furent heureuses. On traversa la rivière en culbutant l'ennemi; Yrun fut emporté à la course et l'on se rendit maître du port appelé le Passage, après avoir pris deux forts qui le défendaient. On trouva dans ce port plusieurs vaisseaux et galions, un grand nombre de canons et de mousquets, en un mot tout le matériel d'une armée navale; après quoi l'on mit le siège devant la ville. Comme les secours lui pouvaient venir de Saint-Sébastien, il paraissait nécessaire de tenir la mer. La flotte que l'on venait d'équiper pour agir contre l'Espagne arriva en vue de Fontarabie (2 août). Elle était sous les ordres de

l'archevêque de Bordeaux, lieutenant du grand maître de la navigation. Le siège cependant tirait en longueur; la ville avait été plusieurs fois secourue; la garnison se défendait vigoureusement et faisait des sorties qu'on ne repoussait pas sans dommage. L'arrivée de l'archevêque amenait du renfort, mais en même temps de la division et des jalousies. Le duc de la Valette refusait de lui accorder la préséance au conseil de guerre et cessa de s'y rendre pour ne pas se trouver avec lui. Les travaux paraissaient assez avancés pour que l'on entreprît une attaque; mais le duc de la Valette avait toujours quelques mines à creuser et quelques ouvrages à finir pour élargir le chemin. Cependant des troupes espagnoles arrivaient de toute part et formaient deux corps d'armée, l'un dans Saint-Sébastien, l'autre à Tolosa. Il fallait donc se hâter de donner l'assaut pour n'avoir pas à combattre en même temps le secours et les assiégés. Pendant qu'on s'y préparait avec lenteur, l'archevêque de Bordeaux, qui avait offert de débarquer ses troupes et de les conduire contre la ville, se remit en mer pour aller au-devant d'une escadre espagnole qu'on lui annonçait. Il la rencontra devant la rade de Gattari (22 août), lui livra combat sans marchander, malgré le feu de la côte, et la défit complètement. Cette victoire fermait aux Espagnols le chemin de la mer. Mais leur armée de terre n'en avançait pas moins et menaçait déjà les assiégeants. Au lieu de marcher à sa rencontre, on voulut la prévenir en pressant le siège. Mais il semble que tout s'y faisait à contretemps et sans accord. Chacun des chefs y essayait à son tour quelque chose, et les autres le laissaient faire sans vouloir l'aider ni en profiter pour eux-mêmes. L'archevêque de Bordeaux fut enfin obligé de mettre ses troupes à terre et de prendre la conduite de l'attaque, que le duc de la Valette ne voulait pas faire ou faisait de mauvais gré. Tandis qu'il y travaillait, l'armée espagnole se présente sur les hauteurs qui entourent la plaine de Fontarabie, et descend tout entière avec rapidité contre un des quartiers de l'armée française commandé par le marquis de la Force (7 septembre). Après une courte résistance, l'épouvante se met parmi les troupes qui gardaient le retranchement; les ennemis y pénètrent; le quartier voisin est abandonné sans combat et entraîne dans sa déroute ceux qui les suivent. En quelques heures, tous les alentours de Fontarabie furent déblayés; l'attaque avait commencé à midi, le soir il n'y avait plus un Français sur le sol d'Espagne. Le prince de Condé, chef de

l'armée, avait eu lui-même grande peine à gagner un vaisseau de l'escadre française, d'où il descendit le lendemain, croyant encore trouver ses troupes à Yrun ; il les vit rangées en désordre sur la rive droite de la Bidassoa. Le duc de la Valette porta toute la haine de cette honteuse défaite dont il n'avait certainement pas tout le tort. Outre ce qu'on lui reprochait de lenteur et de désobéissance, on l'accusait encore d'intelligence avec l'ennemi, et l'on faisait remarquer avec quelle préférence son quartier avait été épargné, quelle indifférence il avait montrée pour le péril de ses compagnons, quelle promptitude il avait mise dans sa retraite, enfin quel soin il avait eu de mettre d'avance son bagage en sûreté. On trouvait aussi des fautes chez tous ceux qui dépendaient de lui ou de son père, et il devint convenu qu'il n'y aurait rien de bon à faire en Guienne tant que le vieux duc y aurait autorité. On lui avait déjà donné l'ordre de se retirer en sa maison de Plassac, hors de son gouvernement, sur la demande qu'il en avait faite lui-même pour n'avoir rien à démêler avec le prince de Condé. Cependant il était revenu à Cadillac et même à Bordeaux pendant que le prince était en Espagne. Après la déroute de Fontarabie il reçut nouveau commandement de se retirer, et le duc de la Valette fut appelé à la cour pour rendre compte de sa conduite. Celui-ci aima mieux faire publier une apologie et se retira prudemment en Angleterre. On lui fit son procès par contumace, bien qu'il fût devenu l'allié du cardinal, et que le roi l'appelât encore son beau-frère à cause de son premier mariage avec une fille naturelle de Henri IV. Le prince de Condé reçut de nouveaux pouvoirs pour commander dans la province à la place du père et du fils (6 octobre).

Il semblait que cette année la mer seule fût favorable aux Français contre les Espagnols. L'archevêque de Bordeaux avait détruit une partie de leur escadre sur l'Océan. Pareil bonheur arriva encore sur la Méditerranée à la marine de France. Le comte d'Harcourt y commandait une flotte composée de vaisseaux ronds à laquelle devait se joindre le général des galères. On leur avait tracé le plan d'une expédition contre Alger et Tunis, qui devait ne pas les empêcher de surveiller les ports d'Espagne et de protéger ceux du Languedoc. Le manque d'argent empêcha ce dessein d'avoir toute son exécution, et l'on se contenta de garder la mer contre les Espagnols. Pendant que le comte d'Harcourt était allé à la recherche de leurs vaisseaux, le général des galères, demeuré près des côtes de France, eut avis d'un

convoi de galères espagnoles qui portait des troupes en Italie ; il se mit à leur poursuite et les atteignit devant Gènes. Là il se livra un combat acharné de navires semblables et en nombre égal, quinze contre quinze, mais inégalement chargés d'hommes (2 septembre). Les Français, quoique les moins nombreux, y eurent l'avantage, tuèrent une quantité considérable des soldats ennemis et firent un riche butin. Le marquis de Pont-Courlay qui les commandait remporta tout l'honneur de cette action, et le cardinal de Richelieu se plut à faire valoir la belle conduite de son neveu. Le comte d'Harcourt n'avait pu prendre part au combat, mais il eut aussi sa récompense. Au retour de la campagne il épousa cette cousine du cardinal, dont celui-ci s'était déjà servi pour le marché conclu avec le duc de Puylaurens, et qui était devenue sitôt veuve.

En Italie la reprise des combats avait été signalée par un événement malheureux. Les Espagnols, voyant la duchesse de Savoie incertaine du parti qu'elle avait à suivre, alarmée par les prétentions des princes ses beaux-frères, livrée à des conseils opposés, partagée entre des affections diverses, partant peu disposée à seconder les desseins de la France, qui, de son côté, retardait l'envoi de ses troupes, se portèrent contre les places occupées par les Français dans le Piémont. Le marquis de Leganez mit le siège devant Brema (12 mars), forteresse sur le bord du Pô. La place était défendue par le baron de Montgaillard avec une assez bonne garnison, et dès les premiers jours elle reçut quelques centaines d'hommes de renfort. Cependant le maréchal de Créquy crut devoir partir de Casal pour aller la secourir de son armée. A peine y était-il arrivé que, s'avancant de quelques pas pour examiner l'ennemi et se montrer aux assiégés, il fut atteint d'un boulet lancé au hasard et hors de portée, qui l'étendit mort sur la place (17 mars). Désespéré de cette perte, le baron de Montgaillard ne se défendit que quelques jours et capitula du mieux qu'il put. Il fut prouvé qu'il l'avait fait trop tôt, et le conseil de guerre assemblé à Casal lui fit trancher la tête.

Il fallait choisir un autre chef d'armée en remplacement du maréchal de Créquy. Le cardinal de la Valette fut désigné pour cet emploi, de compagnie encore cette fois avec le duc de Candale son frère. Pour empêcher le pape de renouveler son opposition à cette nouvelle violation des lois de l'Église, on donna au cardinal de la Valette le gouvernement particulier de Casal et de Pignerol, de manière à ce

qu'on pût dire qu'il agissait pour la défense et dans la limite de ses gouvernements. Du reste l'ambassadeur de France eut ordre d'annoncer verbalement cette nomination du saint-père, et de lui déclarer que le roi tiendrait pour offense commise envers lui-même tout ce qu'on pourrait faire à cette occasion contre le cardinal son sujet. Il y avait alors en Italie plus d'intrigues encore à déjouer que de combats à soutenir. La duchesse de Savoie, bien que Française et sœur du roi, se laissait entraîner à rechercher la neutralité avec l'Espagne, afin d'ôter cet appui à ses deux beaux-frères, le cardinal et le prince Thomas, qui convoitaient tout ou partie de l'héritage de ses enfants. La duchesse de Mantoue, veuve et tutrice aussi, mais Espagnole de naissance et d'affection, voyait avec douleur ses places occupées par les Français et le pays qu'elle gouvernait engagé dans une alliance contre son choix. De là il résultait que la première se détachant peu à peu de la France par politique, et la seconde n'y tenant que par ce lien, étaient également suspectes. Avant que le cardinal de la Valette arrivât en Italie, il avait déjà fallu sauver Casal que les Espagnols menaçaient ouvertement, et que la duchesse de Mantoue avait bonne envie de leur livrer. On y découvrit une conspiration à cet effet, tramée par le gouverneur de la citadelle, avec une évidente participation de la princesse. L'ambassadeur de France avait fait arrêter cet officier qui fut livré au conseil de guerre, et les postes confiés aux Italiens furent occupés dès lors par des troupes françaises. En même temps on donna avis aux Vénitiens de se fortifier dans le Mantouan, comme on le faisait dans le Montferrat, pour ôter tout moyen à la duchesse de faire entrer les Espagnols dans les États de son fils. Le cardinal se hâta de mettre la ville de Casal en défense contre l'ennemi du dehors (mai), maintenant qu'on l'avait préservée de la trahison; après quoi il s'occupa de conclure un traité portant renouvellement de l'alliance entre la France et les États de Savoie.

Mais tandis que la duchesse Christine, toujours préoccupée des propositions amicales que lui avaient faites les Espagnols, perdait le temps à disputer sur les clauses de la confédération et à fortifier ses places qui regardaient la France, les Espagnols entraient dans son pays par le côté qu'elle avait dégarni. Quoique cette invasion ne parût être qu'une continuation de la guerre et tout au plus une reprise d'hostilités, cependant on avait voulu lui donner un nouveau caractère que l'on expliqua dans un manifeste. Le gouverneur de Milan publiait que le

roi d'Espagne son maître avait résolu de prendre sous sa protection le jeune duc de Savoie, et envoyait ses armées au secours de cet enfant pour le délivrer des Français, tous les traités faits avec son père étant une œuvre de violence qui ne pouvait obliger ses sujets. Il venait donc prendre possession du pays pour le lui conserver et forcer la France à lui restituer ce qu'elle en avait pris indûment, comme la ville de Pignerol et autres lieux. Le premier acte de cette tutelle fut le siège de Verceil (26 mai), entrepris par le marquis de Leganez avec seize mille hommes de pied et cinq mille chevaux. La duchesse de Savoie hésita encore, ne voulut pas fournir de troupes au cardinal de la Valette pour aller contre les Espagnols avant qu'ils eussent commencé leurs travaux : mais enfin les voyant sérieusement installés devant la ville, elle conclut son traité d'alliance avec son frère (3 juin), « portant obligation de faire guerre ouverte aux Espagnols l'espace » de deux ans et demi et de mettre en campagne son contingent de » soldats sous quinze jours. » Le cardinal de la Valette qui avait signé ce traité pour le roi, put alors faire mouvoir son armée que la duchesse de Savoie, accompagnée de ses filles, vint passer en revue dans la plaine de Vertola près de Crescentino. S'étant approché de Verceil, il trouva l'ennemi enfermé dans de bons retranchements du côté du Piémont de manière à ne pouvoir être forcé. On résolut alors de gagner par un assez long chemin l'autre face de la ville du côté de la Sesia. Cette marche fit perdre du temps, mais elle permit de jeter dans la place un secours de deux mille hommes (19 juin). Ce succès semblait convier les chefs de l'armée à se porter avec toutes leurs forces contre l'ennemi qui ne bougeait pas ; mais le cardinal de la Valette, malgré sa bonne volonté, ne put faire approuver la proposition d'un combat ; son frère, le duc de Candale, fut le premier à la repousser, et les officiers de la duchesse de Savoie se récrièrent fortement contre le tort qu'on ferait à leur pays si on risquait la seule armée qui pût le défendre. Il fallut donc se borner à faire encore une fois un long circuit autour de la ville pour venir prendre une position sur la Sesia au-dessous de Verceil, d'où l'on espérait couper les vivres à l'ennemi et protéger le Piémont. On était au dernier jour de cette marche, et l'on venait de s'arrêter à ce poste d'observation pour lequel on avait fait tant de chemin, lorsqu'un bruit de canon et de mousqueterie fit savoir à l'armée que la ville soutenait un assaut. Comme on la croyait en état d'en supporter plusieurs, et que d'ailleurs elle

ne faisait aucun signal, l'armée s'occupa de se loger au lieu où elle était; mais aucune décharge ne se faisant plus entendre, il fallut supposer ou que l'ennemi était décampé, ou que la ville était rendue (5 juillet); il se trouva que le dernier était vrai. Le gouverneur italien s'était hâté de capituler aussitôt après l'assaut, dans lequel avait péri le commandant du secours français. Le gouverneur, qui n'était pas sujet du roi, en fut quitte pour s'excuser sur le manque de poudre; mais il en demeura une nouvelle atteinte portée à la réputation militaire du cardinal de la Valette, et son « inexpérience » fut comptée parmi les causes de cet échec, ainsi que « la lenteur » du duc de Candale. Les Espagnols, contents d'avoir pris Vercell, ne poussèrent pas plus loin leurs progrès de ce côté et retournèrent vers le Montferrat, où le cardinal de la Valette les suivit, sans qu'il y eût d'engagement entre les deux armées. La duchesse de Savoie, qui avait perdu une ville, n'en persistait pas moins dans l'espoir d'un arrangement avec les Espagnols. Mais la mort de son fils aîné lui apporta d'autres soucis (4 octobre). Sous prétexte que sa régence était expirée, et qu'il n'y avait rien de prévu pour la minorité de son second fils, les princes ses beaux-frères se disposèrent à lui disputer le gouvernement, ce qui la ramena, malgré qu'elle en eût, à une liaison intéressée avec la France.

Le duc de Longueville avait été chargé du commandement en Franche-Comté. Son emploi était d'occuper le duc Charles de Lorraine, de le battre, s'il était possible, mais surtout d'empêcher qu'il ne se jetât en Alsace pour porter secours aux impériaux contre le duc de Weymar. Après s'être essayé par la prise de quelques châteaux, il vint mettre le siège devant Poligny, que défendait au dehors l'armée du duc Charles. Le duc de Longueville attaqua aussitôt cette armée dans ses retranchements (28 juin), l'en délogea, et, quelques jours après, se rendit maître de la ville, puis de celle d'Arbois. Mais pendant qu'il continuait à s'établir dans le pays, le duc Charles était passé en Lorraine pour secourir Brisach; le duc de Longueville envoya au duc de Weymar un détachement de son armée par le chemin le plus court, et s'achemina lui-même vers le Rhin.

Le siège de Brisach, entrepris par le duc de Weymar, attirait de ce côté toutes les forces disponibles de la maison d'Autriche, auxquelles ce prince était obligé de faire face avec sa petite armée d'Allemands. Il avait eu d'abord à s'assurer de tout le pays à l'entour, pour

empêcher autant qu'il se pouvait les communications de l'ennemi avec la ville, se portant pour combattre de tous les côtés où marchaient des secours d'hommes ou de vivres. Le général allemand, comte de Goetz, avec les débris de l'armée de Jean de Wert et les troupes qu'il avait amenées des bords du Danube, était chargé de l'inquiéter en ses opérations, d'attaquer ses postes, et surtout de lui disputer la récolte. Le vicomte de Turenne arriva fort à propos grossir l'armée du duc de Weymar, où il conduisait quelques compagnies levées au pays de Liège. Aidé de ce renfort, le duc résolut d'aller à la rencontre de l'armée impériale, augmentée aussi de forces nouvelles, et qui se disposait à faire entrer un fort convoi de provisions dans Brisach. Il l'atteignit auprès de Mahlberg (9 août), lui livra bataille, la rompit entièrement, et la poussa en déroute bien loin derrière le champ de bataille. Alors il put serrer de près la ville assiégée. Cependant le comte de Goetz s'occupait à refaire une armée au delà du Rhin, et, du côté de l'Alsace, le duc Charles, sorti de la Franche-Comté, s'avancait pour se joindre aux impériaux. Le duc de Weymar, à peine relevé de maladie, alla en toute hâte au-devant de celui-ci, faisant monter son infanterie en croupe derrière ses cavaliers, et le défit complètement à deux lieues en avant de Thann (15 octobre), après un combat acharné où le prince lorrain paya bravement de sa personne. A peine avait-il pris quelques jours de repos, qu'il vit arriver à lui l'armée impériale. Il l'attendit dans ses retranchements devant Brisach, où il fut mollement attaqué (23 octobre), les deux généraux qui conduisaient les troupes de l'empereur, le comte de Goetz et le baron de Lamboy, n'ayant pu se mettre d'accord. L'ennemi se retira pour concerter une nouvelle entreprise. En même temps le duc de Longueville, suivant le duc Charles à la trace, apportait au duc de Weymar l'assistance de son armée qui venait de battre un des généraux de l'empereur, le duc de Savelli. Le siège fut poussé avec vigueur sans que personne vint désormais le troubler, et le duc de Weymar termina par la prise de Brisach (14 décembre) une des campagnes les plus glorieuses qui se trouvent dans les fastes militaires. Une inscription du temps résume ainsi les profits de cette victoire. « En prenant Brisach, Bernard a conquis toute l'Alsace, occupé le » rempart de l'Allemagne, fourni un arsenal à la France, donné une » défense à la Bourgogne et mis un frein à l'Autriche. » Pendant qu'il recevait les éloges dus à sa valeur et à sa bonne fortune, son

malheureux adversaire, le comte de Goetz, privé de son commandement et dépouillé de son épée au milieu de l'armée trois fois vaincue sous ses ordres, était mené prisonnier en Bavière.

Il était encore un autre point de l'Europe, où la France tâchait d'ébranler la puissance de l'Autriche. Mais là on n'en était pas encore aux hostilités. On ne procédait que par voies couvertes, et par offres d'assistance pour le cas prévu d'un soulèvement. C'était dans le Portugal, réuni à la couronne de Castille depuis près de soixante ans, et que l'on espérait pouvoir en détacher par l'explosion des haines populaires. Depuis longtemps la cour de France annonçait à ses alliés la révolte des Portugais comme un événement prochain, qui allait leur donner une armée de plus et employer d'autant les forces de l'ennemi commun; et cependant elle avait soin d'envoyer des agents en Portugal pour y attiser le feu de la révolte, en lui promettant l'appui de ses trésors et de ses armes. Une des commissions données à l'archevêque de Bordeaux était de conduire la flotte qu'il commandait vers les côtes du Portugal, et de montrer aux mécontents le pavillon du roi très-chrétien prêt à servir leur cause. En même temps on faisait passer à Lisbonne un envoyé secret (15 août), voyageant sous prétexte de négoce, lequel avait charge de s'entendre avec un capitaine nommé George d'Azevédo, et de savoir où en était le projet d'une révolution. Pour la mener à bonne fin, le ministère français offrait, au choix des Portugais, ou ses soldats, ou son argent, ou un débarquement de troupes, ou l'approche de ses vaisseaux, se disant prêt, suivant qu'on le voudrait, à combattre, à soudoyer, à donner seulement le signal, ou à suivre l'entreprise jusqu'au bout, sans aucun intérêt ni désir de conquête. Quant au profit, on leur laissait la liberté d'en disposer pour le duc de Bragance, s'il leur plaisait de le mettre à leur tête : « autrement on leur enverrait un des héritiers de leurs derniers rois, » dont il existait encore des rejetons en France, « l'ordinaire asile des » princes dépouillés de leurs États. » Il paraît que les Portugais eurent le bon esprit de vouloir faire leurs affaires eux-mêmes et de différer l'entreprise pour en rendre le succès plus certain.

Un événement singulier ayant quelque rapport à cette affaire, s'était passé peu de mois auparavant. Le roi d'Espagne avait cru devoir appeler, pour lui conférer la vice-royauté de Portugal, le prince Casimir, frère du roi de Pologne, qui avait servi quelque temps dans les armées de l'empereur, et qui avait levé dans l'Ukraine une troupe

de Cosaques pour la joindre aux armées espagnoles d'Allemagne. Ce prince, acceptant avec empressement l'honneur qu'on lui offrait si loin de son pays, en était parti pour gagner la Méditerranée, et de là se faire conduire en Espagne. Cachant son nom, mais laissant deviner sa dignité par une suite nombreuse, il avait traversé l'Italie, et, au lieu de monter sur les galères de l'État de Milan qu'on mettrait à sa disposition, il avait voulu s'embarquer sur un vaisseau de Gênes, pour se donner le plaisir de visiter la côte de France. En effet il se fit descendre à Saint-Tropez, gagna Marseille par terre, y séjourna plusieurs jours, reprit la mer et vint relâcher au port du Bouc. Le comte d'Alais, instruit de ces fréquentes apparitions sur le sol français, jugea qu'un prince étranger ayant eu emploi dans les armées ennemies, allant prendre commission d'un roi partout armé contre la France, d'ailleurs ne se nommant pas et paraissant étudier des places de guerre, était en tout cas de bonne prise. Il donna donc ordre au commandant de la Tour du Bouc, de se saisir de la galère génoise et de tous ceux qu'elle portait (10 mai). Cet ordre fut exécuté adroitement, et le prince Casimir fut gardé prisonnier, malgré les réclamations du roi son frère auquel on répondit qu'il n'y avait pas violation du droit des gens envers un allié de race royale, mais simple mesure de défense contre un officier du roi d'Espagne, espionnant pour le compte de son souverain le pays avec lequel il était en guerre.

### CHAPITRE III.

Négociations pour la paix. — Difficulté pour le lieu des conférences. — Autre pour les passe-ports. — Proposition d'une trêve générale. — Nouveau traité d'alliance avec la Suède. — Débat sur l'admission des parties à la conférence. — Essais de traités particuliers. — Inaction de l'Angleterre. — Embarras du roi Charles. — Il irrite contre lui le cardinal de Richelieu. — Affaires du prince palatin. — Le chevalier de Jars mis en liberté. — Levée de deux régiments en Écosse pour le service de la France.

Pendant ces deux dernières années de guerre générale, il avait toujours été question de la paix comme du seul but que l'on voulait atteindre par tant de dépenses et de sang versé. Il n'y avait eu pas moins de négociations ouvertes que d'entreprises exécutées; les rapports de puissance à puissance par voie diplomatique avaient duré sans interruption, et l'on y avait employé en précautions, en réticences, en restrictions, en chicanes préliminaires, plus d'art et de temps qu'il n'en aurait fallu pour pacifier une bonne fois toute l'Europe. Nous avons vu que le pape s'était entremis de cette œuvre charitable. Urbain VIII ne manquait pas d'affection pour la France. Mais il était obligé de ménager les Espagnols dont il avait plus à craindre et qui avaient un fort parti dans la cour pontificale. C'était à leurs instances qu'il avait accordé le rappel du nonce extraordinaire Mazarini, et ce même motif le faisait résister à toutes les sollicitations du cardinal de Richelieu qui demandait qu'on lui renvoyât, avec le titre de nonce ordinaire, un homme dont il avait déjà comme adopté la fortune. Après un an de remises et de tâtonnements, on était enfin convenu d'un lieu pour la réunion des plénipotentiaires que les puissances belligérantes s'étaient décidées à nommer. Le cardinal Ginetti s'était rendu à Cologne dès le mois d'octobre 1636, comme nous l'avons dit, pour y tenir une espèce de congrès où devaient se trouver les députés de l'empereur et ceux des deux rois qui reconnaissaient l'autorité religieuse du souverain pontife. Une grande et longue difficulté s'éleva dès lors sur l'admission des États protestants dans

cette réunion toute catholique. Le pape ne les y invitait pas, et ses ministres avaient ordre de ne rien entreprendre avec les députés qu'ils pourraient y envoyer. Ceux-ci de leur côté s'en regardaient comme exclus et ne voulaient pas y paraître. Cependant il n'y avait pas de paix générale à espérer sans le concours de tous les intéressés, et la France se défendait surtout de paraître s'engager dans un traité sans ses alliés. Elle faisait représenter au pape que persister dans cette espèce de répugnance religieuse pour tout commerce avec des hérétiques, c'était livrer l'Europe aux mains de la maison d'Autriche, qui ne se ferait aucun scrupule de s'arranger séparément avec eux et se retournerait avec toute sa puissance contre la catholicité. Enfin on s'avisa de ce moyen que la république de Venise se chargerait de l'invitation auprès des princes protestants, et demanderait à l'empereur les passe-ports nécessaires pour le libre voyage des représentants qu'ils enverraient à Cologne. Les Suédois ne trouvèrent pas la démarche faite par la république suffisamment honorable pour leur dignité ; ils en critiquèrent la forme et les termes ; car la couronne de Suède, peut-être à raison de ce qu'elle était entrée une des dernières dans les relations européennes, se montrait en toute occasion singulièrement chatouilleuse sur l'étiquette, croyant toujours qu'on voulait lui faire tort de quelque cérémonie. Les états généraux de Hollande avaient consenti à faire représenter leurs intérêts dans l'assemblée de Cologne ; mais la Suède ne voulait y envoyer qu'un agent sans pouvoir d'agir et de conclure, un simple observateur qui rendrait compte de ce qui lui aurait été communiqué ; les affaires de l'Allemagne proprement dites, pour lesquelles la Suède était en guerre avec l'empereur, devant être débattues en lieu séparé, à Hambourg par exemple, où la France pourrait, si bon lui semblait, accréditer quelqu'un de sa part. Et là encore se trouvait une difficulté : car la France prétendait, en quelque lieu que la couronne de Suède traitât avec l'empereur, y faire résoudre et arrêter tout ce qui la concernait, tout ce qu'elle avait de différends, même avec le roi d'Espagne ; de sorte qu'en réalité il y aurait eu deux centres de négociations au lieu d'un, où les mêmes choses auraient été discutées et où l'on se serait occupé de même besogne, ce qui n'en avançait pas la fin.

Une nouvelle cause de retard, dont chacun essayait d'attribuer aux autres le tort, provint de la formalité des passe-ports à délivrer pour les envoyés des différentes puissances. L'empereur et le roi

d'Espagne devaient remettre les leurs entre les mains des nonces résidant auprès de leurs cours pour les députés des États catholiques, et, pour ceux des États protestants, en celles du résident de Venise ; le nonce et le résident devaient ensuite les adresser chacun à leur collègue près la cour de France qui en ferait la distribution. De là naquirent de longues contestations et des délais multipliés. Tantôt ces passe-ports n'étaient donnés que pour une des puissances alliées, ce qui en amenait le refus, par le motif qu'une remise simultanée à tous les intéressés pouvait seule écarter les soupçons légitimes. Tantôt il y avait été inséré des clauses offensantes pour celui qui en serait porteur pour la souveraineté dont il aurait le mandat (mai 1637). Tantôt on n'y trouvait nulle assurance pour la libre communication des députés, une fois rassemblés à Cologne, avec les États qui les auraient envoyés. Puis le roi d'Espagne voulait bien délivrer un sauf-conduit aux plénipotentiaires de Suède, mais le refusait à ceux des états de Hollande ; l'empereur de son côté excluait de cette faveur non-seulement les alliés protestants de la France en Allemagne, pour lesquels, prétendait-il, le traité de Prague était une loi obligeant tous les sujets de l'empire, mais la couronne de Suède elle-même ; de telle sorte que, la France persistant à n'envoyer ses négociateurs que dans une réunion complète de tous les belligérants, personne ne se mettait en route, et le cardinal Ginetti passait fort maussadement son temps à Cologne dans une entière solitude (décembre 1637).

Il avait encore été entamé une autre négociation à Rome pour une trêve générale. On en était venu là ensuite d'une proposition faite de la part du pape pour une suspension d'armes qui ne regardait que l'Italie, proposition que le roi de France avait formellement rejetée. Ce n'avait pas été sans beaucoup de peines et de précautions que la transition s'était faite de l'une à l'autre, la France ne voulant pas avoir l'air de souhaiter ce qu'elle espérait bien qu'on lui refuserait. Quand les premières paroles en eurent été avancées par les soins du pape et de quelques personnes intermédiaires, il se trouva qu'on ne pouvait s'étendre sur le lieu où l'affaire devait se traiter, le pape désirant la retenir à Rome et le cabinet de France pensant que, pour la satisfaction de ses alliés, il serait meilleur de la porter à Cologne comme une annexe ou un préliminaire de la paix qu'on allait y négocier. Chacun apportant de son côté toutes sortes de réserves, de mystères et d'exigences, il ne fut pas facile d'engager même un

commencement de pourparler, outre que le pape lui-même ne portait dans cette œuvre charitable qu'une ardeur assez irrégulière, « tantôt demeurant deux ou trois mois sans paraître s'en occuper, » tantôt multipliant coup sur coup les dépêches. »

Les choses en étaient encore là lorsque, dix-huit mois après l'envoi du cardinal Ginetti à Cologne, la France, renouvelant son traité de confédération avec la Suède (15 mars 1638), pour avoir suite contre le fils de Ferdinand et se prolonger deux ans de plus, stipulait, « que les deux couronnes, pressées par les instances des princes » leurs alliés d'entrer en négociation de paix avec l'ennemi, déclaraient ne refuser aucunes conditions honnêtes, mais en même temps feraient connaître aux médiateurs leur volonté formelle d'agir toujours conjointement, de ne rien arrêter sans le consentement l'une de l'autre, et de traiter les intérêts de chacune ensemble et dans le même temps : que si on pouvait trouver un lieu sûr et commode pour tous les intéressés, la France et la Suède y enverraient leurs députés pour agir conjointement avec ceux de leurs ennemis et de leurs alliés ; sinon, on traiterait en lieu séparé, mais avec parfait ensemble de temps, d'objet et d'intérêt, savoir, la France à Cologne et la Suède à Lubeck ou à Hambourg, chaque puissance appelant ses alliés communs à l'une ou l'autre réunion : pour cet effet, la France aurait un agent à Hambourg ou Lubeck, la Suède un agent à Cologne, tous deux avec séance honorable dans les conférences, mais sans pouvoir et sans vote, lesquels entendraient les délibérations et les rapporteraient à leurs plénipotentiaires dans l'autre assemblée : les deux couronnes s'occuperaient réciproquement de procurer les sauf-conduits nécessaires aux agents de chacune d'elles et de leurs alliés, mais n'enverraient de commissaires pour traiter que lorsque tous les passe-ports seraient fournis ; cependant si l'empereur persistait à refuser ceux des confédérés allemands, les médiateurs seraient invités à obtenir au moins de lui, pour les chargés d'affaires de ces princes et États, une promesse écrite de sûreté : les deux congrès devaient s'ouvrir et se fermer en même temps, se communiquer toutes choses, procéder simultanément, s'accorder toujours dans leur marche, et il ne pouvait être rien conclu dans l'un ou dans l'autre sans le consentement mutuel et explicite des plénipotentiaires rapporté par les agents : les mêmes dispositions étaient prises pour un traité de

» trêve générale de huit ou dix ans, dont la condition essentielle  
» serait que chacune des deux puissances obtiendrait garantie pour  
» la conservation de ce qu'elle occupait jusqu'à la reprise des hosti-  
» lités ou la pacification.

Toute l'année 1638, dont nous avons rapporté la campagne, se passa encore à disputer sur la forme, le nombre et l'attribution des passe-ports. La France prétendait s'être mise depuis longtemps en mesure pour ce qui la concernait; mais l'empereur et le roi d'Espagne faisaient les mêmes difficultés que devant à l'égard des Provinces-Unies, du landgrave de Hesse, du duc de Saxe-Weimar et des autres prétendus confédérés, tant princes dépossédés que villes soumises à la loi de l'empire. On crut pouvoir se tirer d'affaire en proposant une formule générale, qui comprendrait sans désigner personne tous les alliés de la France et de la Suède. Mais ceux qu'on affectait de ne pas nommer s'offensèrent de ce silence; il y eut des démarches faites pour obtenir l'insertion d'un ou plusieurs noms, les autres demeurant confondus dans une vague généralité dont les deux couronnes se chargeraient de faire l'application. Les médiateurs, savoir, le saint-père par ses nonces, et la république de Venise par ses ambassadeurs ou résidents, essayaient en vain d'accommoder ces susceptibilités toujours renaissantes, qui produisaient une nouvelle exigence dès qu'on leur avait arraché une concession. On ne pouvait surtout s'entendre sur la limite des intérêts que la France et la Suède voulaient introduire dans la conférence, et là au moins se trouvait une véritable question politique. L'empereur paraissait en exclure les princes et les villes de l'empire qui avaient obéi au traité de Prague. Ceux-là, disait-il, étaient hors du débat, avaient accepté sa loi, étaient redevenus ses sujets, n'avaient plus rien à demander que par suppliques et procédures ordinaires, comme de vassal à souverain. Leurs réclamations étaient tout au plus affaire de diète, non de congrès, chose purement domestique, où les étrangers n'avaient nul droit. La France voulait qu'on fît distinction des États ou princes allemands qui s'étaient réconciliés avec l'empereur de bon gré, librement, comme le duc de Saxe ou le marquis de Brandebourg, et de ceux qui avaient été contraints par force à recevoir le joug du traité de Prague, tels qu'étaient le duc de Wirtemberg, les villes de Nuremberg, d'Augsbourg, d'Ulm. Tout cela rendait impossible l'ouverture du double congrès, et pendant ce temps l'empereur et le roi

d'Espagne essayaient de nouer quelque traité particulier, tantôt avec l'une, tantôt avec l'autre des parties belligérantes. Les Suédois surtout étaient pressés par le roi de Danemarck de commencer des conférences à Lubeck, lieu qu'ils avaient enfin choisi pour l'assemblée de la paix générale, et où l'empereur avait adroitement placé le siège d'une négociation particulière, mais ils persistèrent à ne pas se séparer de la France et se tinrent fermes dans l'exécution du traité qu'ils avaient signé, attendant toujours qu'on fût prêt à Cologne pour entamer l'affaire commune là où était leur ambassadeur. Le roi de Pologne s'entremet aussi d'un arrangement; le pape reprit sa proposition de trêve; toutes ces négociations se croisant, se heurtant, se détruisant l'une l'autre, s'adressant d'ailleurs des deux côtés à une volonté assez résolue de continuer l'épreuve par les armes, ne firent que donner lieu à beaucoup d'écritures, de protestations, de récriminations. Mais le profit réel en était pour la maison d'Autriche, qui marchait dans ses vues avec ensemble et d'un seul mouvement, pendant que ses ennemis entraient en défiance l'un de l'autre, et craignaient toujours de s'aventurer en des entreprises de guerre où ils ne seraient pas secondés.

Au milieu de cette lutte qui agitait toute l'Europe, une seule puissance, l'Angleterre, restait inactive et comme indifférente. C'était le temps où Charles I<sup>er</sup> croyait se reposer des longues tracasseries que lui avait suscitées son parlement, en exerçant avec douceur, au sein de la paix publique, un pouvoir sans contrôle et sans dispute, mais dont les besoins devaient être modérés et l'ambition renfermée en des bornes étroites. Ce gouvernement, devenu tout à coup absolu par impuissance d'agir dans les formes légales, obligé de se créer des ressources journalières en étendant sa prérogative, mais soigneux en même temps d'éviter tout ce qui ressemblait à la violence, de procéder avec commentaires et de justifier sa volonté; ce gouvernement, disons-nous, n'était pas en état de jouer un rôle important dans les affaires du dehors. Mal aidé par le pays dans les caprices belliqueux où le duc de Buckingham s'était laissé emporter, il était revenu à ce système de neutralité pacifique dont le caractère et la politique de Jacques I<sup>er</sup> lui avaient donné l'habitude, et il voyait tranquillement les maisons de France et d'Autriche mesurer leur puissance par les armes. Avec plus de forces réelles, plus de disposition à profiter des événements sans en courir les risques, plus d'attention à pénétrer

partout dans les négociations, lorsque ses armées n'avaient à se montrer nécessairement nulle part, cette position indépendante, désintéressée, libre d'être tour à tour protectrice ou menaçante, aurait pu avoir de la grandeur, de la dignité, de l'importance, se faire craindre et respecter. Mais toute l'Europe était dans le secret de sa faiblesse intime, et l'on savait que son impassibilité dans ce grand tumulte n'était pas affaire de choix et de calcul, mais de dénûment et de contrainte. Aussi s'accordait-on à ne faire nul cas du roi de la Grande-Bretagne, et, comme si ce n'était pas assez du mépris pour une telle couronne, le cardinal de Richelieu semblait l'avoir prise en haine. Lorsqu'il eut signé le traité de confédération avec les états généraux de la Hollande pour la conquête et le partage des Pays-Bas espagnols, le cardinal voulut s'assurer que la puissance maritime de la Grande-Bretagne ne serait pas un obstacle à des attaques contre les côtes et les ports de Flandre. Il envoya le comte d'Estrades en Angleterre (1637), avec une recommandation pour la reine Henriette, qu'il croyait indisposée contre lui par les méchants propos de la duchesse de Chevreuse, et dont il désirait regagner les bonnes grâces. La reine rejeta ses avances avec hauteur ; le roi refusa nettement de laisser la mer libre aux confédérés, menaçant même d'envoyer une flotte anglaise aux secours des côtes menacées, et, comme l'ambassadeur lui avait offert de la part du roi de France toute assistance dont il aurait besoin contre ses sujets malintentionnés, il répondit avec fierté que son autorité et les lois d'Angleterre suffisaient pour châtier des rebelles. Le cardinal tint cette réponse pour un défi, et, jetant ses regards sur l'Écosse, où la révolte faisait de hardis progrès sous la forme du puritanisme, il y envoya sur-le-champ son aumônier Chambers, Écossais de nation, pour lier intelligence avec les mécontents. Il écrivit alors au comte d'Estrades (2 décembre 1637) : « L'année ne se passera » pas sans que le roi et la reine se repentent d'avoir refusé les offres » que vous leur avez faites. On connaîtra bientôt qu'on ne me doit » pas mépriser. »

Charles I<sup>er</sup> avait cependant un intérêt de famille dans la guerre d'Allemagne. Le mari de sa sœur, Frédéric V, électeur palatin, privé de ses États et de sa dignité par l'empereur, était mort peu de temps après son protecteur Gustave, laissant à ses enfants le triste héritage de ses droits méconnus, de son titre transféré au duc de Bavière, de ses provinces occupées par l'ennemi. La malheureuse

condition de ces jeunes princes était un reproche pour le roi d'Angleterre leur oncle, et c'était par là qu'on avait plusieurs fois tenté de l'amener à prendre parti avec la France et la Suède. Mais ce roi, moins sensible à la gloire qu'au profit, trouvait bien plus avantageux de se maintenir en paix avec les puissances belligérantes pour que ses sujets tirassent de l'une et de l'autre, par le commerce, par le transport de leurs marchandises et le maniement de leur argent, des bénéfices considérables dont il levait sa part en impôts. Quant à ses neveux, il se promettait bien de faire quelque chose pour eux lorsqu'on traiterait de la paix générale; et, en attendant, tous ses efforts en leur faveur aboutirent à leur fournir une somme d'argent pour acheter des Suédois une ville qu'ils occupaient, et où deux de ces princes allèrent établir leur petite cour. Un mois après (septembre 1638) cette ville fut enlevée par les impériaux et il fallut en acheter une autre. A peine s'y étaient-ils enfermés qu'ils essayèrent d'en sortir pour faire exploit de guerre, et l'un des deux princes fut pris dans la première rencontre. Dès que cette puissance se trouva ainsi, tant bien que mal, relevée en Allemagne avec attitude militaire, le roi d'Angleterre sollicita pour elle, du roi de France, les secours pécuniaires qu'il donnait à ses autres alliés. Cette demande fut rejetée avec dérision, comme le furent aussi la recherche faite par le même roi de la fille du duc de Rohan pour son neveu le prince Robert, celui que les impériaux tenaient prisonnier, et la proposition d'un échange de liberté entre ce jeune prince et le frère du roi de Pologne.

Tout ce que le roi et la reine d'Angleterre purent obtenir en ce temps de la cour de France, ce fut la chose qu'ils étaient peut-être le moins fondés à poursuivre, celle aussi à laquelle on pouvait croire que le cardinal avait le moins de disposition, la mise en liberté d'un prisonnier d'État détenu à la Bastille. Le chevalier de Jars, de la maison de Rochechouart, gentilhomme servant de la reine, banni de la cour en 1624, avait passé agréablement le temps de son exil en Angleterre, d'où il avait eu ensuite permission de revenir. Arrêté en 1633 comme ami du garde des sceaux de Châteauneuf, et condamné à mort par une commission de justice siégeant dans la ville de Troyes, il avait eu remise de sa peine sur l'échafaud même où il allait la subir, et s'était acquis une certaine réputation de fermeté généreuse en refusant les aveux qu'on voulait lui arracher dans la première émotion de ce retour à la vie. Depuis ce temps il était resté en prison, et la

reine d'Angleterre s'était imaginé, quand on demandait son intervention auprès du roi son mari pour le résoudre à entrer dans une alliance politique, pouvoir exiger comme condition de sa complaisance, la délivrance du chevalier, qui l'avait servie lors de son mariage et s'était fait en Angleterre de nombreux amis. Le cardinal se piqua en cette occasion d'être plus libéral que la reine n'était fidèle à ses promesses. Bien qu'il crût avoir à se plaindre d'elle, comme on l'a vu, il ouvrit au chevalier les portes de la Bastille et le fit conduire chez un seigneur anglais chargé à Paris de solliciter sa liberté (mars), en lui déclarant de la façon la plus galante qu'il était désormais prisonnier de la reine d'Angleterre. Le prix de cette courtoisie fut la permission donnée par Charles I<sup>er</sup> de lever deux régiments pour la France dans le royaume d'Écosse, où déjà la rébellion faisait aussi ses rassemblements d'armes et d'hommes. Comme ces recrues devaient se composer principalement des catholiques, ou tout au moins des protestants les moins emportés, c'étaient autant de défenseurs ôtés à la cause royale, autant de bras qui allaient lui manquer dans cette guerre civile qu'on voyait prête à éclater et qu'attisaient sourdement les agents secrets de la France. Il y avait quelque chose de vraiment infernal dans la combinaison de ces deux actes, exciter des sujets contre leur roi et lui débaucher d'avance ses soldats avec son congé; il est probable que le cardinal de Richelieu sourit amèrement en remerciant la reine des bons offices qu'elle lui avait rendus en cette occasion et qui avaient failli la brouiller avec son mari.

## CHAPITRE IV.

**Progrès de la grossesse de la reine. — Nouvel attentat contre le cardinal. — Sédition de rentiers à Paris. — Agitation dans le parlement. — Sévérités contre quelques magistrats. — Première célébration du vœu de Louis XIII. — La reine accouche d'un fils. — Allégresse générale. — Grâces accordées par le roi. — La reine mère quitte les Pays-Bas espagnols. — Elle passe en Hollande. — On lui fait une réception solennelle dans les villes qu'elle traverse. — Les états généraux essayent de la réconcilier avec son fils. — Le roi refuse tout accommodement. — Elle s'embarque pour l'Angleterre. — Conseil des réfugiés à Londres. — Le roi refuse d'approuver son séjour ailleurs qu'à Florence. — On ôte à la reine régnante sa dame d'honneur. — Marie de Hautefort tourmente le roi. — Robuste santé du dauphin. — Ressentiment contre les ducs d'Épernon et de la Valette. — Le prince de Condé en Guienne. — Mort du père Joseph, capucin.**

(1638) Tout ce temps de batailles avec des succès divers et des négociations sans résultats avait été rempli en France par les progrès de la grossesse de la reine et par l'attente de son enfantement. Un médecin astrologue, qui déjà, disait-on, avait prédit cinq ans auparavant l'époque où elle deviendrait enceinte, appelé alors auprès d'elle, lui annonça qu'elle portait un fils et qu'elle en aurait ensuite un autre. Seulement il ajouta, en parlant à ses amis, que le premier serait d'une vigoureuse constitution, le second de santé faible et chétive. Si c'était là réellement une grande affaire pour l'avenir de la royauté, pour le maintien de la tranquillité publique, pour tous ces intérêts que résume dans une monarchie héréditaire le sort des familles royales, c'en était une aussi et d'une importance actuelle pour les ambitions, qui s'occupent surtout des choses dans leur rapport avec le temps présent. Il était évident que la reine, devenue mère, allait s'élever, de l'humble position où on l'avait réduite, à quelque degré de crédit et de dignité. On remarquait déjà que le roi avait pour elle toute sorte de soins et d'attentions. Dès le mois de février, des lettres d'Espagne, adressées à la reine, furent encore interceptées ; mais on n'en fit aucun bruit, personne n'osant alors la désobliger. Chacun croyait voir, dans un temps prochain, la chute du ministre qui s'était montré toujours

sévère envers elle, l'avancement de ses amis, un changement de politique qui amènerait la paix. Cependant le cardinal de Richelieu, tout en lui accordant ces égards et ces douceurs qu'on ne peut sans cruauté refuser aux femmes dans ce moment de leur vie, ne relâchait rien de sa surveillance pour les intérêts de l'État et tenait toujours le roi enchaîné par l'inextricable lien des affaires. Au moment où toutes les tendresses étaient pour l'épouse, il se découvrit tout à coup un nouveau projet d'assassinat qui ramenait naturellement l'intérêt sur la personne du serviteur (mars). Un homme avait écrit à la duchesse de Lorraine, réfugiée ou prisonnière en France, pour lui proposer un dessein qui la mettrait en liberté et rétablirait le duc son mari dans ses États, si elle voulait lui avancer dix mille florins pour l'exécution. La duchesse se hâta d'en prévenir le cardinal, qui lui conseilla d'envoyer au lieu indiqué une réponse portant acceptation de l'offre, pourvu que l'exécution s'en pût faire à meilleur marché. Un autre écrit expliqua le projet ; il s'agissait de louer une chambre en face de l'hôtel du cardinal, et, lorsqu'il sortirait en carrosse, d'y jeter par la fenêtre de cette chambre deux pétards, dont l'explosion le tuerait infailliblement. L'endroit désigné pour la remise de l'argent, était un tas de pierres dans un champ près de Saint-Denis. Le cardinal fit poster là huit soldats des plus forts et des plus braves pour saisir l'assassin qui se défendit contre eux, en blessa trois mortellement, et ne fut pris lui-même que frappé de plusieurs coups. Il fallut se hâter de le faire juger de peur qu'il ne mourût sans être condamné. Ce malheureux, presque septuagénaire, déclara qu'il n'avait jamais eu d'autre intention que d'obtenir de l'argent. On le porta en litière à la Croix-du-Trahoir, où l'on employa tout le supplice de la roue pour anéantir le peu de vie qui lui restait (26 mars).

Presque le même jour, il avait fallu se servir de voies moins rigoureuses, il est vrai, mais également exemplaires, contre une certaine disposition au mécontentement et à la plainte qui s'était manifestée parmi les bourgeois de Paris. Le motif en était grave ; car il touchait au revenu, à la subsistance même des familles. Les rentes sur l'hôtel de ville, en échange desquelles les Parisiens avaient coutume de livrer à l'État leurs économies, étaient en retard de paiement ; et l'on répandait parmi le peuple que les huit millions auxquels s'élevait alors leur somme annuelle, avaient été employés à un autre usage, aux frais de la guerre, disaient les malintentionnés. Il y eut un attroupe-

ment dans la rue à la poursuite d'un intendant des finances, nommé Cornuel, qui fut injurié et menacé. Par suite de cette violence, trois rentiers furent conduits à la Bastille. La relation de ces faits ayant été portée au parlement, il ordonna que le procès serait fait aux détenus par les officiers du Châtelet, et cependant il voulut entrer en délibération de la cause même qui avait amené ce désordre. Les plus jeunes conseillers prétendirent qu'il appartenait à leur compagnie de veiller à l'acquittement exact de la dette municipale, d'assurer aux particuliers la jouissance de leurs arrérages, et de ne pas laisser punir des gens qui n'avaient fait que réclamer leur bien. Pour ce sujet, ils demandaient une assemblée des chambres. Le roi la défendit par lettre de cachet. A ce motif public d'agitation se joignit encore une affaire de corps. Le parlement était toujours en querelle avec ceux de ses membres qui lui étaient venus par la dernière création, et pour lesquels on inventait chaque jour de nouvelles offenses, soit en ne leur distribuant pas de causes à rapporter, soit en refusant de s'assembler pour entendre leurs rapports, au grand détriment des plaideurs dont les procès étaient entre leurs mains. Dernièrement un arrêt du conseil lui avait enjoint de faire cesser toute distinction entre les anciens et les nouveaux conseillers, et cette injonction arrivait aux diverses chambres en même temps que la défense de s'assembler sur le sujet des rentes. L'une et l'autre furent fort mal reçues dans les chambres des enquêtes, qui persistèrent deux jours durant à demander la délibération commune de toute la compagnie, les autres affaires demeurant interrompues. Alors du conseil du roi partirent cinq lettres de cachet, ordonnant à deux présidents et à trois conseillers des enquêtes de quitter Paris (31 mars) et de se retirer chacun en lieu différent, ce qui fut exécuté sur-le-champ. Ensuite la troisième chambre des enquêtes, où s'était montré le plus de chaleur contre le double commandement du roi, fut interdite tout entière de ses fonctions, et la justice reprit son cours, l'affection populaire demeurant toutefois aux bannis.

A mesure que la reine avançait dans sa grossesse, il semblait que l'on voyait augmenter sa faveur auprès du roi et son autorité dans les affaires. On regardait l'époque de son accouchement comme celle d'une révolution prochaine, et, lorsqu'on s'apercevait de quelque disposition favorable à la paix, ou tout au moins à la trêve, on supposait que le cardinal voulait se faire honneur et ôter à la reine le

mérite d'un bienfait devenu inévitable. Au mois de mai, le roi quitta Paris pour aller passer la revue de ses troupes en Picardie ; le bruit courut que le cardinal avait trouvé ce prétexte pour éloigner le roi de sa compagnie, et le soustraire à l'influence qu'elle prenait sur lui. Dans le même temps, un enlèvement à main armée, commis dans Paris même, par un parent du grand maître de l'artillerie, sur la personne d'une jeune fille arrachée en chemise de la maison et des bras de sa mère, excita encore davantage la haine publique contre la famille du cardinal. Un libelle arrivé de Flandre, et où l'on reconnaissait la main du rédacteur ordinaire des pamphlets pour la reine mère, accusait le cardinal d'être le seul obstacle à la paix, dans la crainte que le traité ne ramenât en France Marie de Médicis, et ne fît cesser les immenses profits que le cardinal et ses amis tiraient de la guerre. Mais les grandes entreprises dans lesquelles les armes de la France étaient engagées, emportaient tous les esprits mécontents où résignés, réjouis ou grondeurs, et l'attention publique était pour les événements militaires. Le roi lui-même ne s'occupait pas moins de ses armées que de sa femme ; encore bien qu'il se tint constamment auprès d'elle à Saint-Germain, comptant les mois passés et ceux qu'il lui fallait encore attendre, aux premières nouvelles qui semblaient réclamer sa présence du côté de ses frontières, il était prêt à tout quitter pour s'y rendre ; et c'est ainsi qu'on le vit, après la disgrâce du maréchal de Châtillon devant Saint-Omer, s'établir dans Amiens pour diriger les autres opérations de la campagne, se disposant (juillet) « à passer plus outre s'il en était besoin. » Aussi ne s'arrêta-t-il pas à cette distance ; il alla jusqu'à Abbeville (août), d'où partirent ses derniers ordres pour les généraux, et il ne revint auprès de la reine que deux semaines avant sa délivrance ; le cardinal de Richelieu demeura en Picardie après le départ du roi.

Nous avons vu ce que le roi avait ordonné pour la commémoration de cette pieuse volonté ; qui avait mis son royaume sous la protection de la sainte Vierge. La première célébration de cette solennité eut lieu en l'absence du roi (15 août), qui, le jour de l'Assomption, datait encore d'Abbeville ses commandements pour la marche des troupes. Suivant son ordonnance, les processions défilèrent avec grande pompe après vêpres, dans la ville de Paris, chacune autour de sa paroisse, les chaînes ayant été tendues à toutes les issues et les rues tapissées ; les cours du parlement, des comptes et des aides, le Châtelet et le

corps de ville, suivirent le clergé de Notre-Dame, non sans qu'il se fût donné quelques gourmandes en pleine église, entre les membres des deux premières compagnies, lorsqu'il s'était agi de prendre leurs rangs. L'approche de l'événement que toute la France attendait mêla sans doute cette pensée dans les prières du peuple, et de là est venue l'erreur de quelques historiens qui ont fait du vœu de Louis XIII un témoignage de reconnaissance pour le don inespéré que Dieu lui avait accordé. Depuis ce jour, le saint sacrement demeura exposé sur l'autel dans les églises, où la foule allait dévotement s'agenouiller, et qui s'éclairaient tout le jour de mille cierges. Il courait de nombreuses prédictions sur le résultat prochain de la royale grossesse : elles étaient à peu près unanimes sur le sexe de l'enfant, qui ne pouvait manquer d'être un fils ; mais chacun avait choisi pour sa naissance un jour différent dans l'espace étroit de temps où il était permis de la placer. Un vacher de Sainte-Geneviève, près Montlhéry, et qui se nommait Pierre Roger, apporta de son village une révélation de sainte Anne qui lui avait annoncé que la reine accoucherait le 4 septembre. L'archevêque de Paris le fit demeurer à l'abbaye de Saint-Lazare, et le 4 septembre, à onze heures du soir, la reine sentit ses premières douleurs de mère. Le dimanche 5 septembre, à onze heures et demie du matin, Anne d'Autriche mit au monde un fils dans le château de Saint-Germain-en-Laye, en présence du duc d'Orléans, de la princesse de Condé, de la comtesse de Soissons et de la duchesse de Vendôme. L'enfant fut aussitôt ondoyé dans la chambre de l'accouchée ; le roi se rendit à la chapelle du vieux château, où l'on chanta le *Te Deum* ; des feux de joie furent allumés dans la ville, et une fontaine improvisée au milieu de la place publique versa au peuple des flots de vin. Cette heureuse nouvelle franchit avec une étonnante rapidité la distance de Saint-Germain à Paris, portée par le cri joyeux des populations, de sorte que les Parisiens la surent à midi. Le soir même on alluma un grand feu sur la place de la Grève, et le lendemain, un feu d'artifice plus savamment ordonné fut accompagné de toute l'artillerie de la ville, qui joignit son fracas à celui des canons de l'arsenal et de la Bastille. Il n'est pas permis de douter que l'allégresse ait été générale et vivement sentie ; « jamais, écrivait Grotius, aucun peuple dans » aucune occasion n'en a montré davantage ; c'est une grande et sûre » preuve de l'amour des sujets pour leur roi, quand ils accueillent » avec de tels transports l'espoir d'être gouvernés un jour par sa pos-

» ténacité. » L'enfant fut confié aux mains de la marquise douairière de Lansac, fille du maréchal de Souvray, ancien gouverneur du roi, et il eut pour nourrice la demoiselle de la Giraudière, femme de l'avocat du roi au bureau des trésoriers de France d'Orléans. Le cardinal de Richelieu était alors à Saint-Quentin, où il célébra ce grand événement avec les principaux officiers de l'armée. Là encore le hasard avait mis une occasion de flatterie dont ses courtisans profitèrent : le dauphin était né le même jour que le cardinal. En considération de ce divin bienfait, le roi accorda un pardon général « à tous ceux qui » se trouveraient coupables de crimes non atroces et irrémissibles, » créa quatre maîtrises jurées gratuites et sans épreuve, dans tous les arts et métiers de chaque ville du royaume, au profit des ouvriers qu'il lui plairait d'en pourvoir, et distribua deux lettres de noblesse par chaque généralité. Le baptême du dauphin fut différé, parce qu'on voulait convier le pape à lui servir de parrain. Mais sous cette offre amicale et pieuse se cachait un intérêt politique. Le légat, nommé à cette fin par le souverain pontife, devait être propre à de plus grandes affaires ; et l'ambassadeur du roi à Rome eut ordre d'agir avec toute l'adresse possible pour obtenir que le pape se laissât conduire à charger de cette mission le sieur Mazarini, qui serait mis en état de la remplir par sa promotion au cardinalat. En attendant, l'enfant fut appelé « Dieu donné. »

Pendant qu'il naissait un fils à Louis XIII, la mère du roi, Marie de Médicis, s'était avisée de rappeler les regards du monde sur son exil et d'échapper à l'oubli par une nouvelle agitation de sa vie. Le dernier acte d'hostilité qu'elle eût commis contre le gouvernement de la France était ce traité, dont nous avons parlé, avec le comte de Soissons, traité dont ce prince lui avait laissé toute la faute, et qui avait servi à obtenir un séjour tranquille dans la ville de Sedan. Trompée encore une fois dans ses projets de haine, la reine mère essaya une nouvelle tentative de réconciliation ; car son esprit allait incessamment de l'un à l'autre. Elle voulut y employer sa fille, la reine d'Angleterre. L'ambassadeur de ce royaume auprès du roi reçut une instruction de son maître pour offrir son entremise ; mais on le prévint par une déclaration formelle (octobre 1637) « qu'en affaire » toute particulière et domestique, la bienséance ne lui permettait » pas d'intervenir. » Du reste, on lui fit savoir que la reine mère avait un moyen assuré de regagner les bonnes grâces de son fils et

d'en recevoir un traitement conforme à sa dignité ; c'était de retourner à la cour de Florence, où le grand-duc régnant lui avait proposé de la recevoir, et où le roi lui ferait une existence bien autrement honorable que celle qu'elle obtenait de l'Espagne au lieu où elle était. Cette proposition eût sans doute contenté la reine, si, après tant de traverses, elle avait été convertie à l'amour du repos et au désir d'une paisible vieillesse. Mais elle ne pouvait supporter l'idée d'être renvoyée bourgeoisement dans sa famille, quand les trônes de l'Europe étaient pleins de ses enfants. Cependant quelque chose de plus que son inconstance naturelle lui rendait pénible sa demeure dans les Pays-Bas. L'aumône qu'on lui faisait là d'un logis et d'un revenu prenait un caractère plus humiliant et plus dur, à mesure qu'on avait moins besoin d'elle, et qu'on espérait moins de ses efforts toujours inutiles pour se créer un parti en France. Le peuple de Bruxelles, qui déjà en 1635 l'avait forcée par ses murmures et ses menaces à quitter la ville, où il semblait que sa présence allait amener tous les désastres d'un siège, l'y avait vue rentrer, après que le danger s'était éloigné, sans lui donner aucune marque de sympathie ; ses amis et serviteurs, divisés entre eux par mille jalousies, ayant chacun une espérance diverse, un avis différent, une négociation séparée, un intérêt contraire, la poussaient tous à tenter au moins quelque changement dans sa position qui ne pouvait guère être pire, et qui durait depuis tant d'années, toujours triste et toujours la même. Il ne fallait certainement pas plus de cause pour l'inviter à se mouvoir, à chercher nouvelle fortune, et l'on n'a nul besoin de supposer une trame bien noire de la part du cardinal de Richelieu qui lui en ait fait naître l'idée. Tout ce qui pouvait venir de lui, c'était l'assurance que le gouvernement de France la verrait plus volontiers ailleurs que sur une terre ennemie ; la reine mère crut que cette complaisance lui serait comptée comme un grand service et se résolut à quitter les Pays-Bas. Un autre motif, qui tient de bien près à la folie, l'excitait encore à se mettre hors du pouvoir des Espagnols. Elle s'était imaginé, dit-on, que le roi ayant un fils et venant à mourir, il y aurait pour elle une régence à disputer contre la veuve de Louis XIII, soutenue par l'Espagne ; c'était donc chose importante que d'être libre et prête à tout événement.

Quoi qu'il en soit, elle s'échappa de Flandre à peu près comme le duc d'Orléans son fils en était sorti (10 août 1638). Elle feignit le

besoin d'aller prendre les eaux de Spa, et, profitant de l'absence du cardinal infant qui était à l'armée, elle se mit en route pour Louvain; puis, après avoir reçu à Saint-Trond les bourgmestres de Liège et leur avoir donné jour pour l'entrée solennelle qu'ils voulaient lui préparer dans leur ville, elle les laissa fort incivilement l'attendre sous les armes, pendant qu'elle courait en toute hâte vers Bois-le-Duc, où elle avait fait prier le prince d'Orange de la recevoir. Lorsqu'on la sut arrivée dans un pays ami de la France et armé contre celui qu'elle venait de quitter, beaucoup de gens y furent trompés et crurent son retour auprès de son fils chose certaine et convenue. Cette opinion fut confirmée par une espèce de manifeste, publié dès lors sous son nom et qu'elle désavoua plus tard, dans lequel elle se plaignait aigrement des Espagnols. Le prince d'Orange, surpris comme les autres, et ne sachant si elle venait dans ses provinces avec ou sans le gré du roi, lui fit, à tout hasard, le meilleur accueil qu'il put. Elle avait déjà passé Bois-le-Duc lorsqu'il vint à sa rencontre avec la princesse sa femme, que Marie de Médicis traita d'une façon fort hautaine; c'était encore une raison pour croire qu'elle avait repris tout son rang. On lui rendit donc les honneurs dus à la mère du roi de France. A Bergen-op-Zoom, à Dordrecht, à Rotterdam, on lui fit des entrées magnifiques, la bourgeoisie se rangeant armée et le canon tirant sur son passage. Une députation des états généraux vint la trouver à Delft et la conduisit avec grande révérence à La Haye, où elle fut splendidement logée, avec une table séparée pour elle et seize couverts pour sa suite. En ce lieu était l'ambassadeur de France qui ne lui rendit pas visite, ce qui la décida à pousser son chemin jusque vers Amsterdam, pour donner le temps aux dépêches de France d'arriver à La Haye. Elle trouva (30 août) dans Amsterdam des arcs triomphaux ornés de figures et devises, des députations, des compliments, un brillant cortège, des feux d'artifice, toute sorte de respects et de réjouissances; enfin, rassasiée de ces fêtes dont elle avait depuis longtemps perdu l'habitude, de ces acclamations qui devaient lui sembler si douces après avoir vécu sept années la triste vie de l'exil, elle retourna dans La Haye voir ce qu'aurait produit ce voyage si heureusement commencé, si rempli d'émotions étourdissantes, mais dont il fallait maintenant fixer le caractère et le but.

Il paraît que la reine mère s'était crue dispensée de s'expliquer avec son fils sur son changement de séjour, les motifs de sa résolution et

ses projets ultérieurs, qu'elle lui laissait porter par le bruit public. Le roi, de son côté, ne parut aucunement soucieux de s'en enquérir, et poussa même l'indifférence jusqu'à ne pas lui donner avis particulier de la naissance de son fils, comme s'il n'eût pas su où la trouver. Cette discrétion de part et d'autre ne pouvait durer, et il était tout naturel qu'elle fût rompue par celle des deux parties qui était la plus besogneuse et la plus pressée. La princesse d'Orange essaya d'abord de lier une négociation à ce sujet par l'ambassadeur de France en Hollande, qui déclara n'avoir charge de rien dire ni de rien entendre; et les états généraux furent obligés d'envoyer à leur ambassadeur en France l'ordre d'exposer au roi combien il leur serait agréable que le séjour de sa mère dans leurs provinces pût amener entre eux une réconciliation, à laquelle ils la voyaient toute disposée. Le roi ne répondit rien à cette proposition : mais il fit savoir par un ambassadeur aux états et au prince « qu'il ne pouvait recevoir sa mère en France à » cause des intelligences qu'elle avait avec l'Espagne ; que, pour le » même motif, il ne saurait approuver son séjour dans leur pays tant » que les deux nations seraient en guerre contre l'Espagnol ; que sa » présence donnerait l'idée de quelque traité secret conduit par elle » contre l'intérêt commun et au préjudice de la bonne union maintenue entre les alliés ; que, pour ce qui la concernait, il lui suffisait » se rendre dans un lieu non suspect, à Florence par exemple, pour » y être traitée mieux qu'elle ne pouvait l'espérer après tant d'offenses » et de mauvais desseins. » Malgré ces paroles formelles, on voulut tenter le succès d'une mission expresse confiée à l'un des principaux personnages de la république, appelé Knut (15 septembre). Elle tendait à obtenir que le roi permit à sa mère, ou de vivre en France dans une de ses maisons sans prendre aucune part aux affaires, ou de rester en Hollande avec une pension convenable, les états ne pouvant plus longtemps la défrayer chez eux. Le roi refusa positivement l'un et l'autre, et s'en tint, comme il avait précédemment fait, à l'offre de lui fournir une existence digne de ce qu'elle était, pourvu qu'elle voulût en jouir dans son pays natal. C'était dès lors l'obliger à quitter les Provinces-Unies : car bien que le roi d'Espagne lui eût généreusement payé le mois de sa pension échu après son départ de Bruxelles, bien qu'on lui eût envoyé de France, mais sous main, une somme considérable, deux mois à peine passés dans les villes de Hollande avaient épuisé ce que la libéralité de ce pays pouvait faire en sa faveur. Les

Hollandais, habitués à compter, trouvaient déjà qu'une reine, même fugitive et proscrite, était d'un entretien fort coûteux ; et leur demander de l'argent, c'était, suivant l'expression de Grotius, « exprimer la liqueur d'un pinceau. » Il fallut donc se résoudre à chercher une autre hospitalité. Si l'Angleterre ne lui offrait pas la sienne avec empressement, du moins était-elle assurée qu'on ne la chasserait pas d'un royaume dont le trône était partagé par sa fille, et que la jalousie même de l'autorité souveraine engagerait le roi Charles à tenir bon contre son beau-frère de France. En conséquence elle fit ses préparatifs de départ, s'embarqua près de La Haye, lutta sept jours contre les vents qui la rejetèrent dans le canal de Flessingue, et arriva enfin à Douvres où l'attendait une escorte. Le roi son gendre alla au-devant d'elle jusqu'à Gravesend et l'accompagna dans l'entrée solennelle qu'elle fit à Londres (5 novembre), où on avait préparé pour elle le palais de Saint-James. Depuis son arrivée, il lui fut alloué une somme de cent livres sterling par jour sur la liste civile du roi pour les dépenses de sa maison.

La cour d'Angleterre où la reine mère amenait ses conseillers, moins toutefois le père Chanteloube et l'abbé de Saint-Germain qu'elle avait laissés à Bruxelles et que les Espagnols voulurent bien y garder, avait alors plus de Français mécontents, plus d'ennemis déclarés du cardinal, qu'il n'était peut-être prudent à Charles I<sup>er</sup> d'en recevoir chez lui. Là se trouvait déjà la duchesse de Chevreuse, venue d'Espagne en Angleterre, avec cette puissance de séduction qui lui procurait partout des amis et cette activité d'intrigue qui avait toujours de quoi les employer. Là se rendit presque aussitôt le duc de la Valette, tout chargé des reproches que faisait peser sur lui le désastre de Fontarabie, et ouvertement rebelle au commandement du roi qui lui enjoignait de venir se justifier. Là aussi était demeuré le duc de Soubise, malhabile mais fidèle défenseur de la religion réformée en France, et qui n'avait pas voulu vivre sous les nouvelles lois que la défaite du parti lui avait données. Tous ces proscrits, de différente origine et d'intérêts divers, se voyaient, se parlaient, s'échauffaient dans leur haine, se trompaient à l'envi par des nouvelles qui flattaient leurs espérances, et offensaient le cardinal sans grand pouvoir de lui nuire. Ce fut un nouveau grief contre le roi d'Angleterre, auquel nous avons vu qu'on reprochait déjà de graves torts politiques, et un nouveau motif de prêter appui aux agitations qui grondaient chaque

jour avec plus de force contre son gouvernement. Une circonstance qui ne doit pas être oubliée, c'est que cet asile accordé par le roi Charles à sa belle-mère fugitive, acte au moins de la plus commune pitié et qui semblait avoir toutes les conditions pour être populaire, déplut singulièrement au peuple anglais. Le roi Charles avait cru devoir donner officiellement avis à son beau-frère de l'arrivée de sa mère dans ses États ; le roi de France lui répondit qu'il l'avait apprise déjà, et qu'il craignait beaucoup pour lui le mauvais esprit des gens dont elle était accompagnée. Il permit ensuite à son ambassadeur d'aller la visiter une seule fois par cérémonie, sans entrer jamais en discours particulier avec elle, ni en aucune sorte de communication avec ses gens. L'ambassadeur suivit de son mieux cette injonction. Mais un soir, dans une galerie du palais de White-Hall, le roi et la reine d'Angleterre le mirent face à face avec la reine Marie, sans qu'il lui fût possible de s'esquiver (25 décembre). Il fit toute la défense qu'il put pour ne pas l'entendre ; mais la vieille reine était résolue à parler. Elle parla humblement, sans aigreur, sans retour chagrin sur le passé, prête à faire tout ce qu'on exigerait d'elle, pour avoir une retraite où mourir tranquille en France et ne pas mendier son pain. Comme l'ambassadeur se retranchait toujours à dire qu'il ne pouvait aucunement se charger de transmettre ses discours : « J'ai » régné, lui répondit-elle avec esprit, et je sais que les ambassadeurs » écrivent à leur cour même ce qu'ils ne sont pas censés avoir écouté ; » le roi saura donc ce que je vous ai dit. » La conversation partit en effet pour Paris, et la réponse fut « qu'on ne pouvait se fier aux » promesses de la reine mère, que son caractère inquiet lui faisait » prendre en dégoût tous les lieux où elle vivait et tous les gens avec » qui elle avait commerce, que déjà elle paraissait s'ennuyer de » l'Angleterre, qu'une fois en France elle se mêlerait nécessairement » aux cabales comme elle avait toujours fait, qu'elle y serait à la » disposition de l'Espagne, et que les engagements pris par elle dans » un moment de nécessité ne l'arrêteraient guère ; donc, tout ce » qu'on pouvait lui conseiller de mieux, c'était d'accepter l'honorable » existence qui lui avait été tant de fois offerte à la cour de » Florence. »

Tandis que la reine mère voyait ainsi repousser tout l'espoir qu'on lui avait donné ou qu'elle avait conçu d'une réconciliation avec son fils, la reine régnante elle-même apprenait que la naissance d'un

dauphin n'avait rien ajouté à son pouvoir, non-seulement en ce qui concernait les affaires du royaume, mais dans la limite même de ses affections domestiques. Deux mois ne s'étaient point passés (novembre) qu'on lui retira sa première dame d'honneur, la marquise de Senecey. Personne ne dit quelle fut la cause de cette disgrâce, et ceux qui en parlent avouent sur ce point leur ignorance. Seulement madame de Motteville assure qu'elle ne souffrit pas pour les intérêts de la reine. L'époque de son éloignement ferait plutôt croire qu'elle se serait laissée aller à quelque témoignage imprudent de compassion pour la reine mère. Peut-être aussi était-ce tout simplement un intérêt de famille qui l'avait engagée à quelque parole ou à quelque démarche téméraire; car elle était de la maison de Larochefoucauld, que le prince de Marsillac avait rendue suspecte. Ce qui est certain et tout ce qui importe à l'histoire, c'est que la reine, mère d'un dauphin, ne put garder auprès d'elle une dame qu'elle affectionnait, et fut obligée de recevoir en sa place une amie du cardinal et du père Joseph, madame de Brassac, dont le mérite pourtant ne tarda pas à lui plaire et à la consoler. Une circonstance qui paraîtrait incroyable si elle n'était pas rapportée par un homme sérieux, témoin et rapporteur officiel de tout ce qui se passait à la cour, c'est que dans ce temps même, le cœur de Louis XIII, où les passions tendres semblaient devoir si peu faire naître d'orages, était encore cruellement tourmenté. « Ce prince, dit Grotius, donnant une faible attention aux » choses sérieuses, passe des nuits sans sommeil et des jours sans » repos. L'amour, quoique innocent, qu'il porte à l'impérieuse Marie » de Hautefort lui cause autant de trouble que son père s'en donnait » pour des attachements plus sensuels. Cette jeune fille, fière de sa » beauté et de son esprit, le menace d'échanger la vie de la cour » contre celle du cloître, comme a fait Louise de la Fayette, parce » que sa grand'mère n'a pu obtenir le titre qu'on a ôté à madame » de Senecey. Le roi effrayé a donné l'ordre de ne la recevoir dans » aucun couvent. La reine s'entend parfaitement avec la maîtresse » de son mari, ce qui est rare entre femmes dans cette position. » Cependant l'enfant royal croissait à merveille et avec une singulière exubérance de force. Au bout de trois mois, il avait fatigué trois nourrices et on en trouvait avec peine qui voulussent livrer leur sein à ses rudes morsures. Il paraît que Grotius découvrit, dans cette vorace disposition du dauphin, qui fut depuis Louis XIV, « un présage

» de sa rapacité future. » Au moins le trouve-t-on ainsi dans ses lettres imprimées en 1687. Du reste, en déliant la langue de l'enfant par une légère opération, on le mit en état de se nourrir mieux et avec moins de douleur pour celle qui l'allaitait.

Il n'est pas sans intérêt de dire comment les résultats militaires que nous avons rapportés s'étaient distribués autour de l'événement principal qui signala cette époque. La reprise du Catelet et la nouvelle de la victoire navale obtenue par le général des galères sur la Méditerranée, avaient suivi de près la naissance du dauphin, et compensé tant soit peu le mauvais augure que jetait sur son avenir la déroute honteuse de Fontarabie. La prise de Brisach, arrivée trois mois après, fit pencher tout à fait la balance en faveur des succès. Il resta de la campagne qui venait d'avoir lieu, bien des pertes à réparer, des armées à refaire, des projets à changer, une énorme dépense à continuer. Tout le ressentiment en porta sur le duc d'Épernon et sur son fils le duc de la Valette. Le cardinal de la Valette et le duc de Candale, qui n'avaient pas trop bien fait eux-mêmes, ne se risquèrent pas à prendre le parti de leur frère et de leur père. On attribuait au cardinal de Richelieu un emportement qui était allé jusqu'à dire « qu'il ferait au besoin l'office de procureur général contre le duc de la Valette. » Le cardinal assure « qu'il avait protesté seulement » de ne prendre en aucune façon sa défense s'il était criminel. » Quoi qu'il en soit, il y en eut assez pour que les deux frères, tout en désirant que son innocence fût reconnue, ne se missent pas en grande peine de la soutenir et de s'en porter garants. Leur père, relégué dans sa maison de Plassac, n'eut que le temps de faire enlever ses meubles les plus précieux du Château-Trompette à Bordeaux, avant que le prince de Condé vînt en prendre possession. Le premier prince du sang se portait avec un vif acharnement à la ruine de cette maison. Le roi lui avait donné (6 octobre) le commandement de l'administration de la province de Guienne, en l'absence, sinon, remplacement, du duc d'Épernon, interdit mais non dépouillé de sa charge. Il paraît qu'en venant faire reconnaître ce pouvoir, le prince de Condé laissa échapper devant le parlement de Bordeaux, ou dans l'assemblée de la province, des paroles violentes contre le duc de la Valette, et même contre le duc d'Épernon qu'il accusait de complicité dans l'assassinat de Henri IV : insinuation, comme on l'a fort bien remarqué, qui portait double coup et allait jusqu'à la reine

mère. Le duc de la Valette répondit (novembre) de Londres à cette odieuse attaque, de concert sans doute avec l'autre partie intéressée. Sa lettre le justifiait peut-être assez mal des torts qu'on lui avait imputés au siège de Fontarabie; mais elle blâmait avec avantage la conduite du prince lui-même dans cette occasion, et elle finissait, avec plus de raison encore, par le reproche qu'il lui faisait d'envelopper dans ses invectives son père et ses frères. « Pardonnez-moi, écrit-il, si je dis que l'honneur que mon père a eu d'être élevé, chéri et estimé des rois, les services qu'il a rendus à l'État et son âge, méritaient bien que vous l'eussiez épargné pour l'amour de vous; lui qui a fait toute sa vie profession d'un homme généreux et droit, qui n'a jamais trahi ses amis ni su flatter ses ennemis, qui n'a jamais ni méprisé les parlements, comme vous dites, ni eu besoin de les flatter pour maintenir sa qualité. Si vous reprochez à mon père les séditions, que vous dites être les fautes les moins pardonnables, n'est-ce pas de peur qu'on ne se souvienne de vos mouvements dans le bas âge du roi, où l'on peut dire que vous avez appris les factions aux grands et les révoltes aux peuples, jusqu'à ce que le bois de Vincennes vous en ait ôté le crédit et l'usage? » La défense était juste et la récrimination piquante; on pouvait seulement y faire cette réplique, peu héroïque sans doute, mais raisonnable, que, les choses étant changées, il n'y avait plus maintenant de profit et de sûreté que dans l'obéissance.

En ce temps arriva la mort d'un homme sans titre, sans dignité, sans fonction, sans autorité patente et réglée, mais qui n'en fut pas moins un personnage intéressant des événements que nous venons de raconter. Ce qu'il y a de plus remarquable dans sa destinée, c'est qu'une bizarrerie de position, et en quelque sorte de costume, l'a fait échapper seule à l'oubli où s'ensevelissent d'ordinaire les services rendus en sous-ordre, les intelligences d'un emploi secondaire, pour lui donner une importance traditionnelle bien au-dessus du rôle qui lui appartient réellement. Si celui dont nous parlons s'était nommé toujours François Leclerc du Tremblay, s'il avait continué à figurer dans le monde comme le descendant d'une noble famille, instruit dans toutes sortes de sciences utiles et d'arts agréables, on s'inquiéterait sans doute fort peu qu'il eût mis ses talents et son activité à la disposition d'un grand ministre, et tout ce qu'il aurait pu faire dans ce poste subordonné se fût effacé des souvenirs, à mesure qu'ils s'éloignent

des personnes pour se resserrer sur les faits. Ce gentilhomme au contraire s'est appelé le père Joseph ; c'est du fond d'un cloître où l'avaient jeté, à vingt-deux ans, une vive ambition d'œuvres pieuses et d'austérité, qu'un autre besoin de mouvement et d'occupation le ramena dans les affaires de la cour, de la guerre, de la politique, comme l'acolyte infatigable du cardinal qui les dirigeait. Trompé une première fois sur sa vocation, et ayant retrouvé celle qui lui était marquée, le bonheur particulier qu'il dut à son siècle fut de pouvoir la suivre sans scandale et sans abjuration, en conservant les liens sacrés qui l'attachaient à une différente espèce de vie, en gardant au milieu des cours et jusque dans les camps cet habit grossier de l'humble religieux qui ne lui était nulle part un embarras. Or, ç'a été plus tard cet habit même qui a fait la fortune de son nom, ou plutôt de cette existence pseudonyme, toujours placée pendant vingt ans comme une ombre à la suite d'une éclatante renommée. La distance des temps et le changement des habitudes ont fini par attacher quelque chose de mystérieux à ce froc obscur et fidèle qu'on retrouvait partout derrière la robe rouge de Richelieu. L'imagination s'est plu à faire, de celui qui en était couvert, une sorte de démon familier ou de génie malfaisant ; le paradoxe a voulu lui attribuer tout ce dont on faisait honneur ou reproche au ministre de Louis XIII. Dans la vérité, le père Joseph ne fut qu'un agent utile, intelligent, prompt, hardi, laborieux, prêt à tout, propre à tout, homme de conseil et d'exécution, quelquefois chargé de missions importantes, le plus souvent et le plus longtemps fixé auprès du cardinal qui se déchargeait sur lui de l'immense travail dont il était accablé : quelque chose de plus qu'un secrétaire intime, parce que la communication entière et constante des pensées et des intérêts qu'il avait à servir le mettait à même d'agir, d'écrire, de diriger, de commander, sans prendre l'ordre du ministre, et que le crédit de son mandat était partout reconnu. C'est ainsi qu'on le voit en correspondance active et continuelle avec les généraux, les ambassadeurs, les secrétaires d'État, parlant comme en son nom et de son autorité. Le cardinal se servait surtout de lui pour ébaucher les affaires, pour soutenir ces premières approches des négociations politiques, où s'écoulaient ordinairement les prétextes, les prétentions excessives, les propositions vagues et mal digérées. Sa parole un peu rude déblayait le chemin, et ses formes brusques et tranchantes préparaient un meilleur accueil aux gracieuses façons du cardinal. Ce vêtement de moine,

qui nous semble si étrange, avait encore cet avantage que, n'attribuant à celui qui le portait aucun rang dans la hiérarchie sociale, comme il ne le rendait supérieur à personne, il le faisait égal à tout le monde, de sorte que les transactions où il s'engageait étaient dispensées des gênes de l'étiquette. Les ambassadeurs des États protestants, qui ne voulaient pas déférer au cardinal de Richelieu la préséance réclamée par son rang ecclésiastique, se trouvaient à leur aise avec le capucin, et ne croyaient pas se compromettre en le prenant pour intermédiaire. Un fait qui reste hors de toute contestation, c'est que le père Joseph demeura toujours fidèle à la règle de son ordre. Il avait bien un logement dans tous les lieux où séjournait la cour ; mais il conservait sa cellule au couvent de la rue Saint-Honoré, et ce fut là que l'ambassadeur de Suède, Grotius, alla le chercher. Il se donnait seulement quelques commodités en ses voyages, comme celle d'un bon carrosse et d'une litière ; mais il en avait obtenu permission de ses supérieurs, et il ne s'en servait que pour la nécessité. Cependant, quoique sa principale passion ait toujours paru être de manier les affaires publiques, pour le seul plaisir de l'agitation et du succès, sans aucune pensée de s'enrichir ou d'avancer les siens, il avait regardé le chapeau de cardinal comme une digne récompense de ses travaux. Depuis plus de trois ans, le roi le proposait au pape pour cette dignité, et le pape persistait à ne faire aucune promotion pour ne pas être obligé de l'y comprendre. L'excuse de cette répugnance était tirée tout simplement de ce qu'on ne voulait plus prendre de cardinaux parmi les religieux ; mais on peut supposer que la véritable raison était dans les services mêmes dont le roi de France voulait le récompenser, services en effet pour lesquels le saint-siège pouvait ne pas se croire tenu à grande reconnaissance. L'ambassadeur du roi à Rome avait ordre de poursuivre sa nomination avec une nouvelle instance, lorsqu'il mourut à Ruel, dans la maison du cardinal de Richelieu, à l'âge de soixante et un ans (18 décembre). Il est certain que la malignité se déchaîna aussitôt contre sa mémoire ; on lui fit d'injurieuses épitaphes ; on insulta sa tombe placée dans l'église du couvent de la rue Saint-Honoré, à côté de celle où reposaient les restes du père Ange de Joyeuse. Mais il se mêlait des intérêts bien divers et des préventions bien opposées dans cette haine, et Grotius les indique fort bien dans ce peu de paroles : « Le père » Joseph n'était rien moins qu'un capucin ; partant les capucins l'ont » toujours autant haï que les grands et le peuple. On le voit aux

» outrages qui déchirent chaque jour sa mémoire. » Et sa conclusion est que les protestants, malgré ce qu'il avait fait contre eux dans l'espoir du cardinalat, devaient pourtant le regretter. Une circonstance singulière est que sa mort servit à l'avancement du sieur Mazarini. Le roi avait demandé pour celui-ci le second chapeau de cardinal qui reviendrait à la France ; la candidature du père Joseph, passant avant la sienne, lui était en même temps une préférence et un obstacle, puisque le pape continuait à la repousser. Le père Joseph vivait encore que, dans la prévoyance de sa mort prochaine, on se hâta de révoquer la présentation du roi faite en sa faveur, et l'Italien Mazarini devint dès lors le premier protégé de la France.



# LIVRE XIV.

## CHAPITRE PREMIER.

Bon état du royaume. — Condamnation du duc de la Valette. — Délibération au sujet de la reine mère. — Refus formel de l'entretenir ailleurs qu'à Florence. — Distribution des chefs et des armées. — Le duc de Saxe-Weymar veut garder Brisach. — Il conduit son armée en Allemagne. — Il meurt sur les bords du Rhin. — La France hérite de son armée. — Traité avec les chefs de corps, ses lieutenants. — Le duc de Longueville nommé général de ces troupes. — L'électeur palatin arrêté en France.

(1639) La cour de France était joyeuse; la naissance d'un dauphin et la prise de Brisach justifiaient assez l'allégresse publique. Il n'y avait pas de troubles dans le royaume. Le duc d'Orléans paraissait résigné au repos et au plaisir. Le prince de Condé allait plus loin; il s'était fait le héraut, l'enthousiaste ardent, le panégyriste dévoué, l'ami le plus passionné du cardinal de Richelieu. Il avait si bien compris toute la concentration du pouvoir dans la personne du ministre, qu'il voulait lier à cette fortune, non-seulement son existence actuelle, mais son avenir et celui de sa famille. Son fils aîné n'avait pas plus de dix-sept ans; partant on pouvait attendre encore à lui chercher une illustre alliance. Le prince sembla craindre que celle du cardinal ne lui échappât, et se hâta de solliciter, de retenir d'avance pour le duc d'Enghien, la fille du maréchal de Brézé. Du fond de l'Italie, le duc de Guise demandait aussi à la parenté du cardinal quelque fille noble pour son fils de Joinville, qui servait en volontaire sous le cardinal de la Valette, afin de rentrer en grâce par le moyen de ce mariage. Le comte de Soissons demeurait tranquille à Sedan. Le parlement ne bougeait plus, depuis la dernière correction qu'on lui avait infligée. La reine se contentait d'être honorée comme femme et

comme mère, sans prétendre au crédit et à l'autorité. La reine mère suppliait pour son retour et subissait des refus. On avait quelque espoir de ramener en France la duchesse de Chevreuse, en même temps pour satisfaire la reine et pour conduire à bonne fin un traité qui se négociait avec le duc de Lorraine. On ne connaissait plus au roi d'autre affection que son amour jaloux et grondeur pour Marie de Hautefort, qui se moquait de lui et songeait sérieusement à se marier. Tout allait donc bien pour le cardinal de Richelieu et pour sa politique. Aussi le mot donné pour les réjouissances de cet hiver fut-il « la Félicité. » Un ballet composé sur ce sujet et où l'on représentait en trois parties les malheurs passés, la joie présente, et le bonheur infini de l'avenir, fut dansé trois fois de suite (mars), d'abord à Saint-Germain, puis à l'hôtel de Richelieu, et enfin à l'hôtel de ville. Il coûta cent mille livres, dont le tiers fut payé par le cardinal, le surplus par les Parisiens. Quant il fut joué à l'hôtel de Richelieu, ce fut un prélat, l'évêque de Chartres, du nom de Valançay, qui se rendit l'ordonnateur de la fête : il résidait alors à Paris, comme faisant partie d'une commission nommée par le pape pour la réforme des mœurs du haut clergé.

L'année précédente ayant eu des revers aussi, il y avait à punir des fautes comme à se féliciter des succès. Nous avons vu que le maréchal de Châtillon était tombé en disgrâce. Le châtiment se borna pour lui au commandement qu'il reçut de se retirer en sa maison, sans passer à Paris ni au lieu où était le roi (septembre 1638), « sa majesté » avouant qu'elle avait de la peine à oublier ce qui était arrivé à Saint-Omer par manque de toutes les prévoyances qui devaient être prises. » Après six mois de cette pénitence, on accepta ses excuses et ses promesses de mieux faire, apportées par le colonel Gassion, et il fut rappelé à la cour pour recevoir un nouvel emploi. Un plus dur traitement était réservé au duc de la Valette, fils d'un seigneur puissant, coupable de désobéissance ouverte envers le roi, d'ailleurs contumace et fugitif. Le cardinal de Richelieu, dont il avait épousé la cousine, était d'autant moins porté à faire valoir en sa faveur la protection de l'affinité, que véritablement le duc avait toujours traité fort mal sa femme, et que même, suivant Talon, « il avait eu depuis » son mariage des pensées contraires à la bienséance de cette alliance. » Il fut donc résolu de procéder avec toute rigueur contre lui. Deux conseillers d'État allèrent informer sur les lieux; le chancelier entendit

des témoins à Paris, et un conseil extraordinaire fut convoqué pour délibérer sur la mise en accusation (3 février 1639). Là s'éleva, de la part des présidents au parlement et du doyen des conseillers qu'on y avait mandés, une objection préjudicielle; ils invoquèrent le droit qu'avait un duc et pair de n'être jugé que par le parlement. Le chancelier leur répondit par des exemples, le roi par des plaintes fort aigres, et la décision fut un décret de prise de corps contre le duc, décret exécuté, suivant les formes établies à l'égard des accusés absents, par les huissiers mêmes du parlement. Les procédures terminées, la même convocation eut lieu à Saint-Germain (24 mai), où siégèrent dans le cabinet du roi, le roi lui-même, le chancelier, les ducs d'Uzès et de Larochefoucauld, les trois surintendants des finances Bullion, Bouthillier et Brassac, les conseillers d'État Aubry, Lebret et d'Émery, les présidents et le doyen du parlement; le conseiller d'État Lapoterie faisait fonctions de rapporteur, et Jacques Talon, aussi conseiller d'État, celles de greffier ou évangéliste. Parmi les officiers de la maison du roi qui assistaient à cette assemblée pour le devoir de leur charge, tête nue et debout, était un jeune seigneur, second fils du feu maréchal d'Effiat, alors grand maître de la garde-robe. Là, le cardinal de Richelieu s'étant récusé à cause de sa parenté, furent lues par le rapporteur les informations et dépositions, les réquisitions, procédures et pièces probantes, puis les conclusions du procureur général, et on alla aux voix, qui furent toutes pour la mort, sauf celle du président de Bellièvre. Celui-ci se prévalut de l'ignorance où le mettait sa profession en ce qui concernait les choses militaires, pour ne pas prononcer la peine capitale contre un duc et pair prévenu de désobéissance envers son général, et conclut à un simple bannissement. Quand tous ceux qui étaient assis eurent opiné, le roi aussi donna son avis « de » fort bon sens, dit Talon, et parfaitement raisonné. » Il justifia le duc du reproche de lâcheté, et trouva que sa faute provenait de faction et infidélité, « ce qui n'en conduisait pas moins au même résultat. » Un mot dit à son oreille par le chancelier le fit revenir sur une particularité qu'il avait oubliée, savoir, la tentative faite par le duc de la Valette au siège de Corbie « pour débaucher le duc d'Orléans et le » comte de Soissons, et les induire à l'enlever lui-même ainsi que le » cardinal de Richelieu. » Après quoi, l'arrêt ayant passé aux termes des conclusions qui portaient « que le duc de la Valette déclaré cri- » minel de lèse-majesté, atteint et convaincu de perfidie, trahison,

» lâcheté et désobéissance, aurait la tête tranchée, tous ses biens  
» acquis et confisqués, et ses terres mouvantes de la couronne réunies  
» à icelles, » toute la compagnie se retira pour dîner, sans qu'il arrivât aucun malheur au président de Bellièvre pour la liberté de son opinion.

Pour qu'on ne s'étonne pas trop de ce jugement sévère, il faut répéter que celui contre lequel il était rendu se trouvait hors des mains de la justice : les condamnations par contumace, surtout pour crime politique, et rendues même par la juridiction ordinaire, manquaient rarement de porter la plus forte peine. Celle-ci n'avait à s'exécuter que sur une effigie, de sorte qu'on pouvait en multiplier le spectacle ; aussi eut-elle lieu en trois endroits (8 juin) : à Paris, à Bordeaux et à Bayonne. Le condamné cependant vivait tranquillement à Londres, auprès de la reine mère, autre contumace qui venait aussi de recevoir un nouvel arrêt d'exil. Elle ne s'était pas rebutée de la réponse faite sur la dépêche qu'elle avait en quelque sorte arrachée violemment à l'ambassadeur français ; un envoyé, ayant pouvoir de sa fille et de son gendre, était venu en France avec une instruction officielle et des lettres adressées tant au roi qu'au cardinal de Richelieu. Il en avait encore une de la reine mère elle-même pour le ministre, et cette lettre portait assurance d'oubli, promesse d'amitié, même « de reconnaissance pour le grand service qu'elle lui demandait. » Le cardinal voulut que cette démarche eût un résultat solennel ; elle fut soumise à cinq membres du conseil pour en donner leur avis, et le cardinal se récusa encore, « parce qu'il était, disait-il, » trop intéressé à la faire réussir. » Les juges de la reine mère, car on peut les appeler ainsi, étaient le chancelier Séguier, les surintendants des finances Bullion et Bouthillier, les secrétaires d'État de Chavigny et Sublet des Noyers ; ils devaient rédiger leur opinion par écrit, avec calme et réflexion, sur les questions qui leur étaient posées. On leur demandait (19 mars) si le retour de la reine mère leur semblait utile ou dangereux ; dans le cas où il serait jugé utile, en quel lieu on devrait lui assigner sa demeure, dans celui où il serait trouvé préjudiciable, quelle sorte d'espoir on pouvait laisser pour l'avenir aux étrangers ou à ses amis ; et enfin ce qu'il fallait répondre aux Anglais qui demandaient qu'on la laissât jouir en Angleterre du revenu qui lui appartenait en France, ou tout au moins qu'on lui donnât de quoi y soutenir sa qualité. Chacun des conseillers répondit à ces ques-

tions avec son style et son caractère particulier ; mais il n'y eut qu'un avis sur le danger de recevoir la reine mère en France, et d'ouvrir avec ceux qui sollicitaient son retour une négociation qui en fût durer l'espérance. Le surintendant Bullion fut le plus sec et le plus sévère dans l'expression de son refus, « les meilleures raisons, disait-il en » finissant, étant celles qui ne peuvent se faire entendre qu'à l'oreille » du maître. » Le surintendant Bouthillier, qui avait été domestique de la reine mère, y mit un peu plus de formes ; tout en lui fermant la France comme les autres, il proposa de lui offrir pour son séjour l'option entre la Hollande et le comté d'Avignon, avec un honnête revenu en l'un ou l'autre de ces deux pays, mais moindre que si elle se décidait pour Florence. L'opinion du comte de Chavigny allait à ne rien lui donner si elle restait en Angleterre, et il s'y trouvait même une épigramme assez mordante contre le roi de la Grande-Bretagne, qu'il ne fallait pas craindre, disait-il, d'offenser par ce refus, » puisque le mauvais état du prince palatin, son neveu, dans lequel » son honneur était directement intéressé, ne l'avait pas empêché de » bien vivre avec la maison d'Autriche. » Le secrétaire d'État des Noyers formula son sentiment avec une certaine affectation d'élégance, et invoqua en faveur du roi l'exemple de Jésus-Christ « qui s'était aussi séparé de sa mère. » La même autorité parut également concluante au chancelier Séguier, qui établit savamment le pour et le contre de chaque question, et fit valoir avec force tous les inconvénients du retour proposé. Il en était un surtout qu'il pouvait paraître presque cruel de représenter au roi. « Si l'on considère, disait-il, la per- » sonne de monsieur le dauphin, on peut dire avec vérité qu'il » importe beaucoup que les choses demeurent en l'état où elles sont. » La longue vie du roi est la grandeur de son fils, et tant que Dieu » le conservera à son État, il n'y a rien à craindre. Mais Dieu dispose » de la vie des rois comme des personnes privées ; il le peut appeler » dans l'enfance de monsieur le dauphin. Si ce malheur arrivait à la » France, la reine mère étant dans le royaume, elle se persuaderait » peut-être qu'elle devrait avoir le gouvernement ou du moins en » partager l'autorité ; les grands prendraient parti, les factions se » formeraient, les étrangers pourraient s'y mêler ; et quelle serait, au » milieu de tant de troubles, la condition d'un souverain faible et dans » l'enfance, jouet des ambitions opposées ? » La décision du roi, fondée sur ces avis, fut qu'il ne pouvait prendre aucune résolution

sur ce qui regardait sa mère, « avant que l'établissement d'une bonne » paix l'eût mis dans le cas de moins soupçonner les intentions de » cette princesse, dont on savait les liaisons avec les ennemis de » l'État. » Pour le même motif, et par la crainte qu'elle ne fit mauvais usage de ses revenus, on ne jugeait pas à propos de les lui rendre ailleurs qu'à Florence.

Ces deux jugements rendus, le premier contre un sujet, l'autre contre la mère du roi, annonçaient assez que le gouvernement de France ne faiblissait pas dans la marche de sa politique intérieure ; il fallait qu'il se montrât également disposé à continuer la guerre. Le cardinal de la Valette était en Italie avec le duc de Longueville ; l'archevêque de Bordeaux eut ordre de tenir l'Océan avec sa flotte ; le comte d'Harcourt garda son commandement dans la Méditerranée ; le marquis de Feuquières eut la conduite d'une armée qui devait assiéger Thionville ; le grand maître de l'artillerie fut chargé des opérations en Picardie, et le maréchal de Châtillon, réintégré dans les bonnes grâces du roi, fut mis à la tête d'un corps qui devait protéger les sièges ; le prince de Condé retourna vers la frontière d'Espagne. Le côté de l'Allemagne était réservé au duc de Weymar. Mais là s'étaient élevées d'étranges incertitudes. La prise de Brisach, qui était sans contredit un grand événement militaire, était presque aussitôt devenue un embarras. Le duc Bernard avait bien fait hommage au roi de « quatre-vingt-onze cornettes et de quarante-huit drapeaux » gagnés sur l'ennemi, » mais il ne prétendait pas avoir encore conquis une ville pour le roi de France, comme il lui était arrivé de Saverne, et dès qu'il fut maître de Brisach, il manifesta l'intention de le garder. En conséquence il ne fit nulle mention du roi qui le payait, dans le serment qu'il exigea des habitants ; il composa la garnison en grande majorité d'Allemands auxquels il donna un gouverneur suisse, alléguant l'exemple de Philipsbourg comme une preuve que les Français ne savaient pas garder les villes. Il ajoutait encore à ce prétexte la crainte qu'un événement malheureux, atteignant le cardinal de Richelieu, ne donnât ouverture à ces fréquents changements dont on avait l'habitude en France, et ne rendît la ville à l'empereur. Enfin la volonté du duc et les arguments des intéressés s'accordaient à lui laisser cette possession, comme une retraite de guerre, comme un centre d'action, comme le fondement d'une nouvelle souveraineté qui pourrait renouveler la confédération des princes

allemands. Cet espoir le fit résister à toutes les flatteuses instances qu'on lui prodiguait pour l'amener à la cour, où l'on voulait qu'il vînt jouir de son triomphe, ou même on semblait lui montrer la perspective d'un mariage avec cette nièce du cardinal de Richelieu, tant de fois offerte ou recherchée, laquelle portait maintenant titre de duchesse, par le don que son oncle lui avait récemment fait de la terre d'Aiguillon, reprise, à ce qu'il paraît, dans l'héritage de Puy-laurens. De son côté le duc avait conçu aussi l'ambition d'une autre alliance, bien plus importante pour son indépendance et le progrès des protestants. Il convoitait pour femme la veuve du landgrave de Hesse, qui pouvait lui apporter en dot la principauté qu'elle administrait, une armée, des revenus, et ce qu'elle avait déjà pris par les armes sur ses voisins. En attendant il fortifiait sa ville de Brisach ; il y avait fait frapper une monnaie portant unies sur l'écusson les armes de la maison de Saxe dont il était descendu et celles de la ville même. L'ambassadeur de Suède à Paris lui recommandait, fort inutilement sans doute, « de prendre les desseins et les pensées qui » convenaient à un prince maître d'un grand territoire, lequel ne » doit s'éloigner de ses États que pour d'extrêmes nécessités. » La France, pour le tenir en bride, employait le seul moyen qu'elle eût ; c'était de ne pas lui fournir l'argent dont il avait besoin, et ses amis de Suède qui en manquaient, qui en demandaient eux-mêmes, tâchaient de lui en procurer, soit par les Anglais, soit par les Suisses. Le duc sentit bien qu'il fallait ne pas laisser trop longtemps agiter dans l'inaction la question de son avenir. Assuré de Brisach, il en sortit pour entreprendre quelque nouvel exploit, et se jeta dans la comté de Bourgogne, emmenant avec lui le comte de Guébriant et tous ses Français, qu'il éloignait ainsi du lieu où ils pouvaient lui faire ombrage. Il prit Pontarlier en cinq jours (24 janvier), puis Nozeroy et le château de Joux ; après quoi, voyant cette armée en bon train, occupée à des desseins nouveaux, bien fournie de vivres et de munitions, il en laissa (février) le commandement au comte de Guébriant, auquel il avait tracé sa besogne, et retourna du côté de Brisach pour continuer à le munir et à le garantir de tout côté. La ville de Thann en Alsace l'inquiétait, et son premier soin avait été de la faire assiéger (mai), mais sans y réussir. Il y revint lui-même et s'en empara ainsi que du château de Wolckenstein. Cependant le gouverneur suisse de Brisach, Jean-Louis d'Erlach, qu'il avait envoyé

en France pour s'excuser de n'y pas être venu et pour solliciter des secours qui le missent en état d'agir, avait réussi à rétablir l'intelligence entre le conseil et le duc. Il paraissait à peu près convenu de ne plus lui disputer sa conquête ; mais on voulait l'assurance qu'en cas d'événement malheureux pour lui, la ville serait remise au roi. Comme on traitait avec celui qui en avait la garde, les promesses qu'on en obtint sur sa seule parole furent jugées suffisantes, et on fournit au duc les renforts qu'il demandait. Ces incertitudes avaient fait perdre beaucoup de temps et réduit le duc Bernard à ne travailler que pour la conservation de ce qu'il occupait. Il se crut alors en état d'oser davantage et de seconder par quelques progrès en Allemagne les heureux efforts du général suédois Banier. Celui-ci, du fond de la Poméranie, où l'avait conduit en 1637 une retraite savante, avait reparu l'année précédente dans la basse Saxe, et, reprenant l'offensive depuis que les forces impériales s'étaient portées sur le Rhin, il avait pénétré jusqu'en Bohême ; sa marche victorieuse invitait le duc de Saxe-Weymar à le seconder par une attaque du côté de la Bavière. Le duc rassembla ses troupes allemandes, suisses et françaises, pour leur faire passer le Rhin à Neubourg ; mais à peine son infanterie était-elle au delà du fleuve, qu'il tomba malade. Déjà, trois mois auparavant, il avait été retenu au lit dans la ville de Pontarlier. Cette fois le mal prit aussitôt un caractère alarmant ; un grand nombre de ses soldats en furent atteints, et on crut y reconnaître les symptômes de peste. La mort suivit si promptement l'invasion de la maladie que le comte de Guébriant, qui l'avait quitté pour donner ordre au logement des troupes, le trouva sans vie à son retour (18 juillet).

Le duc Bernard de Saxe-Weymar avait songé à l'héritage qu'il pouvait laisser. Son bien, c'était ce qu'il avait conquis. Il désirait que le pays occupé par ses armes fût conservé à l'empire allemand, et pour cela consigné entre les mains de celui de ses frères qui voudrait en prendre la possession ; si aucun d'eux n'acceptait cette charge, il était juste, disait-il, que la France fût préférée, mais à la condition que les places auraient garnison mi-partie de Français et d'Allemands, pour être restituées à l'empire après la paix générale. Le plus clair pourtant et le plus actif de sa succession, c'était son armée, composée de vieux soldats, conduite par des chefs expérimentés, mais qui n'appartenait qu'à lui, qui ne se ralliait qu'à son nom ; armée sans patrie, sans nationalité, sans autre souverain que le chef

qui la commandait, partant destinée désormais, ou à se dissoudre, ou à vivre de pillage, si elle n'était promptement recueillie. Par son testament, il en avait déferé le commandement au major-général d'Erlach, au colonel Ohem, au comte de Nassau et au colonel Rose ; mais il ne l'avait léguée tout entière à personne. La France ne perdit pas de temps pour s'en porter héritière. Elle y avait la main en quelque sorte, puisque ses soldats étaient mêlés avec ceux du duc, et qu'un de ses généraux y commandait sous ses ordres. Mais on avait à craindre la jalousie des chefs, surtout l'antipathie des soldats pour les habitudes et le langage d'un autre pays. Le conseil de France n'ignorait pas comment ces sortes de répugnances s'apprivoisent, et dès les premières nouvelles de la mort du prince (27 juillet), un envoyé du roi était parti pour les bords du Rhin « avec quantité de dépêches, » et une somme de cent mille écus. Des promesses de pension pour tous les chefs accompagnaient l'argent comptant. Le major-général d'Erlach, qui avait eu déjà lors de son voyage un avant-goût des douceurs attachées au service d'un grand roi, se mit à commenter fort habilement le testament de son général dans le sens le plus avantageux pour la France. Par ses soins et par ceux du comte de Guébriant, à qui le duc mourant avait donné son cheval de bataille, l'armée fut maintenue en bon ordre et disposée à servir le prince dont elle recevait sa solde. Dès l'abord, il fut convenu et accepté de tous, qu'on ne tiendrait aucun compte des frères du duc Bernard, depuis longtemps étrangers à la cause commune, et qui avaient cherché leur salut, la conservation de leurs biens et le repos de leur vie, tantôt dans une neutralité absolue, tantôt dans une liaison d'intérêt plus ou moins active avec l'électeur de Saxe, ce qui les mettait nécessairement du parti ennemi. Dans les instructions du roi, il y avait à cet effet un argument très-bon pour gagner les officiers de l'armée. Le duc, disait-on, avait bien pu léguer son argent à ses frères, mais non pas ses soldats et ceux qui les commandaient ; car c'était disposer de leurs volontés, que sa mort rendait libres, et qui n'étaient plus désormais obligées qu'envers le roi, pour l'exécution des traités faits par le duc en leur nom. Quant aux conquêtes, le roi avait bien donné l'Alsace au duc, mais pour lui et non pour les siens, encore ne lui avait-il pas abandonné à lui-même les places du pays. Brisach surtout lui avait été laissé sous une condition particulière qu'il n'avait pas remplie, et dont on ne pourrait en tout cas charger un autre. Quelle

que fût la bonne disposition des colonels, ils ne la suivirent pas jusqu'à oublier le soin de leurs intérêts, qu'ils débattirent longtemps avec les deux commissaires envoyés par le roi. Ce qui les rendait plus difficiles à contenter, c'est qu'il semblait qu'on eût mis l'enchère sur les offres de la France, et qu'ils pouvaient trouver meilleur parti, soit avec la Suède, soit avec l'Angleterre, soit avec quelques princes allemands qui se présentaient secrètement au marché, soit enfin en faisant leurs affaires eux-mêmes, en formant une espèce de république militaire, composée de places fortes et de troupes campées. En attendant, le plus urgent était de renforcer l'armée par l'addition de quelques troupes venues de France, afin que ce nouveau corps entraînant le reste, et que la perspective d'une expédition à faire rendît les Allemands désireux d'en finir. L'embarras était que tout ce qu'il y avait de soldats en France était occupé. On trouva pourtant moyen de rendre libre l'armée que le marquis du Hallicr commandait en Lorraine, et on la fit avancer vers Colmar. En même temps arrivait en ce lieu le duc de Longueville que, dès les premiers jours, on avait désigné à l'armée comme celui qu'il devait lui être agréable de recevoir pour général, « à cause de » l'affection qu'il avait montrée partout pour le soldat, et encore » à cause des biens qui lui appartenaient du côté de l'Allemagne. » Les colonels, qui s'étaient qualifiés directeurs de l'armée, acceptèrent assez volontiers ce chef pour n'avoir pas à en prendre un parmi eux ; mais ils n'en persistèrent pas moins dans leurs exigences pour la conservation des places, pour la fixation de la solde, pour les restrictions à mettre dans le serment de fidélité qu'on leur demandait, et il fallut en passer par où ils voulurent. Il fut donc convenu (9 octobre) « que les troupes resteraient en un seul corps » sous la direction de leurs officiers, qu'on leur payerait ce qui était » dû de l'arriéré pour tenir la solde au courant, que cette solde » serait pour l'avenir de sept cent mille écus par an ; moyennant » quoi elles promettaient de servir fidèlement le roi envers et contre » tous, et de marcher en tous lieux que sa majesté désirerait, France, » Allemagne, Bourgogne, Lorraine ou Pays-Bas, pour le rétablissement de la liberté publique et des États opprimés ; les ordres, » donnés par le duc de Longueville, devant être départis aux différents » corps par les directeurs, qui seraient appelés en tous conseils et » résolutions à prendre pour le bien et avancement de la cause com-

» mune. » Quant aux places, il fut dit « qu'elles seraient remises  
» au roi pour être pourvues par lui, savoir, Brisach et Fribourg de  
» gouverneurs à son choix, et les autres de gouverneurs pris dans le  
» corps de l'armée, avec serment par eux prêté de bien et fidèle-  
» ment servir le roi envers et contre tous, de conserver ces places  
» pour son service, et de ne les remettre jamais entre les mains  
» de qui que ce fût sans son ordre exprès. » Le droit reconnu  
au roi de choisir tel gouverneur qu'il lui plairait pour Brisach et  
Fribourg n'était qu'une politesse ; car, par un article secret, il fut  
stipulé que ceux qui en avaient alors le commandement y seraient  
continués. Une clause assez hautaine fut ajoutée au serment des officiers  
et des troupes. Elle était en ces termes : « Comme nous espérons  
» que sa majesté nous contentera de nos services rendus et à rendre,  
» suivant le traité qui vient d'être fait, nous entendons aussi, en cas  
» que cela n'arrive, être quittes de notre promesse. » Tout étant ainsi  
réglé, le duc de Longueville se trouva à la tête d'une armée considé-  
rable, ennuyée d'un trop long repos, et se disposa bientôt à suivre  
l'exemple de l'illustre chef qu'il était venu remplacer.

Il y avait alors en France un malheureux compétiteur de ce brillant  
emploi ; ce n'était pas moins qu'un prince souverain d'Allemagne, un  
électeur de l'empire, dépouillé, il est vrai, de ses États et de son titre  
par l'empereur, héritier seulement des infortunes de son père, mais  
enfin à qui la France et ses alliés reconnaissaient le droit inaliénable  
dont leur ennemi commun avait privé sa maison. Ce prince cependant  
venait d'être arrêté sur le sol français, et on l'y tenait en prison.  
Charles-Louis, électeur palatin, après avoir, comme nous l'avons vu,  
échoué dans la faible tentative qu'il avait faite l'année précédente en  
Allemagne, était allé mendier encore des secours et des amis. Il parut  
à ceux qui affectionnaient sa cause que la mort du duc de Weymar  
était une bonne occasion pour lui rendre un rôle dans la guerre de  
l'empire, et il voulut se porter aussi prétendant à sa succession. Parti  
d'Angleterre avec quelque argent, il s'avisa de traverser la France  
pour aller rejoindre cette armée, qu'il croyait devoir lui être dévolue,  
et qui lui revenait en effet, selon toute justice, si la préférence était  
due à qui en avait le plus besoin. Par prudence, il crut devoir cacher  
soigneusement son nom et sa dignité en passant par le royaume. Cette  
précaution, qu'il prenait pour sa sûreté, servit de prétexte contre lui.  
L'avis de son départ envoyé d'Angleterre fit mettre en France des

espions à sa poursuite, et on s'empara de lui à Moulins (octobre), où il faisait semblant de servir un de ses officiers. Le faux valet, après avoir soutenu quelque temps qu'on le prenait pour un autre et qu'il voulait être conduit au roi, essaya enfin d'obtenir meilleur traitement en se faisant connaître. On lui répondit que, puisqu'il s'était caché, il n'était pas possible de lui supposer une bonne intention, et qu'ayant renoncé lui-même au respect que méritait sa dignité, il ne pouvait plus le réclamer avant qu'on eût éclairci ses desseins. C'était absolument ce qui s'était passé avec le prince Casimir de Pologne, et, pour que les choses fussent tout à fait égales, on le fit venir de Moulins au château de Vincennes, où son logement lui fut préparé au-dessus de celui qu'occupait encore le prince polonais.

## CHAPITRE II.

**Embarras en Italie. — Les deux beaux-frères de la duchesse de Savoie réclament la tutelle de leur jeune neveu. — La duchesse consent à éloigner son confesseur. — Le cardinal de la Valette se dispose à la secourir. — Mort du duc de Candale. — Le cardinal de la Valette défend Turin. — La France demande à la duchesse de Savoie qu'elle lui remette ses enfants et ses places. — Le cardinal de la Valette tient la campagne. — Le prince Thomas s'empare de Turin. — Les Français gardent la citadelle. — La duchesse se retire à Suze. — Suspension d'armes. — Mort du cardinal de la Valette. — Campagne en Flandre. — Prise de Hesdin. — Échec devant Thionville. — Entrevue du roi avec la duchesse de Savoie. — Le comte d'Harcourt commande l'armée en Italie. — Reprise des hostilités. — Prise de Quiers. — Déroute du prince de Condé en Roussillon.**

Des longues hésitations du duc de Weymar et des arrangements que sa mort avait rendus nécessaires, il résulta que la France n'eut pas d'action cette année en Allemagne, et que les Suédois y soutinrent tout le poids de la guerre. C'eût été un avantage du moins si cet armistice de fait sur un point avait permis de porter ailleurs les forces françaises; mais il n'en était pas ainsi, et nous avons vu qu'il avait fallu diriger des renforts là où il n'y avait rien à faire, pour éviter la perte de cette armée demeurée sans chef et tenant des places nouvellement conquises. L'Italie surtout aurait eu grand besoin de secours; car les affaires de la France y déclinaient fort. Une succession d'événements imprévus y avait plus de part, même que les armes de l'Espagne toujours fort promptes à se montrer dans ce pays. La mort des ducs de Savoie et de Mantoue, la régence de ces deux États confiée à des femmes, avaient fait de cette double alliance un fardeau beaucoup plus qu'une aide. Le nouveau changement advenu en Savoie, par la mort de l'aîné des enfants dont la duchesse était tutrice, venait de ranimer les prétentions de leurs oncles, ses beaux-frères, qui se présentaient maintenant à découvert pour lui disputer le gouvernement. L'aîné des deux frères, le cardinal de Savoie, avait quitté Rome (novembre 1638) aussitôt après la mort de son neveu, et pris position dans l'armée espagnole sur les frontières du Piémont. Le prince

Thomas vint l'y joindre quelques mois plus tard, et tous deux, s'autorisant d'un ordre de l'empereur qui leur confiait l'administration d'un fief dépendant de l'empire, menaçaient d'envahir l'héritage de leur dernier neveu, soit par force ouverte, soit en gagnant les gouverneurs ou en soulevant le peuple. La crainte de ce danger avait rejeté la duchesse de Savoie dans les bras de la France dont elle avait paru longtemps vouloir s'éloigner. Mais on lui demandait un singulier gage de sa conversion. Depuis longtemps le cardinal de Richelieu avait pris en grande haine le père Monod, confesseur de la princesse, et le premier instigateur des projets où s'était perdu en France le père Causin, confesseur du roi. Ce religieux, après avoir intrigué à la cour de France, était retourné en Piémont après la mort du duc, et paraissait avoir une grande influence sur l'esprit de sa veuve. On l'accusait de favoriser les princes de Savoie, de s'être donné à l'Espagnol, d'en vouloir à la vie de la duchesse et de ses enfants. Plusieurs fois le cardinal avait positivement demandé, non pas seulement qu'on éloignât, mais qu'on lui livrât prisonnier, cet ennemi déclaré de sa personne et de la France; la duchesse avait toujours résisté. Mais, maintenant qu'elle avait un besoin extrême de secours, elle se résolut à l'acheter par une complaisance. A la fin de l'année 1638, lorsqu'un de ses beaux-frères était à la porte de ses États où l'on attendait l'autre, le cardinal de Richelieu écrivait ainsi au cardinal de la Valette : « Quant » à Madame, j'ai bien peur d'être en état de ne me mêler plus de » ses affaires, étant obligé envers moi-même et envers elle, par la » lettre que lui a remise de ma part le sieur d'Estrades, d'en user » ainsi, si elle méprise les conseils que la lumière naturelle lui doit » donner aux affaires qu'elle a sur les bras. » Et la duchesse de Savoie, quelques jours après, répondait humblement au cardinal : « J'avoue » avoir été extrêmement mortifiée qu'en échange de tant de témoi- » gnages de mon affection envers la France, le seul respect du père » Monod ait pu servir d'obstacle à la bonne correspondance que je » me promettais du roi et de votre courtoisie et amitié. Maintenant » que me conformant à vos derniers sentiments, j'ai assuré la personne » de ce père, lié sa langue et détenu sa plainte, en le mettant dans » le château de Montmélian (4 janvier 1639), il n'y aura plus rien » qui s'oppose à mes justes espérances, et les sujets de reproche seront » chassés de part et d'autre. » La capture de ce père avait été en effet l'objet d'une mission expresse confiée au comte d'Estrades, qui

devait offrir en récompense le mariage du dauphin avec une fille de Savoie; en cas de refus, le comte avait ordre de prendre mille chevaux et d'enlever le religieux sur la grande route. Il ne paraît pas, quoi qu'en dise une relation imprimée dans les mémoires attribués à ce gentilhomme et pleins d'autres inexactitudes, qu'il ait mis à fin ce fait d'armes; la lettre de la duchesse prouve qu'elle se rendit à ses instances, et qu'elle exécuta elle-même l'ordre dont il était porteur.

A présent qu'elle avait satisfait à ce qu'on exigeait d'elle, on lui devait entière protection. Aussi la réclamait-elle avec instance, du roi d'abord et pour la forme, mais du cardinal surtout « et comme d'amie » à ami, » n'épargnant aucune parole caressante, aucune formule de familiarité et même de soumission, pour regagner sa confiance. Tandis que les Espagnols et les princes de Savoie faisaient leurs préparatifs d'attaque contre le Piémont et que le cardinal de la Valette se disposait à les recevoir (février), voire même à les prévenir par une agression sur le duché de Milan, il vit mourir à Casal le duc de Candale son frère, et, en annonçant ce triste événement au cardinal de Richelieu, il s'empessa de lui dire : « Vous avez perdu un très-fidèle » serviteur. » C'était du moins le seul compagnon de sa famille qu'il eût gardé dans ce service. Car il lui avait fallu désavouer quelque temps auparavant son autre frère « Monsieur de la Valette, » comme il l'appelle dans une de ses lettres, en se vantant « d'être le premier » contre lui, puisqu'il avait manqué à son devoir. » Bientôt après les hostilités recommencèrent par un mouvement des Espagnols en avant d'Alexandrie. Le cardinal de la Valette rassembla toutes ses troupes pour les combattre (26 mars). Mais à peine les avait-il rencontrés, qu'une dépêche de la duchesse le rappela au secours de Turin. Le prince Thomas de Savoie, avec une portion de l'armée espagnole partie de Verceil, avait pris Chivas à trois lieues de la capitale, et on n'y craignait pas moins une sédition des habitants qu'un assaut de l'ennemi. Car il y avait plus de faveur parmi le peuple pour les deux princes de la maison de Savoie, que pour la duchesse, fille de France, qui portait toute la haine de la guerre attirée dans ce pays par l'intérêt français. Le cardinal de la Valette, qui avait tout juste ce qu'il fallait de troupes pour faire face en une rencontre, mais qui ne pouvait partager son armée, fut obligé de la conduire tout entière à Turin (28 mars). Sa présence maintint la ville et donna cœur à la garnison; mais pendant ce temps l'armée venue d'Alexandrie menaçait Casal et

les autres places du Montferrat. Il fallait y pourvoir, ce qui ne réussit pas partout. Verrue se rendit, Crescentino fut pris, et l'ennemi se présenta avec toutes ses forces devant Turin. Le cardinal de la Valette résolut de s'y enfermer avec ce qui lui restait de troupes formant tout au plus dix-huit cents hommes (13 avril). Pourtant, cette fois encore, le siège ne fut pas poussé avec ardeur. Il semble que le prince Thomas de Savoie, assuré d'être tôt ou tard le maître d'une ville dont la population était à lui, ne voulut pas la ruiner et perdre des hommes dans une attaque. Il s'empara sans coup férir des faubourgs qui lui furent livrés, tira quelques boulets sur la ville dans la direction du palais où logeait sa belle-sœur, puis se retira au bout de dix jours (25 avril) pour aller se faire ouvrir dans le pays d'autres villes toutes prêtes à se rendre; ce furent d'abord Villeneuve d'Ast et Trino.

Cependant on attendait toujours de France des troupes qui arrivaient en petit nombre et lentement. Le roi s'était pressé davantage d'envoyer à sa sœur un secrétaire d'État, le comte de Chavigny, avec titre d'ambassadeur extraordinaire, pour lui proposer ce qui semblait seul pouvoir désormais la sauver. Le conseil qu'il avait à lui donner, c'était qu'elle mît ses enfants entre les mains du roi et qu'elle livrât ses principales places à des garnisons françaises, puisque ses sujets ne voulaient plus ou ne savaient plus les défendre. Par ce moyen, les Français occupant autant de villes que les Espagnols en avaient pris, il ne lui restait plus rien en effet; mais c'était une raison pour que bientôt on lui rendît tout. « Si la duchesse était capable d'un conseil » si salutaire, le roi redoublerait ses efforts en Italie; si elle faisait » difficulté et qu'elle voulût toujours nager entre deux eaux, le roi » se déchargeait devant Dieu et devant les hommes d'une protection » qui deviendrait inutile. » La duchesse tint ferme pour que ses enfants, qu'elle avait déjà mis à l'abri en Savoie, n'allaient pas, quant à présent, plus loin que Chambéry; elle disputa longtemps sur la remise des places; mais enfin elle consentit (1<sup>er</sup> juin) à l'occupation de Chierasco, de Carmagnola et de Savignano.

Durant cette négociation, il était arrivé quelques troupes; on attendait le duc de Longueville avec une petite armée, et le cardinal de la Valette put mettre quelque six mille hommes en campagne. Il se dirigeait vers Casal, quand on l'avertit que Santhia était attaqué; il changea de route pour s'y porter, et trouva la ville prise, tant les gouverneurs savoisiens faisaient courte défense. Alors il entreprit un

coup d'éclat, savoir, de reprendre la première ville dont s'était emparé le prince Thomas; il investit donc Chivas, que les Espagnols vinrent lui disputer. Au moment où l'on allait combattre, le duc de Longueville, arrivé de sa personne avant son armée, vint prendre part à l'action; l'ennemi fut repoussé et se retira, puis la ville se rendit au cardinal. Mais c'était peu de profit; car en même temps le cardinal de Savoie (29 juin), qui avait recruté une armée du côté de Gênes, s'emparait de Saluces, et les troupes du duc de Longueville n'étaient pas de trop pour lui faire tête. A peine joints, les deux généraux furent donc obligés de se séparer; le duc de Longueville allant reprendre Saluces, et le cardinal restant près de Turin pour observer le prince Thomas. Celui-ci se porta bientôt sur Mondovi, et le cardinal de la Valette se rapprocha pour le suivre du duc de Longueville. Mais pendant que les deux généraux, « sur l'instance prière de » la duchesse, » étaient attachés au siège de Coni où l'on croyait tenir enfermé le cardinal de Savoie, le prince Thomas son frère et le marquis de Leganez, qui avaient toujours l'œil sur Turin et qui n'avaient cherché qu'à en éloigner les troupes françaises, y marchèrent rapidement, et, à la seule présence du prince, la ville lui ouvrit ses portes (28 juillet). La duchesse n'avait eu que le temps de se retirer en chemise dans la citadelle. Alors on jugea qu'il fallait tout quitter pour la dégager : l'armée entière reprit le chemin de Turin et arriva jusqu'à la citadelle, pendant que les ennemis se fortifiaient dans la ville. On essaya aussitôt d'enlever les barricades qu'ils avaient dressées; mais on y perdit beaucoup de monde, et il fallut se résoudre à camper autour de la citadelle, à la fortifier et à la défendre contre la ville. Dans cette lutte qui semblait devoir s'ouvrir entre deux parties d'une même cité, destinées à s'écraser l'une ou l'autre, et peut-être à se ruiner ensemble, la présence de la duchesse de Savoie était un obstacle. Mais elle ne pouvait sortir de la citadelle qu'en la remettant aux Français; car nul des siens n'était en état de la garder, et d'ailleurs elle n'avait pas de quoi la munir : elle se résolut donc à y faire entrer les troupes du cardinal, et alla chercher une retraite à Suze. A peine était-elle partie, que les propositions d'un armistice furent jetées entre les combattants, et acceptées à l'envi des deux côtés (14 août). Il fut convenu que, pendant deux mois et dix jours, les hostilités seraient suspendues, chacun restant maître de ce qu'il tenait; et le duel qui semblait devoir se vider, entre la citadelle et la ville de

Turin, fut ajourné. C'était précisément le temps où un ordre du roi appelait le duc de Longueville sur les bords du Rhin pour y commander l'armée allemande, et le cardinal de la Valette resta seul chargé de mettre l'armée et la place en état pour la reprise de la guerre. Il ne put conduire pourtant ces travaux jusqu'à leur terme. Accablé de fatigues, et peut-être du chagrin que lui avaient causé deux années de mauvais succès, il mourut au château de Rivoli près de Turin (28 septembre), où il était venu conférer avec le nonce du pape en Savoie sur le sujet de la paix. Il vit arriver son dernier moment avec une résignation toute chrétienne, où se mêlait pourtant un souvenir de la gloire mondaine qu'il avait tant cherchée ; car il exprima hautement le regret de n'avoir pas fini sa vie trois ans plus tôt, alors qu'il revenait vainqueur des Allemands battus en Bourgogne. La présence du vicomte de Turenne, qui l'assistait dans son agonie et qui l'avait aidé dans ses prospérités, servit sans doute à réveiller chez le prélat moribond ce sentiment d'orgueil militaire, dont il demanda pardon à son confesseur.

En ce moment le roi lui-même s'approchait du lieu où ses affaires prenaient une si mauvaise tournure. C'était d'un autre côté que la France avait porté tous ses efforts et qu'on avait trouvé la présence du roi nécessaire. Il s'agissait de réparer l'affront subi l'année précédente à Saint-Omer, et la revanche devait en être prise dans le voisinage de la ville que l'on avait manquée. Tout ce qu'on put rassembler de forces fut donc employé à cette expédition, que le cardinal de Richelieu confia au grand maître de l'artillerie, son cousin germain. Sous ses ordres directs se réunit une armée la plus forte et la mieux approvisionnée qu'on put faire. Deux autres corps remis au marquis de Feuquières et au maréchal de Châtillon, pour aller l'un vers le Luxembourg, l'autre en Flandre, devaient agir à côté de lui et pour lui, leur destination restant subordonnée à ses besoins ; le colonel Gassion était un de ses maréchaux de camp. Le grand maître partit de Doullens pour aller reconnaître la ville d'Aire (mai), qu'il ne trouva pas bonne à prendre, et se rabattit sur Hesdin. Le roi, qui s'était rendu dans Abbeville, vint visiter les travaux du siège, et y retourna plusieurs fois. Au bout d'un mois la ville, n'ayant pas été secourue, offrit de capituler. Le roi étant présent, ce fut avec lui qu'on traita (29 juin). Il sortit de la ville dix-huit cents hommes sous les armes, et à leur tête le comte de Hanapes gouverneur, conduit dans un car-

rosse à cause de sa goutte. Le roi, devant lequel la garnison passa, fit compliment au gouverneur de sa belle conduite ; puis il entra lui-même dans la ville conquise, par la brèche, accompagné du duc d'Orléans, des ducs de Mercœur et de Beaufort, et là le grand maître de l'artillerie reçut de ses mains le bâton de maréchal. Puységur raconte que le roi lui ayant demandé ce qu'il pensait du sieur de la Meilleraye, il lui répondit « qu'il était homme très-vigilant et très-soigneux » d'apprendre ce qu'il ne savait pas, s'enquérant des uns et des autres » de ce qui était à faire ; dans un conseil, il recevait fort bien les opinions d'un chacun, puis en faisait un résultat dans sa tête et, prenant ce qu'il y trouvait de meilleur, il donnait son avis fort juste » et fort bien. — Il me semble, reprit le roi, qu'il vaut bien nos barons. — Assurément, repartit Puységur, s'il continue d'avoir de l'emploi, il en saura autant que les autres. » Pendant que cette conversation avait lieu, un jeune homme était couché dans le cabinet voisin, et parut à Puységur dormir d'un profond sommeil. « Il fait semblant de dormir, dit le roi, pour entendre ce que nous disons, » et le roi baissa la voix. Ce jeune homme était encore le fils puîné du maréchal d'Effiat, le grand maître de la garde-robe, le marquis de Cinq-Mars que nous avons déjà remarqué. Le même Puységur raconte que le roi, étant allé visiter ce jour-là les fortifications de la ville, lui commanda de dire à l'oreille d'un des officiers généraux les défauts qu'il y aurait trouvés, parce qu'il voulait lui-même en faire la remarque et voir s'ils se rencontreraient. Puységur en indiqua un, sans doute le plus visible, et ce fut justement celui dont le roi s'était aperçu. Un *Te Deum* fut chanté ensuite dans l'église de la ville, et le roi retourna à Montreuil pendant que le maréchal de la Meilleraye fortifiait Hesdin et faisait ses préparatifs pour continuer la campagne. En ce temps un soldat de haute qualité vint prendre rang dans son armée. C'était le prince de Marsillac qui, après une courte pénitence à la Bastille, avait été relégué dans une des terres de sa famille. Le maréchal, qui était de ses amis, obtint pour lui la permission de venir combattre à ses côtés.

Le maréchal de la Meilleraye, laissant derrière lui Hesdin bien muni, s'avança du côté de Saint-Omer et eut à livrer sur le chemin quelques petits combats. Un château appelé Esperlèques voulut attendre qu'on tirât le canon sur lui, et, comme on ne trouvait pas cette place d'une importance à mériter tel honneur, celui qui y com-

mandait fut pendu, pour avoir fait mal à propos dépenser la poudre d'une armée royale. Un des officiers généraux voulut obtenir sa grâce et courut la demander au maréchal ; mais avant qu'il fût de retour, l'ordre de pendre avait été exécuté « pour contenter les spectateurs » qui s'ennuyaient d'attendre. » Le fort de Ruminghen fit pareille résistance et le gouverneur était menacé de même sort ; mais on s'y prit à temps cette fois et il eut son pardon. Cette marche avait pour but de rencontrer l'armée ennemie et de l'attirer au combat pour la défense de ses places. On la trouva enfin au village de Saint-Nicolas, arrivant pour secourir Sainte-Marie-Kerke dont on s'était déjà emparé (5 août). Le maréchal l'attaqua hardiment sur une digue où elle se tenait, et où les deux armées se battirent avec fureur. Celle de France se retira, mais avec l'avantage d'un grand nombre de morts dans les rangs ennemis, emmenant quelques centaines de prisonniers et quatre pièces de canon. On eut ensuite avis qu'il y avait un corps de Croates campés dans un village appelé Saint-Iber-Kerke, près de Saint-Venant sur Lys où se tenait le gros de l'armée espagnole. La cavalerie partit pour les forcer ; la noblesse volontaire courut avec grande joie à ce coup de main qui était tout à fait de son emploi : parmi ceux qui s'y distinguèrent on cita le prince de Marsillac. Le camp des Croates fut enlevé ; leur chef, fait prisonnier, s'échappa en payant le soldat qui le gardait ; six cents Croates restèrent sur le champ de bataille et on en retira plus de huit cents chevaux. Le reste de la campagne se passa à parcourir le Boulonais, à reconnaître Béthune ; la seule conquête qu'on fit fut celle de Magnicourt, dont on pendit encore le gouverneur pour s'être défendu, et la campagne fut considérée comme finie.

L'armée du maréchal de la Meilleraye avait pris une ville, s'était maintenue en pays ennemi sans être entamée, avait battu en deux rencontres les troupes espagnoles. Mais ces succès avaient coûté cher à celles qu'on lui avait données en quelque sorte pour acolytes. L'une d'elles, commandée par le marquis de Feuquières, avait eu ordre de marcher vers Thionville et de l'assiéger. C'était une entreprise tellement au-dessus de ses forces, qu'il fallait la regarder seulement comme une diversion, pour appeler de ce côté les troupes impériales et en délivrer le grand maître. Le général Piccolomini, ayant à choisir entre deux ennemis, se jeta sur le plus faible et prit au sérieux l'invitation qu'on lui faisait. A peine donc le marquis de Feuquières avait-il investi Thionville (7 juin), qu'il vit arriver contre lui l'armée allemande. Il l'attendit bravement.

dans ses lignes, et, ne sachant par où il serait attaqué, il ordonna que chacun restât sous les armes à son poste. Les ennemis débouchant presque à l'improviste se jetèrent aussitôt sur un de ses quartiers. Les régiments qui le gardaient firent bonne défense; mais une partie de la cavalerie prit la fuite et la ligne fut ainsi forcée. Les régiments des quartiers voisins, arrivés trop tard, ne parurent devant l'ennemi que pour être entraînés dans la déroute des premiers. Il s'ensuivit un grand désordre dans lequel les troupes des différents corps eurent beaucoup de peine à se rallier, ce qu'elles ne purent faire enfin qu'après une perte considérable. Lorsqu'elles furent ensemble, le général ennemi, qui était entré dans la ville et qui en avait vu tous les alentours dégarnis, poussa toute son armée sur les assiégeants, amoncelés plutôt que rangés dans un seul poste. La cavalerie donna encore une fois le signal de la fuite; l'infanterie soutint mollement la charge; en quelques instants toute l'armée fut rompue et s'enfuit sans s'arrêter jusqu'à Metz. Le comte de Saint-Paul, maréchal de camp, fut tué sur la place, et le marquis de Feuquières, blessé de deux coups de mousquet dans le bras, fut fait prisonnier. Il n'échappa rien de l'artillerie, dont les Espagnols s'emparèrent ainsi que de tout le bagage. Le comte de Bussy-Rabutin, âgé alors de vingt et un ans et qui commandait un régiment de cette armée, faillit tomber entre les mains de l'ennemi. Il raconte lui-même qu'un de ses officiers lui céda son cheval pour l'aider à se sauver, en disant que sa rançon lui coûterait moins cher que celle d'un mestre de camp. L'opinion générale fut que le marquis de Feuquières « avait été sacrifié à la fortune » du grand maître de l'artillerie, » et il faut avouer que les historiens apologistes du cardinal réussissent assez mal à rejeter sur le général vaincu tous les torts de sa défaite. Il est difficile de croire, à la manière dont on traitait alors les chefs d'armée, que celui-ci ait pu agir sans ordre, entreprendre selon sa fantaisie, et ne rendre aucun compte de ce qu'il faisait. On trouva au reste un autre moyen de justifier le conseil du roi, sans augmenter le chagrin du prisonnier de Thionville, qui mourut d'ailleurs de ses blessures au printemps suivant. Ce fut d'accuser le maréchal de Châtillon d'une maligne jalousie qui l'aurait empêché de lui porter secours ou de lui donner avis. Le maréchal, encore tout froissé de la disgrâce qu'il avait subie l'année précédente, après avoir été aigrement réprimandé par le secrétaire d'État des Noyers de la lenteur qu'il mettait à se porter dans le lieu

où se rassemblaient les troupes de son armée, s'était rendu à Compiègne, pour de là ramasser les corps qui se formaient à Guise et à Rethel, sans trop savoir à quoi il devait les employer. En un même jour trois ordres différents lui étaient adressés d'Abbeville où était le roi, et dans aucun d'eux il n'était question du marquis de Feuquières. Il s'agissait seulement ou d'entrer dans le pays ennemi, ou de défendre la frontière de Champagne, ou de venir porter aide au grand maître si on le troublait dans son siège. A cette époque on ne savait pas bien où était l'armée du marquis et à quoi il l'occupait. Mais on n'avait qu'une seule crainte, c'était que le comte Piccolomini ne fût pas attiré de son côté par quelque entreprise qui le retînt et l'éloignât du lieu où l'on voulait surtout réussir. Le jour de la bataille de Thionville, le maréchal de Châtillon arrivait à Vervins et faisait la revue de ses troupes. Il avait bien appris que l'ennemi marchait de ce côté; mais les ordres du roi étaient contraires, disait-il, au mouvement qu'il fallait faire pour porter secours au marquis, dont d'ailleurs il se trouvait trop loin.

Après la déroute de Thionville, le maréchal enfla son armée des débris de celle qui n'avait plus de chef ni d'emploi, et on lui commanda de marcher vers la frontière de Champagne. Il était temps de prendre ce parti; car déjà le général allemand avait mis le pied sur le territoire de France et pressait fortement la ville de Mouzon, lorsqu'il vit arriver (21 juin) sur lui une armée toute fraîche qui lui causa quelque surprise. Il se retira sans l'attendre et prit sa route par Givet pour aller au secours de Hesdin. Le maréchal de Châtillon se dirigea aussi du même côté pour secourir le grand maître, et arriva jusqu'à Saint-Quentin. Là, il apprit que la ville assiégée s'était rendue; il en félicita loyalement l'heureux général qui l'avait prise et retourna au poste qu'il venait de quitter. Le roi l'y suivit, et le chargea d'assiéger Yvoy, dans le Luxembourg, afin qu'il ne fût pas dit que l'on n'eût rien enlevé à l'ennemi de ce côté, mais pourvu que cela pût se faire promptement et sans risque. La marche du roi le conduisait devant Sedan où était retiré le comte de Soissons, et cette ville avait eu l'imprudente précaution de se mettre en état de défense, comme si les mouvements de l'armée pouvaient être contre elle et ceux qui s'y trouvaient renfermés. Le roi parut ne pas s'en apercevoir, passa dans la ville qui le salua de son artillerie, mais d'où le comte de Soissons ne sortit pas, et il se rendit à Mouzon. La duchesse de Bouillon vint

l'y complimenter, et le roi lui emprunta deux ouvriers mineurs qu'elle avait dans sa ville pour s'en servir au siège d'Yvoy. Trois jours suffirent pour forcer cette petite ville à se rendre (2 août), ce qui eut lieu « en » présence du roi. » Il laissa le maréchal de Châtillon sur cette frontière, avec ordre de la garder sans rien entreprendre de hasardeux, et prit la route de Lyon, afin d'aller encore en personne pourvoir aux affaires d'Italie. Le cardinal de Richelieu n'avait pas quitter le roi en Picardie et en Champagne ; il le suivit jusqu'à Grenoble où ils virent arriver l'infortunée duchesse de Savoie (25 septembre).

Il y avait peut-être quelque reproche à lui faire ; mais, s'il y avait eu faute de sa part, elle en était par trop cruellement punie : on ne s'occupa donc que de la consoler, car sa position était des plus misérables. Non-seulement elle avait perdu sa capitale et la meilleure partie de ses villes en Piémont, mais elle était encore poursuivie, jusque dans sa retraite de Savoie, par les malédictions et les outrages des peuples. Comme on lui avait connu quelques faiblesses, des soupçons s'étaient répandus sur la légitimité de ses enfants, de son dernier fils surtout, en qui reposait maintenant tout son espoir, et qui restait seul pour écarter ses oncles. D'un autre côté, la protection que la France lui devait, et dont elle avait si fort senti le besoin, devenait plus intéressée et plus exigeante à mesure que ses nécessités augmentaient : elle alla se jeter à Grenoble dans les bras de son frère, mais elle ne voulut pas y conduire son fils, en s'excusant sur la santé de cet enfant et sur la fatigue du chemin. On obtint d'elle qu'elle remettrait aux troupes du roi Suze, Veillane et d'autres villes de Savoie, sauf Montmélian qu'elle refusa constamment, et en échange on lui promit une armée puissante. La mort du cardinal de la Valette, arrivée en ce même temps, permit de choisir pour cette armée un nouveau général. On lui donna le comte d'Harcourt, commandant des forces maritimes dans la Méditerranée, et qui avait servi cette année à maintenir le comté de Nice dans l'obéissance. Le comte, quittant ses vaisseaux, accourut à Carignan, et prit le commandement des troupes la veille même du jour où devait se terminer la suspension d'armes (23 octobre). Il alla aussitôt visiter la citadelle de Turin, et annonça la reprise des hostilités à ceux de la ville, par la décharge d'une batterie de quatre canons qu'il avait fait hisser sur le portail de la citadelle.

Après avoir reconnu qu'il n'y avait ni crainte de perdre la cita-

delle, ni espoir de réduire la ville, le nouveau général rassembla ses forces pour aller jeter des hommes et des vivres dans Casal. Avant tout il résolut d'enlever Quiers occupé par les Espagnols, et il eut d'abord à détruire un corps de la cavalerie ennemie; puis il prit la ville, passa devant l'armée espagnole, la trompa sur la route qu'il voulait suivre, et fit marcher son convoi vers Casal, pendant qu'il paraissait menacer le camp ennemi. Les Espagnols s'étant tournés vers Carmagnola, il y jeta promptement un renfort, se maintenant toujours dans sa position de Quiers. L'ennemi, le trouvant partout actif et toujours prêt, voulut l'attaquer par la famine, ce à quoi il réussit davantage. La retraite étant devenue nécessaire, le comte la fit en bon ordre, et disposé au combat. Les Espagnols et le prince Thomas l'attendaient au passage d'un large ruisseau; il fit ferme devant eux, attaqua d'abord l'armée du prince, qu'il battit complètement (20 novembre), ensuite se retourna vers le marquis de Leganez, l'intimida par sa bonne contenance, repoussa ses faibles escarmouches, et continua tranquillement sa route qui le conduisait à Carignan.

La nouvelle de ces bons succès arrivait heureusement pour balancer celle d'une triste déroute advenue sur la frontière d'Espagne. Le prince de Condé avait été chargé de réparer lui-même l'échec qu'il avait éprouvé l'année précédente; c'était une grâce particulière attribuée non-seulement à son rang, mais à son dévouement singulier pour la personne du cardinal. Il y avait alors entre ces deux personnages une correspondance où l'un disait à l'autre : « Tenez-moi pour un homme » tout à vous, et qui ne fonde ses desseins et désirs que dans votre » amitié, protection et alliance. » Or, c'était le premier prince du sang qui s'exprimait ainsi. Ailleurs, le prince, remerciant le cardinal d'avoir procuré deux abbayes à son jeune fils Armand, prince de Conti, écrivait encore : « Ce sont des marques de votre bonté envers une » famille dont l'aîné est dédié pour entrer dans la vôtre, et le jeune » est votre filleul; quant au père, il ne respire que pour vous con- » tenter et servir, et n'a nulle plus forte passion que de vous agréer. » Tant de bonne volonté chez ce prince méritait bien qu'on lui confiât des armées; seulement il n'eût pas été mauvais de les bien conduire.

Le prince de Condé avait encore cette fois pour département le territoire espagnol, que l'on voulait entamer par le Roussillon pour pénétrer ensuite dans la Catalogne; il assemble ses troupes près de

Narbonne. Il devait être assisté du maréchal de Schomberg, gouverneur du Languedoc, qui se plaignait fort de l'humeur du prince, et à qui le cardinal répondait sans façon « qu'il n'y fallait pas prendre » garde. » On commença par assiéger la forteresse de Salces (12 juin), bâtie autrefois par Charles-Quint, à l'autre extrémité du lac où les Français avaient élevé Leucate. Pendant qu'on en faisait les approches, le maréchal de Schomberg parcourut la campagne et s'empara de la ville d'Estagel. Les travaux du siège furent à peine troublés par une faible sortie de la garnison de Perpignan et par l'annonce d'une armée que l'on disait venir d'Espagne, de sorte que la forteresse, battue et minée, fut bientôt réduite à se rendre (19 juillet), toute la garnison demeurant prisonnière. C'était un assez brillant fait d'armes, mais qui ne paraissait pas susceptible de grande suite. En effet, au bout de deux mois, l'armée du prince, qui s'était montrée devant Perpignan, qui avait pris Baixas, Canet et Tautavel, était retournée auprès de Salces, et les chefs tenaient conseil de guerre à Narbonne. Pendant ce temps l'armée espagnole s'étant grossie, ayant reçu pour général le fils du marquis de Spinola, s'était avancée à son tour par le chemin que l'autre avait parcouru, et où elle n'avait fait que ruiner quelques bicoques sans pouvoir rien garder. Les Espagnols se trouvèrent donc bientôt (20 septembre) au pied de la forteresse qu'on leur avait prise; et les Français, trop faibles pour la protéger au dehors, se retirèrent en Languedoc, la laissant se défendre par ses murailles et sa garnison. Pour reparaître en campagne, il fallait que le prince de Condé refît une nouvelle armée (octobre); il la composa de milices levées en Guienne et dans le Languedoc, et, quand il se crut en état d'aller chercher l'ennemi, il reprit le chemin du Roussillon. Les Espagnols étaient retranchés devant Salces; mais leurs lignes n'avaient pas encore été garnies de tout côté, de sorte qu'on pouvait les attaquer avec avantage. Le prince voulut attendre un jour afin d'avoir tout son monde et toutes ses munitions. Mais il survint un orage si violent et de tels torrents de pluie qu'il fut impossible aux troupes de garder leurs rangs, et toute l'armée se mit à courir pour gagner les villages qui étaient à longue distance. Les milices une fois dissipées retournèrent chez elles et le prince de Condé eut bien de la peine à en rassembler un petit nombre. Enfin une attaque nouvelle fut tentée contre les lignes des Espagnols; mais les soldats découragés, trouvant d'ailleurs l'ennemi fortifié puissamment, s'y portèrent sans

ardeur et lâchèrent pied (2 novembre). Il fallut se retirer sans grande perte , mais avec beaucoup de honte et peu d'espoir de revenir à la charge. La forteresse de Salces se défendit comme elle put, et quatre mois après, se rendit par capitulation faute de vivres ; car les Espagnols, à qui elle appartenait, n'avaient aucun intérêt à la prendre par force.

Ce nouveau malheur arrivé au même général , agissant contre le même ennemi , ruinait la réputation militaire du prince de Condé ; il aurait ruiné la fortune et peut-être compromis la vie d'un autre chef d'armée. Pour moins que cela, les colonels et officiers qui avaient fui à Thionville étaient en ce moment poursuivis et enfermés à la Bastille. Mais il y avait de l'indulgence pour le premier prince du sang qui écrivait après cette défaite au ministre : « J'espère vous » montrer clairement la fausseté des calomnies que l'on vous a dites, » et que vous serez content de mes actions, de ma vie et de mes pro- » cédures , qui n'ont eu pour but qu'une diligence , affection et pro- » bité entière pour vous complaire. Je m'assure que vous n'en doutez » pas, puisque vous savez que je n'ai au monde qu'un seul désir, qui » est de mettre dans votre maison ce que j'ai de plus cher. »

### CHAPITRE III.

Sédition en Normandie. — Dispersion des rebelles armés. — Rigueurs exercées à Rouen par le chancelier Séguier. — Différend avec la cour de Rome. — Mauvais procédés contre le nonce à Paris. — Mazarin vient s'établir en France. — Faveur déclarée du jeune Cinq-Mars. — Renvoi de Marie de Hautefort. — Seconde grossesse de la reine. — Le prince Casimir et l'électeur palatin sont remis en liberté. — Disgrâce d'un valet de chambre. — Contestation avec le parlement. — Première action du dauphin.

Le roi était revenu de Grenoble à Saint-Germain (10 nov.), toujours accompagné du cardinal de Richelieu. Ce fut de là que partirent des ordres sévères pour faire le procès à ceux qui s'étaient mal comportés devant Thionville. Le comte de Grancey, l'un des maréchaux de camp, fut mis en prison ainsi que d'autres officiers d'un rang subalterne. Trois compagnies de cheveau-légers furent cassées (23 novembre) « à » cause de leur lâcheté, les capitaines et officiers d'icelles étant déclarés » infâmes et incapables de jamais posséder charge dans la guerre. » Cette rigueur annonçait un esprit chagrin ; aussi, indépendamment du dernier désastre qui était venu affliger le roi à son retour, avait-il encore d'autres sujets de tristesse. La révolte venait de reparaître en France, avec ce caractère plus offensant que dangereux, trouvait-on, qui s'était déjà révélé deux ans plus tôt. C'était encore un soulèvement de gens qui prétendaient avoir faim, de paysans et de bourgeois qui ne voulaient pas payer la taille, sans aucun égard pour l'honneur que leur apportaient tant d'armées, qui guerroyaient en Italie, en Flandre, dans l'Artois, dans la Lorraine et devers le Roussillon. La principale cause du mécontentement avait été une disposition de la loi fiscale qui rendait les habitants de chaque commune solidaires pour le paiement de la taxe imposée aux particuliers. Ceux qui ne payaient rien et exposaient les autres à payer pour eux crièrent le plus fort, comme de coutume. Le parlement de Rouen et la cour des aides se montrèrent favorables aux réclamations de ces malheureux. Soutenus dans leur

droit par leurs magistrats, ils voulurent résister par la force aux officiers de finances et en tuèrent quelques-uns. Dans la ville même de Rouen, le peuple envahit les bureaux des recettes, brûla les registres, prit l'argent et chassa les commis qui allèrent s'établir au Pont-de-l'Arche. Encouragés par l'impunité de cette action dans la capitale de la province, les paysans de la basse Normandie prirent les armes, se choisirent un chef, qu'on dit avoir été un prêtre, et marchèrent fièrement par le pays en se proclamant « va-nu-pieds. » Le colonel Gassion, avec son corps de soldats étrangers, eut ordre d'exterminer ces rebelles. Il partit de Picardie (24 novembre), s'avança en toute hâte vers Caen où l'on croyait que l'insurrection avait son appui, força les habitants de cette ville à lui remettre toutes leurs armes, et, sachant que les séditeux s'étaient enfermés dans Avranches, il y mena aussitôt une partie de ses troupes. Il paraît que l'organisation militaire des rebelles avait fait de rapides progrès; car ils avaient de la cavalerie : le colonel les trouva campés en bon ordre et fortement barricadés sur les avenues d'Avranches. Attaqués avec cette ardeur confiante que donne aux soldats l'habitude de la guerre, ils se défendirent (30 novembre) bravement et tuèrent des premiers coups le marquis de Courtaumer qui commandait l'infanterie. Mais enfin ils furent écrasés par la force régulière, les uns tués en combattant, les autres noyés en voulant fuir, de sorte qu'à la fin de la journée il ne resta plus rien de leur rassemblement. Le colonel entra ensuite dans Avranches, en désarma les habitants et alla rejoindre devant Rouen le chancelier Séguier, pour lui servir d'escorte à son entrée dans la ville.

(2 janvier 1640) Le chancelier avait été envoyé par le roi comme représentant de son autorité en Normandie. Il arrivait avec une déclaration portant interdiction du parlement, de la cour des aides, du corps de ville, du lieutenant général et même des officiers de finances, tous suspects de connivence ou de mollesse; le parlement surtout, « pour avoir souffert qu'une populace mutinée prit les armes, » démolît les maisons qui servaient de bureaux aux recettes, en » emportât les titres avec l'argent des finances et trempât les mains » dans le sang de ses concitoyens. » A la place de tous ces pouvoirs il devait établir celui du roi, absolu, sans limites, sans autre forme que la notification de sa volonté. Pour signe de la puissance presque royale qu'on lui avait déléguée, le drapeau de l'armée était en per-

manence dans sa chambre, et le colonel Gassion restait placé sous ses ordres, comme une espèce de prévôt chargé d'exécuter les rigueurs; car il n'y avait plus à combattre. Le parlement, la cour des aides, le bureau des finances, reçurent sans mot dire l'ordre de dissolution, et les officiers de ces diverses juridictions défilèrent en silence devant l'huissier qui fermait les portes de leurs salles. Les bureaux de recettes furent rétablis aux lieux où ils étaient précédemment; les commis installés de nouveau; le chancelier et ceux qui l'accompagnaient siégèrent comme juges des procès, en attendant qu'une nouvelle compagnie fût formée; on fit recherche ensuite des particaliers pour les punir. Il s'en trouva peu sous la main de cette sévère justice. Il fallut forcer les bourgeois à donner les noms de ceux qui s'étaient enfuis, sous peine d'être poursuivis comme complices, et on procéda contre ceux-là par contumace (28 janvier). Les uns furent condamnés à être rompus vifs, les autres à être pendus, d'autres au simple bannissement: presque tous étaient ouvriers, valets et gens de métier. Cependant on trouve parmi les bannis un gentilhomme, nommé Charles de Monty, seigneur de Richebourg, qui pour sa part s'était approprié quarante-trois mille livres sur les deniers du roi. On leva sur la ville une imposition extraordinaire d'un million quatre-vingt-cinq mille livres, dont quatre cent mille devaient servir au dédommagement des personnes qui avaient souffert de l'émotion populaire. Pour n'avoir pas à retomber en pareille nécessité, on déclara que les magistrats et officiers des villes seraient responsables des séditions qui arriveraient à l'avenir s'ils ne justifiaient avoir fait leur devoir. On leur donna l'ordre de ne pas permettre que « le commun peuple » eût aucune sorte d'armes, et l'on enjoignit aux gentilshommes de ne souffrir aucun rassemblement sur leurs terres, « ce qui leur était aisé, » vu le pouvoir qu'ils prenaient ordinairement sur leurs tenanciers, » auxquels ils savaient bien faire exécuter leur volonté lorsqu'il s'agissait de leur intérêt. » Tout cela fut l'affaire de trois mois, et le chancelier Séguier reçut de grands éloges à la cour pour avoir conservé au roi une de ses plus riches provinces. Le colonel Gassion eut part à ces remerciements, et on lui promit la première lieutenance de province dont il serait possible de disposer.

Un autre sujet de chagrin que trouva le roi à son retour de Grenoble, c'était une querelle avec le saint-siège. Depuis quelque temps il existait entre la cour pontificale et le gouvernement de France un

échange assez aigre de mauvais procédés, qui s'était pourtant renfermé jusque-là dans les affaires de l'Église. Deux événements, arrivés l'un après l'autre à Rome, parut intéresser plus avant l'honneur du nom français. Il s'agissait d'abord de trois esclaves turcs, mais convertis, partant ayant gagné leur liberté, qui s'étaient échappés du palais de l'ambassade espagnole, et avaient demandé asile au couvent de la Trinité-du-Mont (août), où les officiers du pape étaient allés les chercher. Ce couvent étant sous la protection de la France, le maréchal d'Estrées, alors ambassadeur à Rome, se plaignit hautement de cette insulte faite à la couronne qu'il représentait. Pendant qu'on était en explication sur ce point, les officiers du pape firent arrêter un Italien qui, contre l'ordonnance pontificale, tenait maison de jeu dans la ville. Cet Italien était au service du sieur de Rouvray, écuyer du maréchal, qui prétendit que l'immunité de l'ambassade devait s'étendre jusqu'au logis suspect et à la personne assez mal famée du brelandier. Cet homme n'en fut pas moins condamné aux galères; mais, comme on l'y conduisait, le sieur de Rouvray avec quelques hommes armés se jeta sur les sbires qui l'escortaient et leur enleva leur prisonnier. Le maréchal ne paraissant pas approuver cette violence, une poursuite criminelle fut intentée contre son écuyer, et en même temps une négociation entamée avec l'ambassadeur pour qu'il fît sortir le coupable de l'État pontifical. Le maréchal ne se pressa pas d'y consentir, et laissa le temps à la justice de prononcer une condamnation capitale, avec la promesse ordinaire d'une récompense à qui l'exécuterait sur le contumace. Un jour (28 octobre) que le sieur de Rouvray se promenait près de la maison de campagne de l'ambassadeur à Frascati il fut atteint d'un coup de mousquet tiré derrière une haie et tomba mort sur la place. Sa tête fut aussitôt coupée et portée au gouverneur de Rome, qui la montra au peuple et la fit jeter dans le lieu où l'on entassait les restes des suppliciés. Le maréchal, en attendant qu'il pût témoigner d'une manière officielle l'indignation de sa cour sur cette dernière offense, employa un singulier moyen pour se venger. Ce fut d'écrire et de répandre des libelles contre les neveux du pape, don Thadée, préfet de Rome, et le cardinal François Barberini. Il en confia la rédaction à son médecin, et se procura en Provence un imprimeur qu'il fit travailler dans le palais de l'ambassade. A ces deux griefs s'en joignit bientôt un troisième qui outrageait encore plus sensiblement le cardinal de Richelieu (2 novembre). Le pape refusa de rendre

à la mémoire du cardinal de la Valette les honneurs funèbres que l'église pontificale accorde à tous les cardinaux, et cela parce qu'il avait porté les armes sans sa permission.

Il se trouvait en France alors un envoyé du pape, nouvellement arrivé de Rome avec le titre de nonce ordinaire. Ce fut sur lui que tomba tout le ressentiment de la cour de France. Aux premières nouvelles de l'affaire des esclaves, on lui déclara qu'on ne pouvait le reconnaître pour nonce ordinaire, parce que la France ne voulait pas en recevoir jusqu'à ce qu'on lui eût accordé le chapeau de cardinal pour son protégé Mazarini; qu'on l'écouterait parler de la paix toutes les fois qu'il en aurait le désir, parce que c'était là le sujet d'une mission extraordinaire; mais que, pour autre chose, il n'aurait pas d'audience. Ensuite, lorsqu'on sut le meurtre du sieur de Rouvray et le refus des honneurs dus au cardinal de la Valette, on lui déclara que l'ambassadeur de France à Rome ayant eu ordre de rompre tout commerce avec le pape et ses officiers, on lui refuserait, à lui, toute espèce d'audience; que, s'il avait besoin de communiquer quelque chose au sujet de la paix, il le ferait dire par son auditeur au secrétaire d'État des affaires étrangères. Dans l'entretien qu'il eut avec le sieur de Chavigny, chargé de lui notifier cette résolution, le nonce ayant laissé entrevoir quelque espérance de trouver chez les évêques français plus de respect pour l'autorité du pape que pour celle du roi, on défendit (16 décembre) toute espèce de communication entre les prélats résidant à Paris et le nonce du pape. Le commandement du roi portant cette interdiction fut signifié par les agents du clergé à tous les prélats alors éloignés de leur diocèse pour suivre la cour, et qui étaient au nombre de six archevêques et quinze évêques. Le chevalier du guet eut ordre de veiller à la porte de l'hôtel du nonce et d'arrêter tous ceux qu'on verrait y entrer à heure indue, c'est-à-dire après la nuit fermée, en ayant soin toutefois de faire ces arrestations assez loin de ce logis pour que le bruit n'en arrivât pas jusqu'au nonce et qu'il les apprît seulement le lendemain. Dans l'instruction donnée à cet effet par le cardinal de Richelieu et adressée au comte de Chavigny, il était dit : « Si par hasard il se rencontrait-là quelques-uns de ceux que vous savez, il y aurait plaisir à en recevoir des nouvelles le matin, après qu'ils auraient couché chez ledit chevalier du guet. » On profita encore de cette occasion pour réformer un de ces empiétements de pouvoir que la politique romaine, tou-

jours fixe sur un même objet, introduisait sans peine parmi les embarras et les préoccupations des gouvernements. Il était passé en usage que les particuliers nommés par le roi aux charges ecclésiastiques, au lieu de faire devant les évêques diocésains les justifications de bonnes vie et mœurs qui leur étaient demandées, les portaient directement au nonce du pape, sans doute pour être expédiés plus vite. Le saint-siège, croyant que cet abus avait assez duré pour devenir un droit, refusa de recevoir un évêque qui se présentait avec une information faite suivant la règle ancienne. On recourut alors au parlement pour faire cesser ce désordre, et cette compagnie, toujours d'accord avec l'autorité royale contre l'Église, ordonna que ces informations seraient faites exclusivement par les évêques, sous peine, à ceux qui les porteraient ailleurs, d'être déchus de leur nomination, et à quiconque s'en entre-mettrait, d'être poursuivi comme perturbateur du repos public (12 décembre). La querelle demeura en cet état d'offense et de bouderie réciproque. Plus tard, le nonce étant allé à Notre-Dame, on lui fit quitter le fauteuil archiepiscopal où il s'était placé; on lui ôta le coussin où reposaient ses pieds, parce que la présence du frère du roi dans l'église ne permettait pas de laisser à un autre cette marque d'honneur; enfin on ne lui offrit pas l'encens. Cette occasion faisait renaître naturellement la vieille dispute sur les limites des pouvoirs temporel et spirituel; les écrivains s'y remirent des deux côtés. Au milieu de cette polémique parut un livre écrit en latin qui attribuait au cardinal de Richelieu l'intention d'anéantir l'autorité du saint-siège en France et de s'y faire proclamer chef de l'Église; il le fit condamner et réfuter. On lui prêtait aussi le désir de prendre pour lui l'archevêché de Reims ayant titre de primatie, laissé en 1621 par le cardinal de Guise à son neveu Henri, âgé de sept ans, et que voulait quitter celui-ci, devenu récemment, par la mort de son frère aîné le prince de Joinville, chef présomptif de sa maison. Ce fut dans le temps de ces débats, où le nom de Mazarini avait été souvent prononcé, qu'on le vit arriver à la cour de France (4 janvier 1640), sans mission apparente, sans caractère officiel, venant mettre à la disposition de la couronne qui le protégeait, et du cardinal qui l'avait pris en affection, son habileté à négocier. Sa seule présence fit espérer la paix. Il resta auprès du roi jusqu'à ce qu'on lui eût trouvé un honorable emploi de négociation. Quelques mois après, le différend d'où était venu tout ce trouble fut accommodé. Celui qui avait tué l'écuyer de l'ambassa-

deur en fut quitte pour demander pardon, et le juge, dont il avait exécuté la sentence par un meurtre, perdit son emploi.

La cour aussi avait eu ses agitations intérieures : le roi avait retrouvé la reine à Fontainebleau, où il avait passé quelques jours avec elle avant de venir demeurer à Saint-Germain. Il y avait retrouvé en même temps mademoiselle de Hautefort, cette capricieuse amie qui le désolait ; mais cette fois il l'avait abordée avec un visage sévère, et sans la distinguer des autres dames qui suivaient la reine. Le bruit se répandit aussitôt qu'une nouvelle affection avait remplacé dans le cœur du roi celle qu'il portait à cette jeune fille, et l'on découvrit bien vite à côté du roi, partie avec lui, revenant avec lui de son voyage, la personne qui en était l'objet. C'était un jeune homme, le même que nous avons vu assister debout au jugement du duc de la Valette et feignant de dormir dans le logis du roi devant Hesdin, Henri, marquis de Cinq-Mars, âgé alors de dix-neuf ans. Il était, comme on se le rappelle, le second fils du maréchal d'Effiat, ami et créature du cardinal, et ce ministre, trouvant le marquis d'Effiat, son aîné, moins propre à continuer cette fortune, avait reporté toute sa faveur sur le second fils, qui tenait de son père une remarquable beauté. Puisqu'il fallait au roi un favori, homme ou femme, et c'était chose égale pour lui, le cardinal destina le jeune Cinq-Mars à cet emploi, espérant qu'il se rappellerait toujours y avoir été mis de sa main. Il le fit donc d'abord capitaine d'une des compagnies du régiment des gardes, puis grand maître de la garde-robe. Au commencement, le roi eut quelque peine à s'accommoder de ce jeune seigneur qui dépensait beaucoup, qui menait grand train, qui relevait l'élégance de sa taille et la finesse de ses traits par la richesse de ses habits. Il trouva même plusieurs fois que, dans les fonctions de sa charge, le grand maître de la garde-robe faisait un peu trop les choses comme pour lui, et mettait un luxe exagéré dans la toilette royale. Pendant ce dernier voyage, éloigné de sa femme et de mademoiselle de Hautefort, ayant toujours à ses côtés la figure sévère du cardinal qui venait l'entretenir des plus graves affaires, le roi s'accoutuma peu à peu à récréer sa pensée et à rafraîchir ses regards par la vue de ce jeune et gracieux visage. L'amitié commençait à naître, mais était encore défiante, à Hesdin ; elle fit de rapides progrès et devint tendresse avant la fin de la route. Comme elle ne s'adressait pas à un esprit fort modeste, celui sur qui elle s'était portée s'en aperçut, et en abusa presque aussitôt. Après

deux mois tout au plus de faveur, le fils du maréchal d'Effiat se croyait en position de provoquer au combat un homme de son âge, mais prince de maison souveraine, Victor-Amédée de Savoie, duc de Nemours, et la faiblesse du roi était déjà telle qu'il prit hautement son parti; en arrivant à Saint-Germain, Henri de Cinq-Mars était favori déclaré. Un singulier témoignage de son crédit fut qu'aimant fort les plaisirs de la table, il avait fait prendre l'usage du vin à son maître qui jusqu'alors n'avait bu que de l'eau. A son arrivée, le premier acte du roi fut de renvoyer brutalement Marie de Hautefort, d'abord par un ordre verbal, puis par une lettre de cachet. Cette demoiselle, fière et spirituelle comme elle était, ne voulut pas céder la place sans combat (novembre 1639). Elle prétendit que le roi l'avait autorisée à ne rien croire de ce qu'il lui écrirait par contrainte ou par colère, et déclara qu'elle voulait entendre son commandement de sa bouche. La porte du roi lui étant fermée, elle l'attendit sur son passage, se montra devant lui, et lui demanda hardiment s'il était vrai qu'il la chassât de la cour; le roi baissa les yeux, répondit qu'il lui avait fait connaître sa volonté, et hâta le pas. Quelques jours après, Henri de Cinq-Mars, à qui l'on avait offert la charge de premier écuyer, comme l'avaient eue successivement Barradas et Saint-Simon, et qui avait rejeté cette proposition avec mépris, prêta serment pour celle de grand écuyer, par la démission qu'en donna le vieux duc de Bellegarde. Marie de Hautefort, qui s'était retirée à Paris, ne put pas même y rester; on lui intima l'ordre d'aller au Mans. C'était là encore un nouvel outrage à la reine; mais il paraît qu'elle s'était résignée à tout souffrir, car deux mois après on publia qu'elle était enceinte (28 janvier 1640).

Cet hiver, qui commençait tristement pour le roi, lui apporta encore un accès violent de goutte : il en était souffrant au point de garder le lit, lorsqu'un ambassadeur du roi de Pologne vint réclamer la mise en liberté de son frère, le prince Casimir. On lui fit longtemps attendre son audience, et il séjourna près d'un mois à Paris avant d'y faire son entrée. Il y eut quelques difficultés sur la garantie qu'on demandait pour la conduite du prince à l'avenir, et sur le chemin qu'il prendrait pour s'en retourner (mars). On s'accorda enfin, et l'ambassadeur, à la tête d'une nombreuse escorte, alla chercher le prince Casimir à Vincennes. Dès qu'il cessa d'être prisonnier, on lui fit toutes sortes de courtoisies; le roi le reçut à sa table, où il dîna la tête couverte, et le laissa partir pour la Pologne avec un riche présent.

Peu de jours après, l'électeur palatin eut aussi sa liberté, reçut aussi de grands honneurs, mais à condition qu'il resterait en France pour n'en sortir qu'avec la permission du roi. On eut soin de faire sentir à tout le monde que cet acte de bienveillance et de générosité n'était pas une satisfaction donnée aux instances du roi d'Angleterre, et que l'électeur avait fait lui-même sa condition. Il fut conduit directement de Vincennes à l'hôtel de l'ambassadeur anglais ; mais celui-ci ne crut pas devoir aller en remercier le roi. L'ambassadeur de Suède voulut donner à son gouvernement l'honneur d'avoir obtenu cette grâce, et en fit ses remerciements au nom de la reine Christine. Quelques mois après, l'électeur recouvra sa liberté complète (août), en laissant entre les mains du roi la promesse écrite de ne rien faire contre les intérêts du royaume.

Cependant toutes les pensées étaient pour la prochaine campagne. A peine s'occupait-on d'un ballet, ayant pour sujet le Triomphe de la beauté, donné chez le cardinal de Richelieu (25 février), puis à l'arsenal et à Saint-Germain, par la fille du duc d'Orléans, âgée alors de douze ans, et vingt-trois jeunes filles de son âge. Un incident plus grave ne fit pas alors plus de bruit. Ce n'était, il est vrai, que le renvoi d'un valet de chambre du roi, appelé de la Chesnaye. Mais cet acte de juridiction domestique tenait à l'influence du nouveau favori. Ce valet de chambre était, disait-on, le surveillant choisi par le cardinal de Richelieu pour épier la conduite du grand écuyer dans l'intimité du roi. Au moins était-il, suivant une autre relation, une espèce de favori en sous-ordre, de moindre condition et de plus bas étage, que la familiarité de ses services mettait à même de jeter dans l'oreille du roi quelques mauvaises paroles contre le grand écuyer. De là naissaient des querelles entre le roi et le jeune Cinq-Mars que le cardinal se donnait le mérite d'accommoder. Quoi qu'il en soit, espion ou rival tracassier, le valet de chambre déplut au grand écuyer, qui le fit chasser honteusement (19 mars). On raconte même que le roi, en le menaçant de coups de bâton, dit avec colère aux assistants : « Celui-là au moins n'est pas gentilhomme. » Le valet de chambre congédié alla se plaindre au cardinal qui le consola par un bon accueil. Le grand écuyer y vint aussi pour s'excuser et reçut une forte réprimande. Le maréchal de la Meilleraye, qui avait été beau-frère du jeune d'Effiat, prit également le parti du valet de chambre. Le grand écuyer fit toutes les soumissions possibles pour apaiser le cardinal qui parut lui pardonner.

Il avait encore fallu chercher de l'argent pour continuer la guerre. On en avait obtenu du clergé ; on comptait sur une poursuite dirigée contre ceux qui avaient altéré les monnaies pour produire un fonds assez considérable. On créa seize nouvelles charges de maître des requêtes qui devaient rapporter onze millions (janvier). Le parlement voulut encore s'opposer à cette nouvelle érection d'offices. Deux conseillers, qui avaient déjà l'habitude de la résistance et du châtiment, Laisné et Pierre Scarron, furent exilés, et on mit à la Bastille un maître des requêtes. Ce parlement y gagna du moins la diminution du nombre des nouveaux offices (avril). Lors de la réconciliation, qui suivait toujours les débats entre la magistrature et le pouvoir royal, le roi se réduisit à douze maîtres des requêtes, et le parlement enregistra l'édit. Pour le récompenser, on lui rétablit la chambre des enquêtes qu'on avait supprimée, en exigeant seulement la démission de deux conseillers qui en faisaient partie.

Du reste il n'y avait que sujet de joie sur la santé du fils du roi qui figurait déjà dans la Gazette (4 février). « Pour ce qu'il faut, disait » le rédacteur, conserver la mémoire perpétuelle des premières » actions de monseigneur le dauphin, vous saurez à quel point de » gentillesse il est, ayant, en ce bas âge de dix-sept mois, reçu du » maître d'hôtel en quartier la serviette, qu'il donna à sa majesté se » mettant à table, avec une adresse qui ravit d'admiration toute l'as- » sistance. »

## CHAPITRE IV.

Le duc de Longueville passe le Rhin et se joint aux Suédois. — Le comte d'Harcourt défait l'armée espagnole devant Casal. — Siège de Turin. — Reddition de la ville. — Négociation avec les princes de Savoie. — Mazarini ambassadeur de France en Italie. — La duchesse de Savoie rétablie à Turin. — Traité avec le prince Thomas. — Arrestation du comte Philippe d'Aglié. — Éloignement du père Monod. — Préparatifs pour la guerre du côté de la Flandre. — Siège d'Arras. — Reddition de la ville. — Victoire navale devant Cadix. — La reine accouche d'un second fils. — Insurrection de la Catalogne contre le roi d'Espagne. — Révolution en Portugal. — Progrès des troubles d'Angleterre.

Nous avons laissé le duc de Longueville sur les bords du Rhin à la tête de l'armée que la France venait d'acheter (octobre 1639). Il était important de l'employer promptement de peur qu'elle ne se ruinât par la désertion ; car le service français était peu agréable aux Allemands. Le duc se mit donc en marche le long du Rhin, passa devant Strasbourg, prit par escalade la ville de Germersheim dont il força le château à se rendre, s'empara de Neustadt et de Landau sans être empêché par l'armée bavaroise qui l'observait, et poussant son chemin vers Mayence, enleva Bingen et Creuznach où il se donna un mois de repos. Là le manque de munitions l'obligea malgré l'hiver à prendre un parti. Il était arrivé près du lieu où se joignent le Rhin et la Moselle ; il fallait passer l'une ou l'autre rivière. La seconde était trop bien défendue par le duc de Lorraine qui se tenait à Trèves ; on résolut de traverser l'autre pendant que les Bavares avaient leur quartier d'hiver dans le Wurtemberg. Ce passage effectué en sept jours ne fut pas troublé par l'ennemi, encore bien qu'il y eût quelques troupes dans les bourgs et dans les forts qui bordaient l'autre côté du fleuve ; mais la saison et le défaut absolu de transports le rendaient difficile. A peine avait-on pu se procurer une trentaine de petites barques (27 décembre), sur lesquelles l'infanterie monta pendant la nuit par détachements peu nombreux au-dessus de Bacharach pour descendre à l'autre rive vers Lorch. Les mêmes barques servirent ensuite

à porter les chevaux des officiers, ceux du bagage et les chariots démontés. L'artillerie fut embarquée de la même façon. Pour la cavalerie, les hommes furent placés dans les barques, autour desquelles nageaient les chevaux tenus par la bride. Quand on fut sur l'autre bord, on débusqua les Bavares des postes qu'ils occupaient dans les forts, on poussa une reconnaissance du côté de Wiesbaden, et, trouvant le pays libre, l'armée, après s'être reposée à Limbourg, alla s'établir dans le landgraviat de Darmstadt, où le duc George fut bien obligé de la recevoir (23 janvier).

On était ainsi arrivé dans le voisinage de la Hesse, c'est-à-dire d'un pays ami. Dès l'été précédent l'alliance de la France avec la veuve du landgrave avait été renouvelée par un traité signé à Dorsten. Mais il restait quelques conditions à éclaircir avant que cette princesse voulût joindre ses troupes à celles du duc de Longueville ; la plus importante était celle des subsides promis qui n'arrivaient pas, et la landgrave Amélie déclarait « ne pouvoir faire la moindre action » d'hostilité avant d'avoir une bonne pièce d'argent dans les mains. Le duc de Longueville prit sur lui de faire compter à la landgrave la somme qu'elle demandait, et elle mit à la disposition de ce général son armée (1<sup>er</sup> février), forte de trois mille hommes et de deux mille chevaux, pour agir de concert contre l'ennemi commun. Le duc de Lunebourg entra aussi dans la coalition, et toutes ces forces rassemblées se mirent en route pour aller au secours du général suédois Banier, que l'archiduc Léopold, à la tête d'une puissante armée où commandaient les généraux Hatzfeld et Piccolomini, avait chassé déjà de la Bohême et de la Silésie. Le duc de Longueville trouva (16 mai) le maréchal Banier à Erfurth, retranché contre l'armée impériale qui venait d'être encore renforcée par l'arrivée des Bavares. On s'attendait à une bataille générale ; mais les impériaux la refusèrent, aimant mieux fatiguer l'ennemi que le combattre. Ces masses armées passèrent donc plusieurs mois à s'observer, à se menacer ou à se fortifier, à entreprendre l'une contre l'autre, à ravager le pays, les impériaux gagnant toujours du terrain et les confédérés le disputant pied à pied, jusqu'à ce que l'hiver vint les arrêter sur les bords du Weser où ils avaient transporté le théâtre de la guerre. Le maréchal Banier y prit ses quartiers dans les pays de Brunswick et de Minden ; et le duc de Longueville revint sur les bords du Rhin pour y défendre les villes qu'il avait prises un an auparavant. Sa mauvaise santé le força

bientôt à quitter le commandement de son armée, qui resta sous les ordres du comte de Guébriant, son maréchal de camp.

Après le duc de Longueville, celui qui avait été le plus tôt prêt pour continuer la guerre, était le comte d'Harcourt ; sa victoire remportée auprès de Quiers avait eu pour résultat de lui donner de bons quartiers d'hiver et d'éloigner l'ennemi. Il lui restait à défendre la citadelle de Turin toujours assiégée par la ville ; le vicomte de Turenne, qui servait sous lui, fut chargé de ce soin. Il réussit à y faire entrer des munitions et un renfort de soldats qui la maintinrent en état de n'être ni surprise, ni affamée. Pendant ce temps toutes les forces espagnoles s'étaient portées sur Casal. Le comte d'Harcourt y avait bien fait conduire un secours, l'automne précédent. Mais ce n'était pas assez pour résister à une forte armée composée de treize mille hommes de pied, six mille chevaux et dix-huit canons, qui semblait sûre du succès, et attaquait dès le premier jour sans marchander. Le comte d'Harcourt résolut (8 avril) d'aller chercher avec toutes ses troupes l'armée espagnole, et de jouer la ville de Casal au sort d'une bataille. Il rassembla donc à Poirino ce qu'il avait de forces, montant à sept mille fantassins et trois mille chevaux, pour marcher en toute hâte vers la ville assiégée, autour de laquelle il trouva l'ennemi bien retranché, protégé par des forts et des redoutes dans toute l'étendue de sa circonvallation, dont les extrémités touchaient à la rivière du Pô. Le vicomte de Turenne, le comte du Plessis-Praslin, le sieur de la Mothe-Houdancourt, et deux généraux commandant les troupes de Savoie, délibéraient avec lui et exécutaient ses ordres. Aussitôt qu'on eut reconnu la position des Espagnols, on résolut de les attaquer. Si l'on en croit une relation, le lieu qui avait été jugé de plus facile abord et par lequel on devait donner, était justement celui que l'ennemi avait le mieux fortifié, de sorte qu'on s'y serait perdu sans un heureux hasard qui fit qu'on ne trouva pas de guides pour aller par ce chemin (29 avril). Les retranchements espagnols furent donc assaillis de trois côtés et défendus avec vigueur. Le comte d'Harcourt donna l'exemple de la hardiesse en faisant sauter son cheval au delà des lignes ; le vicomte de Turenne trouva au milieu de l'action le sang-froid nécessaire pour faire paraître sa cavalerie deux fois plus nombreuse qu'elle n'était ; après quelques heures d'un combat acharné, toute l'armée espagnole fut écrasée ou chassée de ses lignes, et on en poursuivit les débris dans la plaine. Cinq mille morts des rangs ennemis ensanglantaient le champ de bataille.

Non content d'avoir sauvé Casal, le comte d'Harcourt, en veine de succès, voulut reprendre Turin. Il croyait n'avoir plus rien à craindre du général espagnol ; car on disait que l'étonnement d'une attaque si soudaine et d'une si grande déroute avait troublé l'esprit du marquis de Leganez. Dix jours après la victoire de Casal, l'armée française était en bataille devant Turin, où elle s'empara du faubourg et des éminences voisines. Mais à peine avait-elle commencé ses travaux, qu'elle vit reparaître le marquis de Leganez, prêt à prendre sa revanche du siège où on l'avait troublé (26 mai). Les Français se trouvaient ainsi entre une ville pleine de soldats, où commandait le prince Thomas, et les troupes d'Espagne rafraîchies et recrutées, ces dernières formant une enceinte autour de celle que le duc de Longueville occupait devant les remparts de Turin. Cependant l'intention du marquis n'était pas de se jeter brusquement sur les assiégeants, comme avait fait le comte d'Harcourt ; son dessein, d'une exécution plus lente, était de leur couper les vivres et de les tenir assiégés eux-mêmes, ce qui lui réussit à tel point qu'il fallut bientôt emprunter aux provisions de la citadelle de quoi nourrir l'armée dans ses lignes où elle était bloquée. Mais l'approche d'un corps de troupes, que le vicomte de Turenne était allé chercher à Pignerol, décida le marquis à tenter une attaque générale sur l'armée du comte d'Harcourt, qu'il supposait affamée et fatiguée, avant qu'elle eût reçu ce renfort. Il se présenta donc (1<sup>er</sup> juillet) des deux côtés du faubourg du Pô pour exécuter cette attaque, que devait seconder le prince Thomas par une sortie. La lenteur de celui-ci, à commencer sa part d'action, laissa au comte d'Harcourt le temps de repousser les Espagnols sur tous les points, et de se retourner pour faire face aux assiégés qu'il fit rentrer dans la place. Les Espagnols battus ne purent reprendre leur position, et l'armée française se trouva plus au large, avec facilité de recevoir des vivres. A son tour la ville souffrait de la disette et avait besoin de se décharger de quelques troupes que le combat précédent y avait fait entrer (2<sup>4</sup> juillet). Une sortie fut essayée deux fois à cet effet et ne put réussir, bien qu'aidée au dehors par les troupes espagnoles. On raconte que, pour envoyer des vivres et des munitions aux habitants de Turin, le marquis de Leganez s'avisa de les placer dans le flanc des plus larges bombes fortement bouchées, que les mortiers lançaient par-dessus les murs ; un officier même eut la galanterie d'adresser ainsi à sa maîtresse une provision de cailles grasses, accompagnées

d'un tendre billet. De son côté, le comte d'Harcourt faisait abattre par ses canons les moulins qui servaient à la ville. De nouvelles troupes amenées de Bourgogne par le marquis de Villeroy, avaient renforcé son armée qui repoussa plusieurs sorties des ennemis. Toutes les tentatives partielles qu'on avait faites jusqu'ici n'ayant rien produit, et la ville se trouvant plus serrée que jamais, le prince Thomas et le marquis de Leganez résolurent de renouveler l'attaque générale (14 septembre), qui avait déjà failli deux mois auparavant. Cette fois le prince Thomas fut prompt à donner du côté où le marquis de Leganez devait venir à sa rencontre; mais celui-ci à son tour ne fit pas assez de hâte. En arrivant sur le lieu du combat, il trouva les Savoisiens en pleine déroute, et ce qui était échappé de la bataille déjà rentré dans les murs. Alors le prince Thomas de Savoie reprit une négociation déjà plusieurs fois commencée et rompue. Le nonce du pape à Turin en avait jeté les premières paroles; deux ecclésiastiques de la même ville s'en étaient ensuite rendus entremetteurs; elle aboutit enfin à la remise pure et simple de Turin entre les mains du roi. On demandait que la condition de rendre cette ville à la duchesse de Savoie fût écrite dans le traité. Le comte d'Harcourt refusa de souscrire à cette obligation, et l'on se contenta de dire que la volonté du roi était « d'y rétablir la régence de la duchesse dans la » souveraineté de son fils. » Les autres articles de la capitulation furent ceux d'une garnison qui se rend avec honneur. Le prince Thomas de Savoie sortit de Turin avec ses troupes, portant armes et bagage, mèche allumée, tambours battant, enseignes déployées, et tout ce qu'elles pouvaient faire tenir de provisions dans leur fournillement; tous les habitants qui voulaient le suivre eurent liberté de le faire dans deux mois avec leurs familles et hardes, et d'aller où bon leur semblerait, pourvu que ce ne fût pas dans les villes tenues par le roi ou par la duchesse; quant aux Espagnols qui étaient dans la ville, on leur traça leur chemin vers l'armée du marquis de Leganez. Tout cela exécuté, le comte d'Harcourt prit possession de Turin (22 septembre).

Il n'y avait rien que de militaire dans le traité passé entre le lieutenant général de sa majesté très-chrétienne et le prince de Savoie ayant le commandement d'une place de guerre. Mais on vit bientôt, et sans doute les Espagnols avaient déjà compris, qu'il se préparait depuis longtemps une transaction politique entre la France et les

prétendants à la régence des États savoisiens. La France, faisant assez peu compte de ce que la duchesse avait perdu pour elle, se plaignait sans cesse de la trouver timide, mal résolue, tenant à ce qui lui restait de territoire et de puissance, mais s'y attachant par des efforts peu propres à le conserver. Dès le mois de décembre 1639, le cardinal de Richelieu écrivait à l'ambassadeur de France en Savoie : « Dites bien à Madame que si on ne trouve point de sûreté dans ce » qu'elle promet pour elle-même, il n'y aura plus de négociation à » faire avec elle. » La même lettre nous montre qu'il existait parmi les serviteurs de la duchesse des hommes payés par la France, dont l'un s'était plaint de n'avoir pas reçu à Grenoble les bienfaits du roi. « Je ne saurais assez m'étonner, dit le cardinal, de ce qu'il ne recon- » naît pas lui-même qu'on l'a fait exprès de peur de le rendre sus- » pect. » On avait donc jugé qu'il serait bien plus avantageux d'avoir pour soi des princes, tous deux d'un âge valide, l'un cardinal, mais fort disposé à rentrer par le mariage dans les conditions de sa naissance, l'autre général éprouvé et père de plusieurs enfants, qu'une femme de caractère obstiné, d'une conduite équivoque, et dont toute l'autorité reposait sur la tête d'un fils. En conséquence, une négociation fut entamée avec le cardinal de Savoie qui occupait Nice et le prince Thomas qui défendait Turin. Le cardinal offrait le premier de s'accommoder (mars), seul ou avec son frère, pourvu qu'on lui donnât en mariage la jeune fille de la duchesse. Le prince Thomas ne s'y porta pas sitôt, parce qu'il espérait pouvoir se passer de la France et régler lui-même ses affaires avec sa belle-sœur. Mais en même temps qu'on traitait avec ces princes, on trouvait fort mauvais que la duchesse se permit d'entendre leurs propositions (avril), qui semblaient au cardinal de Richelieu tout à fait « impertinentes et » ridicules. » Comme on savait que le projet d'un arrangement, dans l'intérêt unique de la Savoie et sans égard à celui de la France, était appuyé notamment par le comte Philippe d'Aglié, qui avait toute la faveur et peut-être toutes les faveurs de la duchesse, l'ambassadeur de France eut ordre de signifier à ce seigneur (mai) « qu'il n'y avait » rien qu'il ne dût craindre s'il manquait à son devoir et à ce que le » roi se promettait de lui en cette occasion. » La délivrance de Casal et le siège de Turin simplifièrent les choses; dès lors les armes du roi étaient contre le prince Thomas, et on ne permit pas à la duchesse d'intervenir, ni même de s'approcher du Piémont, comme elle le

voulait. C'était au roi que la ville devait être rendue, avec le roi que le prince pouvait traiter ; il y avait chance même de le faire prisonnier ; ainsi toute négociation était interrompue, l'entrée de l'armée française dans Turin devant précéder toute espèce d'accommodement ou en former la base. Les pourparlers, entre le général français et le prince qui commandait dans la place assiégée, amenaient naturellement la question des intérêts de celui-ci, comme oncle du jeune duc et comme éventuellement appelé, après le cardinal son frère, à en recueillir l'héritage. On lui fit valoir le droit qu'il avait d'abandonner le parti des Espagnols qui ne l'avaient pas secouru, l'avantage qu'il trouverait à prendre celui de la France soigneuse de défendre, de garder, de reconquérir le bien de sa maison (août), non pour elle, mais pour les siens, pour lui-même, si son tour de succession arrivait. On lui promit des pensions du roi, une augmentation d'apanage dans son pays, un commandement d'armée. Les choses arrivées à ce point, la défense de Turin n'était plus qu'une affaire d'honneur dont le prince avait à cœur de se bien tirer. Lorsqu'il crut avoir assez fait pour sa réputation de soldat, il rendit la ville et se réserva de disposer de sa personne. Ce fut alors à la duchesse, qui prévoyait l'accommodement de ses beaux-frères avec le roi, de se récrier contre tout ce qu'on pourrait faire sans elle, et de se plaindre « qu'on eût laissé le prince Thomas s'échapper de Turin où il n'y avait plus qu'à le prendre. » On la laissa dire, et, pour terminer l'arrangement qu'on voulait faire, on envoya en Piémont le sieur Mazarini, destiné déjà pour traiter de la paix générale à Cologne (14 septembre) et qui fut obligé de changer sa route. « Chacun peut juger, disait le roi, par l'emploi que je lui ai donné, de la confiance que j'ai en lui ; ce qui doit faire connaître aussi à ma sœur combien j'ai à cœur ce qui la regarde. Il s'en va donc en ces quartiers-là avec la qualité de mon ambassadeur extraordinaire en Italie. » A peine le nouvel envoyé fut-il arrivé à Chambéry que la duchesse de Savoie le pressa d'obtenir du roi qu'elle pût rentrer à Turin. Le roi le lui permit « pour son contentement, en la conjurant de tout son cœur d'y tenir telle conduite que tout le pays vît de la différence à son avantage entre son gouvernement et celui du prince Thomas. » Ce fut une grande joie pour la duchesse de revoir cette capitale (18 octobre) d'où elle avait été chassée en si piteux état ; mais elle s'aperçut bientôt qu'elle n'y était pas maîtresse, encore que le commandant français allât

prendre d'elle chaque soir le mot d'ordre. Auprès d'elle et presque en dépit d'elle, le comte d'Harcourt et l'ambassadeur extraordinaire du roi échangeaient des articles avec les princes ses beaux-frères. Le pouvoir spécial qui leur en avait été donné (2 novembre) portait seulement que le roi « voulait contribuer au bien de la maison de Savoie, » selon l'intérêt qu'il y prenait depuis qu'il l'avait admise dans sa » maison royale par le moyen de sa sœur, et pour cet effet, ramener » les princes de cette maison au bon chemin qu'ils devaient tenir, » se comportant vers le duc son neveu comme aussi vers la couronne » de France ainsi qu'il convenait. » Du reste, il n'y était aucunement question de se concerter avec la duchesse pour agir, négocier et conclure. Le sieur Mazarini commença donc son ouvrage de conciliation. Avec le cardinal de Savoie, c'était chose facile ; car il ne demandait que la main de sa nièce, une dot, une pension, de l'argent comptant, le séjour de Nice et deux galères armées à Ville-Franche : tout cela lui fut promis et l'exécution ajournée « jusqu'à ce qu'il eût » fait preuve d'accord avec sa belle-sœur. » Mais du côté du prince Thomas il y avait plus à faire ; celui-ci avait une armée, des places, une liaison avec l'Espagne, qui retenait comme cautions sa femme et ses enfants. La condition principale de son traité, et qu'il se chargeait de faire accepter par l'Espagne, était la restitution de part et d'autre de toutes les places occupées par les deux puissances dans les États de son neveu. La France paraissait y consentir, mais elle y mettait des restrictions qui la rendaient pour elle sans effet. Le prince Thomas avait assez d'intelligence pour ne s'y pas tromper. Dès lors le désir de le regagner se refroidit à tel point que le cardinal de Richelieu écrivait nonchalamment au sieur Mazarini (25 novembre) : « Si vous voulez savoir franchement ce que je pense de votre négociation, je vous avoue que, ne la tenant pas désespérée, je n'en ai » pas grande espérance. » Un traité n'en fut pas moins signé (2 décembre) entre le prince et l'ambassadeur extraordinaire, par lequel « la France promettait sa royale protection au prince Thomas, demeurant attaché à son service et à ses intérêts, et s'engageait à » maintenir la succession ducale aux descendants mâles de cette » maison et à moyenner l'accommodement des deux princes avec la » duchesse. Le prince, de son côté, devait envoyer en Espagne pour » obtenir qu'on lui remît sa femme et ses enfants, et pour presser la » restitution des places occupées par les Espagnols, sous l'assurance

» donnée par le roi au pape et à la république de Venise qu'il ferait  
» de même de celles qu'il tenait, pourvu que celles dont ses ennemis  
» devaient faire la restitution fussent assurément en la puissance du  
» duc de Savoie. » En tout cas, avec ou sans réponse, le prince devait aller trouver le roi en France au quinzième jour de janvier lors prochain. Il faut dire tout de suite que ce traité ne reçut pas d'exécution.

Une des causes qui empêchèrent alors la réunion complète et effective du prince Thomas de Savoie au parti français, fut l'opposition qu'elle trouvait à la cour de la duchesse. Là, comme nous l'avons dit, dominait l'intérêt savoisien ; celui qui s'en était fait le principal organe était le comte Philippe d'Aglié. Ce seigneur, dans la position toujours assez odieuse où l'avait élevé l'affection d'une femme, craignait de voir rentrer à la cour de Savoie les deux princes, beaux-frères de la duchesse, forts d'une autorité qu'ils tiendraient de leur accord avec la France : il aurait voulu que la réconciliation de la famille se fît par lui, et qu'on lui en sût gré. Ce désir et les démarches qui en résultaient contrariaient la France qui avait ses armes en Piémont. Elle résolut de se faire justice par la force : pendant la nuit (30 décembre), le comte Philippe fut arrêté à Turin, au milieu d'un festin, conduit dans la citadelle, et de là mené en France, où on l'enferma au château de Vincennes. Peu de temps auparavant, la duchesse avait été forcée de faire transporter à Miolans le père Monod, dont la présence dans Montmélian était un objet d'inquiétude : ainsi, la duchesse de Savoie, pour se voir rétablir dans Turin sous les armes de son frère, avait perdu tour à tour son confesseur et son amant.

Tels avaient été les progrès et les résultats de la guerre en Allemagne et en Italie ; mais c'était encore du côté des Pays-Bas, encore pour une prise de ville qu'avaient été réservés les soins privilégiés, les grands préparatifs de la campagne. Trois armées, ou plutôt une grande armée sous trois chefs, devait servir de ce côté ; ceux qui la commandaient étaient, le nouveau maréchal de la Meilleraye, recommandé par la prise de Hesdin comme un général de bonne chance et de grande habileté pour les sièges ; le vieux maréchal de Châtillon qui, à force de dévouement, s'était fait pardonner ses mauvaises fortunes ; enfin le maréchal de Chaulnes, qui aurait couru grand risque de vieillir ignoré dans son gouvernement de Picardie, si la

guerre n'était venue l'y chercher. Dès le mois de janvier, le roi écrivait aux trois maréchaux de compléter leurs troupes avec tout le zèle et toute l'activité possibles, pour qu'elles fussent prêtes à se montrer longtemps avant celles des ennemis. Cela n'empêcha pas qu'au mois de mai on sût encore à peine ce qu'on allait tenter. Le roi s'était rendu de sa personne à Soissons (9 mai), et le maréchal de la Meilleraye, avec une partie de l'armée, s'était avancé dans le pays ennemi; mais les pluies n'avaient pas permis de rien entreprendre, et ce qu'il conduisait de troupes était déjà à demi ruiné avant d'avoir pu être employé. Pendant ce temps on consultait les deux autres maréchaux, qui n'avaient pas bougé d'Amiens, sur la possibilité de prendre Lillers ou Béthune avec ce qu'ils avaient de forces, et sur le nombre qu'il leur en faudrait pour se rendre maîtres d'Aire, d'Arras ou de Cambray. Une autre prévoyance du roi pour cette armée était, comme écrivait le secrétaire d'État des Noyers, « de lui fournir la subsistance spirituelle, » c'est-à-dire la prédication et l'instruction religieuse. Avant qu'elle se mît en route, on y établit des missions militaires sous la direction des révérends pères jésuites, pieuse innovation dont le grand maître de l'artillerie avait fait une heureuse expérience l'année précédente. Les deux maréchaux venaient de recevoir ordre de se porter sur Lillers, et de là sur Béthune, quand le roi, changeant tout à coup de pensée, leur enjoignit (28 mai) de marcher avec toutes leurs troupes pour assiéger Arras, où le maréchal de la Meilleraye allait venir les joindre. Comme il s'agissait d'une action d'importance, le cardinal jugea que ce n'était pas assez de trois maréchaux, et leur envoya de surcroît « ce qu'il avait de » meilleur et ce qu'il estimait le plus, » savoir, l'évêque d'Auxerre. Les deux parts de l'armée firent chacune de leur côté le chemin qui leur avait été tracé; l'une alla se présenter devant Aire et Béthune pour tromper l'ennemi sur ses desseins; l'autre traversa rapidement le pays, depuis Chimay jusqu'à Bapaume : et toutes deux se trouvèrent ensemble (13 juin), sous les trois chefs qui les commandaient, devant les remparts d'Arras. Le roi se rendit sur-le-champ dans Amiens (19 juin).

Alors le siège commença. Arras était regardé comme imprenable par sa position et ses défenses, surtout par l'inimitié que ses habitants portaient à la France. Cet esprit d'une population, d'ailleurs fort nombreuse, semblait pouvoir suppléer à la faiblesse de la garnison

espagnole et à l'absence même du gouverneur qui, sorti de la ville pour aller jeter du secours dans une place du voisinage, n'avait pas pu y rentrer. Un vieux dicton qui courait parmi le peuple servait à l'animer d'une résolution moqueuse contre les efforts des assiégeants. En dix-huit jours les lignes furent formées. Puységur raconte qu'au quinzième jour du travail l'armée ennemie s'étant présentée, le maréchal de la Meilleraye proposa de sortir des lignes encore imparfaites pour l'attaquer; le maréchal de Châtillon fut d'avis contraire et, prévoyant bien que les opinions du conseil suivraient le général en faveur, protesta de ne pas remuer jusqu'à ce qu'il eût reçu un ordre du roi. On en référa au cardinal qui se tenait à Doullens, lequel répondit (26 juin) « qu'il n'était pas homme de guerre, mais que le » roi avait jugé les trois maréchaux capables et qu'ils répondaient sur » leurs têtes de la prise de la ville. » Il faut dire pourtant qu'au temps même où Puységur place cette anecdote, le maréchal de Châtillon écrivait à la cour : « Une chose qui doit faire bien espérer du » succès de notre dessein est la bonne intelligence des principaux » chefs, qui sont en telle correspondance et union qu'il ne paraît y » avoir qu'un chef et qu'une armée. » Il est probable que l'auteur des mémoires a amplifié ici une lettre du secrétaire d'État de la guerre, où il était dit que, comme l'ennemi devait tout hasarder pour sauver Arras, les maréchaux ne devaient de leur côté hasarder rien pour le prendre. « Ce n'est pas, ajoutait-il, que le roi ne leur laisse le pouvoir de livrer bataille s'ils voient jour à le faire avec avantage; mais » sa majesté désire qu'ils aient la prise d'Arras pour la principale fin » devant les yeux. » Du reste telle était toujours le résumé des ordres qui venaient de la cour : se fortifier dans ses retranchements, avancer contre la ville et ne combattre qu'à coup sûr.

Cependant une armée espagnole, commandée par le cardinal infant en personne, avec le duc de Lorraine et les généraux don Philippe de Silva et Lamboy, s'était assemblée à Lille et vint se montrer devant la circonvallation des Français qui, au bout de vingt-quatre jours, avaient ouvert la tranchée et poussaient leur attaque progressive vers les remparts d'Arras (10 juillet). Après avoir examiné la position des assiégeants qui fut trouvée sans doute trop forte, les Espagnols s'éloignèrent pour se poster sur les routes par lesquelles arrivaient les convois. Il fallut donc détacher du camp, d'abord de fortes portions de troupes et ensuite presque une armée, pour aller au-devant des

vivres et des munitions, que le roi de son côté faisait escorter par des corps nombreux. Un premier convoi dirigé (18 juillet) pour essai se perdit pendant qu'on se le disputait par un rude combat. Le maréchal de la Meilleraye, qui avait bravement commandé dans cette rencontre, mais qui n'en était pas moins retourné au camp sans provisions, se porta de nouveau, avec huit mille hommes de pied et quatre mille chevaux, au-devant du convoi principal, que suivait le marquis du Hallier parti de Doullens. Tout ce qui était autour du roi dans Amiens s'était joint à cette puissante escorte qui arriva enfin sans accident devant Arras. Mais elle y trouva une bataille engagée (2 août). Les Espagnols avaient profité de l'absence du maréchal de la Meilleraye pour attaquer ses lignes, dégarnies de tout ce monde qu'il avait emmené. Déjà ils avaient gagné du terrain, lorsque l'armée, revenant avec le convoi, accourut au bruit du canon pour prendre part à l'action. A la tête des volontaires partis d'Amiens et qu'elle avait rencontrés sur la route, tous parés de riches habits, d'armures brillantes et encore sans atteinte du fer ou de la poudre, était le grand écuyer Henri de Cinq-Mars. Le maréchal de Châtillon, dans la relation qu'il fit du combat, eut grand soin de signaler l'arrivée de ce jeune seigneur comme le premier secours qui vint sauver ses soldats. « Si » monsieur le maréchal, écrivait-il, ne l'eût retenu par prières et » même par son autorité dont il fut contraint de se servir, il voulait » aller donner, avec la bonne compagnie qu'il avait amenée, dans le » fort que les ennemis venaient de regagner. Sa présence apporta » grande joie aux chefs et aux troupes. » Il est probable que quatre régiments, envoyés en toute hâte par le maréchal de la Meilleraye, ne furent pas d'une moins utile assistance. L'approche du maréchal lui-même et de l'armée de secours que conduisait le marquis du Hallier déterminèrent l'ennemi à se retirer. L'abondance se trouvant rétablie dans le camp, on pressa la ville avec vigueur ; le jeu d'une mine ayant fait large brèche, les habitants d'Arras obligèrent la garnison à capituler. Le cardinal infant fit en vain démonstration de se mettre en bataille sans avancer plus près que la portée du canon. En sa présence la ville se rendit (9 août) aux trois maréchaux, la garnison obtenant sortie honorable pour être conduite à Douai, les habitants de leur côté se faisant assurer le maintien exclusif de la religion catholique, la conservation de leur saint cierge et autres reliques, l'exemption de la gabelle du sel et la continuation de leurs privilèges. Un des articles

portait que la nomination récemment faite d'un sujet espagnol à l'évêché d'Arras, tiendrait, pourvu que dans un an celui qui avait été promu en vînt prendre possession. Le roi eut une grande joie de la reddition d'Arras, et il faut reconnaître qu'il y avait fortement contribué par son activité, par sa vigilance, par une attention de tous les moments, que les généraux durent trouver pourtant plus d'une fois importune et tracassière. Après les avoir excités souvent avec rudesse à bien faire, il les félicita de bon cœur et joyeusement d'avoir bien fait. Le cardinal aussi, très-sévère et très-grondeur la veille, prodigua le lendemain, au maréchal de Châtillon surtout, les assurances les plus vives d'estime et d'amitié. Quoique le siège d'Arras, conduit avec cette prudente application qui semblait jusque-là n'appartenir qu'aux Hollandais, n'eût pas été troublé par beaucoup de combats, on y avait fait cependant quelques pertes. Le marquis de Gesvres, l'un des maréchaux de camp, était tombé prisonnier dans les mains de l'ennemi qu'il poursuivait. Le colonel de Rantzau, blessé d'une mousquetade, avait eu la cuisse amputée. Beaucoup de gentils-hommes périrent dans ces rencontres de cavalerie et dans ces escarmouches plus vaniteuses qu'utiles où se précipitait la jeune noblesse, animée par la présence des ducs de Nemours, de Mercœur, de Beaufort, et surtout du jeune duc d'Enghien, qui faisait là ses premières armes et ne ménageait pas sa vie de dix-neuf ans. Parmi les prisonniers qu'on fit à l'ennemi se trouvait un officier du nom de Buffalini, que le sieur Mazarini son cousin, qui était alors dans Amiens à la suite du roi, demanda pour s'entretenir avec lui d'affaires domestiques ; cet officier fut traité plus favorablement que n'aurait pu l'être un chef d'importance. Le gouvernement d'Arras fut donné au marquis de Saint-Preuil, gouverneur de Doullens, qui avait conduit avec habileté le dernier convoi. On s'occupa de réparer le mal qu'on avait fait à la ville pour pouvoir à son tour la défendre, et on détruisit les travaux du siège pour qu'ils ne servissent pas à l'ennemi. L'armée espagnole inquiéta quelque temps celle de France, mais elle finit par se résigner à cette conquête dont la France aussi se contenta pour cette année.

Le succès de la campagne en Artois, quoique réduit à la prise d'une ville, avait été d'autant plus glorieux que, cette fois comme l'année précédente, les opérations des Français avaient été fort peu aidées par celles de l'armée hollandaise. En 1639, la flotte des Pro-

vinces-Unies, sous le commandement du lieutenant amiral Tromp, avait deux fois attaqué et battu les vaisseaux de l'Espagne, d'abord devant Gravelines, puis devant les dunes d'Angleterre. Mais, sur terre, le prince d'Orange s'était contenté de se montrer devant Gueldre, comme s'il voulait en faire le siège, et, à la première nouvelle d'un secours entré dans la ville, il avait aussitôt retiré ses troupes. Il avait promis de faire mieux cette campagne, et s'était mis en marche vers la Flandre avec un armement considérable. Tous ces préparatifs aboutirent pourtant à tenter quelques passages de rivière ou de canal que les Espagnols lui disputèrent, et à mettre le siège devant la forteresse d'Hulst, qui fut aussitôt secourue. Alors le prince d'Orange rembarqua son armée, qu'il conduisit encore du côté de Gueldre, sans rien entreprendre, laissant à toutes les forces espagnoles la liberté de tenter la défense d'Arras. Cette conduite froide et molle aurait fait soupçonner le prince d'Orange de quelque connivence fâcheuse avec l'ennemi, si la mort d'un de ses parents, le comte Jean-Casimir de Nassau, tué dans cette courte expédition, n'eût paru un gage suffisant de sa fidélité. Cette année ce fut dans le nouveau monde que la marine hollandaise se mesura avec avantage contre celle d'Espagne. De son côté, la flotte française, sous le commandement du jeune marquis Armand de Brézé, fils du maréchal, partit de la Rochelle, parcourut l'Océan autour de la péninsule espagnole, et, trouvant près de Cadix la flotte d'Espagne qui se rendait aux Indes, lui livra combat en vue de cette ville (22 juillet). Les Espagnols y perdirent leur vaisseau amiral, quatre galions et deux autres vaisseaux ; le reste prit sa retraite dans le port, devant lequel le jeune amiral s'arrêta plusieurs jours pour défier l'ennemi qui n'osa plus reprendre la mer. Pendant ce temps, l'archevêque de Bordeaux cherchait en vain sur la Méditerranée les galères d'Espagne, qui évitèrent sa rencontre et le laissèrent impunément faire quelques heureux coups de main sur les côtes de Naples.

Il y avait en tout cela d'assez bons événements pour réjouir l'esprit du roi, satisfait encore d'avoir vu son favori se révéler tout à coup ardent et valeureux homme d'armes au siège d'Arras. Une autre prospérité l'attendait à Saint-Germain, où il revint (7 septembre) après la prise de cette ville, pendant que le cardinal de Richelieu donnait ordre aux affaires de Picardie. La reine arrivait au terme de sa seconde grossesse, et quoique tout récemment on eût surpris une

lettre d'elle adressée à la duchesse de Chevreuse, qui avait quitté l'Angleterre pour la Flandre, cette imprudence d'une amitié tant soit peu mutine n'avait pas altéré la bonne intelligence entre les époux. L'accouchement de la reine ne démentit pas, quant au sexe de l'enfant, la prédiction que nous avons rapportée. Elle mit au monde (21 septembre) un second fils, « ayant le teint fort blanc, le » poil noir, les membres extrêmement bien faits, » et qu'on appela le duc d'Anjou, quoique, suivant la remarque du gazetier, « il eût » été mieux de le nommer comte d'Artois, en souvenir de la prise » d'Arras qui avait précédé sa naissance. » On remarqua encore cette fois la singulière préférence donnée au mois de septembre pour la naissance des grands personnages. Le roi, la reine, le dauphin, le second fils de France, étaient tous nés à cette époque de l'année où le cardinal de Richelieu les avait devancés, ce qui fit revivre chez quelques flatteurs érudits « l'ancienne opinion des Hébreux que la » création du monde datait aussi de la même saison. »

Les malheurs d'un ennemi, quels qu'en soient le principe et la fin, quelque part qu'on y ait prise, comptent aussi dans la fortune de ceux qui dirigent les États. A ce titre, l'année 1640 avait été grandement profitable au gouvernement de France; car la couronne d'Espagne y avait souffert un cruel dommage. Pendant que les armes de son adversaire lui enlevaient une ville en Artois, la révolte, toujours bien plus rapide que la conquête, arrachait de son territoire une riche province et tout un royaume. Des deux extrémités de la péninsule se détachaient, par le soulèvement populaire, deux grandes portions de cet empire, dont plusieurs années de guerre avaient à peine entamé les possessions lointaines. L'insurrection de la Catalogne s'était déclarée la première. Ce mouvement, comme tous ceux qui agitent les peuples, avait des causes anciennes et profondes, dont les principales étaient sans doute la richesse du pays, et la longue jouissance d'une position privilégiée parmi les provinces réunies à la Castille. La guerre, apportée par la France sur les confins de leur pays, fournit aux Catalans de nouveaux griefs, qui déterminèrent l'explosion du mécontentement public. Loin d'appeler les Français chez eux, ils trouvaient fort mauvais qu'on vint les troubler dans leurs douces habitudes de bien-être et de profit; mais ils auraient voulu que le roi les eût protégés à l'avance par des dispositions prévoyantes, et qu'il leur en coûtât le moins possible pour leur sûreté. Ils ne s'en por-

6.

tèrent pas moins au secours du Roussillon, lorsque les Français y entrèrent; mais là commencèrent les injures et les reproches. Le gouvernement trouvait l'assistance des Catalans faible, indocile, querelleuse, bien éloignée surtout de la fougue un peu emphatique que portait dans ses commandements le ministre de cette monarchie.

« Si vous n'obligez pas, écrivait le duc d'Olivarès au vice-roi de la Catalogne, les peuples de la principauté à porter sur leurs épaules, faute de charrois, tout le blé, orge et paille qu'on trouvera, vous manquerez à Dieu, à votre roi naturel, au sang qui coule dans vos veines et à votre propre conservation. Si les privilèges du pays ne retardent rien de ce qui est à faire, il sera bon de s'y ajuster; mais s'ils apportaient retard, ne fût-ce que d'une heure, celui-là est ennemi de Dieu, de son roi, de son sang et de sa patrie, qui mettra en avant les privilèges du pays. Il faut bien loger les soldats, leur donner de bons lits, et, s'il y en a quelqu'un qui ne l'ait pas bon, vous devez l'ôter aux gentilshommes les plus qualifiés de la province (3 octobre 1639), dussiez-vous les réduire à coucher sur la terre. Si les pionniers veulent venir de leur gré, qu'ils viennent; sinon faites-les venir de force, quand vous devriez les faire lier et garrotter. Que l'on crie contre vous jusques à vouloir vous lapider; c'est de là que doit naître votre estime. Choquez hardiment contre tous et qu'on m'impute ce que vous ferez, pourvu que nous restions avec honneur et réputation en Espagne, et que nous ne soyons pas méprisés des Français (14 octobre). »

De leur côté, les Catalans se plaignaient de ce que l'armée castillane, sans égard pour la valeur qu'ils avaient montrée à Rivesaltes et devant Salces, « les avait traités de bisongnes ou nouveaux soldats. »

Après la reprise de Salces, la noblesse catalane rentra fort meurtrie et fort diminuée dans ses terres où elle ramena ses paysans, et l'armée du roi d'Espagne voulut y prendre ses logements. Ce fut alors qu'il y eut grand débat entre les privilèges du pays, qui le dispensaient de cette charge et l'évidente nécessité des affaires qui ne permettait pas d'éloigner les troupes d'une frontière toujours menacée. Irrité de cette résistance, le comte-duc d'Olivarès résolut « d'envoyer servir un nombre de Catalans hors de leur pays, afin de les mieux instruire de l'obligation qu'ils avaient de s'employer pour leur propre défense et pour celle de la monarchie, comme faisaient les autres sujets du roi. Faites tout votre possible, ajoutait-il,

» pour y bien réussir, sans avoir égard à ces vétilles de privilèges ;  
» car il est honteux qu'une nation si vaillante reste ensevelie dans  
» l'oisiveté et dans la paresse, sous ce frivole prétexte jusqu'à en  
» oublier son propre devoir (14 janvier 1640).

Ce que le comte-duc appelait « vétilles » était pour les Catalans leur orgueil, leur intérêt, leur nationalité, comme nous dirions. La ville de Barcelone, renfermant une nombreuse population enrichie par le commerce, s'émut grandement pour la défense des droits de la province. En plein carnaval elle affecta le deuil et la douleur, tellement « qu'il n'y eut pas de chandelles aux croisées, » que les confréries ne donnèrent pas de bals et qu'on fournit aux » masques, pour tout divertissement, des ordonnances municipales » dirigées contre les mesures du gouvernement. Le corps de ville et le conseil général de la province adressèrent au roi des remontrances sur le cruel traitement qu'on voulait leur faire souffrir, malgré leurs généreux services dans la campagne précédente. Leur principal grief était le logement des gens de guerre dans les villages et les violences qu'ils y commettaient, poussées à tel point qu'il y avait sujet de craindre que les paysans n'en vinssent aux mains avec les soldats (22 février). A cette crainte le roi ne trouva qu'un remède, c'était de mettre partout les gens de guerre en plus grand nombre que les habitants, de faire emprisonner quelques officiers de la ville et même un membre du conseil général pour intimider le peuple. Le vice-roi de Catalogne, Catalan lui-même, reçut (31 mars) les ordres les plus sévères de ne rien négliger, de ne respecter rien pour conserver l'armée, afin d'avoir de quoi repousser les Français et par suite l'hérésie. Car c'était un axiome de la politique espagnole que partout où les armes de la France pénétraient, « la doctrine de Calvin s'introduisait » avec elles. » De plus on insistait pour qu'il se fît dans la province une levée de six mille hommes qui devaient aller apprendre en Italie le métier de la guerre et l'obéissance.

Les choses arrivées de part et d'autre à un tel degré d'irritation, il ne manquait plus qu'un de ces hasards qui décident un soulèvement général. Ce hasard arriva, et, ce qu'il y de plus singulier, la révolte fut précipitée par ce même sentiment religieux auquel le gouvernement avait cru devoir s'adresser pour se faire obéir. Les gens de guerre avaient commis de graves excès jusque dans les églises des villages où ils étaient répandus ; l'évêque de Gironne avait excom-

munié les auteurs de ces crimes. Le malheur voulut qu'au jour de la Fête-Dieu, plusieurs milliers de paysans et de moissonneurs rassemblés à Barcelone pour cette solennité, crurent reconnaître parmi les soldats quelques-uns des sacrilèges. Un grand tumulte s'éleva aussitôt contre eux ; le peuple de Barcelone se joignit aux assaillants en réclamant un de ses magistrats emprisonné. La foule culbuta les soldats, se fit jour jusqu'au palais, y mit le feu, et fit périr à coups de pierres le vice-roi qui cherchait à s'embarquer. En un instant toute la Catalogne fut en pleine rébellion. L'armée castillane, chassée de tout côté, alla chercher sa retraite sur les confins de la France à l'extrémité du Roussillon.

Surpris par la rapidité de cette insurrection, le gouvernement d'Espagne, qui n'avait rien de prêt pour la force, voulut employer la douceur, de peur que le désespoir ne jetât les Catalans dans les bras de la France. Quelques mois se passèrent dans l'espérance d'une réconciliation. Les magistrats de la Catalogne continuaient à correspondre avec le roi d'Espagne et, dans le récit qu'ils faisaient de ce qui s'était passé, ils ne manquaient pas de dire que le vice-roi était mort d'une chute. Le roi leur nomma un nouveau vice-roi fils d'une dame très-considérée dans la province et sur l'influence de laquelle on comptait pour rétablir la paix ; ce vice-roi y mourut à la peine. Cependant tout ce que les Catalans semblaient demander, c'était la punition des soldats coupables des crimes commis dans les églises, et le roi d'Espagne ajournait autant qu'il le pouvait cette satisfaction (août). En attendant il faisait amas de troupes qui s'avançaient sans bruit vers Tortose, tandis que l'armée reléguée dans le Roussillon se préparait à rentrer dans la province. Ce fut alors que quelques Catalans proposèrent d'appeler le secours de la France. Le cardinal de Richelieu parut recevoir assez froidement cette demande. Mais lorsqu'un mois après le maréchal de Schomberg lui écrivit que le roi d'Espagne, réconcilié avec les Catalans, voulait assiéger Narbonne, il se contenta de répondre « qu'il n'y avait pas d'apparence à ce projet, encore bien qu'on dût » se tenir sur ses gardes. » Il avait envoyé en effet un agent sur la frontière pour se concerter avec les Catalans, qu'il voulait engager plus sérieusement dans la révolte avant de les y soutenir. Dans le même temps il se tenait en Catalogne une assemblée des états généraux (septembre) ; là, comme c'est assez l'usage, les esprits s'aigrirent,

les têtes s'échauffèrent. On résolut de se défendre contre ces deux armées royales, dont l'une revenait du Roussillon qu'elle avait désolé, dont l'autre s'avancait du côté de l'Aragon, pour anéantir les libertés du pays et exercer d'horribles vengeances. Toute la province fut invitée à prendre les armes, et les états généraux écrivirent au roi catholique pour lui annoncer ces dispositions en déclarant toutefois qu'elles n'étaient pas contre lui (18 septembre), mais seulement contre son ministre, le comte-duc d'Olivarès, qui avait juré leur ruine. Le roi d'Espagne n'eut plus désormais qu'à faire marcher ses troupes, et l'envoyé du roi de France promit aux Catalans la protection de son maître, dont les effets se bornèrent alors à leur fournir des officiers d'armée pour les commander, à leur envoyer six mille hommes de pied et deux mille chevaux, plus des armes et des munitions pour leur argent. Le traité conclu et signé fut porté par l'agent français à Barcelone où on le reçut comme un libérateur (18 décembre).

Le même jour où le roi de France accordait son appui aux Catalans, un autre roi, de création plus nouvelle, leur offrait son alliance. Il s'appelait don Jean, roi de Portugal et des Algarves, seigneur de la Guinée, conquête, navigation et commerce de l'Éthiopie, Arabie, Perse et des Indes. Nous avons vu poindre en 1638, dans le Portugal, un germe de révolution que la France s'était empressée, mais inutilement, de cultiver. Tout récemment, lorsque la Catalogne commençait à se remuer, le comte-duc d'Olivarès citait les Portugais en exemple aux Catalans. « Vous avez vu, écrivait-il au vice-roi, le Portugal dans le trouble et la désobéissance, et voyez comme il est aujourd'hui dans le repos, consolé et satisfait. Tout cela s'est fait pourtant sans aucune violence, et il ne lui en a coûté que les soumissions et les respects rendus au roi notre maître. » C'était au mois de février que le ministre parlait ainsi, et l'année ne s'était point passée que le roi d'Espagne avait perdu ce royaume, modèle d'obéissance et de prospérité. Aux anciens et naturels griefs d'un peuple conquis et descendu de son rang pour n'être plus qu'une province, était venu s'en joindre un nouveau, produit par la révolte même de la Catalogne. Le roi d'Espagne avait appelé dans ses armées la noblesse de Portugal, pour marcher avec l'arrière-ban de tout son royaume contre ses sujets insurgés. Le duc Jean de Bragance, descendant du roi portugais Emmanuel par sa grand'mère Catherine,

et que le roi d'Espagne avait laissé vivre tranquille dans ce pays, sur la foi d'un caractère insouciant et ami des plaisirs, le duc de Bragance, disons-nous, avait habilement décliné la charge et l'honneur de conduire cette expédition. On lui avait alors confié la défense des côtes de Portugal où les Français s'étaient montrés. C'était mettre la puissance aux mains d'un ennemi, s'il voulait se déclarer tel. Don Jean, excité par son secrétaire Pinto, homme de tête et d'entreprise, accepta ce que la fortune lui offrait. Le duc n'eut d'autre peine que de se faire des amis ; Pinto recruta des mécontents. L'obligation d'aller servir hors de leur pays, pour le compte du roi d'Espagne et contre des sujets révoltés, suffisait pour irriter les gentilshommes. On fit valoir auprès du clergé le meurtre déjà fort ancien de deux mille prêtres sacrifiés à l'usurpation de Philippe II, et la distribution scandaleuse des bénéfices et des dignités ecclésiastiques entre les Espagnols ou leurs plus méprisables partisans. Au peuple, on parlait de sa misère dont une révolution seule pouvait le tirer. Le soulèvement du Portugal, dont l'idée avait été ainsi répandue dans tous les esprits, fut ensuite préparé dans une conspiration, avec ses enrôlements, ses assemblées, ses moyens d'exécution débattus et concertés, le jour et le signal convenus (1<sup>er</sup> décembre). Quand tout fut prêt, les conjurés marchèrent contre le palais, enfoncèrent la garde, égorgèrent ceux dont la mort avait été résolue, notamment Michel Vasconcellos, Portugais de naissance, mais ministre dévoué du roi d'Espagne, retinrent prisonnière la vice-reine, Marguerite de Savoie veuve du duc François de Mantoue, et proclamèrent roi don Jean de Bragance. Les acclamations du peuple de Lisbonne ratifièrent ce brusque événement, et le duc de Bragance, qui se tenait prudemment à vingt-cinq lieues de là dans sa résidence de Villa-Viciosa, vint prendre possession de la royauté qu'on lui avait faite. A la première nouvelle de ce qui s'était passé dans Lisbonne, toutes les autres villes de Portugal chassèrent les Espagnols abattus et découragés, de sorte qu'au bout de quinze jours il ne restait plus rien à la couronne d'Espagne de la conquête de Philippe II. Jean IV, couronné à Lisbonne, était en possession de ce royaume, « qu'il avait résolu, moyennant l'assistance divine, de conserver par les armes ; » et son premier soin était de tendre la main aux Catalans qui avaient même cause, même péril, même ennemi (19 décembre).

Pendant que ce double malheur arrivait coup sur coup à la puis-

sance rivale de la France, l'Angleterre, alliée indifférente et d'une neutralité suspecte, voyait s'ouvrir pour elle cette série de jours mauvais qui devaient la conduire aux dernières catastrophes. L'année précédente il avait fallu faire la paix avec les Écossais armés. Au commencement de celle-ci, le roi avait voulu reporter la guerre dans ce pays rebelle et s'était vu forcé, pour obtenir des subsides, de convoquer un parlement qu'il renvoya au bout de trois semaines. Les Écossais alors s'étaient avancés contre la faible armée entretenue par le roi et l'avaient réduit à faire un nouveau traité. En face d'un peuple insurgé, à la tête d'une nation mécontente, le roi avait promis de rentrer dans cette voie de gouvernement qu'il avait abandonnée depuis onze ans, et dont tout récemment il venait de faire un fâcheux essai qui l'avait obligé encore à la quitter. Le parlement d'Angleterre s'était assemblé (3 novembre), et son premier acte avait été de mettre en accusation le principal ministre du roi, non pas un favori ou un de ces conseillers devenus souverains de leur maître, qui emploient pour leur compte et risquent à leur profit son autorité, mais un serviteur intègre de l'État et un défenseur zélé de la couronne, Thomas Wentworth, comte de Strafford. Il est certain que la France avait contribué par ses émissaires et son argent aux premiers soulèvements de l'Écosse. Mais maintenant il n'y avait plus rien à faire; la lutte entre le pouvoir royal et l'esprit de révolte était engagée; quelle qu'en fût l'issue, et nous ne croyons pas qu'il ait été donné même au cardinal de Richelieu de la prévoir, la Grande-Bretagne était pour longtemps exclue des intérêts qui partageaient l'Europe.



# LIVRE XV.

—

## CHAPITRE PREMIER.

**Le fils du prince de Condé épouse une nièce du cardinal de Richelieu. — Représentation de Mirame. — Querelles entre le roi et le jeune Cinq-Mars. — Lit de justice. — Déclaration du roi pour fixer l'autorité des parlements. — Les députés de la Catalogne prêtent serment de fidélité au roi. — Le duc Charles de Lorraine vient à Paris. — Traité entre le roi et le duc. — Accusation contre le duc de Vendôme. — Dénûment de la reine mère.**

« En France, écrivait encore Grotius à la fin de l'année 1640, » les impôts sont lourds, le peuple gémit, mais il ne se remue pas. » La sédition de Normandie, sévèrement réprimée, avait épuisé tout ce qu'il pouvait y avoir de dispositions au mouvement populaire. Ce qui restait de princes et de seigneurs demeurait calme ou soumis. On venait d'apprendre la mort du duc de Guise (30 septembre 1640), expirant après sept années d'exil sur la terre étrangère, et le maréchal de Bassompierre, dans sa chambre de la Bastille, ne pouvait rien que « pleurer la perte de cet ami et de sa liberté. » Le duc d'Orléans, toujours sans femme, mais non sans distraction, semblait avoir pris son parti de toutes choses, et vivre pour la joie. On était inquiet seulement du comte de Soissons. Le terme de sa retraite à Sedan allait expirer, et il était bien convenu qu'on ne la prolongerait pas. Mais tout en lui faisant savoir qu'il faudrait revenir à la cour, on l'y accusait d'intelligences et de pratiques avec les ennemis de l'État, notamment avec le duc de la Valette, son ancien ami, qui était soupçonné de vouloir surprendre Metz. Le comte prit cette accusation avec aigreur, envoya au roi un de ses gentilshommes, et demanda fièrement à être jugé par le parlement sur les bruits qu'on faisait courir contre sa fidélité. Comme le cardinal disait à ce gentilhomme que des gens alors retenus prisonniers avaient nommé le comte de Soissons dans leurs déclarations, « c'est chose facile, s'écria-

« t-il avec vivacité, de faire dire ce qu'on veut à ceux que l'on tient » en prison. » Cependant le roi écrivit au comte qu'il croyait à son innocence, et celui-ci remercia le cardinal de cette assurance (11 janvier 1641), « dont il savait bien lui être obligé. »

S'il est vrai que la disgrâce de ce prince eut pour cause le refus qu'il avait fait de s'allier au cardinal de Richelieu en épousant sa nièce, l'aîné de sa branche, le prince de Condé, s'était montré moins difficile. En ce moment, il n'était question que des préparatifs qui avaient lieu pour célébrer l'union du jeune duc d'Enghien avec la fille du maréchal de Brézé. Urbain de Maillé-Brézé était, il est vrai, de meilleure maison que Wignerod de Pontcourlay ; mais il est facile de voir, par les lettres que nous avons citées du prince de Condé, qu'il ne demandait rien de plus à sa bru que sa parenté avec le cardinal, et on doit mettre au rang des fables tout ce qui a été écrit de la contrainte exercée sur sa volonté. La vérité est que le prince de Condé, à tort ou à raison, à tort sans doute, puisque la puissance du cardinal était nécessairement viagère, désirait avec passion cette alliance. Une particularité déjà remarquée de son caractère, explique assez un calcul qui semble tout à fait mauvais dans la vue de l'avenir. Le prince de Condé était avide et avare ; le crédit du cardinal finissant par sa mort, il y trouvait au moins le dédommagement d'une riche succession. Quant au duc d'Enghien, tous les historiens lui font honneur d'une répugnance dont il ne reste pourtant aucune trace. Il est fort probable que ce prince, âgé alors de dix-neuf ans, vit seulement dans cette alliance la certitude d'avoir bientôt des armées à commander, noble emploi pour lequel sa passion s'était déclarée hautement. Quoi qu'il en soit, le mariage du duc d'Enghien et de Claire-Clémence de Maillé-Brézé fut célébré au palais-cardinal (9 février), où se donna « le plus beau ballet dont on ait mémoire, composé de trente-six entrées, et ayant pour sujet la prospérité des » armes de la France. » Ce fut peu de jours avant cette cérémonie qu'on inaugura la grande salle de spectacle construite dans l'aile droite de cet hôtel, et qui avait coûté plusieurs années de travail avec une dépense énorme. Un des soins confiés au sieur Mazarini, dans son ambassade extraordinaire en Italie, était d'y faire construire et d'expédier en France les machines qui devaient manœuvrer sur ce théâtre. Une salle provisoire avait suffi pour les pièces des cinq auteurs et pour le Cid (14 janvier). Sur la scène magnifique qui venait d'être

élevée à grands frais et avec tout le luxe d'illusion théâtrale que l'Italie pouvait fournir, parut la tragédie de *Mirame*, l'œuvre chérie du cardinal de Richelieu. *Mirame* est sans doute une assez mauvaise pièce, surtout quand on la lit aujourd'hui de si loin et à travers tant d'ouvrages dramatiques représentés depuis deux siècles, pour qu'il soit divertissant de l'attribuer à un grand homme d'État qui se trompait en fait de poésie ; encore bien du reste que Desmarets, l'auteur titulaire, nous semble fort capable de ne l'avoir pas faite meilleure. Mais c'est pousser jusqu'à l'absurdité la manie de l'anecdote, que d'y chercher une allusion outrageante à l'amour de la reine Anne d'Autriche pour le duc de Buckingham, et à la préférence qu'elle lui donna sur le cardinal de Richelieu. *Mirame* fut jouée en 1641, Buckingham était mort en 1627. L'injure datait donc au moins de quatorze ans. Pendant ce temps, le cardinal avait vieilli, la reine avait passé l'âge de la coquetterie, elle avait eu deux enfants ; et, en supposant que la rancune durât encore, il fallait compter étrangement sur la constance des dames, pour supposer que la reine eût conservé une si prodigieuse fidélité à un simple souvenir. Ce qui est plus certain, c'est qu'il y a, dans le sujet et dans les situations de cette pièce, une évidente intention de rivalité avec la tragi-comédie du *Cid*. Quoi qu'il en soit, la magnificence de la salle causa une vive admiration qui augmenta encore lorsque, le rideau s'étant levé, on vit sur le théâtre « de fort délicieux jardins ornés de grottes, de statues, de » fontaines, de grands parterres en terrasse sur la mer, avec des » agitations qui semblaient naturelles aux vagues de ce vaste élément, et deux grandes flottes, dont l'une paraissait éloignée de » deux lieues, qui passèrent toutes deux à la vue des spectateurs. » L'espace de temps marqué par la règle classique pour la durée de l'action, fut habilement indiqué par la succession du crépuscule, de la nuit, de l'aurore et du jour, qui voila tour à tour et découvrit cette superbe décoration. Après la pièce jouée, une toile peinte en nuages s'abassa sur le théâtre, un pont doré vint rouler jusqu'aux pieds de la reine, et lui servit à passer sur la scène maintenant convertit en un riche salon, où la reine « dansa un grand branle » avec les princes et princesses. Il n'est peut-être pas sans intérêt d'ajouter qu'à cette fête assistaient trois généraux de l'ennemi prisonniers, dont l'un était Jean de Wert.

On pense bien que, dans le repos de l'hiver, l'affection du roi pour

son nouveau favori devait trouver mille occasions de se montrer. Cette affection, il faut le dire, même en mettant à part les honteuses révélations de certains mémoires qui ne méritent peut-être aucune foi, mais qu'il est impossible de discuter, cette affection, dans ses témoignages les plus apparents et les plus chastes, ne convenait ni à un roi ni à un homme. C'était une passion comme celle des enfants pour ce qui est à eux et ce qui les amuse, passion pleine en même temps d'emportement et de faiblesse, jalouse, colère, pleureuse et cruelle. S'il est vrai que le cardinal de Richelieu ait appelé le grand écuyer « le joujou du roi, » ce mot n'était pas seulement un sarcasme sanglant contre le jeune marquis de Cinq-Mars, il était un jugement trop vrai de son maître, et en même temps une terrible prédiction ; car on sait ce que les enfants font de leurs jouets. Au reste le cardinal avait plus que personne le droit de parler ainsi ; car parmi les charges de son ministère il lui fallait compter la confidence des querelles qui troublaient ce ménage d'amis. Le grand écuyer, nourri dans l'élégante société du Marais, aimant très-fort les dames, le jeu, la bonne chère, tout ce qui égaye et agite la vie, s'ennuyait beaucoup de cette existence solitaire et retirée où le roi voulait l'enfermer, sans autre divertissement que la chasse, sans autre occupation des longues soirées et des jours pluvieux que l'apprentissage des différents métiers où le monarque était vraiment fort habile. Aussi s'échappait-il la nuit, quand il le pouvait, de Saint-Germain, pour venir à Paris réclamer son tour chez la belle Marion de l'Orme, ou visiter les libres et joyeux compagnons de sa jeunesse. Une partie de ces équipées étaient aussi, dit-on, pour la princesse Marie de Gonzague, arrivée alors presque à l'âge de trente ans, condamnée en quelque sorte au célibat par l'espoir qu'elle avait eu dix ans auparavant d'épouser le frère du roi, mais qui n'aurait pas dédaigné pour époux le jeune favori, et le poussait à élever encore de quelques degrés sa fortune pour se rapprocher d'elle. Comme toutes ses démarches étaient surveillées, le roi savait toujours quand le grand écuyer avait enfreint ses ordres, et c'était au cardinal qu'il s'en plaignait, avec une naïveté de faiblesse qu'on aurait peine à comprendre, si une de ces confidences ne s'était pas conservée jusqu'à nous, telle qu'elle est échappée à ce cœur malade, à cet esprit énervé.

« Je suis bien marri, écrivait un jour Louis XIII au cardinal de » Richelieu (4 janvier 1641), de vous importuner sur les mauvaises

» humeurs de monsieur le Grand. A son retour de Ruel, il m'a baillé  
» le paquet que vous lui avez donné. Je l'ai ouvert et l'ai lu. Je lui  
» ai dit : monsieur le cardinal me mande que vous lui avez témoigné  
» avoir grande envie de me complaire en toutes choses, et cependant  
» vous ne le faites pas sur un chapitre de quoi je l'ai prié de vous  
» parler, qui est sur votre paresse. — Il m'a répondu que vous lui en  
» aviez parlé, mais que pour ce chapitre-là il ne pouvait se changer,  
» et qu'il ne ferait pas mieux que ce qu'il avait fait. — Ce discours  
» m'a fâché. Je lui ai dit qu'un homme de sa condition devait songer  
» à se rendre digne de commander les armées, comme il m'en avait  
» témoigné le dessein, et que la paresse y était du tout contraire.  
» — Il m'a répondu brusquement qu'il n'avait jamais eu cette pensée  
» et n'y avait pas prétendu. — Je lui ai répondu que si, et n'ai pas  
» voulu enfoncer ce discours. Vous savez bien ce qui en est. — J'ai  
» repris ensuite le discours sur la paresse, lui disant que ce vice ren-  
» dait un homme incapable de toutes bonnes choses, et qu'il n'était  
» bon qu'à ceux du Marais où il avait été nourri, qui étaient du tout  
» adonnés à leurs plaisirs, et que, s'il voulait continuer cette vie, il  
» fallait qu'il y retournât. — Il m'a répondu arrogamment qu'il était  
» tout prêt. — Je lui ai répondu : Si je n'étais plus sage que vous,  
» je sais bien ce que j'aurais à répondre la-dessus. — Ensuite de cela je  
» lui ai dit que, m'ayant les obligations qu'il m'a, il ne devait pas  
» me parler de la façon. — Il m'a répondu son discours ordinaire,  
» qu'il n'avait que faire de mon bien, qu'il s'en passerait fort, et  
» serait aussi content d'être Cinq-Mars que monsieur le Grand, et  
» que, pour changer de façon et de vivre, il ne le pouvait. — Et  
» ensuite est venu, toujours me picotant et moi lui, jusque dans la  
» cour du château où je lui ai dit qu'étant en l'humeur où il était, il  
» me ferait plaisir de ne me point voir. — Il m'a témoigné qu'il le  
» ferait volontiers. Je ne l'ai pas vu depuis. Tout ce que dessus a été  
» dit en la présence de Gordes : — Signé Louis. » Et comme si ce  
n'était pas assez d'avouer qu'il y a eu un témoin à cette étrange con-  
versation, rapportée fidèlement par le roi à son ministre, ce prince  
ajoute en post-scriptum. « J'ai montré à Gordes ce mémoire avant que  
» de vous l'envoyer, qui m'a dit n'y avoir rien lu que de véritable. »  
En cette occasion le cardinal fut bien sévère pour le roi, car il le  
réconcilia avec son favori.

Si le cardinal se souciait peu des humiliations que souffrait la per-

sonne royale dans un commerce intime, il ne permettait pas du moins que l'autorité reçût atteinte et il ne négligeait aucune occasion pour la relever. Nous avons vu comment on avait puni sur quelques membres du parlement les faibles tentatives de cette compagnie pour s'entremettre des affaires de l'État. Il ne paraît pas qu'on eût eu à lui reprocher quelque témérité nouvelle ; cependant le cardinal crut le moment venu, lorsqu'on était en veine de succès militaires, quand on pouvait prévoir quelque entreprise du comte de Soissons, et surtout à l'époque où le parlement d'Angleterre détruisait hardiment le pouvoir d'un roi, de le consolider en France par une manifestation solennelle de ses droits, comme il les entendait et comme il voulait qu'ils fussent respectés. Longtemps à l'avance il avait été question d'un lit de justice dont les magistrats eux-mêmes ignoraient la cause. Quand le jour en fut fixé, les gens du roi n'obtinrent qu'une communication vague de l'objet de la déclaration sur laquelle ils devaient conclure, et le chancelier, pourvu tout récemment du cordon bleu comme garde des sceaux de l'ordre en remplacement du surintendant Claude de Bullion qui venait de mourir, se réserva de la faire connaître en pleine séance. Le roi se rendit donc (21 février) au parlement avec son frère, le cardinal de Richelieu, le prince de Condé, les ducs et les maréchaux étant alors en cour, et cela de si bon matin que les membres de la compagnie n'avaient pas encore eu le temps d'endosser leurs robes rouges. Cette déclaration mystérieusement préparée, maintenant produite au grand jour, contenait en effet un établissement complet de la monarchie absolue. « Il n'y a rien, dit-elle, qui conserve et qui maintienne davantage les empires que la puissance du souverain également reconnue par tous les sujets. Mais comme cette puissance porte les États au plus haut point de leur gloire, aussi, lorsqu'elle se trouve affaiblie, on les voit en peu de temps déchoir de leur dignité. Ainsi était-il arrivé en France pendant les désordres de la Ligue, qui doivent être ensevelis dans un éternel oubli, où le mépris de l'autorité royale, ébranlée par les entreprises injustes de ceux qui devaient la révéler, avait failli faire passer le sceptre aux mains d'un usurpateur. Henri le Grand lui avait rendu son éclat, mais après sa mort et dans le bas âge du roi, elle avait reçu de dangereuses atteintes. Le parlement, quoique porté d'un bon mouvement, entreprit, par une action qui n'a pas d'exemple et qui blesse les lois fondamentales de la monarchie,

» d'ordonner du gouvernement du royaume et de la personne du roi.  
» Depuis cette première infraction que les circonstances du temps  
» obligèrent de dissimuler, cette compagnie se crut autorisée à con-  
» server l'administration de l'État et à demander compte du manie-  
» ment des affaires publiques, ce qu'elle témoigna en 1615 par son  
» arrêt de convocation aux ducs et pairs et officiers de la couronne.  
» Ensuite les factions s'étaient formées, et elles n'avaient été dissi-  
» pées que depuis que l'autorité royale avait repris cette force et  
» cette majesté qui conviennent à un État monarchique, où il ne  
» saurait être permis de mettre la main au sceptre du souverain.  
» C'était cette heureuse réintégration du royaume par l'affermisse-  
» ment du pouvoir qu'il fallait désormais consolider, afin d'assurer  
» un règne prospère à la lignée dont Dieu avait honoré la couche du  
» roi. Pour cela il importait de régler tous les ordres de l'État dans  
» leurs fonctions de manière à ce qu'ils agissent dans une parfaite  
» dépendance de la puissance souveraine : et l'administration de la  
» justice en étant la première partie, c'était par le parlement qu'on  
» devait commencer, en déterminant l'usage légitime de l'autorité  
» que les rois de France lui avaient déposée. »

Tel était le préambule de la déclaration. Ses dispositions portaient que la cour du parlement et les autres cours n'étaient établies que pour rendre la justice aux sujets du roi. Très-expresses inhibitions leur étaient faites, de prendre à l'avenir connaissance d'aucune affaire concernant l'État, administration et gouvernement d'icelui, que le roi réservait à sa personne seule et à celle de ses successeurs rois, si ce n'est qu'elles en eussent pouvoir formel et spécial en vertu de lettres patentes. Toutes délibérations et résolutions contraires à cet ordre étaient d'avance déclarées nulles, comme faites par personnes n'ayant de ce aucun pouvoir et il serait procédé contre ceux qui y auraient pris part. Les édits et déclarations vérifiés en présence du roi devaient être pleinement exécutés selon leur forme et teneur, sauf aux officiers du parlement à faire telles remontrances qu'ils aviseraient, après lesquelles ils seraient tenus d'obéir si ainsi le roi l'ordonnait. Quant aux édits qui leur seraient envoyés concernant le gouvernement et l'administration de l'État, il leur était enjoint de les faire publier et enregistrer sans en prendre connaissance ni faire aucune délibération sur iceux. Pour ce qui touche les édits de finances, ils pourraient se retirer par devers le roi et lui déduire les difficultés

qu'ils y auraient trouvées, mais non y apporter aucune modification, ni user de ces mots « nous ne devons ni ne pouvons, » qui sont injurieux à l'autorité du prince; après quoi si le roi ne jugeait pas à propos d'y rien changer, ils étaient obligés de procéder à l'enregistrement d'iceux, toute affaire cessante, si ce n'est qu'on leur permit de nouvelles remontrances, ensuite desquelles il devait être passé outre sans aucun délai.

C'était bien là une constitution du pouvoir royal dans ses rapports avec les parlements; le roi pourtant ne prétendait pas l'avoir créée, mais la rétablir. Elle résultait, selon lui, de l'ancienne coutume, de la possession immémoriale, des règlements conformes publiés par les rois ses prédécesseurs, qui s'y trouvaient soigneusement rapportés et qui dataient du roi Jean, de François I<sup>er</sup>, de Charles IX. Elle avait de plus été consacrée par quatre arrêts du conseil rendus sous son règne à différents intervalles. On voulait seulement en renouveler la mémoire, en fixer les termes, en perpétuer la doctrine, et annoncer à tous la ferme volonté de ne plus s'en départir. En même temps il fut jugé à propos de punir l'opposition qu'avait rencontrée dans le sein du parlement la dernière création d'offices de magistrature. « Pour » montrer, disait le roi, que la substitution des charges ne dépend que » de nous et que la suppression et la création d'icelles est un effet de notre » puissance, nous avons résolu de supprimer les charges de ceux à qui » par bonté nous avons seulement fait commandement de se retirer de » la compagnie, jusqu'à ce qu'il en fût par nous autrement ordonné. » En conséquence les offices du président Barillon, des conseillers Scarrons, Laisné, Bidaut, Sevin et Salo étaient éteints et supprimés, sauf le remboursement de leur finance. Le chancelier fit précéder la lecture de cette déclaration d'un discours qui ne fut pas entendu, parce que le frère du roi vint avec fracas prendre sa place pendant qu'il parlait. Le président de Bellièvre, tenant la place du premier président Lejay, mort depuis peu et qui n'avait pas encore de successeur, prononça quelques paroles tristes et graves, et l'avocat général Omer Talon, à qui appartenait la difficile charge de requérir l'enregistrement d'un pareil acte, ramassa tout ce qu'il put de phrases sonores et de citations bibliques pour représenter la terreur causée par la présence du roi et pour l'exhorter à la clémence. Le roi le trouva pourtant encore trop hardi, et il fallut que le cardinal de Richelieu et le chancelier prissent la peine de le justifier. La déclaration fut enre-

gistrée sans rumeur, sans résistance; seulement les présidents se plaignirent de ce que le chancelier avait pris l'opinion des ducs et pairs avant la leur.

Il manquait peut-être pour spectateur de cette action quelque prince étranger. Car le but évident qu'on s'y était proposé, était d'apprendre aux autres nations comment le roi de France était et voulait être obéi dans son royaume; il y avait là comme un contre-coup des principes proclamés alors au parlement d'Angleterre. Cependant, à défaut de prince, il se trouvait à Paris des hôtes venus de loin, et dont la présence n'ajoutait pas peu d'importance à cette manifestation. La veille même de la séance royale (20 février), le roi avait donné audience aux députés de la Catalogne, arrivés de cette principauté, non plus pour réclamer son puissant secours au profit de leur liberté, mais pour lui prêter serment de fidélité au nom d'une nouvelle province, et le reconnaître comme leur souverain. Peu de jours après (27 février), on fit des préparatifs à Paris dans l'hôtel d'Épernon, pour l'arrivée d'un illustre personnage, dont le nom causa d'abord quelque incertitude, puis, quand on ne put plus en douter, une singulière surprise. Celui qu'on attendait en effet n'était pas le prince Thomas de Savoie, avec lequel on avait fait un traité, qui avait promis de partir pour Paris à jour fixe, et dont la venue avait été promise à la France comme un des plus beaux résultats qu'eût produits la dernière campagne. Le prince que Paris allait voir, le nouvel ami que la France avait reconquis, était le duc Charles de Lorraine, que les dernières relations montraient en posture de guerre. Le 2 janvier on écrivait de Metz : « Le duc Charles ayant ruiné les » pays d'entre la Sambre et la Meuse et fait soulever une partie des » habitants, sur leurs plaintes il a reçu commandement de l'empereur » d'en sortir; ce qu'il a fait, et est maintenant logé en avant de Marche- » en-Famine avec dix régiments de cavalerie qui ne font que quinze » cents hommes et quatre d'infanterie d'environ mille soldats, à quoi » se montent toutes ses troupes. » Deux mois après on put écrire de Paris : « Le duc Charles de Lorraine est arrivé ici suivi d'un très-beau et très-grand cortège (7 mars). »

Quelque imprévu que parût au monde ce nouvel épisode d'une vie toute romanesque, nous avons pu voir déjà qu'il avait été préparé par des tentatives de négociation. Il y avait deux ans qu'un gentilhomme lorrain était sorti tout exprès de la Bastille sur sa parole, avec des

termes d'accommodement et un sauf-conduit pour le prince ; mais on n'avait plus eu nouvelles ni du prisonnier , ni de sa mission. Le duc lui-même avait repris vers la fin de 1639 la proposition d'une conférence qui devait se faire à Langres , et où le cardinal de Richelieu offrait de se rendre. Ensuite il s'adressa au marquis du Hallier, gouverneur pour le roi en Lorraine : on eut soupçon alors que ses démarches dirigées de ce côté avaient pour but quelque entreprise sur Nancy, et ce commerce fut rompu , encore bien qu'il se soumit à « remettre entre les mains du roi, pieds et poings liés, celui des siens » qu'on lui désignerait comme pouvant servir en ce projet. » Il n'en fit pas moins tout ce qu'il put la campagne suivante pour la défense d'Arras. Mais le mécontentement qu'il avait depuis longtemps de l'empereur et des Espagnols , recommença lors de la distribution des quartiers d'hiver où il se crut mal partagé. Ce n'était, pourtant là que le moindre de ses chagrins , parce que celui-ci avait une cause raisonnable. Ce qui lui donnait le plus de souci , ce qui lui faisait chercher un nouveau changement de sa position, c'était une femme, non plus seulement maîtresse de son cœur et compagne de ses aventures, mais qu'il prétendait lui être unie par légitime mariage, ce que ni le pape ni ses protecteurs espagnols ne voulaient reconnaître, sous le prétexte assez naturel qu'il avait déjà une autre épouse. Après s'être consolé de ses premières disgrâces avec la princesse de Cantecroix, le mari de cette dame étant mort, il l'avait épousée publiquement en 1637, et avait confié à des casuistes gagés le soin de démontrer que son mariage avec la duchesse Nicolle était nul, comme fait par contrainte, et encore parce que « Nicolle avait été baptisée » par un prêtre condamné depuis pour sorcellerie. » Quelque complaisance que l'on eût pour un prince souverain en ces sortes d'affaires, comme la duchesse sa femme était souveraine aussi, comme elle lui avait apporté en dot le duché de Lorraine, qu'elle soutenait en même temps ses droits de femme établis par une cohabitation de dix ans et ses droits d'héritière de la principauté, il n'était guère possible de trouver un tribunal ecclésiastique qui voulût rompre cette union. Cependant le scandale du nouveau ménage durait toujours, et, pour le faire cesser, le pape enjoignit à l'archevêque de Malines d'interdire à la princesse de Cantecroix la fréquentation de son prétendu mari. Alors le duc la fit sortir de Bruxelles et la conduisit à Sierck, ville de Lorraine qui lui était restée, et qui dépendait du diocèse de Trèves (janvier).

Ce fut avec cette dame que se renoua la négociation, et cela par le moyen d'une autre femme, qui vraiment ne pouvait manquer de charité pour de pareils torts. Charlotte des Essars, l'une des dernières maîtresses de Henri IV dont elle avait eu deux enfants, puis mariée secrètement au cardinal Louis de Guise qu'elle avait rendu père de trois fils et de deux filles, était maintenant femme du gouverneur de Lorraine. Elle acheva en peu de temps ce que son mari n'avait pu faire, et le duc Charles, persuadé par celle qu'il aimait, se rendit auprès du roi, sans autre sûreté qu'un passe-port qui lui promettait son libre retour s'il ne s'accommodait pas. Ce prince avait plus d'un motif sérieux pour désirer de rentrer en grâce; ses États étaient envahis; son armée harassée et mal entretenue; il avait véritablement servi avec un courage remarquable la cause où il s'était follement embarqué et s'en trouvait fort mal payé; le parti dans lequel il avait mis ses intérêts venait d'éprouver bien des revers et ne lui offrait guère de chances favorables. Au moins, avec le roi de France, il pourrait regagner quelque chose du sien, et ce peu qu'il aurait obtenu l'aiderait peut-être à reprendre le reste. Enfin et surtout, puisque le cardinal infant, sous les ordres duquel était son armée, voulait faire le prêtre avec ses généraux et laissait publier des monitoires contre leurs femmes, il voulait essayer si le cardinal qui gouvernait la France serait moins scrupuleux, et s'il ne lui serait pas possible, en allant au lieu où était la duchesse Nicolle, de la décider à ne plus se croire mariée. Quant à l'intérêt de la France dans ce traité qu'elle avait paru désirer, il se bornait à rassurer l'Europe sur les projets d'agrandissement qu'on lui attribuait, à se donner, dans le temps même de ses succès, un relief de générosité, bien sûre qu'avec un prince de ce caractère les occasions ne manqueraient pas de revenir sur ce qu'on lui aurait accordé. Il y avait encore une autre considération du moment. C'est que le duc Charles était un appui tout trouvé et tout voisin pour les projets que l'on supposait au comte de Soissons.

Le duc Charles arriva donc à Paris, se rendit chez le cardinal de Richelieu, et fut conduit à l'audience du roi. Là il se mit à genoux et ne voulut se relever que lorsque le roi lui eut promis le pardon de ses fautes passées (9 mars). On donna (14 mars) pour lui une seconde représentation du ballet dansé au mariage du duc d'Enghien, qui venait en ce même temps d'échapper à une maladie grave; on envoya de beaux présents à la princesse de Cantecroix pour la remercier, et

l'on s'occupa des affaires. Au bout de quelques jours, les conditions de l'accommodement furent arrêtées (27 mars) entre le cardinal et le duc qui se rendit à Saint-Germain en passant par Ruel. Là il dîna publiquement avec le roi, deux places restant vides entre eux; après le dîner, les vêpres furent chantées en musique dans la chapelle du château (2 avril), et l'évêque de Meaux, frère du chancelier, ayant pris le livre des évangiles, fit prêter serment au roi et au duc de garder et observer inviolablement le traité qu'ils avaient conclu. En tête des articles on lisait ces mots : « Le véritable repentir que le duc Charles » de Lorraine a fait diverses fois témoigner au roi du mauvais procédé » qu'il a eu depuis dix ou douze ans envers sa majesté, la supplication » qu'il lui est venu faire en personne de lui remettre et pardonner » ce que le désespoir lui pourrait avoir fait dire ou faire au préjudice » du respect qu'il reconnaît lui devoir, et les assurances qu'il donne » qu'à l'avenir il sera inséparable de tous les intérêts de cette cou- » ronne, ont tellement touché sa majesté, qu'elle s'est volontiers » laissée aller aux sentiments chrétiens et aux mouvements de la grâce » qu'il a plu à Dieu lui donner sur ce sujet. En cette considération, » comme elle supplie la bonté divine de lui pardonner ses offenses, » elle oublie de bon cœur celles qui peuvent lui avoir été faites par » ledit sieur duc. » En conséquence, le duc s'obligeait pour lui et ses successeurs à rester, dans la guerre comme dans la paix, inviolablement attaché aux intérêts de la France, à n'avoir aucune intelligence avec ses ennemis, et à rompre tous les traités contraires qu'il pourrait avoir faits. Le roi consentait à le remettre en possession du duché de Lorraine, de celui de Bar dont il rendrait foi et hommage comme relevant de la couronne, et de tous ses autres États, à l'exception du comté de Clermont réuni désormais à la couronne, de Stenay, de Jamets et de Dun qui resteraient au roi en propriété, de la ville de Nancy que le roi garderait en dépôt jusqu'à la paix, et des fortifications de Marsal qui seraient rasées sans pouvoir être rétablies. Le duc devait laisser toute liberté de commerce entre ses États et ce qui en demeurerait au roi, donner passage aux troupes de France, leur joindre les siennes pour servir sous ses ordres partout où le roi le jugerait utile, n'en loger aucune partie dans un rayon de cinq lieues autour de Nancy, ne faire aucun mauvais traitement à ceux de ses sujets qui avaient servi le roi et maintenir ceux qui avaient été pourvus de bénéfices : la justice criminelle était réservée au roi dans Nancy, et la

justice civile de ce siège pouvait être transférée par le duc où bon lui semblerait ; l'effet des confiscations demeurerait acquis à ceux qui les avaient obtenues jusqu'à ce jour , et les propriétaires rétablis pour l'avenir moyennant qu'ils ne fussent plus au service de l'ennemi. Le dernier article était ainsi conçu : « Il n'est point parlé ici du différend » qui est entre ledit sieur duc et la duchesse Nicolle de Lorraine sur » le sujet de leur mariage, parce que la décision d'icelui dépend pure- » ment du tribunal ecclésiastique , et que sa sainteté , par-devant » laquelle les parties se sont pourvues, saura leur faire droit ainsi que » la justice le requiert. Cependant ledit sieur duc baillera à ladite » dame duchesse six-vingt mille livres de pension annuelle à prendre » sur la recette de Bar. » Le duc promettait entretenir tout ce traité avec tant de fidélité et de fermeté , qu'il consentait à ce que tous ses États présentement remis, et ceux qui devaient lui revenir à la paix, fussent dévolus à la couronne de France s'il contrevenait à ses engagements. La même disposition se retrouvait encore à la suite de quelques articles secrets où il était dit que les fortifications de Nancy seraient rasées avant la remise de la ville , et que le duc ne pourrait séjourner à Lunéville, comme étant lieu trop proche de Nancy. Quelques jours après , le rédacteur de la Gazette imprimait, non certes sans permission, les lignes suivantes : « Il faudrait une autre plume que la mienne » pour louer dignement une telle action. Mais il ne faut pas d'autre » action pour faire voir à toute la chrétienté combien le roi désire la » paix, et pour donner exemple aux ennemis de rendre ce qu'ils » retiennent à un chacun , sans oublier ce qu'ils ont usurpé sur la » France. »

(10 avril) Le duc Charles rendit ensuite hommage au roi pour le duché de Bar , en se mettant à genoux devant son suzerain ; puis il partit de la cour chargé de caresses et de présents (14 avril) , emportant avec lui une bonne somme d'argent pour payer ses troupes , que le roi comptait déjà au nombre de celles dont il pouvait faire emploi. On assure qu'il revint secrètement à Paris, pour avoir un entretien particulier avec la duchesse qu'il appelait sa cousine , entretien qu'il obtint avec peine et dont il sortit fort peu satisfait. Quoi qu'il en soit , il se rendit à Bar , d'où on avait fait retirer la garnison et le gouverneur pour qu'il se crût tout à fait chez lui. Là il ratifia le traité qu'il avait signé à Paris (21 avril) , ensuite il courut rejoindre la princesse de Cantecroix, qu'il avait pourtant bien promis de ne pas

banter jusqu'à décision du pape. Il la mena dans toutes les villes de son duché qu'on lui avait rendues, et où elle partagea les honneurs et les témoignages de joie que rendaient les habitants à leur bien-aimé souverain, la simplicité de ces bonnes gens allant jusqu'à réunir dans leurs acclamations et leurs vœux le duc, ses deux femmes et l'enfant qu'il avait de la seconde. Tout en recevant ces hommages, il s'occupait sérieusement à munir ses places et à faire démolir des remparts de Marsal ce qu'il fallait pour qu'il pût en reprendre possession, comptant bien les relever dès qu'il y serait rentré.

Nous avons vu qu'un des motifs qui avaient fait rechercher par la France un arrangement au moins temporaire avec le duc de Lorraine, avait été le désir d'ôter un appui à la révolte, sourde encore, mais cependant imminente, du comte de Soissons. Ce fut la même cause qui porta l'attention du conseil sur le duc de Vendôme, depuis bien longtemps éloigné des affaires, dont les fils servaient avec honneur dans les armées, et qui paraissait vivre tranquillement dans sa terre d'Anet. Rien n'était assurément plus étrange que l'occasion qui ramène dans l'histoire le nom de ce prince. Deux ermites habitant aux faubourgs de Vendôme avaient été arrêtés à Paris comme prévenus de plusieurs crimes (décembre 1640). L'un d'eux, déjà coutumier du fait, déclara à ses juges qu'ayant été mis en prison dix-huit mois auparavant à Vendôme, il en était sorti par les ordres du duc qui, l'ayant trouvé homme de résolution, lui avait proposé le meurtre du cardinal comme un digne emploi de son courage. On se saisit des gens qu'il disait avoir eu connaissance de cette proposition, notamment du geôlier qui lui avait ouvert la prison et d'un chanoine de Vendôme dans la maison duquel l'entrevue aurait eu lieu. A la nouvelle de cette accusation, le duc envoya sa femme et ses enfants à la cour, offrant de s'y rendre lui-même pour se justifier. C'était peut-être tout ce qu'on voulait, et il est bien probable que la révélation de l'ermite n'était pas à autre fin. Cependant le duc de Vendôme, qui avait souvenir de ses quatre ans passés au château de Vincennes, se défia de l'approbation empressée que son offre avait reçue (février.) Tandis qu'on l'attendait à Paris, il quitta sa maison, se rendit en toute hâte à Cherbourg et s'embarqua pour l'Angleterre. Cette conduite en effet ne ressemblait guère à celle d'un homme sûr de son innocence, et il y a lieu de croire que le duc avait quelque autre chose à se reprocher que le fait avoué par l'ermite. C'en était donc assez pour donner lieu

à jugement. Le roi ordonna à la duchesse de Vendôme et à ses fils, les ducs de Mercœur et de Beaufort, de se retirer à Chenonceaux ; puis il nomma une commission de vingt-quatre juges pour prononcer sur les crimes imputés à son frère naturel. Ces juges étaient, avec le roi, le prince de Condé, les ducs d'Uzès, de Ventadour, de Luynes, de Chaulnes et de la Force, celui-ci récemment promu, le maréchal de Châtillon, le grand écuyer d'Effiat de Cinq-Mars, le chancelier, deux présidents au parlement, le surintendant des finances Bouthillier, six conseillers d'État et six conseillers au parlement. Quand cette commission se réunit (22 mars), on avait appris déjà l'arrivée du duc en Angleterre, et le chancelier, après le rapport de l'affaire, affirma que ce prince, en abordant la reine mère à Londres, lui avait dit : « Vous voyez, madame, un pauvre exilé accusé d'une » entreprise qu'il voudrait bien avoir exécutée plus en effet qu'en » pensée. » Une voix s'éleva alors du milieu des juges pour attester la vérité de ce récit. C'était celle du roi qui déclara « en avoir lettre. » Alors la commission rendit un arrêt de prise de corps contre le contumace. Quand la procédure usitée en pareil cas eut été suivie, la commission se réunit de nouveau pour juger le procès (17 mai). Mais sa délibération fut interrompue par une lettre du cardinal de Richelieu au chancelier, dans laquelle il suppliait le roi de pardonner au duc de Vendôme. Le roi, malgré l'insistance du chancelier qui se croyait obligé à faire réussir la demande du cardinal, ne voulut pas accorder cette grâce ; seulement il déclara se réserver et suspendre le jugement, sauf à statuer ce que la conduite à venir du duc de Vendôme semblerait mériter, et le tribunal extraordinaire fut congédié. Dans le même temps la reine mère, à qui l'Angleterre fournissait peu d'argent et qui ne pouvait se former à l'économie, écrivait humblement à la duchesse d'Aiguillon pour qu'elle obtint de son oncle de quoi pourvoir à ses dépenses, et le cardinal de Richelieu lui faisait accorder cent mille livres (20 mars).

## CHAPITRE II.

**Expédition en Catalogne. — Siège de Tarragone. — Levée du siège. — Disgrâce de l'archevêque de Bordeaux. — La guerre civile renaît en France. — Parti du comte de Soissons. — Le duc de Bouillon. — Le duc Henri de Guise. — L'abbé de Retz. — Le roi envoie une armée vers Sedan. — Déclaration royale sur les projets des princes unis. — Les hostilités commencent devant Sedan. — Manifeste des princes. — Combat de la Marfée. — Déroute de l'armée du roi. — Mort du comte de Soissons. — Négociation avec le duc de Bouillon. — Le duc fait son traité. — Siège et prise d'Aire en Artois. — Les Espagnols l'assiègent à leur tour. — Condamnation du sieur de Saint-Preuil. — Les Espagnols reprennent Aire. — On reprend la guerre contre le duc de Lorraine. — Le prince Thomas de Savoie se remet avec les Espagnols. — Le prince de Monaco se donne à la France. — Opérations du comte de Guébriant en Allemagne. — Les Hollandais prennent Gennepe dans les Pays-Bas.**

La guerre allait se continuer avec un ennemi de moins, le duc Charles de Lorraine, et un allié de plus, la Catalogne. Mais on ne savait pas trop encore jusqu'à quel point on pouvait compter sur le duc, et quant à la nouvelle province qui venait de se donner à la France, il était besoin avant tout de la secourir, d'y porter des forces qui occupassent celles du roi d'Espagne, en même temps qu'on profiterait de cette diversion pour faire des progrès en Flandre et en Italie. Il fallait donc créer encore une armée. Les débris de celle que le prince de Condé avait perdue devant Salces avaient bien fourni quelques détachements conduits par le maréchal de Schomberg et le gouverneur de Leucate, qui s'étaient jetés dans plusieurs villes menacées par l'ennemi et avaient encouragé les Catalans à se défendre. Mais depuis que toutes les troupes rassemblées en Aragon par le roi d'Espagne avaient pénétré dans la principauté, depuis surtout que la couronne de France avait reçu l'hommage de ce pays, il était important que les armes françaises y parussent avec plus de puissance. Le gouverneur de Leucate, qui était allé s'enfermer dans Tarragone assiégée, et avait été forcé d'en sortir par la capitulation au commencement de l'année, avec promesse au général espagnol de retour-

ner en France, ne pouvait plus sans manquer à sa parole servir avec les Catalans. Le maréchal de Schomberg avait en tête l'armée espagnole du Roussillon, maîtresse de toutes ses places, sur lesquelles on se proposait de faire quelque entreprise. On résolut (février) de confier un corps d'expédition en Catalogne au sieur de la Mothe-Houdancourt, rappelé d'Italie où il s'était distingué dans l'emploi de maréchal de camp. On rassembla pour lui des troupes avec lesquelles il entra dans la principauté (mars), tirant droit vers Barcelone que les Espagnols semblaient vouloir assiéger. Le maréchal de Schomberg eut ordre de préparer sur la frontière de quoi tenter la prise de Collioure en Roussillon ; l'archevêque de Bordeaux fut envoyé sur mer pour seconder l'une et l'autre de ces opérations, et en même temps pour protéger le commerce des Catalans sur leurs côtes bloquées par les galères d'Espagne. Le prélat amiral débarqua bientôt au cap de Quiers quelques centaines d'hommes qui allèrent renforcer la garnison de Barcelone. Sur son escadre servait « le jeune du Quesne ; » ainsi le nomment les relations qui s'adressent aux contemporains, et qui attestent assez la réputation déjà faite de son nom. Il fit attaquer ensuite (27 mars) dans la baie de Roses cinq vaisseaux espagnols qui furent enlevés sous le feu des remparts de la ville et prit deux galères ennemies à l'entrée de Port-Vendre. Cependant le sieur de la Mothe-Houdancourt fortifiait Barcelone, mettait les passages en état de défense, et, voyant l'armée espagnole retirée, il crut pouvoir tenter de lui reprendre Tarragone. L'archevêque de Bordeaux n'approuvait pas ce dessein. Dans une lettre fort bien raisonnée qu'il écrivait au sieur d'Argenson (19 avril), il démontrait avec grande apparence l'avantage qu'on aurait à diriger tous ses efforts sur le Roussillon, province limitrophe de la France, partant très-propre pour la conquête, plutôt que de laisser derrière soi un pays occupé par l'ennemi, et de porter ses forces à l'extrémité opposée. Cependant le désir de prouver aux Catalans qu'on voulait s'employer entièrement à les protéger l'emporta sur la prudence, et la flotte s'avança pour aider le siège en occupant le cap de Salou et le port des Alfaques, ce qui réussit heureusement (7-13 juin). Les vaisseaux d'Espagne, refusant le combat, s'étaient retirés à Peniscola et de là vers l'île Majorque. Alors la ville de Tarragone fut pressée par terre et par mer, encore bien que l'archevêque de Bordeaux continuât à n'en espérer aucun succès. Le sieur de la Mothe-Houdancourt prit la petite place de

Constanti presque sans résistance, et assura que la nombreuse garnison de Tarragone souffrait grandement de la famine. Un convoi amené par mer aux assiégés n'avait servi, disait-on, qu'à augmenter leurs besoins ; car les bâtiments chargés d'hommes étaient tous entrés dans le port sans pouvoir en sortir (3 juillet), tandis que plusieurs des vaisseaux qui portaient les provisions avaient été pris, brûlés, ou dispersés. D'autres rapports affirmaient pourtant que l'on perdait temps et peine à garder la côte, que les provisions y débarquaient en toute sûreté par des transports isolés, que d'ailleurs la communication par terre restait ouverte à la ville de tous côtés, hormis le camp français où le sieur de la Mothe était quasi enfermé ; que cependant une armée ennemie se formait à Valence, une flotte espagnole et napolitaine s'assemblait à Cadix, et qu'il y avait grand risque de voir se renouveler devant Tarragone le désastre de Thionville ou celui de Fontarabie. L'archevêque de Bordeaux avait soin toutefois d'épargner ce dernier souvenir au prince de Condé, qu'il pressait d'amener au secours du siège toute son armée inutilement rassemblée sur les frontières du Roussillon. Mais ce qu'il conseillait de préférence, c'était qu'on abandonnât le projet de Tarragone, qu'on laissât de ce côté une force suffisante pour empêcher l'ennemi de s'étendre, et qu'on employât toutes les troupes de terre et de mer à prendre Collioure, à s'établir dans le Roussillon, pour venir de là tous ensemble achever la reprise de la Catalogne. On ne fit ni l'un ni l'autre. Le prince de Condé se contenta d'assiéger quelques petites places, en attendant le succès de Tarragone qui devait mettre à sa disposition l'armée navale. Les Espagnols firent une seconde et plus puissante tentative pour secourir la ville. Leur flotte, conduisant avec elle un fort convoi, vint attaquer (20 août) les vaisseaux français qui, après avoir soutenu bravement le combat, éloignés de la côte par les vents contraires, et voyant d'ailleurs la ville pour longtemps approvisionnée, allèrent chercher retraite en Provence. L'armée de terre leva le siège, et le général qui la commandait fut encore heureux de réparer, par une entreprise hardie sur la ville de Tamarite en Aragon, le tort qu'un dessein mal conçu, peut-être aussi mal secondé, avait fait à sa réputation. L'archevêque de Bordeaux fut plus maltraité. On lui attribua tout le tort de la mauvaise réussite qu'il avait pourtant prévue. Le cardinal, las d'avoir à le soutenir contre tous les ennemis qu'il se faisait par son humeur, l'abandonna cette fois, et il reçut ordre de se

retirer à Carpentras, pendant qu'on informerait sur sa conduite. On dit qu'il profita de cette retraite pour apprendre un peu de théologie.

Si la France avait manqué de résolution et d'activité dans cette prise de possession d'une province espagnole qui se donnait à elle, on peut dire qu'elle en avait une triste excuse. Chez elle aussi la guerre civile avait reparu, avec ce caractère étroit et mesquin auquel, depuis quelque temps, elle semblait réduite, mais qui n'apportait pas moins de perturbation et d'effroi dans le royaume, d'embarras et d'incertitude dans le gouvernement, que s'il se fût agi d'un grave intérêt. L'attention du cardinal avait dû nécessairement s'écarter de la Catalogne lorsque l'on conspirait à Sedan. Là demeurait un prince du sang, peu redoutable sans doute par son crédit, par son bien, par la recommandation de ses anciens services, mais à qui un caprice de son humeur avait donné le relief de la persécution. Depuis quatre ans absent de la cour et de la France, vivant avec honneur et plaisir dans une retraite de son choix qu'il avait su faire agréer au roi, où son séjour avait été l'objet d'un contrat formel, toujours nanti d'ailleurs de ses charges et de ses revenus, le comte de Soissons avait acquis, sans grande peine et sans nul dommage, cette faveur populaire que n'obtiennent pas toujours les longues souffrances et les grands sacrifices. Son inaction profitait de toutes les haines qui s'élevaient contre le gouvernement du cardinal, et les espérances d'un changement se tournaient d'elles-mêmes vers lui. De sa personne il était brave, généreux, fier, mais incertain et défiant. Avec lui se trouvait lié d'amitié, d'honneur, d'intérêt, le duc de Bouillon son hôte, demeuré jusque-là presque étranger à la France, qui s'était fait une brillante réputation militaire en Hollande, à qui sa principauté de Sedan donnait une espèce d'indépendance. Le duc, marié à une femme catholique, avait abjuré la religion de son père, celle qui avait fait passer dans sa famille un État souverain; cette circonstance rendait en quelque sorte inutile le premier emploi qu'il avait fait de sa vie et l'obligeait à se créer une autre ambition. Tous les témoignages se réunissent pour prouver qu'il excita le comte de Soissons à la révolte ouverte. Un autre personnage était venu encore augmenter la petite cour de réfugiés qui entourait le prince. C'était Henri de Lorraine, archevêque de Reims, devenu, par la mort de son frère le prince de Joinville, l'aîné de sa maison, puis par celle de son père, duc de Guise et principal héritier des grands biens de cette famille. La succession ecclésiastique qu'il avait tenue

d'abord du cardinal de Guise son oncle, ne l'avait pas empêché de suivre un violent penchant pour l'amour, dont ce prélat d'ailleurs, père de cinq enfants et marié, lui laissait aussi l'exemple. Tout archevêque qu'était le neveu, on le disait marié de même avec la princesse Anne de Gonzague, et il paraît qu'on se servait assez justement de cette circonstance pour l'obliger à résigner ses dignités et ses bénéfices. Ce jeune seigneur qui prétendait cumuler archevêché, femme et patrimoine, ou du moins ne céder ce qu'il tenait qu'avec toute sûreté d'obtenir ce qu'on pouvait lui contester, s'était retiré à Sedan, d'où il traitait avec le cardinal pour son retour en France, pour sa réintégration dans les biens de son père, pour son mariage avec la princesse Anne, et pour la conservation de quelques-uns de ses bénéfices. En même temps il s'associait aux projets du comte de Soissons et du duc de Bouillon, que l'Espagne encourageait de son mieux comme une légitime revanche de ses propres disgrâces.

On peut croire, et il paraît assez prouvé, que le conseil du roi ne fit pas de grands efforts pour détourner de ces projets ceux qui voulaient s'y engager. Le cardinal de Richelieu jugea sans doute qu'il valait mieux en finir une bonne fois avec une rébellion déclarée que d'avoir toujours à ménager, à réprimer et à surveiller des dispositions suspectes. La puissance que les trois confédérés devaient ajouter aux forces de la maison d'Autriche n'était pas en effet quelque chose de redoutable, et s'il y avait en France beaucoup de vœux pour le succès de cette cause, nulle assistance réelle ne semblait lui être préparée. Il était même permis de penser que plus on en précipiterait l'éclat, moins elle trouverait de secours. En conséquence le cardinal résolut de brusquer le dénouement d'une affaire où vraiment il avait montré quelque patience. Les plaintes, les menaces parties de la cour prirent plus d'aigreur et d'énergie. Les trois princes reçurent séparément avis du péril où les mettait leur association avec des gens tout prêts à se rendre criminels. On offrait à chacun une voie de salut, pour les piquer d'honneur à se perdre tous ensemble. Avant de se résoudre pourtant, ils voulurent prendre conseil d'un homme déjà réputé habile en matière de soulèvement et de complot. Il y avait alors à Paris un abbé de bonne maison, âgé de vingt-six ans, ecclésiastique malgré lui, remuant, tapageur, débauché, qui avait eu plusieurs duels et plusieurs maîtresses, du reste capable même d'étude, de retraite et de modestie pour se distinguer, faute de mieux, dans la carrière dont

il n'avait pu s'arracher. Cet abbé avait écrit, à l'âge de dix-huit ans, « l'histoire de la conjuration de Fiesque, » ce qui lui donnait une sorte d'autorité parmi ceux qui rêvaient des mouvements ou des coups de main. Le comte de Soissons, qui l'avait pris en amitié avant de quitter la France, qui depuis l'avait consulté quelquefois, crut devoir l'appeler auprès de lui à Sedan au moment où on le pressait de se déclarer. L'abbé de Retz y courut aussitôt, et la question ayant été posée devant lui, son opinion fut qu'il n'y avait pas lieu pour le moment à la guerre civile. Mais l'avis contraire prévalut ; le duc de Bouillon finit par vaincre toutes les incertitudes du prince ; on se mit en rapport direct avec le ministre d'Espagne en Luxembourg qui se tenait tout prêt, et l'abbé de Retz, voulant réparer le tort de s'être montré le plus sage, se chargea des intelligences dans Paris, où il porta, dit-il, « plus de lettres, qu'il n'en fallait pour faire le procès à deux » cents hommes. »

Le plan de la révolte était d'abord de se fortifier dans la ville de Sedan, puis, lorsque les secours promis par l'empereur et par les Espagnols seraient arrivés, de se jeter sur la Champagne dans la direction de Paris, où l'on croyait qu'il pourrait se faire un soulèvement. A ce projet se joignait quelque espoir donné par les réfugiés en Angleterre d'un débarquement sur les côtes de Bretagne ou de Guienne, pour y réveiller soit les protestants, soit les amis des ducs de Vendôme, de Guise et d'Épernon. Avant même que tous les arrangements eussent pu être pris par les confédérés avec les ennemis du royaume, le gouvernement voulut se montrer en état de défense. Le maréchal de Châtillon reçut le commandement d'une puissante armée vers la frontière de Champagne (18 avril), pour s'opposer « aux grands préparatifs de guerre qui se faisaient dans le Luxembourg, fondés sans » doute sur la mauvaise conduite de ceux de Sedan. » Il alla en faire le rassemblement à Rethel, où devait venir le joindre avec ses troupes le duc de Lorraine, cet allié nouvellement reconquis, dont on mettait à bien forte épreuve la douteuse fidélité. Son premier soin fut d'élever des forts sur la frontière, et d'empêcher les transports de vivres du côté de Sedan, en attendant qu'il fût en état de bloquer la ville. La garnison de Sedan s'étant emparée de quelques soldats sortis de Mouzon et qui avaient passé la Meuse, le maréchal se rendit à Mézières et Donchery, puis vint camper à une demi-lieue de Sedan (3 juin), paraissant fort résolu à commencer tout de bon les hostilités. Cepen-

dant les choses se passèrent encore civilement entre lui et les princes enfermés dans la ville ; on s'adressait des excuses réciproques pour des accidents qui pouvaient à la rigueur ne pas être considérés comme faits de guerre ; on se visitait de part et d'autre , et le camp français resta ouvert à ceux de la ville, jusqu'à ce qu'un officier du comte de Soissons fût venu y provoquer le marquis de Praslin , auquel il tira un coup de pistolet (5 juin). Il semblait qu'on attendit quelques preuves écrites du concert pratiqué avec les Espagnols, pour agir sérieusement contre le comte et ses adhérents, ou bien qu'il restât encore quelque espoir d'accommodement avec eux. Bientôt des lettres furent interceptées par les coureurs de l'armée et le roi publia (8 juin) une déclaration destinée « à instruire l'Europe de ce qui se » passait, afin qu'on ne crût pas que les troubles domestiques le » divertiraient de veiller au bien de ses amis et de ses alliés. » On y rappelait les inutiles tentatives faites par les ducs de Soubise et de la Valette pour remuer les provinces, les levées opérées dernièrement au pays de Liège par les ordres et sous le nom du comte de Soissons, les entreprises récentes contre les corps de gardes établis sur la frontière, un dessein concerté avec les troupes d'Espagne pour se saisir d'une citadelle sur le sol français. Des révélations plus importantes étaient encore venues éclairer le roi. Il les devait « à son frère, » qu'on avait voulu entraîner dans ce parti, et qui avait loyalement livré les embaucheurs à sa justice. En conséquence il avait paru convenable de « faire connaître à l'univers que les princes réfugiés s'étaient » déclarés ennemis du roi, et qu'ils seraient reconnus tels, si, dans » le délai d'un mois, ils ne se repentaient de leur égarement et n'a- » vaient recours à sa clémence. »

C'était peut-être pousser un peu loin le respect des formalités et la recherche du bon droit, que d'ajourner à si long terme un résultat devenu inévitable, alors qu'on avait une armée aux portes de la ville où se tenaient les princes, quand on savait que l'un d'eux, le duc de Guise, était à Bruxelles, enrôlant publiquement des soldats et faisant grand bruit du secours qu'il allait amener, quand surtout il ne pouvait être ignoré de personne que le baron de Lamboy, général de l'empereur, s'avancait avec un corps considérable, pour aider le comte de Soissons à sortir de Sedan et à se mettre en campagne. Mais il faut savoir qu'en ce temps le maréchal de la Meilleraye, avec les meilleures troupes du royaume et sous les yeux du roi, était attaché au siège

d'Aire en Artois, dont la prise passait pour un succès important; que l'on espérait en avoir bientôt raison et pouvoir ensuite s'occuper à loisir des princes ligués. D'ailleurs il paraît qu'on se défiait un peu des promesses du maréchal de Châtillon, qui se vantait (20 juin) de prendre Sedan à lui seul et en peu de jours; on voulait qu'il y allât plus lentement, qu'il commençât par assiéger la ville de Bouillon, pour s'assurer de n'être pas troublé de ce côté. Son armée était déjà jugée faible par les ennemis, et le duc de Lorraine, qu'il attendait depuis longtemps, lui avait fait complètement défaut. On disait même que ce prince, toujours inconstant et variable, s'était abouché à Luxembourg avec le duc de Guise, de telle sorte que ses troupes, dont on n'avait nulles nouvelles, pourraient bien être passées à l'ennemi. En attendant « tout le petit fait » du maréchal de Châtillon, comme il disait lui-même, « car il n'appartient, ajoutait-il, qu'à ceux qui ont » l'appui de son éminence de faire de grandes choses, » s'était borné au dégât de la campagne autour de Sedan. Il ne pouvait faire un mouvement de plus sans ordre envoyé de la cour, c'est-à-dire d'Abbeville où se tenaient le roi et son conseil, à proximité du siège d'Aire. Bientôt le roi annonça qu'il allait se porter lui-même à sa frontière de Champagne avec dix mille hommes, et le rôle du maréchal fut réduit à la défense du passage de la Meuse, si l'ennemi voulait la franchir. Le même jour (25 juin) que ce commandement partait d'Abbeville, un premier engagement avait lieu aux portes de Sedan entre l'armée du roi et celle des princes. Ceux-ci avaient mis de leurs troupes dans deux villages appelés le grand et le petit Torcy sur le territoire de France; le maréchal se présenta pour les en chasser. Le comte de Soissons et le duc de Bouillon sortirent alors de leurs remparts pour protéger ce poste avancé, et le canon de Sedan, à la portée duquel se faisait l'attaque, tira sans marchander plus de cent coups sur l'armée française, dont il tua quatre chevaux et blessa quelques soldats. Le retranchement fut cependant emporté, presque sans résistance de ceux qui l'avaient en garde et qui se replièrent sur la ville. Le maréchal se contenta de le détruire, et les deux armées se retirèrent après s'être vues et mesurées (2 juillet).

La guerre était maintenant bien déclarée, et les princes voulurent aussi parler à l'opinion des peuples par un manifeste. Là, tout l'avantage était pour eux; car ils s'adressaient à toutes les haines, à toutes les souffrances causées par un système continu et, par une longue ac-

tion, de guerre au dehors, de force au dedans. Ils n'avaient pas à se justifier, ils censuraient; et cela ils le faisaient librement, à l'abri de leurs murailles, n'ayant rien à taire et rien à ménager. Ce qu'ils écrivaient alors doit être regardé comme un acte d'accusation, le plus complet qui se pût faire, avec pleine connaissance de tous les griefs publics ou secrets, contre la personne et la politique du cardinal de Richelieu, contre une administration déjà vieille de dix-sept ans. C'était le comte de Soissons, comme prince du sang et le plus intéressé aux affaires de France, qui s'en prenait directement au cardinal, « lequel, après plusieurs mûres délibérations faites avec les ducs de » Guise et de Bouillon, il dénonçait à toute la France, à ses bons » amis et alliés, comme le plus grand et le plus dangereux ennemi du » roi et de ses sujets. » Dès les premiers mots, il signalait sa dernière alliance contractée avec le prince de Condé comme une preuve de ses mauvais desseins. Après s'être fortifié des meilleures places de la France, s'être rendu maître de l'embouchure des principales rivières, des fies et des ports les plus importants, il voulait, disait-on, ruiner le reste de la France par la guerre, afin qu'on ne pût lui ôter ce qu'il avait pris pour lui-même et pour ceux « qu'il prétendait approcher de la » couronne lorsqu'ils en étaient éloignés. » C'était pour cela « qu'il » rendait stériles les plus belles années du duc d'Orléans et de la prin- » cesse sa femme, aimant mieux mettre ce prince en danger de perdre » son âme, puisque la rare vertu de la duchesse ne laissait aucune » crainte, que de procurer à la France une belle suite de princes du » sang qui reculeraient ses propres créatures. Le duc d'Orléans n'ayant » pas osé dire ce qu'il pensait et ce qu'il savait, le comte seul pouvait » et devait avertir les peuples de cette conspiration. »

« Chacun sait, disait-il, que, dans plusieurs affaires importantes, le cardinal a témérairement engagé la réputation du roi, qu'il a dissipé les deniers de l'État, qu'il a été prodigue du sang de la noblesse et des soldats, qu'il a mis les officiers à la taille, et qu'il a réduit le peuple à une extrême misère, pour satisfaire ses passions et soutenir les plaintes, aussi mal fondées qu'importunes, que sa vanité a faites aux ministres des princes voisins; d'où sont venues les guerres qui désolent l'Europe sans autre but que de conserver son autorité. Dans la même vue, il a rendu suspects du crime de lèse-majesté tous ceux qu'il a voulu bannir, emprisonner, faire mourir et dépouiller; il a fait passer l'argent de la France dans les pays éloignés pour la remplir de

monnaie fausse ou de bas aloi ; il a racheté des Suédois fort chèrement des places qu'il n'a pas su garder ou qu'il faudra rendre ; il a fait passer en Italie des sommes énormes pour s'y faire des amis qu'il a ensuite ruinés ; ses efforts en Espagne n'ont acquis à la France que de la honte, et ce qu'il a conquis dans les Pays-Bas coûte beaucoup à l'État sans valoir rien pour terminer la guerre ; il a chargé le royaume d'un nombre infini d'officiers, et tari toutes les sources ordinaires des finances ; il l'a exposé au risque d'un schisme pour s'y constituer chef de l'Église, se faisant nommer général de plusieurs ordres religieux et rompant les relations de quelques autres avec le saint-siège. Non content d'avoir attiré l'ennemi dans trois de nos provinces, il surcharge les autres d'impôts pour entretenir seize ou dix-sept armées, composées en grande partie d'étrangers qui se tourneront contre nous dès que nous ne pourrons plus les payer. Avec cela le roi n'a plus d'alliés qui ne lui soient à charge, ceux qui lui restent n'étant bons que pour faire aux dépens de la France quelques faibles diversions. Tous ceux qui voulaient s'opposer à ces désordres ont été livrés au bourreau, ou jetés dans les fers, ou employés dans les armées afin de les y faire périr. »

A ces reproches généraux, qui avaient pour objet unique la guerre entreprise contre la maison d'Autriche, « et déclarée mal à propos, » se joignait une longue accumulation des violences commises soit contre les personnes, comme la reine mère, le duc d'Orléans, le feu duc de Guise, l'archevêque de Reims, le duc de Vendôme, soit contre les différents ordres de l'État. Le cardinal avait violé et anéanti toutes les lois du royaume, ôté à toutes les provinces et communautés leurs anciennes franchises, foulé aux pieds les privilèges des princes, ducs, pairs et maréchaux ; par ses ordres, des évêques avaient été jugés illégalement, des ecclésiastiques dépouillés de leurs bénéfices, tout le clergé taxé arbitrairement, « pour entretenir sur mer des corsaires » d'Alger commandés par un archevêque, et sur terre des soldats » d'un cardinal qui pillaient les églises. » Il avait élevé à la pourpre des personnes étrangères et indignes, et traité avec outrage l'assemblée du clergé, alors qu'elle se défendait d'une nouvelle imposition par la considération de sa pauvreté. La noblesse avait été mise à la taille, condamnée comme le peuple par des juges du second ordre, forcée à l'arrière-ban, et privée de charges, pensions et emplois, quand elle refusait de suivre les intérêts d'un ministre prodigue de son sang. On avait vu les magistrats des cours souveraines interdits, exilés,

emprisonnés ; les autres officiers de justice déshonorés et présentés au peuple comme des concussionnaires ; les charges de justice et de police confiées à des hommes infâmes et corrompus ; les officiers de finance ruinés par des recherches et de nouveaux règlements ; les villes , et celle de Paris surtout , épuisées par des taxes multipliées sous divers noms et prétextes ; la campagne désolée par les soldats , les sergents et les gardes du sel , à tel point que , dans plusieurs cantons , les paysans étaient réduits à se nourrir et à dormir comme les bêtes ; le commerce enfin , bien que toutes les voies lui fussent fermées sur terre et sur mer , chargé encore de grosses impositions.

Tant de maux , causés par un seul homme , devaient faire lever la voix aux trois états de la France ; et , en attendant , le comte de Soissons se croyait forcé , pour dérober d'ailleurs sa vie à l'oppression , d'inviter les princes et les officiers de la couronne , les seigneurs , les gentilshommes , les soldats , les habitants des villes , à prendre les armes pour un peu de temps , afin de les faire tomber au plus tôt des mains des étrangers qui étaient sur le point de ravager la France ; non pas par vengeance et désir de la ruine d'un ennemi , assurait-il , mais dans le sentiment d'une justice bien fondée , et dans le seul but de voir changer le pernicieux conseil qui troublait toute la chrétienté.

Pendant que le roi répondait à ce manifeste par l'ordre de faire le procès aux ducs de Bouillon et de Guise et par un arrêt du parlement rendu ( 5 juillet ) contre ceux qui assisteraient le comte de Soissons , l'armée du baron de Lamboy s'était mise en marche vers Sedan. Elle se trouva bientôt en présence de l'armée française , séparée d'elle par la Meuse ( 6 juillet ). Celle-ci fit un mouvement pour se poster en face de Sedan à l'entrée du territoire français. Mais elle y trouva les ennemis déjà maîtres du terrain qu'elle voulait occuper. Le baron était passé par Sedan d'où l'on voyait défilier le restant de ses troupes , et il n'était pas douteux que le comte de Soissons et les siens se fussent rangés avec lui. Le maréchal ordonna aussitôt l'attaque , croyant profiter de l'espace étroit où toutes ces troupes étaient comme amassées , ayant derrière elles un bois appelé de la Marfée. Mais une étrange terreur parut avoir surpris les soldats qu'il commandait. A peine le premier engagement avait-il eu lieu que sur toute la ligne le désordre se mit dans les rangs. La cavalerie , sans même en être venue aux mains , donna l'exemple de fuir ; l'infanterie , dont une partie seulement s'était approchée de l'ennemi , ne se voyant plus soutenue ,

tourna le dos, jeta ses armes et il fut impossible de la ramener. Deux maréchaux de camp et un grand nombre d'officiers furent tués en allant à la charge ou en essayant de retenir les fuyards. D'autres furent faits prisonniers, abandonnés par leurs soldats. L'artillerie, le bagage « et l'argent du roi » tombèrent aux mains de l'ennemi. Toute cette déroute avait été l'affaire d'un moment, et à peine avait-on eu le temps de remarquer un fait d'armes isolé, perdu en quelque sorte dans la rapidité du désastre général, et qui s'était passé à l'aile droite du combat. Là un petit escadron, composé des gendarmes de la reine et des gendarmes du duc d'Orléans au nombre de deux cent vingt maîtres, s'étant précipité sur les rangs ennemis avec cette fougue valeureuse qui signalait les corps de noblesse, avait percé l'infanterie, culbuté la cavalerie, et les plus avancés s'étaient trouvés en face d'un cavalier accourant avec quelques hommes d'escorte pour rallier ses gens. On l'avait vu aussitôt tomber mort d'un coup de pistolet que lui tira un gendarme, et des forces supérieures étant venues fondre sur la troupe d'élite que personne ne suivait, cet accident avait à peine laissé un souvenir. Après la bataille, lorsque le chef de l'armée du roi et son lieutenant général avaient fait leur retraite presque seuls jusqu'à Rethel où ils ramassaient avec peine les débris de leurs régiments, on apprit par un trompette du parti ennemi que ce cavalier, tué par hasard et sans choix, qui s'était trouvé en quelque sorte sous le coup d'un soldat, et que personne encore ne s'était vanté d'avoir atteint, c'était le comte de Soissons. La mission du trompette avait pour but de demander à la mère et à la sœur du prince ce qu'elles voulaient que l'on fit de son corps.

La nouvelle de cette mort, portée à Péronne quelques heures après celle de la défaite que l'armée avait essuyée, changea bientôt en joie et en confiance la douleur et l'inquiétude où toute la cour était plongée. Les troupes envoyées vers Reims, et qu'on avait déjà fait tourner du côté de Paris, eurent ordre de continuer leur route, et le roi fit annoncer qu'il allait les suivre. Pour consoler le maréchal de Châtillon, on donna aussitôt à son fils un régiment vacant par la mort du marquis de Senecey, tué dans le combat. Le cardinal de Richelieu voulut seulement lui faire payer cette faveur du roi par une remontrance de sa façon. « Dieu a voulu châtier le comte de Soissons, lui » écrivit-il, et nous donner un coup de fouet. Nous l'avons tous » bien mérité pour nos péchés, et vous particulièrement pour votre

» longue irrésolution à faire ce que vous saviez bien pouvoir et devoir » en votre conscience. » On se mit à la recherche du gendarme inconnu qui avait tué « le général des ennemis, » pour qu'il eût à venir recevoir sa récompense ; le roi lui accordait un gouvernement de place et une pension sa vie durant. Nul ne se présenta, et ce silence, causé peut-être tout simplement par la mort de celui qui avait fait le coup, ou par la confusion d'une mêlée et d'une déroute, mit en circulation toutes sortes de bruits sur la cause de cette mort, que les uns expliquèrent par un suicide involontaire, les autres par un assassinat. Ce qui restait certain, c'était le cadavre du comte, ayant le front percé d'une balle partie de si près que la bourre était dans la plaie. Le roi et le cardinal envoyèrent à la comtesse sa mère une lettre de condoléance, en lui exprimant leur regret que son fils n'eût pas mieux suivi ses conseils. Le prince de Condé, toujours homme de ménage, se contenta d'écrire de Pézenas au cardinal : « Je ne vous dis rien de la » mort de monsieur le comte ; j'espère que votre bonté se sera sou- » venue de mes enfants et de moi. »

Le duc de Bouillon fit marcher aussitôt son armée victorieuse sur le territoire de France, et assiégea Donchery (14 juillet). Cette petite ville fit une bonne défense, mais fut enfin obligée de capituler. Le roi, dont on annonçait toujours l'arrivée prochaine sur cette frontière, s'y fit précéder par le maréchal de Brézé, qu'il pourvut du commandement en partage avec le malheureux maréchal de Châtillon. Cependant l'ardeur des ennemis commençait à s'attédir. La prise de Donchery avait été tout le fruit de leur victoire. Soit que la mort du comte de Soissons eût déconcerté leurs projets et que le duc de Bouillon, même avec l'aide de l'archevêque duc de Guise, ne se crût pas de qualité à provoquer un mouvement dans le royaume, soit que le baron de Lamboy fût arrêté par l'obligation d'attendre de nouveaux ordres sur un événement tout à fait imprévu, soit enfin qu'on voulût d'abord savoir à quoi se déciderait le duc de Lorraine, le fait est que plusieurs jours se passèrent en marches et changements de poste, sans faire aucun progrès. Déjà aussi des paroles pacifiques avaient été échangées entre Sedan et Reims, à l'insu des maréchaux. Un de leurs officiers, Puységur, envoyé à Sedan pour traiter de la rançon des officiers prisonniers, qui du reste trouvèrent à emprunter dans la ville même tout l'argent dont ils avaient besoin, prit sur lui de convier le duc de Bouillon à un accommodement. Le duc y parut

assez disposé, pourvu qu'on lui laissât Sedan, qu'on permit aux serviteurs du comte d'enterrer en France le corps de leur maître, qu'on lui payât la solde de sa garnison arriérée depuis trois ans, qu'on lui donnât de l'emploi dans les armées et des bénéfices pour ses enfants. De son côté, il promettait de renvoyer les Allemands et de rendre Donchery, ou de le laisser prendre aux dépens de ses propres soldats, si le roi tenait absolument à y rentrer par force. Le porteur de ces propositions fut, dit-il, fort bien reçu à la cour, et eut ordre de répondre qu'elles étaient acceptées. Mais déjà le baron de Lamboy avait repassé la Meuse (19 juillet), et dirigeait sa marche vers la Flandre, pour joindre le cardinal infant qui allait secourir la ville d'Aire. Le duc se plaignit alors d'être abandonné; à quoi le général de l'empereur répondit poliment qu'il le croyait en bon train de se réconcilier avec le roi, et qu'il n'avait rien à dire sur cette résolution. Le duc de Guise, plus obstiné, suivit le baron de Lamboy en Flandre; un de ses griefs contre son associé était, dit-on, qu'on ne l'avait pas attendu pour donner bataille; car il n'arriva de Liège qu'après la mort du comte. Le duc de Bouillon restait donc seul dans sa ville avec ses troupes et nanti de sa petite conquête, sans trop savoir si on lui tiendrait parole. L'armée des deux maréchaux s'était portée en avant sous les yeux du roi, qui la conduisit jusque devant Donchery, et alla se loger à Mézières (27 juillet).

Donchery se défendit mieux et plus longtemps qu'il ne semblait convenu avec le duc de Bouillon. La cause de cette infraction au traité secret venait, s'il faut en croire Puységur, de ce que le roi voulait donner suite au procès déjà engagé par ses ordres contre la mémoire du comte de Soissons, ce qui excluait nécessairement les honneurs funèbres réclamés pour son corps. Puységur raconte que le cardinal de Richelieu le chargea de faire entendre raison au roi sur ce point où il avait lui-même, disait-il, perdu sa peine, et il se vante d'y avoir réussi. Quoi qu'il en soit, la ville se rendit (1<sup>er</sup> août) et le roi fit marcher ses troupes jusque devant Sedan. Alors le duc de Bouillon en sortit et vint lui-même faire sa paix; le cardinal de Richelieu se rendit garant de ses promesses (5 août); le duc de Guise seul fut excepté du pardon accordé à tous ceux qui avaient suivi le comte de Soissons, dont le corps fut mené à Gaillon pour y recevoir la sépulture. Ainsi se termina une révolte, beaucoup moins considérable par le nombre de gens qui s'y engagèrent et par les dangers réels qui pouvaient

en résulter, que par cette étrange rencontre d'une victoire gagnée presque sans combat et d'un général vainqueur tombant au milieu des siens sans qu'on pût désigner la main qui l'avait frappé. Sur cette dernière circonstance toutes les suppositions sont permises, pourvu qu'on n'y introduise pas des faits inventés à dessein ; le récit que nous en avons donné est celui du lendemain, celui qu'avaient recueilli et que reproduisaient les généraux de l'armée royale, celui d'ailleurs où les choses se présentent, comme nous aimons assez à les voir, de la manière la plus simple et la plus naturelle. Les relations différentes sont venues plus tard, et il serait facile de trouver à chacune d'elles un intérêt particulier. Pour ce qui est de l'aide promise aux desseins du comte par ses amis de l'intérieur, l'abbé de Retz raconte qu'il avait fait de la Bastille le centre du complot ; des prisonniers devaient donner à la capitale le signal d'un soulèvement, auquel étaient déjà préparés quelques chefs de la bourgeoisie ; l'abbé, « qui faisait même » un peu le dévot, » s'était rendu populaire par des aumônes habilement distribuées aux pauvres honteux ; il était encore allé deux fois à Sedan, s'il faut l'en croire, pour se concerter avec le comte de Soissons ; on demandait seulement à ce prince de gagner une bataille, et le récit de sa victoire, publié aussitôt dans les rues « avec les figures, » serait promptement suivi d'un mouvement qui entraînerait tout Paris. La mort du comte fit évanouir ce projet qui demeura couvert d'un profond silence, et l'abbé de Retz, qui s'était vu en espérance général d'armée, se résigna tristement à faire son chemin dans l'Église.

Malgré l'attention que méritait une entreprise comme celle du comte de Soissons, amenant l'étranger sur la frontière et appelant le royaume à la guerre civile, nous avons vu que là ne s'était porté ni le premier soin, ni le plus grand effort du gouvernement. C'était encore à la conquête partielle du pays ennemi qu'on avait employé les meilleures troupes et le général privilégié. Cela même faisait partie des reproches adressés au cardinal par ses adversaires. « Ce lépreux » envieux et incurable, disaient-ils, laissait piller la campagne, découvrait les villes de la France aux étrangers pour tâcher de loger quelques-unes de ses créatures dans une petite place des Pays-Bas, » et comblait les fossés des cadavres de la brave noblesse pour que sur ces monceaux de corps un sien parent, petit-fils d'un fort médiocre » avocat, s'élevât à la dignité de connétable. » Mais d'autres personnes en jugeaient différemment, et regardaient la ville d'Aire en Artois

comme une place importante par sa position et ses défenses, qui couvrirait toute la Flandre, partant dont la possession pouvait ouvrir l'entrée de ce pays. Le maréchal de la Meilleraye eut ordre de l'investir avec une armée choisie où servaient le comte de Guiche et le colonel Gassion. Sa marche parut d'abord incertaine et donna lieu de croire qu'il en voulait à Saint-Omer : mais, changeant de route subitement, il se trouva devant Aire avec toutes ses forces avant que l'ennemi eût pu deviner son dessein (19 mai). Les forts et les lignes y furent tracées « sous la direction de deux abbés qui s'en acquittèrent dignement. » Les garnisons des places voisines essayèrent vainement de troubler le siège (23 mai) ; une de ces places même, celle de Lillers, fut prise par le colonel Gassion. L'armée espagnole, conduite par le cardinal infant, se présenta pour secourir les assiégés (13 juin) ; mais, après avoir tourné tout autour des lignes, elle se retira sans combat, laissant un petit corps de troupes qui devait se jeter dans la ville et qui fut bientôt défait. La garnison réduite à ses propres forces ne s'en défendit pas moins avec courage, et les assiégeants y perdirent un nombre considérable de leurs principaux officiers. Mais enfin, après quarante-neuf jours de tranchée ouverte dont presque pas un n'avait été sans combat, la ville et la garnison, pour éviter l'assaut et le pillage, demandèrent à capituler. Les habitants obtinrent entre autres conditions « que la » liberté de conscience ne serait permise dans leur ville, ainsi la foi » catholique, apostolique et romaine seule maintenue et conservée. » Les soldats sortirent avec armes et bagages, trompettes sonnantes, enseignes déployées, mèche allumée et balle en bouche, tout en même sorte qu'ils avaient accoutumé d'aller à la guerre, et en cet état se rendirent à Saint-Omer, emmenant deux pièces de canon et un mortier, sous l'escorte de trois cents cavaliers « Français naturels » (26 juillet).

Tout n'était pourtant pas encore fini ; le cardinal infant, qui n'avait pu secourir la ville, trouva, dès que les Français en furent maîtres, qu'il lui en coûterait moins de la reprendre. Fortifié des troupes du baron de Lamboy et de celles du duc de Lorraine, qui s'était enfin décidé à prendre parti contre son dernier serment, il commença par recouvrer Lillers et s'avança vers Aire du côté de la France, pour s'emparer des lignes du maréchal de la Meilleraye et lui laisser à son tour la défense de ces remparts qu'il avait mis deux mois à détruire. Le maréchal essaya quelque temps de disputer cette position et les

- gens du métier eurent à lui reprocher quelques fautes. Jugeant enfin les forces de l'ennemi trop considérables pour hasarder une bataille (8 août), il les laissa poursuivre la même entreprise qu'il avait lui-même mené à bonne fin et s'avança en Flandre pour attaquer encore quelques places. Le maréchal de Brézé y arrivait de son côté, détaché de l'armée que l'accommodement avec le duc de Bouillon rendait inutile. Le dernier s'empara de Lens pendant que l'autre prenait la Bassée; ensuite les deux parents se joignirent et marchèrent ensemble, en meilleur accord qu'on ne l'avait attendu de leur caractère également hautain et bizarre. Ils pénétrèrent ainsi assez avant en Flandre, faisant tout le dégât possible, dans l'espoir d'amener à leur suite l'armée espagnole qui se tenait toujours devant Aire et d'en délivrer ainsi la ville. Ils poussèrent jusqu'aux portes de Lille dont ils brûlèrent les faubourgs et, voyant que le cardinal infant ne bougeait pas, ils retournèrent en Artois mettre le siège devant Bapaume (10 septembre).
- Ils trouvèrent là moins de résistance qu'ils n'en avaient craint. Au bout de huit jours la ville se rendit (18 septembre), et le comte de Guiche y reçut le bâton de maréchal de France. On se rappelle qu'il avait épousé une cousine du cardinal.

La prise de Bapaume amena un événement cruel. La garnison espagnole, qui véritablement avait donné peu de peine aux assiégeants, s'était fait accorder par la capitulation libre passage pour aller à Douai. Elle achevait tranquillement son chemin, n'ayant plus d'autre escorte qu'un trompette du roi, lorsque le sieur de Saint-Preuil, gouverneur d'Arras, qui se trouvait ou qui s'était mis aux champs, l'atteignit auprès de Douai et la tailla en pièces. C'était là, en effet, une faute bien grave, une violation barbare du droit de la guerre, un acte sauvage qui compromettait l'honneur du nom français. Cependant le public trouva fort mauvais que le maréchal de la Meilleraye eût fait arrêter le coupable dans son gouvernement et l'eût envoyé prisonnier dans la citadelle d'Amiens. L'étonnement et le blâme augmentèrent encore lorsqu'on lui fit son procès. Il fallut chercher à cette poursuite d'autres causes que le respect dû aux capitulations et la dignité du pays. On publia que le gouverneur d'Arras s'était attiré la haine du maréchal de la Meilleraye pour une vieille rivalité d'amour et celle du secrétaire d'État des Noyers à cause d'une violence exercée contre un de ses parents, que le cardinal de Richelieu, pour faire plaisir à l'un et à l'autre, leur avait sacrifié un de ses plus dévoués serviteurs, « contre

» sa coutume, dit Montglat; car il n'abandonnait jamais ceux qui s'attachaient à ses intérêts. » Cet officier s'excusait sur ce que, cherchant dans la campagne des partis ennemis, il n'avait pas su ce qu'était la troupe armée qui se trouvait sur son chemin. Il y avait peut-être quelque moyen de donner sur ce point aux Espagnols une satisfaction honorable; on la leur donna sanglante. Ce malheureux gentilhomme, estimé de toute l'armée comme un des plus braves et des plus généreux, eut la tête tranchée dans Amiens. Pour être plus sûr de le trouver coupable, on avait joint à sa dernière faute le grief de concussion commise en sa charge, et bien qu'il prétendit avoir été autorisé à tout faire par lettre du roi, il n'en fut pas moins condamné « pour voleries, exactions, homicide et autres crimes (9 novembre). »

Le nouveau maréchal de Guiche, car il fut quelques années encore sans prendre le nom de Grammont, demeura chef de l'armée, par la retraite du maréchal de la Meilleraye qui alla prendre les eaux et le départ du maréchal de Brézé qui se rendit en Catalogne. Il la conduisit du côté de la Bassée que les Espagnols avaient assiégée, défit sur la route de Lille un corps de Croates qui allait joindre le cardinal infant, délivra la Bassée, mais ne se trouva pas de force à troubler le siège d'Aire. Les Espagnols y restaient attachés avec une ténacité qui ne fut pas même interrompue par la mort de leur général. Le cardinal infant avait été forcé de quitter son camp pour aller se faire soigner à Bruxelles. Il y mourut bientôt (9 novembre), plus aimé, dit-on, des Flamands qu'il ne convenait au roi d'Espagne. Don Francisco de Mello le remplaça dans le commandement de l'armée occupée au siège d'Aire. La garnison française se défendit encore pendant un mois. Mais enfin le manque absolu de vivres et l'éloignement de l'armée du maréchal de Guiche, qui s'était retirée dans le Boulonnais, la forcèrent à rendre la ville (7 décembre), après une si longue résistance que le gouverneur en fut récompensé comme d'un succès.

Une autre partie des troupes rassemblées devant Sedan s'était rendue en Lorraine, sous les ordres du comte de Grancey qui s'était fait pardonner son malheur devant Thionville, « et de l'évêque d'Auxerre » qui lui fut donné pour le soulager. » Elle allait punir le duc Charles de sa défection par la reprise des places qu'il venait tout récemment de recouvrer. Nous avons vu qu'il était déjà parti de son pays pour joindre l'armée espagnole. Il paraît que ce départ avait été hâté par

et demanda bien vite qu'on lui fournît des Français pour la remplacer. On lui en fit passer d'Antibes ; après quoi le prince renvoya fièrement son ordre de la Toison d'or, prit l'écharpe blanche et se déclara Français envers et contre tous. En échange des revenus napolitains qu'il perdit par cette action , on lui promit vingt-cinq mille écus de rente, qui furent remplacés plus tard par le duché de Valentinois. La perte de ce petit État apportait sans doute moins de dommage aux Espagnols que celle de la Catalogne ; mais, à raison même de la faiblesse du prince qui s'était si hardiment délivré de leur domination, il lui en revenait plus de honte et de ridicule. C'était au contraire une acquisition également utile et glorieuse pour la France, qui, après avoir poussé ses conquêtes dans le Piémont jusqu'au lieu où le cardinal de Savoie était retiré, se trouvait ainsi tout à coup comme attachée au flanc de son comté de Nice.

La France avait encore une autre armée ; c'était celle que le comte de Guébriant commandait sur les bords du Rhin. Celle-là , par la nature de la guerre à laquelle on l'avait destinée, n'était à peu près qu'auxiliaire. Le rôle principal en Allemagne appartenait toujours aux Suédois. Dès le commencement de l'année le comte de Guébriant se joignit au maréchal Banier pour l'exécution d'un dessein hardi. L'empereur avait convoqué à Ratisbonne une diète de l'empire, où l'on discutait fort tranquillement et sans grande hâte les intérêts si compliqués pour lesquels on se battait ailleurs. Banier voulut porter la guerre aux oreilles de cette assemblée pacifique ; et, du pays de Lunebourg où l'on croyait qu'il passerait l'hiver, ramassant les troupes françaises sur son chemin, il courut jusqu'aux portes de Ratisbonne (janvier). Cette expédition se borna pourtant à une espèce d'insulte contre la ville et contre l'empereur. Après quoi les Français et les Suédois se séparèrent, les premiers refusant de suivre les autres dans la Bohême. Le danger de Banier (mars), poursuivi par les impériaux avec des forces supérieures, rappela bientôt le comte de Guébriant à son secours. Les deux généraux s'étant réunis à Zwickaw n'eurent pas le temps de concerter une nouvelle entreprise ; car le maréchal Banier mourut dans Halberstadt en continuant sa retraite (20 mai). Le comte de Guébriant, chargé des deux armées, les mena au secours de celle du duc de Lunebourg qui assiégeait Wolfembutel, et contre laquelle s'étaient tournées les forces impériales. Une bataille eut lieu devant cette ville (29 juin), et les confédérés y obtinrent un brillant avantage

dont le récit vint tout à point en France pour faire oublier la déroute de Sedan. Mais le mauvais accord des généraux, qui s'étaient à peine entendus pour la victoire, ne permit pas d'en profiter. Le siège fut levé, et le comte de Guébriant, avec une autorité contestée même parmi les troupes qu'il commandait, eut grande peine à maintenir l'armée suédoise jusqu'à l'arrivée de Léonard Torstenson qui devait en prendre la conduite. Le comte lui remit ses troupes, et le laissant suivre des projets où les ordres de sa cour ne lui permettaient pas de s'engager, il se dirigea par la Westphalie vers le duché de Julliers (décembre).

Cette année la coopération des Provinces-Unies dans la guerre contre l'Espagne avait été plus active qu'on ne l'avait vu depuis longtemps. Il est vrai que la France les y avait encouragées par une subvention extraordinaire de douze cent mille livres (mars), qui devaient être employées à mettre en campagne une bonne armée pour faire une entreprise considérable sur les Pays-Bas. Le prince d'Orange choisit pour but de son expédition la petite ville de Gennep, située dans le pays de Gueldre à la jonction de la Meuse et du Niers (juin), et protégée par un fort château. Il alla y mettre le siège; une armée espagnole, ramassée dans les différentes garnisons, essaya inutilement de jeter du secours dans la place. Les soldats qui s'y trouvaient enfermés, sans être aidés de personne, n'en firent pas moins bonne défense. L'armée hollandaise passa deux mois devant le seul château de Gennep où elle essuya de grandes pertes d'hommes, sans compter l'énorme dépense, qui passait aussi dans ce pays pour une cause de regret et de blâme. Mais enfin la garnison fut réduite à capituler (27 juillet) et les Provinces-Unies comptèrent une ville de plus enlevée à l'Espagne.

## CHAPITRE III.

**Différend avec l'assemblée du clergé. — Nouvelle disgrâce du duc d'Épernon. — Mort de ce seigneur. — Mort du duc de Sully. — La reine mère est obligée de quitter l'Angleterre. — Elle se rend à Cologne. — Les mécontents essayent de gagner le jeune Cinq-Mars. — Mazarin cardinal. — Le roi va commander son armée en Roussillon. — Progrès du complot entre le duc d'Orléans et le grand écuyer. — Victoire de Kempen. — Le roi arrive à Narbonne. — Traité du duc d'Orléans et de ses associés avec l'Espagne. — L'armée française entre dans le Roussillon. — Prise de Collioure. — Siège de Perpignan. — Maladie du cardinal à Narbonne. — Le traité d'Espagne rapporté en France. — État de la conspiration contre le cardinal de Richelieu. — Incertitudes du grand écuyer.**

Nous avons vu que le comte de Soissons dans son manifeste reprochait au cardinal de Richelieu d'avoir voulu se faire chef de l'Église en France et de lever sur le clergé des taxes arbitraires. Cette accusation serait assez peu intelligible pour nous, effacée comme elle est depuis longtemps des questions soumises au jugement de l'histoire, si les passions contemporaines, toujours préoccupées de leur propre importance, n'avaient pas eu soin d'en conserver un ample souvenir. On se tromperait d'une manière étrange en pensant que l'administration du royaume, placée dans la main d'un cardinal, attachait nécessairement à ses actes l'approbation du corps ecclésiastique et sa puissante assistance. Aucun ordre de l'État peut-être n'avait moins d'affection que le clergé pour la personne et le gouvernement du premier ministre, sorti de ses rangs à la vérité, mais qui en avait si vite oublié les préjugés, les mœurs et les intérêts. Si l'on cherche bien, on verra que les plus grands ennemis de son pouvoir étaient gens d'Église; en France le cardinal de Bérulle, le père Caussin, l'abbé de Saint-Germain et tous les écrivains de libelles catholiques; en Savoie, l'abbé Scaglia et le père Monod. Toute la polémique dirigée contre son ministère s'adressait aux scrupules les moins éclairés et aux plus timides susceptibilités de la dévotion. Dans le clergé sans doute, comme dans toutes les autres professions, il comptait des amis, des serviteurs, des courtisans; mais ce n'était pas au nombre des plus assidus à leurs

pieux devoirs qu'il pouvait trouver des généraux, des agents de négociation, des intendants d'armée. Les prélats qui restaient dans leurs diocèses, les prêtres des paroisses, les religieux des cloîtres ne s'associaient aucunement à sa politique, et avaient peu de sympathie pour cet homme remuant qui refusait la paix, qui troublait le monde, qui s'alliait avec des hérétiques, qui cherchait querelle au pape, qui employait à des offices mondains les dignités et, qui pis est, les revenus de leur ordre. Or, c'était une tentative de cette dernière espèce qui venait, cette année même, de soulever contre lui la portion la plus pure et la plus sainte du clergé, celle aussi qu'on pouvait regarder comme la plus obstinément attachée à ses intérêts de corps, à ses préventions de croyance; et le comte de Soissons, qui voulait rallier à son parti tous les mécontentements, s'était emparé de celui-ci dont il reproduisait assez fidèlement le langage.

Cette grande querelle du cardinal et du clergé n'a pas manqué d'avoir son historien, passionné sans doute, mais sincère comme un autre dans le point de vue où il s'était placé. Suivant l'archevêque de Toulouse, Charles de Montchal, depuis longtemps le cardinal avait pour unique pensée d'être nommé légat en France, et trompé dans cette ambition par l'opiniâtre répugnance du pape, il voulait soustraire le royaume à l'obéissance du saint-siège, en s'y faisant proclamer patriarche. Une grande partie des événements que nous avons racontés se rapportaient, sans qu'on s'en doute, à ce seul but. Le clergé s'était confirmé surtout dans la conviction de ce dessein lorsque le gouvernement, à bout de ses ressources financières comme créations d'offices, emprunts et taxes de tout genre, s'en était pris aux biens ecclésiastiques sur lesquels il prétendait faire une levée. La demande d'argent lui avait révélé « le schisme ; » aussi ce mot figurait-il avec toutes ses terreurs dans les griefs des révoltés. C'était au milieu des poursuites pour le paiement d'un droit royal sur les immeubles de l'Église, que l'on s'était décidé à convoquer une assemblée du clergé, la première depuis celle de 1635, et malgré une décision récente qui l'ajournait à quatre ans plus tard. On en attendait une transaction, dont la somme même était fixée dans les lettres de convocation à six millions en trois années. L'assemblée se tint à Mantes (15 février); la cour y avait ses complaisants, en tête desquels était l'évêque de Chartres; par suite, ceux qui n'en étaient pas formèrent un parti sous l'archevêque de Toulouse. De nom-

breuses disputes, presque toujours personnelles, aigrissent les esprits. Le cardinal, à qui l'on avait offert la présidence de l'assemblée et qui n'alla pas même lui rendre visite, la fit presser d'opter entre un don de six millions ou l'abandon d'un tiers sur le revenu des bénéfices. Le clergé se gardait bien d'avouer que la condition du tiers lui serait plus dure que celle de la somme fixe, mais il repoussait surtout la première à cause des vexations qu'apporteraient dans leur examen les gens de finance. La majorité fut donc pour l'octroi d'une somme (12 mars); mais les deux présidents, l'archevêque de Sens et celui de Toulouse, refusèrent de signer la délibération. Enfin ils s'y décidèrent, et l'assemblée offrit quatre millions en trois ans, « si autant durait la guerre, toute l'imposition ou ce qui en resterait » devant cesser s'il se concluait paix ou trêve. » Le cardinal ayant lui-même soutenu cette réserve contre le surintendant qui n'en voulait pas, tout le débat était désormais sur la quotité de la contribution, entre six et quatre millions. On y employa six semaines; le roi avait consenti à diminuer sa demande de cinq cent mille livres; on en avait trouvé huit cent mille par des moyens plus doux auxquels l'assemblée avait consenti; il n'en restait plus que sept cent mille à voter. Une première délibération eut pour résultat un refus; la minorité protesta et empêcha qu'elle ne fût signée. Quelques jours après, la majorité revint à l'octroi de l'imposition, et les opposants à leur tour refusèrent leur signature. Enfin le roi, pressé de partir pour la Picardie, déploya toute sa colère contre ceux qui lui résistaient. Son commissaire vint (3 juin) dans l'assemblée intimer l'ordre à deux archevêques et à quatre évêques de se retirer sur-le-champ dans leurs diocèses, « ce qui était proprement, comme dit avec esprit un des » expulsés, rejeter par dépit des poissons dans l'eau. » Ils ne s'en donnèrent pas moins, pour avoir à si peu de risques défendu leur argent, tous les airs du martyr, et l'un d'eux, l'archevêque de Toulouse, a pris soin de conserver à la postérité un récit en deux volumes de cette grande action.

A part ce que nous venons de raconter, l'année qui finissait n'avait pas produit d'autres événements que ceux de la guerre. Le roi et son conseil s'étaient toujours tenus près des armées dont l'entretien, la direction et les diverses chances avaient occupé toute leur attention. Le peuple entier désirait la paix, à tel point qu'il avait secrètement applaudi le comte de Soissons qui prenait les armes, disait-il, tout

exprès pour la conquérir. Mais ce souhait impuissant auquel la mort imprévue du prince ôtait son plus prochain espoir, n'avait d'autre ressource que de se convertir en haine contre le cardinal de Richelieu, considéré comme l'auteur opiniâtre et intéressé du long débat qui ensanglantait l'Europe. Il n'y avait guère eu d'acte du gouvernement, hors du ressort des opérations militaires, que pour le procès à instruire, d'abord contre les ducs de Bonillon et de Guise, puis contre la mémoire du comte de Soissons, et le parlement avait obéi sans autre difficulté que quelques objections sur les honneurs réclamés par le chancelier. Le corps du comte et la personne du prince de Sedan ayant été mis hors de cause par l'accommodement conclu avec le roi, le parlement déclara coupable de leur crime commun le duc de Guise qui paya pour tous; le roi prit (6 septembre) une partie de ses biens et distribua le reste. Le duc de Vendôme était resté en Angleterre, fort peu curieux de venir chercher le pardon menaçant qu'on lui avait accordé. Le duc d'Orléans, occupé de ses plaisirs sans songer ni à servir ni à troubler l'État, s'était empressé d'avertir le roi des propositions qu'il avait reçues. Et bien lui en avait pris, à ce qu'il parait : car on assure que les lettres adressées au frère du roi avaient été vues d'avance par le cardinal, qui les laissa parvenir à leur destination; d'autres disent pourtant, après avoir d'abord prévenu le prince, et pour lui laisser aux yeux du monde le mérite de les avoir livrées. La conspiration de Paris qui devait répondre à la victoire de Sedan, quand bien même on lui accorderait l'importance et l'infailibilité que lui prête le cardinal de Retz, n'était pas toutefois sortie de la prison où elle s'était tramée; et le jeune abbé, chargé de lui préparer une issue au dehors, en avait été pour ses dévotions et ses aumônes. Tels étaient partout, sinon la docilité, du moins le découragement et le silence que, pour avoir en France quelqu'un à punir, il avait fallu aller chercher dans son lit un vieillard chargé d'ans et d'infirmités. Le duc d'Épernon retiré dans sa maison de Plassac, sans autorité et presque sans famille, offrait pourtant encore prise à une disgrâce. Comme le bruit public mêlait le nom de son unique fils aux projets des rebelles, comme de plus le gouverneur d'une petite place dans le pays des Basques avait arrêté et fait pendre un intrigant se disant envoyé par le père et par le fils pour tenter sa fidélité, on ordonna (13 juin) au vieux duc de quitter le séjour de Plassac et de se rendre à Loches, en un lieu où il avait bien encore commandement, mais

où se trouvait aussi une prison d'État. Le duc obéit, mais lentement, de manière, comme l'avouent ses serviteurs, à se trouver encore en liberté de ne partir point ou de retourner, si le comte de Soissons venait à réussir. La nouvelle de la mort de ce prince lui rendit tout à coup l'activité dont il feignait de manquer, et il se hâta d'arriver à Loches (3 août). Là il reprit ses habitudes d'autorité, quelque borné qu'en fût le ressort, tout comme s'il eût été encore dans sa province de Guienne; et le cardinal lui-même, pour lui laisser cette illusion, alla jusqu'à solliciter de lui un emploi militaire pour un de ses protégés. Cependant une nouvelle intrigue formée contre lui à la cour vint encore troubler cette vieillesse, à laquelle on permettait un simulacre de grandeur et de pouvoir. Il apprit qu'un gentilhomme de Guienne, déjà fort chargé de crimes, voulait l'accuser d'un complot contre la vie du roi et celle du cardinal, et il fit de très-vives démarches pour s'en justifier. Ce dernier chagrin, où il y avait peut-être plus d'imagination que de réalité, usa le faible reste de vie que l'âge lui avait laissé, et il mourut à Loches (13 janvier 1642), peu de mois après y être arrivé, dans sa quatre-vingt-huitième année. Presque au même temps une autre existence illustre du passé s'éteignait obscurément dans la retraite. Le duc de Sully venait de mourir presque ignoré en sa terre de Villebon (23 décembre 1641). L'oubli entier de son nom depuis longues années n'avait été interrompu que par sa promotion à la dignité de maréchal de France, contre laquelle il échangea, en 1634, sa charge de grand maître de l'artillerie, et par le bien faible bruit qu'avait causé l'apparition assez récente des « OEconomies royales, » œuvre de vieux style et de forme bizarre, sourdement imprimée dans son château pour être distribuée à un petit nombre de confidents.

Il paraissait difficile que la condition de la reine mère pût désormais empirer. Elle avait demandé, elle avait obtenu de l'argent; l'aumône reçue d'un ennemi semblait devoir être le dernier de ses malheurs. Cependant à ce prix même elle n'était pas encore assurée du repos. L'Angleterre allait bientôt cesser d'être pour elle un asile. De toutes les passions qui s'attaquaient à la puissance du roi son gendre, la plus ardente, celle qui agissait le plus sur la multitude, c'était la haine du papisme. La reine Marie, catholique et Italienne, qui avait plusieurs prêtres autour d'elle, qui se servait d'un confesseur jésuite, ne pouvait être qu'un objet de scandale pour le peuple déjà

fort irrité contre la reine sa fille. Plusieurs fois il y avait eu des attroupements tumultueux devant son logis aux heures où l'on savait que se disait la messe. Une garde de cent hommes lui avait été donnée pour la protéger contre la violence populaire ; mais ces soldats eux-mêmes s'indignaient du service qu'on leur avait imposé. On s'adressa aux deux chambres pour qu'elles fissent intervenir leur autorité en faveur de l'auguste réfugiée. Les communes reconnurent en principe le respect dû à l'hospitalité, mais en même temps elles exprimèrent le désir de voir la reine mère la chercher ailleurs. Plusieurs historiens veulent que cette proposition ait été suggérée par le cardinal de Richelieu ; mais, là où la passion emporte les esprits, il n'est vraiment pas besoin de chercher une influence personnelle. Si les dates consignées dans les livres ne trompent pas, ce souhait impérieux des communes aurait été émis la veille même du jour où la tête du malheureux comte de Strafford fut tranchée sur un échafaud (21 mai), quand le roi Charles venait de laisser échapper son consentement à la mort d'un fidèle serviteur. Ce n'était certainement pas là un temps où les instigations secrètes fussent de mise. Une solennité de famille, qui suivit de trop près cette sanglante exécution, prolongea le séjour de la reine Marie à la cour de son gendre. Le fils du prince d'Orange y était venu pour épouser la fille du roi Charles. La reine mère avait contribué de ses soins à la conclusion de ce mariage, désiré ardemment par la maison de Nassau, et accordé non sans quelque répugnance par le roi d'Angleterre avec l'approbation de son parlement. La cérémonie nuptiale eut lieu à Londres ; mais le roi voulut garder auprès de lui pendant trois ans sa fille trop jeune encore pour être livrée aux mains d'un mari. Après avoir rempli son office de grand'mère, la reine Marie s'occupa de quitter ce royaume qui la repoussait et où d'ailleurs rien ne l'invitait à rester. C'était le moment où le comte de Soissons levait l'étendard de la guerre civile ; elle jugea qu'il lui importait de se tenir près des événements et se proposa de partir soit pour Bruxelles, soit pour Liège. La mauvaise issue de l'entreprise ralentit un peu ses dispositions ; mais son départ étant chose annoncée, convenue, payée même d'avance par une subvention de trois mille livres sterling que lui accordèrent les communes d'Angleterre, il fallut bien se résoudre à tenir parole. L'embarras était de trouver une résidence : les Espagnols ne voulaient plus d'elle dans les Pays-Bas ; le prince d'Orange, malgré les obligations récentes qu'il pouvait lui avoir,

s'excusait sur la volonté des états généraux qui refusaient d'éprouver encore ce que leur coûtait le séjour d'une reine ; enfin elle ne trouva de pays ouvert que l'électorat de Cologne. Elle partit (22 août) de Londres pour s'embarquer à Douvres, vint prendre terre à Flessingue, et, traversant une partie des Provinces-Unies, qui cette fois ne se mirent pas en frais d'entrées solennelles pour lui rendre honneur, elle gagna le Rhin à Dordrecht et le remonta jusqu'à Cologne, où elle fut reçue (12 octobre) par sept compagnies de bourgeois en armes, au bruit de tous les canons du rempart. En chemin elle avait vu mourir auprès d'elle le père Suffren son confesseur. Presque au même temps le duc d'Orléans prenait possession du palais de sa mère au Luxembourg.

Rien n'était changé du reste autour du roi. C'était toujours, de la part du maître, la même affection chagrine et jalouse pour un favori capricieux et mutin. Tel qu'on pouvait juger pourtant le jeune Cinq-Mars, les plus habiles de ceux qui voulaient remuer l'État recherchaient avec empressement son amitié. Par lui seulement il leur semblait qu'on pouvait atteindre cette puissance du cardinal de Richelieu qui pesait sur le roi comme sur le peuple. Le comte de Soissons, prêt à s'armer pour le rétablissement de la paix, avait voulu l'intéresser à sa cause ; le duc d'Orléans, du fond de sa retraite, ne perdait aucune occasion de le courtiser. Persuadé de son importance, il avait cru devoir faire venir de Gascogne un conseiller qui le dirigeât dans sa conduite politique ; c'était Louis d'Astarac, vicomte de Fontailles, ennemi juré du cardinal qui l'avait raillé un jour sur sa laideur ; du reste, homme de cœur et d'esprit. Celui-ci venant le joindre après la mort du comte de Soissons, le trouva en des trances mortelles et eut quelque peine à relever son courage. Bientôt le jeune favori se rassurant redoubla d'assiduité auprès du roi, à tel point que le cardinal, las de le trouver constamment en tiers dans les entretiens les plus sérieux, lui fit dire « de ne plus être ainsi sur ses » talons, » et le traita (juillet) même en face « avec autant d'aigreur » et d'empire que s'il eût été le moindre de ses valets. » Henri de Cinq-Mars ne put alors que se plaindre et sangloter ; mais il s'affermir dans le désir d'une vengeance. Il avait à peine essuyé ses larmes quand le duc de Bouillon vint faire son accommodement (août). Le duc était un nouveau venu à la cour ; le favori se jeta pour ainsi dire à sa tête avec une étourderie dont l'autre s'effraya. Outre le vicomte

de Fontrailles, il avait encore pour confident de ses chagrins et de ses espérances François-Auguste de Thou, fils de l'historien, dont la jeunesse assez inutilement occupée a laissé peu de souvenirs, qui avait essayé plusieurs états, fait de lointains voyages, ébauché beaucoup d'affaires, sans acquérir ni un caractère certain ni une position déterminée, et que le grand écuyer désignait fort justement, dit-on, par le sobriquet de « son inquiétude. » De Thou était parent du duc de Bouillon; il alla au-devant de lui et lui fit connaître aussitôt le désir qu'avait le grand écuyer de devenir son ami. Cinq-Mars reçut le duc à dîner et obtint de lui des assurances de secret et d'attachement (août), « en termes, dit Fontrailles, qui n'étaient pas absolument clairs, mais qui souffraient des explications très-favorables. » Puységur va jusqu'à dire que, dès le premier entretien, le grand écuyer s'ouvrit au duc de Bouillon sur le projet de tuer le cardinal, projet dont le roi lui-même était complice, et qui s'exécuterait avec bien plus de sûreté maintenant qu'on aurait Sedan pour retraite.

Quoi qu'il en soit, le cardinal de Richelieu, ou ne sut pas à quel excès d'irritation s'était laissé conduire le jeune favori, ou, ce qui est plus probable, n'en jugea pas l'effet trop prochain, ni trop sérieux. Il y eut depuis de nouvelles paroles entre le grand écuyer et le duc d'Orléans qui alla saluer son frère à Corbie, au retour de Mézières (septembre). Le duc de Bouillon, ayant quitté Sedan pour visiter en France son domaine de Turenne et ses autres terres, s'arrêta un jour seulement à Nesle, en Picardie, où se tenait la cour. Le grand écuyer y renouvela auprès de lui ses avances (14 octobre), dont le duc accepta le moins qu'il lui fut possible, assez cependant pour lier avec lui un commerce d'avis et de nouvelles dont François-Auguste de Thou devait être l'intermédiaire. Le duc de Bouillon s'empressa de quitter un lieu où des propositions aussi dangereuses se faisaient à la 'chaude et presque tout haut, et alla bien vite s'enfermer dans ses terres pendant que le roi et son ministre, après une longue absence, venaient reprendre leur résidence ordinaire à Saint-Germain et à Ruel (5 novembre).

Les premiers moments de ce retour furent employés à rétablir la santé du roi, qui venait de recevoir une nouvelle atteinte. Dans le même temps, la charge de président au parlement de Paris, vacante depuis près d'un an par la mort de Nicolas Lejay, fut donnée au procureur général Molé (13 novembre). Sur la nouvelle que la reine mère

dinal se déclarait ouvertement contre lui. Il avait découvert encore qu'advenant même la mort du cardinal, le roi ne se croirait pas obligé pour cela de remettre la conduite de son royaume à un jeune homme qui n'avait rien vu, rien fait et rien appris; que Louis XIII, vieilli de vingt-cinq ans, ne retomberait pas volontiers dans un nouvel Albert de Luynes. Alors il plaça toute son espérance sur le duc d'Orléans, auquel du moins il aurait apporté quelque assistance et qui lui semblait d'ailleurs plus facile à gouverner. Le roi était d'une santé telle qu'on pouvait calculer sur sa mort; on prévoyait que le cardinal de Richelieu aurait soin, à l'approche de cet événement, de se faire continuer, par un acte et sous un titre quelconque, l'administration des affaires pendant la future minorité. Le duc d'Orléans devait se tenir prêt à la lui ravir, et le grand écuyer à la partager. La présence du prince à Paris, dans ce bel hôtel de sa mère qu'elle n'avait pas vu finir, leur fournissait une occasion naturelle de se lier et de s'entendre plus qu'ils n'avaient encore pu faire. En même il entretenait avec le duc de Bouillon cette correspondance, que deux rencontres avaient suffi pour établir. C'était toujours François-Auguste de Thou qui leur servait d'intermédiaire. Mais déjà le grand écuyer, ou peu sûr de ce qu'il voulait faire, ou voulant affecter une grande profondeur de secret, se dispensait de s'ouvrir entièrement à lui, et prétendait être servi sans s'expliquer. De Thou fut envoyé au duc de Bouillon pour le presser de venir à la cour, et ne put dire pourquoi le grand écuyer l'y appelait; car il n'en savait rien lui-même, et peu s'en était fallu qu'on ne le fît porteur d'un faux motif, ce qui était bien autrement dangereux qu'une parfaite ignorance. Le duc fut sans doute fort étonné; mais il n'eut pas longtemps à se défendre du voyage qu'on lui demandait. Il reçut bientôt un ordre du roi, qui lui enjoignait de se rendre auprès de lui. Le grand écuyer s'empara de ce seigneur, comme s'il s'était rendu à son invitation et avant qu'il eût pu voir le roi. Ce qu'il avait à lui dire, c'était qu'un grand parti se formait contre le cardinal, que le duc d'Orléans et la reine en étaient, qu'enfin on lui demandait sa ville de Sedan pour servir de retraite aux auteurs de la conspiration, quoi qu'il advînt. Le duc répondit que Sedan ne pouvait se défendre tout seul, sans être couvert d'une armée propre à livrer un grand combat, qu'ainsi la première chose était de chercher cette armée. Cette objection menait tout droit à réclamer l'aide de l'Espagne. Les deux interlocuteurs étaient seuls, et les relations varient.

sur la manière dont la proposition en fut amenée et reçue. Le fait est qu'elle venait d'elle-même, et que ni l'un ni l'autre ne pouvait l'éviter.

Cependant le duc de Bouillon fut admis auprès du roi et le cardinal lui déclara, ce qu'il avait appris déjà du grand écuyer, qu'on lui destinait le commandement de l'armée en Italie. Il n'y avait guère possibilité de refuser un tel emploi, et d'ailleurs le duc ne se fiait pas tellement au succès du complot qu'il voulût y mettre toute sa fortune. Il accepta donc à tout hasard l'honneur qu'on lui accordait. Mais le grand écuyer allait toujours son chemin. En ajoutant quelque chose aux paroles qu'il tirait de l'un et de l'autre, il trouvait tout le monde d'accord avec sa pensée. Au duc d'Orléans, il disait que le duc de Bouillon demandait avant tout un traité avec l'Espagne. Au duc de Bouillon, il parlait de ce traité comme de chose exigée par le duc d'Orléans. A tous deux, il recommandait de garder le secret sur ce point envers leurs confidents. Cependant il fallait un agent pour aller en Espagne : le duc d'Orléans n'avait personne ; il avait été convenu de n'en rien dire à de Thou ; Cinq-Mars proposa pour cette négociation le vicomte de Fontrailles. Celui-ci fut fort surpris qu'on eût ainsi disposé de sa personne ; il était, lui, pour le parti de l'assassinat pur et simple, pour ce qu'il appelait « une entreprise sur la vie du cardinal ; » on lui fit comprendre qu'il fallait avant tout s'assurer d'une retraite et la protéger. Il reconnut qu'il s'était trop avancé pour ne pas aller jusqu'au bout, malgré qu'il en eût, en dépit de sa préférence pour un moyen plus prompt et plus à portée. Il pensa qu'il y avait chez le grand écuyer un reste de reconnaissance pour les bienfaits dont le cardinal l'avait comblé ainsi que son père, que ce jeune homme enviait bien la puissance, mais avait horreur du sang, que le duc d'Orléans ne s'était pas davantage aguerri à cette idée ; il promit donc de partir pour l'Espagne. Le duc de Bouillon et le grand écuyer se revirent plusieurs fois depuis, en des logis particuliers, et toujours la nuit ; car le grand écuyer n'avait de liberté que lorsque le roi était endormi, et cette contrainte même étant une preuve de l'affection que le roi lui portait, il lui était important de ne pas laisser supposer qu'elle pût se relâcher. On a dit même que mainte fois ce jeune homme, trouvant la porte de la chambre royale fermée aux heures où elle était ouverte pour lui seul, attendait patiemment dans un cabinet voisin le moment où tous les courtisans devaient entrer, pour faire croire qu'il les avait dès longtemps précédés au lever royal. Une entrevue eut

Heu aussi entre eux et le duc d'Orléans aux écuries du prince à Paris. En toutes ces conférences le grand écuyer était accompagné du vicomte de Fontrailles ; le baron d'Ambijoux assistait le duc d'Orléans ; de Thou conduisait le duc de Bouillon ; mais par une singulière réserve, celui-ci restait toujours à la porte, n'entendait rien, ne savait rien. Le rôle fort étrange auquel il s'était réduit n'avait d'autre emploi que d'aboucher les gens et de se clore les oreilles dès qu'ils parlaient. Les choses étaient en cet état quand le roi se mit en route. Le duc de Bouillon alla faire ses préparatifs pour se rendre en Italie ; le duc d'Orléans resta quelque temps à Paris où il donna le bal et la comédie à sa fille ; le grand écuyer qui suivait le roi fit promettre à ses deux associés qu'ils viendraient rejoindre la cour à Lyon pour aviser de nouveau sur ce qu'ils avaient à faire.

Le voyage du roi se faisait à petites journées et le cardinal de Richelieu le suivait exactement. Cette route de Lyon où le roi s'était engagé laissait quelque incertitude dans les esprits sur le but de sa marche. Et il paraît qu'on avait voulu qu'il en fût ainsi ; car on avait envoyé de divers côtés des maréchaux des logis, des troupes, des munitions, pour dérouter et multiplier les conjectures. Les uns parlaient d'une expédition en Italie, les autres d'une invasion puissante dans la Franche-Comté : mais lorsqu'on sut que, dans le bagage royal, on avait placé le sceptre et la couronne de France, il ne fut plus douteux que le roi s'était disposé à quelque acte de royauté, qu'on jugeait devoir être la prise de possession de la Catalogne. Parti de Saint-Germain le 27 janvier 1642, le roi était arrivé le 17 février à Lyon. En s'éloignant de Paris il lui avait donné une heureuse nouvelle. L'armée du comte de Guébriant, laissant le général suédois Torstenson reporter la guerre dans le sein de l'Allemagne, s'était retirée vers l'électorat de Cologne avec les troupes hessoises, pour prendre position et quartier d'hiver sur le Rhin. Là il trouva le général de l'empereur Lamboy, logé près de Kempen et qui attendait un renfort amené par le comte de Hatzfeld pour lui disputer le pays. Le comte de Guébriant marcha aussitôt (17 janvier) contre le premier avant que la jonction des deux chefs ait pu se faire et l'attaqua dans ses retranchements. Les impériaux furent complètement défaits, et leur général prisonnier vint remplacer au château de Vinceunnes le célèbre Jean de Wert, qui venait enfin d'obtenir sa liberté par échange avec le général suédois Gustave de Horn. Cette grande victoire valut au

comte de Guébriant le bâton de maréchal de France, et on voulut qu'elle servît d'heureux présage aux entreprises que la France devait tenter cette année. Remportée au milieu de l'hiver, dans un temps où on n'attendait de la guerre aucune émotion, livrant captif aux mains du roi le chef d'armée qui avait vu fuir les troupes françaises à Sedan, elle se recommandait assez à la joie publique. On lui fit entre les honneurs d'un *Te Deum*. Là encore, le parlement eut occasion d'engager (7 mars) un de ces débats qui tiennent tant de place dans ses registres. Le prince de Condé devait assister à la cérémonie et voulait s'y asseoir au-dessus du chancelier, comme représentant le roi. Le parlement prétendit que ce rang ne devait être pris par personne, et que là où le roi n'était pas, nul ne devait précéder le chef de la magistrature, premier président ou chancelier, et il se mit à ramasser des exemples. Le prince persista, le parlement se soumit, mais en protestant et sous la réserve d'en écrire au roi, qui, dans une circonstance pareille survenue quelque temps après (8 avril), donna gain de cause à la compagnie, en enjoignant au prince de Condé de laisser vide le siège royal, « n'entendant pas, disait-il, qu'aucun » se pût seoir en icelui au-dessus de notre cour. »

(22 février) Le *Te Deum* fut chanté aussi à Lyon pour la victoire de Kempen, et le cardinal de Richelieu y fit fonction de célébrant. Une députation de Barcelone vint ensuite saluer le roi et le supplier de mettre le comble à ses bienfaits par sa présence royale dans cette ville. Ni le duc d'Orléans, ni le duc de Bouillon, ne se trouvèrent au rendez-vous du grand écuyer. Mais les blancs-seings du frère du roi, le projet de traité, des lettres pour le roi d'Espagne et son ministre, étaient arrivés dans les mains du vicomte de Fontrailles qui s'achemina vers l'Espagne (23 février), tandis que le roi continuait sa route par Vienne, Valence, Nîmes, Montpellier et Narbonne où le cardinal de Richelieu se hâta de le rejoindre. A Valence, le roi fit rencontre du camérier du pape qui apportait en France le bonnet destiné à Jules Mazarin. Le nouveau cardinal suivait la cour et se trouvait tout prêt pour recevoir cet honneur. Après une messe solennelle le bonnet fut placé sur sa tête par les mains du roi, dans l'église de Sainte-Apollinaire, et il s'inclina si bas au moment de cette cérémonie, « qu'il » semblait, disent les relations officielles, être à genoux. » Narbonne était la fin du voyage, et le lieu où le roi devait prendre la direction des opérations militaires (10 mars).

Cependant le vicomte de Fontrailles allait accomplir sa ~~difficile~~ mission. Il passa par Limoges pour obtenir quelque ~~encouragement~~ du duc de Bouillon qui s'y trouvait alors, et qui lui répondit d'une façon assez froide ; puis il alla dans son pays de Gascogne, chercher un moyen de passer les montagnes en sûreté. Il ne rencontra aucun obstacle et arriva jusqu'à Madrid, où il montra aussitôt au duc d'Olivarès la signature du duc d'Orléans. Le ministre d'Espagne entra volontiers en propos sur les desseins de ce prince, qu'il trouva pourtant bien vagues. Le duc d'Orléans se disait assuré de deux personnes importantes et d'une place frontière ; mais son confident avait ordre de ne nommer ni le lieu, ni les gens, avant que le traité fût signé. Le ministre voulut et obtint qu'on s'expliquât préalablement, et parut content d'apprendre de qui et de quoi il s'agissait. En peu de jours, le traité fut conclu et signé (13 mars), avec une facilité toute contraire aux habitudes d'Espagne, ainsi que le ministre eut soin de le remarquer ; et le vicomte se remit en chemin pour porter en France ce terrible document. On y disait que le duc d'Orléans « désirant le bien » général et particulier de la France, pour faire cesser la cause des » oppressions dont gémissaient depuis longtemps la noblesse et le » peuple, et rétablir une paix raisonnable au bénéfice de la chré- » tienté, avait offert au roi d'Espagne de prendre les armes à cette » fin, si sa majesté catholique y voulait concourir de son côté, avec » les moyens possibles pour avancer leurs affaires. En conséquence, » il avait été arrêté et convenu, d'abord qu'on ne prétendait aucune » chose contre le roi très-chrétien et au préjudice de ses États, ni » contre les droits et l'autorité de la reine régnante, ensuite que le roi » d'Espagne fournirait douze mille hommes de pied et cinq mille » chevaux pour joindre le duc d'Orléans dans une place de sûreté où » il devait se rendre, et entrer en France sous son commandement » absolu, avec les troupes qu'il promettait de lever lui-même. Pour » ces levées, il lui serait donné quatre cent mille écus comptant, plus » douze mille écus de pension par mois, en outre de ce qu'on payait » déjà en Flandre à sa femme, et trois cent mille livres destinées à » pourvoir et munir la place. Quant aux deux seigneurs que le duc » d'Orléans se réservait de déclarer après le traité, et qu'il disait être » propres à servir comme maréchaux de camp, il leur serait donné » des patentes de ce grade délivrées par l'empereur, et on leur assu- » rait quatre-vingt mille ducats de pension à départir. » Un acte

séparé du traité, et ayant la même date, désignait les deux seigneurs et la place de sûreté. Au bas de ces deux écrits était la signature « de » Clermont, » pseudonyme convenu qui voulait dire « Fontrailles, » et celle de don Gaspar de Gusman. Et voilà ce qu'un gentilhomme français, aussi jaloux sans doute que personne de garder sa tête sur ses épaules, qui même avait trouvé une raison plaisante pour y tenir plus qu'un autre, apportait en se jouant de Madrid à Narbonne, en un lieu où se tenaient le roi de France et le cardinal de Richelieu.

La présence du roi à Narbonne avait pour objet direct la conquête du Roussillon et l'achèvement du siège de Perpignan, faiblement commencée l'année précédente par le prince de Condé, repris et abandonné durant l'hiver par le maréchal de Brézé. Pour cet effet, on avait encore voulu employer le maréchal de la Meilleraye, toujours réputé grand preneur de places, et on avait mis sous ses ordres une armée choisie, avec le vicomte de Turenne pour lieutenant général. Deux jours après l'arrivée du roi (12 mars), le maréchal s'était mis en marche pour entrer dans le Roussillon, où il se dirigea aussitôt le long des côtes. Après avoir emporté en passant la ville d'Argelles, il se présenta devant Collioure, chassa les Espagnols qui occupaient les montagnes, leur enleva deux forts l'épée à la main, et vint se poster au pied de la muraille (16 mars). Les travaux commencèrent aussitôt. Les assiégés firent plusieurs sorties assez meurtrières, qui furent vigoureusement repoussées. Un corps de troupes détaché de l'armée espagnole en Catalogne, ayant essayé de traverser tout le pays pour porter secours à la ville, fut atteint dès les premiers pas de sa marche par le sieur de la Mothe-Houdancourt, qui le tailla en pièces dans trois combats successifs (25-28-31 mars). Le roi le fit pour cet exploit maréchal de France, et ordonna qu'un *Te Deum* solennel fût chanté à Paris en actions de grâces. Privée de l'assistance extérieure qu'elle attendait, la garnison de Collioure se défendit de son mieux, perdit la ville d'abord, soutint une nouvelle attaque dans le château, et fit enfin une capitulation honorable. Alors la voie par laquelle Perpignan communiquait avec la mer se trouvant fermé, toutes les troupes entourèrent cette ville où le roi se rendit en personne, après avoir vu passer devant lui les nombreuses bandes de prisonniers faits en Catalogne, et aussi après avoir touché, le saint jour de Pâques, douze cents malades : dans le nombre étaient deux soldats espagnols, venus tout exprès de Perpignan avec passe-port pour

se faire guérir par les mains du même roi dont le canon allait tout à l'heure menacer leur vie. Le roi, en partant pour joindre son armée (21 avril), laissa le cardinal de Richelieu malade à Narbonne. Le cardinal y était arrivé deux jours après le roi, le 12 mars. La fièvre l'avait pris dès le 18, et ne cessa de survenir au bras lui avait ôté la possibilité d'écrire. On mandait, il est vrai, le 15 avril, au compilateur de la Gazette de France, « qu'il se portait très-bien ; » mais il n'en était pas moins obligé peu de jours après de laisser partir le roi sans pouvoir le suivre. Depuis ce moment, il ne faut plus compter le cardinal que comme un patient qui dispute sa vie à un mal cruel, et applique des remèdes à ses souffrances. Pas un acte de sa pensée, de son vouloir, n'est rapporté, que l'on puisse, avec quelque connaissance des faits, placer dans le mois qui suivit le départ du roi, et le premier qu'on trouve au bout de cet intervalle est un testament.

Cependant le roi n'avait pas encore quitté Narbonne lorsque le vicomte de Fontrailles y vint trouver le grand écuyer. Malgré le triste état qui accablait le cardinal, on ne se jouait pas à conspirer trop à découvert si près de son lit. Le vicomte, après avoir rendu compte de sa mission, voulait, sans être vu de personne, se rendre bien vite en Angleterre, « ne se croyant pas de force, disait-il, à supporter la » torture que le cardinal pourrait lui faire subir dans sa propre chambre » sur le moindre soupçon. » Le grand écuyer trouva ce projet trop prudent, et l'on convint seulement que le vicomte ne se montrerait pas, mais quitterait Narbonne sur-le-champ, tandis qu'un autre émissaire irait annoncer au duc d'Orléans et au duc de Bouillon la nouvelle de son retour et du traité qu'il rapportait. En sortant de Narbonne, il rencontra dans Carcassonne le comte de Charost, capitaine des gardes et gouverneur de Calais, qui venait d'être appelé de la ville où il commandait pour prendre son service auprès du roi, ce qui lui causa une vive inquiétude ; car le comte était créature du cardinal, et il ne lui paraissait pas vraisemblable qu'on eût mandé sans motif le gouverneur d'une place frontière pour lui faire exercer si loin une charge de cour. En compagnie de cet officier voyageait le sieur de Thou, qui allait tout simplement voir en curieux le siège de Perpignan, et que le vicomte fut fort surpris de trouver parfaitement instruit du voyage et du traité qu'on avait tant recommandé de lui cacher. Il tenait cette confidence de la reine, disait-il, à qui le duc d'Orléans l'avait faite, et qui l'avait communiquée à bien d'autres.

Plus loin, à Toulouse, il fit rencontre d'un gentilhomme du duc d'Orléans, porteur d'une lettre pleine de reproches contre le cardinal que ce prince envoyait au grand écuyer pour la remettre au roi, afin d'éprouver jusqu'à quel point il était bien auprès du maître.

Cette particularité nous montre assez où en étaient les affaires de la conspiration. Le duc d'Orléans avait donné sa signature et ses pouvoirs pour traiter avec l'Espagne. Il promettait aux Espagnols de se rendre à Sedan, et ceux-ci, dans le cas où ils le verraient maître de cette ville, devaient lui prêter une armée pour s'y maintenir. L'exécution du point essentiel, la remise de Sedan au prince, était dans les mains du duc de Bouillon, dont on n'avait véritablement qu'une vague assurance, fondée sur des demi-mots et des commentaires. La part du grand écuyer, qui se chargeait de mener tout, de lier les parties entre elles et avec l'étranger, était nécessairement de donner le signal, d'avertir les autres quand il serait temps d'agir, selon qu'il verrait les événements se dessiner auprès du roi. Or le duc d'Orléans était à Paris ou à Blois, le duc de Bouillon en Italie, le grand écuyer aux frontières d'Espagne; on peut aisément juger combien, à de telles distances, il lui était difficile de communiquer ses pensées sur les accidents de chaque jour, et quel désordre il devait y avoir dans ses renseignements. Le projet de soulèvement et de guerre civile supposait en effet que le roi persisterait dans sa confiance pour le cardinal, et que celui-ci serait en état d'en profiter. Le roi se détachant de son ministre, ou celui-ci venant à mourir, il n'était nul besoin de courir aucun risque et de se remuer. Le grand écuyer avait donc, outre le succès du complot, trois chances qui l'en dispensaient : son influence sur l'esprit du roi, une entreprise sur la vie du cardinal, la mort du ministre advenant par maladie; et ces chances se présentaient ou s'éloignaient à chaque moment. Depuis le départ de Saint-Germain, Cinq-Mars n'avait pas dû quitter le roi un seul jour; sa charge et les habitudes d'intimité que le roi lui avait faites, le tenaient sans cesse à son oreille. Plus que jamais, il avait occasion de tout dire et il en usait. Plusieurs fois sans doute, il put espérer avoir produit quelque effet par ses discours, en profitant des accès d'impatience, de colère, de tristesse, auxquels on sait que le roi était fort sujet. D'autres fois aussi la mauvaise humeur se tournait contre lui, et il retombait dans le désespoir. Le roi lui-même plus tard, et nous ne le racontons pas pour lui en faire honneur, déclara que, s'étant aperçu des mauvaises pensées de son favori,

il l'avait encouragé à parler et lui avait laissé toute faculté d'agir, pour découvrir ce qu'il avait dans le cœur. Il est donc certain que, pendant plus de quatre mois, le grand écuyer put travailler à perdre le cardinal de Richelieu, et qu'il eut quelquefois lieu de s'y croire parvenu. L'assassinat était un autre moyen ; mais on ne trouve aucune preuve que les choses aient été poussées sur ce point au delà d'une simple proposition, jetée en avant pour déterminer des volontés qui résistaient, ou repousser des objections. Une seule personne avoua que ce dessein avait été positivement soumis à son approbation, et cette personne était le roi. D'ailleurs la maladie dont le cardinal était atteint dès les premiers jours de son arrivée à Narbonne, maladie sérieuse, incontestable, jugée de loin mortelle, et qui fit venir au cardinal lui-même l'idée de sa fin prochaine, cet événement tout à fait imprévu dans les projets du complot, qui n'avaient calculé que sur une autre espèce de mort, en déconcertait tout le plan, et faisait naître pour chacun des associés de nouveaux intérêts, de nouvelles espérances.

## CHAPITRE IV.

**Continuation du siège de Perpignan. — Défaite du maréchal de Guiche en Picardie. — Arrestation du marquis de Cinq-Mars. — Le traité d'Espagne découvert. — Le duc de Bouillon arrêté à Casal. — Le roi va joindre le cardinal. — Le duc d'Orléans demande pardon. — Le roi retourne vers Paris laissant tout pouvoir au cardinal. — Confession du duc d'Orléans. — Mort de la reine mère.**

Le départ du roi pour le siège de Perpignan, tandis que le cardinal restait alité à Narbonne, semblait assurer la victoire au favori, et c'était sans doute dans la crainte qu'il ne voulût en profiter tout seul que le duc d'Orléans lui envoyait la lettre dont nous avons parlé. Le roi et le grand écuyer à sa suite arrivèrent promptement à Pia, où le maréchal de la Meilleraye, le maréchal de Schomberg qu'on venait de lui adjoindre et le vicomte de Turenne tinrent conseil de guerre. Il fut résolu qu'on bloquerait la ville afin de la réduire par famine. Cela demandait plus de temps que d'efforts, plus de patience que d'audace. On était au 22 avril et les rapports les plus favorables estimaient que la garnison n'avait pas de quoi vivre passé la mi-juin. Le grand écuyer avait donc devant lui deux mois pour gagner le roi et laisser mourir le cardinal. Les postes furent distribués à l'armée qui se campa et se mit au travail de la circonvallation. Le maréchal de la Meilleraye écrivit au gouverneur de Perpignan pour l'engager à se rendre sur-le-champ (26 avril), puisque aussi bien il faudrait le faire plus tard, les troupes dont il attendait le secours ayant été défaites en Catalogne. Cet officier répondit fort civilement qu'il n'était pas si près de sa perte. On échangea quelques prisonniers ; on se tira quelques coups de mousquet et de canon, et au bout de huit jours toute l'enceinte de lignes fut achevée (5 mai). Le camp du roi reçut bientôt une glorieuse visite. Le maréchal de Horn, délivré enfin après huit ans de captivité, venait des bords du Rhin remercier le roi pour l'avoir rendu au service de sa patrie (8 mai). Une indisposition du roi, qui le tint quatre jours dans sa chambre, donna

bien quelque alarme ; mais on le revit presque aussitôt reprendre ses exercices ordinaires, visiter les postes, et, aux heures inutiles, courir la chasse ou jouer au mail. Pour le siège, tout se bornait à quelques sorties dans lesquelles on escarmouchait (15 mai), et les prisonniers qu'on y faisait ou les déserteurs qui sortaient de la ville annonçaient que la nécessité des vivres commençait à s'y faire grandement sentir. Une nouvelle visite vint mettre le camp en fête. C'était celle du nouvel allié de la France, du prince de Monaco, qui vraiment, dans son petit État et avec ses faibles moyens, avait fait mieux et plus que mainte grande puissance. Il fut reçu avec de grandes caresses (21 mai) ; les assiégés eux-mêmes lui firent honneur à leur manière en tirant ce jour-là force canonnades sur les postes qu'il parcourait. Le roi le revêtit de ses deux ordres, et il sortit de Perpignan un parti de cavalerie qui vint faire le coup de pistolet avec un des corps de garde. Après le départ du prince (23 mai) on eut à recevoir le conseil souverain de la Catalogne qui venait siéger et rendre la justice en campagne, son institution le mettant toujours à la suite du roi quand il était dans la province. Il fut installé dans le village de Pézilla, où il commença aussitôt ses fonctions par un arrêt portant confiscation des biens d'un gentilhomme du pays qui était resté fidèle au roi d'Espagne. Du reste les sorties, les canonnades, continuaient sans grand effet, et il n'était question que des grandes souffrances où étaient les gens de la ville, qui en étaient réduits, pour toute subsistance des plus riches, à un fonds de six bœufs, de cinq moutons et de deux chèvres ; les chats et les chiens étant depuis longtemps épuisés et les chevaux manquant déjà, pour la nourriture du commun peuple et des soldats (1<sup>er</sup> juin).

Mais en même temps, de fâcheuses nouvelles arrivées du Nord vinrent troubler la joie que causait au roi l'espoir d'une réussite prochaine. La force de l'agression en Roussillon avait dû coûter quelque chose à la défense sur les autres points. On avait confié au comte d'Harcourt et au maréchal de Guiche le soin de protéger la Picardie et la Champagne sans rien entreprendre sur le pays ennemi, de sorte que les Espagnols à leur tour reprirent l'offensive. Ils commencèrent par attaquer Lens, qui se rendit aussitôt et dont le gouverneur se sauva pour échapper au châtimement ; puis ils vinrent assiéger la Bassée. Le comte d'Harcourt et le maréchal de Guiche s'étant joints les trouvèrent trop bien retranchés pour risquer un combat (13 mai). La

Bassée fut donc prise, et les deux généraux furent obligés de se séparer, le comte d'Harcourt allant prendre position dans le Boulonnais où se portait une partie des forces ennemies, et le maréchal de Guiche se retirant jusqu'auprès de Cambrai pour couvrir les provinces de France. Là, comme il était campé à Honnecourt sur le bord de l'Escaut, il fut atteint par l'armée espagnole que commandait don Francisco de Mello, renforcée de nouvelles troupes tirées du Luxembourg. Le maréchal qui pouvait, a-t-on dit, faire sa retraite de l'autre côté de la rivière, aima mieux attendre l'ennemi dans son poste et fut complètement défait (26 mai). L'effroi fut grand dans toute la Picardie et jusque dans Paris, où se renouvelèrent presque les alarmes qui suivirent la prise de Corbie. On peut calculer ce qu'il fallut de temps pour que le récit de cette défaite, advenue le 26 mai auprès de Cambrai, parvint au roi devant Perpignan. Il y arrivait grossi de toutes ces rumeurs qui se mêlent toujours aux mauvais succès, soit pour en exagérer les résultats, soit pour en rendre les causes odieuses. Le général vaincu était allié du cardinal de Richelieu, et nouvellement promu à la plus haute dignité militaire par la faveur de son parent. C'était donc sur celui-ci que retombait tout le tort de ce malheur. Le dernier avis qu'on avait reçu de sa santé portait qu'il était en meilleur état et « que la paralysie de » son bras n'empêchait pas la tête d'agir. » Et, en effet, il avait quitté son lit pour se mettre en route (27 mai). Mais ce n'était pas du côté du roi, de l'armée, de la ville assiégée, de la conquête à faire, qu'il se dirigeait. Il s'acheminait lentement vers la Provence pour y chercher un air meilleur, se faisant porter de ville en ville. Pendant qu'il s'éloignait ainsi, le courrier chargé d'annoncer la défaite de Honnecourt arrivait au camp devant Perpignan. Auprès de la personne royale était un favori, maintenant ennemi déclaré du ministre, et fort disposé sans doute à écraser sa puissance chancelante sous le poids de ce désastre public causé par un des siens. D'un bout du royaume à l'autre, tout le monde et les plus avisés durent croire pour cette fois le cardinal de Richelieu perdu. La surprise fut grande sans doute lorsqu'une même feuille de la Gazette de France, datée du 21 juin 1642, fit lire au public ces deux nouvelles : « le cardinal » duc, après avoir demeuré deux jours en Arles, s'y embarqua le 11 » de ce mois pour Tarascon, sa santé allant toujours de mieux en » mieux. — Le roi a fait arrêter le marquis de Cinq-Mars, grand » écuyer de France. »

Le séjour du roi devant Perpignan, dans la compagnie du grand écuyer, et loin du cardinal de Richelieu, avait produit un effet tout contraire à celui qu'on en pouvait attendre. Séparé de son ministre, le monarque avait senti tout le fardeau de cette grande responsabilité et de ces soins continus dont il s'était jusque-là déchargé sur lui. Le plaisir d'être dans un camp, de faire mouvoir des troupes, d'ajuster des canons, l'émotion même du danger qui lui avait toujours plu, ne suffirent pas longtemps à le délasser de l'ennuyeux souci des affaires que lui renvoyait sans cesse la maladie du cardinal. Tout naturellement son impatience, sa tristesse, ses accès de maussade humeur, se portaient sur celui qui ne le quittait pas, sur ce jeune favori qui avait pris le difficile emploi de l'amuser. Quelque intérêt que pût avoir celui-ci, pour les hauts desseins où il s'était engagé, à ménager l'esprit de son maître et à lui montrer plus de complaisance, le caractère l'emportait souvent sur la résolution, et il offensait le roi par sa présomption, par l'assurance avec laquelle il blâmait toutes choses, surtout les dispositions militaires où il prétendait se connaître mieux que personne. Il est difficile de savoir ce que le cardinal de Richelieu put ajouter de son habileté à cette marche naturelle d'un esprit chagrin, mis aux prises avec une tête pétulante. Peut-être exagéra-t-il à dessein l'accablement où le jetait un mal réel; peut-être aussi la préoccupation toute simple de sa santé laissait-elle à sa volonté moins d'action et à ses pensées moins d'étendue qu'on ne le suppose. Ce qui est certain, c'est qu'avant de quitter Narbonne (23 mai), il avait fait venir auprès de son lit un notaire de la ville pour lui dicter son testament qu'il ne pouvait écrire ni signer « à cause de sa maladie et des abcès survenus en son bras droit, » que cet acte d'une rédaction fort longue et de la plus minutieuse prévoyance en toutes ses dispositions, avait été dressé dans une chambre de l'hôtel de la Vicomté où il était couché, en présence du cardinal Mazarin, de l'évêque de Chartres, de l'abbé d'Uzerches, de son maître de chambre Hardouin de Péréfixe et de trois autres personnes. Son départ pouvait n'avoir d'autre but que de s'éloigner d'un lieu dont l'air était jugé « fort corrompu » par tous les médecins, même par Guy-Patin qui l'écrivait ainsi de Paris; mais il avait peut-être aussi celui de feindre un profond désespoir, un complet découragement, et d'augmenter les embarras du roi ou de réveiller son affection par une séparation plus grande. Dans sa route, il apprit le désastre de Honnecourt qui s'accordait fort bien

avec sa position présente ; il paraît qu'il en écrivit au roi , comme pour accepter d'avance tout le mal qu'on voudrait lui faire à ce sujet, et le roi prit soin de lui répondre (3 juin) « qu'il l'aimait plus que jamais, » malgré les faux bruits qu'on faisait courir. Il y a trop longtemps, » ajoutait-il, que nous sommes ensemble pour nous jamais séparer, » ce que je veux bien que tout le monde sache. »

Le grand écuyer lui-même avait plus d'une fois aperçu que la chance tournait contre lui. Alors il revenait au traité d'Espagne et à ses associés. Dans une de ces alarmes, il fit venir au camp le vicomte de Fontrailles, sur la fausse nouvelle que le roi était à l'extrémité, et le dépêcha aussitôt vers le duc d'Orléans pour lui dire que les choses allaient mal, qu'il fallait se mettre en sûreté, obtenir l'entrée de Sedan et s'y rendre sans délai. Le vicomte trouva le frère du roi à Chambord, en pleine sécurité, « attendant d'un jour à l'autre la » mort du cardinal, » et ne songeant pas le moins du monde aux Espagnols. Il fut obligé de lui rappeler qu'il s'était rendu criminel d'État, lui fit grande peur, et obtint de lui qu'il enverrait bien vite demander au duc de Bouillon la clef de Sedan. Cela fait, et le duc d'Orléans ayant promis de se mettre en route pour Moulins sous prétexte de prendre les eaux de Bourbon, Fontrailles retourna auprès du grand écuyer qui lui parut tout à fait désespéré. Un billet de la princesse Marie de Gonzague lui apprenait qu'on savait à Paris ses grands desseins, « tout comme on y savait que la Seine coulait sous » le Pont-Neuf. » Le vicomte, pressé de se sauver, lui conseilla d'en faire autant. Le grand écuyer s'y refusa par une assez puérile vanité. Il ne voulait quitter la cour que de concert avec le duc d'Orléans, à jour convenu, et être attendu au rendez-vous.

Depuis le départ du cardinal pour la Provence, le roi paraissait atteint d'une nouvelle tristesse, et sa santé semblait s'altérer. On publia bientôt qu'il avait besoin de prendre les eaux et qu'il allait pour quelques jours quitter l'armée (8 juin). Il l'annonça lui-même à don Joseph Margarit, chargé de l'administration en Catalogne, promettant d'être revenu sous quinze jours, et il partit en effet pour Narbonne (10 juin). En même temps que lui, arrivait en ce lieu le secrétaire d'État de Chavigny, envoyé par le cardinal de Richelieu et porteur d'une dépêche importante. C'était la copie du traité conclu avec l'Espagne par le vicomte de Fontrailles, qui était parvenue au cardinal et qu'il faisait remettre au roi par une main sûre. Les con-

jectures sont infinies sur la manière dont ce document était venu en sa possession. La première version fut qu'il avait été découvert par hasard dans une banque échouée sur la côte de Catalogne; ensuite on supposa qu'il lui avait été fourni par la reine elle-même, afin d'obtenir, par ce service, qu'on ne lui ôtât pas ses enfants. D'autres soupçonnèrent l'abbé de la Rivière d'avoir arraché ce secret au duc d'Orléans et de l'avoir livré au cardinal comme du reste il en était bien capable. Une dernière assertion plus hardie, plus étonnante au premier abord, et pour nous plus vraisemblable, est que cette communication venait du ministre d'Espagne, Le premier comte de Brienne l'indique mystérieusement dans ses mémoires, et ceux du second secrétaire d'État de ce nom l'affirment d'une manière positive. Il est certain que si le duc d'Olivarès avait signé sérieusement ce traité, ce dont on peut douter avec quelque raison, ne voyant rien se préparer pour l'exécution, nul profit n'en revenir pour l'Espagne, il put croire que c'était encore un avantage à en tirer de troubler la cour de France, de diviser le roi et son frère, d'ôter à l'armée d'Italie son général, de jeter dans le royaume mille soupçons, et de distraire douloureusement l'esprit du roi tout attaché à la conquête d'une province espagnole. Quoi qu'il en soit, le cardinal reçut le traité (11 juin), le roi le lut, refusa de croire à un tel crime, fit chercher son grand écuyer et ne le trouva plus auprès de lui. En voyant entrer dans le cabinet le confident du cardinal, le marquis de Cinq-Mars était allé se cacher dans la maison d'un bourgeois. Les portes de la ville étant fermées, il ne put en sortir, et le bourgeois, averti par le cri public du danger où il s'exposait, le livra au capitaine des gardes. En même temps on arrêta François-Auguste de Thou, qui, pour son malheur, avait toujours la manie de suivre la cour, et un gentilhomme auvergnat du nom de Chavagnac, qui semblait représenter, dans le parti du grand écuyer, la cause de la religion réformée. Ces arrestations opérées, le roi fit partir l'ordre de se saisir du duc de Bouillon. Ce commandement, quoique délivré à Narbonne, fut daté du camp de Perpignan, sans doute pour ne donner aucune alarme à ceux qui le liraient sur les motifs que le roi avait eus de quitter le siège. Il était adressé aux maréchaux de camp servant sous le duc, leur enjoignant d'arrêter leur général « en quelque lieu et manière que ce fût, si » secrètement et promptement que ses mauvais desseins contre le » service du roi ne pussent avoir effet, et de le faire conduire à la

« citadelle de Pignerol. » Le porteur de cet ordre trouva l'armée campée à quelque distance de Casal. Le lendemain on devait passer près de la ville, et le duc de Bouillon avait annoncé qu'il irait en visiter la garnison. Les maréchaux de camp résolurent de l'arrêter dans la ville, le soir, chez le gouverneur. Pour cet effet ils s'y rendirent secrètement après lui, et se tinrent cachés tout le jour dans une maison voisine. Mais un hasard apprit au duc leur présence dans Casal, et il en soupçonna bien vite la cause. En conséquence le gouverneur étant venu l'engager sous un prétexte à passer dans sa chambre, il l'interpella vivement, l'intimida, sortit de sa maison et se mit à courir la ville, cherchant à s'échapper. Alors il fallut renoncer au secret et faire au contraire le plus de bruit possible. Les habitants de Casal furent réveillés par le son de la trompe et la voix des crieurs qui annonçaient que le duc avait voulu faire entrer les Espagnols dans leur ville, et qu'il y avait récompense pour le livrer mort ou vif, peine de mort pour l'avoir recélé. Le duc était en ce moment réfugié dans un cabaret, et il paraît que s'étant fait connaître au maître du logis, il avait obtenu qu'on lui prêtât un grenier pour se cacher. Mais le lendemain (23 juin) la femme de son hôte découvrit sa retraite où on vint le chercher sous un tas de paille. On eut quelque peine à le préserver de la fureur populaire habilement excitée contre lui par un mensonge, et on le conduisit dans un carrosse au château de Casal, d'où ensuite il fut transféré à Pignerol.

Le vicomte de Fontrailles s'étant prudemment esquivé, il ne restait des personnes compromises par le traité d'Espagne que la partie principale, le chef titulaire du complot, le prince qui avait stipulé pour tous avec l'ennemi du royaume. Le duc d'Orléans, après avoir envoyé un agent en Italie pour demander au duc de Bouillon un écrit qui lui ouvrit les portes de Sedan, était venu de Blois à Bourbon-l'Archambault comme pour y prendre les eaux, et s'était avancé de là jusqu'à Moulins, d'où il venait d'envoyer au grand écuyer l'indication d'un rendez-vous dans le bourg de Decise sur la Loire pour s'en aller ensemble, lorsqu'il apprit l'arrestation de son complice. Il paraît qu'on garda quelque temps renfermée la véritable cause de cet événement, pour ne pas donner l'éveil au duc de Bouillon et s'assurer avant tout de sa personne. Le duc d'Orléans resta donc plusieurs jours à Moulins sans trop savoir ce qu'on avait découvert. On eut soin même de lui faire croire qu'il s'agissait seulement de quelques pecca-

dilles et d'une petite correction. Cependant le roi avait continué sa route et repris la trace du chemin récemment parcouru par le cardinal. Quelques jours après avoir fait mettre en prison son favori, il arrivait près du lieu où était gisant son ministre. Les eaux dont on lui avait ordonné l'usage se trouvaient justement sur le bord du Rhône, à courte distance de Tarascon, dans le village de Monfrin. Une correspondance de chaque jour s'établit entre le maître et le serviteur tous deux occupés à se guérir, et, dès qu'il le put, le roi s'empressa d'aller visiter le cardinal. On dit que pour cette entrevue, comme le roi était dans l'impossibilité de s'asseoir, il fallut lui dresser un lit dans la chambre du cardinal ; de sorte que le monarque et le ministre s'entretenaient des grands intérêts du royaume, des armées qui marchaient, des projets de conquête, des complots à punir, peut-être aussi beaucoup de leurs souffrances et du traitement qu'ils avaient à suivre, tous deux étendus l'un près de l'autre comme les hôtes d'une même infirmerie. Ce fut au sortir de cette visite que parvint au roi la nouvelle prise du duc de Bouillon qui lui parut « un » coup de parti. » Il reçut ensuite un envoyé du duc d'Orléans chargé de lettres pour tout le monde (25 juin). Au roi, il protestait de sa parfaite fidélité et de son entière soumission ; au cardinal Mazarin, il demandait ses services ; au secrétaire d'État des Noyers, son appui : il priait son chancelier Chavigny, « lequel avait bien sujet d'être » mécontent de lui, » de travailler à son accommodement avec le cardinal, comme il avait déjà fait deux fois, et de lui procurer surtout les moyens de voir son éminence avant le roi, « moyennant quoi tout » irait bien. » Enfin il s'adressait au cardinal en invoquant sa générosité, et le priait, « de garder sa lettre pour reproche éternel s'il » n'était pas dorénavant le plus fidèle et le plus passionné de ses » amis. » Celui qu'il dépêchait ainsi était l'abbé de la Rivière chargé de ses paroles, de ses aveux, de ses promesses, avec tout pouvoir et toute créance. Tel qu'on connaissait l'abbé, c'était un choix parfait pour une mission qui n'avait pas grande noblesse. Il s'en acquitta si bien, il montra son maître si humble, si repentant, si prêt à tout confesser, que le cardinal de Richelieu écrivit au duc d'Orléans : « Vous avez bien commencé ; c'est à vous d'achever et à vos serviteurs » de supplier le roi pour qu'il use de sa bonté en votre endroit. » L'abbé de la Rivière signa pour le prince la reconnaissance de la faute qu'il avait commise, et se mit tellement à sa place « qu'il faillit

» mourir de peur. » On exigea que le duc d'Orléans renouvelât cette confession de sa main, avec détail et sans réserve, après quoi il pourrait aller passer quelque temps hors de France, au lieu qu'on lui désignerait. L'abbé fut renvoyé vers lui avec ces conditions (30 juin), et le roi, se trouvant mieux, se disposa au départ, non plus pour retourner en Roussillon comme il l'avait promis, mais pour rentrer dans ses châteaux. En ce moment tout était rétabli sur l'ancien pied. Le roi se tenait heureux de ce que le cardinal avait refusé de voir son frère ; il lui soumettait le choix du pays où on devait l'envoyer et la fixation de la pension qu'il conviendrait de lui faire ; il lui envoyait la confession du prince et le consultait sur ce qu'il devait écrire lui-même au bas de cet acte : le cardinal corrigeait l'écrit royal, dictait les paroles à prononcer, désignait Venise pour l'exil du prince, et fixait son entretien à douze mille écus par mois, « la même » somme, ajoutait-il malignement, que le roi d'Espagne avait promis » de lui donner. » Enfin le roi, en s'éloignant, lui écrivit une lettre pour être montrée à tous, dans laquelle il disait « qu'obligé, par la » considération de ses affaires et par l'état auquel était la santé du » cardinal, de le laisser en ce pays avec très-grand regret, il lui » donnait pouvoir de faire les choses qui regardaient son service avec » la même autorité qu'en sa présence, les ordres qu'il enverrait dans » les provinces et au dehors, tant aux généraux qu'aux ministres, » devant être aussi ponctuellement exécutés que les siens propres. » Cela fait, il quitta Monfrin et prit la route de Lyon, dans la litière du cardinal que celui-ci voulut bien lui prêter. Pendant ce temps on avait enfermé le grand écuyer dans la citadelle de Montpellier ; de Thou et Chavagnac étaient en quelque sorte sous la main du cardinal dans le château de Tarascon. On attendait pour les interroger des magistrats choisis avec soin, « qui fussent capables de philosopher » et de songer perpétuellement aux moyens qu'ils devaient tenir » pour venir à leurs fins ; » c'était ainsi que le cardinal définissait « un bon commissaire, » se réservant du reste de lui fournir ses « interrogations toutes digérées. » Il fallait aussi qu'il fût discret ; car on prévoyait que le grand écuyer dirait « beaucoup de choses » bonnes à taire. » Déjà, dans les premiers jours de sa prison, où « on lui avait laissé à tort la liberté de se promener et de garder » jusqu'à six domestiques, » il disait tout haut, « qu'il n'avait rien » fait que le roi n'y eût consenti. » Du reste, il y avait suffisamment

rang, plus que sa volonté, le sauva de ce dernier affront, comme nous le verrons tout à l'heure. En attendant on le fit retirer dans la ville d'Annecy en Savoie, où il était un peu moins qu'en France, un peu moins qu'en pays étranger, jusqu'à ce que sa conduite eût fait juger quelle sorte de promesse on devait lui tenir. Toutes ces affaires, du reste, se réglaient dorénavant avec le cardinal, toujours demeuré à Tarascon, ayant les prisonniers sous sa garde, et attirant le jugement auprès de lui. Le roi avait repris le chemin de Fontainebleau (23 juillet), d'où il était parti six mois auparavant avec des idées si riantes et un si noble espoir, où il rentrait maintenant triste, inquiet, souffrant, abattu, ayant laissé sur la route son ami dans les fers, son frère en surveillance, son ministre malade et mécontent; lui-même sans cesse entretenu de projets, de complots, d'intrigues qui avaient calculé aussi sur la fin de sa vie. Pour complément de toutes ces pensées funèbres, il trouva sa cour en grand deuil. La nouvelle lui était arrivée en chemin que sa mère venait d'expirer loin de lui, sur la terre étrangère, dans l'exil, l'abandon et le dénûment, elle qui comptait quatre de ses enfants parmi les souverains de l'Europe. Son testament, dicté la veille du jour qui fut pour elle le dernier, contenait des expressions pleines de tendresse pour le roi son fils. Le cardinal de Richelieu n'y était pas nommé; mais on assure que, dans l'entretien religieux qui l'avait préparé à mourir, le nonce apostolique Fabia Chigi obtint de la reine Marie l'assurance qu'elle lui pardonnait. Il l'engagea même à disposer, en faveur du cardinal, d'un bracelet qu'elle portait au bras : « Ceci est trop, » s'écria-t-elle, et après que ce pénible souvenir fut écarté (3 juillet), elle ne fit plus entendre jusqu'à son dernier soupir, que des paroles de résignation et de piété.

# LIVRE XVI.

—

## CHAPITRE PREMIER.

Stupeur générale durant la dernière crise. — Campagne en Allemagne et sur les bords du Rhin. — Excommunication du duc Charles de Lorraine. — Traité définitif avec les deux princes de Savoie. — Reddition de Perpignan. — Commencement du procès contre les auteurs du complot. — Déposition publique faite par le roi. — Le cardinal quitte Tarascon. — Translation des prisonniers à Lyon. — Le cardinal arrive en cette ville. — La commission s'y installe. — Lettre du roi pour démentir un propos de Cinq-Mars. — Interrogatoires et défenses des accusés. — Le cardinal sort de Lyon. — Comparution des accusés devant les juges. — Arrêt de mort contre Cinq-Mars et de Thou. — Exécution des deux condamnés. — Le duc de Bouillon sort de procès par un traité. — Il remet Sedan au roi. — Le cardinal Mazarin va en prendre possession. — Le duc est mis en liberté. — Le duc de Beaufort se sauve en Angleterre. — Mot du roi sur la mort de Cinq-Mars.

C'était sans doute un moment de grand intérêt que celui où le cardinal de Richelieu souffrant, songeant à la mort, privé de la faculté d'écrire, délaissé loin du roi aux soins de quelques amis, manquait de force pour défendre son crédit et cette confiance soupçonneuse qu'il maîtrisait ordinairement par sa présence, contre l'influence pressante, emportée, agréable surtout, d'un jeune favori libre de toute crainte, de tout respect, de toute prudence, qui tourmentait parfois, mais qui plaisait toujours. Cet intérêt pourtant n'avait rien de vif, ne s'agitait pas, semblait retenir son souffle et son mouvement. Tout était morne et silencieux dans l'attente de la France et de l'Europe, dont les regards restaient attachés, d'un côté sur le lit d'un moribond à Narbonne ou sur la litière qui emportait le reste d'une vie presque éteinte et d'une puissance presque tombée, de l'autre sur ce quartier royal devant Perpignan où le sort de la ville assiégée était certainement ce qui importait le moins. Il n'y avait en effet de douleur nulle part, mais partout une grande et profonde terreur; car on avait surtout peur de son espérance et de sa joie. La main engourdie du cardinal

ayant cessé de conduire l'État, l'action du gouvernement était en quelque sorte arrêtée, et ne se faisait plus sentir que par les opérations militaires, qui allaient d'elles-mêmes sans grand effort et sans impulsion, suivant leurs règles et les accidents qu'elles rencontraient. Mais nulle part ne s'était encore produite ou même révélée une action contraire, pour hâter le résultat de la crise, ou pour en profiter. Autour de cet homme **perché et menacé**, luttant contre la nature et contre l'intrigue, cédant presque à l'une et à l'autre, rien ne bougeait, nul ne prenait assurance; tel qu'il était encore, il n'y avait personne au monde qui se trouvât capable de l'achever.

La guerre avait été heureuse en Allemagne pour les alliés. Le général suédois Torstenson l'avait reportée tout à coup, des extrémités de l'empire où il trouva l'armée de Banier acculée, jusqu'au sein des États héréditaires de la maison d'Autriche. Le comte de Guébriant, le laissant poursuivre seul cette marche aventureuse, s'était étendu, comme nous l'avons vu, dans l'électorat de Cologne, où il avait battu les impériaux et fait prisonnier leur général. Après avoir gagné par cette victoire le bâton de maréchal, il avait poursuivi ses avantages dans le pays, et la jonction de ses forces avec celles du prince d'Orange sur les deux bords du Rhin avait servi au moins à rendre sans effet le désastre éprouvé en Picardie par le maréchal de Guiche. Don Francisco de Mello, apprenant que ces deux armées s'étaient unies et menaçaient le général Hatzfeld, tourna le dos aux provinces de France, déjà épouvantées de se voir encore une fois ouvertes, et se porta sur le Rhin, de sorte qu'il ne resta plus de ce côté que des manœuvres militaires sans entreprise et sans progrès. En Lorraine, le marquis du Hallier avait achevé, par la prise de Dieuze (16 juillet), le recouvrement des places rendues au duc Charles, auquel il ne restait plus que la Mothe dont on essaya inutilement le siège. Ce prince alors n'avait pas seulement à disputer par les armes quelques débris de ses anciens États. Il lui fallait se défendre contre un acte de l'autorité pontificale qui le déclarait « excommunié, et enjoignait à tous les fidèles chré- » tiens de fuir sa fréquentation, en raison de ses abominables noces » et de son mariage consommé avec la princesse de Cantecroix, sa » femme légitime étant encore vivante, sur la foi de quelques théo- » logiens dont il avait frauduleusement et par dol obtenu l'approba- » tion, et encore pour avoir tout récemment, au mépris d'un moni- » toire de l'archevêque de Malines qui leur enjoignait de se séparer,

» transporté Béatrix en Lorraine, et contraint ses sujets à la reconnaître pour leur duchesse, continuant l'un et l'autre, malgré de nouvelles défenses, à demeurer ensemble, à passer la nuit en même maison, manger à même table et coucher en même lit (23 avril). »

En Italie, il ne s'était fait aucun mouvement de guerre; chacun était resté dans l'état où l'avait laissé la fin de la campagne précédente. Le comte d'Harcourt, appelé à commander sur les frontières de Picardie, avait dû quitter son armée, et le vicomte de Turenne en avait emmené une partie pour renforcer celle du roi. Le duc de Bouillon, arrivé tard à son poste, n'avait guère eu d'autre soin à prendre que de faire diriger vers un point de ralliement et d'organiser les recrues qui lui étaient adressées de France. Les seules nouvelles qu'on eût publiées de lui, avant celle de son arrestation, portaient qu'il était près d'Alexandrie (20 juin), faisant vivre ses troupes dans le pays ennemi, et qu'il attendait de Pignerol un rassemblement de nouveaux soldats. Mais pendant ce temps les négociations avec les princes de Savoie avaient repris leur cours; le traité conclu peu de mois auparavant par les soins du sieur Mazarin, rompu ouvertement par le prince Thomas sans autre motif que des espérances bientôt démenties, venait d'être renoué, d'abord avec le cardinal Maurice, ensuite avec son frère puîné. Le cardinal, héritier présomptif du jeune duc, déjà maître pour son compte de la ville de Nice qu'il ne voulait pas céder à l'Espagnol, avait le plus d'intérêt à cet accommodement, qui lui donnait une femme de son sang et l'espoir de l'héritage paternel pour sa descendance. Ce que l'Espagne pouvait lui offrir en échange n'était qu'une haute position de sujet; on lui proposait l'archevêché de Tolède s'il voulait livrer Nice. Le cardinal aimait mieux se faire maître chez lui; il fit sortir habilement de Nice une troupe auxiliaire d'Espagnols, dont il n'avait plus besoin pour se défendre et qui pouvait le menacer; puis il se montra tout disposé à traiter avec sa belle-sœur. Le prince Thomas trouvait peut-être moins de profit à s'arranger, et l'Espagne lui faisait espérer plus belle part en la servant; le gouvernement des Pays-Bas lui était montré comme la récompense de son fidèle vasselage. Mais cette condition pesait à son orgueil; les outrages que sa femme avait soufferts à Madrid, lorsqu'elle avait voulu en partir pour le joindre, les chicanes que lui suscitait sans cesse le gouverneur de Milan, le retard qu'on mettait à lui fournir les troupes et l'argent qui lui étaient nécessaires pour agir, l'intention bien manifeste de la

part de l'Espagne d'employer le Piémont comme une barrière pour couvrir le Milanais et de ruiner ce pays pour ménager le sien, tous ces motifs décidèrent ce prince à suivre l'exemple de son frère. Il avait lui-même, dans Ivree, des troupes espagnoles ; le gouverneur de Milan crut en avoir besoin et les demanda ; une fois sorties, on leur ferma le retour dans la ville. A la fin, le conseil d'Espagne sentit que les deux princes allaient lui échapper, avec eux le rempart du Milanais, et le secours que lui apportait la désunion du peuple savoisien. Les ordres arrivèrent plus pressants pour satisfaire le cardinal et son frère sur tous les points débattus. Mais il était trop tard ; leur réconciliation définitive avec la France était signée, et leur accommodement conclu avec la duchesse leur belle-sœur, dans les mêmes termes à peu près que le précédent traité (14 juin) en ce qui regardait le roi très-chrétien, et avec toutes les prévoyances nécessaires pour maintenir la bonne intelligence domestique. La restitution de part et d'autre des places occupées par les deux puissances en étant la première condition, les Espagnols furent sommés de l'exécuter ; ils refusèrent ; les deux frères joignirent leurs troupes à l'armée française dont le duc de Longueville était venu prendre le commandement (14 août) ; le cardinal Maurice épousa sa nièce, et quand les hostilités recommencèrent, le prince Thomas fut le premier à marcher contre ses anciens amis.

Ainsi l'on peut dire que cette étrange suspension du pouvoir avait été sans inconvénients et ne laissait rien à réparer. Tout s'était continué, durant la léthargie du cardinal, suivant l'ordre qu'il avait imprimé aux affaires, et peut-être cet essai que l'on avait fait de son absence servit-il à convaincre les plus impatients du peu de changement qu'apporterait ou sa chute ou sa mort. Maintenant le roi venait de rentrer chez lui presque dans l'attitude d'un écolier qu'on a laissé sur sa foi et qui a mal rempli sa tâche ; l'autorité pour commander comme pour punir était demeurée à Tarascon. Ce qu'il y avait d'abord à terminer, c'était le siège de Perpignan où la présence du roi avait en quelque sorte engagé son honneur. Au moment où il s'en éloignait, un nouveau succès remporté par le maréchal de la Mothe avait ramené de ce côté l'attention publique, peu stimulée par la longue et patiente opération d'un blocus. Le maréchal, s'avancant de la Catalogne dans l'Aragon, venait de prendre aux Espagnols la ville de Monzon (14 juin). L'armée devant Perpignan n'avait pas de

pareils faits à raconter ; tout se bornait pour elle à tenir ses lignes en bon état , à repousser ceux qui sortaient de la ville cherchant à vivre plutôt qu'à combattre, et à se tenir prête contre les secours qui pourraient survenir. Le chemin de la terre était fermé aux Espagnols par la Catalogne révoltée et par l'armée du maréchal de la Mothe ; celui de la mer, par la prise de Collioure et par la présence sur la côte de la flotte française que commandait le marquis de Brézé. Le maréchal et le marquis faisaient chacun de leur côté bonne garde, de sorte que le gouverneur de Perpignan , ayant usé toutes ses ressources et désespérant d'être secouru, se résolut à capituler (29 juin), promettant de rendre la ville au bout de dix jours si d'ici là le roi d'Espagne n'y faisait entrer deux mille hommes de pied, mille chevaux et deux cents charges de vivres. Depuis que le roi avait repris la route de Paris , c'était au cardinal de Richelieu que s'étaient adressés les généraux pour rendre compte de leurs opérations et faire approuver leurs desseins ; ses instructions, écrites par la main d'un secrétaire, leur avaient appris que si ses doigts restaient encore sans mouvement, sa pensée et sa puissance s'étaient ranimées.

Un autre soin plus présent occupait la convalescence du cardinal ; il s'agissait de faire le procès aux auteurs du complot tramé contre sa vie, contre son autorité, contre l'État. Le plus coupable sans contredit, le plus élevé en dignité, et en même temps le moins exposé parmi les conjurés, avait plus avoué qu'il n'en fallait pour livrer à une justice seulement sévère la tête de tous ses complices. Mais le cardinal voulait, dans la recherche d'un crime où il était si intéressé et dont il y avait beaucoup plus d'évidence que de preuve, arriver par tous les moyens à une démonstration éclatante de la vérité. Nous avons vu qu'il prétendait assimiler le duc d'Orléans à un témoin ordinaire, obligé de soutenir ses révélations contre ceux qu'elles accusaient. En même temps il avait désiré que le chancelier vînt à Lyon diriger lui-même l'instruction de cette affaire, « la plus importante » peut-être, disait-il, qui soit jamais arrivée de telle nature en ce » royaume, » et il avait cité comme exemples la présence du garde des sceaux de Marillac au procès du comte de Chalais, celle du garde des sceaux de Châteauneuf à la condamnation du duc de Montmorency, celle enfin du chancelier de Bellièvre au jugement du maréchal de Biron : trois souvenirs de sinistre présage, dont le dernier seulement venait d'un autre règne. Il y a lieu de croire que cet appel

fait au chancelier Séguier sauva le duc d'Orléans de l'humiliation dernière à laquelle on voulait le réduire. Ce magistrat, habitué aux formes de justice, et instruit, comme tous les hommes nourris au parlement, des procédures à suivre pour tous les cas qui s'étaient déjà produits, trouva que la confrontation d'un fils de France avec des accusés était chose énorme et inusitée. Le roi, par intérêt pour le privilège de sa naissance, était fort disposé à le croire aussi; le chancelier le confirma dans ce scrupule par un avis de Jérôme Bignon, de Jacques et d'Omer Talon, tous trois ayant exercé ou exerçant encore la charge d'avocat général (1<sup>er</sup> août), et il fut résolu que le duc d'Orléans serait obligé seulement à renouveler sa déclaration devant le chancelier assisté de six personnes juges au procès, ce qui aurait même foi et valeur que la déposition des particuliers suivie de récolement et confrontation. L'abbé de la Rivière, présent à Fontainebleau, accepta pour son maître cette nouvelle obligation, moyennant laquelle bien et complètement exécutée on le dispensait du voyage à Venise : seulement il demanda que cet engagement fût secret, et le chancelier écrivit (2 août) longuement au cardinal pour lui démontrer que tout était réglé pour le mieux. Les trois magistrats consultants l'avaient trouvé à Fontainebleau en habit court et botté; le jour même il se mettait en route pour Lyon avec les conseillers d'État de Marca, Laubardemont, Pâris et de Miromesnil, commis pour être juges au procès.

Alors le roi, qui jusque-là n'avait laissé communiquer au public que la nouvelle des deux emprisonnements opérés à Narbonne et à Casal, crut devoir se porter aussi accusateur dans une cause où son frère était témoin. Il est facile de juger que c'était une satisfaction donnée au cardinal de Richelieu, une sorte de dédommagement pour l'affront qu'il venait d'épargner au duc d'Orléans. On exagère presque toujours ce qu'on fait par contrainte; il en fut ainsi en cette occasion. Le roi écrivant aux parlements du royaume, aux gouverneurs et officiers de ses principales villes, et à ses ambassadeurs près les puissances étrangères, leur racontait les causes qui avaient amené la détention du duc de Bouillon et du grand écuyer, ne craignant pas lui-même de se donner dans ce récit un assez vilain rôle (4 août). « Le » notable et visible changement, disait-il, qui a paru depuis un an » dans la conduite du sieur de Cinq-Mars notre grand écuyer nous » fit résoudre, aussitôt que nous nous en aperçûmes, de prendre

» soigneusement garde à ses actions et à ses paroles, pour pénétrer  
» et découvrir quelle en pourrait être la cause. Pour cet effet, nous  
» nous résolûmes de le laisser agir et parler avec nous avec plus de  
» liberté qu'auparavant. Par ce moyen nous découvrîmes qu'agissant  
» selon son goût, il prenait un extrême plaisir à ravaler tous les bons  
» succès qui nous arrivaient, relever les mauvais, et publier les nou-  
» velles qui nous étaient désavantageuses; nous découvrîmes qu'une  
» de ses principales fins était de blâmer les actions de notre très-cher  
» cousin le cardinal de Richelieu, quoique ses conseils et ses services  
» aient toujours été accompagnés de bénédictions et de succès, et de  
» louer hardiment celles du comte duc d'Olivarès, bien que sa conduite  
» ait toujours été malheureuse; nous découvrîmes qu'il était favorable  
» à tous ceux qui étaient en notre disgrâce et contraire à ceux qui  
» nous servaient le mieux. Il improuvait continuellement ce que nous  
» faisions de plus utile pour notre État, dont il nous rendit un notable  
» témoignage en la promotion des sieurs de Guébriant et de la Mothe  
» à la maréchaussée de France, laquelle lui fut insupportable; il  
» entretenait une intelligence très-particulière avec quelques-uns de  
» la religion prétendue réformée mal affectionnés, par le moyen de  
» Chavagnac, mauvais esprit nourri dans les factions, et de quelques  
» autres; il parlait d'ordinaire des choses les plus saintes avec une si  
» grande impiété qu'il était aisé à voir que Dieu n'était pas dans son  
» cœur. Son imprudence, la légèreté de sa langue, les divers courriers  
» qu'il envoyait de toute part et les pratiques ouvertes qu'il faisait en  
» notre armée, nous ayant donné juste sujet d'entrer en soupçon de  
» lui, l'intérêt de notre État (qui nous a toujours été plus cher que  
» notre vie) nous obligea à nous assurer de sa personne et de celles  
» de quelques-uns de ses complices. »

Tel était le témoignage que rendait publiquement le roi de France de ce qu'il avait vu, entendu, souffert, dans l'intérieur de sa maison, de la part d'un sien domestique, en ce moment accusé du crime de lèse-majesté. Les actes plus coupables du grand écuyer ne lui avaient été révélés, disait-il, « qu'après son arrestation, de la bouche des uns  
» et des autres. » Quant au duc d'Orléans, il n'était fait nulle mention de l'aveu détaillé qu'on avait obtenu de lui; le roi faisait connaître seulement sa première déclaration « portant qu'il avait failli et qu'il  
» demandait grâce, sans spécifier particulièrement en quoi. » Mais il annonçait qu'on exigeait de lui une confession entière et sincère

de sa faute, avec déclaration de tous ses complices et de tous ses desseins, et que jusque-là il aurait l'œil à sa conduite. Cette réticence avait évidemment pour but de donner une plus grande autorité aux aveux du duc d'Orléans, lorsqu'en vertu de la promesse qu'il venait de faire il les aurait reproduits en justice, comme si le caractère du magistrat les eût arrachés enfin à sa conscience.

Il est probable que le chancelier ne s'arrêta pas à Lyon, et qu'avant d'entamer le procès il alla, comme il en avait demandé la permission au cardinal, se concerter avec lui sur ce qu'il avait à faire. En tout cas le cardinal se trouva bientôt en état de quitter Tarascon. Le dernier acte de sa présence en ce lieu fut la célébration d'un service solennel en l'honneur de la défunte reine mère qui se fit avec une singulière affectation de pompe et d'éclat. Le lendemain de cette cérémonie (17 août), le cardinal s'embarqua sur le Rhône pour remonter le fleuve, ce qui était alors une tentative inouïe. Il paraît, que dans un bateau remorqué par le sien, il avait fait placer avec ses gardes le prisonnier de Tarascon, François-Auguste de Thou, pour lequel sans doute on n'avait pas voulu faire les frais d'une escorte, et qui le suivit ainsi jusqu'à Valence. C'est à quoi du moins se réduit une circonstance presque inaperçue des contemporains, dont on a fait plus tard un orgueilleux caprice de vengeance et une sorte d'insulte dramatique. Son voyage de Tarascon à Lyon ne dura pas moins de dix-sept jours. Cependant le chancelier s'était rendu à Ville-Franche en Beaujolais (29 août), où l'on avait fait revenir le duc d'Orléans, et là, en présence des commissaires députés par le roi, fut dressé le procès-verbal de ses aveux « faits judiciairement. » C'était une rédaction plus circonstanciée, mieux digérée et distribuée, de la confession qu'il avait déjà faite une fois. A ce procès-verbal on joignit une copie fournie par le prince du traité avec l'Espagne dont il avait, disait-il, brûlé l'original, et qu'il déclara « en foi de prince, de tout » point conforme à l'acte que lui avait rapporté de Madrid le vicomte » de Fontrailles. » Quelques jours après arrivèrent successivement à Lyon le marquis de Cinq-Mars « amené de Montpellier dans un car- » rosse, » François-Auguste de Thou parti de Valence aussi en voiture, et le duc de Bouillon venant de Pignerol. Les trois prisonniers furent logés au château de Pierre-Encise. Au même temps (3 septembre) on vit entrer dans la ville une énorme machine de forme carrée et couverte de damas rouge, portée par dix-huit gardes du cardinal de

Richelieu la tête nue, et formant une chambre entièrement fermée où le cardinal était étendu sur son lit, avec une table auprès de lui et un siège pour la personne dont il voulait avoir en chemin la compagnie. Alors la commission de justice se rassembla dans l'hôtel du présidial au nombre de quatorze membres, savoir, le chancelier, le premier président et un président du parlement de Grenoble, quatre conseillers d'État, un maître des requêtes, et six conseillers au même parlement; elle se constitua en tribunal et rendit (6 septembre) un arrêt portant que la déclaration du frère du roi serait lue aux accusés, qui pourraient proposer leurs reproches et leurs réponses dont il lui serait donné communication.

On avait eu peu de témoins à chercher; la déposition du duc d'Orléans résumait à elle seule tous les témoignages possibles, et ceux qui s'y trouvaient nommés étaient en prison ou en fuite. Cependant, par un usage assez peu louable dont on rencontre plusieurs exemples en ce temps, le chancelier avait interrogé les gardes placés auprès des prisonniers. Il paraît qu'un de ces gardes, parmi les propos du grand écuyer dont il tenait honnêtement registre, s'était rappelé celui-ci : « qu'il n'avait jamais eu de dessein contre le cardinal, qui ne fût su » et approuvé du roi. » Le roi crut devoir un démenti à cette affirmation; il écrivit de Fontainebleau au chancelier une lettre pleine de courroux, où il appelait le marquis de Cinq-Mars « grand imposteur » et calomniateur, habitué dès longtemps à soutenir le mensonge » avec le même front que la vérité, jusque-là qu'il lui avait plusieurs » fois conseillé à lui-même d'en user ainsi. » « Il est vrai, ajoutait » le roi, que m'ayant vu quelquefois mal satisfait du cardinal, soit » par l'appréhension que j'avais qu'il ne m'empêchât d'aller au siège » de Perpignan, ou qu'il ne me portât à en revenir dans la crainte » que ma santé n'y fût altérée, soit pour quelques autres sujets semblables, le sieur de Cinq-Mars n'a rien oublié pour m'échauffer contre » mondit cousin, ce que j'ai souffert tant que ses mauvais offices » demeuraient dans les bornes de la modération. Mais, quand il a » passé jusqu'à me proposer qu'il se fallait défaire du cardinal, et » quand il s'est offert à l'exécuter, j'ai eu en horreur ses mauvaises » pensées et les ai détestées. Bien qu'il me suffise de le dire pour que » vous le croyiez, il n'y a personne qui ne juge que cela doit avoir été » ainsi; car autrement, quel motif aurait-il eu de se lier avec l'Espagne contre moi, si j'avais approuvé ce qu'il voulait? » Cette

lettre, par la volonté du roi, devait figurer comme pièce au procès ; à plus forte raison est-elle, et à meilleur titre, une pièce de l'histoire.

Les trois prisonniers furent interrogés séparément et confrontés entre eux. Le marquis de Cinq-Mars, soit, comme on l'a dit, que le chancelier l'eût assuré en particulier de sa grâce s'il déclarait toute la vérité, soit qu'il n'eût jamais compris qu'on pût le traiter sérieusement comme un criminel, soit enfin qu'il n'eût aucun moyen de nier des faits constants, avérés, notoires, avoués par ses complices, s'empressa de reconnaître sa liaison avec le duc d'Orléans « qui n'avait, disait-il, » manqué aucune occasion de le rechercher, » les résolutions prises en commun avec le duc de Bouillon et le traité fait en Espagne, « confessant avoir failli et n'avoir espérance qu'en la clémence du » roi et en celle du cardinal. » Le duc de Bouillon ne se défendit pas davantage, si ce n'est qu'il prétendit avoir imprové, blâmé, combattu le projet de traité avec l'Espagne. De Thou, plus expert en matière de procès, voulut au moins disputer sa tête, qu'il n'avait pas, lui, de quoi racheter. Feignant avec adresse de croire que tout le crime était dans le traité fait avec l'Espagne, il s'attacha fortement à soutenir qu'il n'avait jamais eu connaissance ni de la résolution prise, ni des conditions proposées, ni de l'envoi d'un affidé, mais qu'il avait appris seulement la chose faite, à son grand regret, et qu'il n'était depuis demeuré à la cour que pour divertir le grand écuyer d'y donner aucune suite. Cette assertion, dans laquelle il ne fut pas tout à fait aidé par ses complices, réduisait sa faute à la non-révélation d'un crime d'État, qu'il soutenait n'être pas punie, au moins de la mort, par les lois du royaume, si ce n'est par une ordonnance de Louis XI, laquelle avait été réputée de tout temps nulle, odieuse, et devait passer pour abrogée. Après qu'on eût reporté au duc d'Orléans (10 septembre), qui se tenait à deux lieues de Lyon, les contradicts des accusés sur sa déposition, et reçu ses réponses confirmatives, la commission se réunit pour le jugement, à sept heures du matin, dans le même hôtel du présidial où elle avait déjà rendu un arrêt d'instruction (12 septembre). Le même jour, et au moment où le principal accusé était introduit devant ses juges, le cardinal de Richelieu sortit de Lyon, porté dans sa chambre mobile, pour gagner la Loire sur laquelle il devait continuer son chemin vers Paris. Ce fut dans cette partie de sa route qu'il fallut abattre des pans de murs et jeter des ponts improvisés sur les fossés, pour donner passage à sa

vaste litière jusqu'au niveau de l'appartement qu'il devait occuper.

Cependant les accusés comparaissaient devant la commission ; à ce moment ils n'étaient plus que deux ; le duc de Bouillon demeurait à part du procès. Le marquis de Cinq-Mars, sans attendre les questions qu'on pouvait lui adresser sur chaque fait, raconta encore tout d'un trait l'histoire du complot, avec quelques paroles mordantes contre ses deux associés, le duc d'Orléans et le duc de Bouillon. Il finit par s'en remettre à la bonté du roi et à celle du cardinal, « dont » la générosité se montrerait d'autant plus en demandant son pardon, » qu'il l'y avait moins obligé. » De Thou fut amené ensuite, et se renferma dans le système qu'il avait adopté. Comme cette défense était contrariée en quelques points par la déclaration du grand écuyer, les juges les mirent en présence l'un de l'autre. Le grand écuyer parut ému, essaya de se rétracter, balbutia. De Thou prit la parole avec chaleur, remplaça la question où il lui importait qu'elle fût, se fit un mérite d'avouer ce qu'on ne pouvait prouver contre lui, fixa impérieusement le lieu et l'époque où il avait eu connaissance du traité avec l'Espagne, fit valoir son empressement à le blâmer, se justifia de ne l'avoir pas révélé, parce qu'il le croyait d'une exécution impossible, parce qu'il lui aurait fallu accuser le frère du roi, un prince souverain, un favori, tous plus puissants que lui, et cela sans preuves, sur le discours d'un absent, en face d'un seul témoin, le grand écuyer, « qui peut-être alors ne l'eût pas avoué. » Après cette confrontation, les deux accusés se retirèrent. On prétend que plusieurs fois, dans cette matinée, le grand écuyer avait exprimé vivement le désir d'être reconduit à sa prison pour y prendre quelque remède, ce qui indiquait en effet l'espoir d'une vie à conserver. Au bout d'une heure, le rapporteur du procès, Jean Martin de Laubardemont, conseiller d'État, vint annoncer aux accusés qu'il leur fallait se préparer à entendre un arrêt de mort. Cet arrêt avait été rendu à l'unanimité des opinions contre le grand écuyer, avec une voix de moins contre François-Auguste de Thou. Alors le dernier, se tournant vers le marquis de Cinq-Mars, lui dit : « Eh bien ! monsieur, humainement je » pourrais me plaindre de vous : vous m'avez accusé, vous me faites » mourir ; mais Dieu sait combien je vous aime. Mourons, monsieur, » mourons courageusement, et gagnons paradis. »

L'arrêt leur fut lu ensuite, eux étant à genoux et tête nue ; il les déclarait tous deux atteints et convaincus du crime de lèse-majesté,

le premier pour les conspirations, entreprises, prodicions, ligues et traités faits par lui avec les étrangers contre l'État, le second pour en avoir eu connaissance et participation, et les condamnait l'un et l'autre à avoir la tête tranchée sur un échafaud dressé en la place des Terreaux, « après que le sieur d'Effiat aurait été préalablement ap-  
» pliqué à la question pour avoir plus ample révélation de ses com-  
» plices. » Le grand écuyer montra beaucoup d'indignation et un peu d'effroi à l'idée de la torture, qu'il ne croyait pas faite pour un homme de sa condition et de son âge. Mais on se contenta de lui en faire voir les préparatifs, « et on le fit sortir de la chambre de la  
» gène sans avoir été tiré. » Les deux condamnés furent ensuite remis aux soins de deux pères jésuites qui les disposèrent à mourir ; car l'exécution ne devait pas être différée. Ils s'embrassèrent tendrement, s'exhortèrent l'un l'autre au courage et à la piété, puis se retirèrent auprès de leurs confesseurs. Vers cinq heures du soir on vint les chercher en carrosse pour les conduire à la place des Terreaux. « Le grand écuyer, dit une relation, était vêtu d'un bel habit de drap  
» brun couvert de dentelles d'or larges de deux doigts avec un man-  
» teau d'écarlate ; il avait un chapeau noir retroussé à la catalane,  
» des bas de soie verts et par-dessus un bas blanc avec de la dentelle ;  
» de Thou portait un habit de deuil et un manteau court. » Tous deux marchèrent bravement à l'échafaud, l'un avec une leste et gail-  
larde résolution, l'autre avec une résignation pleine de tendresse et de piété, mais tant soit peu verbeuse. Le hasard voulut encore que l'exécuteur en titre manquât à cette tragédie. Il fut remplacé par un portefaix qui coupa presque d'un seul coup la tête du grand écuyer, mais qui fut obligé de s'y reprendre à plusieurs fois pour abattre celle de son ami.

Pendant que ces deux victimes tombaient ensemble sur l'échafaud, le duc de Bouillon leur complice était occupé, dans le château de Pierre-Encise, à payer sa rançon. Dès les premiers jours de son arrivée à Lyon, on lui avait adressé le cardinal Mazarin comme un ami officieux qui portait un vif attachement au vicomte de Turenne son frère, et dont il avait d'ailleurs lui-même réclamé plusieurs fois la bienveillance. Le cardinal l'avait visité dans sa prison (13 août), en lui faisant croire qu'il se trouvait à Lyon par hasard, pour les affaires d'Italie seulement, et qu'il venait auprès de lui sans aucune mission. Le duc avouait tout et demandait grâce de la vie, « pour l'employer,

» disait-il, à conserver dans l'église catholique cinq petits enfants  
» que sa mort laisserait à des personnes de religion contraire. » On  
lui donna l'espoir de ce pardon, mais on lui déclara qu'il faudrait le  
payer par la remise de la ville de Sedan entre les mains du roi, « en-  
» core bien, lui disait-on, qu'il fût facile de s'en emparer après l'avoir  
» puni. » Le duc y consentit, et il fut convenu entre le cardinal et  
lui qu'aussitôt après le jugement du grand écuyer « et l'exécution de  
» l'arrêt, » il appellerait le chancelier pour lui offrir, comme de son  
propre mouvement, le marché déjà conclu. Tout se passa ainsi qu'il  
avait été réglé (13 septembre). A peine eut-on relevé les corps mutilés  
des deux condamnés qui n'avaient pas de ville à remettre, que le  
lieutenant des gardes du corps commis à la garde du duc de Bouillon  
alla chercher le chancelier. Celui-ci se rendit au château de Pierre-  
Encise avec six des commissaires, et le duc le supplia au nom de Dieu  
de différer le jugement de son procès, jusqu'à ce qu'on eût pu avoir  
réponse du roi sur une proposition qu'il avait à lui faire. « La place  
» de Sedan ayant été cause de tous ses malheurs et étant extrême-  
» ment importante pour la France, il voulait supplier le roi de la  
» recevoir et prendre en ses mains, et de lui donner grâce, sans pré-  
» tendre faire des conditions avec son maître, offrant de la lui remettre  
» purement et simplement pour en user ainsi qu'il semblerait bon,  
» et cela sous dix jours, se réservant toutefois de prendre la hardiesse  
» d'écrire au cardinal de Richelieu pour lui exposer plus en détail  
» ses intentions. » En effet il adressa sur-le-champ au cardinal une  
lettre où il assurait ne vouloir d'autre récompense, pour la remise  
pleine et entière qu'il offrait de faire, que l'assurance de sa vie et de  
sa liberté ; mais il espérait qu'on lui donnerait en autres domaines un  
revenu pareil à celui qu'il abandonnait, qu'il s'y trouverait une terre  
bâtie où il pût demeurer et sur laquelle on reporterait le titre de  
duché-pairie, enfin qu'on lui rembourserait la valeur des provisions  
de guerre existant dans les magasins de Sedan, l'artillerie exceptée.  
En échange de ces promesses, le cardinal Mazarin, ayant charge du  
cardinal de Richelieu qui ne pouvait écrire, lui signa (15 septembre)  
un billet portant qu'aussitôt la remise de Sedan opérée, il aurait per-  
mission de sortir de Pierre-Encise pour aller à Roissy, Turenne ou  
autre de ses maisons telle qu'il lui plairait. Le cardinal Mazarin ne  
voulut céder à personne l'honneur d'achever cette affaire. Il courut  
lui-même à Sedan avec une lettre du duc pour la duchesse sa femme,

échappa aux embuscades que le général espagnol comte de Buquoy avait voulu mettre sur son chemin, décida aussitôt la duchesse à l'obéissance, fit sortir la garnison de la ville (29 septembre), et y installa pour gouverneur le capitaine Fabert nommé par le roi à cette charge. Cette prise de possession terminée, le cardinal Mazarin l'annonça au gouverneur de Lyon qui ouvrit sur-le-champ au duc de Bouillon les portes de sa prison (5 octobre), et le roi lui délivra des lettres patentes portant abolition de son crime.

Une autre personne avait été nommée dans les révélations du duc d'Orléans, dont vraiment la mémoire était fort indiscreète. Il s'était rappelé que de Thou lui avait parlé d'une visite faite par lui au duc de Beaufort « qui lui avait paru très-froid. » Il l'avait reçu lui-même à Blois et « l'avait trouvé de même humeur. » Si c'était là tout, il n'y avait pas sans doute grand besoin de le mêler à sa confession. Mais par cela même qu'il l'y avait fait entrer, on pouvait en supposer davantage. Le duc de Beaufort était fils du duc de Vendôme accusé, presque gracié, mais fugitif. Après avoir servi dans les armées du roi, il s'était retiré à Vendôme avec sa famille, mécontent sans doute et parlant suspect. Le roi, averti par les aveux de son frère qu'il y avait eu quelque tentative auprès de son neveu, le manda (23 juillet) auprès de lui pour qu'il vint dire sincèrement comment tout s'était passé. Le jeune duc, se fiant aussi peu que son père à l'hospitalité de la cour, se justifia par écrit sous prétexte d'une maladie. « Il se fit » même frotter le visage et tout le corps d'une certaine eau qui lui » fit paraître partout des marques de rougeole. » Une nouvelle dépêche du roi lui enjoignit de venir (30 juillet); il s'en excusa encore et prépara son départ. Enfin, sur un troisième commandement, il quitta (19 août) Vendôme, gagna la Normandie et s'embarqua près du Havre pour l'Angleterre, où il trouva le duc de Vendôme son père, le duc de la Valette, maintenant duc d'Épernon, le marquis de la Vieuville, le comte de Montrésor, le vicomte de Rontrailles, tous réfugiés de différente origine, et formant une colonie joyeuse dans ce pays où s'agitait déjà la guerre civile. Quant au duc d'Orléans, il était retourné fort tranquille à Blois et se délassait de ses peines dans le beau château de Chambord, d'où il écrivait au cardinal de Richelieu des lettres pleines de tendresse et de soumission.

Tous les récits du temps s'accordent à dire que, le jour où l'on pouvait supposer que se consommait à Lyon l'exécution du grand écuyer,

le roi eut une pensée pour son favori, pour ce jeune homme qu'il avait tant aimé, tant caressé, tant gâté peut-être, et cette pensée, exprimée dans le langage habituel de leur intimité, fut, dit-on, celle-ci : « Cher ami doit faire maintenant une laide grimace. » Aucun témoin digne de foi ne garantit la vérité de cette anecdote, mais nous n'avons rien trouvé dans la vie de Louis XIII qui nous oblige à la démentir. Cependant le roi de France se trompait ; l'attitude de Cinq-Mars mourant ne fut ni laide, ni grimacière ; elle fut telle que, pour cela seul et en dépit de ce que l'avait fait la faveur royale, son nom est arrivé jusqu'à nous avec un tendre souvenir d'admiration et de pitié. L'intérêt plus vif encore que la tradition nous a conservé pour le malheureux de Thou est dû à d'autres causes. Dans cette vie d'agitation sans but et sans dignité où se perdait l'héritage de gloire que lui avaient laissé son père et son grand-père, il avait conservé une habitude de famille, qui le sauva du blâme contemporain et lui fit une renommée. Le commerce affectueux qu'il entretenait avec les gens d'étude et de science lui donna des amis plus fidèles, plus sûrs, plus utiles surtout à sa réputation, que ces liaisons de cour, si chères à sa vanité, qui le conduisirent à l'échafaud et trouvèrent encore des moqueries à faire sur sa contenance devant la mort. Les courtisans jugèrent en effet qu'il était mort « en cagot, en pédant, tenant de » longs propos pour se familiariser avec le coup dont il avait peur. » Les écrivains ont fait de lui une grande et noble victime, quelque chose comme un saint ou un martyr de la liberté publique, portant glorieusement jusque sur l'échafaud le caractère sublime de sa mission.

## CHAPITRE II.

**Les Français prennent possession de Perpignan. — Bataille de Lérída. — Fin de la campagne en Picardie et en Lorraine. — Succès des armées françaises et savoisiennes en Italie. — Jean de Wert battu sur le bord du Rhin. — Retour du cardinal de Richelieu à Paris. — Ses terreurs. — Il force le roi à renvoyer quatre de ses officiers. — Déclaration du roi contre son frère. — Mort du cardinal de Richelieu. — Entrée du cardinal Mazarin au conseil. — Obsèques du cardinal de Richelieu.**

(9 septembre) La reddition de Perpignan était devenue complète par l'expiration du temps laissé au roi d'Espagne pour la secourir. La ville avait été remise aux troupes du roi, et la garnison conduite à Collioure pour y être embarquée. On conta des miracles de l'énorme matériel qu'on y avait trouvé et des nécessités que les assiégés avaient souffertes. Les soldats du roi d'Espagne avaient demandé qu'il ne se trouvât pas de Catalans à leur sortie, parce qu'ils se rendaient aux Français et non à des rebelles; mais ils ne purent l'obtenir, et quelques propos outrageants furent échangés entre les vaincus et les alliés du vainqueur. Pour célébrer cette grande conquête, un *Te Deum* fut chanté à Paris en présence du roi et au bruit de toute l'artillerie de la ville (15 septembre). On avait ensuite repris Salces, cette première conquête de la France en Roussillon, retombée presque aussitôt entre les mains des Espagnols; de sorte que tout le comté était désormais tenu par les troupes du roi. Ce n'était pas là tout à fait ce qu'on s'était promis pour la présente campagne; mais il y avait toujours un succès qu'on pouvait enfler par les commentaires. L'armée espagnole, à laquelle on avait annoncé longtemps l'arrivée de son roi en personne et qui semblait en effet représenter toute la puissance militaire du royaume, n'avait pu parvenir jusqu'à la province où les Français assiégeaient des villes, ni même leur rien ôter de la Catalogne. Ce fut seulement après l'occupation entière du Roussillon qu'elle tenta une grande entreprise sur Lérída, ville catalane voisine de l'Aragon. Le maréchal de la Mothe, nommé vice-roi

de la Catalogne par suite de l'indisposition du maréchal de Brézé, se porta aussitôt pour la secourir, attaqua les deux corps d'armée commandés par le marquis de Terracuse et par le marquis de Léganez qu'il n'avait pu empêcher de se joindre, les battit complètement (7 octobre) devant la ville assiégée qu'il délivra, et força les Espagnols à se retirer dans leurs postes de Fraga et de Tarragone. Il fut récompensé de ce nouveau service par le duché de Cardone que le roi déclara confisqué. Du côté des Pays-Bas, on avait eu quelque inquiétude d'un mouvement opéré par le général espagnol don Francisco de Mello, qui semblait menacer les places du Boulonnais; mais le comte d'Harcourt ayant repris (20 août) les forts et les redoutes dont l'ennemi s'était emparé près de Calais, rendit inutiles ses desseins qui regardaient en particulier la ville d'Ardres. Depuis, les deux armées étaient restées en position l'une devant l'autre sans rien entreprendre, et elles ne quittèrent leur poste d'observation que pour aller prendre des quartiers d'hiver. En Lorraine, le duc Charles avait forcé le marquis du Hallier, affaibli par le démembrement de son armée dont on avait réclamé une partie pour le Roussillon, à lever le siège de la Mothe, mais il n'avait pu se rendre maître de Neufchâteau; et un contre-ordre étant venu rendre au marquis du Hallier toutes ses troupes, il en dirigea un corps sous le commandement du comte de Grancey dans la Franche-Comté où les Comtois avaient repris l'offensive, pour dégager la ville de Ray-sur-Saône qu'ils assiégeaient. Cette expédition réussit complètement (19 septembre); les assiégeants furent mis en déroute, la place en sûreté, et toute l'armée de Lorraine alla de nouveau entourer cet imprenable château de la Mothe, dans lequel au moins elle put renfermer la garnison, devenue redoutable au pays d'alentour. Dans le Piémont, le changement de parti auquel s'était enfin résolu le prince Thomas avait été signalé par la prise de Crescentino (14 août), enlevé aux Espagnols le jour même où le cardinal de Savoie épousait sa nièce à Turin. Presque aussitôt le duc de Longueville sortit de Casal, et alla mettre le siège devant Nice de la Paille, qu'il prit en dix jours (3 septembre). La nouvelle de ce succès fut apportée en cour, disent les relations du temps, par le chevalier de Sevigny, capitaine au régiment de Normandie, qui fut nommé pour sa récompense maréchal de bataille en l'armée d'Italie. Pendant ce temps le prince Thomas battait la cavalerie espagnole, près de Gatinara (12 septembre), dans un vif engagement où se montra en fonc-

tion de guerre l'ancien cardinal de Savoie, maintenant marié et duc d'Orléans. Alors les troupes de France et de Savoie se trouvant en force entrèrent sur le territoire de Milan et mirent (3 octobre) le siège devant Tortone. Elles s'emparèrent facilement de la ville ; mais le château se défendit avec vigueur. Tandis que les Espagnols faisaient effort pour seconder cette défense, un corps de troupes parti de Turin leur enleva Verrucce (20 octobre) qu'ils avaient trop dégarni. La reddition de Tortone ne s'en fit pas moins attendre encore longtemps ; elle n'eut lieu qu'après sept semaines d'attaques meurtrières. Cependant l'armée espagnole n'osa pas aborder les assiégeants dans leurs lignes ; elle se contenta de travailler autour d'eux à leur couper les subsistances, ce qui retarda un peu, mais ne put empêcher la prise de la place (26 novembre). Du côté du Rhin, le maréchal de Guébriant venait de remporter encore une victoire, et le récit de cet avantage trouvait d'autant plus de faveur en France, qu'il avait été obtenu contre le général Jean de Wert, replacé à la tête d'une armée impériale après une captivité de cinq ans, et fort disposé, disait-on, à prendre sa revanche de l'hospitalité qu'il avait reçue à Vincennes. Jean de Wert avait voulu surprendre le maréchal dans son camp avec une troupe de cavalerie, mais il avait lui-même été surpris en son chemin par le colonel allemand Rose (26 septembre), détaché de l'armée du maréchal ; deux fois il était tombé de son cheval et n'avait trouvé son salut qu'en se cachant au milieu d'un marais, voisin du lieu où il était né et dont il portait le nom.

Il y avait sans doute du hasard dans cet ensemble d'heureux succès qui suivaient partout le rétablissement de la puissance entre les mains du cardinal, et venaient mêler de glorieuses nouvelles au triste récit d'un supplice ; mais ce hasard même pouvait frapper toutes les sortes de crédulités comme la preuve, ou que le sort était pour lui, ou que la Providence l'avait adopté. Sa santé pourtant ne se rétablissait pas aussi vite que sa fortune. Depuis son départ de Lyon il s'était acheminé lentement vers Paris, d'abord porté dans sa chambre sur les bras de ses gardes jusqu'à Roanne, puis descendant la Loire jusque près de Bourbon-Lancy. Il y séjourna quelque temps et reprit le cours du fleuve jusqu'à Briare, s'occupant en chemin des affaires de l'État, comme s'il eût été dans son cabinet et dictant à son secrétaire des ordres pour les armées. A Briare il suivit le canal (8 octobre), qu'il fallut, dit-on, remplir d'eau parce qu'il se trouvait tari, opération à

laquelle présida le duc d'Enghien qui venait d'arriver de Perpignan, et il parvint ainsi à Nemours. Le roi, rentré depuis deux mois et demi dans le centre du royaume, avait employé tout ce temps à visiter ses châteaux l'un après l'autre, restant peu de jours dans un même lieu, toujours en haleine de chasse, tellement qu'on le félicitait bien haut « d'avoir dépeuplé le pays de loups. » Une circonstance rapportée sans aucune intention par la Gazette, et qui semble singulièrement choquer nos sentiments de famille, c'est que le roi, arrivé de son long voyage à Fontainebleau où la reine vint le joindre aussitôt, y resta vingt jours entiers sans avoir même la curiosité de voir ses enfants, et les embrassa pour la première fois, après six mois de séparation, lorsqu'il lui prit fantaisie d'aller à Saint-Germain où ils étaient demeurés. Il mit plus d'empressement toutefois à visiter le cardinal. Quand il sut qu'il approchait de Nemours, il courut l'attendre à Fontainebleau, où il le reçut (13 octobre) « avec de tendres ressentiments » pour son entière convalescence. » Après trois jours passés dans cette résidence royale, le cardinal se fit porter à Valvein où l'attendait le même bateau qui l'avait amené depuis Roanne, et deux journées de navigation sur la Seine le déposèrent mollement à Paris en face de son palais (17 octobre).

Il est difficile de savoir qu'elle prévoyance le ciel peut donner de leur fin à ces hommes dont la pensée remue et dont la volonté dirige les grandes affaires du monde. Peut-être en cela ne sont-ils pas autrement traités que le moindre de nous, et alors il faudrait supposer aussi chez eux en cet instant une étrange confusion d'espoir et de découragement, où l'esprit, mutiné contre le corps, se jette avec effort dans le leurre d'un long avenir, pour retomber bientôt, sous le poids de la souffrance, dans la réalité d'une vie qui s'échappe. Depuis le retour du cardinal de Richelieu, on annonçait partout le complet rétablissement de sa santé. Après quelques jours de repos dans son palais, il s'était fait porter à Ruel, où la reine l'alla visiter (30 octobre) et fut régalée d'une splendide collation. Il était revenu ensuite à Paris, et la Gazette publiait (4 novembre) que « son état présent » consolait le royaume et ses alliés. » Le seul acte, du reste, qui nous ait été transmis de ces quelques semaines passées dans son logis au milieu de sa famille, et, à ce qu'il paraît, sans voir le roi, indique une âme tourmentée à l'excès de crainte et de chagrin. En d'autres temps, l'exagération de la peur et du soupçon aurait pu être un moyen d'as-

surer son influence, une combinaison adroite pour rattacher davantage le monarque à son ministre sans cesse menacé. Mais ici il est évident que le trouble n'était pas joué, qu'une vraie terreur lui était inspirée par l'approche de la mort et qu'il cherchait seulement à se tromper en ne la voyant que sous la forme d'un assassinat. Dans ce moment donc, le cardinal ne rêvait qu'ennemis armés contre sa vie, et pour ne pas s'exposer trop longtemps à leurs coups, il voulait que le roi, à qui le séjour de Paris avait toujours répugné, vînt demeurer au moins le plus près possible de cette ville, à Saint-Maur par exemple ou à Boulogne : de cette façon, il courrait moins de risque à l'aller chercher. Il demandait de plus qu'il lui fût permis de se faire suivre jusque dans le logis royal par ses gardes, qui se partageraient les postes avec la propre garde du roi ; car tous ces gens d'armes placés aux portes et dans les antichambres lui semblaient autant d'ennemis. Cette défiance générale s'était portée au moins avec plus de prétexte, mais avec une singulière obstination, sur les chefs qui les commandaient. Ceux-là sans doute pouvaient être accusés de quelque préférence pour le grand écuyer qui se mêlait à leurs jeux, à leurs plaisirs, à leurs prouesses, avec lequel ils avaient depuis trois ans partagé la vie de cour, et pendant quelques mois celle des camps. Mais il y avait loin de là au projet d'un meurtre. Le cardinal déclara cependant qu'il ne se croirait pas en sûreté, tant que trois capitaines au régiment des gardes, qui se nommaient de Tilladet, de la Sale et des Essards, et surtout le comte de Troisvilles, lieutenant des mousquetaires, resteraient en leurs charges. Il exigea donc qu'ils fussent éloignés, sans quoi il renoncerait tout à fait à la direction des affaires, et consacrerait le restant de ses jours à l'étude et au repos. En attendant, il se tenait enfermé chez lui et refusait de recevoir les ambassadeurs des princes étrangers. Le roi ne disputa pas longtemps pour les trois premiers qui reçurent (24 novembre) leur congé avec de douces paroles. Mais lorsqu'il s'agit du quatrième, il se révolta contre la violence qu'on voulait lui imposer, et toute sa colère tomba sur le secrétaire d'État de Chavigny, qui était venu le presser de donner cette satisfaction au cardinal. Comme le secrétaire d'État, voulant rendre toutes choses égales entre le roi et son ministre, lui disait que le cardinal ne balancerait pas à éloigner de sa personne quelqu'un qui ne lui plairait pas : « Cela n'est pas vrai, s'écria ce prince avec emportement, car il vous » garde, et vous me déplaîsez fort. » Mais après cet effort de volonté

qui s'était épuisé par un bon mot, il fallut céder à une nouvelle instance portée par un autre secrétaire d'État, et le comte de Troisvilles reçut ordre de se retirer (1<sup>er</sup> décembre).

Il fit toutefois moins de résistance pour une exigence plus sérieuse, dont il ne semble pas que le cardinal ait eu besoin de l'importuner. Une des fantaisies qui consolent les mourants est, comme on sait, de prévoir la mort des autres. Le cardinal de Richelieu songeait donc sans cesse au jour où devait finir la vie du roi, jeune encore, beaucoup plus jeune que lui-même qui pourtant n'était pas vieux ; mais en effet maladif, languissant, et n'ayant de force, de santé, d'activité que par accès. Après lui, s'ouvrait la triste perspective d'une minorité, d'une époque pareille à celle où le cardinal avait commencé sa carrière, dont il avait connu les dangers, dont il avait eu tant de peine de réparer le mal. Parmi ceux que leur position appelait à y figurer, était le premier de tous, le frère du roi, le duc d'Orléans. Le profond et volontaire abaissement où ce prince était tombé ne le réconciliait pas du tout avec le cardinal ; en vain il lui écrivait les lettres les plus respectueuses et les plus tendres ; un certain sentiment qui vit dans les âmes élevées lui faisait accueillir avec mépris un empressement dont il profitait. Depuis les conventions faites avec ce prince pour obtenir ses aveux, on l'avait laissé revenir chez lui, mais sans régler publiquement sa condition et sans rendre authentique la honte à laquelle il s'était soumis. Il y avait donc sur ce point un acte à faire, et cet acte pouvait être étendu. Dans le même temps où le cardinal balayait pour ainsi dire de la demeure royale tout ce qui lui semblait suspect, il faisait dresser une déclaration du roi pour être enregistrée au parlement concernant le duc d'Orléans. Ce n'était en apparence que le solde du compte de la dernière conspiration, payée déjà par deux complices de leur tête, par le duc de Bouillon de sa ville souveraine, et qui devait l'être, par le duc d'Orléans, de son honneur. Mais on ne s'en tenait pas là ; on faisait d'abord longuement raconter au roi tout ce que son frère avait entrepris contre son service : conspiration de Chalais, première retraite de Lorraine, seconde fuite au même pays, mariage clandestin, séjour à Bruxelles en la puissance des Espagnols, invasion armée dans le Languedoc, nouvelle émigration en Flandre, intelligence avec le duc de Puylaurens, association avec le comte de Soissons et le duc de la Valette en pleine guerre et lorsqu'il avait le

commandement d'une armée royale, retraite à Blois combinée avec celle du comte de Soissons à Sedan, enfin, participation dans la détestable conjuration qui venait de former un parti en France et de traiter avec l'Espagne; au total seize années de mauvaise conduite continue et cinq pardons successivement accordés. Maintenant il s'agissait de lui en accorder un sixième : « Mais comme la nature, » disait le roi; nous a donné ces bons mouvements, aussi nous avons » estimé que cette grâce devait être réglée par la considération du » bien de notre couronne et de l'intérêt de nos enfants. Ces motifs » nous ont fait juger qu'il était à propos de retrancher à notredit » frère les moyens qui le pourraient porter désormais à troubler le » repos de notre État, supprimant ses compagnies de gendarmes et » de cheveu-légers, et le privant présentement du gouvernement » d'Auvergne dont nous l'avions gratifié, et, pour l'avenir, de toute » sorte d'administration en cet État, et nommément de la régence » pendant la minorité de nos enfants, en cas que Dieu nous appelle » à lui avant qu'ils soient en âge de majorité. Ce que nous avons » d'autant plus de raison de faire qu'il est comme impossible de » ne craindre pas une continuation de mauvaises intentions en une » personne qui, au milieu de nos prospérités et au plus fort de notre » puissance, dans un temps où tous nos sujets conspiraient avec un » même esprit à seconder nos justes desseins, a sollicité le roi d'Es- » pagne de lui fournir des forces et de l'argent pour nous faire la » guerre, avec cette condition que l'on n'entendrait pas à un traité » de paix qu'en remettant entre les mains de nos ennemis toutes les » places que nous avons conquises sur eux ou achetées des princes » nos alliés. Et, en effet, si le dangereux état auquel une grande » maladie nous avait réduit pendant cette campagne ne l'a point » touchée, et qu'au contraire nous ayons eu connaissance, par la » déposition des complices de sa conspiration, qu'il s'assurait du côté » d'Espagne avec ce dessein que, s'il venait faute de nous, il se » trouvât, outre le parti qu'il pourrait avoir dans notre État, ap- » puyé d'un traité qu'il avait fait avec les étrangers, il faudrait que » nous fussions insensibles au bien de notre royaume, qui nous est » plus cher que notre propre vie, pour n'appréhender et ne prévoir » pas que, si notredit frère avait un jour la puissance de la régence » dans la faiblesse et le bas âge d'un roi, il pourrait se porter à » exciter des troubles et des divisions qui causeraient plus de ruines

» à notre État que nous lui avons acquis de grandeur par nos travaux. » La déclaration, ainsi motivée en assez mauvais style, portait remise au duc d'Orléans de sa faute, permission de jouir de ses pensions et de son apanage où il pourrait demeurer librement, mais sans pouvoir venir à la cour ; suppression de ses gendarmes et cheveu-légers, retrait du gouvernement d'Auvergne, et interdiction générale de toute administration dans le royaume, comme aussi de la régence pendant la minorité des enfants du roi.

(1<sup>er</sup> décembre) Le jour même où le roi signait cet acte, le jour aussi où il obéissait au commandement du cardinal de Richelieu pour le renvoi du comte de Troisvilles, le ministre de la monarchie très-chrétienne était étendu dans son lit avec un violent accès de fièvre, une cruelle oppression de la poitrine et une vive douleur au côté. Sa famille se tenait à son chevet, un médecin lui tirait du sang et un ecclésiastique entendait sa confession. Le lendemain (2 décembre) le roi arriva de Saint-Germain auprès du mourant qu'il trouva résigné à sa fin. Les paroles du cardinal, rapportées dans une relation fort peu amie, furent qu'il quittait la vie « avec la satisfaction de n'avoir » jamais desservi le roi, et de laisser son État en un haut point et » tous ses ennemis abattus. » Ensuite il le supplia de protéger sa famille. Puis il l'entretint des affaires du royaume, des personnes très-capables et très-instruites qui pouvaient continuer à l'y servir. Le roi durant cette visite, lui donna tous les soins de la familiarité la plus intime ; il lui fit prendre de sa main deux jaunes d'œuf et le quitta en versant des larmes qui, dit-on, furent bientôt séchées. Cependant il ne s'éloigna pas de Paris et prit sa demeure au Louvre. Le cardinal, laissé au milieu des siens, voulut savoir des médecins la vérité de son état. Un seul osa lui dire que dans vingt-quatre heures il serait mort ou guéri. « Voilà qui est parler, » dit le cardinal, et il manda le curé de Saint-Eustache qui, dans la nuit suivante, lui apporta le viatique. A la vue du saint sacrement, il s'écria : « Voilà mon » juge devant qui je paraîtrai bientôt ; je le prie de bon cœur qu'il » me condamne si j'ai eu autre intention que le bien de la religion » et de l'État. » Deux heures après, il demanda l'extrême-onction, en priant le curé de l'exhorter comme le plus chétif de sa paroisse. Le prêtre étant venu à l'interroger sur sa disposition au pardon envers ses ennemis : « Je leur pardonne, dit-il, de tout mon cœur et comme » je prie Dieu qu'il me pardonne. » Et comme il l'engageait à bénir

toutes les personnes rassemblées autour de son lit en grand nombre, cardinaux, évêques, maréchaux, et domestiques de sa maison : « Je » n'en suis pas digne, répondit-il, mais, puisque vous le commandez, » je recevrai de vous la bénédiction pour la leur donner. »

(3 décembre) Le matin après cette nuit les médecins déclarèrent que leur art n'y pouvait plus rien ; alors on essaya de quelques remèdes conseillés par les empiriques et qui lui donnèrent un peu de soulagement factice. Le roi vint encore le visiter dans la journée ; il avait à lui dire que cette après-midi les magistrats du parlement étaient venus au Louvre recevoir communication de la déclaration rendue contre le duc d'Orléans, en attendant qu'elle leur fût portée suivant les formes. Leur entretien dura une heure avec grands témoignages de douleur et de regret. Le soir, la nuit de ce jour et durant la matinée du jour suivant (4 décembre), un changement notable parut se manifester dans l'état du malade ; son corps avait repris de la force, ses mouvements de la liberté ; l'espoir renaissait autour de lui. A la même heure et dans le même lieu, une messe d'actions de grâces se croisait avec une messe commencée pour les agonisants. Sa chambre s'ouvrit pour les visiteurs auxquels il parla d'une voix ferme et avec grande netteté d'esprit ; parmi eux était l'abbé de la Rivière, envoyé de Blois par le duc d'Orléans. La duchesse d'Aiguillon, que l'excès de sa douleur avait fait éloigner, était revenue auprès de son oncle. Pendant que tous ceux qui l'entouraient croyaient au retour de la vie, le cardinal sentit venir la mort ; il pria sa nièce de se retirer et tomba aussitôt en faiblesse. Alors on alla chercher dans l'antichambre le père Léon, carme, qui vint s'agenouiller à son chevet pour lui dire les dernières prières. Le malade était presque sans parole ; bientôt il la perdit tout à fait et témoigna seulement au religieux par un serrement de main qu'il l'entendait, qu'il acceptait ses exhortations, qu'il mourait dans les sentiments du chrétien. Vers l'heure de midi, il expira.

Cette nouvelle fut aussitôt portée au roi et les relations varient sur la façon dont il la reçut. Les uns veulent que jamais il n'ait paru plus gai ; d'autres, en disant qu'il répandit des larmes, ont soin d'ajouter qu'on le raconte ainsi. Ce qui est probable, c'est qu'il ne montra ni une joie indécente, ni une profonde affliction, et que chacun jugea son visage suivant la passion qu'il avait. Le soir même il appela dans ses conseils le cardinal Mazarin, et le lendemain il dicta de Paris une lettre adressée aux parlements et aux gouverneurs de

provinces, par laquelle il leur annonçait « que Dieu ayant voulu retirer » à lui le cardinal de Richelieu, lorsque après une longue maladie on » avait plutôt lieu d'espérer sa guérison, il était résolu de conserver » et d'entretenir tous les établissements ordonnés durant son minis- » tère, de suivre tous les projets arrêtés avec lui pour les affaires du » dehors et de l'intérieur, en sorte qu'il n'y aurait aucun change- » ment ; et que, continuant dans ses conseils les mêmes personnes » qui l'y servaient si dignement, il y avait appelé le cardinal Mazarin, » duquel il avait éprouvé la capacité et l'affection à son service dans » les divers emplois qu'il lui avait donnés, et dont il n'était pas moins » assuré que s'il fût né parmi ses sujets. » Cela fait, il retourna dans son château de Saint-Germain.

Pendant ce temps on disposait les restes du cardinal pour la cérémonie de ses funérailles. Dès cette époque la science interrogeait curieusement le cadavre des hommes pour chercher dans la conformation de leur corps le secret du génie qu'il avait renfermé. « Les » chirurgiens qui firent l'ouverture de la tête de son éminence, dit » une relation adressée au marquis de Fontenay-Mareuil, la jugèrent » un miracle de nature ; tous les organes de l'entendement s'y trou- » vaient doublés et triplés. » Ensuite on lui dressa un lit funèbre sur » lequel il fut offert cinq jours durant, en habit de cardinal avec la chappe et le bonnet rouge, à l'admiration des Parisiens, qui se pressèrent tout ce temps et sans être arrêtés par la nuit aux abords du palais cardinal, en telle foule qu'il ne fallait pas moins de la durée d'un jour pour arriver à son tour devant le catafalque. Enfin plus d'une semaine après sa mort, il fut placé (13 décembre) le soir sur un char magnifique traîné par six chevaux, et conduit en l'église de Sorbonne où son testament ordonnait qu'il fût enterré. Dans ce testament, mélange singulier de pensées pieuses et d'orgueilleuses précautions pour la perpétuité de son nom et de sa fortune, où le cardinal avait à distribuer deux duchés-pairies, deux hôtels, onze terres titrées, d'énormes revenus et des meubles somptueux, où les seuls legs faits à des serviteurs désignés de sa maison s'élevaient à trois cent mille livres, il se trouvait une disposition remarquable au profit du roi. Outre le palais-cardinal, sa chapelle d'or, son grand buffet d'argent ciselé et son gros diamant, déjà donnés et reçus entre-vifs, outre aussi un hôtel à démolir pour faire une place devant le palais et huit tentures de tapisserie avec trois lits pour en meubler les principaux appar-

tements, le cardinal de Richelieu pria le roi de trouver bon qu'on lui remît entre les mains quinze cent mille livres de son argent comptant, « de laquelle somme, ajoutait-il, je peux dire avec vérité » m'être servi très-utilement aux plus grandes affaires de son État, » en sorte que, si je n'eusse eu cet argent en ma disposition, » quelques affaires qui ont bien succédé eussent apparemment mal » réussi ; ce qui me donne sujet d'oser supplier sa majesté de destiner » cette somme que je lui laisse pour l'employer en diverses occasions » qui ne peuvent souffrir la longueur des formes de finances. » C'est peut-être là ce qu'on aurait dû appeler son testament politique.

## CHAPITRE III.

Établissement du cardinal Mazarin dans le conseil. — Difficulté de sa position. — Le retour des exilés est ajourné. — Injures contre le cardinal mort. — Apologies et panégyriques en son honneur. — Service solennel pour le repos de son âme. — Commencement de réconciliation. — Les charges du cardinal restent dans sa famille. — Rentrée de quelques bannis. — Le corps de la reine mère amené à Saint-Denis. — Continuation de la guerre en Allemagne. — Reprise des opérations en Italie. — Faits d'armes en Catalogne. — Le duc d'Enghien nommé général de l'armée en Flandre. — Établissement de conférences nouvelles pour la paix. — La santé du roi s'affaiblit. — Disgrâce du secrétaire d'État des Noyers. — Le cardinal Mazarin s'entend avec la reine.

Il n'y avait assurément, dans l'entrée du cardinal de Mazarin au conseil, rien d'extraordinaire, rien d'imprévu, et qu'il fallût expliquer par une recommandation spéciale, expresse, du cardinal de Richelieu mourant. Celui dont la France avait sollicité, exigé pendant plusieurs années la promotion, qui, longtemps avant d'être venu y résider, agissait pour elle à l'étranger, qui avait été son ambassadeur extraordinaire en Italie, qu'on avait destiné à la représenter dans l'assemblée pour la paix générale, qui depuis un an ne quittait pas la cour ou le cabinet du principal ministre, qui avait même eu au siège de Perpignan un régiment enrôlé sous son nom, qui tout récemment venait de prendre possession pour le roi d'une ville importante ; partout agent, entremetteur, chargé de missions publiques ou secrètes ; dans la chambre du cardinal, ami dévoué, plein de zèle, témoin de son testament, assistant de sa mort : celui-là certes était, sinon un successeur, du moins un continuateur désigné du ministère qu'il avait si activement servi. Du vivant du cardinal, il n'y avait place pour personne dans le conseil du roi : il le remplissait tout entier ; après sa mort, le vide était immense, et le cardinal Mazarin, revêtu d'ailleurs de la même pourpre, y apportait ce qu'un commerce assidu lui avait communiqué de sa pensée. Quant à l'intention qu'aurait eu le cardinal de Richelieu, vers la fin de sa vie, d'éloigner celui qui devait le remplacer et qu'il regardait déjà comme un compétiteur, il faut bien n'y voir qu'une de ces imaginations par lesquelles on semble se plaire à tour-

menter l'histoire, et que démentent ici tous les faits, tous les actes émanés du cardinal. Évidemment, s'il avait un désir dans l'âme, c'était que ce qu'il avait établi restât, que ce qu'il avait commencé se poursuivît ; or, c'eût été agir directement contre cette volonté, que d'ôter à son ouvrage un instrument, que de se retrancher lui-même un homme de son choix, une créature de sa main.

Nous avons vu avec quel empressement le roi s'était hâté de publier la confirmation de tout ce qui avait été fait, réglé, entrepris sous le ministère de Richelieu. Ses lettres aux ambassadeurs près des puissances étrangères étendaient encore cette assurance. « Ma principale » pensée, leur écrivait-il (6 décembre), sera toujours de maintenir la » bonne correspondance qui a été jusqu'ici entre moi et mes alliés, » d'user de la même vigueur et fermeté dans mes affaires que j'y ai » gardées, autant que la justice et la raison me le pourront permettre, » et de continuer la guerre avec la même application et les mêmes » efforts que j'ai fait depuis que mes ennemis m'ont contraint de m'y » porter, jusqu'à ce que Dieu leur ayant touché le cœur, je puisse » contribuer avec tous mes alliés à l'établissement du repos général » de la chrétienté. » Cinq jours après la mort de Richelieu, lorsque le peuple de Paris se pressait pour le contempler sur son lit de parade, il adressait au parlement assemblé cette déclaration portant un pardon flétrissant contre son frère, qu'il avait communiquée déjà dans son cabinet aux principaux membres de cette compagnie, et le parlement l'enregistrait (9 décembre) sans dire mot, avec cette formule : « par » l'exprès commandement du seigneur roi, pour être exécutée selon » sa forme et teneur. »

L'autorité du cardinal Mazarin dans le conseil où il entrait n'était pas définie, pas plus que ne l'avait été celle du cardinal de Richelieu lorsqu'il était venu s'y asseoir pour la seconde fois en 1624, cinq ans avant que le roi l'eût déclaré principal ministre. Il y trouvait le chancelier, le surintendant des finances et des secrétaires d'État auxquels étaient attribués les divers départements des affaires. Parmi ceux-ci il en était deux, Bouthillier de Chavigny et Sublet des Noyers, le premier encore tout froissé de son récent débat avec le roi, le second ambitieux, remuant et dévot, qui aspiraient l'un et l'autre à l'influence générale sur les délibérations. Au milieu de ces positions toutes faites et tendant à s'agrandir, celle du nouveau venu s'élevait déjà par sa dignité ecclésiastique, par l'habitude où l'on était de plier sous un

cardinal, peut-être plus encore par le manque d'attributions spéciales qui, ne lui donnant rien à faire, lui laissait tout à diriger. La conduite qu'elle lui traçait était de laisser agir l'opinion qui le portait au premier rang, le cours des choses qui l'y mènerait, de s'en défendre cependant avec modestie ; et son caractère doux, poli, souple, caressant, était tout à fait propre à ce rôle. En écrivant au prince d'Orange, trois semaines après la mort de Richelieu, il lui disait que son dessein, dans le premier moment de sa douleur, « avait d'abord été de se » retirer à Rome pour essayer d'y servir le roi, mais que sa majesté » ne l'ayant pas désiré et lui ayant fait l'honneur de le retenir auprès » d'elle, pour l'assister dans ses conseils et prendre la conduite de » ses affaires les plus importantes, il n'avait cru pouvoir moins faire, » après toutes les grâces qu'il en avait reçues, que de se soumettre à » ses volontés. »

Ce n'était là toutefois que la partie la plus facile de sa tâche, et une habileté vulgaire, secondée par un heureux naturel, y aurait aisément réussi. Ce qui demandait une adresse profonde, c'était de continuer la politique du défunt ministre, de conserver tout entier le pouvoir qu'il avait établi, de n'en rien relâcher ni perdre, et cependant de regagner, par une réparation savamment ménagée de ses rigueurs contre les personnes, tous ces intérêts qu'il avait blessés, toutes ces ambitions qu'il avait traitées avec tant de rudesse. On pouvait être assuré jusqu'à un certain point de faire durer autant que la vie du roi la prolongation de cette autorité à laquelle il était accoutumé, de ces haines auxquelles il s'était uni, de cet isolement qui ne déplaisait pas peut-être à son tempérament chagrin. Mais il fallait s'attendre, dans un temps que toutes les prévoyances regardaient comme prochain, à la terrible réaction d'un nouveau règne, où tout ce qui avait souffert voudrait avoir profit. Car placer toute son espérance sur une vie plus que jamais en péril, s'ajouter, comme une sorte de supplément, à un ministère qui avait duré dix-huit années et dont on aurait à payer tous les torts, accepter la responsabilité entière du passé pour un si court avenir, c'eût été une condition fort dure pour un homme de quarante ans qui n'avait aucune envie de borner là sa carrière. Ce qu'il avait donc à faire, c'était de se présenter comme obligé par la reconnaissance, par la volonté formelle du prince, à maintenir les actes de son prédécesseur, mais en même temps de laisser espérer à tous qu'il remettrait peu à peu quelque

chose de ce rigoureux devoir, et de préparer ainsi, par de bienveillantes promesses, par des concessions graduées, une transition sans secousse vers un ordre nouveau où il garderait sa place.

Déjà, en effet, sur la nouvelle que le cardinal de Richelieu n'était plus, tout ce qu'il y avait de prisonniers dans la Bastille, d'exilés ou de fugitifs sur la terre étrangère, de mécontents ou de bannis dans les châteaux, demandait sa liberté, son retour, sa réintégration. En voyant les espérances que réveillait la seule mort du ministre, on pouvait juger de celles qui éclateraient si le maître venait à mourir aussi, et ce qu'en tout cas elles auraient eu d'ardeur et d'exigence si le cardinal avait emporté tout son ministère avec lui dans la tombe. Les lettres du roi, l'avènement du cardinal Mazarin, et plus que tout cela la déclaration contre le duc d'Orléans, servirent du moins à retenir tous ces empressements, et, en les obligeant à la patience, les préparèrent à se tenir contents de ce qui leur serait accordé. Le roi lui-même ne voulut pas se satisfaire entièrement ; il rappela seulement le comte de Troisvilles (13 décembre) ; mais il ne fit qu'inviter les trois capitaines au régiment des gardes qu'il lui avait fallu renvoyer à ne pas se défaire de leurs charges. Les maréchaux de France était venus le supplier d'ouvrir les portes de la Bastille aux maréchaux de Bassompierre et de Vitry ; il leur dit qu'il fallait attendre. Le duc d'Orléans avait écrit à son frère pour lui remontrer l'extrême sévérité de la déclaration qui le concernait ; le roi lui accorda, pour toute diminution de sa peine, qu'elle ne serait pas rendue publique, sauf à lui de mériter meilleur traitement par une conduite meilleure. Un ordre fut envoyé sur toutes les côtes de France pour n'y laisser aborder aucun des réfugiés venant d'Angleterre. Le duc de Beaufort, qui avait échappé à cette consigne en cachant son nom, fut obligé de se tenir enfermé dans Anet, où il eut ensuite permission de demeurer, mais sans pouvoir en sortir.

Cependant le public de Paris s'enhardissait contre le cardinal mort. C'était à qui lancerait de loin sur son tombeau l'épithète la plus injurieuse. Le reproche véritablement populaire parmi ceux qu'on adressait à sa mémoire, c'était d'avoir trop aimé la guerre. Ce tort, et le commerce incestueux dont on l'accusait avec sa nièce, forment presque tout le fond de deux cents pièces de vers, distiques, quatrains, sonnets et rondeaux que l'on a pu ramasser dans la boue jetée à son cercueil. Il faut dire que d'autres plumes s'employèrent à sa

louange ; l'Académie française lui fut fidèle, les poètes de son théâtre lui consacrèrent des chants. Chacun sait le silence, assez mal motivé du reste, que garda Corneille dans ce débat ; et encore ce silence ne dura-t-il pas longtemps, le ressentiment du poète ayant bientôt pris le dessus. Celui qui se porta le plus hautement à la défense de cette gloire tombée avait le malheur de s'appeler Scudéry. Du reste si la mort du cardinal devait laisser des regrets quelque part, c'était assurément parmi les gens de lettres. Avec eux il s'était toujours montré généreux, aimable, courtois. Ce ministre, qui ne voulait abaisser devant aucune grandeur sociale l'orgueil de son rang ecclésiastique, exigeait qu'un écrivain, sans autre nom que Gombauld ou Desmarets, se couvrît devant lui, prît place dans un fauteuil et lui parlât sur le ton de l'égalité. Sous son règne d'ailleurs, il y avait des pensions inscrites pour les auteurs, et le premier acte de l'émancipation de Louis XIII fut, dit-on, de les retrancher sur l'état annuel, en disant : « Nous n'avons plus affaire de ces gens-là. » Au milieu de ces outrages et de ces éloges qui se croisaient, il se préparait à Notre-Dame par les ordres du roi un service solennel pour le repos de l'âme du défunt cardinal. Le maître des cérémonies de France avait eu commandement « d'y convoquer les compagnies souveraines par députation et » au plus grand nombre, l'université, le corps de ville, et d'avertir » seulement les ambassadeurs d'y assister en leurs séances ordinaires. » La solennité commença (19 janvier 1643) la veille du service par les vêpres des morts, où le corps de ville seul assista avec le maître des cérémonies et les hérauts d'armes, les gardes suisses du corps du roi se tenant aux portes ; et le lendemain (20 janvier), dès quatre heures du matin, la foule se précipita dans l'église toute tendue de drap et de velours, éclairée de trois mille cierges, et montrant au milieu du chœur une chapelle ardente à neuf clochers où était le simulacre du cercueil. Le banc des secrétaires d'État était rempli, celui des ambassadeurs vide, le nonce du pape, qui seul s'était rendu à l'invitation, n'ayant pu parvenir jusqu'à sa place. Sur un fauteuil séparé, du côté de l'Évangile et devant le siège des ducs et pairs, se plaça le cardinal Mazarin, parce que les archevêques et évêques n'avaient pas voulu se ranger en arrière de son siège du côté qui leur était destiné. L'université eut aussi dispute pour le nombre des premières chaises qu'elle voulait occuper, et se retira. Le parlement s'assit au nombre de sept présidents et de plus de cent cinquante con-

seillers. Le deuil était porté par le principal héritier du défunt, Armand de Wignerod de Pont-Courlay, son petit-neveu, et par son neveu le marquis de Brézé, héritier du duché de Fronsac. L'archevêque de Paris officia et l'oraison funèbre fut prononcée par l'évêque de Sarlat, Jean de Lingendes, « dont l'auditoire fut ravi ; » ce sont les termes du procès-verbal.

Aux apprêts de cette cérémonie on avait joint avec un louable à-propos quelque commencement de clémence. Huit jours auparavant (15 janvier), le duc d'Orléans s'était rendu de Blois auprès de son frère auquel il avait fait, disait-on, et facilement nous pouvons le croire, « toutes les soumissions imaginables. » C'était surtout à sa fille, alors âgée de quinze ans et tenant déjà sa place en cour, qu'il devait la permission d'y reparaitre. En arrivant à Paris il descendit chez elle, y soupa, et s'y montra « aussi gai, dit cette princesse, que » si MM. de Cinq-Mars et de Thou ne fussent pas demeurés par les » chemins. J'avoue, ajouta-t-elle, que je ne le pus voir sans penser » à eux et que, dans ma joie, je sentis que la sienne me donnait du » chagrin. » Le roi avait dit qu'il voulait commencer par son frère les témoignages de sa bonté ; on pouvait donc désormais en attendre d'autres. En effet, la veille même de la solennité funèbre (19 janvier), le maréchal de Bassompierre, le maréchal de Vitry et le comte de Cramail sortirent de la Bastille. On assure que le premier, qui sans doute ne se croyait pas vieilli par douze ans de captivité, fut tout surpris des changements que, sans lui, la mode avait apportés dans Paris, « où, disait-il, on pouvait marcher sur les impériales des carrosses, » tant les rues en étaient pleines, et où il ne trouvait ni barbe aux » hommes, ni crin aux chevaux. » On eut soin pourtant que la grâce accordée à ces trois prisonniers ne fût pas complète et ne les mît pas sur-le-champ en trop haute posture. Il leur fut commandé d'aller faire l'essai de leur liberté en des lieux qu'on leur désigna. On permit aux serviteurs de la maison de Guise de replacer les armes de leur maître sur la porte de ses hôtels et de ses châteaux. En même temps que l'on rétablissait, on maintenait aussi. Le cardinal de Richelieu avait laissé, outre son pouvoir de fait dans le conseil, outre ses biens immenses répartis entre ses héritiers, les grandes charges de l'État dont il était investi, ou créées expressément pour lui, ou venues entre ses mains par suite des changements opérés sous son ministère. Le public disait, et des historiens ont répété qu'il les avait par testament laissées à sa

famille, ce qui se réduit sans doute à ceci qu'il avait prié le roi d'en disposer en faveur des siens. On ne voulut pas mettre sa dépouille à la curée des ambitions. Le marquis de Brézé, son neveu, fut pourvu de la surintendance des mers, navigation et commerce, ensemble du gouvernement de Brouage, des fies de Rhé et d'Oléron, de la Rochelle et pays d'Aulnis ; le maréchal de la Meilleraye alla prendre possession du gouvernement de Bretagne ; le jeune duc de Richelieu, Armand de Wignerod, eut pour sa part le généralat des galères, qu'on avait ôté à son père, et le gouvernement du Havre.

Les trois ministres principaux, le cardinal Mazarin, le comte de Chavigny et Sublet des Noyers vivaient entre eux en assez bonne intelligence, unis dans les mêmes vues et dans un intérêt commun, s'observant toutefois, et attentifs à ne pas souffrir que l'un devançât l'autre dans la voie de réconciliation qui pouvait les sauver tous. Les habiles prévoyaient bien que cet accord ne durerait pas ; mais aucun symptôme réel de division ne venait se révéler (31 janvier). « Ceux » qui dirigent les affaires sous le roi, écrivait Grotius, sont actifs et » prudents ; la discorde ne se montre pas encore, quoiqu'on la suppose cachée..... (7 février) Les ministres du roi ont cimenté leur » liaison en recevant ensemble le sacrement de la communion. » Pour les affaires du dehors, la continuation de la guerre avec la même vigueur que par le passé était le principe convenu, accepté, déclaré. Le roi surtout s'y portait d'autant plus chaudement qu'il ne voulait pas paraître avoir fait par contrainte tant de grandes entreprises, où il y avait un compte assez avantageux de victoires, et en laisser tout l'honneur au cardinal de Richelieu. Partout on faisait de vastes préparatifs pour la prochaine campagne ; il était même question d'une expédition en Franche-Comté dont le roi devait prendre le commandement. Mais on ne manquait pas de répéter, en toute occasion où le peuple pouvait entendre, que la paix était le but, la guerre seulement le moyen, qu'on touchait à la fin de ce long travail, après lequel viendrait un long et glorieux repos. Le changement de ministre avait eu cela de bon que désormais le roi de France était notoirement l'homme belliqueux de son conseil ; le cardinal Mazarin était, par sa nature comme par sa vie passée, un homme de négociations et de traités, qui arrêtait des armées marchant l'une contre l'autre, qui rapprochait des familles, qui savait parler le langage de l'accommodement. On avait appris qu'un religieux était venu de Vienne « pour

» tenter » le nouveau ministre par des propositions de paix. Le roi avait répondu fièrement, il est vrai, « qu'il ne ferait rien sans le » concours de tous ses alliés ; » mais enfin il y avait encore là une espérance : car on ne s'avisait pas « de tenter » l'autre cardinal.

Le duc d'Orléans employait agréablement son séjour à Paris, où l'on faisait des mariages, où l'on donnait des fêtes, et de temps à autre il allait voir son frère qui lui faisait toujours bon accueil. Les réparations continuaient à s'opérer, mais lentement et sans bruit. L'archevêque de Bordeaux, longtemps favori, puis victime aussi du dernier ministère, avait été autorisé à reprendre, non pas son commandement maritime, mais le soin de son diocèse. Le plus jeune fils du duc de Vendôme était revenu le premier à la cour avec sa mère, et on lui permit bientôt d'y ramener son frère le duc de Beaufort. Quant au père, tout ce qu'il obtint par les instances de ses fils fut de pouvoir demeurer dans Anet. Un autre retour se préparait, mais plus triste et qui ne profitait à personne ; c'était celui des restes de la reine mère. On se rappelle qu'elle avait demandé par son testament que son corps fût transféré à Saint-Denis. Il n'avait rien été fait du vivant du cardinal de Richelieu pour satisfaire ce désir bien innocent, cette pieuse pensée de femme, de mère et de reine, qui réclamait en mourant le moindre de ses droits. On reprochait, avec raison sans doute, à ce ministre d'avoir « laissé pourrir son corps dans la chambre » où elle était décédée, » et d'avoir craint que le spectacle de ce cercueil traversant la France ne soulevât les peuples contre lui. Peut-être ne faut-il attribuer ce tort qu'à la répugnance naturelle des malades pour toute espèce d'appareil funèbre. Quoi qu'il en soit, le corps royal était demeuré à Cologne, dans ce qu'on appelait l'hôtel qu'elle avait habité, honorablement gardé par les soins de l'électeur. Quelques semaines après la mort du cardinal, le roi envoya un de ses gentilshommes à Cologne pour le ramener. On lui fit un service solennel dans la ville (10 février), où quatre mille pauvres assistèrent, et après l'office on le plaça sur un carrosse tendu de velours noir qui se mit en route pour la France, s'arrêtant de ville en ville dans les hôtelleries, où le clergé s'empressait de venir dresser des autels et de dire des prières ; car il était ordonné de ne le laisser entrer dans aucune autre église que celle de Saint-Denis ; tant le cérémonial était devenu respectueux. Après vingt-six jours de marche, le cercueil arriva enfin à la sépulture des rois (8 mars).

Le temps était venu de reprendre partout le cours de la guerre. Les Suédois en Allemagne avaient heureusement terminé l'année précédente par une grande victoire. Après avoir poussé leur marche jusqu'au centre de l'Autriche, obligés par la vigoureuse résistance de Brieg à se retirer en Saxe, ils s'étaient retrouvés, par une armée impériale en présence, dans cette plaine devant Leipzig, où onze ans auparavant avait combattu leur roi Gustave-Adolphe. Là ils avaient comme leurs devanciers défait complètement l'ennemi (2 novembre 1642), et ensuite assiégé Leipzig qui se rendit après un mois de la plus vigoureuse résistance (4 décembre). Le maréchal de Guébriant était sorti de ses quartiers, déjà établis près du pays de Liège, pour aider de son armée le général suédois au siège de Leipzig, et s'était porté jusqu'à Mulhausen en Thuringe (15 décembre). Mais la prise de la ville ayant rendu cette jonction inutile, il lui avait fallu traverser, par la saison la plus rigoureuse, la Franconie et le Wurtemberg pour se combiner avec la marche du général suédois. Durant cette expédition il s'était toujours vu harcelé par les Bava-rois, les impériaux et les troupes du duc de Lorraine. Torstenson ayant manqué son dessein sur Freyberg, le maréchal vint se reposer sur les bords du Rhin, non pas du côté d'où il était parti, mais dans le Brisgaw, et de là en Alsace où il ramenait une armée à refaire (mars 1643). En Italie, la prise de Tortone, dernier succès de la campagne, avait excité les Espagnols à tenter un nouvel effort pour reconquérir durant l'hiver cette place qui entamait leurs possessions. Le gouverneur français abandonnant la ville (février) se retira dans le château qu'il défendit bravement, et le prince Thomas, rassemblant dans Ivree toutes les troupes du roi commandées par le marquis du Plessis-Praslin avec celles de Savoie, s'était mis en route pour aider cette défense par une diversion s'il ne pouvait le faire par un secours direct (16 mars). En Catalogne, les Espagnols avaient voulu prendre leur revanche de la défaite de Lérída par le siège de la ville de Flix qu'ils tentèrent inutilement. Ensuite ils avaient tourné leurs desseins vers celle de Miravel (10 février). Le maréchal vice-roi, reconnu depuis peu de temps en cette qualité par une prise de possession solennelle dans Barcelone, et qui s'était contenté d'envoyer un secours à Flix, sortit lui-même de Barcelone, s'avança contre les assiégeants et délivra la place au moment où elle allait être forcée de se rendre. Du côté de la Picardie et de la Flandre, les garnisons avaient fait, suivant l'usage, des courses

sur le pays ennemi. Ainsi les hostilités avaient été partout entretenues. Des renforts et des recrues marchaient sur tous les points. Le maréchal de Guiche avait été envoyé en Picardie (16 février) pour faire la revue des troupes mises en garnison et les disposer à tenir la campagne. Un ordre avait été publié à Paris pour que tous les officiers des différentes armées eussent à rejoindre leurs corps, sous peine d'être saisis par le chevalier du guet. Le vicomte de Turenne était désigné pour aller prendre en Piémont la conduite des troupes françaises, sous le prince Thomas de Savoie auquel on voulait donner l'honneur d'un commandement en chef. Le maréchal de la Mothe avait si bien fait en Catalogne qu'on pouvait s'en rapporter à lui du soin de poursuivre ses avantages. Les immenses préparatifs que l'on voyait se faire par les Espagnols dans le Luxembourg et les Pays-Bas annonçaient que cette année on aurait à soutenir un grand effort vers cette frontière. Don Francisco de Mello y faisait amas des meilleures et des plus vieilles troupes, apparemment pour achever la reprise des places conquises et pénétrer en France, comme il avait commencé à le faire dans la dernière campagne. Il fallait lui opposer un général habile, expérimenté; on choisit pour cet emploi le duc d'Enghien, âgé de vingt et un ans et demi, qui n'avait encore fait preuve que d'une brillante valeur comme volontaire aux sièges d'Arras, d'Aire et de Perpignan. Ce choix devint, par la suite, une heureuse inspiration, le produit d'un de ces regards pénétrants qui découvrent le génie et s'élèvent ainsi jusqu'à lui. C'était alors tout simplement un calcul habile. Le duc d'Enghien tenait à l'ancien état de choses, à la succession du cardinal de Richelieu, par l'alliance qu'il avait contractée avec ce ministre; quoiqu'il en eût, il était son neveu, son protégé, le frère d'un prince qui s'appelait son filleul. Mais en même temps il appartenait par son âge, par ses espérances, par ses liaisons, à cet avenir qui s'approchait chaque jour davantage. Il était fier, emporté, fougueux; le vieux règne se rajeunissait en lui, et s'appuyait de son rang, de son caractère, de sa renommée future. Aussi longtemps que pouvait durer la reconnaissance d'un prince, il se souviendrait que le cardinal Mazarin lui avait fourni sa première occasion de gloire; et, s'il venait à l'oublier, le temps aurait marché au profit de tous. Cependant on ne se fiait pas tellement à l'avancement prématuré de sa science militaire qu'on ne crût devoir placer à ses côtés des gens de plus ancienne pratique. Outre le maréchal de Guiche et les meilleurs maréchaux de camp,

on lui donna pour lieutenant le marquis du Hallier qui venait d'être nommé gouverneur de Champagne, et qu'on fit tout exprès maréchal de France pour qu'il eût auprès de son jeune chef une plus grande autorité.

En même temps qu'on faisait toutes les dispositions pour une campagne nouvelle, les démarches si compliquées qui tendaient à lier une négociation solennelle pour la paix générale, semblait avoir repris quelque activité. Il y avait partout, et dans le peuple et parmi les souverains, une conviction intime que le cardinal Mazarin devait finir la guerre, que telle était sa vocation, sa pensée, le fait à l'accomplissement duquel il était destiné. L'inutile congrès de Cologne n'avait jamais eu de suites; le légat du pape et les plénipotentiaires de la maison d'Autriche s'étaient lassés d'y attendre les envoyés des autres puissances. En conséquence d'une délibération de la diète tenue deux années auparavant à Ratisbonne, qui invitait l'empereur à terminer la longue désolation de l'Allemagne, on avait renoué le projet d'une assemblée pacifique, et en dix-huit mois on était arrivé jusqu'à fixer la place où se tiendraient les conférences. Elles devaient avoir lieu, moitié dans la ville de Munster, moitié dans celle d'Osnabruck, avec liberté de circulation entre les deux villes, et suspension d'hostilités autour d'elles. Ces préliminaires avaient été arrêtés à la fin de l'année 1641, et l'année suivante s'était passée à les ratifier : maintenant on en était à la délivrance et à l'échange des passe-ports, et on désignait déjà en France le nom des ambassadeurs qui allaient soutenir les intérêts du royaume dans le congrès européen.

Au milieu de tous ces soins il en était un plus pressant, qui ne permettait pas sans doute de regarder toujours, ni bien loin autour de soi, ni bien avant dans l'avenir. La santé du roi déclinait. Déjà, vers la fin de février, on avait eu une sérieuse alarme. Ensuite il avait paru se rétablir; mais il était bientôt retombé dans une langueur qui ne permettait qu'à un petit nombre de personnes de parvenir jusqu'à lui. Il habitait toujours Saint-Germain (mars), d'où les nouvelles de son état arrivaient de plus en plus rares et tristes. Celles qui étaient livrées au public se bornaient à faire connaître les faveurs accordées à différentes personnes; on avait appris aussi qu'il s'était fait un changement de confesseur. Le père Sirmond jésuite, « ayant eu per- » mission de se retirer à cause de son grand âge, » avait été remplacé par le père Dinet de la même compagnie. Dans un moment où l'on

était aux écoutes, ce dut être, pour ceux qui raisonnaient sur les affaires, quelque chose de significatif qu'un petit article de la Gazette, daté de Saint-Germain (28 mars), et consacré tout entier à la reine. Après avoir dit que le roi avait entendu la messe, communiqué, dîné en public et donné audience à tous ceux qui s'étaient présentés, le nouvelliste ajoutait : « La reine communia aussi le même jour ; mais si » je vous marquais tous ses actes de piété singulière, vous ne verriez » aucune fête ni dimanche, voire aucun jour, qui ne fût signalé par les » saintes dévotions de cette incomparable princesse, dont la vie » exemplaire se peut proposer pour règle aux plus austères religions. » Aussi ses mérites et ses vœux pour le bien et prospérité du roi et » du royaume ne sont pas moins efficaces vers le ciel, que la prudence du roi dans les conseils, et, dans les exploits, l'heur, la valeur » et la justice des armes de sa majesté qui les rendent toujours victorieuses. » C'était fort peu de chose sans doute qu'un tel éloge : mais depuis bien longtemps on n'avait rien lu de pareil, et les gens qui comprennent à demi-mot virent qu'on venait de faire un pas vers la reconnaissance d'un nouveau pouvoir.

La dernière atteinte de maladie qu'avait éprouvée le roi devait en effet avoir porté toutes les pensées sur le lendemain du jour où il aurait cessé de vivre. Là on ne pouvait s'empêcher de voir la reine placée auprès de son fils, comme l'avait été la reine Marie, comme avant elle la reine Catherine ; car les souvenirs des adultes et des vieillards trouvaient toujours la régence exercée par une mère. Le seul rival qu'il fût possible de lui opposer, c'était le duc d'Orléans : mais celui-ci avait tant sacrifié d'amis, en méritait si peu, que, dût-on le tirer de son abaissement pour le mettre au premier rang, il n'apportait guère que sa personne. La reine, au contraire, s'était attaché nombre de seigneurs et de gentilshommes, vivant actuellement dans une demi-grâce, retirés chez eux sans emploi, mais non sans clientèle. Enfin, il n'était personne qui, par l'exemple de ce qu'on avait vu au commencement de ce règne, ne crût pouvoir mieux trouver son compte avec une femme encore jeune, mère de deux enfants, et sortant d'un long ennui, qu'avec un prince capricieux, hautain, et qui avait fait ses preuves d'un assez mauvais caractère. Ce que tout le monde sentait, les trois ministres formant le conseil étroit n'étaient pas les derniers à le savoir. Ils devaient donc songer au moyen d'entrer en liaison avec la reine, sans pourtant

effaroucher la susceptibilité du roi, qui voulait jusqu'au dernier moment garder ses soupçons et sa rancune. Leur intérêt était commun, leur but le même; il ne restait que de marcher ensemble: ce fut alors qu'ils se séparèrent. L'un des trois, Sublet des Noyers, se crut parvenu à la première faveur auprès du roi, parce que ses habitudes de pratiques religieuses, sa mine chétive, sa vie obscure et laborieuse, rendaient le maître plus familier avec lui. Dans cette idée, il lui sembla que c'était à lui de disposer d'une autorité qui se concentrait en sa seule personne, et il voulut que la reine n'en dût rien à d'autres. Il avait mis dans ses intérêts le père Sirmond, qui travaillait aux mêmes fins, et s'était servi de l'indisposition du roi pour avancer ses affaires avec la reine. Mais le roi étant revenu de ce danger et les deux ministres qui restaient associés ayant appris la défection de leur collègue, son maladroit empressement tourna bientôt contre lui. On commença par renvoyer le confesseur, et le roi se chargea de faire déguerpir le secrétaire d'État. Il lui suffit pour cela de quelques propos aigres que celui-ci, habitué à meilleur traitement, reçut avec humeur. Il offrit sa démission; le roi le prit au mot, et on publia que le sieur des Noyers « avait obtenu la permission plusieurs fois par lui demandée de se retirer en sa maison de » Dangu (10 avril). » Sa charge fut confiée à Michel le Tellier, intendant de justice dans l'armée d'Italie, ami particulier du cardinal Mazarin.

La place restait donc libre au cardinal et au comte de Chavigny, et ce qu'ils avaient à faire, c'était justement la même chose qu'avait trop tôt voulue, qu'avait voulu sans eux le secrétaire d'État disgracié. Pour y réussir, il fallait conserver auprès du roi l'apparence d'une mauvaise volonté obstinée contre la reine, et cependant faire savoir à celle-ci que tout cela était pour son bien, la rassurer, enchaîner le zèle inutile de ses amis, de peur qu'elle ne se créât des obligations envers trop de gens, lorsqu'en réalité elle n'avait besoin de personne. Le cardinal Mazarin ne déplaisait pas à la reine. Une tradition de cour, qui rattache toutes les actions et tous les sentiments de cette princesse au souvenir du duc de Buckingham, prétend même qu'une assez frappante ressemblance entre l'Italien vivant et le bel Anglais mort depuis si longtemps, l'avait, dès la première vue, disposée en sa faveur. Quoi qu'il en soit, le prince de Marsillac, qui fut depuis le duc de la Rochefoucauld, bon observateur comme

rences lui promettaient une entière guérison, mais qui l'avertissaient pourtant de penser à tout ce qui serait nécessaire pour conserver le repos et la tranquillité de son État, s'il venait à lui manquer. « Dieu, » disait-il, désirait de lui ce dernier acte de prudence qui donnerait » la perfection à tous les autres, s'il y apportait un tel ordre que, » dans le bas âge de son successeur, le gouvernement fût soutenu » avec la force et la vigueur si nécessaires pour maintenir l'autorité » royale. Il ne pouvait opposer une plus grande force à ses ennemis, » pour les obliger à un traité de paix, que de faire un établissement » qui ralliât et réunit toute la maison royale, pour conspirer avec » un même esprit à maintenir l'État de sa couronne. L'union avec » ses alliés serait affermie quand ils sauraient qu'elle serait conduite » par les mêmes maximes qui avaient jusqu'ici maintenu si glorieu- » sement sa grandeur. C'était la plus grande preuve d'affection qu'il » pouvait donner à ses peuples que de porter sa pensée sur l'avenir » avec l'image de sa fin et perte, puisqu'il ne devait avoir nulle part » en la félicité de cet autre règne. Or il croyait pour cela ne rien » pouvoir faire de mieux que de suivre l'exemple de ses prédéces- » seurs qui, en pareil cas, avaient déposé la régence du royaume, » l'instruction et éducation des rois mineurs à leurs mères, comme » plus intéressées que nul autre en la conservation de leurs personnes » et de leur couronne. »

Jusque-là tout allait certainement fort bien pour la reine. Mais c'était dans les dispositions mêmes qu'était renfermée la défiance. Advenant le décès du roi avant que le dauphin fût entré en sa quatorzième année, ou bien si celui-ci venait à mourir avant la majorité de son frère, la reine leur mère devait être régente en France, avoir l'éducation et l'instruction de ses enfants avec l'administration et le gouvernement du royaume, tant que durerait la minorité de celui qui serait roi; elle pouvait même, si elle prévoyait qu'elle dût mourir avant leur majorité, se donner un successeur en cette fonction : mais tout cela avec l'avis d'un conseil qui allait être établi. Le duc d'Orléans étant nommé lieutenant général du roi mineur, sous l'autorité de la régente et de ce conseil, étant dérogé « pour ce regard » à la déclaration qui le privait de toute administration dans l'État; mais s'il contrevenait en quelque façon à l'établissement réglé par le roi, il perdait aussitôt cette charge. Un conseil était établi « près de la » reine pour la régence, par les avis duquel et sous son autorité les

» grandes et importantes affaires de l'État seraient résolues à la pluralité des voix. » Il se composait du prince de Condé, du cardinal Mazarin, du chancelier, du surintendant Bouthillier et du secrétaire d'État de Chavigny, « avec défense d'y apporter aucun changement » en l'augmentant ou diminuant pour quelque cause et occasion que ce fût. » En cas de vacance par mort ou forfaiture, la reine pouvait remplacer le défaillant par l'avis des autres et à la pluralité des voix. Toutes les affaires de la paix et de la guerre et autres importantes à l'État, même celles qui regardaient la disposition des finances, seraient délibérées en ce conseil, avec l'avis duquel la reine pourvoirait aux charges de la couronne, à celle de surintendant des finances, de premier président et de procureur général au parlement de Paris, de secrétaire d'État, aux emplois de guerre et gouvernements de places frontières. Pour les autres, elle aurait droit d'y nommer, mais encore avec la participation du conseil, sauf celles de l'église dont elle disposerait avec l'avis du cardinal Mazarin. Après ces dispositions générales, il y en avait de personnelles ; l'ancien garde des sceaux Châteauneuf devait rester en prison jusqu'à la paix et même alors n'en sortir qu'avec l'avis du conseil qui lui fixerait sa résidence dans ou hors le royaume. L'entrée de la France demeurerait interdite à la duchesse de Chevreuse jusqu'à la fin de la guerre, après laquelle il ne lui serait permis d'y revenir qu'avec l'avis du conseil et toujours sans qu'elle pût approcher de la cour et de la reine. Le même avis du conseil était nécessaire pour le retour de toute autre personne absente du royaume par condamnation ou autrement. La déclaration royale se terminait par une formule qui obligeait la reine et le duc d'Orléans à en promettre l'observation sur la foi de leur serment, en présence de tous ceux qui venaient d'en ouïr la lecture.

Alors le roi prit l'acte des mains du secrétaire d'État et le signa, en ayant soin d'y ajouter ces mots : « Ce que dessus est ma très-expresse » et dernière volonté que je veux être exécutée. » Il le fit signer par sa femme, par son frère, et leur fit prêter serment « d'entretenir et » observer ce qui y était contenu. » Ensuite on fit entrer la députation du parlement, composée des présidents, de deux conseillers pris dans chaque chambre et des gens du roi, qui se tenaient dans une pièce voisine. « Le roi, dit Talon, atténué d'une longue maladie et » néanmoins l'esprit fort sain et vigoureux, » leur fit entendre qu'il avait disposé des affaires de son royaume pour le cas où Dieu l'appel-

lerait à lui et son frère irait porter le lendemain au parlement sa volonté. Le premier président l'assura que la compagnie était disposée à toute obéissance, et le roi reprenant la parole déclara qu'il pardonnait à ceux de ce corps qu'il avait éloignés ou dont il avait supprimé les charges, espérant que tous le serviraient avec affection. Le jour suivant (21 avril) en effet, le parlement s'assembla, le duc d'Orléans y parut, quoiqu'il fût encore sous le coup de l'interdiction portée contre lui. La déclaration fut lue devant toutes les chambres, et l'avocat général Talon fit un élégant discours rempli de remerciements pour le roi, d'éloges pour la reine, d'espérances pour l'union des princes entre eux et avec elle, « les suppliant tous, au nom du » roi et de l'État, de vouloir écouter et déférer au conseil de ces » personnes illustres nommées par sa majesté dont la suffisance était » notoire et la fidélité éprouvée, qui ne pouvaient avoir que des » intentions légitimes et des pensées avantageuses au bien public. » Il conclut en requérant l'enregistrement de la déclaration, dont le duplicata serait envoyé aux autres parlements du royaume pour y être pareillement lu, publié et enregistré, « d'autant qu'une affaire de » si importante qualité ne se délibérait que dans le parlement de » Paris. » Le surlendemain de ce jour (23 avril) on s'avisa sans doute que le duc d'Orléans ne pouvait plus longtemps garder la flétrissure de la dernière déclaration, et, comme il avait obéi sans murmure aux commandements du roi, comme il avait docilement signé, complaisamment porté l'acte qui lui faisait une part étroite dans la future régence, on motiva par cette obéissance même la révocation des précautions prises contre sa mauvaise conduite. Une nouvelle déclaration fut envoyée au parlement qui annulait l'ancienne, et ordonnait de la retirer des registres pour qu'il n'en restât aucune mémoire à l'avenir. La reine, à ce qu'il paraît, crut devoir prendre à tout hasard ses mesures. Elle avait signé et juré sans résistance ; elle avait même fait dire à l'avocat général Talon qu'elle n'entendait apporter aucune contradiction à l'enregistrement pur et simple. Mais secrètement elle écrivit une protestation qu'un de ses aumôniers fut chargé de porter à Paris cachetée, pour être paraphée par des notaires en la suscription seulement. De son côté, le roi eut soin de faire imprimer et répandre sa déclaration avec l'adhésion des deux parties intéressées, la signature de trois secrétaires d'État et l'arrêt de vérification, pour mettre son ouvrage sous la protection de la publicité.

Après avoir ainsi disposé, le plus tard qu'il avait cru le pouvoir, de l'administration du royaume, le roi voulut satisfaire un autre devoir qu'il s'accusait sans doute de n'avoir pas plus tôt rempli. Il désigna le cardinal Mazarin pour présenter le dauphin au baptême avec la princesse de Condé. Le jour après celui où la déclaration de la régence avait été lue dans la chambre du roi, cette cérémonie eut lieu dans l'église du vieux château de Saint-Germain par le ministère de l'évêque de Meaux, premier aumônier du roi, et l'enfant fut nommé Louis. On raconte que lorsque le dauphin fut ramené à son père, celui-ci lui ayant demandé comment il s'appelait à présent, l'enfant lui répondit naïvement « Louis XIV, » et que le roi repartit avec douceur, « pas encore. » Il paraît en tout cas que, soit affaiblissement causé par la maladie, soit contentement d'avoir terminé la grande affaire de sa succession, l'esprit du roi prit aussitôt une singulière quiétude et une bienveillance inaccoutumée. A la résignation religieuse qu'il avait toujours témoignée, se joignit dès lors un sentiment de tendresse générale pour tout ce qui l'entourait, d'indulgence et de bonté pour tout ce qui était éloigné de lui. Il lui arriva de dire « qu'il ne voulait pas mourir comme était mort le cardinal de Richelieu, mais pardonner et demander pardon à ceux qu'il avait maltraités. » « Je ne crois pas, dit le protestant Grotius, qu'on puisse trouver jamais non-seulement un roi, mais un chrétien, qui se dispose à la mort avec plus de piété. Durant toute sa maladie, dit-il ailleurs, on n'a pu remarquer aucun signe d'idolâtrie et de superstition. » Des avis de cet heureux changement furent envoyés aussitôt à ceux qu'il intéressait. Le duc de Vendôme accourut le premier pour en profiter; puis, le maréchal de Bassompierre, ensuite les maréchaux de la Force et de Châtillon, la duchesse d'Elbeuf, le maréchal de Vitry, le maréchal d'Estrées, le duc de Chevreuse. Toute cette foule de courtisans, vieux et nouveaux, rétablis ou conservés, assiégeait la chambre du malade, y faisait presse, empêchait l'air d'y circuler, pour assister au spectacle de ce qu'on croyait son agonie. En effet, le roi semblait ne plus avoir qu'à rendre l'âme. Il avait communiqué, béni ses enfants, pleuré avec sa femme, reçu l'extrême-onction (22-23 avril), et fixé lui-même pour son dernier jour, le vendredi, qu'il assurait lui avoir toujours été heureux. Ce jour-là il se portait mieux (24 avril); on chantait autour de lui des psaumes traduits par l'évêque de Grasse dont il avait fait la

musique, et où sa voix se mêlait dans les basses avec celle du maréchal de Schomberg.

Mais la veille de ce jour, il s'était passé tout auprès de lui une espèce de scandale. Sur ce qu'il avait reçu l'extrême-onction, on l'avait cru mort, et déjà l'on s'était essayé, fort maladroitement du reste, aux premières querelles de sa succession. Il y avait alors à la cour un sujet de jalousie, fort secondaire sans doute, mais qui la divisait en deux partis, bien plus efficacement que n'aurait pu le faire un intérêt sérieux. Il s'agissait du gouvernement de Bretagne, autrefois donné au duc de Vendôme, qu'ensuite le cardinal de Richelieu avait pris pour lui et qu'il avait comme légué au maréchal de la Meilleraye. Or la famille de Vendôme ne voulait aucunement reconnaître cette transmission et prétendait se faire réintégrer dans son bien de gré ou de force. En conséquence, chacun s'était rangé d'un côté ou de l'autre, comme il se pratiquait au commencement de ce règne, faisant escorte à celui qu'on voulait servir en lui promettant secours, même pour la violence. A la tête du parti de Vendôme était le duc de Beaufort, jeune, beau, hardi, présomptueux, ayant plus de brusquerie que d'élégance, par cela même très-agréable au peuple, bien venu de la reine qui le jugeait le plus honnête homme du monde, et laissant croire assez volontiers qu'elle l'en avait trouvé aussi le plus aimable. Le jour donc où le roi parut à l'extrémité (23 avril), chacun s'empressa de se mettre en mesure; le maréchal de la Meilleraye fit venir de Paris ses amis en grande troupe; le duc d'Orléans, voyant arriver des gens en armes, s'entoura de ses serviteurs; la reine obligée de se rendre chez le roi, dans la crainte de quelque entreprise dont tout ce mouvement lui semblait faire les apprêts, pria le duc de Beaufort de veiller sur ses enfants jusqu'à son retour. Toute la cour était logée au vieux château; le roi habitait le château neuf. Ainsi, par le fait seul de ce commandement, le duc de Beaufort se trouvait le protecteur des enfants de France, le maître de tout ce qui n'était pas dans la chambre du roi, avec une garde nombreuse sous ses ordres. Cette importance de quelques heures l'étourdit; il exagéra les précautions, la surveillance; il prit avec affectation toutes les allures du plein pouvoir: de sorte qu'avant la fin de cette journée, qui se passa sans aucun péril, il avait déjà offensé le duc d'Orléans et le prince de Condé, et, qui pis est, compromis la reine. Ce fut là ce qu'on appela, dans les souvenirs de la cour, « le grand jeudi. »

Le retour de santé qui s'était manifesté chez le roi, et l'indiscrète équipée des amis de la reine, ne servit pas peu à confirmer l'alliance secrète du ministère avec Anne d'Autriche. Peut-être en effet, si elle fût venue à la régence trois jours après la déclaration, quand ses serviteurs étaient debout, armés, réunis autour de ses enfants, aurait-elle été moins disposée à transiger. Maintenant on avait quelque temps devant soi pour lui remontrer ses véritables intérêts, pour lui faire sentir la pétulante ambition de ce jeune imprudent qui voulait tout choquer, tout renverser, tout conduire, qui, pour un jour de faveur et un bien faible service, se croyait déjà l'arbitre de ses volontés, qui enfin, pour donner une plus haute idée du crédit où il était auprès d'elle, ne craignait pas de mettre en danger sa réputation. Car son audace allait jusque-là, et n'avait pas même cette excuse de la passion qui rend, dit-on, les femmes indulgentes; chacun savait bien que son unique soin était de plaire à la duchesse de Montbason, qui occupait entièrement sa pensée et à laquelle il faisait hommage de ses succès. C'était surtout par les femmes de la reine qu'on lui faisait glisser ces insinuations, et, comme dit un spirituel contemporain, « tout le monde butant à faire changer une femme qui l'eût peut-être fait d'elle-même, ç'aurait été un miracle si l'on n'en fût venu à bout. »

Le meilleur état du roi se continua quelques jours. Le soir du « grand jeudi » il avait exigé que la reine prît sa place au conseil comme elle devait faire après lui, mais en l'obligeant à venir lui rendre compte de ce qui s'y serait passé. Dès qu'il se trouva mieux, il fit cesser cette anticipation de la régence. Il se montra également jaloux de recevoir les personnes dont il avait permis le retour, et qui arrivaient à la file, notamment le sieur de Beringhen, son ancien valet de chambre, la duchesse de Guise et ses enfants, et le vieux duc de Bellegarde. Une seule personne manquait à la réunion de toute sa famille, c'était la princesse que le duc d'Orléans avait épousée en Lorraine. Il n'y en avait certainement pas de plus innocente, et pourtant ce fut la dernière qu'il voulut voir venir, ou plutôt qu'il laissa venir pour ne pas la voir. Elle était toujours à Bruxelles; un gentilhomme du duc d'Orléans partit enfin (29 avril) avec la charge de la ramener à son époux, mais à condition qu'ils renouvelleraient leur mariage devant l'archevêque de Paris. Peu de jours après, une déclaration du roi adjoignit le duc de Longueville à ceux qui devaient composer le conseil de régence (8 mai). C'était un titre d'honneur qu'on lui accordait; car

en même temps il était désigné pour aller avec le comte d'Avaux et le sieur Servien au congrès de Munster, comme chef de la députation. Ce fut le dernier acte d'autorité royale que fit Louis XIII, et il avait pour objet la paix générale. Après sept jours d'un soulagement qu'on avait appelé convalescence, il était retombé (1<sup>er</sup> mai) dans son douloureux accablement, appelant souvent la mort pour finir ses souffrances. La reine s'était fait dresser une chambre au château neuf, tout près de celle du roi, sans doute pour lui donner plus assidûment ses soins, mais aussi pour être plus à portée de l'événement. Car en même temps elle faisait avertir l'avocat général Talon de se tenir prêt à la servir (9 mai), son intention étant, aussitôt que le roi serait mort, de venir au parlement, où le duc d'Orléans et le prince de Condé devaient renoncer à l'autorité que leur donnait la déclaration du roi, ce qui amènerait l'annulation et lui conférerait la régence absolue. On pense bien qu'une pareille communication ne pouvait qu'être fort agréable aux magistrats. Elle leur promettait une occasion nouvelle de prononcer dans la forme d'un arrêt sur une grande question de monarchie. Quelles que fussent les intentions des parties qui allaient paraître devant eux, soit qu'il y eût contestation, soit qu'il y eût accord, ce serait toujours reconnaître qu'il fallait à leurs droits opposés un juge, ou à leur contrat une sanction, et que le parlement seul pouvait faire l'un ou l'autre; ce qui le replaçait une seconde fois, après trente-deux ans, dans la haute position où était venue le chercher Marie de Médicis, lorsqu'elle s'était fait par son autorité décerner la régence. Ici même il y avait quelque chose de plus; car le pouvoir royal avait statué, selon la souveraineté sans bornes qu'il s'attribuait; l'état futur était réglé par une volonté suprême; ce n'était donc pas à défaut d'un ordre établi, mais contre l'établissement même de cet ordre, qu'on avait recours à la compagnie qui s'était constituée dépositaire ou conservatrice des vieilles lois du royaume. L'avocat général Talon avait reçu cet avertissement, encore par un aumônier de la reine, mais d'une manière assez vague. Il voulut savoir comment avait été conclu l'accommodement avec la reine et les princes. On lui dit que la reine s'était expliquée avec le duc d'Orléans seul à seul, et ensuite avec le prince de Condé de la même façon; que ce double rapprochement avait été ménagé par les soins d'Augustin Potier, évêque de Beauvais, son principal confident, simple et bon prélat, dont les amis de la reine faisaient déjà un premier ministre, et qui travaillait dévo-

tement à en rendre l'emploi facile pour un autre ; « cet avis, dit Talon, » me donna l'idée pour me préparer à ce que j'avais à faire. »

Cependant le roi durait toujours. On peut dire que jamais homme plus résolu à la mort n'eut plus de peine à mourir. C'est quelque chose de vraiment déchirant que cette longue lutte de la vie contre le mal, se passant, avec les soins hideux qu'elle demande, les plaintes qu'elle arrache, avec tout le désordre du corps et de l'âme qu'elle produit, en présence de nombreux spectateurs dont la douleur fatigue, ou dont on devine la joie. Tous les mots qu'on a conservés du roi durant ces tristes journées, tendaient à une même fin, et n'avaient qu'une pensée, nous dirions mieux qu'un sentiment. Il demandait qu'on le laissât s'éteindre tranquillement, qu'on lui épargnât des soins dont il ne pouvait avoir que la peine, que l'on ne troublât pas ce peu de sommeil qu'il obtenait si rarement pour l'obliger à prendre des aliments ou des remèdes. Un soir pourtant (10 mai) qu'il venait de dormir quelque peu, il s'éveilla en sursaut, chercha des yeux le prince de Condé dans sa ruelle, et lui dit qu'il avait rêvé d'une grande victoire remportée par le duc d'Enghien, son fils, sur les ennemis du royaume. Cette énergie que semblait lui avoir rendue pour un instant un songe de victoire, il la conserva jusqu'au dernier moment pour les préparatifs d'une sainte mort. Ceux-là le trouvaient toujours prêt, toujours disposé ; loin de leur demander répit, il les sollicitait, les appelait, les dirigeait lui-même. Deux évêques, deux pères jésuites et le père Vincent de Paule étaient toujours près de lui pour lui faire des lectures ou des discours dont il leur donnait le texte. Enfin, le 14 mai 1643, trente-trois ans, jour pour jour, après la mort de son père, et presque à la même heure, Louis XIII expira.

On était dans l'après-midi ; la reine fut conduite aussitôt, du château neuf où gisait le corps du feu roi, au vieux château qu'elle avait quitté et où était le roi nouveau. Le duc d'Orléans, le prince de Condé et toute la cour l'y suivirent. Le prince de Condé prêta serment entre les mains du roi Louis XIV pour la charge de grand maître de France, qu'il avait accueillie du comte de Soissons et dont il devait commencer l'exercice par les obsèques du défunt. La foule se pressait dans les appartements, encombrait toutes les issues, étouffait la régente qui fut obligée de quitter sa chambre pour respirer. Elle envoya l'ordre à tout le monde de sortir, en faisant prier son beau-frère de rester seul avec elle pour la consoler. Le malheur vou-

lut que cet ordre fut porté encore par le duc de Beaufort qui, sans emploi, sans autorité pour commander, n'en commandait que plus haut. Le prince de Condé se trouvait compris dans l'exclusion générale. Il prétendit que la volonté de la reine devait lui être signifiée par un capitaine des gardes et non par le duc de Beaufort qui n'était rien. Le duc répliqua fièrement qu'il ne donnait pas d'ordres, mais que personne ne l'empêcherait d'exécuter ceux de la reine. On apaisa l'un et l'autre, mais le ressentiment demeura.

(15 mai) Le lendemain, de bonne heure, deux lettres arrivaient au parlement; l'une pour les gens du roi, l'autre pour la compagnie. Il n'y était pas question de séance royale, de lit de justice. Le roi annonçait seulement à ses officiers la perte qu'il venait de faire, et les engageait à continuer la fonction de leurs charges « jusqu'à ce qu'ils » en eussent reçu de lui la confirmation accoutumée. » C'était moins qu'on n'attendait; mais surtout les termes de la lettre, cette espèce de doute qu'elle semblait élever sur l'immuabilité de leurs offices, comme si la survenance d'un règne nouveau pouvait les mettre en péril, causèrent un grand émoi parmi les magistrats. On envoya au chancelier qui prétendit ne s'être écarté en rien de l'ancien usage, mais qui consentit pourtant à remplacer ces mots « jusqu'à ce que » vous en ayez reçu la confirmation » par ceux-ci « jusqu'à ce que » vous en ayez fait le serment. » Il s'ensuivit plusieurs contestations assez aigres entre le chancelier et les gens du roi, ceux-ci insistant pour demander une audience à la reine, l'autre voulant qu'on se contentât de celle qu'il était chargé de leur indiquer pour le jour suivant. Enfin après qu'on les eut fait longtemps attendre, ils furent admis auprès de la reine où étaient le duc d'Orléans, le prince de Condé, le cardinal Mazarin, le chancelier, le secrétaire d'État de Chavigny, et nul autre. Elle les écouta avec une contenance toute gracieuse et leur fit dire ensuite par le chancelier qu'elle recevrait le parlement le lendemain, non par députés, mais en corps, même en robes rouges s'il voulait, toutefois sans l'obliger à rien, et qu'elle se contenterait « qu'il » usât des termes d'obéissance, de respect et de soumission avec les- » quels les compagnies ont coutume de saluer leur prince en sem- » blables occasions. » D'où les magistrats conclurent qu'on ne leur demandait plus de serment nouveau, qu'on ne prétendait plus les confirmer dans leurs charges, que, par conséquent, ils avaient gagné leur procès.

Ceci se passait dans le Louvre à Paris; car le matin du jour qui suivit la mort de Louis XIII, la reine mère y avait amené son fils, avec grande escorte et solennité. Le jour après celui-ci (16 mai), le parlement se présenta au Louvre, non pas en corps, mais par députation, non en robes rouges, mais en robes noires « suivant l'ancienne » forme. » Dans le compliment que devait prononcer le premier président, il avait été convenu qu'il prierait le roi de venir dès qu'il le pourrait tenir son lit de justice, et cela était d'autant plus facile à obtenir que déjà le jour était pris pour cette séance. La reine en effet annonça que le surlendemain elle conduirait son fils au parlement, et les deux princes déclarèrent l'un après l'autre que leur intention était de s'y trouver pour « rendre honneur au roi et à la reine. »

(18 mai) Ce jour venu, le jeune roi alla prendre sa place au parlement, ayant à sa droite sa mère séparée de lui par un siège vide, le duc d'Orléans son oncle, le prince de Condé premier prince du sang, le prince de Conti son fils, les ducs de Vendôme, d'Uzès, de Ventadour, de Sully, de Lesdiguières, de la Rochefoucauld, de la Force, les maréchaux de Vitry, d'Estrées, de Bassompierre, de Châtillon, de Guiche; à sa gauche l'évêque de Beauvais, seul pair ecclésiastique; à ses pieds le duc de Chevreuse grand chambellan, et devant lui le chancelier dans sa chaise. Sur le banc des conseillers de la grand'chambre, l'archevêque de Paris et l'évêque de Senlis; sur un banc dans le parquet la princesse de Condé, la duchesse de Longueville, mademoiselle de Vendôme; sur un autre le surintendant des finances, les conseillers d'État et maîtres des requêtes; sur un troisième les secrétaires d'État au nombre de trois; toute la compagnie et le parquet des gens du roi rangés au grand complet dans leur ordre de cérémonie. Le roi, s'étant assis, dit « qu'il était venu au parlement pour lui témoigner sa bonne volonté et que son chancelier lui » dirait le reste. » La reine parla en peu de mots « de sa douleur qui » lui avait ôté toutes les pensées de ce qu'elle avait à faire, jusqu'au » jour où les députés de la compagnie étaient venus supplier son fils » de tenir son lit de justice, ce qu'elle avait voulu faire pour témoi- » gner à cette compagnie qu'en toutes sortes d'occasions elle serait » bien aise de se servir de ses conseils. » Alors le duc d'Orléans, s'adressant à la reine, lui témoigna la satisfaction que tout le royaume devait avoir de son procédé; il rappela ce qu'il avait déjà dit à la députation du parlement, « que l'honneur de la régence était dû tout

» entier, non-seulement à sa qualité de mère, mais aussi à son mérite  
» et à sa vertu, que la régence lui ayant été déferée par la volonté  
» du roi défunt et par le consentement de tous les grands du royaume,  
» il ne désirait pour lui-même d'autre part dans les affaires que celle  
» qu'il lui plairait de lui donner, et ne prétendait aucun avantage  
» de toutes les clauses particulières contenues en la déclaration. »  
Le prince de Condé loua le duc d'Orléans « de sa générosité, non-  
» seulement utile, mais nécessaire pour le bien et le gouvernement  
» de l'État, dans lequel les affaires n'ont jamais de succès quand l'au-  
» torité est partagée, et déclara qu'il était pour ce qui le concernait  
» tout à fait de son sentiment. » On remarqua dans les expressions  
dont il se servit plus de froideur, peut-être parce qu'il avait moins à  
céder, peut-être aussi parce qu'il cédait de moins bon gré.

Ainsi, dès l'ouverture de la séance et bien avant qu'on eût à re-  
cueillir les opinions, le résultat était annoncé ; il était convenu que la  
volonté du roi défunt ne serait pas suivie, qu'on s'en autoriserait seu-  
lement pour la reconnaissance du droit attribué à la reine mère, mais  
sans aucune des conditions qu'il y avait mises et des précautions qu'il  
avait cru devoir prendre. Maintenant c'était le tour du chancelier. Sa  
position était difficile ; car il faisait partie du conseil où la déclaration  
avait été préparée, il était un de ceux à qui elle attribuait une fonc-  
tion ; il ne pouvait désavouer une œuvre à laquelle il avait contribué,  
et n'était pas placé assez haut pour en abdiquer le profit comme  
avaient fait les deux princes. Mais dès lors on savait échapper aux  
embarras par le vague des paroles. Après avoir relevé la gloire du roi  
défunt, il en promit autant au roi son successeur, formé par les soins  
de cette grande princesse sa mère. « La reine, dit-il, apporte tant de  
» grandes qualités et de si éminentes vertus au gouvernement qu'elle  
» prend du roi son fils et du royaume, qu'elle rendra le jugement du  
» feu roi glorieux et les effets qui en naîtront seconderont ou plutôt  
» surmonteront l'attente publique. Nous avons donc tout sujet de  
» désirer que cette grande princesse prenne la régence en main pour  
» la conduite et le gouvernement de cette monarchie, mais avec cette  
» puissance et liberté entière sagement proposée par l'oncle du roi et  
» secondée de l'avis du premier prince du sang. L'autorité de cette  
» sage princesse ne saurait être trop grande, puisqu'elle se trouve  
» entre les mains de la vertu même. Le plus grand bonheur des mo-  
» narchies est que ceux qui les commandent soient libres quand ils

» sont bienfaisants. » L'avocat général Talon, qui avait à parler ensuite, était moins gêné dans son éloquence. Seulement il avait trois semaines auparavant requis l'enregistrement de la déclaration qu'on annulait, et recommandé au nom de l'État la déférence aux avis de ce conseil qui allait ne plus exister ; mais c'était là une pure nécessité de sa charge qu'il avait remplie avec douleur. A présent il pouvait se féliciter de voir la reine « prendre possession toute libre pour le bien » de l'État du titre auguste de régente, afin de maintenir par autorité » l'union dans le royaume et effacer toutes sortes de jalousies de fac- » tions et de partis qui naissent facilement quand la puissance est » divisée. Nous savons bien, ajoutait-il, que le conseil, qui est la » source de la sagesse, est aussi l'âme et le nerf du gouvernement, et » que dans la minorité de nos rois, les princes du sang et les grands » officiers de la couronne sont conseillers de la régence, avec cette » différence que les uns y sont appelés par naissance et les autres par » élection. Mais ce conseil doit être libre, agissant par persuasion et » non par nécessité, puisque, selon les maximes de la meilleure poli- » tique, le jugement de ceux qui commandent doit être l'arbitre de » l'esprit et des pensées de ceux qui consultent. Toutes les précau- » tions contraires à cette liberté et les clauses dérogeantes aux prin- » cipes et à l'unité de la monarchie, ne nuisent pas seulement au secret » des affaires et à la promptitude de l'exécution, mais elles peuvent » être des occasions de division et des empêchements de bien faire. » En conséquence il requérait pour le roi que la reine mère fût déclarée régente dans le royaume « conformément à la volonté du roi défunt, » pour avoir le soin et l'éducation de la personne de sa majesté et l'administration entière des affaires, pendant que le duc d'Orléans son oncle serait son lieutenant général dans toutes les provinces du royaume sous l'autorité de la reine, et chef des conseils sous la même autorité, et, en son absence, le prince de Condé ; demeurant au pouvoir de la reine de faire choix de telles personnes que bon lui semblerait, pour délibérer auxdits conseils sur les affaires qui lui seraient proposées, sans être obligée de suivre la pluralité des voix.

C'était là tout à fait un nouvel établissement de la régence, où la volonté du roi défunt, assez dérisoirement rappelée, ne comptait que pour un seul point, où tout le reste était réglé sans elle et contre elle par une volonté souveraine qui se mettait à sa place. Le chancelier prit les avis sur ces conclusions ; la reine s'excusa de dire le sien,

n'en ayant pas d'autre que les résolutions qui seraient prises par la compagnie. Le duc d'Orléans dit pour motiver son opinion que les clauses de la dernière déclaration, qu'il avait pourtant apportée lui-même, lui avaient toujours semblé extraordinaires et sans exemple, que partant il ne fallait pas s'y arrêter. Le prince de Condé donna pour unique raison de la sienne, la confiance qu'il avait dans les vertus de la reine mère. Tous les avis suivirent ceux des deux princes, et l'arrêt fut rendu au nom du roi dans les termes dont s'était servi l'avocat général.

En toute cette solennité, le cardinal Mazarin n'avait point paru ; le secrétaire d'État de Chavigny avait laissée vide sa place auprès de ses collègues. Il n'avait été en aucune façon parlé d'eux. Tout le monde les croyait ensevelis l'un et l'autre sous les morceaux de cette déclaration qu'on venait de lacérer. Le bruit courait que le cardinal allait partir ou peut-être était déjà parti pour l'Italie. Lorsque la cour se pressa le soir au Louvre, radiieuse et triomphante, autour de la reine, on apprit que le premier usage qu'elle avait fait de son pouvoir avait été de nommer le cardinal Mazarin chef de son conseil, et de confirmer le comte de Chavigny dans ses fonctions. On raconta même que le cardinal s'était longtemps fait prier, qu'il n'avait accepté enfin qu'à la condition de se retirer dès que la paix générale serait conclue. A la façon dont les négociations avaient marché jusqu'ici, c'était déjà donner une assez honnête durée à son ministère, et ne pas trop engager sa parole. Tout le monde se regarda ; les impatients qui voulaient une réaction furent confondus ; les habiles sourirent en voyant le règne nouveau commencer par une déception ; le parlement estima que la reine avait légitimement usé de l'autorité qui lui avait été conférée ; le peuple, qui avait appris que le feu roi s'était occupé de la paix, qui avait entendu parler de la paix dans le lit de justice, à qui l'on disait que la reine avait pris un ministre tout exprès pour faire la paix, se crut au comble du bonheur. Presque aussitôt on eut la nouvelle d'une grande victoire remportée (19 mai) sur les Espagnols devant Rocroi par le duc d'Enghien, qui avait pour son début sauvé une ville assiégée, défait les meilleures troupes d'Espagne, tué son plus vieux général, jeté sur le champ de bataille six mille ennemis morts, fait pareil nombre de prisonniers, pris vingt canons, cent soixante et dix drapeaux, quatorze cornettes et deux guidons. Alors il n'y eut plus dans tout le royaume qu'un seul sentiment de joie et

d'orgueil. Il parut à tout le monde que le ciel protégeait cette régence d'un aspect déjà si gai, si riant, où tout était jeune, gracieux, élégant et respirait le plaisir, ce gouvernement d'une femme et d'un enfant qui produisait dès les premiers jours des héros et des triomphes. Aussi la multitude se pressa-t-elle à flots joyeux sur le passage du cortège qui se rendit à Notre-Dame pour y chanter un *Te Deum* solennel, et ses acclamations résumaient très-bien toute la pensée du moment. La reine était nommée dans ses cris, « la plus grande et la plus aimable » des princesses. » Devant cette manifestation passionnée, tous les ressentiments durent se taire, toutes les répugnances s'apprivoiser, tous les désappointements se contraindre. « En ce temps, dit le cardinal de Retz, il ne convenait pas à un honnête homme d'être » mal avec la cour. »

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.



# TABLE

# CHRONOLOGIQUE

des principaux faits

RAPPORTÉS DANS CETTE HISTOIRE.

TOME PREMIER.

Années	Pages
1610	Mort de Henri IV. . . . . 15
»	Marie de Médicis proclamée régente. . . . . 18
»	Procès de Ravaillac . . . . . 27
»	Arrêt contre le livre de Mariana. . . . . 38
»	Confirmation de l'édit de Nantes. . . . . 44
»	Retour du prince de Condé. . . . . 51
»	Progrès de Concini . . . . . 56
»	Débats sur les jésuites. . . . . 57
»	Expédition de Juliers. . . . . 63
1611	Retraite du duc de Sully. . . . . 69
»	Accusation contre le duc d'Épernon. . . . . 71
»	Assemblée des réformés à Saumur. . . . . 77
»	Le duc Henri de Rohan s'y produit. . . . . 84
»	Livre de du Plessis-Mornay . . . . . 90
»	Procès des jésuites . . . . . 97
1612	Double alliance avec l'Espagne . . . . . 100
»	Carrousel de la Place-Royale. . . . . 101
»	Le duc de Rohan chef des réformés. . . . . 106
»	Conclusion des deux mariages. . . . . 109
1613	Duels du chevalier de Guise. . . . . 116
»	Les princes quittent la cour. . . . . 119
»	Le duc de Savoie menace le Montferrat. . . . . 121
»	Retour des princes . . . . . 122
»	Concini maréchal de France. . . . . 123
»	Les princes s'éloignent de nouveau. . . . . 125
»	Préparatifs de guerre civile. . . . . 126
»	Traité de Sainte-Ménéhould . . . . . 132
»	Convocation des états généraux. . . . . 133
»	Majorité du roi. . . . . 136
»	Tenue des états généraux. . . . . 139

Années		Pages
1615	Premier article du tiers-état . . . . .	145
»	Etat de la recette et de la dépense. . . . .	150
»	Clôture des états. . . . .	157
»	L'évêque de Luçon parle pour le clergé. . . . .	160
»	Charles d'Albert de Luynes. . . . .	166
»	Remontrances du parlement . . . . .	168
»	Les princes se préparent à la guerre. . . . .	173
»	Le roi se dispose à partir pour Bordeaux. . . . .	176
»	La guerre civile s'organise. . . . .	178
»	Départ du roi. . . . .	179
»	Manifeste du prince de Condé. . . . .	180
»	La guerre commence. . . . .	186
»	Échange des deux princesses. . . . .	193
»	Mariage du roi. . . . .	194
1616	Conférence à Loudun pour la paix . . . . .	202
»	Traité de Loudun. . . . .	208
»	Changement de ministère. . . . .	213
»	Querelle du maréchal d'Ancre avec un cordonnier. . . . .	215
»	Premier emploi de l'évêque de Luçon. . . . .	216
»	Cabales des princes à Paris. . . . .	217
»	Arrestation du prince de Condé. . . . .	224
»	Nouveaux préparatifs de guerre civile. . . . .	227
»	L'évêque de Luçon secrétaire d'état. . . . .	233
1617	Mesures prises contre les princes. . . . .	240
»	Marche des armées royales. . . . .	244
»	Meurtre du maréchal d'Ancre. . . . .	247

## TOME DEUXIÈME.

1617	La reine mère reléguée à Blois. . . . .	3
»	Procès de la maréchale d'Ancre. . . . .	12
»	Rétablissement du culte catholique dans le Béarn. . . . .	18
»	Paix entre la Savoie et l'Espagne. . . . .	21
»	Assemblée des notables à Rouen. . . . .	24
»	L'évêque de Luçon éloigné de la reine mère. . . . .	26
1618	Les jésuites autorisés à l'enseignement. . . . .	30
»	Rébellion du Béarn. . . . .	34
»	Soulèvement en Bohême. . . . .	36
1619	La reine mère s'échappe de Blois. . . . .	39
»	L'évêque de Luçon envoyé auprès d'elle. . . . .	45
»	Traité entre la mère et le fils. . . . .	45
»	Le prince de Condé sort de prison. . . . .	49
»	Avancement de Charles d'Albert. . . . .	50
1620	Assemblée des réformés à Loudun . . . . .	51
»	La famille des Luynes s'établit . . . . .	54

Années	Pages
1620	Les princes vont joindre la reine mère . . . . . 55
»	Le roi s'avance en armes contre eux. . . . . 56
»	Prise du pont de Cé. . . . . 58
»	Nouveau traité avec la reine mère . . . . . 59
»	Ambassade de France en Allemagne. . . . . 61
»	Le roi se fait obéir en Béarn . . . . . 62
1621	Murmures contre le duc de Luynes. . . . . 64
»	Assemblée des réformés à la Rochelle. . . . . 67
»	Le duc de Luynes connétable. . . . . 70
»	Guerre contre les réformés. . . . . 72
»	Constitution du parti réformé. . . . . 73
»	Siège de Montauban. . . . . 80
»	Mort du connétable de Luynes. . . . . 86
1622	Le prince de Condé dirige le roi . . . . . 89
»	Continuation de la guerre. . . . . 91
»	Conversion de Lesdiguières, fait connétable . . . . . 97
»	Paix de Montpellier. . . . . 102
»	L'évêque de Luçon cardinal. . . . . 105
»	Affaire de la Valteline. . . . . 106
1623	Le marquis de la Vieuville surintendant. . . . . 108
»	Le prince Charles de Galles se rend en Espagne. . . . . 111
1624	Disgrâce du chancelier de Sillery. . . . . 113
»	Entrée du cardinal de Richelieu au conseil. . . . . 114
»	Disgrâce du marquis de la Vieuville. . . . . 118
»	Occupation de la Valteline. . . . . 122
1625	Soulèvement des réformés. . . . . 123
»	Henriette de France épouse Charles I <sup>er</sup> . . . . . 124
»	Guerre avec l'Espagne et les réformés. . . . . 130
»	Victoire navale devant l'île de Rhé. . . . . 135
»	Murmures des catholiques. . . . . 136
1626	Paix avec les réformés. . . . . 139
»	Paix avec l'Espagne. . . . . 139
»	Parti pour le frère du roi. . . . . 143
»	Les deux frères de Vendôme arrêtés. . . . . 146
»	Complot du comte de Chalais. . . . . 148
»	Mariage du duc d'Orléans. . . . . 150
»	Barradas et Saint-Simon . . . . . 154
1627	Brouillerie avec l'Angleterre . . . . . 159
»	Assemblée des notables à Paris. . . . . 160
»	Mort de la duchesse d'Orléans. . . . . 169
»	Exécution du comte de Bouteville . . . . . 169
»	Descente des Anglais en l'île de Rhé. . . . . 171
»	Défaite des Anglais. . . . . 176
»	Opérations du duc de Rohan. . . . . 178
»	Siège de la Rochelle. . . . . 183
1628	Premier secours des Anglais. . . . . 192
»	Deuxième secours des Anglais. . . . . 201
»	Reddition de la Rochelle. . . . . 203

Années		Pages
1628	Le duc de Rohan continue la guerre. . . . .	209
»	Résultats de la prise de la Rochelle. . . . .	217
»	Invasion du Montserrat par les Espagnols. . . . .	225

## TOME TROISIÈME.

1629	Le roi conduit une armée en Italie. . . . .	13
»	Paix avec l'Angleterre . . . . .	16
»	Fin de la guerre avec les réformés. . . . .	22
»	Brouillerie du cardinal avec la reine mère. . . . .	26
»	Le cardinal recherche le roi de Suède . . . . .	32
1630	Le cardinal retourne en Italie. . . . .	35
»	Maladie du roi à Lyon. . . . .	46
»	Casal délivré . . . . .	47
»	Traité de Ratisbonne. . . . .	49
»	Journée des dupes. . . . .	53
1631	La reine mère consignée à Compiègne. . . . .	60
»	Le duc d'Orléans sort de France. . . . .	64
»	La reine mère s'échappe de Compiègne. . . . .	70
»	Le roi de Suède en Allemagne. . . . .	73
»	Traité entre la France et Gustave-Adolphe. . . . .	74
»	Établissement d'une gazette en France. . . . .	78
»	Chambre de justice à l'Arsenal. . . . .	79
»	Voyage du roi à Metz. . . . .	83
1632	Traité avec le duc de Lorraine. . . . .	84
»	Le duc marie sa sœur au duc d'Orléans. . . . .	84
»	Manifeste de la reine mère. . . . .	86
»	Procès du maréchal de Marillac. . . . .	88
»	Second traité avec le duc de Lorraine. . . . .	95
»	Le duc d'Orléans entre armé en France. . . . .	96
»	L'électeur de Trèves sous la protection du roi. . . . .	97
»	Le duc de Montmorency se joint au frère du roi. . . . .	100
»	Combat de Castelnaudary . . . . .	106
»	Le duc d'Orléans fait son traité . . . . .	110
»	Le duc de Montmorency condamné à mort. . . . .	115
»	Le duc d'Orléans quitte encore la France. . . . .	118
»	Mort du roi de Suède. . . . .	121
1633	Disgrâce du garde des sceaux Châteauneuf. . . . .	125
»	Le roi se fait remettre Nancy. . . . .	139
»	Le duc de Rohan employé par le roi. . . . .	142
»	Le duc d'Épernon humilié. . . . .	146
1634	Abdication du duc Charles de Lorraine. . . . .	153
»	Le cardinal son frère se marie. . . . .	154
»	Évasion du nouveau duc et de sa femme. . . . .	156
»	Traité du duc d'Orléans avec l'Espagne. . . . .	161

Années	Pages
1634	Procès d'Urbain Grandier. . . . . 163
»	Mort de Waldstein . . . . . 169
»	Le duc d'Orléans rentre en France. . . . . 175
1635	Fondation de l'Académie française . . . . . 182
»	La France se prépare à la guerre ouverte . . . . . 186
»	Déclaration de guerre contre l'Espagne. . . . . 191
»	Bataille d'Avein . . . . . 192
»	Expédition dans les Pays-Bas . . . . . 195
»	Le cardinal de la Valette secourt Mayence. . . . . 198
»	Le roi se rend à son armée en Lorraine. . . . . 201
»	Descente d'une flotte espagnole en Provence. . . . . 203
»	Résultats de la campagne de 1635. . . . . 205
1636	Expédition de Franche-Comté. . . . . 213
»	L'Espagnol entre en Picardie. . . . . 215
»	Effroi dans Paris. . . . . 216
»	Reprise de Corbie. . . . . 220
»	Le duc d'Orléans hors de la cour. . . . . 226
1637	Traité avec le frère du roi . . . . . 229
»	Le comte de Soissons reste à Sedan . . . . . 230
»	Le Cid de Corneille . . . . . 232
»	Le duc de Rohan chassé de la Valteline. . . . . 235
»	Campagne d'Italie et d'Allemagne. . . . . 237
»	Campagne de Flandre . . . . . 239
»	Reprise des îles en Provence . . . . . 241
»	L'ennemi repoussé du Languedoc. . . . . 242
»	Révolte des croquants. . . . . 244

## TOME QUATRIÈME.

1637	Louise de la Fayette et le père Caussin . . . . . 6
»	La reine soupçonnée de crime d'État. . . . . 10
»	La duchesse de Chevreuse sort de France. . . . . 15
1638	Grossesse de la reine. . . . . 16
»	Vœu de Louis XIII . . . . . 17
»	Campagne sur le Rhin. . . . . 22
»	Jean de Wert prisonnier. . . . . 23
»	Mort du duc de Rohan. . . . . 23
»	Siège de Saint-Omer. . . . . 24
»	Déroute de Fontarabie. . . . . 26
»	Campagne d'Italie. . . . . 29
»	Prise de Brisach. . . . . 32
»	Négociation pour la paix. . . . . 36
»	Naissance de Louis XIV. . . . . 49
»	La reine-mère quitte la Flandre . . . . . 50
»	Elle passe en Angleterre. . . . . 54









PUBLICATIONS NOUVELLES DE WOUTERS, RASPOET ET COMPAGNIE.

# TRÉSOR

HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

OUVRAGES COMPOSANT LA 10<sup>e</sup> SÉRIE.

10 volumes in-8°.

1°

HISTOIRE

de

FRANCE

SOUS LOUIS XIII

PAR

M. A. BAZIN.

4 volumes in-8°, ornés de quatre portraits.

—

2°

HISTOIRE

de la

RÉVOLUTION

de 1688

EN ANGLETERRE

par

F.-A. HAZURE.

4 volumes.

3°

HISTOIRE

de

FRANCE

AU MOYEN AGE

*depuis Philippe-Auguste jusqu'à la fin  
du règne de Louis XI.*

4 vol.

—

4°

HISTOIRE

des

FRANÇAIS

DES DIVERS ÉTATS

Au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle

PAR ANANS-ALEXIS MONTEIL.

4 vol.

Conditions de la souscription et mode de la publication.

Il paraît un volume (papier satiné avec une jolie couverture) par semaine. Chaque volume se compose de 16 feuilles d'impression in-8° ou 256 pages. S'il arrivait que les volumes ne comportassent pas cette quantité de feuilles, et que le nombre manquant fût au moins de 12 feuilles (192 pages), il y sera suppléé par un volume, formant un ouvrage complet, délivré gratis aux souscripteurs.

La souscription se fait pour tous les ouvrages composant la série. — Celui qui souscrit pour 6 exemplaires obtient un 7<sup>e</sup> exemplaire gratis.

Chaque volume est distribué, sans frais, au domicile du souscripteur, moyennant le paiement de 1 fr. 25 pour Bruxelles, et 1 fr. 35 pour les provinces.

Celui qui souscrit après la publication du tome 9 de la présente série, payera 30 cent. de plus par volume.

Les abonnés des campagnes doivent désigner un domicile dans une ville quelconque pour la remise des ouvrages.

On souscrit à l'ÉTABLISSEMENT, 8, rue d'Assaut, à Bruxelles, et chez les principaux libraires de la Belgique.



# TRÉSOR

## HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

OUVRAGES COMPOSANT LA 10<sup>e</sup> SÉRIE.

1<sup>o</sup>

### HISTOIRE

# DE FRANCE

## SOUS LOUIS XIII

PAR A. BAZIN.

Quatre volumes in-8<sup>o</sup>, ornés de quatre superbes portraits.

2<sup>o</sup>

### HISTOIRE

de la

# RÉVOLUTION

DE 1638

## EN ANGLETERRE

PAR F.-A. MAZURE.

4 vol.

3<sup>o</sup>

### HISTOIRE

de

# FRANCE

AU MOYEN ÂGE

Depuis Philippe-Auguste jusqu'à la fin du règne de Louis XI

PAR M. CAPEFIGUE.

4 vol.

4<sup>o</sup>

### HISTOIRE

# DES FRANÇAIS

DES DIVERS ÉTATS, AU XIV<sup>e</sup> ET AU XV<sup>e</sup> SIÈCLE

Par Amans-Alexis MONTEIL.

4 volumes.

#### MODE DE PUBLICATION ET CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Il paraît un volume (papier satiné avec une jolie couverture) par semaine. Chaque volume se compose de 16 feuilles d'impression in-8<sup>o</sup> ou 256 pages. S'il arrivait que les volumes ne comportassent pas cette quantité de feuilles, et que le nombre manquant fût au moins de 12 feuilles (192 pages), il y sera suppléé par un volume, formant un ouvrage complet, délivré gratis aux souscripteurs.

La souscription se fait pour tous les ouvrages composant la série. — Celui qui souscrit pour 6 exemplaires obtient un 7<sup>e</sup> gratis.

Chaque volume est distribué, sans frais, au domicile du souscripteur, moyennant le paiement de 1 fr. 25 pour Bruxelles, et 1 fr. 35 pour les provinces.

Celui qui souscrit après la publication du tome 9 de la présente série, payera 50 cent. de plus par volume.

Les abonnés des campagnes doivent désigner un domicile dans une ville quelconque, pour la remise des ouvrages.

On souscrit à l'ÉTABLISSEMENT, 8, rue d'Assaut, à Bruxelles, et chez les principaux libraires de la Belgique.

**TRÉSOR**  
**HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.**

**HISTOIRE**  
**DE FRANCE**  
**SOUS LOUIS XIII**

par  
**M. A. BAHIN**

Ouvrage ayant obtenu de l'Académie française, dans sa séance du 14 mai 1840

le second des prix fondés par le baron Gobert

**TOME IV**



**BRUXELLES**  
**WOUTERS, RASPOET ET C<sup>o</sup> IMPRIMEURS-LIBRAIRES**  
**RUE D'ASSAUT, 8**

**1842**









**THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
REFERENCE DEPARTMENT**

**This book is under no circumstances to be  
taken from the Building**

[illegible]

